



JOURNAUX  
DE LA  
CHAMBRE DES COMMUNES  
DU  
CANADA

Depuis le 6 septembre 1945 jusqu'au 18 décembre 1945,  
inclusivement, durant les neuvième et dixième années  
du règne de Notre Souverain Seigneur,  
le Roi George VI

PREMIÈRE SESSION DU VINGTIÈME PARLEMENT DU CANADA

---

L'honorable GASPARD FAUTEUX, ORATEUR

---

DEUXIÈME SESSION 1945

*IMPRIMÉ PAR ORDRE DU PARLEMENT*



OTTAWA  
EDMOND CLOUTIER. C.M.G.. B.A., L.Ph.,  
IMPRIMEUR DE SA TRÈS EXCELLENTE MAJESTÉ LE ROI  
CONTRÔLEUR DE LA PAPETERIE

1946

VOLUME LXXXVI

## TABLE DES MATIÈRES

	PAGES
Proclamations .....	iii
Journaux de la Chambre.....	1
Index .....	561
Appendices aux Journaux .....	A la suite de l'Index

# PROCLAMATIONS



ATHLONE

[L.S.]

CANADA

GEORGE SIX, *par la Grâce de Dieu, Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des Territoires britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.*

A Nos bien-aimés et fidèles les Sénateurs du Dominion du Canada et aux Membres élus pour servir dans la Chambre des communes de Notredit Dominion, à tous et chacun de vous,—SALUT:

## PROCLAMATION

**A**TTENDU que Nous avons jugé à propos, par et avec l'avis et le consentement de Notre Conseil privé pour le Canada, de dissoudre la présente législature du Canada, qui se trouve prorogé au seizième jour d'avril 1945.

SACHEZ DONC QUE, à cette fin, Nous publions Notre présente proclamation royale et dissolvons par les présentes ladite législature du Canada en conséquence, et les sénateurs et les membres de la Chambre des communes sont excusés de se réunir ledit seizième jour d'avril 1945.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait émettre Nos présentes Lettres Patentes et à icelles fait apposer le Grand Sceau du Canada. TÉMOIN: Notre cher Oncle, Notre très fidèle et très aimé Cousin et Conseiller, Alexandre Auguste Frédéric Georges, Comte d'Athlone, Chevalier de Notre Ordre très noble de la Jarretière, Membre de Notre très honorable Conseil privé, Chevalier grand-croix de Notre Ordre très honorable du Bain, Grand Maître de Notre Ordre très distingué de Saint-Michel et de Saint-Georges, Chevalier grand-croix de Notre Ordre royal de Victoria, Compagnon de Notre Ordre du Service distingué, Colonel de Notre Armée (retraité), ayant le grade honoraire de Major-Général, un de Nos Aides de camp personnels, Gouverneur général et Commandant en chef de Notre Dominion du Canada.

EN NOTRE HÔTEL DU GOUVERNEMENT, en Notre cité d'Ottawa, en Notredit Dominion, ce seizième jour d'avril en l'an de grâce mil neuf cent quarante-cinq, le neuvième de Notre Règne.

Par ordre,

E. H. COLEMAN,  
Sous-secrétaire d'Etat.

ATHLONE

[L.S.]

## CANADA

GEORGE SIX, *par la Grâce de Dieu, Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des Territoires britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.*

A tous ceux à qui les présentes parviendront,—SALUT:

## PROCLAMATION

**A**TTENDU que c'est Notre désir et détermination de Nous rencontrer aussitôt que faire se pourra avec Notre peuple de Notre Dominion du Canada, et d'obtenir son avis au Parlement,—

NOUS FAISONS CONNAÎTRE Notre volonté et plaisir royal de convoquer un parlement et Nous déclarons en outre que, de l'avis de Notre Conseil privé pour le Canada, Nous avons aujourd'hui même donné des ordres en vue de l'émission de Nos WRITS en due forme pour la convocation d'un parlement dans Notredit Dominion, lesquels Writs porteront la date du seizième jour d'avril 1945, et rapportables le neuvième jour d'août 1945.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait émettre Nos présentes Lettres Patentes et à icelles fait apposer le Grand Sceau du Canada. TÉMOIN: Notre cher Oncle, Notre très fidèle et très aimé Cousin et Conseiller, Alexandre Auguste Frédéric Georges, Comte d'Athlone, Chevalier de Notre Ordre très noble de la Jarretière, Membre de Notre très honorable Conseil privé, Chevalier grand-croix de Notre Ordre très honorable du Bain, Grand Maître de Notre Ordre très distingué de Saint-Michel et de Saint-Georges, Chevalier grand-croix de Notre Ordre royal de Victoria, Compagnon de Notre Ordre du Service distingué, Colonel de Notre Armée (retraité), ayant le grade honoraire de Major-Général, un de Nos Aides de camp personnels, Gouverneur général et Commandant en chef de Notre Dominion du Canada.

EN NOTRE HÔTEL DU GOUVERNEMENT, en Notre cité d'Ottawa, en Notredit Dominion, ce seizième jour d'avril en l'an de grâce mil neuf cent quarante-cinq, le neuvième de Notre Règne.

Par ordre,

E. H. COLEMAN,  
Sous-secrétaire d'Etat.

ATHLONE

[L.S.]

## CANADA

GEORGE SIX, *par la Grâce de Dieu, Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des Territoires britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.*

A tous ceux à qui les présentes parviendront,—SALUT:

## PROCLAMATION

**S**ACHEZ que, désireux et ayant résolu, aussitôt que faire se pourra, de nous rencontrer avec Notre Peuple de Notre Dominion du Canada, et d'obtenir son avis au Parlement, Nous, par et de l'avis de Notre Conseil privé pour le Canada, par les présentes convoquons la Chambre des communes dans et pour Notredit Dominion, et la sommons de se réunir en Notre cité d'Ottawa, en Notredit Dominion, jeudi, le seizième jour d'août prochain, pour, là et alors, entrer en conférence et traiter avec les hommes illustres et le Sénat de Notredit Dominion.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait émettre Nos présentes Lettres Patentes et à icelles fait apposer le Grand Sceau du Canada. TÉMOIN: Notre cher Oncle, Notre très fidèle et très aimé Cousin et Conseiller, Alexandre Auguste Frédéric Georges, Comte d'Athlone, Chevalier de Notre Ordre très noble de la Jarretière, Membre de Notre très honorable Conseil privé, Chevalier grand-croix de Notre Ordre très honorable du Bain, Grand Maître de Notre Ordre très distingué de Saint-Michel et de Saint-Georges, Chevalier grand-croix de Notre Ordre royal de Victoria, Compagnon de Notre Ordre du Service distingué, Colonel de Notre Armée (retraité), ayant le grade honoraire de Major-Général, un de Nos Aides de camp personnels, Gouverneur général et Commandant en chef de Notre Dominion du Canada.

EN NOTRE HÔTEL DU GOUVERNEMENT, en Notre cité d'Ottawa, en Notredit Dominion, ce seizième jour d'avril en l'an de grâce mil neuf cent quarante-cinq, le neuvième de Notre Règne.

Par ordre,

E. H. COLEMAN,  
Sous-secrétaire d'Etat.

ATHLONE

[L.S.]

## CANADA

GEORGE SIX, *par la Grâce de Dieu, Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des Territoires britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.*

A Nos très-aimés et fidèles les Sénateurs du Dominion du Canada et aux Membres élus pour servir dans la Chambre des communes de Notredit Dominion, à tous et chacun de vous,—SALUT:

## PROCLAMATION

**A**TTENDU que Notre Parlement du Canada se trouve prorogé jusqu'au seizième jour du mois d'août 1945. Néanmoins, pour certaines causes et considérations, Nous avons cru convenable de proroger de nouveau ledit Parlement jusqu'à jeudi le vingt-troisième jour d'août 1945, de nature à ce que vous et chacun de vous ne soyez tenus et contraints d'être présents ledit seizième jour d'août 1945, en Notre cité d'Ottawa. Nous voulons que vous et chacun de vous à cet égard soyez exonérés; vous commandant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous et à tous autres y intéressés, de vous trouver personnellement en Notre cité d'Ottawa susdite, jeudi le vingt-troisième jour du mois d'août 1945, à midi, pour L'EXPÉDITION DES AFFAIRES, et y traiter, et conclure sur les matières qui, par la faveur de Dieu en Notredit Parlement du Canada, pourront par le Conseil commun de Notredit Dominion, être ordonnées.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait émettre Nos présentes Lettres Patentes et à icelles fait apposer le Grand Sceau du Canada. TÉMOIN: Notre cher Oncle, Notre très fidèle et très aimé Cousin et Conseiller, Alexandre Auguste Frédéric Georges, Comte d'Athlone, Chevalier de Notre Ordre très noble de la Jarretière, Membre de Notre très honorable Conseil privé, Chevalier grand-croix de Notre Ordre très honorable du Bain, Grand Maître de Notre Ordre très distingué de Saint-Michel et de Saint-Georges, Chevalier grand-croix de Notre Ordre royal de Victoria, Compagnon de Notre Ordre du Service distingué, Colonel de Notre Armée (retraité), ayant le grade honoraire de Major-Général, un de Nos Aides de camp personnels, Gouverneur général et Commandant en chef de Notre Dominion du Canada.

EN NOTRE HÔTEL DU GOUVERNEMENT, en Notre cité d'Ottawa, en Notredit Dominion, ce dixième jour de juillet en l'an de grâce mil neuf cent quarante-cinq, le neuvième de Notre Règne.

Par ordre,

E. H. COLEMAN,  
Sous-secrétaire d'Etat.

ATHLONE

[L.S.]

## CANADA

GEORGE SIX, *par la Grâce de Dieu, Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des Territoires britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.*

A Nos très-aimés et fidèles les Sénateurs du Dominion du Canada et aux Membres élus pour servir dans la Chambre des communes de Notredit Dominion, à tous et chacun de vous,—SALUT:

## PROCLAMATION

**A**TTENDU que Notre Parlement du Canada se trouve convoqué le jeudi vingt-troisième jour d'août 1945 pour l'expédition des affaires. Néanmoins, pour certaines causes et considérations, Nous avons cru convenable de proroger de nouveau ledit Parlement jusqu'à jeudi le sixième jour du mois de septembre 1945, de nature à ce que vous et chacun de vous ne soyez tenus et contraints d'être présents ledit jeudi vingt-troisième jour d'août 1945, en Notre cité d'Ottawa. Nous voulons que vous et chacun de vous à cet égard soyez exonérés; vous commandant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous et à tous autres y intéressés, de vous trouver personnellement en Notre cité d'Ottawa susdite, jeudi le sixième jour du mois de septembre 1945, à midi, pour L'EXPÉDITION DES AFFAIRES, et y traiter, et conclure sur les matières qui, par la faveur de Dieu en Notredit Parlement du Canada, pourront par le Conseil commun de Notredit Dominion, être ordonnées.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait émettre Nos présentes Lettres Patentes et à icelles fait apposer le Grand Sceau du Canada. TÉMOIN: Notre cher Oncle, Notre très fidèle et très aimé Cousin et Conseiller, Alexandre Auguste Frédéric Georges, Comte d'Athlone, Chevalier de Notre Ordre très noble de la Jarretière, Membre de Notre très honorable Conseil privé, Chevalier grand-croix de Notre Ordre très honorable du Bain, Grand Maître de Notre Ordre très distingué de Saint-Michel et de Saint-Georges, Chevalier grand-croix de Notre Ordre royal de Victoria, Compagnon de Notre Ordre du Service distingué, Colonel de Notre Armée (retraité), ayant le grade honoraire de Major-Général, un de Nos Aides de camp personnels, Gouverneur général et Commandant en chef de Notre Dominion du Canada.

EN NOTRE HÔTEL DU GOUVERNEMENT, en Notre cité d'Ottawa, en Notredit Dominion, ce dixième jour d'août en l'an de grâce mil neuf cent quarante-cinq, le neuvième de Notre Règne.

Par ordre,

E. H. COLEMAN,  
Sous-secrétaire d'Etat.

No 1

JOURNAUX  
DE LA  
CHAMBRE DES COMMUNES  
DU CANADA

---

SÉANCE DU JEUDI, 6 SEPTEMBRE 1945

---

*11 heures de l'avant-midi.*

Aujourd'hui, premier jour de séance de la première session du vingtième Parlement assemblé pour l'expédition des affaires, Arthur Beaudesne, écuyer, C.M.G., B.A., M.A., C.R., L.L.D., Litt.D., F.R.S.C., greffier de la Chambre des communes, et Charles Walter Boyce, écuyer, deuxième assistant greffier et chef des Journaux anglais, commissaires parlementaires *per dedimus potestatem* aux fins d'administrer le serment aux membres de la Chambre des communes, étant tous deux présents dans l'exercice de leurs fonctions, ledit Arthur Beaudesne, écuyer, C.M.G., M.A., C.R., L.L.D., dépose sur le bureau la liste des députés élus pour composer ce Parlement, liste reçue par lui, en sa qualité de Greffier de la Chambre des communes, de Jules Castonguay, écuyer, directeur général des élections, et certifiée par ce dernier, lesquels certificats et listes sont ainsi conçus:

VINGTIÈME ÉLECTION GÉNÉRALE

BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS

Ceci est pour certifier que depuis la dissolution du dix-neuvième parlement, le sixième jour d'avril 1945, des brefs d'élections, datés du même jour, ont été émis par Son Excellence le Gouverneur en conseil pour l'élection d'un ou de plusieurs députés pour chaque district électoral du Canada, lesquels brefs furent séparément adressés aux directeurs de scrutin nommés dans la liste ci-jointe, chacun ordonnant que l'appel nominal des candidats ait lieu le quatorzième jour de mai 1945, et la votation, si nécessaire, le onzième jour de juin de ladite année.

Et que les personnes nommées dans la liste ci-jointe, d'après les rapports reçus de temps à autre, ont été élues en vertu de ces brefs, leurs noms ont été dûment inscrits, dans l'ordre de la réception des rapports, dans le registre tenu à cet effet en vertu de la loi sur ce sujet, les avis de ces rapports ayant été dûment publiés de temps à autre dans la *Gazette du Canada*.

Et que, par la suite, l'un des membres ainsi élus en vertu des brefs plus haut mentionnés, ayant accepté un poste comportant des émoluments versés par la Couronne, un autre bref d'élection a été émis le deuxième jour de juillet 1945, pour l'élection d'un membre pour le district électoral de Glengarry, dans la province d'Ontario, et la tenue d'un scrutin fut fixée au sixième jour d'août de ladite année.

Et que le nom du député qui, après son élection, a accepté un poste comportant des émoluments de la Couronne, est indiqué sur ladite liste par un astérisque, ainsi (\*).

Donné sous ma signature à Ottawa, le premier jour de septembre 1945.

JULES CASTONGUAY,  
*Directeur général des élections.*

## LISTE DES MEMBRES DE LA CHAMBRE DES COMMUNES

### VINGTIÈME LÉGISLATURE

#### ONTARIO

Districts Electoraux	Noms des Membres	Directeurs du scrutin
Algoma-est .....	Thomas Farquhar .....	J. W. Darby
Algoma-ouest .....	George E. Nixon .....	George Leslie Allan,
Brant .....	John Alpheus Charlton .....	Arthur Muir
Brantford (Ville de) ..	W. Ross Macdonald .....	Alexander Bruce Patterson
Bruce .....	Andrew E. Robinson .....	Andrew H. McTavish
Carleton .....	G. Russell Boucher .....	John. M. Hoey
Cochrane .....	Joseph-A. Bradette .....	John D. Mackay
Dufferin-Simcoe .....	Hon. William Earl Rowe .....	John Ambrose Ryan
Durham .....	Charles Elwood Stephenson .....	Lawrence C. Mason
Elgin .....	Charles Delmer Coyle .....	Percy R. Locke
Essex-est .....	Hon. Paul Martin .....	Sylvester McGuire
Essex-sud .....	Stewart Murray Clark .....	Murray Smith
Essex-ouest .....	Donald Ferguson Brown .....	L. L. Crowley
Fort William .....	Dan McIver .....	Harry Wilfred Davidson
Frontenac-Addington ..	Wilbert Ross Aylesworth .....	Wm. Paul Miller
Glengarry (*) .....	William B. MacDiarmid .....	John J. Morris
Glengarry .....	Rt. Hon. W. L. Mackenzie King .....	John J. Morris
Grenville-Dundas .....	Arsa Clair Casselman .....	Daniel Joseph Laushway
Grey-Bruce .....	Walter Edward Harris .....	Walter Chisholm
Grey-nord .....	Wilfred Garfield Case .....	A. E. Moore
Haldimand .....	Mark Cecil Senn .....	Peter Ambrose Gloyd
Halton .....	Hughes Cleaver .....	James K. Mahon
Hamilton-est .....	Thomas Hambly Ross .....	Jack C. Beemer
Hamilton-ouest .....	Hon. Colin William George Gibson .....	Douglas B. Gordon
Hastings-Peterborough ..	George Stanley White .....	H. W. Sabine
Hastings-sud .....	George Henry Stokes .....	M. C. Burgess
Huron-nord .....	Lewis Elston Cardiff .....	Horace J. Fisher
Huron-Perth .....	William Henry Golding .....	Keith M. McLean
Kenora-Rainy River ..	William Moore Benidickson .....	John Kenneth McQuarrie
Kent .....	Clayton Earl Desmond .....	John F. Fletcher
Kingston (Ville de) ...	Thomas Ashmore Kidd .....	George Bawden
Lambton-Kent .....	Robert James Henderson .....	J. W. Burgess
Lambton-ouest .....	Joseph Warner Murphy .....	R. Harold Gibb
Lanark .....	William Gourlay Blair .....	Robert Lewis Somerville
Leeds .....	George Robert Webb .....	Newton Stewart Cuthbertson
Lincoln .....	Norman J. (Mac) Lockhart .....	Arthur A. Craise
London .....	Park A. Manross .....	C. J. F. Ross

Districts Electoraux	Noms des Membres	Directeurs du scrutin
Middlesex-est	Harry Oliver White	George B. Laidlaw
Middlesex-ouest	Robert McCubbin	Wilbert Hector McLeish
Muskoka-Ontario	James MacKerras Macdonnell	William Litchfield
Nipissing	Leoda Gauthier	Antoine Desautels
Norfolk	Theobald Butler Barrett	J. H. Bowden
Northumberland	Robert Earle Drope	Thomas F. Hall
Ontario	William Edmund Newton Sinclair	Joseph P. Mangan
Ottawa-est	J.-T. Richard	Roland McNicoll
Ottawa-ouest	George James McIlraith	Russell Dick
Oxford	Kenneth R. Daniel	Rufus Edgar Beam
Parry Sound	Bucko McDonald	J. E. Armstrong
Peel	Gordon Graydon	J. Albert McBride
Perth	Albert James Bradshaw	Roy Butson
Peterborough-ouest	Gordon Knapman Fraser	Vincent Eastwood
Port Arthur	Hon. Clarence Decatur Howe	Joseph L. McCormack
Prescott	Elie-Oscar Bertrand	Conrad Dubois
Prince Edward-Lennox	George James Tustin	S. William Spencer
Renfrew-nord	Ralph Melville Warren	R. S. Graham
Renfrew-sud	Hon. James Joseph McCann	Herbert A. Jordan
Russell	Joseph-Omer Gour	P.-E. Rochon
Simcoe-est	William Alfred Robinson	Joseph D. J. McNamara
Simcoe-nord	Julian Harcourt Ferguson	Albert Edwin Cullham
Stormont	Hon. Lionel Chevrier	Arthur Edwin Hall
Timiskaming	Walter Little	H. Clifford
Victoria	Glaxton Wesley Hodgson	Charles E. Williams
Waterloo-nord	Louis Orville Breithaupt	J. E. Wagner
Waterloo-sud	Karl Homuth	A. W. A. White
Welland	Hon. Humphrey Mitchell	Hugh J. Henderson
Wellington-nord	Lewis Monary	L. A. Flewelling
Wellington-sud	Robert W. Gladstone	John H. Hockin
Wentworth	Frank Exton Lennard	Thomas M. Stock
York-est	Robert Henry McGregor	John A. Thomas
York-nord	John E. Smith	Fred Hare
York-sud	Alan Cockeram	Kenneth B. MacLaren
York-ouest	Rodney Adamson	Charles E. Ring

## VILLE DE TORONTO

Broadview	Thomas Langton Church	William Hogg
Danforth	Joseph Henry Harris	W. H. Ford
Davenport	John R. MacNicol	Daniel H. Reed
Eglinton	Donald Methuen Fleming	E. W. V. Starnaman
Greenwood	Denton Massey	Thomas H. Lane
High Park	William Alexander McMaster	L. A. Leslie
Parkdale	Herbert A. Bruce	John E. Madden
Rosedale	Harry R. Jackman	B. Leslie Sharpe
St. Paul's	Douglas G. Ross	Leo B. Doheny
Spadina	David Arnold Croll	John Kinsella
Trinity	Larry Skey	Harry Gilbert

## QUÉBEC

Argenteuil	Georges-H. Héon	Gaétan Valois
Beauce	Ludger Dionne	J.-A. Gendron
Beauharnois-Laprairie	Maxime Raymond	Raymond Lapointe
Bellechasse	Louis-Philippe Picard	Philippe Plante
Berthier-Maskinongé	Aldéric Laurendeau	J.-E. Langlois
Bonaventure	Bona Arsenaault	Bertram David Law
Brome-Missisquoi	Maurice Hallé	W. F. Bowles
Chambly-Rouville	Roch Pinard	Amédée Lemieux

Districts Electoraux	Noms des Membres	Directeurs du scrutin
Champlain	Hervé-Edgar Brunelle	J.-G.-A. Marchand
Chapleau	David Gourd	Trefflé Bolduc
Charlevoix-Saguenay	Frédéric Dorion	Elzéar Villeneuve
Châteauguay-		J. Edmour McGowan
Huntingdon	Donald E. Black	
Chicoutimi	Paul-Edmond Gagnon	Léon-Georges Gauthier
Compton	J.-Adéodat Blanchette	Henri Casavant
Dorchester	Léonard-D. Tremblay	Victor-Aimé Rouillard
Drummond-Arthabaska	Armand Cloutier	Renaud Miville
Gaspé	J.-G.-Léopold Langlois	Charles-Eug. Thibault
Hull	Hon. Alphonse Fournier	Louis-Philippe Mercier
Joliette-L'Assomption-		
Montcalm	Georges-Emile Lapalme	Joseph-A. Bélanger
Kamouraska	Eugène Marquis	Adalbert Ancil
Labelle	Maurice Lalonde	Albert Boulais
Lac St-Jean-Roberval	Joseph-Alfred Dion	J.-E. Otis
Laval-Deux-Montagnes	J.-R.-Liguori Lacombe	J.-B. Latour
Lévis	Maurice Bourget	Antoine Bourget
Lotbinière	Hughes Lapointe	Joseph Bédard
Matapédia-Matane	A.-Philéas Côté	Raoul Fafard
Mégantic-Frontenac	Joseph Lafontaine	Georges Lafontaine
Montmagny-L'Islet	Jean Lesage	Louis Pelletier
Nicolet-Yamaska	Lucien Dubois	C.-E. Villeneuve
Pontiac	Wallace Reginald McDonald	J.-L. Baillargeon
Portneuf	Pierre Gauthier	Alfred Naud
Québec-est	Hon. Louis-S. St-Laurent	Ernest Godbout
Québec-sud	Hon. Charles Gavan Power	L. H. Egan
Québec-ouest-et-sud	Charles Parent	Roméo Jobin
Québec-Montmorency	Wilfrid Lacroix	Marc-Edouard Côté
Richelieu-Verchères	Hon. P.-J.-A. Cardin	Osiar Cousineau
Richmond-Wolfe	James Patrick Mullins	Gaston Desmarais
Rimouski	Gleason Belzile	Charles d'Anjou
St-Hyacinthe-Bagot	Joseph Fontaine	Jos.-L. Cormier
St-Jean-Iberville-		
Napierville	Alcide Côté	Jean Frederick
St-Maurice-Lafèche	Joseph-Iréné Hamel	William Vennes
Shefford	Marcel Boivin	Benoit Marchessault
Sherbrooke	Maurice Gingues	Leonidas Bachand
Stanstead	John Thomas Hackett	Léopold DeSève
Témiscouata	Jean-François Pouliot	Robert Grandmaison
Terrebonne	Lionel Bertrand	Raymond Raymond
Trois-Rivières	Wilfrid Gariépy	J.-A. Villeneuve
Vaudreuil-Soulanges	Louis-René Beaudoin	Evariste Savé
Wright	Joseph-Léon Raymond	Wilfrid Lavigne

### ÎLE DE MONTRÉAL

Cartier	Fred Rose	Maurice Wiseman
Hochelaga	Raymond Eudes	André Côté
Jacques-Cartier	Elphège Marier	Rodolphe Paré
Laurier	Hon. Ernest Bertrand	Benoni Decary
Maisonneuve-Rosemont	Sarto Fournier	Edmond Goulet
Mercier	Hon. Joseph-Arthur Jean	Avila Beauchamp
Mont-Royal	Frederick Primrose Whitman	Brodie J. Snyder
Outremont	Edouard-Gabriel Rinfret	Emile Trottier
Ste-Anne	Thomas Patrick Healy	Thomas Clarke
St-Antoine-Westmount	Hon. Douglas Charles Abbott	J. B. Burrows
St-Denis	Azellus Denis	Omer Mongrain
St-Henri	J.-Arsène Bonnier	Hormisdas Hébert
St-Jacques	Roland Beaudry	Ernest Robillard
St-Laurent-St-Georges	Hon. Brooke Claxton	John E. Pitt
Ste-Marie	Gaspard Fauteux	J.-A. Villemaire
Verdun	Paul-Emile Côté	Laurent-E. Juneau

## NOUVELLE-ÉCOSSE

Districts Electoraux	Noms des Membres	Directeurs du scrutin
Antigonish-Guysborough	James Ralph Kirk	Alfred N. Hattie
Cap Breton-nord- Victoria	Matthew MacLean	Theodore Sullivan
Cap Breton-sud	Clarence Gillis	J. F. Chiasson
Colchester-Hants	Frank T. Stanfield	Hugh McKenzie McCallum
Cumberland	Percy Chapman Black	R. D. Crawford
Digby-Annapolis-Kings	Hon. James L. Ilsley	Harry G. Parker
Halifax	Gordon B. Isnor	Parker T. Hickey
	William Chisholm Macdonald	Parker T. Hickey
Inverness-Richmond	Moses Elijah McGarry	Austin MacDonnell
Pictou	Henry Byron McCulloch	William H. Harris
Queens-Lunenburg	Robert Henry Winters	John H. Creighton
Shelburne-Yarmouth- Clare	Loran Ellis Baker	C. L. Sanderson

## NOUVEAU-BRUNSWICK

Charlotte	Andrew Wesley Stuart	E. S. Hill
Gloucester	Clovis-T. Richard	J.-B. Blanchard
Kent	Aurel D. Leger	François-G. Richard
Northumberland	John William Maloney	A. H. Mackay
Restigouche-Madawaska	Benoit Michaud	Philibert LeBlanc
Royal	Alfred J. Brooks	Arlie L. Palmer
St. John-Albert	Douglas King Hazen	S. Roy Kelly
Victoria-Carleton	Heber Harold Hatfield	Glen Foster
Westmorland	Henry Read Emmerson	Eugene O. McSweeney
York-Sunbury	H. Francis G. Bridges	Clarence N. Goodspeed

## ÎLE DU PRINCE-ÉDOUARD

Kings	Thomas Vincent Grant	Edwin Reid
Prince	John Watson MacNaught	William L. Delaney
Queens	J. Lester Douglas	Gordon R. Holmes
	W. Chester S. McClure	Gordon R. Holmes

## MANITOBA

Brandon	James Ewen Matthews	Robert A. Clement
Churchill	Ronald Moore	Colin F. Johnston
Dauphin	Fred S. Zaplitny	James G. Vance
Lisgar	Howard Waldemar Winkler	Cecil D. Treble
Macdonald	William Gilbert Weir	Alfred Larson
Marquette	Hon. James Allison Glen	John Spalding
Neepawa	John Bracken	Harry A. Lye
Portage-la-Prairie	Harry Leader	W. M. Stewart
Provencher	René-Norbert Jutras	Jos.-Odilon Bois
St-Boniface	Fernand Viau	Walter A. Leslie
Selkirk	William Bryce	Herbert Arthur Arundel
Souris	James Arthur Ross	Percy Charles Raymer
Springfield	John Sylvester Sinnott	William Robert Hamilton
Winnipeg-nord	Alistair McLeod Stewart	David Levin
Winnipeg-nord-centre	Stanley H. Knowles	Ernest E. Hallonquist
Winnipeg-sud	Leslie Alexander Mutch	John Gurzon Harvey
Winnipeg-sud-centre	Ralph Maybank	T. Kells Moore

## COLOMBIE-BRITANNIQUE

Districts Electoraux	Noms des Membres	Directeurs du scrutin
Cariboo .....	William Irvine .....	Bruce George Parker
Comox-Alberni .....	John Lambert Gibson .....	P. Leo Anderton
Fraser Valley .....	George A. Cruickshank .....	Thomas Osborn
Kamloops .....	Edmund Davie Fulton .....	William Brennan
Kootenay-est .....	James Herbert Matthews .....	Aaron Walde
Kootenay-ouest .....	Herbert Wilfrid Herridge .....	R. R. Burns
Nanaimo .....	George Randolph Pearkes .....	William M. Dwyer
New-Westminster .....	Tom Reid .....	J. J. Johnston
Skeena .....	Harry Grenfell Archibald .....	Thomas W. Brown
Vancouver-Burrard .....	Charles Cecil Ingersoll Merritt ..	Robert M. McGinn
Vancouver-centre .....	Hon. Ian Alistair Mackenzie .....	Robert M. Edgar
Vancouver-est .....	Angus MacInnis .....	C. A. Donovan
Vancouver-nord .....	James Sinclair .....	William James Dynes
Vancouver-sud .....	Howard Charles Green .....	Ernest Thompson Murray
Victoria .....	Robert Wellington Mayhew .....	Sydney Child
Yale .....	Hon. Grote Stirling .....	H. V. Craig

## SASKATCHEWAN

Assiniboia .....	Edward George McCullough .....	Wilfred C. McArton
Humboldt .....	Joseph William Burton .....	Spencer Munroe Sutherland
Kindersley .....	Frank Eric Jaenicke .....	Raymond Parker
Lake-Centre .....	John George Diefenbaker .....	Carl Frederickson
Mackenzie .....	Alexander Malcolm Nicholson .....	John Edward Parkinson
Maple Creek .....	Duncan John McCuaig .....	A. H. Stevens
Melfort .....	Percy Ellis Wright .....	Fred W. Falkner
Melville .....	Hon. James Garfield Gardiner .....	George Edgar Hunt
Moose-Jaw .....	Wilbert Ross Thatcher .....	Charles Miller Nixon
North-Battleford .....	Frederick W. Townley-Smith .....	L. A. Pirot
Prince-Albert .....	Edward LeRoy Bowerman .....	Samuel Lorne Small
Qu'Appelle .....	Gladys Strum .....	Horace H. Towill
Regina (Ville de) .....	John Oliver Probe .....	Hark D. Macpherson
Rosetown-Biggar .....	Major James Coldwell .....	Howard McLaren
Rosthern .....	Walter Adam Tucker .....	William B. Bashford
Saskatoon (Ville de) .....	Robert Ross Knight .....	William Neil Stewart
Swift-Current .....	Thomas J. Bentley .....	George F. Roth
Les Battlefords .....	Max Campbell .....	James Murray Scott
Weyburn .....	Eric Bowness McKay .....	D. J. Mitchell
Wood Mountain .....	Hazen Robert Argue .....	Philip Stapleton
Yorkton .....	George Hugh Castleden .....	Frank Dicker

## ALBERTA

Acadia .....	Victor Quelch .....	William O. Turner
Athabaska .....	Joseph-Miville Dechene .....	Frank Robert Falconer
Battle-River .....	Robert Fair .....	Charles W. Robinson
Bow-River .....	Charles Edward Johnston .....	John A. Mackay
Calgary-est .....	Douglas Scott Harkness .....	Edwin Harold Crockett
Calgary-ouest .....	Arthur Leroy Smith .....	D. J. Young
Camrose .....	James Alexander Marshall .....	Wilfrid L. Knaut
Edmonton-est .....	Patrick H. Ashby .....	James Herman Fulton
Edmonton-ouest .....	Hon. James A. MacKinnon .....	Thomas Hunter Wells
Jasper-Edson .....	Walter Frederick Kuhl .....	Paul August Runge
Lethridge .....	John Horne Blackmore .....	W. M. Harris
Macleod .....	Ernest George Hansell .....	John J. Braniff
Medicine-Hat .....	William Duncan Wylie .....	George W. Pingle
Peace-River .....	Solon Earl Low .....	Charles Joseph Schurter
Red Deer .....	Frederick Davis Shaw .....	John Percival Ferguson
Vegreville .....	Anthony Hlynka .....	Heman Stanley Hurlburt
Wetaskiwin .....	Norman Jaques .....	William Henry Dell

## TERRITOIRE DU YUKON

District électoral	Nom du Membre	Directeur du scrutin
Yukon .....	Hon. George Black .....	J. O. Redmond

Les commissaires sus-nommés font prêter serment aux députés présents; le serment prêté, les députés, après avoir signé le registre qui le contient, prennent leurs sièges.

Le greffier communique à la Chambre la lettre suivante qu'il a reçue:—

RÉSIDENCE DU GOUVERNEUR  
OTTAWA

BUREAU DU SECRÉTAIRE DU GOUVERNEUR GÉNÉRAL

31 juillet 1945.

MONSIEUR,—J'ai reçu l'ordre de Son Excellence le Gouverneur général de vous informer que l'honorable Thibaudeau Rinfret, juge en chef du Canada, agissant en sa qualité de suppléant du Gouverneur général, se rendra à la salle du Sénat pour ouvrir la première session du Vingtième Parlement du Canada, le jeudi, 6 septembre prochain, à 11 heures de l'avant-midi.

J'ai l'honneur d'être, Monsieur,

Votre obéissant serviteur,

F. L. C. PEREIRA,

*Assistant Secrétaire du Gouverneur général.*

Arthur Beauchesne, écuyer, C.M.G., M.A., C.R., LL.D.,

Greffier de la Chambre des communes,

Ottawa.

Le gentilhomme huissier de la Verge Noire communique un message ainsi conçu:

*Membres de la Chambre des communes:*

Son Honneur le suppléant de Son Excellence le Gouverneur général requiert la présence immédiate de cette honorable Chambre dans la salle des séances du Sénat.

La Chambre se rend en conséquence au Sénat, et le président du Sénat alors dit:

*Honorables membres du Sénat, et*

*Membres de la Chambre des communes,*

J'ai reçu de Son Excellence le Gouverneur général l'ordre de vous informer qu'il ne juge pas à propos d'exposer les raisons pour lesquelles il a convoqué le présent Parlement du Canada avant que la Chambre des communes ait choisi un Orateur suivant la loi; mais cet après-midi, à trois heures, Son Excellence exposera les raisons de la convocation des Chambres.

Au retour des députés, le Très Honorable Mackenzie King, s'adressant au Greffier, propose, appuyé par l'honorable Louis-S. St-Laurent, que Gaspard Fauteux, écuyer, représentant le district électoral de Ste-Marie, prenne le fauteuil d'Orateur de la Chambre.

Et ladite motion, mise aux voix, est acceptée.

Et le Greffier ayant déclaré Gaspard Fauteux, écuyer, dûment élu, celui-ci est conduit au fauteuil par le Très Honorable Mackenzie King, et l'honorable Louis-S. St-Laurent, et alors il présente à la Chambre ses humbles remerciements pour le grand honneur qu'elle a bien voulu lui conférer en l'élisant son Orateur: —Et la masse est posée sur le Bureau.

La Chambre suspend alors la séance jusqu'à trois heures p.m., aujourd'hui.

*Trois heures de l'après-midi.*

La Chambre reprend sa séance.

PRIÈRES.

M. l'Orateur communique à la Chambre la lettre suivante qu'il a reçue:

RÉSIDENCE DU GOUVERNEUR  
OTTAWA

BUREAU DU SECRÉTAIRE DU GOUVERNEUR GÉNÉRAL

31 juillet 1945.

MONSIEUR,—J'ai l'honneur de vous informer que Son Excellence le Gouverneur général arrivera à la porte centrale du Parlement à trois heures de l'après-midi, le jeudi, 6 septembre prochain, et lorsqu'on l'avertira que tout est prêt, il se rendra à la salle des séances du Sénat, où il présidera à l'ouverture de la première session du vingtième Parlement du Canada.

J'ai l'honneur d'être, Monsieur,  
Votre obéissant serviteur,

**F. L. C. PEREIRA.**

*L'Assistant Secrétaire du Gouverneur général,*

L'honorable ORATEUR  
de la Chambre des communes,  
Ottawa.

Le gentilhomme huissier de la Verge Noire communique un message ainsi conçu:

M. L'ORATEUR,

Son Excellence le Gouverneur général requiert la présence immédiate de cette honorable Chambre dans la salle des séances du Sénat.

M. l'Orateur, accompagné de la Chambre, se rend, en conséquence, dans la salle du Sénat, et alors M. l'Orateur dit:

QU'IL PLAISE À VOTRE EXCELLENCE,

La Chambre des communes m'a élu son Orateur, bien que je sois peu capable de remplir les devoirs importants qui me sont par là assignés.

Si, dans l'exécution de ces devoirs, il m'arrive en aucun temps de faire une erreur, je demande que la faute me soit imputée et non aux Communes, dont je suis le serviteur et qui, par ma voix, en vue de s'acquitter le mieux possible de leur devoir envers le Roi et le pays, réclament humblement la reconnaissance de leurs droits et privilèges incontestables, notamment la liberté de la parole

dans leurs débats, ainsi que l'accès auprès de la personne de Votre Excellence en tout temps convenable, et demandent que Votre Excellence veuille bien interpréter de la manière la plus favorable leurs délibérations.

Son Honneur le Président du Sénat alors dit:

M. L'ORATEUR,

J'ai ordre de Son Excellence le Gouverneur général de déclarer qu'il a pleine confiance dans la loyauté et l'attachement de la Chambre des communes envers la personne et le Gouvernement de Sa Majesté et ne doutant nullement que ses délibérations seront marquées au coin de la sagesse, de la modération et de la prudence. Il lui accorde et, en toute occasion, saura reconnaître ses privilèges constitutionnels.

J'ai également ordre de vous assurer que les Communes auront, en toute occasion convenable, libre accès auprès de Son Excellence, et que leurs délibérations, ainsi que vos paroles et vos actes seront toujours interprétés par Lui de la manière la plus favorable.

Et la Chambre étant de retour,

M. l'Orateur rapporte que les Communes se sont rendues au Sénat, et qu'en leur nom, il a demandé la reconnaissance habituelle de leurs privilèges qu'il a plu à Son Excellence de confirmer.

Du consentement de la Chambre, M. Mackenzie King, présente alors le Bill No 1, Loi concernant la prestation des serments d'office, lequel est lu pour la première fois.

M. l'Orateur rapporte que lorsque la Chambre s'est rendue auprès de Son Excellence le Gouverneur général, ce jour même, dans la salle du Sénat, il a plu à Son Excellence de lire un discours aux deux Chambres du Parlement, et que pour prévenir les erreurs il en a obtenu une copie dont il donne lecture à la Chambre comme suit:

*Honorables membres du Sénat,*

*Membres de la Chambre des communes,*

Vous vous réjouissez avec moi de ce que l'ouverture de la vingtième Législature du Canada coïncide avec la fin victorieuse de la guerre.

Il y a exactement six ans, le Parlement se réunissait en session spéciale en prévision d'une déclaration de guerre. Depuis, la guerre s'est poursuivie sans trêve, contre l'Allemagne d'abord, et aussi, plus tard, contre l'Italie et le Japon. Dès le début, le Canada a affecté ses ressources et l'effort suprême de sa population à la lutte pour la liberté et la victoire.

L'un après l'autre, les peuples agresseurs et leurs satellites ont subi la défaite totale aux mains des forces armées des Nations Unies. Chacun d'eux a été contraint de se rendre sans condition. Le 8 septembre 1943, l'Italie signait les termes de sa reddition; le 8 mai, cette année, c'était l'Allemagne et, à la veille de cette semaine, le Japon. Le mois d'août a vu les effets dévastateurs de la bombe atomique sur les villes japonaises et l'entrée de l'U.R.S.S. en guerre contre le Japon. Ainsi s'est terminé le conflit mondial, la guerre la plus terrible de l'histoire de l'humanité. La victoire n'est pas seulement complète, mais elle a été remportée sur des forces sinistres, solidement organisées, et conjuguées dans une tentative de conquête et de domination mondiales.

De concert avec vous, à l'ouverture du nouveau Parlement, j'adresse à la divine Providence mes humbles et reconnaissantes actions de grâces pour la délivrance que la population du Canada et celles d'autres pays doivent à sa miséricorde. Notre génération est témoin d'une manifestation frappante des opérations de la loi morale qui punit inexorablement les torts. Elle s'applique aux nations comme aux individus.

Dans ce conflit titanesque entre les forces du bien et les forces du mal, il nous a été donné d'assister au triomphe du Droit et de la Justice. Cette victoire nous apporte l'assurance du triomphe définitif du Bien, dans nos tentatives pour instaurer un nouvel ordre fondé sur la sécurité mondiale et la justice sociale.

La victoire sur la tyrannie nazie et fasciste, en Europe, et sur le militarisme japonais, en Asie, a coûté très cher. Devant la révélation de la puissance effarante des forces d'agression et de tyrannie, tous les peuples libres se sont peu à peu rendu compte de ce qu'ils doivent aux Nations alliées qui, les premières, se sont dressées devant les agresseurs. A leur héroïque résistance et à la puissance armée de toutes les Nations Unies, l'humanité doit non seulement sa liberté mais encore tout ce que les hommes libres estiment et chérissent au plus haut point.

Notre pensée se tourne spécialement, à l'heure qu'il est, vers les membres des forces canadiennes qui ont donné leur vie pour que la victoire soit nôtre, et non celle de l'ennemi. La nation tout entière s'incline pieusement devant leur sacrifice. De plus, nos cœurs partagent d'une manière spéciale les espoirs et les désirs de ceux qui attendent avec inquiétude le retour d'être chers, qui sont maintenant libres après une captivité de trois ans et demi dans des camps d'emprisonnement japonais. Le Canada sympathise profondément avec tous les affligés et avec les malades du corps ou de l'esprit, avec les victimes des misères de l'emprisonnement, de la faim ou des privations.

Il appartiendra à l'histoire de consigner dans ses annales l'ampleur de la contribution canadienne dans ce conflit mondial. Nous nous réjouissons de ce que nos forces armées ont contribué dans une telle mesure à défendre et à libérer les nations dont le passé et le présent sont si intimement liés aux nôtres. Notre pays ne cessera de se rappeler avec fierté les exploits héroïques des combattants et des matelots de la marine marchande du Canada.

Nous rendons aussi hommage aux hommes et aux femmes dont la fidélité et l'assiduité au travail, sur les fermes, dans les forêts, les mines et les pêcheries, dans les usines, les ateliers et les bureaux, dans les hôpitaux et au foyer, ainsi que dans les transports et autres services, ont été indispensables à la victoire. Ce qui a permis au Canada de contribuer tellement à cette victoire, c'est l'association indéfectible de ses guerriers et de ses travailleurs.

A tous ceux dont les services et les sacrifices ont contribué à la victoire, je tiens, au nom du Parlement, à exprimer la gratitude de la nation.

Dans la mesure où il est possible de prévoir l'avenir, mes ministres ont pris les dispositions voulues pour préparer le Canada à faire face aux conditions très difficiles qui devaient nécessairement surgir après la victoire. En vertu de l'autorisation accordée par le Parlement, on a procédé à la distribution de secours, afin d'aider à nourrir, vêtir et abriter les populations sans ressources et à opérer le rétablissement des régions que l'ennemi a dévastées en Europe. D'autres mesures visant les mêmes objets et de nature à répondre à d'autres besoins impérieux seront soumises à votre considération.

Les préparatifs de démobilisation, de réadaptation et de rétablissement dans la vie civile des hommes et des femmes des forces armées étaient déjà en marche lors de la reddition de l'Allemagne; il en est de même des mesures prises pour la reconversion économique du pays, du pied de guerre au pied de paix, et pour le maintien d'un niveau élevé de l'embauchage et du revenu national. Les programmes ainsi élaborés pour répondre aux exigences de la période de transition sont actuellement en pleine opération.

Dans l'édification du nouvel ordre mondial, mes ministres sont déterminés à favoriser en tout premier lieu les initiatives de paix, d'embauchage et de santé dans toutes les relations domestiques et internationales. Pour la poursuite de ces importants objets, le gouvernement a reçu un mandat bien précis du peuple canadien.

La Charte des Nations Unies, signée par les représentants des cinquante nations qui ont pris part à la conférence de San-Francisco, sera soumise à votre approbation. Cette charte exprime la résolution des signataires de maintenir une paix fondée sur les principes de la justice et le respect des droits de l'homme, et d'encourager, par la coopération internationale, le bien-être de tous les peuples.

Dans la poursuite du bien-être national, la coopération et la bonne volonté entre le gouvernement du Dominion et les gouvernements des provinces sont aussi nécessaires qu'elles le sont entre nations quand il s'agit de maintenir la paix mondiale et la prospérité internationale. Vous serez heureux d'apprendre qu'à la conférence fédérale-provinciale tenue à Ottawa au mois d'août, les délégués ont abordé avec succès l'examen de propositions visant à favoriser le maintien à un niveau élevé de l'embauchage et du revenu national, et l'établissement d'un programme national de sécurité sociale. Mes ministres espèrent ardemment qu'à la reprise des délibérations de la Conférence, l'on arrivera rapidement à un accord qui placera le Dominion et toutes les provinces dans les conditions financières voulues pour qu'elles puissent s'acquitter efficacement de leurs diverses obligations. Un tel accord permettrait de réorganiser la structure fiscale du Dominion sur une base plus simple et plus équitable, propre à favoriser l'expansion des entreprises et de l'embauchage.

Rien n'est négligé pour assurer, aussi rapidement que le permettront nos engagements militaires et les moyens de transport, le rapatriement de ceux qui servent outre-mer et pour accélérer la libération ordonnée des hommes et des femmes des forces armées.

Grâce aux efforts conjugués du gouvernement, de l'industrie et du travail, la conversion de l'industrie de guerre à la production civile s'effectue avec le minimum de retard et d'inconvénients.

Le gouvernement se propose d'abolir les restrictions de guerre par étapes successives, aussi rapidement qu'il pourra le faire sans causer d'inflation ou d'autres bouleversements économiques. Il maintiendra, aussi longtemps qu'elle sera nécessaire, la réglementation indispensable au bien-être de la population.

Vous serez invités à approuver une mesure ayant pour objet de prolonger certains pouvoirs d'exception, afin de permettre au gouvernement de faire face aux circonstances critiques de la période de reconstruction.

L'on s'occupe activement d'assurer des marchés durables à nos industries de base. Le besoin continu de denrées alimentaires au pays et à l'étranger assurera, pendant assez longtemps, l'écoulement rapide des produits de nos fermes et de nos pêcheries.

Le gouvernement poursuit ses efforts en vue de stimuler la restauration et l'expansion du commerce extérieur. Il soumettra à votre approbation des mesures à cette fin.

Afin de favoriser la stabilité des échanges internationaux et le maintien d'un crédit international suffisant, vous serez appelés à approuver une mesure permettant au Canada de participer au Fonds monétaire international et à la Banque de la reconstruction et du développement.

La construction des maisons est poussée rapidement, dans la mesure où les matériaux et la main-d'œuvre le permettent. Les dispositions déjà arrêtées assurent à l'industrie du bâtiment une expansion qui marchera de pair avec l'augmentation de la production des matériaux de construction. Les logements destinés aux anciens combattants et aux personnes à leur charge ont la priorité.

On active autant que possible les plans tendant à établir un minimum national de sécurité sociale et de bien-être humain. L'assurance-chômage, les prix minimums des produits de la ferme et de la pêche et les allocations familiales sont maintenant en vigueur. Les propositions présentées par le gouvernement à la Conférence fédérale-provinciale en vue d'améliorer la santé et le bien-être comprennent des plans comportant un régime national d'assurance-santé et de médecine préventive ainsi que des pensions de vieillesse plus généreuses.

Les autres mesures que vous aurez à étudier comprendront la consolidation en une charte des vétérans des divers décrets du conseil relatifs au soin, à la réhabilitation et au rétablissement des anciens combattants, un projet de loi destiné à abroger la loi établissant le ministère des Services nationaux de guerre et un projet de loi visant à fondre le ministère des Munitions et approvisionnements et celui de la Reconstruction en un seul ministère de la Reconstruction et des approvisionnements. L'armée et la marine ont déjà été placées sous la direction unique du ministre de la Défense nationale. On confiera, en temps et lieu, à un seul ministre de la Couronne tous les services de la Défense.

*Membres de la Chambre des communes,*

Il vous sera demandé de voter les crédits nécessaires aux services essentiels, aux dépenses découlant de la guerre et à la reconstruction. L'exposé budgétaire révélera les propositions de mes ministres concernant les mesures fiscales.

*Honorables membres du Sénat,*

*Membres de la Chambre des communes,*

Mes ministres sont d'avis qu'en raison de la situation que notre pays s'est acquise parmi les nations du monde, il y a lieu pour le Canada, à l'instar des autres nations du Commonwealth britannique, d'avoir un drapeau national distinctif. Vous serez invités à désigner un comité spécial de membres des deux Chambres du Parlement pour étudier un projet approprié de drapeau canadien.

Le gouvernement a décidé qu'en attendant l'adoption par le Parlement d'un motif donné, le pavillon marchand du Canada, arboré au combat par l'Armée canadienne, hissé au sommet de la tour de la paix le jour de la victoire en Europe et le jour de la victoire sur le Japon, en hommage à la valeur de nos forces armées et aux succès du Canada dans la guerre, pourra être déployé chaque fois que le lieu ou l'occasion motiveront l'emploi d'un drapeau national distinctif.

Le gouvernement juge aussi qu'il est opportun de reviser et d'élucider la définition de la citoyenneté canadienne ainsi que de rendre conforme à cette définition les lois concernant le statut national, la naturalisation et l'immigration. Vous serez invités à approuver les mesures requises.

Le gouvernement a également examiné comment on pourrait le mieux commémorer, dans la capitale du Canada, les services et les sacrifices des Canadiens au cours de la guerre qui vient de finir. Par le passé, on a le plus souvent commémoré par des monuments de bronze et de pierre les sacrifices en vies humaines. Notre capitale a déjà un monument de ce genre. Mes ministres sont d'avis qu'il serait éminemment approprié de rendre aujourd'hui de façon plus expressive la vision d'un nouvel ordre mondial. Ils pensent que cette vision trouverait sa meilleure expression dans l'aménagement et l'embellissement ordonnés de la capitale fédérale et de la région environnante pour en faire un monument national. Il a déjà été pris certaines dispositions pour dresser un

plan d'aménagement de la ville et de la région d'Ottawa des deux côtés de la rivière. A mesure que les plans se préciseront, on soumettra à l'examen du Parlement des propositions définies.

A la recommandation du gouvernement canadien, il a plu à Sa Majesté le Roi de choisir le maréchal sir Harold Alexander pour me succéder comme son représentant au Canada. Ses fonctions ne permettront pas au maréchal Alexander de prendre son poste d'ici le commencement de la nouvelle année. Dans l'intervalle, nous ferons, Son Altesse Royale la princesse Alice et moi-même, une courte visite au Royaume-Uni, et nous reviendrons au Canada, pour un bref séjour, avant notre départ officiel.

Au moment où vous assumez les lourdes responsabilités de l'époque difficile de la reconstruction, je prie le Tout-Puissant de guider et de bénir vos délibérations. Puissiez-vous être inspirés par la vision de l'avenir meilleur que les Nations Unies sont désormais à même d'assurer à l'humanité.

Sur motion de M. Mackenzie King, il est ordonné,—Que le Discours de Son Excellence le Gouverneur général aux deux Chambres du Parlement soit mis à l'étude vendredi prochain, et que cet ordre ait priorité sur toutes les autres affaires, sauf la présentation des bills et les avis de motions du gouvernement, jusqu'à la conclusion du débat.

Sur motion de M. Mackenzie King, il est ordonné,—Qu'un comité spécial soit désigné pour dresser avec toute la diligence possible, les listes des membres qui composeront les comités permanents de la Chambre en vertu de l'article 63 du Règlement, et pour faire rapport, ce comité devant se composer de MM. Mackenzie, Chevrier, Casselman, Knowles et Weir.

M. Mackenzie King remet un message de Son Excellence le Gouverneur général que M. l'Orateur lit comme suit:

#### ATHLONE:

Le Gouverneur général transmet à la Chambre des communes copie certifiée d'une minute approuvée du Conseil nommant l'honorable Ian A. Mackenzie, ministre des Affaires des vétérans, l'hon. J. L. Ilsley, ministre des Finances, l'honorable J. A. MacKinnon, ministre du Commerce, l'honorable Louis-S. St-Laurent, ministre de la Justice, pour agir avec l'Orateur de la Chambre des communes comme commissaires pour les fins et en vertu des dispositions du chapitre 145 des Statuts révisés du Canada, 1927, intitulé: "Loi concernant la Chambre des communes".

Hôtel du Gouvernement,  
Ottawa,

Le 6 septembre 1945.

M. l'Orateur dépose alors le rapport des Bibliothécaires du Parlement, qui se lit ainsi:

*A l'honorable Président de la Chambre des communes,*

Les bibliothécaires conjoints ont présenté, le 19 mars dernier, le rapport de la bibliothèque pour l'année 1944; vu la courte durée des vacances parlementaires, ce rapport nécessite peu de détails supplémentaires.

A tous les sénateurs et députés on distribue actuellement le Supplément au Catalogue qui contient la liste des livres achetés et reçus en don au cours de l'année 1944.

Les autorités ont rempli certaines vacances d'emplois mentionnées dans notre dernier rapport, mais le personnel reste encore fort réduit.

Le ministère des Travaux publics nous a donné l'assurance que le système d'éclairage subira une amélioration sensible d'ici quelques mois. Le même ministère étudie actuellement le projet d'utiliser les combles coniques de la bibliothèque afin d'ouvrir de nouveaux espaces à l'emmagasinage des livres. Tout de même, l'édifice actuel contient presque deux fois trop de livres si l'on tient compte des méthodes modernes de rayonnage, et les bibliothécaires insistent derechef sur la nécessité d'agrandir les installations actuelles ou de construire un nouvel édifice.

Respectueusement soumis,

FELIX DESROCHERS,

F. A. HARDY,

*Bibliothécaires conjoints.*

Bibliothèque du Parlement,

Ottawa, ce 6 septembre 1945.

Sur motion de M. Mackenzie King, il est résolu,—Que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité pour examiner les subsides accordés à Sa Majesté, nonobstant les dispositions de l'article 57 du Règlement.

Sur motion de M. Mackenzie King, il est résolu,—Que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité des Voies et Moyens pour prélever les subsides nécessaires à Sa Majesté, nonobstant les dispositions de l'article 57 du Règlement.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Gouverneur en Conseil a nommé Roy T. Graham, écuyer, c.r., comme assistant greffier de la Chambre des communes; Charles W. Boyce, écuyer, deuxième assistant greffier de la Chambre des communes; et le lieutenant-colonel W. J. Franklin, M.C., V.D., sergent d'armes de la Chambre des communes.

La Chambre s'ajourne alors à 4 heures 40 de l'après-midi jusqu'à 3 heures de l'après-midi, demain.

No 2

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

---

SÉANCE DU VENDREDI, 7 SEPTEMBRE 1945

---

PRIÈRES.

Deux pétitions sont déposées sur la Table.

M. Mackenzie King, membre du Conseil privé du Roi, dépose sur la Table, —Copies des arrêtés en conseil adoptés en vertu des dispositions de la Loi des mesures de guerre, entre le 1er mars et le 30 juin 1945, sous forme miméographiée (en français et en anglais), comme suit:

Arrêté en conseil C.P. 8346 (1944), approuvé le 28 mars 1945: réduisant le taux d'intérêt payable par les soldats-colons sur leurs dettes régies par la Loi d'établissement de soldats.

Arrêté en conseil C.P. 1221, approuvé le 6 mars 1945: modifiant les règlements concernant le crédit de réadaptation.

Arrêté en conseil C.P. 1338, approuvé le 1er mars 1945: interdisant l'importation du lithophone, sauf à la faveur d'un permis.

Arrêté en conseil C.P. 1341, approuvé le 1er mars 1945: touchant les peines imposées par des cours martiales aux membres du personnel de la R.A.F. détachés au C.A.R.C., etc.

Arrêté en conseil C.P. 1368, approuvé le 6 mars 1945: prolongeant la période de service des membres du Service naval canadien.

Arrêté en conseil C.P. 1405, approuvé le 1er mars 1945: conférant certains pouvoirs relatifs aux cours martiales à l'officier général de la Milice canadienne commandant la Première Armée canadienne, etc.

Arrêté en conseil C.P. 1415, approuvé le 6 mars 1945: modifiant les Règlements du service sélectif national concernant les emplois civils.

Arrêté en conseil C.P. 1487, approuvé le 6 mars 1945: autorisant le Bureau fédéral de statistique à mettre certains renseignements à la disposition du ministre de la Reconstruction.

Arrêté en conseil C.P. 1525, approuvé le 8 mars 1945: relatif aux achats de châssis de camion par la Commission canadienne de l'exportation.

Arrêté en conseil C.P. 1529, approuvé le 6 mars 1945: visant la mutation des membres du C.A.R.C. à la Marine royale canadienne et à l'Armée canadienne.

Arrêté en conseil C.P. 1614, approuvé le 8 mars 1945: nommant MM. J.-Arthur D'Aoust et E. R. Complin au Conseil des Relations ouvrières en temps de guerre, en remplacement de MM. Molineux et Browne.

Arrêté en conseil C.P. 1638, approuvé le 8 mars 1945: autorisant la réglementation de l'exportation du blé de l'Ontario, de la farine de blé de l'Ontario et de leurs produits, etc.

Arrêté en conseil C.P. 26/1647, approuvé le 9 mars 1945: concernant la modification des ententes mutuelles avec la Belgique, la Grèce, les Pays-Bas, la Norvège, la Pologne, et la Yougoslavie au sujet du paiement d'indemnités aux matelots marchands.

Arrêté en conseil C.P. 236/1647, approuvé le 9 mars 1945: autorisant la remise des droits de douane et d'accise sur le surplus de matériel des E.-U. transféré au Gouvernement du Canada pour écoulement.

Arrêté en conseil C.P. 237/1647, approuvé le 9 mars 1945: autorisant remise des droits et taxes sur les articles et matières des Etats-Unis utilisés dans la construction d'installations immobilières réquisitionnées par le Gouvernement du Canada.

Arrêté en conseil C.P. 1657, approuvé le 13 mars 1945: interdisant l'exportation de certains articles, sauf en vertu d'un permis.

Arrêté en conseil C.P. 1674, approuvé le 13 mars 1945: nommant D. D. Rosenberry sous-régisseur du bois, en remplacement de K. M. Brown.

Arrêté en conseil C.P. 1675, approuvé le 13 mars 1945: concernant les marques que doivent porter les approvisionnements publics qui sont la propriété du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique.

Arrêté en conseil C.P. 1696, approuvé le 13 mars 1945: modifiant les règlements qui pourvoient à l'émission de permis de sortie aux femmes et aux enfants.

Arrêté en conseil C.P. 1726, approuvé le 13 mars 1945: autorisant l'attribution d'un insigne de libération aux membres du Corps des pompiers (civils) canadiens.

Arrêté en conseil C.P. 1727, approuvé le 13 mars 1945: décrétant des nominations à la Commission consultative régionale du Service sélectif pour la région de placement des Prairies.

Arrêté en conseil C.P. 2/1731, approuvé le 14 mars 1945: octroyant une prime ou subvention sur tomates, maïs, pois et haricots de conserve.

Arrêté en conseil C.P. 6/1731, approuvé le 14 mars 1945: établissant une prime sur le lait.

Arrêté en conseil C.P. 7/1731, approuvé le 14 mars 1945: autorisant l'octroi de primes sur les petits fruits pour la fabrication de confitures.

Arrêté en conseil C.P. 12/1731, approuvé le 14 mars 1945: établissant une prime pour la production des haricots blancs et des haricots à œil jaune.

Arrêté en conseil C.P. 39/1731, approuvé le 14 mars 1945: remettant les droits et taxes sur le poisson etc., débarqué au Canada à la suite d'une expédition de chasse au phoque par les navires norvégiens M/V "Polarbjorn" et S/S "Busk".

Arrêté en conseil C.P. 43/1731, approuvé le 14 mars 1945: modifiant l'arrêté C.P. 6879 du 28 novembre 1940—Règlement des petites réclamations civiles à Terre-Neuve.

Arrêté en conseil C.P. 147/1731, approuvé le 14 mars 1945: autorisant le transfert du siège à Montréal de la Commission canadienne de la marine marchande.

Arrêté en conseil C.P. 1748, approuvé le 13 mars 1945: étendant les dispositions des paragraphes 5 à 11 de l'article 8 de la Loi de l'impôt de guerre sur le revenu.

Arrêté en conseil C.P. 23/1751, approuvé le 16 mars 1945: concernant le paiement des pensions "différées" au personnel de la Royale gendarmerie à cheval du Canada.

Arrêté en conseil C.P. 1762, approuvé le 16 mars 1945: visant l'incarcération de membres du personnel du C.A.R.C. dans des pénitenciers britanniques situés hors du Royaume-Uni, etc.

Arrêté en conseil C.P. 1764, approuvé le 16 mars 1945: exemptant de la taxe de guerre sur le change les importations de gaz de chauffage, de cuisine, etc.

Arrêté en conseil C.P. 1808, approuvé le 16 mars 1945: nommant A. C. Lyons à titre de membre de la Commission consultative régionale du Service sélectif national, en remplacement de R. H. Davidson.

Arrêté en conseil C.P. 1917, approuvé le 23 mars 1945: autorisant la Commission canadienne du blé à accorder aux expéditeurs de blé le pouvoir d'emprunter de l'argent sur la garantie du blé de la catégorie I.

Arrêté en conseil C.P. 1941, approuvé le 23 mars 1945: modifiant le Règlement de la Marine canadienne, 1942.

Arrêté en conseil C.P. 1951, approuvé le 23 mars 1945: autorisant la passation d'un contrat avec la *Dominion Shipping Company* sur le paiement de primes en raison des frais occasionnés par le transport des matières premières, de Terre-Neuve à Sydney, Nouvelle-Ecosse.

Arrêté en conseil C.P. 1952, approuvé le 23 mars 1945: autorisant la passation d'un contrat avec la *Dominion Steel and Coal Corporation*, en ce qui concerne le paiement de primes.

Arrêté en conseil C.P. 1956, approuvé le 23 mars 1945: confirmant la décision prise par le Comité exécutif du blé en fixant à \$1.25 le prix du blé en conformité de C.P. 7942 du 12 octobre 1943, et en ordonnant à la Commission canadienne du blé de mettre le blé en disponibilité, aux fins spécifiées dans C.P. 1116 du 26 février 1945, à \$1.46 le boisseau.

Arrêté en conseil C.P. 64/1981, approuvé le 24 mars 1945: autorisant le règlement de réclamations ne dépassant pas \$100, déposées contre la Couronne pour les dommages à la propriété découlant des manœuvres militaires.

Arrêté en conseil C.P. 76/1981, approuvé le 24 mars 1945: étendant les dispositions de l'accord avec le Gouvernement du Royaume-Uni relatif au règlement des réclamations résultant d'accidents de circulation.

Arrêté en conseil C.P. 1996, approuvé le 23 mars 1945: étendant aux employés ayant subi des accidents en dehors du Canada les avantages conférés par la Loi d'indemnisation des employés de l'Etat.

Arrêté en conseil C.P. 1997, approuvé le 23 mars 1945: concernant l'indemnité payable en vertu de la Loi d'indemnisation des employés de l'Etat aux employés des compagnies entièrement propriété de l'Etat et aux personnes qui servent sans rémunération.

Arrêté en conseil C.P. 109/2100, approuvé le 28 mars 1945: substituant le directeur des Services de la marine au régisseur des transports dans deux arrêtés en conseil concernant l'indemnisation des matelots marchands, etc.

Arrêté en conseil C.P. 2106, approuvé le 28 mars 1945: concernant les choix exercés par les juges Dysart et McCumber, à l'égard de la pension prévue par l'article 26A (1) de la Loi des juges.

Arrêté en conseil C.P. 2109, approuvé le 28 mars 1945: autorisant la révision No 57 de la liste des personnes signalées.

Arrêté en conseil C.P. 2022, approuvé le 2 avril 1945: nommant J.-H. Deslauriers à la Commission de mobilisation pour la division administrative "E".

Arrêté en conseil C.P. 2134, approuvé le 2 avril 1945: nommant M. W. H. Rea au Comité des priorités des transports maritimes.

Arrêté en conseil C.P. 2225, approuvé le 2 avril 1945: relatif à la preuve que le carburant employé dans les véhicules automobiles est de l'"essence classée".

Arrêté en conseil C.P. 2229, approuvé le 2 avril 1945: nommant J. W. G. Clark à la Commission de l'information en temps de guerre, en remplacement du colonel Dyde, démissionnaire.

Arrêté en conseil C.P. 101/2247, approuvé le 4 avril 1945: défense nationale pour le Service naval—Règlements relatifs à la démobilisation.

Arrêté en conseil C.P. 2248, approuvé le 4 avril 1945: modifiant les règlements concernant l'émission et le rachat des certificats et timbres d'épargne de guerre.

Arrêté en conseil C.P. 2313, approuvé le 6 avril 1945: concernant l'émission de mandats pour l'arrestation des déserteurs.

Arrêté en conseil C.P. 2314, approuvé le 6 avril 1945: modifiant les Règlements concernant la défense du Canada (Codification) 1942.

Arrêté en conseil C.P. 2329, approuvé le 6 avril 1945: nommant J. S. Irvine contrôleur de la *Fuel Underwriters Ltd.*

Arrêté en conseil C.P. 2330, approuvé le 6 avril 1945: nommant J. S. Irvine contrôleur de la *Birnwel Coal Ltd.*

Arrêté en conseil C.P. 2395, approuvé le 9 avril 1945: supprimant les restrictions des articles 27 et 37 de la Loi des pensions.

Arrêté en conseil C.P. 2433, approuvé le 10 avril 1945: établissant le régime tarifaire des générateurs d'électricité, etc., pour l'éclairage des éleveurs à grain.

Arrêté en conseil C.P. 97/2474, approuvé le 10 avril 1945: décrétant le remboursement des droits de douane etc., sur les matières fournies par le gouvernement des Etats-Unis et incorporées dans les organes d'aéronefs par la *S. F. Bowser & Co.* et l'*Industrial Associates Ltd.*

Arrêté en conseil C.P. 2486, approuvé le 10 avril 1945: instituant une commission chargée d'étudier les problèmes que comporte, à l'égard des membres libérés des Forces et réintégrés dans la vie civile, la reconnaissance du métier qu'ils ont appris, ou de l'expérience ou autre formation technique qu'ils ont acquise pendant leur service dans les forces armées.

Arrêté en conseil C.P. 2492, approuvé le 10 avril 1945: différant au 31 août 1945 les paiements d'impôt sur le revenu à faire le 30 avril 1945 en vertu de la Loi de l'impôt de guerre sur le revenu.

Arrêté en conseil C.P. 2497, approuvé le 12 avril 1945: accordant aux navires de pêche des Etats-Unis des privilèges quant à l'usage des ports de la côte du Pacifique.

Arrêté en conseil C.P. 2525, approuvé le 12 avril 1945: concernant la transformation en logements multiples de l'immeuble Hôtel Ritz, Victoria, C.-B.

Arrêté en conseil C.P. 2550, approuvé le 12 avril 1945: règlements de 1945-46 sur le grain de l'Ouest (Commission canadienne du blé).

Arrêté en conseil C.P. 2616, approuvé le 16 avril 1945: modifiant l'arrêté C.P. 2329 du 6 avril 1945 concernant la nomination de J. S. Irvine comme contrôleur de la *Fuel Underwriters of Canada, Ltd.*

Arrêté en conseil C.P. 2645, approuvé le 16 avril 1945: modifiant les Règlements électoraux concernant le service canadien de guerre, 1944.

Arrêté en conseil C.P. 2646, approuvé le 16 avril 1945: modifiant les Règlements électoraux concernant le service canadien de guerre, 1944.

Arrêté en conseil C.P. 59/2662, approuvé le 17 avril 1945: établissant un Sous-comité de coordination des renseignements.

Arrêté en conseil C.P. 125/2662, approuvé le 17 avril 1945: exemptant de la taxe de guerre sur le change les importations du minerai de fer extrait de la mine Steep Rock.

Arrêté en conseil C.P. 185/2662, approuvé le 17 avril 1945: autorisant le paiement d'une subvention à la *M and C Aviation Co.*

Arrêté en conseil C.P. 2751, approuvé le 17 avril 1945: réglementant la répartition du poisson de conserve.

Arrêté en conseil C.P. 2752, approuvé le 17 avril 1945: autorisant la Corporation de la stabilisation des prix des denrées à garantir le paiement des billets souscrits pour l'achat de combustible.

Arrêté en conseil C.P. 2797, approuvé le 19 avril 1945: modifiant le décret C.P. 2486 du 10 avril 1945 relativement au nom exact du colonel Wilfrid Bovey.

Arrêté en conseil C.P. 2826, approuvé le 19 avril 1945: modifiant les Règlements électoraux concernant le service canadien de guerre, 1944.

Arrêté en conseil C.P. 2832, approuvé le 24 avril 1945: permettant aux officiers et soldats de la milice active permanente de s'occuper de politique durant la période de congé qui précède leur retraite.

Arrêté en conseil C.P. 2796, approuvé le 24 mars 1945: règlements sur le Service sélectif national (emplois civils).

Arrêté en conseil C.P. 2866, approuvé le 24 avril 1945: accordant l'entrée en franchise, l'exemption de la taxe de guerre sur le change et de la taxe d'accise aux articles entrant dans le coût de fabrication des marchandises désignées aux numéros tarifaires 409L.

Arrêté en conseil C.P. 2907, approuvé le 24 avril 1945: modifiant C.P. 7745 du 6 octobre 1944, concernant la transformation d'immeubles appropriés, à Hamilton, Brantford, etc., en unités multiples de logement.

Arrêté en conseil C.P. 2919, approuvé le 24 avril 1945: modifiant C.P. 3871, du 22 mai 1944, concernant les réparations aux digues et aboiteaux dans les provinces de la Nouvelle-Ecosse et du Nouveau-Brunswick.

Arrêté en conseil C.P. 2921, approuvé le 26 avril 1945: approuvant un accord avec la *Nova Scotia Apple Marketing Board Ltd.*

Arrêté en conseil C.P. 2922, approuvé le 26 avril 1945: établissant des règlements concernant la mise en vente des pommes par le *Nova Scotia Apple Marketing Board.*

Arrêté en conseil C.P. 2923, approuvé le 24 avril 1945: concernant le recouvrement, par l'Office du ravitaillement en produits agricoles, des subventions relatives au transport, des primes relatives au blé de provende, des primes à l'industrie, etc., sur les marchandises exportées.

Arrêté en conseil C.P. 2956, approuvé le 24 avril 1945: nommant Harry Strange au Conseil consultatif régional du Service sélectif.

Arrêté en conseil C.P. 6/2969, approuvé le 25 avril 1945: octroyant un rabais aux acheteurs de teilleuses de lin, etc., fabriquées au Canada.

Arrêté en conseil C.P. 26/2969, approuvé le 25 avril 1945: rétablissant les augmentations de traitement pour les employés du Gouvernement du Canada dont la rémunération globale est de \$3,000 ou plus par année.

Arrêté en conseil C.P. 2971, approuvé le 24 avril 1945: modifiant la Loi des allocations aux anciens combattants et l'ordonnance relative à la pension pour double service des anciens combattants—Nouvelle définition d'"enfants".

Arrêté en conseil C.P. 3035, approuvé le 26 avril 1945: nommant des juges suppléants à la Cour de l'Echiquier du Canada.

Arrêté en conseil C.P. 3037, approuvé le 26 avril 1945: prévoyant le régime tarifaire des douves et des fonçailles en bois, leur exemption de la taxe de guerre sur le change et de la taxe spéciale d'accise, etc.

Arrêté en conseil C.P. 2992, approuvé le 8 mai 1945: relatif à la comptabilité des montants payables à la Couronne par les employeurs pour les services "civils" accomplis par les membres des Forces navales du Canada.

Arrêté en conseil C.P. 3083, approuvé le 1er mai 1945: modifiant les Règlements concernant la défense du Canada.

Arrêté en conseil C.P. 3135, approuvé le 17 mai 1945: déterminant les fins pour lesquelles la Commission canadienne du blé doit rendre disponible le blé détenu pour le compte de Sa Majesté.

Arrêté en conseil 3164, approuvé le 1er mai 1945: modifiant les Règlements du Service sélectif national concernant les emplois civils.

Arrêté en conseil C.P. 1/3166, approuvé le 2 mai 1945: autorisant le paiement d'une prime sur la laine aux producteurs de la Colombie-Britannique pour la tonte de 1943 et de 1944.

Arrêté en conseil C.P. 3206, approuvé le 3 mai 1945: instituant le Comité consultatif de la formation universitaire pour les anciens combattants.

Arrêté en conseil C.P. 3227, approuvé le 3 mai 1945: décret autorisant le paiement d'une indemnité spéciale aux marins marchands.

Arrêté en conseil C.P. 3228, approuvé le 3 mai 1945: décret concernant les surveillants des services auxiliaires en service de guerre.

Arrêté en conseil C.P. 3229, approuvé le 3 mai 1945: décret concernant les pompiers en service de guerre.

Arrêté en conseil C.P. 3244, approuvé le 8 mai 1945: concernant la délivrance de certificats provisoires de capitaine pour le service de navires de charge de plus de 40 tonneaux de jauge brute.

Arrêté en conseil C.P. 3342, approuvé le 8 mai 1945: nommant S. R. Ross membre de la Commission d'enquête instituée par l'arrêté en conseil C.P. 2486, en remplacement de F. S. Rutherford.

Arrêté en conseil C.P. 3343, approuvé le 8 mai 1945: nommant M. A. H. Brown vice-président du Conseil des relations ouvrières en temps de guerre, à la place de M. le juge Franceœur.

Arrêté en conseil C.P. 3354, approuvé le 8 mai 1945: exemptant de la taxe de guerre sur le change les matières employées par la *Polymer Corporation* dans la production du caoutchouc synthétique.

Arrêté en conseil C.P. 3355, approuvé le 8 mai 1945: exemptant de la taxe de guerre sur le change les feuilles recouvertes de fer.

Arrêté en conseil C.P. 3356, approuvé le 8 mai 1945: établissant un régime tarifaire, etc., pour le petit lait desséché.

Arrêté en conseil C.P. 3404, approuvé le 10 mai 1945: réglant les stations de bord, 1945, (appareils radiophoniques d'alarme).

Arrêté en conseil C.P. 3405, approuvé le 10 mai 1945: proclamant la revision No 58 de la Liste des personnes signalées.

Arrêté en conseil C.P. 3407, approuvé le 10 mai 1945: autorisant les Chemins de fer Nationaux du Canada à passer des commandes de matériel roulant devant figurer au budget de 1945 de la Compagnie.

Arrêté en conseil C.P. 3408, approuvé le 10 mai 1945: abrogeant ou réduisant certaines taxes.

Arrêté en conseil C.P. 3409, approuvé le 10 mai 1945: instituant le Comité interministériel du logement.

Arrêté en conseil C.P. 38/3453, approuvé le 16 mai 1945: concernant le règlement de réclamations contre la Couronne pour dommages, etc.

Arrêté en conseil C.P. 3489, approuvé le 15 mai 1945: modifiant les Règlements de 1944 sur le service sélectif national (Mobilisation).

Arrêté en conseil C.P. 3499, approuvé le 15 mai 1945: autorisant la conclusion d'une entente avec les Lignes aériennes Trans-Canada concernant l'exploitation du service aérien transatlantique.

Arrêté en conseil C.P. 3530, approuvé le 17 mai 1945: autorisant le payement d'une allocation spéciale pour frais de déplacement et de subsistance de l'honorable juge Roy L. Kellock.

Arrêté en conseil C.P. 3589, approuvé le 17 mai 1945: modifiant la Loi de 1940 sur l'assurance-chômage.

Arrêté en conseil C.P. 3596, approuvé le 17 mai 1945: concernant le remboursement d'obligations par la province de l'Alberta.

Arrêté en conseil C.P. 3633, approuvé le 22 mai 1945: interdisant l'exportation de certains produits du bois sauf en vertu d'un permis.

Arrêté en conseil C.P. 3634, approuvé le 22 mai 1945: exemptant de la taxe de consommation ou de vente les tuyaux de descente en fonte et leurs accessoires.

Arrêté en conseil C.P. 3635, approuvé le 22 mai 1945: modifiant les Règlements concernant la défense du Canada (Codification de 1942).

Arrêté en conseil C.P. 3636, approuvé le 22 mai 1945: autorisant la garantie du remboursement des prêts consentis par certaines banques à des marchands d'Halifax et de Dartmouth pour réparation d'immeubles, remontage de stock, etc.

Arrêté en conseil C.P. 3652, approuvé le 24 mai 1945: fixant le régime tarifaire des matières employées dans la fabrication de l'acétate de cellulose, et les exemptant de la taxe de guerre sur le change, des taxes spéciales, d'accise, etc.

Arrêté en conseil C.P. 3670, approuvé le 24 mai 1945: mettant fin à la nomination de A.-W. Duclos, C.R., comme juge suppléant de la Cour de l'Echiquier.

Arrêté en conseil C.P. 3683, approuvé le 24 mai 1945: établissant le Comité de classement industriel et de libération.

Arrêté en conseil C.P. 3685, approuvé le 24 mai 1945: interdisant l'importation des imitations de poivre sauf en vertu d'un permis.

Arrêté en conseil C.P. 3733, approuvé le 24 mai 1945: augmentant la somme qui peut être consacrée à la transformation en unités multiples de logements, d'immeubles convenables situés dans les districts de Montréal et de Québec.

Arrêté en conseil C.P. 3744, approuvé le 29 mai 1945: augmentant la somme prévue pour la transformation d'immeubles appropriés, en logements multiples, à Hamilton, Brantford, St. Catharines et Galt.

Arrêté en conseil C.P. 3757, approuvé le 29 mai 1945: modifiant l'Ordonnance concernant la réadaptation après licenciement.

Arrêté en conseil C.P. 3792, approuvé le 29 mai 1945: révoquant la nomination de S. Gordon Lee à titre de régisseur de la *White Canadian Aircraft, Ltd.*

Arrêté en conseil C.P. 3808, approuvé le 29 mai 1945: autorisant la revision No 59 de la Liste des personnes signalées.

Arrêté en conseil C.P. 3845, approuvé le 29 mai 1945: fixant le régime tarifaire des tissus de coton mêlés de rayonne et les exemptant de la taxe de guerre sur le change.

Arrêté en conseil C.P. 3846, approuvé le 29 mai 1945: exemptant de la taxe d'achat au détail les articles offerts à titre de souvenir aux membres des forces armées, etc.

Arrêté en conseil C.P. 3855, approuvé le 29 mai 1945: révoquant certaines nominations aux postes de régisseur du bois, de régisseur du caoutchouc, etc., et les remplaçant par d'autres nominations.

Arrêté en conseil C.P. 3857, approuvé le 29 mai 1945: modifiant les Règlements sur les gratifications de service de guerre.

Arrêté en conseil C.P. 160/3859, approuvé le 30 mai 1945: exemptant des droits de douane et des taxes les articles de machinerie et autre matériel d'usine dont la propriété est transférée au Gouvernement canadien par le Gouvernement du Royaume-Uni.

Arrêté en conseil C.P. 190/3859, approuvé le 30 mai 1945: autorisant le paiement de drawback à la *Polymer Corporation, Limited*.

Arrêté en conseil C.P. 219/3859, approuvé le 30 mai 1945: autorisant le payement d'allocations aux visiteurs et orateurs qui visitent le Canada à l'invitation de la Commission d'information en temps de guerre.

Arrêté en conseil C.P. 262/3859, approuvé le 30 mai 1945: autorisant une augmentation de l'allocation de parcours militaires versée aux employés du Gouvernement pour l'utilisation de leurs propres automobiles.

Arrêté en conseil C.P. 3869, approuvé le 31 mai 1945: autorisant la passation de conventions avec les provinces pour l'emploi de la main-d'œuvre agricole.

Arrêté en conseil C.P. 3933, approuvé le 31 mai 1945: concernant l'emploi du glucose, du dextrose ou du sirop de maïs dans la crème glacée.

Arrêté en conseil C.P. 1/3962, approuvé le 31 mai 1945: autorisant une augmentation du traitement des membres de la Commission du service civil.

Arrêté en conseil C.P. 2/3962, approuvé le 31 mai 1945: autorisant une augmentation du traitement des membres de la Commission canadienne des pensions.

Arrêté en conseil C.P. 3978, approuvé le 5 juin 1945: prévoyant l'entrée en franchise des matières d'une catégorie non fabriquée au Canada, importées pour usage dans la fabrication des résines synthétiques, etc.

Arrêté en conseil C.P. 3979, approuvé le 5 juin 1945: exemptant les importations de charbon et de coke de la taxe de guerre sur le change.

Arrêté en conseil C.P. 3980, approuvé le 5 juin 1945: exemptant les importations d'arachides . . . de la taxe de guerre sur le change et de la taxe spéciale d'accise.

Arrêté en conseil C.P. 4002, approuvé le 5 juin 1945: révoquant l'arrêté C.P. 3060 du 11 octobre 1939 qui interdisait à la navigation une partie de la rivière Welland.

Arrêté en conseil C.P. 4023, approuvé le 7 juin 1945: nommant G. A. Vissac régisseur de la *Birnwel Coal Ltd.*

Arrêté en conseil C.P. 4024, approuvé le 7 juin 1945: nommant G. A. Vissac régisseur de la *Fuel Underwriters of Canada Ltd.*

Arrêté en conseil C.P. 4058, approuvé le 7 juin 1945: concernant la collaboration du gouvernement du Canada et de la province de l'Alberta dans leur "Programme de remaniement de la dette".

Arrêté en conseil C.P. 8/4135, approuvé le 8 juin 1945: autorisant la dépense de sommes additionnelles pour venir en aide à l'établissement de stocks de réserve de grains de provende dans l'Est du Canada.

Arrêté en conseil C.P. 127/4135, approuvé le 8 juin 1945: autorisant le remboursement des droits de douane et des taxes sur les matières employées dans la fabrication des marchandises désignées aux numéros tarifaires 409h, 409i.

Arrêté en conseil C.P. 4136, approuvé le 7 juin 1945: instituant un Comité interministériel des Règlements de la Défense du Canada.

Arrêté en conseil C.P. 4154, approuvé le 9 juin 1945: révoquant C.P. 6416, du 11 août 1944, qui nommait des contrôleurs pour la Compagnie des Tramways de Montréal.

Arrêté en conseil C.P. 4159, approuvé le 14 juin 1945: nommant M. Victor B. Anderson membre de la Commission consultative régionale du Service sélectif pour la région de placement des Prairies, comme suppléant de M. G. Wilkinson.

Arrêté en conseil C.P. 4174, approuvé le 14 juin 1945: relativement à la Compagnie des Tramways de Montréal.

Arrêté en conseil C.P. 4175, approuvé le 14 juin 1945: autorisant l'importation en franchise des pommes de terre pendant la période comprise entre le 15 et le 30 juin 1945.

Arrêté en conseil C.P. 4207, approuvé le 14 juin 1945: autorisant la *Polymer Corporation* à effectuer des déboursés en vue d'agrandir, etc., l'usine de caoutchouc synthétique, propriété de la Couronne, à Sarnia, Ontario.

Arrêté en conseil C.P. 4268, approuvé le 14 juin 1945: constituant le Comité de la régie des voyages.

Arrêté en conseil C.P. 427, approuvé le 22 juin 1945: modifiant les Règlements sur le service sélectif national (emplois civils).

Arrêté en conseil C.P. 4277, approuvé le 20 juin 1945: autorisant la conclusion d'un contrat avec la *Shell Oil Company of Canada* relativement à la fabrique d'alkylate, à Montréal-Est, P.Q.

Arrêté en conseil C.P. 4320, approuvé le 20 juin 1945: étendant les dispositions des articles 29 et 30 de la Loi du service civil aux personnes qui servent dans la guerre contre le Japon.

Arrêté en conseil C.P. 4338, approuvé le 20 juin 1945: relatif aux conseils de guerre concernant les membres du Corps d'aviation royal néo-zélandais.

Arrêté en conseil C.P. 4383, approuvé le 20 juin 1945: établissant le Comité consultatif de la réintégration et du rétablissement.

Arrêté en conseil C.P. 4407, approuvé le 20 juin 1945: relatif au projet d'allocation et de compensation dans l'industrie du papier-journal.

Arrêté en conseil C.P. 4408, approuvé le 20 juin 1945: modifiant les Règlements concernant les logements d'urgence.

Arrêté en conseil C.P. 4409, approuvé le 22 juin 1945: modifiant les Règlements sur la tenure par bail en temps de guerre.

Arrêté en conseil C.P. 4410, approuvé le 22 juin 1945: modifiant les Règlements sur les prix et le commerce en temps de guerre.

Arrêté en conseil C.P. 4429, approuvé le 20 juin 1945: concernant des achats de matériel roulant pour les Chemins de fer Nationaux du Canada.

Arrêté en conseil C.P. 1/4441, approuvé le 20 juin 1945: réduisant les heures de travail des employés de l'administration publique du Canada.

Arrêté en conseil C.P. 4453, approuvé le 22 juin 1945: exemptant de la taxe de consommation ou de vente les radiateurs à eau chaude et à vapeur.

Arrêté en conseil C.P. 64/4488, approuvé le 23 juin 1945: autorisant la remise de l'impôt sur le revenu à divers employés de la Commission d'inspection du Royaume-Uni et du Canada.

Arrêté en conseil C.P. 65/4488, approuvé le 23 juin 1945: autorisant la remise de l'impôt sur le revenu sur l'allocation de subsistance payée aux employés de la Commission d'inspection du Royaume-Uni et du Canada travaillant aux Etats-Unis.

Arrêté en conseil C.P. 238/4488, approuvé le 23 juin 1945: augmentations de salaires aux commis ambulants et aux commis des postes, qui ont fait du service militaire, sans avoir à subir les examens de tri.

Arrêté en conseil C.P. 302/4488, approuvé le 23 juin 1945: employés du "Comité consultatif canadien chargé de missions spéciales" censés être "des employés salariés" aux termes de l'Ordonnance sur l'indemnisation des employés civils (Guerre) de l'Etat.

Arrêté en conseil C.P. 4495, approuvé le 26 juin 1945: suspendant l'application des Règlements concernant les stations de bord, 1945, (appareils radio-phoniques d'alarme).

Arrêté en conseil C.P. 4498 approuvé le 27 juin 1945: relâchant le "contrôle d'exportation" sur les envois destinés aux pays situés dans l'hémisphère occidental.

Arrêté en conseil C.P. 4506, approuvé le 26 juin 1945: révoquant la nomination du Comité de régie de la *Morton Engineering and Dry Dock Company*.

Arrêté en conseil C.P. 4612, approuvé le 28 juin 1945: fixant le régime tarifaire des importations de hareng frais et les exemptant de la taxe de guerre sur le change.

Arrêté en conseil C.P. 4644, approuvé le 28 juin 1945: instituant le Comité de classement et de libération pour les services de l'Etat.

Il dépose aussi sur la Table,—La Charte des Nations Unies comprenant le Statut de la Cour internationale de Justice suivie des arrangements provisoires établissant la Commission préparatoire des Nations Unies, signée à San-Francisco, le 26 juin 1945. (Recueil des traités 1945, No 7).

Aussi,—Rapport de la Conférence entre le Dominion et les provinces sur la Reconstruction, tenue à Ottawa, les 6, 7 et 8 août 1945.—Séances plénières Nos 1, 2 et 3.

Aussi,—Copie des propositions du gouvernement canadien relativement à la tenue de la Conférence entre le Dominion et les provinces, et documents justificatifs.

Aussi,—Copie de l'acte final de la Conférence internationale de l'aviation civile tenue à Chicago, du 1er novembre au 7 décembre 1944, y compris les appendices suivants: Accord sur l'aviation civile internationale, accord intérimaire sur l'aviation civile internationale, accord visant les services de transport aérien en transit, et accord visant le transport aérien international. (Recueil des traités, série 1944, No 36).

Aussi,—Echange de notes (13 février 1945) entre le Canada et les Etats-Unis d'Amérique comportant un accord visant les services de transport aérien des forces armées des deux pays (Recueil des traités, 1945, No 1), signé à Ottawa.

Aussi,—Echange de notes (17 février 1945) entre le Canada et les Etats-Unis d'Amérique comportant un accord relatif au transport civil par air, signé à Washington. (Recueil des traités, 1945, No 2).

Aussi,—Echange de notes entre le Canada et les Etats-Unis d'Amérique, comportant un accord relatif à l'entreprise Canol, signé à Ottawa, le 26 février 1945. (Recueil des traités, 1945, No 3).

Aussi,—Echange de notes entre le Canada et le Brésil, comportant un accord visant le service militaire, signé à Rio de Janeiro, le 9 février 1945. (Recueil des traités, 1945, No 4).

Aussi,—Echange de notes entre le Canada et le Mexique, portant modification de l'accord visant la conscription pour service militaire déjà en vigueur par l'échange de notes en date du 29 février 1944, signé à Mexico, le 12 avril et le 7 mai 1945. (Recueil des traités, 1945, No 6).

Aussi,—Acte final de la Conférence monétaire et financière tenue à Bretton-Woods, New-Hampshire, E.-U., du 1er juillet au 22 juillet 1944. (Version française).

Et aussi,—Premier rapport aux gouvernements des Nations Unies par la Commission intérimaire de l'alimentation et de l'agriculture.—Recueil des Conférences, 1945, No 1.

M. St-Laurent, membre du Conseil privé du Roi, dépose sur la Table, par ordre de Son Excellence le Gouverneur général,—Rapport annuel du surintendant des pénitenciers pour l'année financière terminée le 31 mars 1944. (Version française).

M. Ilsley, membre du Conseil privé du Roi, dépose sur la Table,—Rapport du surintendant de l'Assurance pour l'année terminée le 31 décembre 1943.—Vol. II, compagnies d'assurance-vie.

Et aussi,—Etat des dépenses tirées du vote pour dépenses imprévues, item 71, Loi des appropriations 1945-46.

Aussi,—Rapport de l'auditeur sur l'état financier de la Commission canadienne du prêt agricole pour l'année terminée le 31 mars 1945, y compris le rapport de l'auditeur sur le fonctionnement de la Loi canadienne du prêt aux pêcheurs pour l'année terminée le 31 mars 1945. Statuts du Canada, 1935, c. 52, art. 12.

Aussi,—Etat des revenus et dépenses de la Commission des champs de bataille nationaux pour l'année qui s'est terminée le 31 mars 1945. Statuts du Canada, 1908, c. 57, art. 12.

Aussi,—Copie d'un accord conclu en vertu des dispositions de la Loi sur la conservation du change en temps de guerre, 1940, chapitre 2, article 8, Statuts du Canada, 1940-41.

Aussi,—Rapport sur les recettes et les dépenses de fonctionnement ainsi que d'autres renseignements sur les banques à charte du Canada pour l'année financière 1944, chapitre 30, article 53 (10), suivi d'autres rapports pour l'année financière 1943 et la moyenne pour les années financières 1929 à 1943 inclusivement, mis à date, et la moyenne pour les années financières de 1930 à 1944 inclusivement.

Et aussi,—a) Etat des allocations accordées à des fonctionnaires en vertu de la Loi de la pension du service civil, 1924, durant l'année financière terminée le 31 mars 1945, S.R.C., chapitre 24, article 14.

b) Etat des allocations accordées aux personnes à charge de fonctionnaires en vertu de la Loi de la pension du service civil, 1924, durant l'année financière terminée le 31 mars 1945, S.R.C., chapitre 24, article 14.

c) Etat montrant le montant des avantages accordés en vertu de la Loi de la pension du service civil, 1924, durant l'année financière terminée le 31 mars 1945. S.R.C. chapitre 24, article 14.

Aussi,—Rapport sur le fonctionnement de la Loi de 1942 sur l'assurance contre les risques de guerre, pour la période qui s'est terminée le 31 mars 1945.—Statuts du Canada, 1942-43, chapitre 35, article 35.

Il dépose aussi sur la Table, par ordre de Son Excellence le Gouverneur général,—Premier rapport annuel de l'administration de la Loi sur les arrangements financiers entre cultivateurs et créanciers, 1943, ainsi que son fonctionnement et ses opérations depuis la mise en force de cette loi, le 15 décembre 1943, jusqu'au 31 mars 1945.—Statuts du Canada, 1943, chapitre 26, article 42.

Et aussi,—Par ordre de Son Excellence le Gouverneur général,—Rapport sur l'administration des pensions de vieillesse et des pensions aux aveugles pour l'année financière terminée le 31 mars 1945, en vertu des dispositions de la Loi des pensions de vieillesse, S.R.C., 1927, chapitre 156, telle que modifiée.

M. MacKinnon, membre du Conseil privé du Roi, dépose sur la Table,—Rapport annuel du Bureau des commissaires des grains du Canada, pour l'année 1944.

Et aussi,—Exposé annuel et rapport du Président de la Corporation d'assurance des crédits d'exportation pour l'année terminée le 31 mars 1945.

M. Mackenzie, membre du Conseil privé du Roi, dépose sur la Table,—Copie des règlements adoptés en vertu des dispositions de la Loi du ministère des Affaires des vétérans.

Aussi,—Copie des règlements adoptés en vertu des dispositions de la Loi des terres des vétérans, 1942.

Et aussi,—Exposé annuel exigé par l'article 18 de la Loi d'assurance des vétérans.

M. Howe, membre du Conseil privé du Roi, dépose sur la Table,—Deuxième rapport annuel de la Commission canadienne d'aide mutuelle pour l'année terminée le 31 mars 1945. (Versions française et anglaise).

Et aussi,—Copie de l'arrêté en conseil C.P. 4709, approuvé le 3 juillet 1945: premier amendement aux règlements de la Commission du transport aérien au sujet des services aériens commerciaux.

M. Gardiner, membre du Conseil privé du Roi, dépose sur la Table,—Rapport annuel de la Commission de soutien des prix agricoles pour l'année terminée le 31 mars 1945.

Aussi,—Règlements émis en vertu de la Loi des insectes destructeurs et autres fléaux relativement à la production et à la vente des pommes de terre de semence certifiées, en vigueur le 12 septembre 1944.

Aussi,—Règlements émis en vertu de la Loi des insectes destructeurs et autres fléaux réglementant la vente des germes de pommes de terre.

Et aussi,—Rapport des accords conclus en vertu des dispositions de la Loi de la mise sur le marché en coopération des produits agricoles, 1939, telle que modifiée, pour l'année financière terminée le 31 mars 1945.

Par ordre de Son Excellence le Gouverneur général, M. Fournier (Hull), membre du Conseil privé du Roi, dépose sur la Table,—Rapport du conseil des administrateurs de la Galerie nationale du Canada pour l'année financière terminée le 31 mars 1944. (Editions française et anglaise).

M. Glen, membre du Conseil privé du Roi, dépose sur la Table,—Rapport annuel des permis accordés depuis le 1er janvier jusqu'au 9 août 1945, tel qu'exigé par le paragraphe 2 de l'article 4 de la Loi d'immigration.

Aussi,—Copie de l'arrêté en conseil C.P. 4781, approuvé le 10 juillet 1945: établissant des règlements pour disposer du bois en Colombie-Britannique, tel qu'exigé par l'article 161 de la Loi des Indiens, Statuts révisés du Canada, 1927, chapitre 98.

Aussi,—Liste montrant le nombre des Indiens qui ont reçu leur lettre d'affranchissement d'après la Loi des Indiens au cours de l'année financière qui s'est terminée le 31 mars 1945, indiquant le montant versé à chaque Indien ainsi affranchi.

Aussi,—Copies des arrêtés en conseil, adoptés en vertu de la Loi des terres de la Couronne S.R.C. 1927, chapitre 113, article 75, depuis les dernières élections du Parlement.

Aussi,—Etat montant le nombre de permis accordés pour faire entrer des liqueurs alcooliques dans les Territoires du Nord-Ouest, pendant l'année qui s'est écoulée du 1er janvier au 31 décembre 1942, en conformité des dispositions des Statuts révisés, 1927, chapitre 142.

Aussi,—Copie de l'arrêté en conseil C.P. 5673, adopté le 25 août 1945, adopté en vertu de la Loi modifiant les dispositions de la convention des oiseaux migrateurs, chapitre 16, Statuts du Canada, 1932-33.

Aussi,—Copie des ordonnances adoptées en vertu des dispositions de l'article 13 de la Loi des Territoires du Nord-Ouest, chapitre 142, S.R.C., 1927,—relativement aux sites archéologiques; à l'administration de la justice civile; au sujet des troupeaux et des clôtures; des produits du pétrole; de la protection des enfants; de la tutelle des personnes souffrant d'aliénation mentale; de l'aide aux membres des forces armées; et une ordonnance pour modifier l'ordonnance de l'administration locale des districts.

Aussi,—Rapport en vertu de l'article 7 de la Loi de l'assainissement, S.R.C., 1927, chapitre 175, au sujet de la construction de travaux de drainage au cours de l'année dernière.

Aussi,—Exposé des baux, permis ou autres autorités annulés depuis le dernier rapport au Parlement en vertu des dispositions de la loi des terres de la Couronne, S.R.C., 1927, chapitre 113, article 96.

Et aussi,—Rapport concernant les grains de semence et les dettes pour assistance en vertu des dispositions de l'article 2 du chapitre 51, 17 George V, intitulé: "Loi concernant certaines dettes dues à la Couronne", du 1er janvier 1945 au 31 juillet 1945.

M. Abbott, membre du Conseil privé du Roi, dépose sur la Table,—Copie des ordres généraux promulgués et expédiés à l'armée canadienne du 6 janvier 1945 au 27 juin 1945 (version anglaise), et du 6 février 1945 au 22 juin 1945 (version française), en vertu des dispositions de l'article 141, chapitre 132, S.R.C., 1927.

Et aussi,—Copie des ordres généraux promulgués et publiés pour la marine canadienne du 12 mars 1945 au 18 août 1945, en vertu des dispositions de l'article 44, chapitre 139, S.R.C., 1927.

M. Claxton, membre du Conseil privé du Roi, dépose sur la Table,—Etat des recettes et des dépenses effectuées en vertu de la partie V de la Loi de la marine marchande du Canada (marins malades) au cours de l'année financière terminée le 31 mars 1945.

Aussi,—Etat concernant les règlements édictés en vertu de la Loi sur le ministère de la Santé nationale et du bien-être.

Aussi,—Rapport relatif aux règlements édictés sous le régime de la Loi des spécialités pharmaceutiques ou médicaments brevetés.

Aussi,—Rapport concernant les arrêtés en conseil ou règlements édictés en vertu de la Loi de la santé dans les entreprises publiques.

Aussi,—Copie des règlements adoptés en vertu de la Loi sur les allocations familiales par l'arrêté en conseil C.P., 5093, approuvé le 3 août 1945.

Aussi,—Rapport annuel de la division des allocations familiales du ministère de la Santé nationale et du bien-être pour l'année financière terminée le 31 mars 1945.

Et aussi,—Copie du rapport annuel sur l'application de la Loi sur l'aptitude physique nationale pour l'année financière terminée le 31 mars 1945.

M. Chevrier, membre du Conseil privé du Roi, dépose sur la Table,—Rapport annuel de la Commission des ports nationaux pour l'année civile 1944. (Versions française et anglaise).

Aussi,—Sommaire des droits de ports pour l'année financière terminée le 31 mars 1945.

Et aussi,—Etat sommaire de recettes de quayage pour l'année terminée le 31 mars 1945.

M. McCann, membre du Conseil privé du Roi, dépose sur la Table, par ordre de Son Excellence le Gouverneur général,—Rapport annuel du ministère des Services nationaux de guerre pour l'année financière terminée le 31 mars 1943.

Aussi,—Rapport annuel du ministère des Services nationaux de guerre pour l'année financière terminée le 31 mars 1944.

M. Mitchell, membre du Conseil privé du Roi, dépose sur la Table,—Copie des arrêtés en conseil adoptés en vertu des dispositions de la Loi d'assurance-chômage, 1940, s'appliquant aux règlements édictés par la Commission de l'assurance-chômage relativement aux versements et aux prestations.

Aussi,—Copies du texte officiel des projets de conventions et des recommandations adoptés lors de la vingt-cinquième session (1939) et de la vingt-sixième session (1944) de la Conférence internationale du Travail, en vertu des dispositions de l'article 406 du Traité de Versailles et des dispositions correspondantes des autres traités de paix.

Et aussi,—Copie de l'arrêté en conseil C.P. 3671, approuvé le 24 mai 1945: traitant de la compétence du Parlement et des législatures provinciales respectivement sur les sujets qui forment la matière de ces projets de conventions et de ces recommandations.

M. Martin, membre du Conseil privé du Roi, dépose sur la Table,—Copie des ordonnances du Territoire du Yukon adoptées par le Conseil du Yukon pendant l'année 1945, et déposées en conformité de l'article 29, chapitre 215, S.R.C., 1927.

Aussi,—Rapport annuel du surintendant des faillites pour l'année civile 1944.

Il dépose aussi, par ordre de Son Excellence le Gouverneur général,—Trente-sixième rapport annuel de la Commission du service civil du Canada pour l'année terminée le 31 décembre 1944. (Version française).

M. Ilsley, membre du Conseil privé du Roi, transmet un message de Son Excellence le Gouverneur général, lequel est lu par M. l'Orateur, comme suit:

ATHLONE,

Le Gouverneur général transmet à la Chambre des communes le budget des sommes requises pour le service du Canada durant l'année expirant le 31 mars 1946, et conformément aux dispositions de l'Acte de l'Amérique britannique du Nord, 1867, Son Excellence le Gouverneur général recommande ce budget à la Chambre des communes.

Hôtel du Gouvernement,

OTTAWA, 7 septembre 1945.

Sur motion de M. Ilsley, lesdits message et crédits sont transmis pour étude au comité des Crédits.

A l'appel de l'ordre pour la mise à l'étude de la motion pour présenter une Adresse à Son Excellence le Gouverneur général en réponse au discours qu'elle a bien voulu prononcer à l'ouverture de la session:

M. Benidickson propose, appuyé par M. Langlois:

Que l'Adresse suivante soit présentée à Son Excellence le Gouverneur général du Canada:

A Son Excellence le très honorable major-général comte d'Athlone, Chevalier de l'Ordre très noble de la Jarretière, Membre du très honorable Conseil privé, Chevalier Grand-croix de l'Ordre très honorable du Bain, Grand Maître de l'Ordre très distingué de Saint-Michel et de Saint-Georges, Chevalier Grand-croix de l'Ordre royal Victoria, Compagnon de l'Ordre du Service distingué, l'un des Aides de camp personnels de Sa Majesté, Gouverneur général et Commandant en chef du Dominion du Canada.

QU'IL PLAISE À VOTRE EXCELLENCE:

Nous, très fidèles et loyaux sujets de Sa Majesté, la Chambre des communes du Canada, assemblés en Parlement, prions respectueusement Votre Excellence d'agréer nos humbles remerciements pour le gracieux discours qu'Elle a adressé aux deux Chambres du Parlement.

Et un débat s'élevant sur cette motion, ledit débat est ajourné sur une motion de M. Bracken.

Sur motion de M. Mackenzie King, la Chambre s'ajourne à 4 heures 56 de l'après-midi jusqu'à lundi prochain à 3 heures de l'après-midi.

No 3

JOURNAUX  
DE LA  
CHAMBRE DES COMMUNES  
DU CANADA

---

SÉANCE DU LUNDI, 10 SEPTEMBRE 1945

---

PRIÈRES.

Le Greffier de la Chambre dépose sur le Bureau le premier rapport du greffier des pétitions, exposant qu'il a examiné les pétitions suivantes présentées le 7 courant, et qu'il a constaté que toutes les prescriptions de l'article 68 du Règlement ont été observées dans chaque cas, savoir:

De Jean Louis Coudert, vicaire apostolique du Vicariat apostolique de Whitehorse, qui demande l'adoption d'une loi pour constituer en corporation la Corporation épiscopale catholique de Whitehorse.—M. Black (Yukon).

De Herbert James Symington, de Montréal, P.Q., et autres qui demandent l'adoption d'une loi pour constituer en corporation l'*International Air Transport Association*.—M. McIlraith.

M. Mackenzie King, membre du Conseil privé du Roi, dépose sur la Table, —Rapport de la Conférence des Nations Unies sur l'organisation internationale, tenue à San-Francisco, E.-U., du 25 avril 1945 au 26 juin 1945.—Recueil des Conférences, 1945, No 2 (versions anglaise et française).

Et aussi,—Echange de notes entre le Canada et Terre-Neuve au sujet du fonctionnement d'un service commercial aérien par les lignes aériennes trans-Canada, signées à St-Jean, Terre-Neuve, mars 13/16, 1945.—Recueil des traités, 1945, No 5 (versions anglaise et française).

Il dépose aussi, sur la Table,—Copies des arrêtés en conseil adoptés en vertu des dispositions de la Loi des remaniements et transferts de fonctions dans le service public, chapitre 165, S.R.C., 1927, comme suit:

Arrêté en conseil C.P. 5942, approuvé le 7 septembre 1945: transfert de l'administration de la Loi des pensions de vieillesse du ministère des Finances au ministère de la Santé nationale et du bien-être.

Arrêté en conseil C.P. 5943, approuvé le 7 septembre 1945: transfert de la Commission du district fédéral du ministre des Finances au Président du Conseil privé.

M. Black (*Yukon*), appuyé par M. Bruce, du consentement de la Chambre, présente le bill No 2, Loi modifiant la Loi de juridiction du divorce, 1930, qui est lu la première fois et dont la deuxième lecture est remise à la prochaine séance de la Chambre.

La Chambre reprend alors le débat ajourné sur le projet de motion de M. Benidickson, appuyé par M. Langlois: Que l'Adresse suivante soit présentée à Son Excellence le Gouverneur général,—

A Son Excellence le très honorable major-général comte d'Athlone, Chevalier de l'Ordre très noble de la Jarretière, Membre du très honorable Conseil privé, Chevalier Grand-croix de l'Ordre très honorable du Bain, Grand Maître de l'Ordre très distingué de Saint-Michel et de Saint-Georges, Chevalier Grand-croix de l'Ordre royal Victoria, Compagnon de l'Ordre du Service distingué, l'un des Aides de camp personnels de Sa Majesté, Gouverneur général et Commandant en chef du Dominion du Canada.

QU'IL PLAISE À VOTRE EXCELLENCE:

Nous, très fidèles et loyaux sujets de Sa Majesté, la Chambre des communes du Canada, assemblés en Parlement, prions respectueusement Votre Excellence d'agréer nos humbles remerciements pour le gracieux discours qu'Elle a adressé aux deux Chambres du Parlement.

Et cette motion, mise aux voix;

M. Bracken propose, appuyé par M. Graydon, en amendement:

Que les mots suivants soient ajoutés à l'Adresse:

"Nous désirons humblement soumettre à Votre Excellence que les conseillers de Votre Excellence ont failli à la tâche:

- a) de licencier nos forces armées de manière équitable, et surtout de prévenir de graves inconvénients au personnel en service outre-mer;
- b) d'élaborer un programme expéditif et efficace de réadaptation de la guerre à la paix, et surtout de s'unir au travail et à l'industrie pour s'entendre sur un plan pratique d'embauchage, avec salaire raisonnable, pour les personnes licenciées des services armés ou congédiées des industries de guerre;
- c) d'agir efficacement et à temps pour faire face à la crise sans cesse grandissante du logement."

Et un débat s'élevant;

M. Coldwell propose, appuyé par M. MacInnis, en amendement audit amendement:

Que l'on retranche de l'amendement tous les mots placés après "que" et qu'on les remplace par les suivants:

"Nous soumettons respectueusement, cependant, que de l'avis de la Chambre les conseillers de Votre Excellence ont failli à la tâche de proposer les changements économiques et sociaux de base seuls susceptibles de répondre aux besoins urgents de l'ère de paix où nous entrons, et nous insistons pour que des mesures immédiates soient prises afin d'assurer un embauchage complet, un pouvoir d'achat suffisant, et un programme de construction sur une haute échelle qui procurera au peuple canadien les logements dont il a un urgent besoin."

Et ledit débat se poursuivant encore, il est ajourné sur une motion de M. Lalonde.

La Chambre s'ajourne alors à 10 heures 17 du soir jusqu'à trois heures demain après-midi.

No 4

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

---

SÉANCE DU MARDI, 11 SEPTEMBRE 1945

---

PRIÈRES.

Douze pétitions sont déposées sur la Table.

LECTURE DES DISCOURS

M. L'ORATEUR: Je désire, avant l'appel de l'ordre du jour, appeler l'attention des honorables députés sur une pratique qui, dans la discussion, est contraire au Règlement de la Chambre: la lecture des discours.

L'article 41 du Règlement régit le décorum dans les discussions. J'invite les honorables députés à se reporter aux commentaires 238 et 239 des *Parliamentary Rules and Forms*, de Beauchesne, page 102 de la troisième édition. Voici ce que dit le commentaire 239:

Outre les interdictions que mentionne cet article du Règlement, l'usage, tant en Angleterre qu'au Canada, a établi qu'un député qui porte la parole ne peut: a) Lire le texte d'un discours préparé à l'avance.

Ce règlement a été adopté en 1927, mais dès le 19 avril 1886 la Chambre adoptait une résolution dont j'aimerais à vous faire la lecture. Voici:

Que l'habitude, de plus en plus grandissante, dans la Chambre des communes du Canada, de prononcer de longs discours, ayant le caractère de volumineux essais, écrits et préparés avec soin, et de faire de longues citations, souvent étrangères au sujet, est de nature à nuire à la discussion légitime et appropriée des questions publiques, constitue une perte de temps, prolonge d'une manière déraisonnable les sessions du Parlement, menace d'entraîner l'abolition du rapport officiel des débats en augmentant leur volume et leur coût, et tend à favoriser des débats oiseux et diffus plutôt qu'une argumentation serrée ou concise; que cette coutume forme un contraste frappant avec la méthode suivie dans la Chambre des communes en Angleterre, et qu'elle dégoûte le public de l'étude approfondie et intelligente des délibérations du Parlement.

La lecture d'un texte ajoute certainement au confort de l'honorable député qui porte la parole à la Chambre, surtout s'il s'agit d'un nouveau représentant, et la Chambre compte un grand nombre de nouveaux membres. Il est toutefois de mon devoir d'appeler l'attention des honorables députés sur la pratique de la lecture des discours. Je crois qu'il suffit de rappeler ainsi d'une façon générale l'existence de cette règle pour prévenir toute objection de la part de la Chambre ou du Président dans les discussions qui suivront.

#### AU SUJET DES QUESTIONS

M. L'ORATEUR: Avant de passer aux questions je tiens à signaler aux honorables députés le paragraphe 297, page 121 des *Parliamentary Rules and Forms* de Beuchesne, troisième édition.

Dans la pratique, les députés peuvent, sans préavis, poser de vive voix un certain nombre de questions avant l'appel de l'ordre du jour; c'est toutefois par pure courtoisie, et les questions doivent se rapporter aux travaux de la Chambre ou à un sujet dont l'urgence et la gravité sollicitent l'attention publique. Elles doivent toujours être brèves, aucune discussion n'est permise, et les réponses sont aussi concises que possible. Le ministre interrogé peut répondre sur-le-champ, ou encore exiger que le préavis ordinaire soit donné (B.135). Ces questions sont soumises aux mêmes règlements d'ordre que celles dont il a été donné préavis (M.245, No 4).

Les honorables députés remarqueront que c'est par pure courtoisie qu'on leur permet de poser des questions et que celles-ci doivent se rapporter aux travaux de la Chambre ou à un sujet dont l'urgence et la gravité sollicite l'attention publique.

Je fais appel à la collaboration de tous les honorables députés et les prie de ne pas poser de questions orales sauf en cas d'urgence. Afin d'accélérer les travaux de la Chambre, il est préférable d'inscrire les questions au *Feuilleton*.

M. St-Laurent, membre du Conseil privé du Roi, dépose sur la Table,—Copie du rapport de l'honorable juge R. L. Kellock, commissaire royal nommé par l'arrêté en conseil C.P. 3422 $\frac{1}{2}$ , approuvé le 10 mai 1945, sous l'empire de la Loi des enquêtes, S.R.C., 1927, chapitre 99, pour faire enquête et rapport sur les désordres qui se sont produits à Halifax les 7 et 8 mai 1945.

M. Gibson, membre du Conseil privé du Roi, dépose sur la Table,—Copie des ordres généraux et de routine émis au Corps d'aviation royal canadien, du 29 mars 1945 au 17 août 1945.

M. Mitchell, membre du Conseil privé du Roi, dépose sur la Table,—Copies d'arrêtés en conseil adoptés en vertu des dispositions de la Loi sur les secours au chômage et l'aide à l'agriculture, 1940, de la Loi des mesures de guerre, et de la Loi de coordination de la formation professionnelle, 1942, comme suit:

Arrêté en conseil C.P. 5931, approuvé le 7 septembre 1945: renouvellement d'un prêt au montant de \$3,637,551.75 consenti à la province de la Colombie-Britannique, et acceptant en garantie un bon du trésor de ladite province, portant intérêt au taux de 3 pour cent par année.

Arrêté en conseil C.P. 5930, approuvé le 7 septembre 1945: renouvellement d'un prêt au montant de \$271,890.96 consenti à la province de la Colombie-Britannique, et acceptant en garantie un bon du trésor de ladite province portant intérêt au taux de 3 pour cent par année.

Arrêté en conseil C.P. 5209, approuvé le 24 juillet 1945: pour changer le nom du Conseil consultatif régional du service sélectif en celui de Conseils consultatifs, ministère du Travail.

Arrêté en conseil C.P. 5324, approuvé le 2 août 1945: spécifiant que les membres des forces armées de toutes les Nations Unies qui étaient employés au Canada avant le 9 septembre 1939, pourront être éligibles pour réintégration dans un emploi civil en vertu des dispositions de la Loi de 1942 sur la réintégration dans les emplois civils.

Arrêté en conseil C.P. 5564, approuvé le 21 août 1945: pour réduire la proportion de l'octroi fédéral requis en vertu de l'entente avec les provinces pour être utilisé à l'achat d'outillage pour la formation professionnelle.

Arrêté en conseil C.P. 5878, approuvé le 4 septembre 1945: pour révoquer l'article 12 des Règlements de mobilisation du service sélectif national au sujet de l'entraînement militaire obligatoire des étudiants d'universités.

Du consentement de la Chambre, M. Ilsley propose,—Que la Chambre se forme immédiatement en comité plénier pour étudier un certain projet de résolution tendant à octroyer à Sa Majesté une somme ne dépassant pas \$400,000,000 pour la défense nationale et la démobilisation.

M. Ilsley, membre du Conseil privé du Roi, informe alors la Chambre que Son Excellence le Gouverneur général, ayant été mis au fait de ladite résolution, la recommande à la Chambre.

Résolu,—Que la Chambre se forme en comité plénier, immédiatement, pour prendre en considération ladite résolution.

La Chambre, en conséquence, se forme immédiatement en comité plénier pour étudier ledit projet de résolution.

(*En comité*)

La résolution suivante est adoptée:

*Résolu*,—Qu'il y a lieu de présenter une mesure tendant à octroyer à Sa Majesté une somme ne dépassant pas \$400,000,000 pour subvenir à toutes dépenses qui peuvent être faites, ou effectuer tous prêts ou avances qui peuvent être consentis, par et sous l'autorité du Gouverneur en conseil, au cours de l'année se terminant le 31 mars 1946, aux fins et sous réserve des termes, conditions et limitations énoncés dans la Résolution inscrite sur l'Ordre du jour, en vue d'accorder à Sa Majesté des sommes ne dépassant pas \$1,365,000,000.

Résolution à rapporter.

Ladite résolution est rapportée, lue la deuxième fois et agréée.

M. Ilsley obtient alors le consentement de la Chambre pour présenter le bill No 3, Loi ayant pour objet d'accorder de l'aide à Sa Majesté pour la défense nationale et la démobilisation, qui est lu la première fois.

Du consentement de la Chambre, ledit bill est lu la deuxième fois, étudié en comité plénier, rapporté sans modification, lu la troisième fois et passé.

Du consentement de la Chambre, M. Ilsley propose,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour permettre à la Chambre de se former en comité des Subsidés:

Et ladite motion, mise aux voix, est agréée.

La Chambre se forme; en conséquence, en comité des Subsidés.

(*En comité*)

La résolution suivante est adoptée:

### BUDGET INTÉRIMAIRE

Crédits principaux 1945-46

*Résolu*.—Qu'une somme ne dépassant pas \$29,769,000.11, représentant un douzième de chacun des différents item à être votés, tel qu'énumérés dans le budget principal de l'année financière se terminant le 31 mars 1946, présenté à la Chambre des communes, au cours de la session actuelle du Parlement, soit octroyée à Sa Majesté, en acompte, pour l'année financière qui se terminera le 31 mars 1946.

Résolution à rapporter.

Du consentement de la Chambre, ladite résolution est rapportée, lue la deuxième fois et agréée, le comité des Subsidés devant siéger à la prochaine séance de la Chambre.

Du consentement de la Chambre, M. Ilsley propose,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour permettre à la Chambre de se former en comité des Voies et Moyens.

Et ladite motion, mise aux voix, est agréée.

La Chambre se forme, en conséquence, en comité des Voies et Moyens.

(*En comité*)

La résolution suivante est adoptée:

*Résolu*.—Que pour faire face aux Subsidés votés à Sa Majesté pour défrayer certaines dépenses du Service public au compte de l'exercice financier se terminant le 31 mars 1946, la somme de \$29,769,000.11 soit octroyée à même le Fonds du Revenu consolidé du Canada.

Résolution à rapporter.

Du consentement de la Chambre, ladite résolution est rapportée, lue une deuxième fois, et approuvée, le comité des Voies et Moyens devant siéger de nouveau à la prochaine séance de la Chambre.

Du consentement de la Chambre, M. Ilsley présente alors le bill suivant qui est lu la première fois, savoir:

Bill No 4, Loi accordant à Sa Majesté certaines sommes d'argent pour le service public de l'année financière se terminant le 31 mars 1946.

Du consentement de la Chambre, ledit bill est lu la deuxième fois, étudié en comité plénier, rapporté sans modification, lu la troisième fois et passé.

M. Ilsley propose,—Que la Chambre se forme en comité plénier, à sa prochaine séance, pour prendre en considération la résolution suivante:

Qu'il y a lieu de présenter un projet de loi afin de stipuler, *inter alia*,

1. Que des sommes d'au plus \$1,365,000,000 soient allouées à Sa Majesté, pour subvenir à toutes dépenses qui peuvent être faites, ou effectuer toutes

avances ou prêts qui peuvent être consentis, par ou sous l'autorité du Gouverneur en conseil au cours de l'année expirant le 31 mars 1946, pour

- a) La sécurité, la défense, la paix, l'ordre et le bien du Canada;
- b) La conduite des opérations navales, militaires et aériennes à l'intérieur ou hors du Canada;
- c) La rapide démobilisation des forces armées canadiennes;
- d) Favoriser la continuation du commerce, de l'industrie et des relations d'affaires, soit au moyen d'assurance ou d'indemnité contre les risques de guerre, soit autrement; et
- e) L'exécution de toute mesure que le Gouverneur en conseil juge nécessaire ou opportune par suite de l'existence d'un état de guerre.

2. Que le Gouverneur en conseil soit autorisé à prélever, par voie d'emprunt, sous le régime des dispositions de la Loi du revenu consolidé et de la vérification, 1931, la somme ou les sommes d'argent d'au plus \$1,365,000,000 qui peuvent être nécessaires pour subvenir aux dépenses mentionnées plus haut, ou pour effectuer les avances ou prêts mentionnés plus haut, le principal et l'intérêt de cet emprunt devant être imputés sur le Fonds du revenu consolidé et payables à même ce fonds.

3. Que le Gouverneur en conseil soit autorisé à dépenser de nouveau, à avancer ou à prêter les deniers reçus en remboursement ou remise d'avances, de prêts ou de dépenses faits sous le régime des Lois sur les crédits de guerre de 1939 (deuxième session), 1940, 1941, 1942, 1943, 1944 et 1945.

M. Ilsley, membre du Conseil privé du Roi, informe alors la Chambre que Son Excellence le Gouverneur général, ayant été mis au fait de ladite résolution, la recommande à la Chambre.

Résolu,—Que la Chambre se forme en comité plénier, à sa prochaine séance, pour prendre en considération ladite résolution.

La Chambre reprend alors le débat ajourné sur la motion proposée par M. Benidickson pour présenter une Adresse à Son Excellence le Gouverneur général, en réponse au discours qu'elle a prononcé à l'ouverture de la session, et sur la motion en amendement de M. Bracken et sur la motion d'amendement audit amendement proposée par M. Coldwell.

Et le débat se poursuivant de nouveau, ledit débat est ajourné sur une motion de M. Ross (*Souris*).

Comme il est passé onze heures, exactement onze heures et trois minutes p.m., M. l'Orateur lève la séance, sans mettre la motion aux voix, en vertu de l'article 7 du Règlement, jusqu'à trois heures de l'après-midi, demain.

No 5

JOURNAUX  
DE LA  
CHAMBRE DES COMMUNES  
DU CANADA

---

SÉANCE DU MERCREDI, 12 SEPTEMBRE 1945

---

PRIÈRES.

Onze pétitions sont déposées sur la Table.

Le Greffier de la Chambre dépose sur la Table le deuxième rapport du greffier des pétitions, exposant qu'il a examiné les pétitions suivantes, toutes demandant l'adoption d'une loi pour dissoudre le mariage et pour obtenir le divorce du demandeur dans chaque cas, présentées le 11 courant, et qu'il a constaté que toutes les prescriptions de l'article 68 du Règlement ont été observées dans chaque cas, savoir:

De Marie Irene Clementine Elizabeth Ash, de Hull, P.Q., actuellement domiciliée à Ottawa, Ontario, épouse de Joseph Clayton Ernest Ash, de Hull, P.Q.—M. *McIlraith*.

De Frederick Keith Beattie, de Sherbrooke, P.Q., qui fait actuellement partie des forces armées de Sa Majesté, à Hamilton, Ontario, époux d'Eileen Alberta Werling Beattie, présentement domiciliée à Calgary, Alberta.—M. *Emmerson*.

De George Louis Bush, de Montréal, P.Q., époux de Gertrude Anderson Henderson Bush, présentement domiciliée à Lachute, P.Q.—M. *MacLean*.

De Jacques Noel Cerminara, de Montréal, P.Q., qui fait actuellement partie des forces armées de Sa Majesté, époux de Virginie Emma Renaud Cerminara.—M. *MacLean*.

De Thérèse Bonenfant Fusco, épouse de Dominique Fusco, de Montréal, P.Q.—M. *Boucher*.

De Irene Nelson Johnston, de Montréal, P.Q., présentement domiciliée à Kingston, Rhode Island, E.-U., épouse de Kelvin Chandler Johnston, de Montréal, P.Q., qui fait actuellement partie des forces armées de Sa Majesté.—M. *MacLean*.

De Nathan Labovitch, aussi connu sous le nom de Nathan Labow, de Montréal, P.Q., époux de Rebecca Podlog Labovitch, aussi connue sous le nom de Labow.—M. *Emmerson*.

D'Armandine-Cécile Lebrun Lachance, épouse d'Antonio Lachance, de Montréal, P.Q.—M. *Emmerson*.

De Joseph-Adélarde-Emilien Lemay, de Montréal, P.Q., qui fait maintenant partie des forces armées de Sa Majesté, époux de Marie Albert Lemay, présentement domiciliée à Québec, P.Q.—M. *Boucher*.

De Rita Beryl Gwendolyn Scott Lunn, épouse de David Alfred Lunn, de Montréal, P.Q.—M. *MacLean*.

De Albert Edward Spray, de Montréal, P.Q., qui fait actuellement partie des forces armées de Sa Majesté, époux de Marie-Rose-Georgette Gendron Spray.—M. *Emmerson*.

De Molly Margaret Evelyn McCuaig Stead, de Montréal, P.Q., épouse de John Seymour Stead, de Montréal, P.Q., actuellement domicilié à Londres, Angleterre.—M. *Boucher*.

M. l'Orateur communique à la Chambre la lettre suivante qu'il a reçue:

### HÔTEL DU GOUVERNEMENT

OTTAWA

BUREAU DU SECRÉTAIRE DU GOUVERNEUR GÉNÉRAL

11 septembre 1945.

MONSIEUR,—J'ai l'honneur de vous informer que l'honorable Thibaudeau-Rinfret, juge en chef du Canada, agissant comme suppléant de Son Excellence le Gouverneur général, se rendra à la salle des séances du Sénat, mercredi, le 12 septembre 1945, à cinq heures et 45 de l'après-midi, pour y donner la sanction royale à certains bills.

J'ai l'honneur d'être, Monsieur,

Votre dévoué serviteur,

F. L. C. PEREIRA,

*Assistant secrétaire du Gouverneur général.*

A l'honorable ORATEUR  
de la Chambre des communes,  
Ottawa, Ontario.

M. Bridges, membre du Conseil privé du Roi, dépose sur la Table, par ordre de Son Excellence le Gouverneur général, le quatorzième rapport annuel du ministère des Pêcheries, (le soixante-dix-septième rapport annuel des pêcheries pour le Dominion), pour l'année financière terminée le 31 mars 1944 (versions française et anglaise).

Il dépose aussi,—Copie d'un arrêté en conseil C.P. 1222, approuvé le 27 février 1945: autorisant la distribution et le paiement de primes de pêche pour l'année financière 1944-45, en vertu des dispositions des S.R.C., 1927, chapitre 74, intitulé: "Loi des pêches maritimes".

M. Martin, membre du Conseil privé du Roi, dépose sur la Table, par ordre de Son Excellence le Gouverneur général,—Rapport du Commissaire des brevets d'invention pour l'année financière terminée le 31 mars 1945.

M. Knowles, appuyé par M. MacInnis, avec le consentement de la Chambre, présente le Bill No 5, Loi modifiant la Loi de l'impôt de guerre sur le revenu (communication de renseignements), qui est lu la première fois, et dont la deuxième lecture est remise à la prochaine séance de la Chambre.

M. Fair, appuyé par M. Marshall, avec le consentement de la Chambre, présente le Bill No 6, Loi modifiant la Loi de la Commission canadienne du blé, 1935, qui est lu la première fois et dont la deuxième lecture est remise à la prochaine séance de la Chambre.

M. Fair, appuyé par M. Marshall, avec le consentement de la Chambre, présente le Bill No 7, Loi modifiant la Loi des élections fédérales, 1938, qui est lu la première fois et dont la deuxième lecture est remise à la prochaine séance de la Chambre.

La Chambre reprend alors le débat ajourné sur la motion proposée par M. Benidickson pour présenter une Adresse à Son Excellence le Gouverneur général, en réponse au discours qu'elle a prononcé à l'ouverture de la session, et sur la motion en amendement de M. Bracken et sur la motion d'amendement audit amendement proposée par M. Coldwell.

Et le débat se poursuivant;

Un message est reçu du Sénat pour informer la Chambre que Leurs Honneurs ont passé les bills suivants:

Bill No 3, Loi ayant pour objet d'accorder de l'aide à Sa Majesté pour la défense nationale et la démobilisation.

Bill No 4, Loi allouant à Sa Majesté certaines sommes d'argent pour le service public de l'année financière expirant le 31 mars 1946.

Un message est reçu de l'honorable Thibaudeau Rinfret, agissant comme suppléant de Son Excellence le Gouverneur général, exprimant le désir que la Chambre se rende immédiatement à la salle des séances du Sénat.

En conséquence, M. l'Orateur, avec la Chambre, se rend à la salle des séances du Sénat, et, à son retour;

M. l'Orateur rapporte qu'il s'est adressé à l'honorable suppléant de Son Excellence le Gouverneur général dans les termes suivants:

“QU'IL PLAISE À VOTRE HONNEUR:

“Les Communes du Canada ont voté certains subsides nécessaires pour permettre au gouvernement de faire face à certaines dépenses du service public.

“Au nom des Communes je présente à Votre Honneur les bills suivants:

“Loi ayant pour objet d'accorder de l'aide à Sa Majesté pour la défense nationale et la démobilisation.

“Loi allouant à Sa Majesté certaines sommes d'argent pour le service public de l'année financière expirant le 31 mars 1946.

“Que je prie humblement Votre Honneur de sanctionner.”

A ces bills la sanction royale a été donnée par le Greffier du Sénat, par ordre du suppléant de Son Excellence le Gouverneur général, qui a déclaré:

“Au nom de Sa Majesté, Son Honneur le suppléant de Son Excellence le Gouverneur général remercie ses loyaux sujets, accepte leur bienveillance et sanctionne ces bills.”

La Chambre reprend le débat ajourné sur la motion proposée par M. Benidickson pour présenter une Adresse à Son Excellence le Gouverneur général, en réponse au discours qu'elle a prononcé à l'ouverture de la session, et sur la motion en amendement de M. Bracken et sur la motion d'amendement audit amendement proposée par M. Coldwell.

Et le débat se poursuivant de nouveau, ledit débat est ajourné sur une motion de M. Stewart (Winnipeg-Nord).

A six heures p.m., M. l'Orateur ajourne la Chambre sans mettre la motion aux voix, en vertu de l'article 6 du Règlement, jusqu'à trois heures p.m., demain.

No 6

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

---

SÉANCE DU JEUDI, 13 SEPTEMBRE 1945

---

PRIÈRES.

Trois pétitions sont déposées sur la Table.

Le Greffier de la Chambre dépose sur la Table le troisième rapport du greffier des pétitions, exposant qu'il a examiné les pétitions suivantes, toutes demandant l'adoption d'une loi pour dissoudre le mariage et pour obtenir le divorce du demandeur dans chaque cas, présentées le 12 courant, et qu'il a constaté que toutes les prescriptions de l'article 68 du Règlement ont été observées dans chaque cas, savoir:

D'Evelyne Pearl Edwards Aird, épouse de James Ainslie Aird, de Montréal, P.Q.—M. *Emmerson*.

D'Ovila Bernard, de Montréal, P.Q., épouse de Simone Deslongchamps Bernard.—M. *Emmerson*.

De Robert Coull, de Montréal, P.Q., qui fait présentement partie des forces armées de Sa Majesté, époux de Jane Thain Maloney Coull, actuellement domiciliée à Longueuil.—M. *Homuth*.

D'Ethel Meakings Downs, de Montréal, P.Q., présentement domiciliée à Rosemont, P.Q., épouse d'Ephraim Downs.—M. *MacLean*.

De Robert Hiscock, de Montréal, P.Q., qui fait actuellement partie des forces armées de Sa Majesté, époux de Myrtle Smith Hiscock.—M. *Homuth*.

De Margaret Susan Bradshaw Hodgkinson, épouse de Frank Hodgkinson, de Montréal, P.Q.—M. *Emmerson*.

D'Olive Pashley Mackie, de Montréal, P.Q., épouse de William Bedford Mackie, qui fait actuellement partie des forces armées de Sa Majesté, outre-mer.—M. *Emmerson*.

De William John Mitchell, de Montréal, P.Q., époux d'Ethel Loretta Marvin Mitchell, de domicile inconnu.—M. *MacLean*.

De William Cyril Sparks, de Montréal, P.Q., époux d'Ella Mae Clyde Sparks.—M. *MacLean*.

De Benjamin Charles Stafford, de Montréal, P.Q., qui fait actuellement partie des forces armées de Sa Majesté, époux d'Olive Maude Woodroffe Stafford, actuellement domiciliée à Verdun, P.Q.—M. *MacLean*.

D'Edward Stephen Vasselin, d'Outremont, P.Q., époux de Dorothy May Ashford Vasselin, de Montréal, P.Q.—M. *Homuth*.

Un message est reçu du Sénat, pour informer la Chambre que l'honorable Président, les honorables sénateurs Aseltine, Aylesworth (Sir Allen), Beaubien (*Montarville*), Bench, Blais, Chapais (Sir Thomas), David, Fallis, Gershaw, Gouin, Jones, Lambert, Léger, MacLennan, McDonald (*Kings*) et Wilson ont été constitués en un comité chargé d'aider l'honorable Président dans l'administration de la Bibliothèque du Parlement, en tant que les intérêts du Sénat sont concernés, et pour agir au nom du Sénat comme membres du comité mixte des deux Chambres au sujet de ladite Bibliothèque.

Aussi,—Un message pour informer la Chambre que l'honorable Président, les honorables sénateurs Beaubien (*St-Jean-Baptiste*), Blais, Chapais (Sir Thomas), Davies, Dennis, Donnelly, Euler, Fallis, Foster, Green, Harmer, Lacasse, Macdonald (*Cardigan*), McDonald (*Shediac*), Moraud, Mullins, Nicol, St-Père, Sinclair, Stevenson et White ont été constitués en un comité chargé de surveiller les Travaux d'impression du Sénat, durant la présente session, et d'agir au nom du Sénat comme membres du comité mixte des deux Chambres au sujet des Travaux d'impression du Parlement.

Et aussi,—Un message pour informer la Chambre que l'honorable Président, les honorables sénateurs Beaubien (*Montarville*), Fallis, Haig, Hardy, Howard et McLean ont été constitués en un comité chargé d'aider l'honorable Président dans l'administration du Restaurant du Parlement, en ce qui concerne les intérêts du Sénat et d'agir au nom du Sénat comme membres du comité mixte des deux Chambres au sujet dudit Restaurant.

La Chambre reprend alors le débat ajourné sur la motion proposée par M. Benidickson pour présenter une Adresse à Son Excellence le Gouverneur général, en réponse au discours qu'elle a prononcé à l'ouverture de la session, et sur la motion en amendement de M. Bracken et sur la motion d'amendement audit amendement proposée par M. Coldwell.

Et le débat se poursuivant de nouveau, ledit débat est ajourné sur une motion de M. Claxton.

A onze heures p.m., M. l'Orateur ajourne la Chambre sans mettre la motion aux voix, en vertu de l'article 7 du Règlement, jusqu'à trois heures p.m., demain.

No 7

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

---

SÉANCE DU VENDREDI, 14 SEPTEMBRE 1945

---

PRIÈRES.

Onze pétitions sont déposées sur le Bureau.

Le Greffier de la Chambre dépose sur le Bureau le quatrième rapport du greffier des pétitions, exposant qu'il a examiné les pétitions suivantes présentées le 13 courant, et qu'il a constaté que toutes les prescriptions de l'article 68 du Règlement ont été observées dans chaque cas, savoir:

De Matthew T. Ellis, de Toronto, Ontario, et autres, qui demandent l'adoption d'une loi pour constituer en corporation l'Institut des bijoutiers canadiens.—*M. Jackman.*

De Gordon Cameron Edwards, d'Ottawa, Ontario, et autres, qui demandent l'adoption d'une loi pour constituer en corporation l'*Ottawa Valley Trust Company.*—*M. McIlraith.*

De l'Alliance nationale qui demande l'adoption d'une loi pour modifier la loi la constituant en corporation.—*M. Marier.*

M. Mitchell, membre du Conseil privé du roi, dépose sur la Table,—Copie d'un arrêté en conseil adopté en vertu des dispositions de la Loi des mesures de guerre, comme suit:

Arrêté en conseil C.P. 5980, approuvé le 11 septembre 1945: révoquant le Centre de stabilisation de réserve du travail des manœuvres du port à Halifax.

Il dépose aussi sur la Table,—Copie d'un arrêté en conseil adopté en vertu des dispositions de la Loi de 1940 sur l'assurance-chômage, comme suit:

Arrêté en conseil C.P. 5664, approuvé le 4 septembre 1945: modification des règlements adoptés en vertu des dispositions des Règlements de versement à la caisse d'assurance-chômage, établis par l'arrêté en conseil C.P. 6952, approuvé le 3 septembre 1943,—A l'exception des ouvriers de certaines scieries et de certains ateliers de rabotage.

La Chambre reprend alors le débat ajourné sur la motion proposée par M. Benidickson pour présenter une Adresse à Son Excellence le Gouverneur général, en réponse au discours qu'elle a prononcé à l'ouverture de la session, et sur la motion en amendement de M. Bracken et sur la motion d'amendement audit amendement proposée par M. Coldwell.

Et le débat se poursuivant de nouveau, ledit débat est ajourné sur une motion de M. Knight.

Sur motion de M. Mackenzie, la Chambre s'ajourne à 5 heures 43 de l'après-midi jusqu'à lundi prochain à 3 heures de l'après-midi.

No 8

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

---

SÉANCE DU LUNDI, 17 SEPTEMBRE 1945

---

PRIÈRES.

Le Greffier de la Chambre dépose sur la Table le cinquième rapport du greffier des pétitions, exposant qu'il a examiné les pétitions suivantes, toutes demandant l'adoption d'une loi pour dissoudre le mariage et pour obtenir le divorce du demandeur dans chaque cas, présentées le 14 courant, et qu'il a constaté que toutes les prescriptions de l'article 68 du Règlement ont été observées, savoir:

De Joseph William Henry Beausoleil, de Montréal P.Q., qui fait partie présentement des forces armées de Sa Majesté, outre-mer, époux d'Ethel Hobson Beausoleil.—M. *MacLean*.

De Madeline Daisy Harvey Bell, actuellement domiciliée à Belleville, Ontario, épouse d'Ernest Thomas Bell, de Montréal, P.Q.—M. *Emmerson*.

De Nathalie Helfmann Biltiss, actuellement domiciliée à Montréal, P.Q., épouse de Maurice Biltiss, actuellement domicilié à Longueuil, P.Q.—M. *MacLean*.

D'Andrew Lawrence Card, de Sherbrooke, P.Q., époux d'Alice Lothrop Willard Card.—M. *Maybank*.

De Mildred Euretta MacKay Disher, épouse de George Richard Disher, de Montréal, P.Q.—M. *Emmerson*.

De Annie Coyle Frances, épouse de William Frances, de Montréal, P.Q.—M. *MacLean*.

De Grace Irene Paquet Hopkins, épouse de Herbert Hopkins, de Frelighsburg, P.Q.—M. *MacLean*.

De John Hall Jones, de Lennoxville, P.Q., époux de Mary Rymill Jones, actuellement domiciliée dans le township de Brompton, P.Q.—M. *Maybank*.

De Lois Elizabeth Allworth Pierce, épouse de John Newman Pierce, de Montréal, P.Q.—M. *Emmerson*.

De John Robert Mackenzie, de Malpeque, Ile du P.-E., époux de Margaret Jean McKenzie, actuellement domiciliée à Darnley, Ile du P.-E.—*M. MacNaught*.

De Hazel Margaret Robertson McLarnon, actuellement domiciliée à Montréal, P.Q., épouse de Thomas McLarnon, de Verdun, P.Q.—*M. Nixon*.

M. l'Orateur dépose sur la Table,—Rapport du directeur général des élections, en vertu des dispositions de l'article 58 de la Loi de 1938 sur les élections fédérales.—Elections générales du 11 juin 1945.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier a déposé sur la Table le premier rapport de l'examineur des pétitions pour bills privés, lequel est lu comme suit:

Conformément à l'article 99, paragraphe 2, du Règlement, l'examineur des pétitions pour bills privés a l'honneur de présenter son premier rapport comme suit:

Votre examineur a dûment examiné les pétitions suivantes en obtention de bills privés, chacune demandant l'adoption d'une loi pour accorder le divorce et pour annuler le mariage du pétitionnaire, et il constate que toutes les prescriptions de l'article 95 du Règlement ont été observées dans chaque cas, savoir:

D'Evelyn Pearl Edwards Aird, de Montréal, P.Q., épouse de James Ainslie Aird.

De George Louis Bush, de Montréal, P.Q., époux de Gertrude Anderson Henderson Bush.

De Frederick Keith Beattie, de Sherbrooke, P.Q., époux d'Eileen Alberta Werling Beattie.

D'Ovila Bernard, de Montréal, P.Q., époux de Simone Deslongchamps Bernard.

De Jacques Noel Cerminara, de Montréal, P.Q., époux de Virginie Emma Renaud Cerminara.

De Robert Coull, de Montréal, P.Q., époux de Jane Thain Maloney Coull.

D'Ethel Meakings Downs, de Montréal, P.Q., épouse d'Ephraim Downs.

De Thérèse Bonenfant Fusco, de Montréal, P.Q., épouse de Dominique Fusco.

De Robert Hiscock, de Montréal, P.Q., époux de Myrtle Smith Hiscock.

D'Irene Nelson Johnston, de Montréal, P.Q., présentement domiciliée à Kingston, Rhode Island, E.-U., épouse de Kelvin Chandler Johnston.

De Nathan Labovitch (autrement dit Labow), de Montréal, P.Q., époux de Rebecca Podlog Labovitch.

De Rita Beryl Gwendolyn Scott Lunn, de Montréal, P.Q., épouse de David Alfred Lunn.

M. Mackenzie, membre du Conseil privé du Roi, dépose sur la Table,—Copie d'un arrêté en conseil adopté en vertu des dispositions de la Loi de 1942 sur les terres des vétérans, comme suit:

Arrêté en conseil C.P. 5932, approuvé le 7 septembre 1945: octrois aux vétérans indiens qui s'établissent sur des réserves indiennes.

La Chambre reprend alors le débat ajourné sur la motion proposée par M. Benidickson pour présenter une Adresse à Son Excellence le Gouverneur général, en réponse au discours qu'elle a prononcé à l'ouverture de la session, et sur la motion en amendement de M. Bracken et sur la motion d'amendement audit amendement proposée par M. Coldwell.

Et le débat se poursuivant de nouveau, ledit débat est ajourné sur une motion de M. Gibson (*Comox-Alberni*).

Comme il est passé onze heures, exactement onze heures et trois minutes p.m., M. l'Orateur lève la séance, sans mettre la motion aux voix, en vertu de l'article 7 du Règlement, jusqu'à trois heures de l'après-midi, demain.

No 9

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

---

SÉANCE DU MARDI, 18 SEPTEMBRE 1945

---

PRIÈRES.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier a déposé sur la Table le deuxième rapport de l'examineur des pétitions pour bills privés, lequel est lu comme suit:

Conformément à l'article 99, paragraphe 2, du Règlement, l'examineur des pétitions pour bills privés a l'honneur de présenter son deuxième rapport comme suit:

Votre examineur a dûment examiné les pétitions suivantes en obtention de bills privés, chacune demandant l'adoption d'une loi pour accorder le divorce et pour annuler le mariage du pétitionnaire, et il constate que toutes les prescriptions de l'article 95 du Règlement ont été observées dans chaque cas, savoir:

De Joseph William Henry Beausoleil, de Montréal, P.Q., époux d'Ethel Hobson Beausoleil.

De Nathalie Helfmann Biltiss, de Montréal, P.Q., épouse de Maurice Biltiss.

D'Andrew Lawrence Card, de Sherbrooke, P.Q., époux d'Alice Lothrop Willard Card.

De Mildred Euretta MacKay Disher, de Montréal, P.Q., épouse de George Richard Disher.

D'Annic Coyle Frances, de Montréal, P.Q., épouse de William Frances.

De Grace Irene Paquet Hopkins, de Frelighsburg, P.Q., épouse de Herbert Hopkins.

De Joseph-Adélarde-Emilien Lemay, de Montréal, P.Q., époux de Marie Albert Lemay.

De William John Mitchell, de Montréal, P.Q., époux d'Ethel Loretta Marvin Mitchell.

De Hazel Margaret Robertson McLarnon, de Montréal, P.Q., épouse de Thomas McLarnon.

De John Robert McKenzie, de Malpeque, I.P.-E., époux de Margaret Jean McKenzie.

D'Olive Pashley Mackie, de Montréal, P.Q., épouse de William Bedford Mackie.

De Lois Elizabeth Allworth Pierce, de Montréal, P.Q., épouse de John Newman Pierce.

D'Abert Edward Spray, de Montréal, P.Q., époux de Marie Rose Georgette Gendron Spray.

M. Mackenzie King propose,—Que l'article 63 du Règlement soit modifié en retranchant les mots "et internationales" du paragraphe *j*), et en ajoutant après le paragraphe *k*): *l*) les affaires extérieures (nombre des membres: 35; quorum: 10).

Et ladite motion, mise aux voix, est agréée.

M. Abbott, membre du Conseil privé du Roi, dépose sur la Table,—Copie des ordres navals généraux émis pour les forces navales du Canada, et datés du 25 août 1945 au 1er septembre 1945, inclusivement, en vertu des dispositions de l'article 44, chapitre 139, S.R.C., 1927.

La Chambre reprend alors le débat ajourné sur la motion proposée par M. Benidickson pour présenter une Adresse à Son Excellence le Gouverneur général, en réponse au discours qu'elle a prononcé à l'ouverture de la session, et sur la motion en amendement de M. Bracken et sur la motion d'amendement audit amendement proposée par M. Coldwell.

Et le débat se poursuivant de nouveau, ledit débat est ajourné sur une motion de M. Belzile.

La Chambre s'ajourne alors à 10.43 du soir, jusqu'à trois heures de l'après-midi, demain.

No 10

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

---

SÉANCE DU MERCREDI, 19 SEPTEMBRE 1945

---

PRIÈRES.

M. MacKinnon, membre du Conseil privé du Roi, dépose sur la Table,—Copie d'un arrêté en conseil adopté en vertu des dispositions de la Loi sur les mesures de guerre, à savoir:

Arrêté en conseil C.P. 6122, approuvé le 19 septembre 1945: concernant la stabilisation du prix du blé canadien vendu par la Commission canadienne du blé pour fins d'exportation outre-mer, à un prix maximum ne devant pas dépasser \$1.55 le boisseau pour le blé No 1, du nord du Manitoba, déposé dans les élévateurs de Fort-William-Port-Arthur ou Vancouver, et \$1.00 minimum le boisseau aux producteurs pour une période de cinq ans se terminant le 31 juillet 1950.

M. Mitchell, membre du Conseil privé du Roi, dépose sur la Table,—Copie du rapport du commissaire chargé de l'administration de la Loi d'enquête sur les combines, pour l'année qui s'est terminée le 31 mars 1945.

Et aussi,—Rapport du directeur de l'entraînement professionnel pour l'année financière 1944-45.

M. Ilsley, membre du Conseil privé du Roi, dépose sur la Table,—Copie d'un arrêté en conseil adopté en vertu des dispositions de la Loi sur les mesures de guerre, à savoir:

Arrêté en conseil C.P. 5794, approuvé le 30 août 1945: modification de la Loi nationale de 1944 sur l'habitation,—institutions approuvées de prêts, y compris les compagnies d'assurance-vie.

M. McCann, membre du Conseil privé du Roi, dépose sur la Table, par ordre de Son Excellence le Gouverneur général:—Rapport annuel du ministère du Revenu national, avec des états relatifs aux droits de douane et d'accise, et autres impôts aux ports d'entrée ou de sortie; l'accise et le revenu du Dominion du Canada pour l'année financière terminée le 31 mars 1945.

Il dépose aussi sur la Table, en vertu des dispositions du chapitre 63, S.R.C., 1927,—Déclaration au sujet des règlements relatifs aux exportations de pétrole et de bois de pâte.

La Chambre reprend le débat ajourné sur la motion proposée par M. Benidickson pour présenter une Adresse à Son Excellence le Gouverneur général, en réponse au discours qu'elle a prononcé à l'ouverture de la session, et sur la motion en amendement de M. Bracken et sur la motion d'amendement audit amendement proposée par M. Coldwell.

Et le débat se poursuivant de nouveau, ledit débat est ajourné sur une motion de M. Reid.

A six heures p.m., M. l'Orateur ajourne la Chambre sans mettre la motion aux voix, en vertu de l'article 6 du Règlement, jusqu'à trois heures p.m., demain.

No 11

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

---

SÉANCE DU JEUDI, 20 SEPTEMBRE 1945

---

PRIÈRES.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier a déposé sur la Table le troisième rapport de l'examineur des pétitions pour bills privés, lequel est lu comme suit:

Conformément à l'article 99, paragraphe 2, du Règlement, l'examineur des pétitions pour bills privés a l'honneur de présenter son troisième rapport comme suit:

Votre examineur a dûment examiné les pétitions suivantes en obtention de bills privés, chacune demandant l'adoption d'une loi pour accorder le divorce et pour annuler le mariage du pétitionnaire, et il constate que toutes les prescriptions de l'article 95 du Règlement ont été observées dans chaque cas, savoir:

D'Armandine Cécile Le Brun Lachance, de Montréal, P.Q., épouse d'Antonio Lachance.

De Benjamin Charles Stafford, de Montréal, P.Q., époux d'Olive Maude Woodroffe Stafford.

De William Cyril Sparks, de Montréal, P.Q., époux d'Ella Mae Clyde Sparks.

De Molly Margaret Evelyn McCuaig Stead, de Montréal, P.Q., épouse de John Seymour Stead.

D'Edward Stephen Vasselin, de Montréal, P.Q., époux de Dorothy May Ashford Vasselin.

M. Wright, de son siège en Chambre, demande l'autorisation, en vertu des dispositions de l'article 31 du Règlement, de proposer l'ajournement de la Chambre dans le but de discuter une question définie d'importance publique urgente, à savoir: "l'attitude du gouvernement au sujet du prix minimum du blé, tel qu'annoncé hier par le ministre du Commerce, et sa répercussion sur le revenu des agriculteurs de l'ouest du Canada".

M. l'Orateur décide que cette question ne présente pas d'urgence immédiate; et que le problème du blé peut être discuté au cours du débat sur l'Adresse qui se poursuit actuellement en Chambre.

La Chambre reprend alors le débat ajourné sur le projet de motion de M. Benidickson, appuyé par M. Langlois: Que l'Adresse suivante soit présentée à Son Excellence le Gouverneur général,—

A Son Excellence le très honorable major-général comte d'Athlone, Chevalier de l'Ordre très noble de la Jarretière, Membre du très honorable Conseil privé, Chevalier Grand-croix de l'Ordre très honorable du Bain, Grand Maître de l'Ordre très distingué de Saint-Michel et de Saint-Georges, Chevalier Grand-croix de l'Ordre royal Victoria, Compagnon de l'Ordre du Service distingué, l'un des Aides de camp personnels de Sa Majesté, Gouverneur général et Commandant en chef du Dominion du Canada.

QU'IL PLAISE À VOTRE EXCELLENCE:

Nous, très fidèles et loyaux sujets de Sa Majesté, la Chambre des communes du Canada, assemblés en Parlement, prions respectueusement Votre Excellence d'agréer nos humbles remerciements pour le gracieux discours qu'Elle a adressé aux deux Chambres du Parlement.

Et sur la motion en amendement par M. Bracken:

Que les mots suivants soient ajoutés à l'Adresse:

“Nous désirons humblement soumettre à Votre Excellence que les conseillers de Votre Excellence ont failli à la tâche:

- a) de licencier nos forces armées de manière équitable, et surtout de prévenir de graves inconvénients au personnel en service outre-mer;
- b) d'élaborer un programme expéditif et efficace de réadaptation de la guerre à la paix, et surtout de s'unir au travail et à l'industrie pour s'entendre sur un plan pratique d'embauchage, avec salaire raisonnable, pour les personnes licenciées des services armés ou congédiées des industries de guerre;
- c) d'agir efficacement et à temps pour faire face à la crise sans cesse grandissante du logement.”

Ainsi que sur la motion, proposée en sous-amendement, par M. Coldwell et qui se lit ainsi:

Que l'on retranche de l'amendement tous les mots placés après “que” et qu'on les remplace par les suivants:

“Nous soumettons respectueusement, cependant, que de l'avis de la Chambre les conseillers de Votre Excellence ont failli à la tâche de proposer les changements économiques et sociaux de base seuls susceptibles de répondre aux besoins urgents de l'ère de paix où nous entrons, et nous insistons pour que des mesures immédiates soient prises afin d'assurer un embauchage complet, un pouvoir d'achat suffisant, et un programme de construction sur une haute échelle qui procurera au peuple canadien des logements dont il a un urgent besoin.”

Après plus ample discussion, ledit projet de sous-amendement est mis aux voix, et il est rejeté sur le vote suivant:

## POUR:

## Messieurs

Archibald,	Coldwell,	McCullough	Rose,
Argue,	Gillis,	(Assiniboia),	Stewart (Winnipeg-
Bentley,	Herridge,	MacInnis,	Nord),
Bowerman,	Irvine,	McKay,	Strum, Mme,
Bryce,	Jaenicke,	Matthews	Thatcher,
Burton,	Knight,	(Kootenay-Est),	Townley-Smith,
Campbell,	Knowles,	Moore,	Wright,
Castleden,	McCuaig,	Probe,	Zaplitny—29.

## CONTRE:

## Messieurs

Abbott,	Cloutier,	Gibson (Hamilton-	Lennard,
Adamson,	Cockeram,	Ouest),	Lesage,
Arsenault,	Coté (Matapédia-	Gingues,	Little,
Ashby,	Matane),	Gladstone,	Lockhart,
Baker,	Coté (St-Jean-	Glen,	Low,
Barrett,	Iberville-	Golding,	McCann,
Beaudoin,	Napierville),	Gour (Russell),	McCubbin,
Beaudry,	Coté (Verdun),	Gourd (Chapleau),	McCulloch (Pictou),
Belzile,	Coyle,	Graydon,	Macdonald
Benidickson,	Croll,	Green,	(Brantford City),
Bertrand (Laurier),	Cruickshank,	Hackett,	Macdonald (Halifax),
Bertrand (Prescott),	Daniel,	Hallé,	McDonald (Pontiac),
Bertrand	Dechêne,	Hansell,	Macdonnell
(Terrebonne),	Denis,	Harkness,	(Muskoka-Ontario),
Black (Châteauguay-	Dion (Lac St-Jean-	Harris (Danforth),	McGarry,
Huntingdon),	Roberval),	Harris (Grey-Bruce),	McGregor,
Black (Cumberland),	Dionne (Beauce),	Hazen,	McIlraith,
Black (Yukon),	Dorion,	Healy,	McIvor,
Blackmore,	Douglas,	Hrynka,	Mackenzie,
Blair,	Drope,	Hodgson,	MacKinnon,
Blanchette,	Dubois,	Homuth,	MacLean,
Beivin,	Emmerson,	Howe,	McLure,
Bonnier,	Eudes,	Iisley,	McMaster,
Boucher,	Fair,	Isnor,	MacNaught,
Bourget,	Farquhar,	Jackman,	MacNicol,
Bracken,	Ferguson,	Jaques,	Maloney,
Bradette,	Fleming,	Jean,	Manross,
Breithaupt,	Fontaine,	Jutras,	Marier,
Bridges,	Fournier (Hull),	Kidd,	Marquis,
Brooks,	Fournier (Maison-	King, Mackenzie	Martin,
Brown,	neuve-Rosemont),	Kirk,	Matthews (Brandon),
Bruce,	Fraser,	Kuhl,	Maybank,
Brunelle,	Fulton,	Lacombe,	Mayhew,
Cardiff,	Gagnon,	LaCroix,	Menary,
Case,	Gardiner,	Lafontaine,	Merritt,
Casselman,	Gariépy,	La'onde,	Michaud,
Charlton,	Gauthier (Nipissing),	Langlois,	Mitchell,
Chevrier,	Gauthier (Portneuf),	Lapalme,	Mullins,
Clark,	Gibson (Comox-	Lapointe,	Murphy,
Claxton,	Alberni),	Laurendeau,	Mutch,
Cleaver,		Leader,	Nixon,

Parent,	Ross (Hamilton-Est),	Smith (Calgary-	Warren,
Pearkes,	Ross (St. Paul's),	Ouest),	Webb,
Picard,	Rowe,	Smith (York-Nord),	Weir,
Pinard,	St-Laurent,	Stanfield,	White (Hastings-
Pouliot,	Senn,	Stephenson,	Peterborough),
Quelch,	Shaw,	Stuart (Charlotte),	White (Middlesex-
Raymond (Wright),	Sinclair (Ontario),	Stokes,	Est),
Reid,	Sinclair (Van-	Tremblay,	Whitman,
Richard (Gloucester),	couver-Nord),	Tucker,	Winkler,
Richard (Ottawa-Est),	Sinnott,	Tustin,	Winters,
Rinfret,	Skey,	Viau,	Wylie—193.

Et ledit projet d'amendement une fois mis aux voix;

M. Hansell, appuyé par M. Low, propose en amendement audit projet d'amendement: Que l'amendement soit modifié en ajoutant les mots suivants à la fin:

"et qu'il a de plus failli à la tâche,

- d) de répondre aux besoins d'une paix prospère au Canada, et en particulier d'offrir l'assurance que la production nationale sera maintenue à un degré suffisamment élevé pour procurer à chaque Canadien un niveau d'existence proportionné à la capacité de production du pays;
- e) de doter le pays d'une politique financière efficace et scientifique propre à assurer à tous les Canadiens la distribution de leur part équitable de la production nationale sans accroître le fardeau des impôts ou la dette nationale."

Et un débat s'élevant et se poursuivant, ledit débat est ajourné sur une motion de M. Matthews (*Kootenay-Est*).

A onze heures p.m., M. l'Orateur ajourne la Chambre sans mettre la motion aux voix, en vertu de l'article 7 du Règlement, jusqu'à trois heures p.m., demain.

No 12

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

---

SÉANCE DU VENDREDI, 21 SEPTEMBRE 1945

---

PRIÈRES.

M. Mackenzie King, membre du Conseil privé du Roi, dépose sur la Table, —Rapport de la Commission du district fédéral et état des revenus et dépenses de ladite commission pour l'année terminée le 31 mars 1945; Statuts du Canada, 1926-27, ch. 55, articles 15 et 16.

La Chambre reprend alors le débat ajourné sur la motion proposée par M. Benidickson pour présenter une Adresse à Son Excellence le Gouverneur général, en réponse au discours qu'elle a prononcé à l'ouverture de la session, et sur la motion en amendement de M. Bracken et sur la motion d'amendement audit amendement proposée par M. Hansell.

Et le débat se poursuivant de nouveau, ledit débat est ajourné sur une motion de M. Beaudry.

Sur motion de M. Mackenzie, la Chambre s'ajourne à 5 heures 40 de l'après-midi jusqu'à lundi prochain à 3 heures de l'après-midi.

No 13

## JOURNAUX

DE LA

## CHAMBRE DES COMMUNES

## DU CANADA

---

SÉANCE DU LUNDI, 24 SEPTEMBRE 1945

---

## PRIÈRES.

La Chambre reprend alors le débat ajourné sur la motion proposée par M. Benidickson pour présenter une Adresse à Son Excellence le Gouverneur général, en réponse au discours qu'elle a prononcé à l'ouverture de la session, et sur la motion en amendement de M. Bracken et sur la motion d'amendement audit amendement proposée par M. Hansell.

Et le débat se poursuivant de nouveau, ledit débat est ajourné sur une motion de M. Blackmore.

Comme il est passé onze heures, exactement onze heures et cinq minutes p.m., M. l'Orateur lève la séance, sans mettre la motion aux voix, en vertu de l'article 7 du Règlement, jusqu'à trois heures de l'après-midi, demain.

No 14

JOURNAUX  
DE LA  
CHAMBRE DES COMMUNES  
DU CANADA

---

SÉANCE DU MARDI, 25 SEPTEMBRE 1945

---

PRIÈRES.

Deux pétitions ont été déposées sur la Table.

M. Mackenzie King, membre du Conseil privé du Roi, dépose sur la Table, —Copies des arrêtés en conseil adoptés pour nommer des adjoints parlementaires à certains ministres de la Couronne, à savoir:

Arrêté en conseil C.P. 6248, approuvé le 25 septembre 1945: nommant Robert Wellington Mayhew, écuyer, M.P., adjoint parlementaire du ministre des Finances.

Arrêté en conseil C.P. 6249, approuvé le 25 septembre 1945: nommant William Chisholm Macdonald, écuyer, M.P., adjoint parlementaire du ministre de la Défense nationale.

Arrêté en conseil C.P. 6250, approuvé le 25 septembre 1945: nommant Hugues Lapointe, écuyer, M.P., adjoint parlementaire du ministre de la Défense nationale.

La Chambre reprend alors le débat ajourné sur le projet de motion de M. Benidickson, appuyé par M. Langlois: Que l'Adresse suivante soit présentée à Son Excellence le Gouverneur général,—

A Son Excellence le très honorable major-général comte d'Athlone, Chevalier de l'Ordre très noble de la Jarretière, Membre du très honorable Conseil privé, Chevalier Grand-croix de l'Ordre très honorable du Bain, Grand Maître de l'Ordre très distingué de Saint-Michel et de Saint-Georges, Chevalier Grand-croix de l'Ordre royal Victoria, Compagnon de l'Ordre du Service distingué, l'un des Aides de camp personnels de Sa Majesté, Gouverneur général et Commandant en chef du Dominion du Canada.

## QU'IL PLAISE À VOTRE EXCELLENCE:

Nous, très fidèles et loyaux sujets de Sa Majesté, la Chambre des communes du Canada, assemblés en Parlement, prions respectueusement Votre Excellence d'agréer nos humbles remerciements pour le gracieux discours qu'Elle a adressé aux deux Chambres du Parlement.

Et sur la motion en amendement par M. Bracken:

Que les mots suivants soient ajoutés à l'Adresse:

"Nous désirons humblement soumettre à Votre Excellence que les conseillers de Votre Excellence ont failli à la tâche:

- a) de licencier nos forces armées de manière équitable, et surtout de prévenir de graves inconvénients au personnel en service outre-mer;
- b) d'élaborer un programme expéditif et efficace de réadaptation de la guerre à la paix, et surtout de s'unir au travail et à l'industrie pour s'entendre sur un plan pratique d'embauchage, avec salaire raisonnable, pour les personnes licenciées des services armés ou congédiées des industries de guerre;
- c) d'agir efficacement et à temps pour faire face à la crise sans cesse grandissante du logement."

Et sur le projet de motion de M. Hansell en amendement audit projet d'amendement: Que l'amendement soit modifié en ajoutant les mots suivants à la fin:

"et qu'il a de plus failli à la tâche,

- d) de répondre aux besoins d'une paix prospère au Canada, et en particulier d'offrir l'assurance que la production nationale sera maintenue à un degré suffisamment élevé pour procurer à chaque Canadien un niveau d'existence proportionné à la capacité de production du pays;
- e) de doter le pays d'une politique financière efficace et scientifique propre à assurer à tous les Canadiens la distribution de leur part équitable de la production nationale sans accroître le fardeau des impôts ou la dette nationale."

Après plus ample débat, ladite motion en amendement audit projet d'amendement est mise aux voix, et elle est rejetée.

Et ledit projet d'amendement, mis ensuite aux voix, est rejeté sur le vote suivant:

## POUR:

## Messieurs

Adamson,	Cockeram,	Hazen,	Merritt,
Aylesworth,	Coyle,	Henderson,	Murphy,
Barrett,	Daniel,	Hodgson,	Pearkes,
Black (Yukon),	Desmond,	Homuth,	Robinson (Bruce),
Blair,	Diefenbaker,	Jackman,	Ross (St. Paul's),
Boucher,	Drope,	Kidd,	Ross (Souris),
Bracken,	Fleming,	Lennard,	Senn,
Bradshaw,	Fraser,	MacDonnell	Smith (Calgary-
Brooks,	Fulton,	(Muskoka-Ontario),	Ouest),
Bruce,	Graydon,	McGregor,	Stephenson,
Cardiff,	Green,	McLure,	Stokes,
Case,	Hackett,	McMaster,	Tustin,
Casselman,	Harkness,	MacNicol,	Webb,
Charlton,	Harris (Danforth),	Manross,	White (Hastings-
Church,	Hatfield,	Menary,	Peterborough)—57.

## CONTRE:

## Messieurs

Abbott,	Denis,	Knight,	Maybank,
Archibald,	Dion (Lac Saint-	Knowles,	Mayhew,
Argue,	Jean-Roberval),	Kuhl,	Michaud,
Arsenault,	Dionne (Beauce),	LaCroix,	Mitchell,
Baker,	Dorion,	Lafontaine,	Mullins,
Beaudry,	Douglas,	Lalonde,	Mutch,
Belzile,	Dubois,	Langlois,	Nicholson,
Benidickson,	Emmerson,	Lapalme,	Nixon,
Bentley,	Eudes,	Lapointe,	Parent,
Bertrand (Laurier),	Fair,	Laurendeau,	Pinard,
Bertrand (Prescott),	Farquhar,	Leader,	Pouliot,
Bertrand	Fontaine,	Léger,	Power,
(Terrebonne),	Fournier (Hull),	Lesage,	Probe,
Black (Châteauguay-	Fournier (Maison-	Little,	Quelch,
Huntingdon),	neuve-Rosemont),	Low,	Raymond (Wright),
Blackmore,	Gagnon,	McCann,	Reid,
Blanchette,	Gardiner,	McCuaig,	Richard (Gloucester),
Boivin,	Gariépy,	McCubbin,	Richard (Ottawa-Est),
Bonnier,	Gauthier (Nipissing),	McCulloch (Pictou),	Rinfret,
Bourget,	Gauthier (Portneuf),	McCullough	Rose,
Bowerman,	Gibson (Comox-	(Assiniboia),	Ross (Hamilton-
Bradette,	Alberni),	Macdonald	Est),
Breithaupt,	Gibson (Hamilton-	(Brantford City),	St-Laurent,
Bridges,	Ouest),	Macdonald (Halifax),	Shaw,
Brown,	Gillis,	McDonald (Parry-	Sinclair (Ontario),
Brunelle,	Gingues,	Sound),	Sinclair (Vancouver-
Bryce,	Gladstone,	McDonald (Pontiac),	Nord),
Burton,	Glen,	McGarry,	Sinnott,
Campbell,	Golding,	McIlraith,	Smith (York-Nord),
Castleden,	Gour (Russell),	MacInnis,	Stuart (Charlotte),
Chevrier,	Gourd (Chapleau),	McIvor,	Strum, Mrole
Clark,	Hallé,	McKay,	Thatcher,
Claxton,	Hansell,	Mackenzie,	Townley-Smith,
Cleaver,	Harris (Grey-Bruce),	MacKinnon,	Tremblay,
Cloutier,	Healy,	MacLean,	Tucker,
Coldwell,	Herridge,	McNaught,	Viau,
Coté (Matapédia-	Hlynka,	Maloney,	Warren,
Matane),	Howe,	Marier,	Weir,
Coté (Saint-Jean-	Ilsley,	Marquis,	Whitman,
Iberville-	Irvine,	Marshall,	Winkler,
Napierville),	Jaenicke,	Martin,	Winters,
Coté (Verdun),	Jean,	Matthews (Brandon),	Wright,
Croll,	Jutras,	Matthews	Wylie,
Cruickshank,	King, Mackenzie	(Kootenay-Est),	Zaplitny—163.
Dechêne,	Kirk,		

Et le débat se poursuivant sur la motion principale; M. Ross (*Souris*) propose en amendement, appuyé par M. Senn: Que la motion soit modifiée en ajoutant les mots suivants à la suite de l'Adresse:

“Nous soumettons respectueusement à Votre Excellence qu'en attendant l'établissement d'une structure de prix plus stables et plus équitables sur les produits agricoles canadiens fondés sur la parité des revenus pour les agriculteurs, on devrait mettre immédiatement à l'étude la création de prix minimum sur toutes les denrées agricoles essentielles pour une période d'années à un niveau qui ne serait pas inférieur à 90 pour cent de la parité.”

Et une discussion s'élevant et se poursuivant; ladite discussion est ajournée sur une motion de M. Quelch.

Comme il est passé onze heures, exactement onze heures et quatre minutes p.m., M. l'Orateur lève la séance, sans mettre la motion aux voix, en vertu de l'article 7 du Règlement, jusqu'à trois heures de l'après-midi, demain.

No 15

JOURNAUX  
DE LA  
CHAMBRE DES COMMUNES  
DU CANADA

---

SÉANCE DU MERCREDI, 26 SEPTEMBRE 1945

## PRIÈRES.

Le Greffier de la Chambre dépose sur le Bureau le sixième rapport du greffier des pétitions, exposant qu'il a examiné les pétitions suivantes présentées le 7 courant, et qu'il a constaté que toutes les prescriptions de l'article 68 du Règlement ont été observées dans chaque cas, savoir:

De *The Quebec Railway, Light and Power Company*, qui demande l'adoption d'une loi pour modifier la loi qui la constitue en corporation.—M. Lesage.

De George A. Savoy, de St-Jean, P.Q., et autres, qui demandent l'adoption d'une loi pour constituer en corporation la "Compagnie de Fiducie du Canada" (*Trust Company of Canada*).—M. Fournier (Maisonneuve-Rosemont).

La Chambre reprend alors le débat ajourné sur le projet de motion de M. Benidickson, appuyé par M. Langlois: Que l'Adresse suivante soit présentée à Son Excellence le Gouverneur général,—

A Son Excellence le très honorable major-général comte d'Athlone, Chevalier de l'Ordre très noble de la Jarretière, Membre du très honorable Conseil privé, Chevalier Grand-croix de l'Ordre très honorable du Bain, Grand Maître de l'Ordre très distingué de Saint-Michel et de Saint-Georges, Chevalier Grand-croix de l'Ordre royal Victoria, Compagnon de l'Ordre du Service distingué, l'un des Aides de camp personnels de Sa Majesté, Gouverneur général et Commandant en chef du Dominion du Canada.

## QU'IL PLAISE À VOTRE EXCELLENCE:

Nous, très fidèles et loyaux sujets de Sa Majesté, la Chambre des communes du Canada, assemblés en Parlement, prions respectueusement Votre Excellence d'agréer nos humbles remerciements pour le gracieux discours qu'Elle a adressé aux deux Chambres du Parlement.

Et sur la motion en amendement de M. Ross (Souris) :

Que la motion soit modifiée en ajoutant les mots suivants à la suite de l'Adresse:

“Nous soumettons respectueusement à Votre Excellence qu'en attendant l'établissement d'une structure de prix plus stables et plus équitables sur les produits agricoles canadiens fondés sur la parité des revenus pour les agriculteurs, on devrait mettre immédiatement à l'étude la création de prix minimum sur toutes les denrées agricoles essentielles pour une période d'années à un niveau qui ne serait pas inférieur à 90 pour cent de la parité.”

Et le débat se poursuivant;

M. Wright propose en amendement, appuyé par M. Townley-Smith:

Que l'on retranche de l'amendement tous les mots qui suivent le mot “Adresse” et qu'on les remplace par les suivants:

“Nous soumettons respectueusement à Votre Excellence que l'on devrait étudier immédiatement l'à-propos d'établir des prix minimums sur toutes les denrées agricoles essentielles à un niveau paritaire avec les autres services et les autres produits”.

Et le débat se poursuivant de nouveau, ledit débat est ajourné sur une motion de M. Townley-Smith.

A six heures p.m., M. l'Orateur ajourne la Chambre sans mettre la motion aux voix, en vertu de l'article 6 du Règlement, jusqu'à trois heures p.m., demain.

No 16

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

---

SÉANCE DU JEUDI, 27 SEPTEMBRE 1945

---

PRIÈRES.

M. Mackenzie King, membre du Conseil privé du Roi, dépose sur la Table, —Copie d'un arrêté en conseil nommant un adjoint parlementaire à un ministre de la Couronne, à savoir:

Arrêté en conseil C.P. 6283, approuvé le 27 septembre 1945: nommant Walter Adam Tucker, écuyer, M.P., adjoint parlementaire du ministre des Affaires des vétérans.

Et aussi,—Copie d'un arrêté en conseil adopté en vertu des dispositions de la Loi des remaniements et des transferts de fonctions dans le service public, chapitre 165, S.R.C., 1927, comme suit:

Arrêté en conseil C.P. 6206, approuvé le 25 septembre 1945: transférant l'administration de la Loi des enquêtes sur les monopoles, chapitre 26, S.R.C., 1927, telle que modifiée, du ministre du Travail au ministre de la Justice.

M. Mitchell, membre du Conseil privé du Roi, dépose sur la Table, par ordre de Son Excellence le Gouverneur général,—Le quatrième rapport de la Commission d'assurance-chômage pour l'année financière se terminant le 31 mars 1945.

M. Adamson, appuyé par M. Homuth, avec le consentement de la Chambre, présente le Bill No 8, Loi modifiant la Loi des chemins de fer, qui est lu la première fois et dont la deuxième lecture est remise à la prochaine séance de la Chambre.

La Chambre reprend alors le débat ajourné sur le projet de motion de M. Benidickson, appuyé par M. Langlois: Que l'Adresse suivante soit présentée à Son Excellence le Gouverneur général,—

A Son Excellence le très honorable major-général comte d'Athlone, Chevalier de l'Ordre très noble de la Jarretière, Membre du très honorable Conseil privé, Chevalier Grand-croix de l'Ordre très honorable du

Bain, Grand Maître de l'Ordre très distingué de Saint-Michel et de Saint-Georges, Chevalier Grand-croix de l'Ordre royal Victoria, Compagnon de l'Ordre du Service distingué, l'un des Aides de camp personnels de Sa Majesté, Gouverneur général et Commandant en chef du Dominion du Canada.

QU'IL PLAISE À VOTRE EXCELLENCE :

Nous, très fidèles et loyaux sujets de Sa Majesté, la Chambre des communes du Canada, assemblés en Parlement, prions respectueusement Votre Excellence d'agréer nos humbles remerciements pour la gracieux discours qu'Elle a adressé aux deux Chambres du Parlement.

Et sur la motion en amendement de M. Ross (*Souris*) :

Que la motion soit modifiée en ajoutant les mots suivants à la suite de l'Adresse :

“Nous soumettons respectueusement à Votre Excellence qu'en attendant l'établissement d'une structure de prix plus stables et plus équitables sur les produits agricoles canadiens fondés sur la parité des revenus pour les agriculteurs, on devrait mettre immédiatement à l'étude la création de prix minimum sur toutes les denrées agricoles essentielles pour une période d'années à un niveau qui ne serait pas inférieur à 90 pour cent de la parité.”

Ainsi que sur la motion, proposée en sous-amendement, par M. Wright et qui se lit ainsi :

Que l'on retranche de l'amendement tous les mots qui suivent le mot “Adresse” et qu'on les remplace par les suivants :

“Nous soumettons respectueusement à Votre Excellence que l'on devrait étudier immédiatement l'à-propos d'établir des prix minimums sur toutes les denrées agricoles essentielles à un niveau paritaire avec les autres services et les autres produits”.

Après plus ample débat, ledit projet de sous-amendement est mis aux voix et il est rejeté sur le vote suivant :

POUR :

Messieurs

Adamson,	Castleden,	Hazen,	McGregor,
Archibald,	Charlton,	Herridge,	MacInnis,
Argue,	Church,	Hlynka,	McKay,
Ashby,	Coldwell,	Hodgson,	McLure,
Barrett,	Coyle,	Homuth,	McMaster,
Bentley,	Daniel,	Irvine,	MacNicol,
Black (Yukon),	Diefenbaker,	Jackman,	Marshall,
Blackmore,	Dorion,	Jaenicke,	Matthews
Blair,	Fair,	Jaques,	(Kootenay-Est),
Boucher,	Ferguson,	Kidd,	Menary,
Bowerman,	Fleming,	Knight,	Merritt,
Bracken,	Fraser,	Knowles,	Nicholson,
Bradshaw,	Fulton,	Kuhl,	Pearkes,
Brooks,	Gagnon,	Lacombe,	Probe,
Bryce,	Graydon,	Lennard,	Quelch,
Burton,	Green,	Lockhart,	Raymond
Campbell,	Hamel,	Low,	(Beauharnois-
Cardiff,	Hansell,	McCuaig,	Laprairie),
Case,	Harkness,	McCullough	Robinson (Bruce),
Casselman,	Harris (Danforth),	(Assiniboia),	Rose,

Ross (St. Paul's), Rowe, Senn, Shaw,	Smith (Calgary- Ouest), Stephenson, Strum, Mme,	Thatcher, Townley-Smith, Tustin, Webb,	Wright, Wylie, Zaplitny—90.
---	--	---	-----------------------------------

## CONTRE:

## Messieurs

Arsenault, Baker, Beaudoin, Beaudry, Belzile, Benidickson, Bertrand (Laurier), Bertrand (Prescott), Bertrand (Terrebonne), Black (Châteauguay- Huntingdon), Blanchette, Boivin, Bonnier, Bourget, Bradette, Breithaupt, Bridges, Brunelle, Chevrier, Clark, Claxton, Cloutier, Coté (Matapédia- Matane), Coté (Saint-Jean- Iberville- Napierville), Coté (Verdun), Cruikshank, Dechêne,	Denis, Dion (Lac-Saint- Jean-Roberval), Dionne (Beauce), Douglas, Dubois, Emmerson, Eudes, Farquhar, Fontaine, Fournier (Hull), Fournier (Maison- neuve-Rosemont), Gardiner, Gariépy, Gauthier (Nipissing), Gauthier (Portneuf), Gibson (Comox- Alberni), Gibson (Hamilton- Ouest), Gingues, Gladstone, Glen, Golding, Gour (Russell), Gourd (Chapleau), Hallé, Harris (Grey-Bruce), Healy, Ilsey, Jean,	Jutras, King, Mackenzie Kirk, LaCroix, Lafontaine, Lalonde, Langlois, Lapalme, Lapointe, Laurendeau, Leader, Léger, Lesage, Little, McCann, Macdonald (Brantford City), Macdonald (Halifax), McDonald (Parry- Sound), McDonald (Pontiac), McGarry, McIlraith, McIvor, Mackenzie, MacKinnon, MacLean, MacNaught, Marier, Marquis, Martin, Matthews (Brandon),	Maybank, Mayhew, Michaud, Mitchell, Mullins, Mutch, Nixon, Parent, Picard, Pinard, Pouliot, Power, Raymond (Wright), Reid, Richard (Gloucester), Richard (Ottawa-Est), Rinfret, St-Laurent, Sinclair (Ontario), Sinclair (Vancouver- Nord), Sinnott, Smith (York-Nord), Stuart (Charlotte), Tremblay, Tucker, Viau, Warren, Weir, Whitman, Winkler, Winters—116.
--	---	---	--

Et ledit projet d'amendement est alors mis aux voix et il est rejeté sur le vote suivant:

## POUR:

## Messieurs

Adamson, Archibald, Argue, Ashby, Barrett, Bentley, Black (Yukon), Blackmore, Blair, Boucher, Bowerman, Bracken,	Bradshaw, Brooks, Bryce, Burton, Campbell, Cardiff, Case, Casselman, Castleden, Charlton, Church, Coldwell,	Coyle, Daniel, Diefenbaker, Dorion, Fair, Ferguson, Fleming, Fraser, Fulton, Gagnon, Graydon, Green,	Hamel, Hansell, Harkness, Harris (Danforth), Hazen, Herridge, Hlynka, Hodgson, Homuth, Irvine, Jackman, Jaenicke,
---	--	---	--

Jaques,  
Kidd,  
Knight,  
Knowles,  
Kuhl,  
Lacombe,  
Lennard,  
Lockhart,  
Low,  
McCuaig,  
McCullough  
(Assiniboia),

MacDonnell  
(Muskoka  
Ontario),  
McGregor,  
MacInnis,  
McKay,  
McLure,  
McMaster,  
MacNicol,  
Marshall,  
Matthews  
(Kootenay-Est),

Menary,  
Merritt,  
Nicholson,  
Pearkes,  
Probe,  
Quelch,  
Raymond  
(Beauharnois-  
Laprairie),  
Robinson (Bruce),  
Ross (St. Paul's),  
Ross (Souris),  
Rowe,

Senn,  
Shaw,  
Smith (Calgary-  
Ouest),  
Stephenson,  
Strum, Mme  
Thatcher,  
Townley-Smith,  
Tustin,  
Webb,  
Wright,  
Wylie,  
Zaplitny—91.

## CONTRE:

## Messieurs

Arsenault,  
Baker,  
Beaudoin,  
Beaudry,  
Belzile,  
Benidickson,  
Bertrand (Laurier),  
Bertrand (Prescott),  
Bertrand  
(Terrebonne),  
Black (Châteauguay-  
Huntingdon),  
Blanchette,  
Boivin,  
Bonnier,  
Bourget,  
Bradette,  
Breithaupt,  
Bridges,  
Brunelle,  
Chevrier,  
Clark,  
Claxton,  
Cloutier,  
Coté (Matapédia-  
Matane),  
Coté (St-Jean-  
Iberville-  
Napierville),  
Coté (Verdun),  
Cruikshank,  
Dechêne,

Denis,  
Dion (Lac St-Jean-  
Roberval),  
Dionne (Beauce),  
Douglas,  
Dubois,  
Emmerson,  
Eudes,  
Farquhar,  
Fontaine,  
Fournier (Hull),  
Fournier (Maison-  
neuve-Rosemont),  
Gardiner,  
Gariépy,  
Gauthier (Nipissing),  
Gauthier (Portneuf),  
Gibson (Comox-  
Alberni),  
Gibson (Hamilton-  
Ouest),  
Gingues,  
Gladstone,  
Glen,  
Golding,  
Gour (Russell),  
Gourd (Chapleau),  
Hallé,  
Harris (Grey-  
Bruce),  
Healy,  
Ilsley,

Jean,  
Jutras,  
King, Mackenzie  
Kirk,  
LaCroix,  
Lafontaine,  
Lalonde,  
Langlois,  
Lapalme,  
Lapointe,  
Laurendeau,  
Leader,  
Léger,  
Lesage,  
Little,  
McCann,  
Macdonald  
(Brantford City),  
Macdonald (Halifax),  
McDonald (Parry-  
Sound),  
McDonald (Pontiac),  
McGarry,  
McIlraith,  
McIvor,  
Mackenzie,  
MacKinnon,  
MacLean,  
MacNaught,  
Marier,  
Marquis,  
Martin,

Matthews (Brandon),  
Maybank,  
Mayhew,  
Michaud,  
Mitchell,  
Mullins,  
Mutch,  
Nixon,  
Parent,  
Picard,  
Pinard,  
Pouliot,  
Power,  
Raymond (Wright),  
Reid,  
Richard (Gloucester),  
Richard (Ottawa-Est),  
Rinfret,  
St-Laurent,  
Sinclair (Ontario),  
Sinclair (Vancouver-  
Nord),  
Sinnott,  
Smith (York-Nord),  
Stuart (Charlotte),  
Tremblay,  
Tucker,  
Viau,  
Warren,  
Weir,  
Whitman,  
Winkler,  
Winters—116.

La motion principale est alors mise aux voix et elle est adoptée.

Sur motion de M. Mackenzie King, il est ordonné que ladite Adresse soit grossoyée et qu'elle soit présentée à Son Excellence le Gouverneur général par les membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil privé.

M. Mackenzie King propose,—Que William Ross Macdonald, écuyer, représentant du district électoral de la ville de Brantford, soit nommé président des comités pléniers de la Chambre.

Après discussion, ladite motion, mise aux voix, est agréée.

Comme il est passé onze heures p.m., exactement onze heures et quarante minutes, M. l'Orateur ajourne la Chambre, sans mettre la motion aux voix, en vertu de l'article 7 du Règlement, jusqu'à trois heures demain après-midi.

No 17

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

---

SÉANCE DU VENDREDI, 28 SEPTEMBRE 1945

---

PRIÈRES.

Huit pétitions sont déposées sur la Table.

M. Ilsley, membre du Conseil privé du Roi, dépose sur la Table,—Copie d'un arrêté en conseil nommant un adjoint parlementaire à un ministre de la Couronne, à savoir:

Arrêté en conseil C.P. 6299, approuvé le 28 septembre 1945: nommant George James McIlraith, écuyer, M.P., adjoint parlementaire du ministre de la Reconstruction.

M. Mitchell, membre du Conseil privé du Roi, dépose sur la Table,—Copies des arrêtés en conseil suivants:

Arrêté en conseil C.P. 6103, approuvé le 27 septembre 1945: stipulant que le Canada participera à la vingt-septième session du Congrès de l'organisation internationale du Travail, qui doit s'ouvrir à Paris, France, le 15 octobre 1945.

Arrêté en conseil C.P. 6162, approuvé le 27 septembre 1945: nomination de la délégation canadienne désignée pour y assister.

A l'appel de l'ordre pour que la Chambre se forme en comité plénier afin d'examiner un certain projet de résolution destinée à accorder une somme d'au plus \$1,365,000,000.00 à Sa Majesté pour la défense nationale et la démobilisation;

M. Ilsley propose,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Et un débat s'élevant sur cette question et se poursuivant; ledit débat est ajourné sur une motion de M. Hansell.

Sur une motion de M. Mackenzie, la Chambre s'ajourne alors à 5 heures 53 de l'après-midi jusqu'à lundi prochain à trois heures de l'après-midi.

No 18

JOURNAUX  
DE LA  
CHAMBRE DES COMMUNES  
DU CANADA

---

SÉANCE DU LUNDI, 1<sup>ER</sup> OCTOBRE 1945

---

PRIÈRES.

Le Greffier de la Chambre dépose sur la Table le septième rapport du greffier des pétitions, exposant qu'il a examiné les pétitions suivantes, toutes demandant l'adoption d'une loi pour dissoudre le mariage et pour obtenir le divorce du demandeur, présentées le 28 septembre, et qu'il a constaté que toutes les prescriptions de l'article 68 du Règlement ont été observées dans chaque cas, savoir:

De Donald John Northey Armstrong, de Montréal, P.Q., qui fait actuellement partie des forces armées de Sa Majesté, époux de Dorothy May Dodge Armstrong.—*M. Hazen.*

De Clarence David Cowan, de Nitro, P.Q., époux de Hazel Helen Helm Cowan, qui demeure présentement à Cardinal, Ontario.—*M. Black* (Château-guay-Huntingdon).

De Gertrude Violet Kerwin Desjardins, qui demeure actuellement à Ottawa, Ontario, épouse de Richard-Adrien-Robert Desjardins, de Montréal, P.Q.—*M. Nixon.*

De Helen Turner Luke, épouse de David Luke, de Montréal, P.Q.—*M. Hazen.*

D'Alma Joan Begin Oswald, qui demeure actuellement à Verdun, P.Q., épouse de Harry Oswald, de Montréal, P.Q.—*M. Hazen.*

De Nils Jens Pettersen, de Montréal, P.Q., époux d'Olga Serafia Luomanen Pettersen.—*M. Hazen.*

D'Annie Morrison Wisely Pitblado, épouse de Charles Bruce Pitblado, de Westmount, P.Q.—*M. McGregor.*

De Justinien-Joseph-Damase-Gérard St-Amand, époux de Valérie Matte St-Amand.—*M. Hazen.*

Du consentement de la Chambre les bills suivants sont à tour de rôle présentés, lus la première fois et la deuxième lecture en est remise à la prochaine séance de la Chambre, à savoir:

Bill No. 9, Loi modifiant la Loi sur le ministère de la Santé nationale et du bien-être.—M. *Claxton*.

Bill No 10, Loi établissant une cour des prises et une loi de prise au Canada.—M. *St-Laurent*.

Bill No 11, Loi modifiant la Loi sur la révision du capital des chemins de fer nationaux du Canada, 1937.—M. *Chevrier*.

Bill No 12, Loi concernant la nomination de vérificateurs pour les chemins de fer nationaux.—M. *Chevrier*.

M. Tucker, adjoint parlementaire du ministre des affaires des anciens combattants, dépose sur la Table,—Copie de l'arrêté en conseil C.P. 191/6282, approuvé le 28 septembre 1945: concernant les réductions de dette sous le régime de la Loi d'établissement de soldats, 1919, et prolongeant le délai en vertu duquel les soldats-colons peuvent faire une demande pour la réduction de leurs dettes en vertu de l'arrêté en conseil C.P. 10472, approuvé le 19 novembre 1942, jusqu'au 31 mars 1946.

Les questions suivantes qui figuraient au feuilleton ont été changées en ordres de rapport, en vertu du paragraphe 4 de l'article 44 du Règlement, et les officiers compétents en ont été avertis, à savoir:

Par M. Campbell—1. Est-ce que le gouvernement a acheté, par l'entremise du département des affaires indiennes ou autrement, vers 1906, la première réserve indienne des Thunderchild, située entre les rivières Battle et Saskatchewan-Nord, à l'ouest de la ville de Battleford, en Saskatchewan?

2. Sinon, le gouvernement, directement ou par l'entremise du département des affaires indiennes, a-t-il vendu ladite réserve pour le compte de la tribu des Thunderchild?

3. Si la réserve a été vendue, quels en ont été les acheteurs?

4. Quel en a été le prix d'achat?

5. Quel montant a-t-on payé jusqu'à cette date?

6. Quels montants, s'il en est, a) sur le principal, b) en intérêts, sont encore dus à la tribu des Thunderchild?

M. Glen, membre du Conseil privé du Roi, dépose immédiatement le rapport de l'ordre ci-haut mentionné.

Par M. Jaenicke—1. Quels étaient les noms des inspecteurs et des surveillants agricoles travaillant dans la province de la Saskatchewan en vertu de la Loi sur l'assistance à l'agriculture des Prairies en 1944?

2. Pendant combien de temps chacun d'entre eux a-t-il été embauché en 1944?

3. Quel traitement chacun d'entre eux a-t-il touché en 1944?

4. Quel montant a-t-on versé à chacun d'entre eux en frais de déplacement en 1944?

M. Gardiner, membre du Conseil privé du Roi, dépose immédiatement la réponse à l'ordre ci-haut mentionné.

Par M. Reid—1. Combien y a-t-il de personnes de race et d'origine japonaises en résidence dans chacune des neuf provinces?

2. Des quelque vingt-trois mille Japonais qui résident au Canada combien ont manifesté le désir de retourner au Japon?

3. Combien de personnes de race et d'origine japonaises ont été internées lors du commencement de la guerre avec le Japon et combien sont encore dans des camps d'internement?

4. Le gouvernement a-t-il quelques traces du nombre de citoyens japonais qui ont quitté le Canada de 1938 à décembre 1941?

5. De ce nombre combien étaient nés en Colombie-Britannique?

6. Le gouvernement sait-il qu'un Japonais, né au Canada, a été mentionné comme l'une des personnes les plus brutales dans ses relations avec les membres de nos forces armées détenus par les Japonais?

M. St-Laurent, membre du Conseil privé du Roi, dépose immédiatement la réponse à l'ordre précité.

Par M. Diefenbaker—1. Quel a été, en livres, la production totale de porc et de bœuf au cours de chacune des années 1943, 1944 et jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet 1945, a) pour tout le Canada, b) au Manitoba, c) en Alberta, d) en Saskatchewan?

2. Quels prix minima, s'il y a lieu, a-t-on établis pour lesdits produits à quelque moment de l'année actuelle?

M. Martin, membre du Conseil privé du Roi, dépose immédiatement la réponse à l'ordre ci-haut mentionné.

Par M. Hazen—1. Depuis le jour de la victoire en Europe, combien d'officiers et de soldats, les femmes comprises, de la marine, de l'armée et de l'aviation canadiennes ont été envoyés du Canada en Grande-Bretagne ou en Europe?

2. Pourquoi les y a-t-on envoyés dans chaque cas?

M. Martin, membre du Conseil privé du Roi, dépose immédiatement le rapport de l'ordre ci-haut mentionné.

Par M. Nicholson—1. Au cours de 1945, combien de maisons seront construites: a) sous la surveillance des administrateurs de la Loi nationale sur l'habitation; b) par la *Wartime Housing Limited*; c) par les municipalités; d) par les constructeurs particuliers; e) par les sociétés de logement à dividende limité; f) par l'administration de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants?

2. Quel est le nombre total estimatif d'unités de logement qui seront en construction au Canada au cours de 1945?

3. Combien de sociétés de logement à dividende limité ont été constituées sous le régime de la Loi nationale de 1944 sur l'habitation?

4. Combien d'ententes ont été conclues avec les municipalités aux termes de la Loi nationale de 1944 sur l'habitation et avec quelles municipalités l'ont-elles été?

5. Quels octrois pour des fins de recherches ont été accordés suivant les dispositions de la Loi nationale de 1944 sur l'habitation?

6. Qui a été nommé directeur du logement et quelle compétence possède-t-il?

M. Martin, membre du Conseil privé du Roi, dépose immédiatement la réponse à l'ordre ci-haut mentionné.

Par M. Fair—1. Du 1<sup>er</sup> janvier 1943 au 30 juin 1945, le Premier ministre, le ministre des Mines et ressources, le ministre des Affaires des anciens combattants, le directeur de la Loi sur l'établissement de soldats et des terres destinées aux anciens combattants ou quelque autre département du gouvernement ont-ils reçu, de la part a) de groupements, b) de particuliers, quelques requêtes demandant que les anciens combattants de la première grande guerre possédant des terres en vertu d'un contrat avec la Commission d'établissement de soldats en reçoivent le titre incontesté sans autre remboursement?

2. Dans l'affirmative, quel en est le nombre et quels sont les noms et adresses de ceux qui ont envoyé de telles lettres?

3. Au cours de la même période, les particuliers et ministères ci-haut énumérés ont-ils reçu quelques lettres ou autres communications déclarant que si on se rendait à la demande relative à l'octroi de ces titres incontestés, des demandes de remboursement seraient faites de la part de ceux qui ont déjà acquitté leurs versements ou qui continuent de les faire?

4. Dans l'affirmative, quel est le nombre, et quels sont les noms et adresses de ceux qui ont envoyé de telles lettres ou communications?

Par M. Zaplitny—1. Quels sont les noms et adresses de toutes les compagnies ou personnes qui ont acheté ou loué des concessions forestières dans le parc national de Riding Mountain au cours de chacune des années à compter de 1940 à 1945 inclusivement?

2. Combien de pieds de bois y a-t-on retirés dans chaque cas?

3. Quel prix a-t-on payé au gouvernement dans chaque cas?

M. Glen, membre du Conseil privé du Roi, dépose immédiatement la réponse à l'ordre ci-haut mentionné.

Par M. Fraser—1. Combien de fonctionnaires civils du sexe féminin a) permanents, b) temporaires, étaient à l'emploi de chaque ministère du gouvernement à Ottawa le 1er mars 1945?

2. Combien de fonctionnaires civils du sexe féminin a) permanents, b) temporaires, étaient à l'emploi de chaque ministère du gouvernement à Ottawa le 10 septembre 1945?

Par M. Fraser—1. De quels stocks d'épicerie et de denrées principales disposait l'armée canadienne au Canada, en Grande-Bretagne ou dans d'autres pays au 1er septembre 1945?

2. Quels stocks d'épicerie et de denrées principales possédait la marine canadienne au Canada ou dans d'autres pays au 1er septembre 1945?

3. Quels stocks d'épicerie et de denrées principales possédait le C.A.R.C. au Canada ou dans d'autres pays au 1er septembre 1945?

M. Martin, membre du Conseil privé du Roi, dépose immédiatement la réponse à l'ordre ci-haut mentionné.

Par M. Diefenbaker—1. a) Quel est, par province, le nombre i) de déserteurs, ii) de réfractaires, parmi le personnel relevant de la L.M.R.N., qui n'ont pas été retracés? b) Combien, par province, ont été l'objet de poursuites et, de ce nombre, combien ont été condamnés à l'emprisonnement?

2. a) Au 1er septembre 1945, combien y avait-il de personnes relevant de la L.M.R.N. dans l'armée? b) Au 1er septembre 1945, combien étaient absentes i) en congé agricole, ii) à cause de la nécessité de leur présence dans l'industrie et iii) pour d'autres raisons? c) Depuis le jour de la victoire en Europe, combien de personnes relevant de la L.M.R.N. ont été licenciées i) pour raisons de santé, ii) pour d'autres raisons?

Par M. Hansell—1. Sous quels auspices l'avion "F for Freddie" a-t-il fait une envolée à travers le Canada?

2. Est-ce que le gouvernement était au courant que cet avion faisait de l'aérobatic au-dessus des villes compromettant la sécurité des citoyens? Dans l'affirmative, avait-on donné des instructions relativement au vol de cet avion au cours de sa tournée de démonstration?

3. Quels sont les règlements du gouvernement concernant le vol des aéronefs au-dessus des villes et cités, et quels sont les règlements militaires à ce même sujet?

4. Permet-on de faire de l'aérobatic à quelque aéronef piloté sous le contrôle du gouvernement ou des autorités militaires?

Par M. Wright—1. Quelle a été de 1939 à 1944 inclusivement la production totale des produits forestiers, au Canada, des catégories suivantes: a) bois de pâte; b) traverses de chemin de fer, bois de soutènement, bois de chauffage; c) bois de construction et ses produits; d) de toute autre sorte?

2. Quelles ont été, de 1939 à 1944 inclusivement, les exportations totales du Canada en produits forestiers des catégories suivantes: a) bois de pâte; b) traverses de chemins de fer, bois de soutènement, bois de chauffage; c) bois de construction et ses produits; d) de toute autre sorte?

3. Quelle a été, par province, pour les années 1939 à 1944 inclusivement, la production totale des produits forestiers des catégories suivantes: a) bois de pâte; b) traverses de chemins de fer, bois de soutènement, bois de chauffage; c) bois de construction et ses produits; d) de toute autre sorte?

4. Quelles ont été, par province, pour les années 1939 à 1944 inclusivement, les exportations totales de produits forestiers des catégories suivantes: a) bois de pâte; b) traverses de chemins de fer, bois de soutènement, bois de chauffage; c) bois de construction et ses produits; d) de toute autre sorte?

M. MacKinnon, membre du Conseil privé du Roi, dépose immédiatement la réponse à l'ordre ci-haut mentionné.

Par M. Fraser—1. Mlle Helen Doherty est-elle à rédiger une relation de son voyage en Europe?

2. Dans l'affirmative, ce rapport est-il terminé?

3. A-t-il été envoyé à quelques groupements féminins volontaires au Canada?

4. Dans l'affirmative, à quels groupements?

5. Quelques-uns de ces groupements ont-ils présenté des observations au sujet de la valeur du rapport?

6. S'il en est ainsi, quels sont les noms de ces groupements?

7. Quand publiera-t-on ce rapport?

8. Mlle Doherty accomplit-elle quelque travail concernant les rapatriés?

9. Le cas échéant, rédige-t-elle un rapport sur ce travail?

10. Quand sera-t-il publié?

11. Quelle expérience Mlle Doherty a-t-elle acquise relativement au rapatriement?

M. McCann, membre du Conseil privé du Roi, dépose immédiatement la réponse à l'ordre ci-haut mentionné.

Par M. Black (*Yukon*)—1. Combien de contrats en régie intéressée ont été accordés par le gouvernement, au Canada, à Terre-Neuve et au Labrador, pour la construction des aéroports des stations du C.A.R.C.?

2. Quel a été le montant de chaque contrat et où ces stations étaient-elles situées?

3. Quel est le montant total des achats de surplus d'effets et de matériaux non utilisés dans chacun de ses contrats et remis par la suite à la Commission d'évaluation d'outillage de construction et remis enfin à la Corporation des biens de guerre?

4. De quel pourcentage de ces excédents a-t-on disposé, et quel ministère ou quelle corporation en a disposé?

5. Quelle a été la valeur totale de l'outillage de construction, tel que pelles, tracteurs à chenille, camions de tous genres, camions à rouleaux et voitures automobiles, acheté par le gouvernement pour la construction des aéroports en sus de l'outillage loué des entrepreneurs?

6. Quel a été le montant total des loyers demandés pour les ateliers et l'outillage utilisés ou loués par les entrepreneurs à qui avaient été adjugés des contrats en régie intéressée?

7. Quelles sommes ont été demandées au gouvernement pour réparations à cet outillage (loué) sur chacune de ces entreprises: a) pièces de rechange; b) salaires des ouvriers et mécaniciens; c) frais de fret ou de transport par avion pour lesdites réparations?

8. Quelles instructions ont été données par le ministre, le cas échéant, aux ingénieurs chargés de la direction des travaux à ces stations pour contrôler ou limiter les frais sur l'outillage lourd?

9. Existe-t-il des cas où les entrepreneurs ont reçu en loyers plus que le prix de l'outillage neuf?

10. Le cas échéant, le gouvernement s'est-il emparé dudit outillage, ou de quelle façon en a-t-on disposé?

11. Si le gouvernement s'en est emparé, à quel ministère l'a-t-on attribué?

Par M. Black (*Yukon*)—1. Lors de la construction de l'aéroport de la station du C.A.R.C. à Watson Lake, Yukon, les adjudicataires à cette station étaient-ils les mêmes que ceux qui avaient obtenu l'entreprise à la station de Tofini?

2. Sinon, l'un ou l'autre des administrateurs faisait-il partie de conseils d'administration de compagnies de construction à directorats cumulatifs?

3. Quels sont les administrateurs de la compagnie de construction qui avait l'entreprise des travaux à la station de Watson Lake?

4. L'un ou l'autre d'entre eux est-il ou était-il administrateur de la *Coast Construction Company*?

Par M. Nicholson—1. Est-ce que les sociétés de logement à dividende limité constituées par des municipalités peuvent faire une demande de prêt aux termes de la partie II de la Loi nationale sur l'habitation?

2. Quels critères a-t-on établis pour s'assurer que les 50,000 maisons à être construites au Canada dans le délai d'un an après le jour de la victoire en Europe seront construites dans les localités et pour les familles, celles des anciens combattants comprises, pour lesquelles le besoin s'en fait sentir davantage?

3. Qui empêchera le riche d'obtenir des matériaux et des ouvriers spécialisés au détriment des autres?

4. A quelles garanties a-t-on recours pour empêcher que les propriétaires de taudis évalués à un haut prix ne s'entendent avec l'institution financière, ou l'une de ses subsidiaires, qui fait l'offre du même site une fois déblayé à une municipalité pour une somme nominale?

5. Des cinq millions de dollars affectés aux enquêtes et aux renseignements, aux termes de la Loi nationale sur l'habitation, en août 1944, quelles sommes a-t-on dépensées a) pour des enquêtes, b) pour la distribution des résultats de ces recherches?

6. Utilise-t-on les dossiers du ministère du Travail et le bureau du personnel technique en temps de guerre dans le but d'obtenir le personnel requis pour les entreprises de reconstruction?

7. Combien de techniciens ont été adjoints au personnel d'administration de la Loi nationale sur l'habitation au cours des six derniers mois?

8. Combien de techniciens ont quitté l'administration de la Loi nationale sur l'habitation au cours des six derniers mois?

Par M. Black (*Yukon*)—1. Qui étaient les adjudicataires pour la construction de l'aéroport de la station du C.A.R.C. à Tofini, C.-B.?

2. Quels sont les administrateurs de la compagnie à qui a été adjugé le contrat?

3. Quelques-uns des administrateurs sont-ils membres du Sénat du Canada?

4. Quels ont été les honoraires versés aux adjudicataires pour cette entreprise?

5. Y a-t-il eu beaucoup d'achats excédentaires dans cette entreprise?

6. Une fois l'entreprise terminée, de combien de tonnes de boulons, d'écrous et d'écrous à chapeau de surplus disposait-on et dont on n'avait pas eu besoin?

7. L'adjudicataire a-t-il reçu des honoraires ou une commission pour ces marchandises de surplus?

8. Combien de camions a-t-on retenus pour cette entreprise et quels étaient les propriétaires de chacun d'entre eux?

9. Combien de nouveaux moteurs à camions a-t-on achetés pour cette entreprise?

10. Dans quelles conditions se trouvaient les camions expédiés par l'adjudicataire?

11. Quel loyer a-t-on payé pour ces camions?

12. A-t-on posé de nouveaux moteurs dans ces camions et qu'est-il advenu de ces moteurs?

13. Quel est le montant total que le gouvernement a payé en réparations de camions et de tracteurs dans cette entreprise?

14. Quel a été le montant des salaires demandés pour la réparation d'un tel outillage?

15. Le gouvernement a-t-il vérifié si on avait obtenu de l'huile, de l'essence ou d'autres frais dans cette entreprise, y compris l'entretien et/ou la mise en bon état d'un yacht luxueux qui naviguait aux environs de cet aéroport?

16. Ce yacht était-il la propriété de l'entrepreneur? Dans l'affirmative, depuis quand et de qui l'avait-il acquis?

17. S'il n'appartenait pas à l'entrepreneur, était-il loué par lui et, s'il en était ainsi, quel en était le propriétaire?

18. Quel a été le coût mensuel d'entretien de ce yacht pendant la durée de la construction de la station?

19. Comment ce yacht a-t-il appartenu à l'entrepreneur?

20. Quel était le nombre des membres de l'équipage de ce yacht?

Par M. Black (*Yukon*)—1. Qui était l'adjudicataire pour la construction de la station du C.A.R.C. à Goose Bay, Labrador?

2. Quel a été le montant fixé par le gouvernement pour la construction de cette station?

3. Le coût a-t-il excédé ce montant?

4. Quel en a été le coût total?

5. Quel a été l'excédent des achats faits par l'entrepreneur une fois que l'entreprise a été terminée?

6. L'entrepreneur a-t-il reçu des honoraires de régie intéressée pour ces achats de surplus?

7. Ces excédents comprenaient-ils des achats de surplus des items suivants: approvisionnements de magasin et de nourriture, approvisionnements et outillages de cuisine, accessoires électriques?

8. Dans l'affirmative, quels ont été les montants demandés pour chacun de ces items?

9. La Commission d'évaluation de l'outillage de construction a-t-elle fait quelques plaintes au ministre à propos d'un tel achat?

10. Le ministre a-t-il pris quelques mesures, ou se propose-t-il de le faire, pour vérifier ces dépenses?

11. Le ministère des Transports a-t-il quelque vérificateur désigné pour cette entreprise? Dans l'affirmative, qui?

12. L'ingénieur ou les ingénieurs en charge des travaux ont-ils fait quelques plaintes ou pris quelques mesures?

Par M. Thatcher—Quel était le nombre total de civils à l'emploi (1) de la Commission des prix et du commerce en temps de guerre, (2) du Service sélectif national, (3) du ministère de la Défense nationale, a) la veille du jour de la victoire en Europe; b) et quel en est le nombre total à l'heure actuelle?

M. Martin, membre du Conseil privé du Roi, dépose immédiatement le rapport de l'ordre ci-haut mentionné.

Par M. Gagnon—1. Quel a été le coût total du terrain acheté pour l'aéroport de Bagotville, Chicoutimi, P.Q.?

2. De quelle ou quelles personnes le terrain a-t-il été acheté?

3. Quel a été le prix payé à chacune?

4. Quel a été le coût total de l'aéroport?

5. A quelles conditions financières la *Canadian Pacific Air Lines* utilise-t-elle cet aéroport pour le transport de la maille et des voyageurs?

M. Martin, membre du Conseil privé du Roi, dépose immédiatement le rapport de l'ordre ci-haut mentionné.

Par M. Pearkes—1. Dans quelles villes au Canada y a-t-il des bureaux régionaux du département de l'impôt sur le revenu?

2. Quels ont été les sommes perçues par chaque bureau au cours de la dernière année financière?

3. Le ministre a-t-il reçu une requête de la part de la ville de Victoria, Colombie-Britannique, demandant qu'on y établisse un bureau régional pour subvenir aux besoins des contribuables de la partie méridionale de l'île de Vancouver?

4. Dans l'affirmative, quelles dispositions prend le gouvernement?

M. McCann, membre du Conseil privé du Roi, dépose immédiatement la réponse à l'ordre ci-haut mentionné.

Par M. Knowles—1. Quelles quantités d'aluminium, sous toutes ses diverses formes, ont été exportées du Canada au cours des années civiles 1939, 1940, 1941, 1942, 1943, 1944 et jusqu'à présent en 1945?

2. A quels pays a-t-on fait ces exportations et quelle est la quantité exportée à chacun de ces pays au cours de chacune des années désignées?

M. MacKinnon, membre du Conseil privé du Roi, dépose immédiatement le rapport de l'ordre ci-haut mentionné.

Par M. Thatcher—Quel a été le nombre total de personnes enrôlées dans les forces armées au Canada et détenant un grade supérieur à celui de capitaine dans l'armée et des grades correspondants dans la marine et l'aviation, a) la veille du jour de la victoire en Europe; b) quel en est le nombre total à l'heure actuelle?

Par M. Hatfield—1. Quelle a été, en livres, la production totale de porc et de bœuf, au Canada, pour les années 1941, 1942, 1943, 1944 et jusqu'au 1er juillet en 1945?

2. Quelle a été, en livres, la quantité de porc et de bœuf traitée par les compagnies de salaison au cours des années ci-haut désignées?

3. Quelle a été, en livres, la quantité de porc, de bœuf, de bacon et de jambon exportée au cours des années ci-haut mentionnées?

4. Quelle a été, en livres, la quantité moyenne de porc et de bœuf et de leurs produits emmagasinée dans les entrepôts frigorifiques au Canada au cours des années mentionnées?

M. Martin, membre du Conseil privé du Roi, dépose immédiatement la réponse à l'ordre ci-haut mentionné.

Par M. Zaplitny—1. A quelle décision en est-on venu au sujet du maintien ou de la vente a) du champ d'aviation à Dauphin, Manitoba; b) des terrains d'atterrissage d'urgence à North Junction et à Valley River; c) de l'école de bombardement et de tir No 7 à Paulson, Manitoba?

2. A-t-on reçu quelques offres pour l'achat des bâtiments ou de l'outillage à l'un ou l'autre de ces endroits?

3. Dans l'affirmative, de la part de qui et quel montant a-t-on offert dans chaque cas?

Par M. Bruce—1. Au 31 août 1945, *a*) de quel nombre de lits disposait-on dans les hôpitaux, *b*) et combien en préparait-on, à l'usage de nos anciens combattants malades et blessés qui reviennent d'outre-mer, sans tenir compte des lits qu'occupent des anciens combattants de la guerre de 1914-18 et de cette guerre?

2. Combien de malades et de blessés *a*) de la guerre de 1914-18, *b*) de la guerre de 1939-45, occupent actuellement des lits dans les hôpitaux?

3. Combien de malades et de blessés étaient hospitalisés outre-mer à la date du 31 juillet 1945?

Par M. Bruce—1. Du commencement de septembre 1939 à la fin de mai 1945, combien d'hommes examinés en vue de leur engagement dans les forces armées du Canada ont été réformés parce qu'ils étaient physiquement inaptes?

2. Quel pourcentage ce chiffre représente-t-il par rapport au nombre total de ceux qui ont été examinés?

3. Combien d'entre eux appartenaient respectivement à la marine, à l'armée et à l'aviation?

4. Quelles raisons médicales a-t-on données pour leur refus?

Par M. Bruce—1. Combien de lits, et dans combien d'hôpitaux et à quels endroits, le ministère de la Défense nationale met-il à la disposition de nos malades et blessés pour le compte *a*) de la marine, *b*) de l'armée, *c*) de l'aviation respectivement?

2. Combien *a*) de médecins, *b*) d'infirmières, *c*) de dentistes, *d*) d'autres membres du personnel faisaient partie des effectifs de la marine, de l'armée et de l'aviation outre-mer et au Canada?

3. Combien en a-t-on démobilisé dans chaque catégorie?

Par M. Isnor—1. Du 1<sup>er</sup> juin au 1<sup>er</sup> juillet de l'année 1945, quelles commandes le ministère des Munitions et approvisionnements a-t-il octroyées pour le compte du ministère de la Défense nationale, pour *a*) des uniformes et manteaux de l'armée, *b*) des uniformes et manteaux du C.A.R.C., *c*) des uniformes et manteaux de la marine, *d*) des sous-vêtements, *e*) de la bonneterie, *f*) des chemises de drap blanc à l'usage de la marine, *g*) des chemises de tenue de sortie à l'usage du C.A.R.C., *h*) d'étoffe khaki, *i*) de serge marine?

2. Quels sont les noms des personnes ou maisons de commerce à qui ces commandes ont été données et à quelle date chaque commande a-t-elle été accordée?

M. Howe, membre du Conseil privé du Roi, dépose immédiatement le rapport de l'ordre ci-haut mentionné.

Par M. Stewart (*Winnipeg-Nord*)—1. Quels étaient les gages, salaires, rentes, bénéfices annuels, bruts et nets, que recevaient les particuliers au Canada en 1926, 1931, 1936 et 1941?

2. Combien de personnes au Canada recevaient des revenus *a*) inférieurs à \$500, *b*) de \$500 à \$1,000; *c*) de \$1,000 à \$1,500; *d*) de \$1,500 à \$2,000; *e*) de \$2,000 à \$5,000; *f*) de \$5,000 à \$10,000; *g*) de \$10,000 à \$25,000; *h*) de \$25,000 à \$50,000; *i*) supérieurs à \$50,000, au cours des années 1926, 1931, 1936 et 1941, et quel était le revenu total pour chaque catégorie?

Par M. Wright—1. Depuis la fermeture de la bourse des grains de Winnipeg, combien de boisseaux de blé les meuniers, au Canada, ont-ils achetés de la Commission canadienne du blé pour les fins *a*) de la consommation domestique, *b*) de l'exportation?

2. Quel prix a-t-on payé par boisseau?

3. A-t-on versé quelques subventions aux meuniers? Le cas échéant, quels montants?

4. Combien, le boisseau, les meuniers canadiens paient-ils actuellement à la Commission du blé pour le blé moulu et destiné à l'exportation?

5. Verse-t-on quelques subventions aux meuniers canadiens pour le blé moulu destiné à l'exportation? Dans l'affirmative, quels montants?

Par M. Coldwell—1. Le Canada est-il signataire de la convention relative à la journée de travail de huit heures adoptée par l'Organisation internationale du travail, à Genève, en 1936?

2. Le gouvernement a-t-il pris des mesures pour faire observer la journée de travail de huit heures dans son application aux marins de la marine marchande affectés à la navigation fluviale et côtière?

Par M. Fleming—1. Combien d'hommes ont été libérés des services armés sur la recommandation des comités de classement industriel et de libération?

2. Quel était le classement de ces personnes par métiers et professions?

3. Combien de ces personnes n'avaient pas pris de service outre-mer?

4. Combien de ces personnes étaient des soldats appelés en vertu de la L.M.R.N.?

Par M. Knight—Quelles mesures le gouvernement a-t-il adoptées pour répondre aux requêtes l'invitant à accorder aux pompiers canadiens en service outre-mer qui ont été licenciés un traitement identique à celui qui est accordé aux personnes libérées des forces armées?

M. McCann, membre du Conseil privé du Roi, dépose immédiatement la réponse à l'ordre ci-haut mentionné.

Par M. Ross (*St. Paul's*)—1. Quel était le nombre total des employés du gouvernement du Canada, y compris ceux des offices et commissions nommés par l'autorité fédérale, aux dates suivantes: 1er mars 1944, 1er mars 1945, 1er septembre 1945?

2. Quel était le montant total des traitements, salaires et allocations payés à ces employés au cours de chacun des mois suivants: mars 1944, mars 1945, septembre 1945?

Par M. Ross (*Hamilton-Est*)—1. Quel est le nombre total de fonctionnaires atteints par la limite d'âge?

2. Quel en est le nombre par ministère?

3. Quelles mesures a-t-on adoptées au sujet de la mise à la retraite de ces personnes?

Par M. Knowles—1. De combien d'employé des postes ayant été atteints par la limite d'âge retient-on encore les services dans le district postal de Winnipeg?

2. Quel était, a) au 1er septembre 1939, b) au 1er septembre 1942, c) au 1er septembre 1945, le nombre total de facteurs dans le district postal de Winnipeg?

3. Combien a) de facteurs, b) d'autres employés des postes, du district postal de Winnipeg, se sont enrôlés dans les forces armées au cours de la seconde grande guerre? Combien d'entre eux sont revenus dans le service postal?

Par M. Cruickshank—1. Le personnel de notre C.A.R.C. reçoit-il un congé spécial de retraite de trente jours pour plus de trois années de service?

2. Le personnel a) de la marine, b) de l'armée reçoit-il un congé semblable pour un service équivalent?

3. Sinon, quelle est la raison de cette divergence?

Par M. Matthews (*Kootenay-Est*)—1. Quel est le montant total que le gouvernement a dépensé, de concert avec la ville de Fernie, Colombie-Britannique, pour la reconstruction de l'hôtel Napanee et de l'hôtel Queen's dans cette dernière ville?

2. Quel est le nombre d'appartements dans chaque immeuble?

3. Combien d'appartements étaient occupés dans chaque hôtel au cours de chacun des mois de mai, juin, juillet, août et septembre de cette année?

4. Le loyer des appartements ci-haut mentionnés sera-t-il fixé au niveau des loyers en cours dans la région?

Par M. Raymond (*Beauharnois-Laprairie*)—1. Depuis le 1er juin 1945, quelles sont les quantités de produits alimentaires qui ont été expédiés vers l'Angleterre, la France, la Belgique, la Hollande, la Norvège, l'Italie, la Grèce et les autres pays des Balkans, soit à titre de don, ou à titre de prêt en vertu du prêt-bail, soit sous forme de ventes, soit autrement, avec détail par produit et par pays, ainsi que selon le mode de paiement envisagé (don, prêt-bail, crédits à l'exportation, opérations commerciales ordinaires entre particuliers ou gouvernements)?

2. Outre les quantités de produits alimentaires déjà expédiées, les pays en question ont-ils fait des demandes au gouvernement du Canada ou tenté de négocier des accords pour obtenir des quantités supplémentaires? Dans l'affirmative, quelle était, en détail par produits et par pays, la nature de ces demandes?

3. En dehors des négociations entre gouvernements et outre les quantités expédiées, des commerçants ou exportateurs canadiens ont-ils demandé la permission d'exporter de ces produits?

4. Dans l'affirmative, pour quelle quantité d'exportations vers chacun de ces divers pays de tels permis ont-ils été requis et dans quelle proportion ont-ils été accordés ou refusés pour chaque pays?

Par M. Church—1. Depuis la session du Parlement en avril dernier, quelles mesures ont été adoptées pour aider à résoudre la situation sérieuse du logement, à Toronto, a) à l'égard des familles de soldats, b) à l'égard des civils?

2. Quelles mesures ont été adoptées, en 1944 et 1945, par quelque autorité gouvernementale, dans le but de construire des maisons, à Toronto, a) comme logements de guerre, b) pour les civils?

Par M. Diefenbaker—1. a) Au 27 septembre 1945, b) au 1er janvier 1945, combien de personnes étaient à l'emploi de la Commission d'information en temps de guerre ou travaillaient pour son compte?

2. Quel a été le montant total payé en traitements et en frais auxdits fonctionnaires ou employés, a) au cours du mois de janvier 1945, b) au cours du mois d'août 1945?

Par M. Diefenbaker—Combien a-t-on adopté d'arrêtés en conseil a) entre le 1er septembre 1939 et le 8 mai 1945; b) depuis le 8 mai 1945?

Par M. Fleming—1. De 1938 à 1945 inclusivement, quel a été, a) en quantité, b) en valeur, et par pays, le total annuel des exportations canadiennes de bois de construction de toute espèce?

2. Pour chacune desdites années, quels prix le Royaume-Uni a-t-il payés pour le bois de construction de toute espèce?

3. Le régisseur du bois a-t-il pris part aux négociations relatives auxdits prix?

4. Le ministère des Munitions et approvisionnements ou quelque autre ministère du gouvernement ont-ils pris part aux négociations touchant lesdits prix?

5. Le ministre des Munitions et approvisionnements ou quelque autre ministère du gouvernement ont-ils approuvé ces prix?

Par M. McCuaig—Quelles mesures sous forme a) de formation professionnelle, b) de pension, c) d'embauchage, ont été adoptées par le gouvernement pour venir en aide aux civils, jeunes et adultes, souffrant d'un désavantage physique, c'est-à-dire mentalement aptes mais empêchés de pourvoir à leur complète subsistance par suite d'amputation, de difformité, de paralysie partielle, etc.?

M. Mitchell, membre du Conseil privé du Roi, dépose immédiatement la réponse à l'ordre ci-haut mentionné.

Par M. Probe—1. A-t-on octroyé, en 1945, des permis autorisant d'exporter du bétail, des viandes préparées ou transformées, du bois de construction ou d'autres matériaux de construction à des pays autres que les pays alliés ayant combattu avec le Canada?

2. Au cours des huit premiers mois de 1945, quelles quantités de chacun des produits suivants ont été expédiés du Canada: bétail, viandes préparées, viandes transformées, bois de construction, autres matériaux de construction?

3. A quels pays étrangers a-t-on exporté ces produits, et en quelles quantités pour chaque pays, au cours des huit premiers mois de 1945?

M. MacKinnon, membre du Conseil privé du Roi, dépose immédiatement la réponse à l'ordre ci-haut mentionné.

Les Adresses suivantes à Son Excellence le Gouverneur général sont votées, et, avec les ordres suivants de la Chambre, sont transmis aux officiers compétents, à savoir:

Par M. Knowles, pour M. Nicholson—Ordre de la Chambre—Copie de tous télégrammes, lettres, rapports et autres documents que possède le ministère des Postes concernant les plaintes relatives à l'administration du bureau de poste à Amsterdam, Saskatchewan, depuis le 1er janvier 1940.

Par M. Quelch—Ordre de la Chambre—Copie de tous rapport ou rapports que possède quelque département du gouvernement sur l'état de l'enquête sur l'entreprise de dérivation de Red Deer, ainsi qu'un état indiquant: a) le coût estimatif de parachèvement de cette entreprise; b) la date du commencement de la construction; c) les possibilités de développement hydraulique.

Par M. Diefenbaker—Ordre de la Chambre—Copie de tous rapports, correspondance et enquêtes, depuis 1935, concernant les projets qui peuvent être entrepris dans le but de hausser le niveau du lac Last Mountain, en Saskatchewan, et/ou relatifs à la dérivation partielle des eaux de la rivière Saskatchewan-Sud dans la vallée de la rivière Qu'Appelle.

Par M. Hazen—Adresse à Son Excellence le Gouverneur général—Copie de tous câblogrammes, correspondance, lettres et autres documents échangés entre le gouvernement de Sa Majesté pour le Royaume-Uni et le gouvernement de Sa Majesté au Canada, du 1er septembre 1938 au 1er octobre 1939, concernant l'attitude du Canada dans l'éventualité d'une ouverture des hostilités entre Sa Majesté et tout autre pouvoir.

Par M. Knowles—Ordre de la Chambre—Copie de toute correspondance entre M. A. W. Stewart, de Timmins, Ontario, M. E. H. King, maître de postes à Timmins, Ontario, et le ministère des Postes à Ottawa, au sujet du renvoi à Ottawa d'une lettre adressée par le ministère des Postes à M. Stewart.

Par M. Diefenbaker, pour M. Casselman—Adresse à Son Excellence le Gouverneur général—Copie de toute correspondance échangée entre les gouvernements du Canada, des Etats-Unis et de la province d'Ontario, ou l'un de leurs fonctionnaires, du 30 décembre 1940 jusqu'à l'heure actuelle, relativement à l'aménagement de la section internationale de la route fluviale du Saint-Laurent.

M. St-Laurent, membre du Conseil privé du Roi, dépose immédiatement la réponse à l'ordre ci-haut mentionné.

Par M. Knowles, pour M. Castleden—Ordre de la Chambre—Copie de tous les marchés intervenus entre le ministère des Munitions et approvisionnements, pour l'achat a) de camions, b) de "jeeps", c) d'autos de voyageurs, d) de voitures de service militaire, et (1) la *General Motors*, (2) la *Ford Company of Canada*, (3) la *Chrysler Corporation*, ainsi que la copie de toute entente avec lesdites compagnies concernant le rachat ou la vente de ce matériel.

M. Howe, membre du Conseil privé du Roi, dépose immédiatement la réponse à l'ordre ci-haut mentionné.

Par M. Golding, pour M. Isnor—Adresse à Son Excellence le Gouverneur général—Copie, en anglais, de tous télégrammes, lettres, rapports et autres documents échangés entre le Premier ministre du Canada, le ministre de la Justice ou d'autres membres du cabinet et Son Honneur le maire Lucien Borne, de la ville de Québec, du 1er octobre 1943 jusqu'à date, concernant l'établissement d'un soi-disant port franc à Québec.

Par M. McLure—Ordre de la Chambre—Copie de tous télégrammes, lettres, rapports et autres documents, que possède le ministère des Affaires des anciens combattants, échangés entre particulier ou particuliers et ledit ministère ou quelque autre département du gouvernement, ou entre les divers ministères du gouvernement, au cours des six derniers mois, relativement à l'hospitalisation des anciens combattants dans la province de l'Île du Prince-Edouard.

Par M. Fulton—Adresse à Son Excellence le Gouverneur général—Copie de tous télégrammes, lettres, mémoires ou autres documents, datés depuis le 1er juin 1944, échangés entre le Premier ministre ou l'un des membres ou fonctionnaires du gouvernement fédéral et les premiers ministres ou fonctionnaires des gouvernements provinciaux relativement à la tenue de la conférence fédérale-provinciale, l'ordre du jour de cette conférence, la reprise des séances ajournées de la conférence ou à toute autre question se rapportant à la conférence.

Par M. Fleming—Ordre de la Chambre—Copie de toute correspondance échangée entre le Premier ministre et tout ministre de la Couronne ayant donné sa démission après le 1er novembre 1944 et relative à la démission de ce ministre.

M. Ilesley, membre du Conseil privé du Roi, dépose immédiatement la réponse à l'ordre précité.

Par M. Diefenbaker—Adresse à Son Excellence le Gouverneur général—Copie de toutes pétitions présentées par toutes corporation, personne ou personnes, relatives à la demande de désaveu de certaines mesures législatives adoptées par l'Assemblée législative de la Saskatchewan, à savoir: Loi concernant la sécurité des fermes, Loi sur la Commission de l'administration locale (pouvoirs spéciaux), et Loi sur l'imposition des minéraux, ainsi que copie de toute correspondance relative à ce sujet et échangée entre le ministère de la Justice, les pétitionnaires et le gouvernement de la province de la Saskatchewan.

M. Fair, appuyé par M. Shaw, propose:—Considérant que les anciens combattants de la première grande guerre qui se sont établis sur des terres en vertu du plan d'établissement de soldats, ainsi que leurs femmes et leurs familles ont eu à faire face à de dures épreuves, en plusieurs circonstances, par suite de l'achat de terres, de bétail et d'outillage à des prix haussés par l'inflation, et de la vente des produits de la ferme à des prix peu élevés, situation provoquée par l'absence d'une politique agricole efficace; et

Considérant que nous nous lançons dans un autre projet d'établissement sur des terres à l'intention des anciens combattants de la guerre actuelle en vertu d'une politique gouvernementale qui ne garantit pas le coût de la production, et dont le succès peut être compromis par l'échec manifeste de l'ancien plan de la Commission d'établissement de soldats,

La Chambre est d'avis, en conséquence, que le gouvernement devrait étudier l'à-propos d'accorder le titre incontesté des terres à tous les soldats-colons qui, le 31 mars 1944, détenaient des terres en vertu d'un contrat avec la Commission d'établissement de soldats.

Et un débat s'élevant et se poursuivant;

A onze heures p.m., M. l'Orateur ajourne la Chambre sans mettre la motion aux voix, en vertu de l'article 7 du Règlement, jusqu'à trois heures p.m., demain.

No 19

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

---

SÉANCE DU MARDI, 2 OCTOBRE 1945

---

PRIÈRES.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier a déposé sur la Table le quatrième rapport de l'examineur des pétitions pour bills privés, lequel est lu comme suit:

Conformément à l'article 99, paragraphe 2, du Règlement, l'examineur des pétitions pour bills privés a l'honneur de présenter son quatrième rapport comme suit:

Votre examineur a dûment examiné les pétitions suivantes en obtention de bills privés, chacune demandant l'adoption d'une loi pour accorder le divorce et pour annuler le mariage du pétitionnaire, et il constate que toutes les prescriptions de l'article 95 du Règlement ont été observées dans chaque cas, savoir:

De Donald John Northey Armstrong, de Montréal, P.Q., époux de Dorothy May Dodge Armstrong.

De Clarence David Cowan, de Nitro, P.Q., époux de Hazel Helen Helm Cowan.

De Helen Turner Luke, de Montréal, P.Q., épouse de David Luke.

D'Alma Joan Begin Oswald, de Verdun, P.Q., épouse de Harry Oswald.

D'Annie Morrison Wisely Pitblado, de Westmount, P.Q., épouse de Charles Bruce Pitblado.

De Nils Jens Pettersen, de Montréal, P.Q., époux d'Olga Serafia Luomanen Pettersen.

M. McCann, membre du Conseil privé du Roi, dépose sur la Table,— Rapport annuel de la Société Radio-Canada pour l'année financière terminée le 31 mars 1945. (Version anglaise.)

M. St-Laurent, membre du Conseil privé du Roi, dépose sur la Table,— Copie d'un arrêté en conseil adopté en vertu des dispositions de la Loi sur les mesures de guerre, comme suit:

Arrêté en conseil C.P. 5637, approuvé le 16 août 1945: révocation d'un décret relatif à la détention de personnes en vertu des Règlements concernant

la défense du Canada; les personnes de race japonaise qui étaient détenues avant le 15 août 1945 seront encore détenues et seront considérées comme étant en détention légale.

M. Ilsley, membre du Conseil privé du Roi, dépose sur la Table,—Copie d'un arrêté en conseil adopté en vertu des dispositions de la Loi sur les mesures de guerre, comme suit:

Arrêté en conseil C.P. 6300, approuvé le 28 septembre 1945: établissement d'un Service canadien d'information (pour remplacer la Commission d'information en temps de guerre).

M. Mitchell, membre du Conseil privé du Roi, dépose sur la Table,—Copie d'un arrêté en conseil adopté en vertu de la Loi de 1940 sur le secours aux chômeurs et l'aide à l'agriculture, comme suit:

Arrêté en conseil C.P. 6273, approuvé le 28 septembre 1945: renouvellement d'un prêt au montant de \$1,600,000.00 consenti à la province de l'Alberta, et acceptant en garantie un bon du trésor de ladite province portant intérêt au taux de 3 p.c. par année.

Du consentement de la Chambre, M. McCann présente le Bill No 13, Loi modifiant la Loi de 1939 sur les secours de guerre, qui est lu la première fois et dont la deuxième lecture est remise à la prochaine séance de la Chambre.

La Chambre reprend alors le débat ajourné sur le projet de motion de M. Ilsley:—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour permettre à la Chambre de se former en comité plénier afin d'étudier un projet de résolution destiné à accorder à Sa Majesté une somme d'argent d'au plus \$1,365,000,000 pour la défense nationale et la démobilisation.

Et le débat se poursuivant;

A six heures de l'après-midi, M. l'Orateur quitte le fauteuil pour le reprendre à huit heures.

*Huit heures p.m.*

*(L'ordre pour les bills privés et publics est appelé en vertu de l'article 15 du Règlement.)*

*(Bills publics)*

A l'appel de l'ordre portant deuxième lecture du Bill No 2, Loi modifiant la Loi de juridiction du divorce, 1930;

M. Black (*Yukon*) propose, appuyé par M. Adamson,—Que ledit bill soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élevant et se poursuivant;

L'heure consacrée aux bills privés et publics expire;

La Chambre reprend le débat sur le projet de motion de M. Ilsley:—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour permettre à la Chambre de se former en comité plénier afin d'étudier un projet de résolution destiné à accorder à Sa Majesté une somme d'argent d'au plus \$1,365,000,000 pour la défense nationale et la démobilisation.

Et après plus ample discussion, ladite motion, mise aux voix, est agréée.

La Chambre, en conséquence, se forme en comité plénier pour étudier ledit projet de résolution, et après avoir rapporté le progrès accompli, le comité obtient l'autorisation d'en reprendre l'étude à la prochaine séance de la Chambre.

A onze heures p.m., M. l'Orateur ajourne la Chambre sans mettre la motion aux voix, en vertu de l'article 7 du Règlement, jusqu'à trois heures p.m., demain.

No 20

JOURNAUX  
DE LA  
CHAMBRE DES COMMUNES  
DU CANADA

---

SÉANCE DU MERCREDI, 3 OCTOBRE 1945

---

Le Greffier informe la Chambre de l'absence inévitable de M. l'Orateur, et M. Macdonald (*ville de Brantford*), président des comités, monte alors au fauteuil à titre d'Orateur suppléant, en conformité du statut qui régit pareil cas.

PRIÈRES.

M. l'Orateur suppléant informe la Chambre que le greffier a déposé sur la Table le cinquième rapport de l'examineur des pétitions pour bills privés, lequel est lu comme suit:

Conformément à l'article 99, paragraphe 2, du Règlement, l'examineur des pétitions pour bills privés a l'honneur de présenter son cinquième rapport comme suit:

Votre examineur a dûment examiné les pétitions suivantes en obtention de bills privés, et il constate que toutes les prescriptions de l'article 95 du Règlement ont été observées dans chaque cas, savoir:

Du Très Révérend Jean-Louis Coudert, O.M.I., vicaire apostolique du Vicariat apostolique de Whitehorse, pour une loi constituant en corporation la Corporation épiscopale catholique de Whitehorse.

De Matthew T. Ellis, de Toronto, et autres, pour une loi constituant en corporation l'Institut des bijoutiers canadiens.

De George A. Savoy, de St-Jean, P.Q., et autres, pour une loi constituant en corporation la "Compagnie de Fiducie du Canada" (*Trust Company of Canada*).

De Herbert James Symington, de Montréal, P.Q., et autres, pour une loi constituant en corporation l'*International Air Transport Association*.

De Gordon Cameron Edwards, d'Ottawa, Ontario, et autres, pour une loi constituant en corporation l'*Ottawa Valley Trust Company*.

De *The Quebec Railway, Light and Power Company*, pour une loi modifiant la loi qui la constitue en corporation.

M. Mackenzie, membre du Conseil privé du Roi, dépose,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 1er octobre 1945,—Etat montrant:—Combien a-t-on adopté d'arrêtés en conseil a) entre le 1er septembre 1939 et le 8 mai 1945; b) depuis le 8 mai 1945?

M. Martin, membre du Conseil privé du Roi, dépose,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 1er octobre 1945,—Etat montrant:—1. Quels étaient les gages, salaires, rentes, bénéfices annuels, bruts et nets, que recevaient les particuliers au Canada en 1926, 1931, 1936 et 1941?

2. Combien de personnes au Canada recevaient des revenus a) inférieurs à \$500, b) de \$500 à \$1,000; c) de \$1,000 à \$1,500; d) de \$1,500 à \$2,000; e) de \$2,000 à \$5,000; f) de 5,000 à \$10,000; g) de \$10,000 à \$25,000; h) de \$25,000 à \$50,000; i) supérieurs à \$50,000, au cours des années 1926, 1931, 1936 et 1941, et quel était le revenu total pour chaque catégorie?

Et aussi,—Réponse additionnelle à un ordre de la Chambre, en date du 1er octobre 1945,—Etat montrant:—1. Combien y a-t-il de personnes de race et d'origine japonaises en résidence dans chacune des neuf provinces?

2. Des quelque vingt-trois mille Japonais qui résident au Canada combien ont manifesté le désir de retourner au Japon?

3. Combien de personnes de race et d'origine japonaises ont été internées lors du commencement de la guerre avec le Japon et combien sont encore dans des camps d'internement?

4. Le gouvernement a-t-il quelques traces du nombre de citoyens japonais qui ont quitté le Canada de 1938 à décembre 1941?

5. De ce nombre combien étaient nés en Colombie-Britannique?

6. Le gouvernement sait-il qu'un Japonais, né au Canada, a été mentionné comme l'une des personnes les plus brutales dans ses relations avec les membres de nos forces armées détenus par les Japonais?

M. Tucker, adjoint parlementaire du ministre des Affaires des anciens combattants, dépose,—Réponse à un ordre de la Chambre en date du 1er octobre 1945,—Copie de tous télégrammes, lettres, rapports et autres documents, que possède le ministère des Affaires des anciens combattants, échangés entre particulier ou particuliers et ledit ministère ou quelque autre département du gouvernement, ou entre les divers ministères du gouvernement, au cours des six derniers mois, relativement à l'hospitalisation des anciens combattants dans la province de l'Île du Prince-Edouard.

Les questions suivantes qui figuraient au feuillet ont été changées en ordres de rapport, en vertu du paragraphe 4 de l'article 44 du Règlement, et les officiers compétents en ont été avertis, à savoir:

Par M. Coldwell—1. La Corporation des biens de guerre ou quelque autre ministère du gouvernement ont-ils aliéné des aéronefs, corvettes ou d'autre matériel de guerre au bénéfice de la République Argentine ou de quelque organisme agissant pour son compte?

2. Dans l'affirmative, a) quels modèles d'avions, en quel nombre et à quels prix, b) combien de corvettes et à quels prix?

3. Sinon, quelque ministère du gouvernement a-t-il octroyé des permis d'exporter des aéronefs, corvettes ou d'autre matériel de guerre en Argentine? Dans l'affirmative, quel en est le nombre dans chaque cas?

Par M. Tustin—1. Depuis le 1er janvier 1940, a-t-on nommé quelque personne au rang de sous-ministre adjoint autrement que par l'intermédiaire de la Commission du service civil?

2. Dans l'affirmative, quels sont les noms de ces personnes et quel traitement verse-t-on à chacune de ces personnes?

3. Suivant quel procédé chacune de ces personnes a-t-elle été nommée et pour quelle raison a-t-on eu recours à ce procédé dans chaque cas?

Par M. Stanfield—Quelles sommes, le cas échéant, les ministères *a)* de la Défense nationale pour le service naval, l'armée et l'aviation, *b)* du Travail, *c)* des Munitions et approvisionnements, ont-ils payées, depuis septembre 1939, au *Sherbrooke Taxi Service*, de Sherbrooke, N.-E., et/ou à M. J. E. Fraser, du même endroit, pour taxi, réparations et autres services et fournitures?

Par M. Boucher—1. Combien d'anciens prisonniers de guerre appartenant *a)* à l'armée canadienne, *b)* au C.A.R.C. sont encore outre-mer?

2. Quand compte-t-on ramener au Canada tous les anciens prisonniers de guerre appartenant à l'armée et au C.A.R.C.?

3. Pour quelles raisons n'a-t-on pas ramené ces hommes au Canada avant aujourd'hui?

Par M. Henderson—1. Quelles unités de l'armée canadienne dans le Royaume-Uni ont été désignées pour revenir au Canada avant le 15 octobre?

2. Quelles unités sont déjà arrivées au Canada?

3. Dans chaque unité quelle proportion forme ou formera le personnel relevant de la L.M.R.N.?

4. Combien dans chaque unité ont pris du service avec lesdites unités pour une période de plus de six mois?

Par M. Bradshaw—1. Quels sont les noms de toutes les personnes qui ont été nommées au rang de sous-ministre depuis le 1er janvier 1944?

2. Quels sont les titres de compétence de chacune de ces personnes?

3. Quel traitement verse-t-on à chacune de ces personnes?

4. Quel traitement recevait le prédécesseur de chacune de ces personnes?

Par M. Reid—1. Quelle a été la valeur totale de tous les produits de la pêche, y compris ceux des poissons d'eau douce et de mer, au cours de chacune des années de 1930 à la fin de 1944 inclusivement?

2. Quelle en a été la valeur totale pour chaque province au cours de chacune des années ci-haut mentionnées?

3. Quelle a été la production totale, en livres, pour chacune des diverses provinces, (en donnant la quantité et la valeur pour chaque catégorie) de: *a)* saumon, *b)* hareng, *c)* flétan, *d)* morue, de toute espèce, au cours de chacune des années de 1930 à la fin de 1944 inclusivement?

L'Adresse suivante à Son Excellence le Gouverneur général est votée, et les ordres suivants de la Chambre sont transmis aux officiers compétents, à savoir:

Par M. Brooks pour M. Green—Ordre de la Chambre—Copie de tous rapports, correspondance et autres documents que possède le gouvernement et datés des trois dernières années touchant ou concernant l'émission, la prolongation ou le transfert d'un permis pour un poste de radio à ou près Port-Alberni, Colombie-Britannique.

Par M. Boucher—Ordre de la Chambre—Copie de tous les rapports que Jacques Gréber a faits au gouvernement et/ou à la Commission du district fédéral relativement à l'embellissement d'Ottawa.

Par M. Fraser—Ordre de la Chambre—Etat donnant *a)* les noms de toutes les compagnies de la Couronne constituées légalement depuis le 1er septembre 1939; *b)* la fin pour laquelle chacune de ces compagnies a été constituée;

c) l'activité et les opérations actuelles de chacune de ces compagnies; d) les noms, adresses, professions habituelles et traitements des administrateurs et des fonctionnaires principaux de chacune de ces compagnies.

Par M. Fraser—Adresse à Son Excellence le Gouverneur général—Copie de tous les mandats du Gouverneur général émis entre le 1er janvier 1944 et la date actuelle.

Par M. Blair—Ordre de la Chambre—Etat donnant a) les noms de tous les fonctionnaires de l'Etat à qui a été payé un supplément pour travail de guerre; b) le montant versé à chacun.

Par M. Coldwell—Ordre de la Chambre—Copie de tous les rapports du ministre de la Justice recommandant le refus de sanctionner les mesures législatives suivantes de l'Alberta: a) *An Act to amend the Limitation of Actions Act, 1935*, (refus de sanction, le 25 mars 1939, par C.P. 676); b) *An Act to Amend the Limitation of Actions Act, 1935*, (refus de sanction, le 4 octobre 1939, par C.P. 2949); c) *The Debt Proceedings Suspension Act, 1941*, (refus de sanction, le 27 mars 1942, par C.P. 2350); d) *The Orderly Payment of Land Debts Act, 1941*, (refus de sanction, le 27 mars 1942, par C.P. 2350); e) *The Municipal District Act Amendment Act, 1941*, (refus de sanction, le 27 mars 1942, par C.P. 2350); f) *The Limitation of Actions Act, 1935, Amendment Act, 1941*, (refus de sanction, le 27 mars 1942, par C.P. 2350).

Par M. Knowles—Ordre de la Chambre—Copie de tous plans préparés par le ministère des Transports, depuis le 1er mai 1944, en rapport avec l'agrandissement de Stevenson Field, à Winnipeg, ou copie de quelques changements apportés au plan déposé à la date précitée comme document parlementaire No 287 de ladite année.

M. MacInnis propose, appuyé par M. Knowles,—Que de l'avis de la Chambre il est temps de faire l'étude de modifications à apporter à la Loi des pensions de vieillesse en abaissant à soixante ans l'âge de la pension, en augmentant le montant de la pension de façon à permettre aux bénéficiaires de vivre en santé et avec dignité et en supprimant les conditions relatives au revenu requises pour recevoir la pension.

Et un débat s'élevant et se poursuivant;

A six heures p.m., M. l'Orateur suppléant ajourne la Chambre sans mettre la motion aux voix, en vertu de l'article 6 du Règlement, jusqu'à trois heures p.m., demain.

No 21

JOURNAUX  
DE LA  
CHAMBRE DES COMMUNES  
DU CANADA

---

SÉANCE DU JEUDI, 4 OCTOBRE 1945

---

PRIÈRES.

Trois pétitions sont déposées sur le Bureau.

M. Martin, membre du Conseil privé du Roi, dépose,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 1er octobre 1945,—Etat montrant:—1. *a*) Quel est, par province, le nombre (i) de déserteurs, (ii) de réfractaires, parmi le personnel relevant de la L.M.R.N., qui n'ont pas été retracés? *b*) Combien, par province, ont été l'objet de poursuites et, de ce nombre, combien ont été condamnés à l'emprisonnement?

2. *a*) Au 1er septembre 1945, combien y avait-il de personnes relevant de la L.M.R.N. dans l'armée? *b*) Au 1er septembre 1945, combien étaient absentes (i) en congé agricole, (ii) à cause de la nécessité de leur présence dans l'industrie et (iii) pour d'autres raisons? *c*) Depuis le jour de la victoire en Europe, combien de personnes relevant de la L.M.R.N. ont été licenciées (i) pour raisons de santé, (ii) pour d'autres raisons?

Et aussi,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 1er octobre 1945,—Etat montrant:—1. Le Canada est-il signataire de la convention relative à la journée de travail de huit heures adoptée par l'Organisation internationale du travail, à Genève, en 1936?

2. Le gouvernement a-t-il pris des mesures pour faire observer la journée de travail de huit heures dans son application aux marins de la marine marchande affectés à la navigation fluviale et côtière?

M. Lapointe, adjoint parlementaire du ministre de la Défense nationale, dépose,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 1er octobre 1945,—Etat montrant:—Quel a été le nombre total de personnes enrôlées dans les forces armées au Canada et détenant un grade supérieur à celui de capitaine dans l'armée et des grades correspondants dans la marine et l'aviation, *a*) la veille du jour de la victoire en Europe; *b*) quel en est le nombre total à l'heure actuelle?

Les questions suivantes qui figuraient au feuilleton ont été changées en ordres de rapport, en vertu du paragraphe 4 de l'article 44 du Règlement, et les officiers compétents en ont été avertis, à savoir:

Par M. Boucher—1. Pendant quelle durée M. Jacques Gréber a-t-il été retenu pour servir de conseil sur l'embellissement de la Capitale?

2. Quel montant lui a-t-il été versé a) en traitement, salaires ou honoraires, b) en frais de subsistance, c) en frais de déplacement?

3. Lui doit-on le choix de l'emplacement du Monument national commémoratif de la guerre et le plan d'aménagement de la Plaza?

4. Quelle est la nature de l'entente entre M. Gréber et le gouvernement relativement à son futur travail, y compris la durée pour laquelle ses services ont été retenus et le taux de la rémunération qui lui sera versée?

M. Mackenzie, membre du Conseil privé du Roi, dépose immédiatement la réponse à l'ordre ci-haut mentionné.

Par M. Coldwell—1. Quel était, au 1er janvier 1945, le nombre des officiers et simples soldats au quartier général de la Défense nationale, et quel en est le nombre à l'heure actuelle?

2. Quel était, au 1er janvier 1945, le nombre des officiers et simples soldats au quartier général canadien de la Défense et quel en est le nombre à l'heure actuelle?

3. Quel était, au 1er janvier 1945, le nombre des officiers et simples soldats à l'état-major de la 1ère armée canadienne, et quel en est le nombre à l'heure actuelle?

4. Les états-majors des 1er et 2ème corps d'armée canadiens ont-ils été complètement licenciés? Sinon, pourquoi ne l'a-t-on pas fait?

5. Existait-il un service destiné à surveiller la manutention et l'aliénation de tout le matériel allemand connu sous le nom d'Eclipse?

6. Dans l'affirmative, quel était, au 1er juin 1945, le nombre d'officiers et de simples soldats occupés à ce travail et quel en est le nombre à l'heure actuelle?

Par M. Coldwell—1. Avait-on arrêté le programme d'une série de causeries qui devaient être données au personnel de l'armée canadienne outre-mer par des civils canadiens au cours de plusieurs des derniers mois de cette année?

2. Dans l'affirmative, a-t-on décommandé ce programme et quelle a été la raison de cette décision?

Par M. Church—1. Le gouvernement, ou l'Association canadienne du Barreau, ou les associations locales du barreau par tout le Canada fournissent-ils des avocats dans les cours de justice aux soldats mis en cause?

2. A-t-on reçu des plaintes au sujet de causes affectant des soldats et qui ont été entendues sans que l'intéressé ait eu l'aide d'un avocat?

3. Quelle mesure a-t-on adoptée depuis que ce sujet a été discuté en Chambre lors de la dernière session et quelle disposition a été prise, le cas échéant?

M. Gardiner propose,—Que la Chambre se forme en comité plénier, immédiatement, pour prendre en considération la résolution suivante:

Qu'il y a lieu de présenter une mesure destinée à mettre à exécution l'Accord en vue de l'Organisation de l'alimentation et de l'agriculture des Nations Unies qui doit être signé et prendre effet lorsque vingt nations auront signifié leur acceptation de la constitution incorporée dans ledit Accord; et de stipuler que toutes les dépenses causées par la mise à exécution dudit Accord soient défrayées à même les sommes votées par le Parlement.

M. Gardiner, membre du Conseil privé du Roi, informe alors la Chambre que Son Honneur le substitut du Gouverneur général, ayant été mis au fait de ladite résolution, la recommande à la Chambre.

Par consentement, il est résolu,—Que la Chambre se forme en comité plénier immédiatement pour prendre en considération ladite résolution.

La Chambre se forme alors en comité plénier pour étudier ledit projet de résolution.

(*En comité*)

La résolution suivante est adoptée:

*Résolu*,—Qu'il y a lieu de présenter une mesure destinée à mettre à exécution l'Accord en vue de l'Organisation de l'alimentation et de l'agriculture des Nations Unies qui doit être signé et prendre effet lorsque vingt nations auront signifié leur acceptation de la constitution incorporée dans ledit Accord; et de stipuler que toutes les dépenses causées par la mise à exécution dudit Accord soient défrayées à même les sommes votées par le Parlement.

Résolution à rapporter.

Ladite résolution est rapportée, lue la deuxième fois et agréée.

Du consentement de la Chambre, M. Gardiner présente alors le Bill No 14, Loi portant exécution de l'Accord entre le Canada et certaines autres nations et autorités en vue d'une Organisation de l'alimentation et de l'agriculture des Nations Unies, qui est lu la première fois, et dont la deuxième lecture est remise à la prochaine séance de la Chambre.

M. Howe propose,—Que la Chambre se forme en comité plénier, à sa prochaine séance, pour étudier le projet de résolution suivant:

Qu'il y a lieu de présenter une mesure accordant au Gouverneur en conseil l'autorisation de faire les choses nécessaires ou pratiques pour mettre à exécution les dispositions de l'Accord provisoire sur l'aviation civile internationale, signé à Chicago le septième jour de décembre 1944, ou toute recommandation adoptée en vertu desdites dispositions, par l'assemblée ou le conseil provisoire de l'Organisation, ou par l'un ou l'autre de ses comités, et de stipuler en plus que toutes les dépenses relatives à ce sujet soient défrayées à même les sommes votées par le Parlement.

M. Howe, membre du Conseil privé du Roi, informe alors la Chambre que Son Honneur le substitut du Gouverneur général, ayant été mis au fait de ladite résolution, la recommande à la Chambre.

Résolu,—Que la Chambre se forme en comité plénier, à sa prochaine séance, pour prendre en considération ladite résolution.

M. Mackenzie propose,—Qu'un comité spécial soit nommé dans le but:

1. De faire l'étude de toute la législation, adoptée depuis le commencement de la guerre avec le Reich allemand, relative aux pensions, au traitement médical et au rétablissement des anciens membres des forces armées de Sa Majesté et d'autres personnes qui se sont livrées à des occupations se rattachant étroitement à la guerre;

2. D'élaborer et de présenter une ou plusieurs mesures propres à éclaircir, modifier ou compléter la législation précitée;

Que ce comité ait pouvoir d'envoyer quérir personnes, documents et dossiers; de faire imprimer ses délibérations et de faire rapport de temps à autre à la Chambre;

Que les dispositions du paragraphe 1 de l'article 65 du Règlement soient suspendues à l'égard de ce comité; et

Que ledit comité se compose des membres suivants, savoir, Messieurs: Abbott, Adamson, Ashby, Baker, Belzile, Benidickson, Bentley, Blair, Blanchette, Bridges, Brooks, Bruce, Claxton, Cleaver, Cockeram, Croll, Cruickshank, Dion (*Lac St-Jean-Roberval*), Dorion, Drope, Emmerson, Fulton, Gauthier (*Port-neuf*), Gibson (*Hamilton-Ouest*), Gillis, Green, Hallé, Harkness, Harris (*Grey-Bruce*), Herridge, Isnor, Jutras, Kidd, Langlois, Lapointe, Lennard, Marshall, Mackenzie, Macdonald (*Halifax*), MacNaught, McKay, Merritt, Mitchell, Moore, Mutch, Pearkes, Power, Probe, Quelch, Ross (*Souris*), Sinclair (*Vancouver-Nord*), Skey, Tremblay, Tucker, Viau, White (*Hastings-Peterborough*), Whitman, Winkler, Winters et Wright.

Après discussion, ladite motion, mise aux voix, est agréée.

La Chambre reprend alors l'étude, en comité plénier, d'un certain projet de résolution destinée à accorder à Sa Majesté une somme d'argent d'au plus \$1,365,000,000 pour la défense nationale et la démobilisation, et après avoir accompli quelque progrès et l'avoir rapporté, le comité obtient l'autorisation d'en reprendre l'étude à la prochaine séance de la Chambre.

A onze heures p.m., M. l'Orateur ajourne la Chambre sans mettre la motion aux voix, en vertu de l'article 7 du Règlement, jusqu'à trois heures p.m., demain.

No 22

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

---

SÉANCE DU VENDREDI, 5 OCTOBRE 1945

---

PRIÈRES.

Cinq pétitions sont déposées sur le Bureau.

Le Greffier de la Chambre dépose sur le Bureau le huitième rapport du greffier des pétitions, exposant qu'il a examiné les pétitions suivantes présentées le 4 courant, et qu'il a constaté que toutes les prescriptions de l'article 68 du Règlement ont été observées dans chaque cas, savoir:

De John T. Carter, de Manitou, Manitoba, et autres, de Winnipeg, Manitoba, qui demandent l'adoption d'une loi pour constituer en corporation la *Dominion General Benefit Association*.—M. Ross (Souris).

De la *Lake Erie and Detroit River Railway Company* et de la *Père Marquette Railway Company*, de Detroit, Michigan, E.-U., qui demandent l'adoption d'une loi pour autoriser la première de ces compagnies à louer et/ou à vendre sa voie ferrée et son entreprise à la deuxième, et pour d'autres fins.—M. Croll.

De la *Vancouver, Victoria and Eastern Railway Company*; de la *Nelson and Fort Sheppard Railway Company*; de la *Great Northern Railway Company*, de St-Paul, Minnesota, E.-U.; de la Compagnie de chemin de fer du Pacifique-Canadien; de la *Kettle Valley Railway Company*; qui demandent l'adoption d'une loi pour autoriser les deux premières compagnies à vendre leurs voies ferrées et leurs entreprises respectives à la *Great Northern Railway Company*; pour autoriser la *Great Northern Railway Company* à vendre ou à aliéner en tout ou en partie lesdites voies ferrées et entreprises ainsi acquises aux chemins de fer du Pacifique-Canadien; et pour ratifier certains accords.—M. Reid.

Les bills suivants sont l'un et l'autre présentés, du consentement de la Chambre, lus la première fois et la deuxième lecture en est remise à la prochaine séance de la Chambre, à savoir:

Bill No 15, Loi ayant pour objet de conférer certains pouvoirs au gouverneur en conseil dans les circonstances critiques nationales consécutives à la guerre.—M. St-Laurent.

Bill No 16, Loi modifiant la Loi sur les ressources naturelles de l'Alberta.—  
M. Glen.

M. Howe propose,—Que la Chambre se forme en comité plénier, à sa prochaine séance, pour étudier le projet de résolution suivant:

Qu'il y a lieu de présenter à la Chambre un projet de loi destiné à créer un ministère du gouvernement relevant d'un ministre de la Couronne, et qui portera le nom de Ministère de la Reconstruction et des approvisionnements, auquel seront transférées les fonctions du ministère de la Reconstruction et du ministère des Munitions et approvisionnements, et de pourvoir, dans cette loi, à la nomination d'un sous-ministre et de fonctionnaires, commis et employés du ministère.

M. Howe, membre du Conseil privé du Roi, informe alors la Chambre que Son Honneur le substitut du Gouverneur général, ayant été mis au fait de ladite résolution, la recommande à la Chambre.

Résolu,—Que la Chambre se forme en comité plénier, à sa prochaine séance, pour prendre en considération ladite résolution.

Sur motion de M. Mackenzie, il est résolu,—Que, lorsque la Chambre s'ajournera vendredi, le 5 octobre, elle reste ajournée jusqu'à mardi, le 9 courant.

La Chambre reprend alors l'étude, en comité plénier, d'un certain projet de résolution destinée à accorder à Sa Majesté une somme d'argent d'au plus \$1,365,000,000 pour la défense nationale et la démobilisation, et après avoir accompli quelque progrès et l'avoir rapporté, le comité obtient l'autorisation d'en reprendre l'étude à la prochaine séance de la Chambre.

Sur motion de M. Mackenzie, la Chambre s'ajourne alors à 5 heures et 58 p.m. jusqu'à mardi, le 9 courant, à trois heures de l'après-midi, en vertu de l'ordre spécial adopté aujourd'hui.

No 23

JOURNAUX  
DE LA  
CHAMBRE DES COMMUNES  
DU CANADA

---

SÉANCE DU MARDI, 9 OCTOBRE 1945

---

PRIÈRES.

Huit pétitions sont déposées sur la Table.

Le Greffier de la Chambre dépose sur la Table le neuvième rapport du greffier des pétitions, exposant qu'il a examiné les pétitions suivantes, toutes demandant l'adoption d'une loi pour dissoudre le mariage et pour obtenir le divorce du demandeur, présentées le 5 octobre, et qu'il a constaté que toutes les prescriptions de l'article 68 du Règlement ont été observées dans chaque cas, savoir:

De John Graham Gatehouse, de Montréal, P.Q., époux de Jean Alexandra Pashby Gatehouse.—*M. Casselman.*

De Joseph Gérard Fernand Arthur Groleau, de Montréal, P.Q., époux d'Evelyn Florence Dickson Groleau.—*M. Croll.*

D'Audrey Nathaniel Smith MacNair, de Montréal, P.Q., qui fait actuellement partie des forces armées de Sa Majesté outre-mer, époux d'Alice Muriel Queenie Taylor MacNair.—*M. Croll.*

De Georges Moshonas, de Montréal, P.Q., époux de Christina Papadakis Moshonas.—*M. Brown.*

De Mary Emerson Whittemore Schlemm, époux de Leonard Gardner Wortham Schlemm, de Montréal, P.Q., qui fait actuellement partie des forces armées de Sa Majesté.—*M. MacLean.*

M. Mackenzie, du comité spécial institué pour dresser et présenter les listes des députés qui composeront les comités permanents de la Chambre en vertu de l'article 63 du Règlement, présente le rapport suivant:

Votre comité propose que les députés, dont les noms paraissent dans les listes ci-jointes, composent les comités permanents de la Chambre en vertu de l'article 63 du Règlement, à savoir:

## No 1

## Privilèges et élections

## Messieurs

Baker,  
Benidickson,  
Brooks,  
Brunelle,  
Casselman,  
Coldwell,  
Côté (*Verdun*),  
Côté (*Matapédia-  
Matane*),  
Cruickshank,  
Diefenbaker,

Fair,  
Fournier (*Maisonneuve-  
Rosemont*),  
Graydon,  
Green,  
Harris (*Grey-Bruce*),  
Jaenicke,  
Knowles,  
MacNicol,  
Manross,  
Marquis,

Martin,  
McDonald (*Pontiac*),  
Mutch,  
Pouliot,  
Raymond (*Wright*),  
Richard (*Ottawa-Est*),  
Richard (*Gloucester*),  
Smith (*Calgary-Ouest*),  
Winters.—29.

(Quorum 10)

## No 2

## Chemins de fer, Canaux et Télégraphes

## Messieurs

Adamson,  
Archibald,  
Ashby,  
Aylesworth,  
Beaudoin,  
Beaudry,  
Belzile,  
Bentley,  
Bertrand (*Terrebonne*),  
Black (*Cumberland*),  
Blair,  
Bonnier,  
Bourget,  
Breithaupt,  
Brooks,  
Campbell,  
Chevrier,  
Church,  
Cloutier,  
Drope,  
Emmerson,

Eudes,  
Farquhar,  
Gagnon,  
Gauthier (*Portneuf*),  
Gauthier (*Nipissing*),  
Gourd,  
Grant,  
Harris (*Danforth*),  
Hatfield,  
Herridge,  
Hodgson,  
Irvine,  
Johnston,  
Knight,  
Lesage,  
Little,  
Maybank,  
Mayhew,  
McIvor,  
McCulloch (*Pictou*),  
McKay,

Michaud,  
Mullins,  
Mutch,  
Pearkes,  
Picard,  
Pouliot,  
Robinson (*Simcoe-Est*),  
Robinson (*Bruce*),  
Ross (*Souris*),  
Ross (*Hamilton-Est*),  
Shaw,  
Smith (*York-Nord*),  
Stephenson,  
Viau,  
White (*Hastings-  
Peterborough*),  
White (*Middlesex-Est*),  
Whitman,  
Winters.—60.

(Quorum 20)

## No 3

## Bills privés

## Messieurs

Black ( <i>Yukon</i> ),	Grant,	Murphy,
Bonnier,	Hallé,	Nixon,
Boucher,	Hamel,	Parent,
Bowerman,	Hazen,	Picard,
Brooks,	Healy,	Probe,
Brown,	Hlynka,	Richard ( <i>Gloucester</i> ),
Charlton,	Laurendeau,	Rose,
Cleaver,	Lennard,	Ross ( <i>St. Paul's</i> ),
Cloutier,	Little,	Sinclair ( <i>Ontario</i> ),
Côté ( <i>Verdun</i> ),	Lockhart,	Sinnott,
Croll,	Macdonald ( <i>Halifax</i> ),	Stokes,
Dechêne,	MacLean,	Townley-Smith,
Dubois,	Matthews ( <i>Brandon</i> ),	Webb,
Ferguson,	Matthews	Whitman,
Fournier ( <i>Maisonneuve-</i>	( <i>Kootenay-Est</i> ),	Wylie,
<i>Rosemont</i> ),	Maybank,	Zaplitny.—50.
Gariépy,	Mayhew,	
Gladstone,	McGregor,	

(Quorum 15)

## No 4

## Banque et Commerce

## Messieurs

Arsenault,	Fulton,	Marier,
Beaudry,	Gour,	Marquis,
Belzile,	Hackett,	Maybank,
Black ( <i>Cumberland</i> ),	Harkness,	Mayhew,
Blackmore,	Harris ( <i>Danforth</i> ),	McIlraith,
Bradette,	Hazen,	Michaud,
Breithaupt,	Ilsley,	Murphy,
Cleaver,	Irvine,	Nixon,
Coldwell,	Isnor,	Picard,
Côté ( <i>St-Jean-Iberville-</i>	Jackman,	Pinard,
<i>Napierville</i> ),	Jaenicke,	Quelech,
Dechêne,	Jutras,	Rinfret,
Dionne ( <i>Beauce</i> ),	Lafontaine,	Ross ( <i>Souris</i> ),
Dorion,	Low,	Sinclair ( <i>Ontario</i> ),
Fleming,	Macdonnell ( <i>Muskoka-</i>	Stewart ( <i>Winnipeg-</i>
Fournier ( <i>Maisonneuve-</i>	<i>Ontario</i> ),	<i>Nord</i> ),
<i>Rosemont</i> ),	MacNaught,	Thatcher,
Fraser,	Manross,	Tucker.—50.

(Quorum 15)

## No 5

## Comptes publics

## Messieurs

Argue,	Emmerson,	Jaenicke,
Arsenault,	Ferguson,	Johnston,
Baker,	Fournier ( <i>Hull</i> ),	Marshall,
Beaudry,	Fournier ( <i>Maisonneuve-</i>	Maybank,
Black ( <i>Yukon</i> ),	<i>Rosemont</i> ),	McCubbin,
Boucher,	Fraser,	McDonald ( <i>Pontiac</i> ),
Bradette,	Gibson ( <i>Comox-</i>	Picard,
Burton,	<i>Alberni</i> ),	Pinard,
Case,	Gladstone,	Raymond ( <i>Wright</i> ),
Cleaver,	Golding,	Rinfret,
Cockeram,	Grant,	Rowe,
Côté ( <i>Verdun</i> ),	Green,	Smith ( <i>Calgary-Ouest</i> ),
Côté ( <i>St-Jean-Iberville-</i>	Hamel,	Stewart ( <i>Winnipeg-</i>
<i>Napierville</i> ),	Harris ( <i>Danforth</i> ),	<i>Nord</i> ),
Cruikshank,	Homuth,	Stuart ( <i>Charlotte</i> ),
Dechêne,	Howe,	Thatcher,
Denis,	Isnor,	Warren,
Diefenbaker,	Jackman,	Winkler.—50.

(Quorum 15)

## No 6

## Agriculture et Colonisation

## Messieurs

Argue,	Diefenbaker,	Laurendeau,
Arsenault,	Douglas,	Leader,
Barrett,	Drope,	Léger,
Beaudoin,	Dubois,	Lesage,
Belzile,	Fair,	Matthews ( <i>Brandon</i> ),
Bentley,	Farquhar,	McCubbin,
Bertrand ( <i>Prescott</i> ),	Fontaine,	McGarry,
Black ( <i>Cumberland</i> ),	Gagnon,	McLure,
Black ( <i>Huntingdon</i> ),	Gardiner,	Menary,
Bryce,	Gibson ( <i>Comox-</i>	Michaud,
Burton,	<i>Alberni</i> ),	Quelch,
Cardiff,	Golding,	Ross ( <i>Souris</i> ),
Charlton,	Gour,	Senn,
Clark,	Hackett,	Townley-Smith,
Cloutier,	Hallé,	Tucker,
Côté ( <i>Matapédia-</i>	Harkness,	Warren,
<i>Matane</i> ),	Harris ( <i>Grey-Bruce</i> ),	Webb,
Coyle,	Hatfield,	Whitman,
Cruikshank,	Jutras,	Wright,
Dechêne,	Kirk,	Wylie.—60.
Desmond,	Lapalme,	

(Quorum 20)

## No 7

## Règlement

## Messieurs

Bertrand ( <i>Prescott</i> ),	Jaques,	Robinson ( <i>Simcoe est</i> ),
Bowerman,	Knowles,	Sinnott,
Bruncle,	Lapalme,	Smith ( <i>York nord</i> ),
Cardiff,	MacLean,	Stokes,
Daniel,	Marier,	Stuart,
Denis,	Murphy,	Tustin.—20.
Hamel,	Pinard,	

(Quorum 8)

## No 8

## Marine et Pêcheries

## Messieurs

Archibald,	Gauthier ( <i>Nipissing</i> ),	McLure,
Arsenault,	Gibson ( <i>Comox-Alberni</i> ),	Merritt,
Ashby,	Gillis,	Reid,
Baker,	Hazen,	Sinclair ( <i>Vancouver</i>
Belzile,	Kirk,	<i>nord</i> ),
Benidickson,	Kuhl,	Sinnott,
Blair,	Langlois,	Stanfield,
Bridges,	Léger,	Stirling,
Brooks,	Lennard,	Stuart ( <i>Charlotte</i> ),
Bryce,	Little,	Tustin,
Côté ( <i>Matapédia-</i>	MacNaught,	Winters,
<i>Matane</i> ),	McDonald ( <i>Parry</i>	Zaplitny.—35.
Cruickshank,	<i>Sound</i> ),	

(Quorum 15)

## No 9

## Mines, Forêts et Cours d'eau

## Messieurs

Adamson,	Lafontaine,	McMaster,
Black ( <i>Yukon</i> ),	Lalonde,	Moore,
Blackmore,	Lapalme,	Raymond ( <i>Wright</i> ),
Cockeram,	MacNicol,	Ross ( <i>Hamilton-Est</i> ),
Dion ( <i>Lac St-Jean- Roberval</i> ),	Maloney,	Ross ( <i>Souris</i> ),
Gagnon,	Matthews ( <i>Kootenay est</i> ),	Sinclair ( <i>Ontario</i> ),
Gariépy,	McCann,	Sinnott,
Gibson ( <i>Hamilton ouest</i> ),	McCuaig,	Viau,
Gour,	McCulloch ( <i>Pictou</i> ),	Webb,
Gourd,	McCullough ( <i>Assiniboia</i> ),	White ( <i>Hastings- Peterborough</i> ).—35.
Hodgson,	McDonald ( <i>Parry Sound</i> ),	
Kuhl,	McDonald ( <i>Pontiac</i> ),	
	McGarry,	

(Quorum 10)

## No 10

## Relations industrielles

## Messieurs

Archibald,	Ferguson,	McInnis,
Baker,	Gillis,	McIvor,
Black ( <i>Cumberland</i> ),	Gingues,	Mitchell,
Blackmore,	Homuth,	Moore,
Beaudoin,	Johnston,	Pouliot,
Belzile,	Lalonde,	Raymond,
Brown,	Lapalme,	Reid,
Case,	Lockhart,	Ross ( <i>Hamilton est</i> ),
Côté ( <i>Verdun</i> ),	MacNicol,	Sinclair ( <i>Vancouver - nord</i> ),
Croll,	Maloney,	Smith ( <i>Calgary ouest</i> ),
Daniels,	Maybank,	Viau.—35.
Dechêne,	Merritt,	

(Quorum 10)

## No 11

## Débats

## Messieurs

Barrett,  
Brown,  
Desmond,  
Dubois,

Hlynka,  
Knowles,  
Matthews (*Brandon*),  
Pouliot,

Richard (*Gloucester*),  
Richard (*Ottawa-Est*),  
Rinfret,  
Rowe.—12.

(Quorum 7)

## No 12

## Affaires extérieures

## Messieurs

Beaudry,  
Benidickson,  
Blanchette,  
Boucher,  
Bradette,  
Claxton,  
Coldwell,  
Croll,  
Diefenbaker,  
Fleming,  
Fraser,  
Graydon,

Green,  
Hackett,  
Isnor,  
Jackman,  
Jaques,  
Kidd,  
Knowles,  
Lapointe,  
Léger,  
Low,  
Macdonald (*Halifax*),  
MacInnis,

Marquis,  
Mayhew,  
McIlraith,  
Mutch,  
Picard,  
Raymond, (*Beauharnois-  
Laprairie*),  
Reid,  
Sinclair (*Ontario*),  
Strum (Mme),  
Tremblay,  
Winkler.—35.

(Quorum 10)

## No 13

## Impressions

(Membres qui agissent au nom des Communes)

## Messieurs

Adamson,	Fraser,	McCubbin,
Arsenault,	Gibson ( <i>Hamilton-</i>	McCullough ( <i>Assiniboia</i> ),
Aylesworth,	<i>Ouest</i> ),	McDonald ( <i>Parry</i>
Baker,	Golding,	<i>Sound</i> ),
Beaudry,*	Hallé,	McGregor,
Bertrand ( <i>Prescott</i> ),	Hansell,	McLure,
Bertrand ( <i>Terrebonne</i> ),	Healy,	McMaster,
Boivin,	Henderson,	Nicholson,
Bradette,	Hlynka,	Robinson ( <i>Simcoe-Est</i> ),
Bradshaw,	Kidd,	Ross ( <i>St. Paul's</i> ),
Brunelle,	Kuhl,	Sinclair ( <i>Vancouver-</i>
Campbell,	Lacombe,	<i>Nord</i> ),
Castleden,	Lalonde,	Sinnott,
Church,	Lapalme,	Strum (Mme),
Clark,	Lapointe,	Tustin,
Côté ( <i>St-Jean-Iberville-</i>	Lennard,	Viau,
<i>Napierville</i> ),	MacLean,	White ( <i>Hastings-</i>
Dubois,	MacNaught,	<i>Peterborough</i> ),
Emmerson,	Maloney,	Winters.—54.
Fontaine,	McCuaig,	

## No 14

## Bibliothèque

(Membres qui agissent au nom des Communes)

## M. l'Orateur et messieurs

Adamson,	Gingues,	Mitchell,
Aylesworth,	Herridge,	Mullins,
Black ( <i>Châteauguay-</i>	Henderson,	Nixon,
<i>Huntingdon</i> ),	Howe,	Pearkes,
Bruce,	Jaques,	Probe,
Cardiff,	Kidd,	Reid,
Castleden,	Knight,	Richard ( <i>Ottawa-Est</i> ),
Cloutier,	Lapalme,	Ross ( <i>St Paul's</i> ),
Dion ( <i>Lac St-Jean-</i>	Léger,	Skey,
<i>Roberval</i> ),	Marier,	Smith ( <i>York-Nord</i> ),
Douglas,	Marshall,	Stephenson,
Eudes,	Matthews ( <i>Brandon</i> ),	White ( <i>Middlesex-Est</i> ),
Fournier ( <i>Maisonneuve-</i>	McGarry,	Winkler,
<i>Rosemont</i> ),	McIlraith,	Winters,
Gauthier ( <i>Nipissing</i> ),	McKay,	Zaplitny.—44.
Gourd,	Menary,	

M. Tucker, du comité spécial des Affaires des anciens combattants, dépose le premier rapport dudit comité qui se lit comme suit:

Votre comité recommande:

- (1) Qu'il lui soit permis de siéger pendant les séances de la Chambre;
- (2) Que son quorum soit fixé à 20 membres et qu'à cet égard soit suspendue l'application du paragraphe 3 de l'article 65 du Règlement.

Sur motion de M. Tucker, ledit rapport est agréé.

M. Howe, membre du Conseil privé du Roi, dépose sur la Table,—Copie du rapport du congrès de l'aviation civile commerciale, tenu à Chicago, Illinois, Etats-Unis, du 1er novembre au 7 décembre 1944, accompagné de la loi définitive et des documents qui s'y rapportent.

Et aussi,—Copies d'un fascicule intitulé: "Comment acheter le matériel de guerre en surplus", publié par la Corporation des biens de guerre. (Versions anglaise et française).

M. Martin, membre du Conseil privé du Roi, dépose,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 3 octobre 1945,—Copie de tous plans préparés par le ministère des Transports, depuis le 1er mai 1944, en rapport avec l'agrandissement de Stevenson Field, à Winnipeg, ou copie de quelques changements apportés au plan déposé à la date précitée comme document parlementaire No 287 de ladite année.

Et aussi,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 1er octobre 1945,—Etat montrant:—1. A quelle décision en est-on venu au sujet du maintien ou de la vente a) du champ d'aviation à Dauphin, Manitoba; b) des terrains d'atterrissage d'urgence à North Junction et à Valley River; c) de l'école de bombardement et de tir No 7 à Paulson, Manitoba?

2. A-t-on reçu quelques offres pour l'achat des bâtiments ou de l'outillage à l'un ou l'autre de ces endroits?

3. Dans l'affirmative, de la part de qui et quel montant a-t-on offert dans chaque cas?

M. Ilsley, membre du Conseil privé du Roi, dépose,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 1er octobre 1945,—Etat montrant:—1. a) Au 27 septembre 1945, b) au 1er janvier 1945, combien de personnes étaient à l'emploi de la Commission d'information en temps de guerre ou travaillaient pour son compte?

2. Quel a été le montant total payé en traitements et en frais auxdits fonctionnaires ou employés, a) au cours du mois de janvier 1945, b) au cours du mois d'août 1945?

M. Ilsley propose,—Que la Chambre se forme en comité plénier, à sa prochaine séance, pour étudier le projet de résolution suivant:

Qu'il y a lieu de présenter une mesure destinée à constituer en corporation la Société centrale pour les hypothèques et l'habitation dans le but: a) d'agir au nom du ministre des Finances dans l'application de la Loi nationale de 1944 sur l'habitation et b) d'offrir des facilités d'escompte aux compagnies de prêt et d'hypothèque; de pourvoir à la nomination et aux traitements des fonctionnaires et du personnel de la Société et à la nomination et aux honoraires de ses administrateurs; d'autoriser le paiement, à même le Fonds du revenu consolidé, de sommes ne dépassant pas vingt-cinq millions de dollars (\$25,000,000) pour effectuer le versement du capital de ladite Société; de mettre

à la disposition de la Société pour l'exercice de ses fonctions relatives à l'habitation les deniers attribués en vertu de la Loi nationale de 1944 sur l'habitation; et de prescrire les dispositions relatives aux attributions et pouvoirs de la Société.

M. Ilsley, membre du Conseil privé du Roi, informe alors la Chambre que Son Honneur le substitut du Gouverneur général, ayant été mis au fait de ladite résolution, la recommande à la Chambre.

Résolu,—Que la Chambre se forme en comité plénier, à sa prochaine séance, pour prendre en considération ladite résolution.

M. Ilsley propose,—Que la Chambre se forme en comité plénier, à sa prochaine séance, pour étudier le projet de résolution suivant:

Qu'il y a lieu de présenter une mesure destinée à modifier la Loi nationale de 1944 sur l'habitation et, plus particulièrement, à augmenter les crédits alloués pour les prêts et les garanties, sous le régime de la Partie II de la Loi, afin de payer, à même les deniers non attribués du Fonds du revenu consolidé, dans le cas des prêts et des pertes résultant de ces prêts une somme globale ne dépassant pas cent cinquante millions de dollars, et, dans le cas des garanties, jusqu'à concurrence d'un principal au montant global de cent vingt millions de dollars sur les placements garantis.

M. Ilsley, membre du Conseil privé du Roi, informe alors la Chambre que Son Honneur le substitut du Gouverneur général, ayant été mis au fait de ladite résolution, la recommande à la Chambre.

Résolu,—Que la Chambre se forme en comité plénier, à sa prochaine séance, pour prendre en considération ladite résolution.

A l'appel de l'ordre pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des Subsidés;

M. Ilsley propose,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Et le débat se poursuivant;

A six heures de l'après-midi, M. l'Orateur quitte le fauteuil pour le reprendre à huit heures.

*Huit heures p.m.*

*(L'ordre pour les bills privés et publics est appelé en vertu de l'article 15 du Règlement.)*

Après avoir disposé de l'ordre pour la prise en considération des bills privés et publics;

La Chambre reprend le débat sur la motion de M. Ilsley,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour permettre à la Chambre de se former en comité des Subsidés.

Après plus ample débat, ladite motion, mise aux voix, est agréée.

La Chambre se forme de nouveau, en conséquence, en comité des Subsidés.

(*En comité*)

La résolution suivante est adoptée:

### BUDGET INTÉRIMAIRE

#### Crédits principaux 1945-46

*Résolu*.—Qu'une somme ne dépassant pas \$29,769,000.11, représentant un douzième de chacun des différents item à être votés, tel qu'énumérés dans le budget principal de l'année financière se terminant le 31 mars 1946, présenté à la Chambre des communes, au cours de la session actuelle du Parlement, soit octroyée à Sa Majesté, en acompte, pour l'année financière qui se terminera le 31 mars 1946.

Résolution à rapporter.

Du consentement de la Chambre, ladite résolution est rapportée, lue la deuxième fois et agréée, le comité des Subsidés devant siéger à la prochaine séance de la Chambre.

M. Ilsley propose alors,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour permettre à la Chambre de se former en comité des Voies et Moyens.

Et ladite motion, mise aux voix, est agréée.

La Chambre se forme, en conséquence, en comité des Voies et Moyens.

(*En comité*)

La résolution suivante est adoptée:

*Résolu*.—Que pour faire face aux subsidés votés à Sa Majesté pour défrayer certaines dépenses du Service public au compte de l'exercice financier se terminant le 31 mars 1946, la somme de \$29,769,000.11 soit octroyée à même le Fonds du Revenu consolidé du Canada.

Résolution à rapporter.

Du consentement de la Chambre, ladite résolution est rapportée, lue une deuxième fois, et approuvée, le comité des Voies et Moyens devant siéger de nouveau à la prochaine séance de la Chambre.

M. Ilsley présente alors le bill suivant qui est lu la première fois, savoir:

Bill No 17, Loi accordant à Sa Majesté certaines sommes d'argent pour le service public de l'année financière se terminant le 31 mars 1946.

Du consentement de la Chambre, ledit bill est lu la deuxième fois, étudié en comité plénier, rapporté sans modification, lu la troisième fois et passé.

La Chambre reprend alors l'étude, en comité plénier, d'un certain projet de résolution destinée à accorder à Sa Majesté une somme d'argent d'au plus \$1,365,000,000 pour la défense nationale et la démobilisation, et après avoir accompli quelque progrès et l'avoir rapporté, le comité obtient l'autorisation d'en reprendre l'étude à la prochaine séance de la Chambre.

Comme il est passé onze heures, exactement onze heures et cinq minutes p.m., M. l'Orateur lève la séance, sans mettre la motion aux voix, en vertu de l'article 7 du Règlement, jusqu'à trois heures de l'après-midi, demain.

No 24

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

---

SÉANCE DU MERCREDI, 10 OCTOBRE 1945

---

PRIÈRES.

M. l'Orateur communique à la Chambre la lettre suivante qu'il a reçue:

HÔTEL DU GOUVERNEMENT  
OTTAWA

BUREAU DU SECRÉTAIRE DU GOUVERNEUR GÉNÉRAL

10 octobre 1945.

MONSIEUR,

J'ai l'honneur de vous informer que l'Honorable Patrick Kerwin, agissant comme substitut de Son Excellence l'Administrateur, se rendra à la salle des séances du Sénat, jeudi, le 11 octobre 1945, à 5.45 heures p.m., pour y donner la sanction royale à certains bills.

J'ai l'honneur d'être, Monsieur,

Votre dévoué serviteur,

F. L. C. PEREIRA,  
*Assistant secrétaire du Gouverneur général.*

A l'honorable ORATEUR  
de la Chambre des communes,  
Ottawa, Ontario.

Le Greffier de la Chambre dépose sur la Table le dixième rapport du greffier des pétitions, exposant qu'il a examiné les pétitions suivantes, toutes demandant l'adoption d'une loi pour dissoudre le mariage et pour obtenir le divorce du demandeur, présentées le 9 octobre, et qu'il a constaté que toutes les prescriptions de l'article 68 du Règlement ont été observées dans chaque cas, savoir:

De Jack Bailey, de Lachine, P.Q., qui fait actuellement partie des forces armées de Sa Majesté, époux de Violet Kathleen Mitchener Bailey, d'adresse inconnue.—*M. MacLean.*

De Rose Acomsky Bloom, de Montréal, P.Q., épouse de Samuel Lawrence Bloom, présentement domicilié à Windsor, Ontario.—*M. Boucher.*

D'Alfred Henry Gray, de Verdun, P.Q., époux de Nancy Thorne Gray, présentement domiciliée à Lakefield, P.Q.—*M. Boucher.*

De Roderick De L. Harwood, de Montréal, P.Q., époux de Jean Patti MacLaren Harwood, présentement domiciliée à Toronto, Ontario.—*M. MacLean.*

De Mary Theresa Sharp MacKay, épouse de John Andrew Abbott MacKay, de Montréal, P.Q., qui fait actuellement partie des forces armées de Sa Majesté.—*M. MacLean.*

D'Edward Vaughton Molson, de Montréal, P.Q., époux de Patricia Adelaide Yuill Molson.—*M. MacLean.*

D'Ernest Stanley Powell, de Montréal, P.Q., époux de Sarah-R. MacNab Powell, présentement domiciliée à Toronto, Ontario.—*M. Boucher.*

D'Olive May Marks Sanderson, épouse de John Stansfield Sanderson, de Verdun, P.Q., qui fait actuellement partie des forces armées de Sa Majesté.—*M. Boucher.*

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier a déposé sur la Table le sixième rapport de l'examineur des pétitions pour bills privés, lequel est lu comme suit:

Conformément à l'article 99, paragraphe 2, du Règlement, l'examineur des pétitions pour bills privés a l'honneur de présenter son sixième rapport comme suit:

Votre examineur a dûment examiné les pétitions suivantes en obtention de bills privés, chacune demandant l'adoption d'une loi pour accorder le divorce et pour annuler le mariage du pétitionnaire, et il constate que toutes les prescriptions de l'article 95 du Règlement ont été observées dans chaque cas, savoir:

De Madeline Daisy Harvey Bell, qui demeure actuellement à Belleville, Ontario, épouse d'Ernest Thomas Bell, de Montréal, P.Q.

De Gertrude Violet Kerwin Desjardins, qui demeure actuellement à Ottawa, Ontario, épouse de Richard Adrien Robert Desjardins, de Montréal, P.Q.

De Joseph-Gérard-Fernand-Arthur Groleau, de Montréal, P.Q., époux d'Evelyn Florence Dickson Groleau.

De Margaret Susan Bradshaw Hodgkinson, de Montréal, P.Q., épouse de Frank Hodgkinson.

De John Hall Jones, de Lennoxville, P.Q., époux de Mary Rymill Jones.

D'Audrey Nathaniel Smith MacNair, de Montréal, P.Q., époux d'Alice Muriel Queenie Taylor MacNair.

De Georges Moshonas, de Montréal, P.Q., époux de Christina Papadakis Moshonas.

De Mary Emerson Whittemore Schlemm, de Montréal, P.Q., épouse de Leonard Gardner Wortham Schlemm.

De Justinien-Joseph-Damase-Gérard St-Amant, de Montréal, P.Q., époux de Valérie Matte St-Amant.

Sur motion de M. Mackenzie, le rapport du comité spécial nommé le 6 septembre 1945, pour dresser la liste des membres qui composeront les comités permanents de la Chambre, en vertu des dispositions de l'article 63 du Règlement, est adopté.

Sur proposition M. Mackenzie, il est résolu,—Que chaque comité permanent soit autorisé à étudier et à examiner toutes les affaires et les questions que lui soumettra la Chambre; à faire rapport, à l'occasion, de ses constatations et opinions; et à envoyer quérir personnes, écrits et documents.

Sur motion de M. Mackenzie, il est ordonné,—Qu'un message soit envoyé au Sénat pour informer Leurs Honneurs que la Chambre a nommé l'Honorable Orateur et Messieurs Adamson, Aylesworth, Black (*Châteauguay-Huntingdon*), Bruce, Cardiff, Castleden, Cloutier, Dion, Douglas, Eudes, Fournier (*Maison-neuve-Rosemont*), Gauthier (*Nipissing*), Gourd, Gingues, Herridge, Henderson, Howe, Jaques, Kidd, Knight, Lapalme, Léger, Marier, Marshall, Matthews (*Brandon*), McGarry, McLraith, McKay, Menary, Mitchell, Mullins, Nixon, Parkes, Probe, Reid, Richard (*Ottawa-Est*), Ross (*St. Paul's*), Skey, Smith (*York-Nord*), Stephenson, White (*Middlesex-Est*), Winkler, Winters et Zaplitny pour composer un comité chargé d'aider Son Honneur l'Orateur dans l'administration de la bibliothèque du Parlement en tant qu'il s'agit des intérêts de la Chambre des communes, et pour agir au nom de la Chambre des communes comme membres d'un comité mixte de la bibliothèque.

Sur motion de M. Mackenzie, il est ordonné,—Qu'un message soit envoyé au Sénat pour informer Leurs Honneurs que la Chambre se joindra à eux pour constituer un comité mixte des Impressions et que les membres du comité des Impressions, savoir: Messieurs Adamson, Arsenault, Aylesworth, Baker, Beaudry, Bertrand (*Prescott*), Bertrand (*Terrebonne*), Boivin, Bradette, Bradshaw, Brunelle, Campbell, Castleden, Church, Clark, Côté (*St-Jean-Iberville-Napierville*), Dubois, Emmerson, Fontaine, Fraser, Gibson (*Hamilton-Ouest*), Golding, Hallé, Hansell, Healy, Henderson, Hlynka, Kidd, Kuhl, Lacombe, Lalonde, Lapalme, Lapointe, Lennard, MacLean, MacNaught, Maloney, McCuaig, McCubbin, McCullough (*Assiniboia*), McDonald (*Parry-Sound*), McGregor, McLure, McMaster, Nicholson, Robinson (*Simcoe-Est*), Ross (*St. Paul's*), Sinclair (*Vancouver-Nord*), Sinnott, Madame Strum, Messieurs Tustin, Viau, White (*Hastings-Peterborough*), et Winters agiront de la part de la Chambre comme membres dudit comité mixte.

M. Lapointe, adjoint parlementaire du ministre de la Défense nationale, dépose,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 4 octobre 1945,—Etat montrant:—1. Avait-on arrêté le programme d'une série de causeries qui devaient être données au personnel de l'armée canadienne outre-mer par des civils canadiens au cours de plusieurs des derniers mois de cette année?

2. Dans l'affirmative, a-t-on décommandé ce programme et quelle a été la raison de cette décision?

Et aussi,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 4 octobre 1945,—Etat montrant:—1. Le gouvernement, ou l'Association canadienne du Barreau, ou les associations locales du barreau par tout le Canada fournissent-ils des avocats dans les cours de justice aux soldats mis en cause?

2. A-t-on reçu des plaintes au sujet de causes affectant des soldats et qui ont été entendues sans que l'intéressé ait eu l'aide d'un avocat?

3. Quelle mesure a-t-on adoptée depuis que ce sujet a été discuté en Chambre lors de la dernière session et quelle disposition a été prise, le cas échéant?

M. Bertrand (*Laurier*), membre du Conseil privé du Roi, dépose.—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 1er octobre 1945,—Copie de tous télégrammes, lettres, rapports et autres documents que possède le ministère des Postes concernant les plaintes relatives à l'administration du bureau de poste à Amsterdam, Saskatchewan, depuis le 1er janvier 1940.

Et aussi,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 1er octobre 1945,—Copie de toute correspondance entre M. A. W. Stewart, de Timmins, Ontario, M. E. H. King, maître de postes à Timmins, Ontario, et le ministère des Postes à Ottawa, au sujet du renvoi à Ottawa d'une lettre adressée par le ministère des Postes à M. Stewart.

Les questions suivantes qui figuraient au feuilleton ont été changées en ordres de rapport, en vertu du paragraphe 4 de l'article 44 du Règlement, et les officiers compétents en ont été avertis, à savoir:

Par M. Blackmore—1. Au cours de chacune des années 1940, 1941, 1942, 1943, 1944 et jusqu'au 12 septembre en 1945: a) Combien de livres de sucre brut de canne l'administration du sucre a-t-elle importées au Canada? b) Quel a été le prix total d'achat, en argent canadien, que l'administration du sucre a payé pour le sucre brut de canne importé, franco-bord sur le littoral? c) Quel prix moyen a-t-on ainsi payé par quintal?

2. Au cours de chacune des années 1940, 1941, 1942, 1943, 1944 et 1945, jusqu'au 12 septembre: a) Combien de livres de sucre brut de canne l'administration du sucre a-t-elle vendues aux raffineries canadiennes de sucre de canne? b) Quel a été le prix total en argent canadien, franco-bord sur le littoral, que les raffineries canadiennes ont payé à l'administration du sucre pour ce sucre? c) Quel prix moyen, par quintal, a-t-on ainsi payé?

Par M. Blackmore—1. Sur le sucre brut de canne qu'elle a importé au cours des années 1940, 1941, 1942, 1943, 1944 et jusqu'au 12 septembre 1945, l'administration canadienne du sucre a-t-elle réalisé un bénéfice ou enregistré quelque perte, pour chacune des années énumérées?

2. Quel a été le montant de bénéfice ou de perte pour chacune des années indiquées?

3. Quelle a été la moyenne du bénéfice ou de la perte par cent livres, pour chacune des années ci-dessus mentionnées?

4. A la suite de ces achats et ventes de sucre brut de canne par l'administration du sucre du Canada, quelle somme d'argent a-t-on accumulée dans le fonds de stabilisation du sucre à la suite des opérations de toute la période mentionnée?

Par M. Bryce—1. De quels pays, et en quelles quantités, le Canada a-t-il importé ses approvisionnements de sucre de canne brut en 1939?

2. Quel a été, en argent canadien, le coût de ces importations, f.a.b. aux ports de mer?

3. Quelle est la valeur des exportations canadiennes aux pays qui l'ont approvisionné de sucre brut?

4. Combien de livres de sucre blanc granulé de betterave peuvent produire à plein rendement les six usines canadiennes de sucre de betterave?

5. Quel a été le montant de la production du sucre de betterave du Canada au cours de chacune des années de 1937 à 1944 inclusivement?

Par M. Bryce—1. Y a-t-il quelque différence entre le plafond du prix (de gros) du sucre de canne et celui du sucre de betterave qu'alloue l'administration du sucre au Canada?

2. Le gouvernement a-t-il en quelque occasion restreint par règlement ou limité autrement la production du sucre de betterave au Canada?

3. Quel est le montant total que l'industrie du sucre de betterave a payé au fonds de stabilisation des prix établi par l'administrateur du sucre en juin 1940?

4. Ce versement au fonds a-t-il haussé le coût du sucre de betterave pour le consommateur? Dans l'affirmative, de combien?

Par M. Fleming—1. Combien d'institutions de prêt ont été approuvées sous le régime de la Loi nationale de 1944 sur l'habitation, et quelles sont-elles?

2. Combien de contrats le ministre a-t-il conclus aux termes de la partie I de la loi?

3. Quel est le nombre total de logements pour lesquels on a autorisé des prêts aux termes de la partie I de la loi?

4. De ces logements, combien sont terminés et sont actuellement habités?

5. Quel est le montant total des prêts autorisés sous le régime de la partie I de la loi?

6. Combien d'institutions de prêt ont été approuvées en vertu des dispositions de l'article 8 de la loi, et quelles sont-elles?

7. Combien de contrats le ministre a-t-il conclus sous le régime de la partie II de la loi?

8. Quel est le nombre total de logements pour fins de location pour lesquels on a autorisé des prêts en vertu de la partie II de la loi?

9. De ces logements pour fins de location combien sont des projets d'habitations à bas loyer?

10. De ces logements projetés pour fins de location combien sont terminés et sont actuellement habités, et combien d'entre eux sont des projets d'habitations à bas loyer?

11. Quel est le montant total des prêts autorisés sous le régime de la partie II de la loi?

12. Combien de sociétés de logement à dividende limité ont été jugées par le ministre comme possédant, aux termes de la loi, les conditions requises pour obtenir des prêts en vertu des dispositions de l'article 9 de la loi?

13. A combien de ces sociétés de logement à dividende limité a-t-on octroyé des prêts sous le régime de la partie II de la loi?

14. Combien de compagnies d'assurance-vie ont effectué des placements de fonds sous le régime de l'article 11, et quelles sont ces compagnies?

15. a) A combien de municipalités a-t-on accordé des subventions en vertu des dispositions de l'article 12? b) Quels sont les montants individuels de ces subventions et quelles municipalités respectives en ont reçu?

16. Combien de contrats le ministre a-t-il conclus sous le régime de la partie III de la loi?

17. a) Quel est le nombre total d'habitations pour lesquelles on a autorisé des prêts sous le régime de la partie III de la loi? b) Combien de ces habitations ont été terminées et sont actuellement habitées?

18. Quel est le montant total des prêts autorisés sous le régime de la partie III de la loi?

19. Combien de contrats ont été conclus avec des fabricants d'appareils de plomberie ou de chauffage ou d'autres parties constituantes de maisons aux termes de l'article 15?

20. Combien de paiements ont été effectués en vertu de la partie IV de la loi et quel en est le total?

21. Quels règlements a-t-on édictés sous le régime de la partie I de la loi?

22. Quels règlements a-t-on édictés sous le régime de la partie II?

23. Quels règlements a-t-on édictés sous le régime de la partie III?

24. Quels règlements a-t-on édictés sous le régime de la partie IV?

M. Mayhew, adjoint parlementaire du ministre des Finances, dépose immédiatement le rapport de l'ordre ci-haut mentionné.

Par M. Diefenbaker—1. Depuis le 8 mai 1945, a-t-on adopté quelque décret du conseil a) refusant nommément le recours en justice à un parti lésé par la décision d'un office, d'un commissaire ou d'un régisseur; b) autorisant un commissaire ou un enquêteur à refuser à la personne comparaisant devant lui, dans toute procédure, le droit d'être représentée par un conseil?

2. Dans l'affirmative, quels en sont les détails?

Par M. Menary—1. Quel est le nombre de pneus d'automobiles en magasin chez les fabricants ou les marchands?

2. Quel était le nombre disponible de pneus au Canada au cours de chaque année de 1938 à 1942?

3. Quand les stocks actuels seront-ils offerts au public en général?

Par M. Burton—1. Quelle est l'étendue totale du terrain acheté pour l'école de bombardement et de tir à Dafoe, Saskatchewan?

2. De quelles personne ou personnes a-t-on acheté ce terrain?

3. Quel a été, à l'exclusion du coût du terrain, le coût total de construction de cet aéroport?

4. Cet aéroport a-t-il été remis à quelque autre département ou groupement?

5. Dans l'affirmative, qui en a actuellement le contrôle et la gestion?

6. Sinon, quand disposera-t-on de cette propriété?

Par M. McLure—Quel est le nombre total des personnes qui se sont enrôlées dans les forces armées au cours de la guerre et qui ont donné l'Île du Prince-Edouard comme leur domicile?

Les ordres suivants de la Chambre sont transmis aux officiers compétents:

Par M. Boucher—Ordre de la Chambre—Copie de tous les rapports que Jacques Gréber a soumis au gouvernement et/ou à la Commission du district fédéral relativement à l'embellissement d'Ottawa.

Par M. Coldwell—Ordre de la Chambre—Copie des demandes d'annulation, par année et par province, de mesures législatives fédérales-provinciales présentées et refusées depuis 1920.

Par M. Hazen—Ordre de la Chambre—Copie de tous rapports, correspondance et enquêtes que possède quelque ministère du gouvernement relativement au projet d'aménagement hydraulique de la rivière Petitecodiac.

Par M. Burton—Ordre de la Chambre—Copie de tous rapports, correspondance et autres documents que possède le ministère relativement à la construction d'un réservoir à Wolverine Creek, Saskatchewan, sous le régime de la Loi sur le rétablissement agricole des Prairies, ainsi qu'un état faisant connaître a) qui a recommandé cette entreprise; b) le coût de l'enquête et des expériences faites avant la construction; c) le coût de la construction; d) le coût total; e) la quantité d'eau emmagasinée dans le réservoir; f) les expériences faites.

Par M. Knight—Ordre de la Chambre—Copie de tous rapports que le gouvernement des Etats-Unis a faits au gouvernement fédéral au cours de la récente guerre, sur les conditions atmosphériques dans les eaux et le territoire aérien avoisinant ce que l'on appelle communément la route de la Baie d'Hudson.

M. Bryce propose, appuyé par M. Castleden,—Que la Chambre est d'avis que le gouvernement devrait immédiatement mettre à l'étude l'à-propos de

nommer un Office des commissaires du bétail au Canada, dans le but de réglementer et de contrôler le rassemblement, le transport, le classement, le marché et l'exportation du bétail et des produits du bétail.

Et un débat s'élevant et se poursuivant;

A six heures p.m., M. l'Orateur ajourne la Chambre sans mettre la motion aux voix, en vertu de l'article 6 du Règlement, jusqu'à trois heures p.m., demain.

No 25

JOURNAUX  
DE LA  
CHAMBRE DES COMMUNES  
DU CANADA

---

SÉANCE DU JEUDI, 11 OCTOBRE 1945

---

PRIÈRES.

Vingt pétitions sont déposées sur la Table.

M. l'Orateur informe la Chambre que l'heure à laquelle le substitut de Son Excellence l'Administrateur viendra donner aujourd'hui la sanction royale à certains bills a été changée de 5 heures 45 p.m. à 9 heures du soir, alors que la Chambre se rendra à la salle du Sénat.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier a déposé sur la Table le septième rapport de l'examineur des pétitions pour bills privés, lequel est lu comme suit:

Conformément à l'article 99, paragraphe 2, du Règlement, l'examineur des pétitions pour bills privés a l'honneur de présenter son septième rapport comme suit:

Votre examineur a dûment examiné les pétitions suivantes en obtention de bills privés, et il constate que toutes les prescriptions de l'article 95 du Règlement ont été observées dans chaque cas, savoir:

De John T. Carter, de Manitou, Manitoba, et autres de Winnipeg, Manitoba, pour une loi constituant en corporation la *Dominion General Benefit Association*.

De la *Lake Erie and Detroit River Railway Company* et de la *Père Marquette Railway Company*, pour une loi autorisant la première de ces compagnies à louer et/ou vendre à cette dernière sa voie ferrée et son entreprise, et pour d'autres fins.

De la *Vancouver, Victoria and Eastern Railway Company*, *The Nelson and Fort Sheppard Railway Company*, la *Great Northern Railway Company*, la Compagnie de chemin de fer du Pacifique-Canadien, et la *Kettle Valley Railway Company*, pour une loi autorisant les deux premières compagnies à vendre leurs voies ferrées et leurs entreprises respectives à ladite *Great Northern Railway Company*: autorisant ladite *Great Northern Railway Company* à vendre ou à aliéner en tout ou en partie lesdites voies ferrées et entreprises ainsi acquises à la Compagnie de chemin de fer du Pacifique-Canadien; et pour ratifier certains accords.

M. Ilsley, membre du Conseil privé du Roi, dépose sur la Table,—Copie d'un arrêté en conseil adopté en vertu des dispositions de la Loi des remaniements et transferts de fonctions dans le service public, S.R.C., 1927, chapitre 165, comme suit:

Arrêté en conseil C.P. 6449, approuvé le 11 octobre 1945: pour transférer l'administration de l'Office canadien du tourisme du ministre des Services nationaux de guerre au ministre du Commerce.

Il dépose aussi,—Réponse à une adresse à Son Excellence le Gouverneur général, en date du 3 octobre 1945,—Copie de tous les mandats du Gouverneur général émis entre le 1er janvier 1944 et la date actuelle.

M. Tucker, adjoint parlementaire du ministre des Affaires des anciens combattants, dépose sur la Table,—Copie des règlements adoptés en vertu des dispositions de la Loi des terres des anciens combattants, 1942, et approuvés par l'arrêté en conseil C.P. 192/6282 du 28 septembre 1945,—durée du service.

M. Martin, membre du Conseil privé du Roi, dépose,—Réponse à un ordre de la Chambre en date du 1er octobre 1945,—Etat montrant:—1. Qui était l'adjudicataire pour la construction de la station du C.A.R.C. à Goose Bay, Labrador?

2. Quel a été le montant fixé par le gouvernement pour la construction de cette station?

3. Le coût a-t-il excédé ce montant?

4. Quel en a été le coût total?

5. Quel a été l'excédent des achats faits par l'entrepreneur une fois que l'entreprise a été terminée?

6. L'entrepreneur a-t-il reçu des honoraires de régie intéressée pour ces achats de surplus?

7. Ces excédents comprenaient-ils des achats de surplus des item suivants: approvisionnements de magasin et de nourriture, approvisionnements et outillages de cuisine, accessoires électriques?

8. Dans l'affirmative, quels ont été les montants demandés pour chacun de ces item?

9. La Commission d'évaluation de l'outillage de construction a-t-elle fait quelques plaintes au ministre à propos d'un tel achat?

10. Le ministre a-t-il pris quelques mesures, ou se propose-t-il de le faire, pour vérifier ces dépenses?

11. Le ministère des Transports a-t-il quelque vérificateur désigné pour cette entreprise? Dans l'affirmative, qui?

12. L'ingénieur ou les ingénieurs en charge des travaux ont-ils fait quelques plaintes ou pris quelques mesures?

Les questions suivantes qui figuraient au feuillet ont été changées en ordres de rapport, en vertu du paragraphe 4 de l'article 44 du Règlement, et les officiers compétents en ont été avertis, à savoir:

Par M. Blackmore—1. Combien d'argent le fonds de stabilisation du sucre a-t-il reçu d'autres sources que de l'achat d'importations de sucre de canne brut et de la vente de ce même produit aux raffineries de sucre?

2. De quelles autres sources a-t-on obtenu ces sommes, et quel a été le montant provenant de chaque source au cours de chacune des années 1940, 1941, 1942, 1943, 1944, et en 1945 jusqu'au 15 septembre?

Par M. Coldwell—1. Le ministère de la Justice a-t-il reçu quelques pétitions demandant le désaveu de quelques lois adoptées par l'Assemblée législative de la Saskatchewan au cours des périodes d'administration du régime libéral dans cette province?

2. Le cas échéant, quelles étaient les mesures en question?

3. Le gouvernement libéral de la Saskatchewan a-t-il été averti par l'autorité fédérale de la réception et des demandes de quelques-unes de ces pétitions?

4. L'un ou l'autre pétitionnaire a-t-il demandé la permission de présenter une plaidoirie orale supplémentaire?

5. S'est-on rendu à quelqu'une de ces demandes?

6. Quelle mesure l'autorité fédérale a-t-elle adoptée à l'égard de ces pétitions, le cas échéant?

Par M. Blair—1. Combien de personnes ont été nommées au ministère des Affaires extérieures depuis le 1er septembre 1939?

2. Quels sont les noms de ces personnes, en indiquant celles qui sont temporaires et celles qui sont permanentes?

3. Quel est le titre de la position occupée par chacune et quelles sont, en détail, les fonctions que comportent ces positions?

4. Par qui chacune de ces personnes a-t-elle été nommée?

5. Quel traitement verse-t-on à chacune de ces personnes?

Par M. White (*Middlesex-Est*)—1. Quels sont les noms de toutes les personnes détenant le grade de commodore ou d'un grade supérieur dans la Marine royale canadienne qui ont été mises à la retraite depuis le 1er janvier 1943?

2. Quelle a été la date de la mise à la retraite de chacune de ces personnes?

3. Quelle pension ou allocation annuelle a été accordée à chacune de ces personnes?

Sur motion de M. Mackenzie, il est résolu,—Que les dispositions de l'article 15 du Règlement relatives à la prise en considération des bills privés et publics les vendredis, et les dispositions de l'article 28 du Règlement prescrivant à M. l'Orateur de quitter le fauteuil sans consulter la Chambre soient suspendues vendredi le 12 octobre courant, afin de permettre au ministre des Finances de présenter le budget ce jour-là.

A l'appel de l'ordre portant deuxième lecture du Bill No 14, Loi portant exécution de l'Accord entre le Canada et certaines autres nations et autorités en vue d'une Organisation de l'alimentation et de l'agriculture des Nations Unies;

M. Gardiner propose,—Que ledit bill soit maintenant lu la deuxième fois.

Après discussion, ladite motion, mise aux voix, est agréée.

Ledit bill, en conséquence, est lu la deuxième fois, étudié en comité plénier, et après avoir accompli quelque progrès et l'avoir rapporté, le comité obtient l'autorisation d'en reprendre l'étude à la prochaine séance de la Chambre.

Un message est reçu du Sénat pour informer la Chambre que Leurs Honneurs ont passé le bill suivant:

Bill No 17, Loi allouant à Sa Majesté certaines sommes d'argent pour le service public de l'année financière expirant le 31 mars 1946.

Comme il est passé onze heures, exactement onze heures et cinq minutes p.m., M. l'Orateur lève la séance, sans mettre la motion aux voix, en vertu de l'article 7 du Règlement, jusqu'à trois heures de l'après-midi, demain.

No 26

JOURNAUX  
DE LA  
CHAMBRE DES COMMUNES  
DU CANADA

---

SÉANCE DU VENDREDI, 12 OCTOBRE 1945

---

## PRIÈRES.

Dix-sept pétitions sont déposées sur la Table.

Le Greffier de la Chambre dépose sur la Table le onzième rapport du greffier des pétitions, exposant qu'il a examiné les pétitions suivantes, toutes demandant l'adoption d'une loi pour dissoudre le mariage et pour obtenir le divorce du demandeur, présentées le 11 octobre, et qu'il a constaté que toutes les prescriptions de l'article 68 du Règlement ont été observées dans chaque cas, savoir:

De Catherine Winifred Howard Bailey, épouse de Gordon Raymond Bailey, de Verdun, P.Q., qui fait actuellement partie des forces armées de Sa Majesté.—*M. Casselman.*

De Max Engelberg, de Montréal, P.Q., époux d'Eva Pauline Hardwick Engelberg, présentement domiciliée à Annapolis Royal, Nouvelle-Ecosse.—*M. Casselman.*

De Gerald Franklin, de Montréal, P.Q., époux de Vera Esther Raphael Franklin.—*M. Casselman.*

De Dorothy Anita Duffy Gregson, présentement domiciliée à Longueuil, P.Q., épouse d'Oscar Keith Gregson, de Westmount, P.Q.—*M. Casselman.*

De Lorna Maud Clark Kingsland, épouse de Walter Ross Kingsland, de Westmount, P.Q., qui fait actuellement partie des forces armées de Sa Majesté.—*M. Casselman.*

D'Anastasia Stack Kormylo, épouse de Mike Kormylo, de Montréal, P.Q.—*M. Croll.*

D'Ethel Maybird Wright Latrémouille, présentement domiciliée à Westmount, P.Q., épouse de Gabriel Arthur Latrémouille, de St-Lambert, P.Q.—*M. Croll.*

De Violet Beach Meredith, présentement domiciliée à Verdun, P.Q., épouse de Cornelius Joseph Meredith, de Montréal, P.Q., qui fait actuellement partie des forces armées de Sa Majesté outre-mer.—*M. Croll.*

De William Bernard McCarrick, de Montréal, P.Q., époux d'Irène May Cameron McCarrick.—M. *Croll*.

De James Christie Miller, de Montréal, P.Q., qui fait actuellement partie des forces armées de Sa Majesté, époux de Victoria Kate Spittachine Miller, présentement domiciliée à Verdun, P.Q.—M. *Croll*.

De William Arthur Smythe, de Montréal, P.Q., qui fait actuellement partie des forces armées de Sa Majesté outre-mer, époux d'Alice Lena Bye Smythe, présentement domiciliée à Toronto, Ont.—M. *Casselman*.

D'Anna Ostronoff Smilestone, épouse de Joe Smilestone, de Montréal, P.Q.—M. *Casselman*.

D'Irene Grace Harman Smith, présentement domiciliée à Montréal, P.Q., épouse de Richard Whittall Smith, de Westmount, P.Q., qui fait actuellement partie des forces armées de Sa Majesté.—M. *Casselman*.

De Lorne Edward Souva, de Montréal, P.Q., époux d'Anne O'Neill Souva.—M. *Casselman*.

De Doris Alice Davis Stackhouse, épouse d'Arthur Russell Stackhouse, de Verdun, P.Q., qui fait actuellement partie des forces armées de Sa Majesté outre-mer.—M. *Casselman*.

D'Arthur John Frederick Temperton, fils, de Montréal, P.Q., époux d'Irene Mary Sayer Temperton, présentement domiciliée à Vancouver, Colombie-Britannique.—M. *Casselman*.

De Mary MacRury Tait, épouse de George Charles Tait, de Verdun, P.Q.—M. *Casselman*.

De Dorina Laurin Wallis, épouse d'Arthur Ernest Lionel Wallis, de Montréal, P.Q.—M. *Casselman*.

De Fennie Nettie Adelstein Waldman, épouse de Jacob Herbert Waldman, de Montréal, P.Q.—M. *Casselman*.

De Frances Gladys Ruth Léveillé Williams, présentement domiciliée à Montréal, P.Q., épouse de Karl Ulrich Williams, de Rapide-Blanc, P.Q.—M. *Casselman*.

M. *Isley*, membre du Conseil privé du Roi, dépose sur la Table,—Copie d'un arrêté en conseil adopté en vertu des dispositions de la Loi des remaniements et transferts de fonctions dans le service public, S.R.C., 1927, chapitre 165, comme suit:

Arrêté en conseil C.P. 6495, approuvé le 12 octobre 1945: transférant l'administration des soins médicaux et de l'hospitalisation des Indiens, y compris des Esquimaux, du ministre des Mines et ressources au ministre de la Santé et du bien-être national.

M. *Mitchell*, membre du Conseil privé du Roi, dépose sur la Table,—Copie d'un arrêté en conseil adopté en vertu des dispositions de la Loi des mesures de guerre, comme suit:

Arrêté en conseil C.P. 6481, approuvé le 11 octobre 1945: nomination de James Gordon Taggart, écuyer, d'Ottawa, comme commissaire des établissements de salaison et de traitement des viandes exploités dans certaines provinces par *Burns and Company*, une compagnie dont le siège social est à Calgary, Alberta.

M. *Martin*, membre du Conseil privé du roi, dépose,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 1er octobre 1945,—Etat montrant:—1. Au 31 août 1945, a) de quel nombre de lits disposait-on dans les hôpitaux, b) et combien en préparait-on, à l'usage de nos anciens combattants malades et blessés qui reviennent d'outre-mer, sans tenir compte des lits qu'occupent des anciens combattants de la guerre de 1914-18 et de cette guerre?

2. Combien de malades et de blessés *a)* de la guerre de 1914-18, *b)* de la guerre de 1939-45, occupent actuellement des lits dans les hôpitaux?

3. Combien de malades et de blessés étaient hospitalisés outre-mer à la date du 31 juillet 1945?

Du consentement de la Chambre, M. Bryce présente, appuyé par M. Wright, le Bill No 18, Loi modifiant le Code criminel, qui est lu la première fois et dont la deuxième lecture est remise à la prochaine séance de la Chambre.

Du consentement de la Chambre, M. Howe présente le Bill No 19, Loi modifiant la Loi de l'aéronautique, qui est lu la première fois et dont la deuxième lecture est remise à la prochaine séance de la Chambre.

M. Howe propose,—Que la Chambre se forme en comité plénier, à sa prochaine séance, pour étudier le projet de résolution suivant:

Qu'il y a lieu de présenter une mesure destinée à modifier la Loi sur les Lignes aériennes Trans-Canada, 1937, dans le but de porter le capital de cinq à vingt-cinq millions de dollars et d'autoriser les Chemins de fer Nationaux du Canada à émettre des valeurs jusqu'à concurrence de vingt-cinq millions de dollars pour acquérir le capital social de la Corporation; d'accorder au Gouverneur en conseil l'autorité de constituer des corporations afin de conclure des contrats avec les Lignes aériennes Trans-Canada pour l'exploitation et l'entretien de transports commerciaux aériens; de stipuler aussi l'octroi à ces corporations de subventions payables à même les deniers que votera le Parlement, et de pourvoir à la résiliation du contrat actuel du transport des courriers et à l'exécution d'un nouveau contrat pour le transport des courriers.

M. Howe, membre du Conseil privé du Roi, informe alors la Chambre que Son Excellence l'Administrateur, ayant été mis au fait de ladite résolution, la recommande à la Chambre.

Résolu,—Que la Chambre se forme en comité plénier, à sa prochaine séance, pour prendre en considération ladite résolution.

Le Bill No 14, Loi portant exécution de l'Accord entre le Canada et certaines autres nations et autorités en vue d'une Organisation de l'alimentation et de l'agriculture des Nations Unies, est de nouveau soumis à l'étude du comité plénier, rapporté avec des amendements, étudié tel que modifié, lu la troisième fois et passé.

Le Bill No 9, Loi modifiant la Loi sur le ministère de la Santé nationale et du bien-être social, est lu la deuxième fois, étudié en comité plénier, rapporté sans amendement, lu la troisième fois et passé.

Le Bill No 11, Loi modifiant la Loi sur la revision du capital des Chemins de fer Nationaux du Canada, 1937, est lu la deuxième fois, étudié en comité plénier, rapporté sans amendement, lu la troisième fois et passé.

Le Bill No 12, Loi concernant la nomination de vérificateurs pour les Chemins de fer Nationaux, est lu la deuxième fois, étudié en comité plénier, rapporté sans amendement, lu la troisième fois et passé.

A l'appel de l'ordre pour la deuxième lecture du Bill No 10, Loi établissant une cour des prises et une loi de prise au Canada;

M. St-Laurent propose,—Que ledit bill soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élevant;

Un message est reçu du Sénat pour informer la Chambre que Leurs Honneurs ont passé le bill suivant sans amendement:

Bill No 14, Loi portant exécution de l'Accord entre le Canada et certaines autres nations et autorités en vue d'une Organisation de l'alimentation et de l'agriculture des Nations Unies.

Un message est reçu de l'honorable juge Patrick Kerwin, agissant comme substitut de Son Excellence l'Administrateur, qui exprime le désir que la Chambre se rende immédiatement à la salle du Sénat.

M. l'Orateur, accompagné de la Chambre, se rend alors à la salle du Sénat, et une fois de retour;

M. l'Orateur rapporte que Son Honneur le substitut de Son Excellence l'Administrateur a bien voulu donner, au nom de Sa Majesté, la sanction royale au bill suivant:

Bill No 14, Loi portant exécution de l'Accord entre le Canada et certaines autres nations et autorités en vue d'une Organisation de l'alimentation et de l'agriculture des Nations Unies.

Et M. l'Orateur ajoute qu'il s'est adressé à Son Honneur le substitut de Son Excellence l'Administrateur dans les termes suivants:

“QU'IL PLAISE À VOTRE HONNEUR:

“Les Communes du Canada ont voté des crédits nécessaires pour permettre à Sa Majesté de faire face à certaines dépenses du service public.

“Au nom des Communes je présente à Votre Honneur le bill suivant:

“Loi allouant à Sa Majesté certaines sommes d'argent pour le service public de l'année financière expirant le 31 mars 1946.

“Que je prie humblement Votre Honneur de sanctionner.”

A ce bill la sanction royale a été donnée par le Greffier du Sénat, par ordre du substitut de Son Excellence l'Administrateur, qui a déclaré:

“Au nom de Sa Majesté, Son Honneur le substitut de Son Excellence l'Administrateur remercie ses loyaux sujets, accepte leur bienveillance et sanctionne ce bill.”

La Chambre reprend alors le débat sur le projet de motion de M. St-Laurent: Que le Bill No 10, Loi établissant une cour des prises et une loi de prise au Canada, soit maintenant lu la deuxième fois.

Et le débat se poursuivant; ledit débat est ajourné sur une motion de M. Hackett.

Conformément à l'ordre spécial adopté le 11 octobre 1945;

A l'appel de l'ordre pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des Voies et Moyens;

M. Ilsley propose alors,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Après discussion, ledit débat est ajourné sur motion de M. Macdonnell.

Du consentement de la Chambre, M. Ilsley, membre du Conseil privé du Roi, dépose sur la Table,—Appendice au budget de 1945-46.

La Chambre s'ajourne ensuite à 9 heures 35 du soir, jusqu'à lundi prochain, à trois heures de l'après-midi.

No 27

## JOURNAUX

DE LA

## CHAMBRE DES COMMUNES

## DU CANADA

---

SÉANCE DU LUNDI, 15 OCTOBRE 1945

---

## PRIÈRES.

Dix-neuf pétitions sont déposées sur la Table.

Le Greffier de la Chambre dépose sur la Table le douzième rapport du greffier des pétitions, exposant qu'il a examiné les pétitions suivantes, toutes demandant l'adoption d'une loi pour dissoudre le mariage et pour obtenir le divorce du demandeur, présentées le 12 octobre, et qu'il a constaté que toutes les prescriptions de l'article 68 du Règlement ont été observées dans chaque cas, savoir:

De Myrtle Elizabeth Fraser Bennett, présentement domiciliée à Elmira, Ile du P.-E., épouse de Preston Frederick Bennett, de Montréal, P.Q., qui fait actuellement partie des forces armées de Sa Majesté.—*M. Rose.*

De Myrtle Ann Westover Coleman, épouse d'Arthur St-John Coleman, de Verdun, P.Q.—*M. Rose.*

De Minerva McGugan Cory, présentement domiciliée à St. Catharines, Ont., épouse de William Arthur Cory, de Westmount, P.Q.—*M. Cleaver.*

D'Elma Eva Inch Evans, épouse de John William Alphonsus Evans, de Montréal, P.Q.—*M. MacLean.*

De Jessie Hope Forbes Hardie, présentement domiciliée à Montréal, P.Q., épouse de C. Dougall Hardie, aussi connu sous le nom de Charles D. Hardie, de Westmount, P.Q., présentement domicilié à Chicago, Illinois, E.-U.—*M. Stuart.*

De Celia Calp Hecht, présentement domiciliée à St-Jean, Nouveau-Brunswick, épouse de Sol Hecht, de Montréal, P.Q., qui fait actuellement partie des forces armées de Sa Majesté.—*M. Merritt.*

De Vencel Humenay, de Montréal, P.Q., époux d'Anna Bodi Humenay, d'adresse inconnue.—*M. Rose.*

De Dorothy Catherine Benson Hunter, épouse de Charles Thomas Walter Hunter, de Westmount, P.Q.—*M. Stuart.*

D'Ann Agnes Hyson Kellogg, de Montréal, P.Q., épouse d'Aubry Lynn Kellogg, qui fait actuellement partie des forces armées de Sa Majesté.—*M. Merritt.*

De Dorothy Marie Christensen Korning, présentement domiciliée à St-Lambert, P.Q., épouse de Joern Eilert Korning, de Rosemere, P.Q.—M. *Stuart*.

De Narcisse Lord, de Magog-Est, P.Q., qui fait actuellement partie des forces armées de Sa Majesté outre-mer, époux d'Yvonne Dubois Lord, présentement domiciliée à Portland, Maine, E.-U.—M. *Merritt*.

D'Herbert Lawrence Loucks, de Cowansville, P.Q., époux d'Irene Alvira Carter Loucks, présentement domiciliée à Montréal, P.Q.—M. *MacLean*.

D'Annette Léa Marion MacNab, présentement domiciliée à Verdun, P.Q., épouse d'Alexander Rose MacNab, de Beaufort, P.Q.—M. *Rose*.

De Robert Marshall Miller, de Verdun, P.Q., qui fait actuellement partie des forces armées de Sa Majesté, époux de Lillian Hetty Vickers Miller.—M. *Merritt*.

De Francis Needan Quirk, de Montréal, P.Q., qui fait actuellement partie des forces armées de Sa Majesté outre-mer, époux d'Edna Mack Quirk.—M. *Merritt*.

De Joseph-Marcel Rouleau, d'Iberville, P.Q., qui fait actuellement partie des forces armées de Sa Majesté outre-mer, époux de Rollande Adam.—M. *Merritt*.

De Lillie Bromberg Seidlitz, épouse de Stanley Seidlitz, de Montréal, P.Q., qui fait actuellement partie des forces armées de Sa Majesté.—M. *Merritt*.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier a déposé sur la Table le huitième rapport de l'examineur des pétitions pour bills privés, lequel est lu comme suit:

Conformément à l'article 99, paragraphe 2, du Règlement, l'examineur des pétitions pour bills privés a l'honneur de présenter son huitième rapport comme suit:

Votre examineur a dûment examiné les pétitions suivantes en obtention de bills privés, chacune demandant l'adoption d'une loi pour accorder le divorce et pour annuler le mariage du pétitionnaire, et il constate que toutes les prescriptions de l'article 95 du Règlement ont été observées dans chaque cas, savoir:

De Catherine Winifred Howard Bailey, de Verdun, P.Q., épouse de Gordon Raymond Bailey.

De Jack Bailey, de Lachine, P.Q., époux de Violet Kathleen Mitchener Bailey.

De Rose Acomsky Bloom, de Montréal, P.Q., épouse de Samuel Lawrence Bloom.

De Max Engelberg, de Montréal, P.Q., époux d'Eva Pauline Hardwick Engelberg.

De Gerald Franklin, de Montréal, P.Q., époux de Vera Esther Raphael Franklin.

De Dorothy Anita Duffy Gregson, de Longueuil, P.Q., épouse d'Oscar Keith Gregson.

De John Graham Gatehouse, de Montréal, P.Q., époux de Jean Alexandra Pashby Gatehouse.

De Roderick de L. Harwood, de Montréal, P.Q., époux de Jean Patti MacLaren Harwood.

De Lorna Maud Clerk Kingsland, de Westmount, P.Q., épouse de Walter Ross Kingsland.

D'Anastasia (Stack) Kormylo, de Montréal, P.Q., épouse de Mike Kormylo.

D'Ethel Maybird Wright Latrémouille, de Westmount, P.Q., épouse de Gabriel-Arthur Latrémouille.

De William Bernard McCarrick, de Montréal, P.Q., époux d'Irene May Cameron McCarrick.

De James Christie Miller, de Montréal, P.Q., époux de Victoria Kate Spittachine Miller.

De Violet Beach Meredith, de Verdun, P.Q., épouse de Cornelius Joseph Meredith.

D'Edward Vaughton Molson, de Montréal, P.Q., époux de Patricia Adelaide Yuill Molson.

D'Ernest Stanley Powell, de Montréal, P.Q., époux de Sarah R. MacNab Powell.

De Lorne Edward Souva, de Montréal, P.Q., époux d'Anne O'Neill Souva.

D'Anna Ostronoff Smilestone, de Verdun, P.Q., épouse de Joe Smilestone.

De Doris Alice Davis Stackhouse, de Verdun, P.Q., épouse d'Arthur Russell Stackhouse.

De William Arthur Smythe, de Montréal, P.Q., époux d'Alice Lena Bye Smythe.

D'Olive May Marks Sanderson, de Verdun, P.Q., épouse de John Stansfield Sanderson.

D'Irene Grace Harman Smith, de Montréal, P.Q., épouse de Richard Whittall Smith.

De Mary MacRury Tait, de Verdun, P.Q., épouse de George Charles Tait.

D'Arthur John Frederick Temperton, fils, de Montréal, P.Q., époux d'Irene Mary Sayer Temperton.

De Dorina Laurin Wallis, de Montréal, P.Q., épouse d'Arthur Ernest Lionel Wallis.

De Frances Gladys Ruth Leveillé Williams, de Montréal, P.Q., épouse de Karl Ulrich Williams.

M. St-Laurent, membre du Conseil privé du Roi, dépose sur la Table,—Echange de notes (19 et 24 juillet 1945) entre le Canada et la Tchécoslovaquie remettant en vigueur la convention de commerce du 15 mars 1928 à compter du 24 juillet 1945. (Recueil des traités, 1945, No 8).

Aussi,—Copie d'un Accord entre le Canada et le Royaume-Uni visant le prêt au Royaume-Uni de vaisseaux appartenant au Canada (signé à Ottawa le 17 août 1945) rétroactif au 3 décembre 1943. (Recueil des traités, 1945, No 9).

Aussi,—Copie d'un Accord complémentaire entre le Canada et le Royaume-Uni visant le prêt au Royaume-Uni de vaisseaux appartenant au Canada (signé à Ottawa le 17 août 1945) rétroactif au 3 décembre 1943. (Recueil des traités, 1945, No 10).

Et aussi,—Copie d'un Accord entre le Canada et l'Australie visant le prêt à l'Australie de vaisseaux appartenant au Canada (signé à Ottawa le 17 août 1945) rétroactif au 3 décembre 1943. (Recueil des traités, 1945, No 11).

Il dépose aussi sur la Table,—Projet de déclaration concernant l'aménagement du bassin des Grands Lacs et du Saint-Laurent signée à Ottawa le 19 mars 1941.

Aussi,—Copie d'une Résolution conjointe tendant à approuver l'Accord entre les Etats-Unis et le Canada au sujet de la canalisation du bassin des Grands Lacs et du Saint-Laurent, à l'exception de certaines de ses dispositions, etc., résolution présentée, le 2 octobre 1945, au Sénat et à la Chambre des Représentants des Etats-Unis d'Amérique (*S.J. RES. 104*).

Aussi,—Copies de correspondance et documents relatifs à l'aménagement du bassin des Grands Lacs et du Saint-Laurent, 1938-1941.

Aussi,—Copie de correspondance et documents relatifs à l'aménagement du bassin des Grands Lacs et du Saint-Laurent, Supplément No 1, Opinions juridiques et Sommaire des parties principales.

Aussi,—Copie d'un Traité pour l'extradition des malfaiteurs conclu entre le Canada et les Etats-Unis d'Amérique (signé à Washington le 29 avril 1942). (Recueil des traités, 1942, No 10).

Et aussi,—Protocole annexé au Traité pour l'extradition des malfaiteurs entre le Canada et les Etats-Unis d'Amérique. (Signé à Ottawa, le 3 octobre 1945).

M. Martin, membre du Conseil privé du Roi, dépose,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 1er octobre 1945,—Etat montrant:—1. Qui étaient les adjudicataires pour la construction de l'aéroport du C.A.R.C. à Tofini, C.-B.?

2. Quels sont les administrateurs de la compagnie à qui a été adjudgé le contrat?

3. Quelques-uns des administrateurs sont-ils membres du Sénat du Canada?

4. Quels ont été les honoraires versés aux adjudicataires pour cette entreprise?

5. Y a-t-il eu beaucoup d'achats excédentaires dans cette entreprise?

6. Une fois l'entreprise terminée, de combien de tonnes de boulons, d'écrous et d'écrous à chapeau de surplus disposait-on et dont on n'avait pas eu besoin?

7. L'adjudicataire a-t-il reçu des honoraires ou une commission pour ces marchandises de surplus?

8. Combien de camions a-t-on retenus pour cette entreprise et quels étaient les propriétaires de chacun d'entre eux?

9. Combien de nouveaux moteurs à camions a-t-on achetés pour cette entreprise?

10. Dans quelles conditions se trouvaient les camions expédiés par l'adjudicataire?

11. Quel loyer a-t-on payé pour ces camions?

12. A-t-on posé de nouveaux moteurs dans ces camions et qu'est-il advenu de ces moteurs?

13. Quel est le montant total que le gouvernement a payé en réparations de camions et de tracteurs dans cette entreprise?

14. Quel a été le montant des salaires fixés pour la réparation d'un tel outillage?

15. Le gouvernement a-t-il vérifié si on avait obtenu de l'huile, de l'essence ou d'autres frais dans cette entreprise, y compris l'entretien et/ou la mise en bon état d'un yacht luxueux qui naviguait aux environs de cet aéroport?

16. Ce yacht était-il la propriété de l'entrepreneur? Dans l'affirmative, depuis quand et de qui l'avait-il acquis?

17. S'il n'appartenait pas à l'entrepreneur, était-il loué par lui et, s'il en était ainsi, quel en était le propriétaire?

18. Quel a été le coût mensuel d'entretien de ce yacht pendant la durée de la construction de la station?

19. Comment ce yacht a-t-il appartenu à l'entrepreneur?

20. Quel était le nombre des membres de l'équipage de ce yacht?

Aussi,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 1er octobre 1945,—Etat montrant:—1. Est-ce que les sociétés de logement à dividende limité constituées par des municipalités peuvent faire une demande de prêt aux termes de la partie II de la Loi nationale sur l'habitation?

2. Quels critères a-t-on établis pour s'assurer que les 50,000 maisons à être construites au Canada dans le délai d'un an après le jour de la victoire en Europe seront construites dans les localités et pour les familles, celles des anciens combattants comprises, pour lesquelles le besoin s'en fait sentir davantage?

3. Qui empêchera le riche d'obtenir en surenchérissant des matériaux et des ouvriers spécialisés au détriment des autres?

4. Quelles garanties appliquera-t-on pour empêcher que les propriétaires de taudis évalués à un haut prix ne s'entendent avec une institution financière, ou l'une de ses subsidiaires, qui fait l'offre du même site une fois déblayé à une municipalité pour une somme nominale?

5. Des cinq millions de dollars affectés aux enquêtes et aux renseignements, aux termes de la Loi nationale sur l'habitation, en août 1944, quelles sommes a-t-on dépensées a) pour des enquêtes, b) pour la distribution des résultats de ces recherches?

6. Utilise-t-on les dossiers du ministère du Travail et le bureau du personnel technique en temps de guerre dans le but d'obtenir le personnel requis pour les entreprises de reconstruction?

7. Combien de techniciens ont été adjoints au personnel d'administration de la Loi nationale sur l'habitation au cours des six derniers mois?

8. Combien de techniciens ont quitté l'administration de la Loi nationale sur l'habitation au cours des six derniers mois?

Et aussi,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 3 octobre 1945,—Etat montrant:—1. Quelle a été la valeur totale de tous les produits de la pêche, y compris ceux des poissons d'eau douce et de mer, au cours de chacune des années de 1930 à la fin de 1944 inclusivement?

2. Quelle en a été la valeur totale pour chaque province au cours de chacune des années ci-haut mentionnées?

3. Quelle a été la production totale, en livres, pour chacune des diverses provinces, (en donnant la quantité et la valeur pour chaque catégorie) de: a) saumon, b) hareng, c) flétan, d) morue, de toute espèce, au cours de chacune des années de 1930 à la fin de 1944 inclusivement?

M. McCann, membre du Conseil privé du Roi, dépose sur la Table,—Rapport annuel de la Société Radio-Canada pour l'année financière terminée le 31 mars 1945. (Version française).

M. Lapointe, adjoint parlementaire du ministre de la Défense nationale, dépose,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 3 octobre 1945,—Etat montrant:—1. Quelles unités de l'armée canadienne dans le Royaume-Uni ont été désignées pour revenir au Canada avant le 15 octobre?

2. Quelles unités sont déjà arrivées au Canada?

3. Dans chaque unité quelle proportion forme ou formera le personnel relevant de la L.M.R.N.?

4. Combien dans chaque unité ont pris du service avec lesdites unités pour une période de plus de six mois?

Et aussi,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 1er octobre 1945,—Etat montrant:—1. Le personnel de notre C.A.R.C. reçoit-il un congé spécial de retraite de trente jours pour plus de trois années de service?

2. Le personnel a) de la marine, b) de l'armée reçoit-il un congé semblable pour un service équivalent?

3. Sinon, quelle est la raison de cette divergence?

Les questions suivantes qui figuraient au feuilleton ont été changées en ordres de rapport, en vertu du paragraphe 4 de l'article 44 du Règlement, et les officiers compétents en ont été avertis, à savoir:

Par M. Knowles—1. Quelles sont les compagnies privées autorisées à exploiter des lignes aériennes au Canada?

2. Quelles sont les lignes aériennes exploitées par chacune des compagnies ci-dessus mentionnées?

3. Depuis le 17 mars 1944, combien de demandes de permis d'exploitation de lignes aériennes au Canada a-t-on reçues a) des *Canadian Pacific Airlines*, b) de toutes autres compagnies; combien de permis ont été octroyés à ceux dont il est fait mention dans a) et b) depuis ladite date, et quelles sont les lignes aériennes comprises sous les permis ainsi octroyés?

4. La compagnie du chemin de fer Pacifique-Canadien a-t-elle renoncé à la possession des *Canadian Pacific Airlines*? Sinon, le gouvernement a-t-il pris quelques mesures destinées à donner suite à cette action?

5. Quelques réseaux aériens des Etats-Unis ont-ils tenté d'acheter les *Canadian Pacific Airlines* de la compagnie de chemin de fer Pacifique-Canadien?

6. Le gouvernement a-t-il pris quelques mesures dans le but de constituer une corporation de service aérien relevant de la Couronne pour l'exploitation d'embranchements de lignes aériennes dans le centre et l'ouest du Canada? Dans l'affirmative, envisage-t-on l'acquisition par ladite corporation des *Canadian Pacific Airlines*?

Par M. Fraser—1. En combien de divisions le ministère de la Reconstruction a-t-il été partagé?

2. Quels sont les chefs de chaque division?

3. Quel traitement verse-t-on à chacun de ces chefs?

4. Quelles sont, en détail, les fonctions et responsabilités de chaque division?

5. Quel est le nombre total des employés du ministère?

6. De ce nombre, combien ont eu quelque expérience avec des groupements d'associations ouvrières?

7. Quels sont leurs noms et quelles positions occupent-ils?

Par M. Church—Qu'a-t-on fait pour venir en aide aux anciens militaires qui désirent faire la réouverture de leurs magasins de détail?

Par M. Church—1. Combien de soldats des forces servant outre-mer, et de quel théâtre de guerre, ont été condamnés à des termes d'emprisonnement?

2. Combien en a-t-on ramenés au Canada et où sont-ils présentement incarcérés?

3. Combien sont actuellement dans des établissements pénitenciers au Canada?

4. Combien étaient des déserteurs et où les a-t-on emprisonnés à leur retour d'outre-mer?

5. Combien ont été transportés de Fort Henry à Kingston, à la prison fédérale de cette ville ou à une prison située à proximité de la ville, à Collins Bay?

6. Combien a-t-on appréhendé de déserteurs au Canada depuis la fin de la guerre; où sont-ils emprisonnés, et combien sont encore en liberté?

Par M. Hazen—1. Combien d'avions le gouvernement a-t-il vendus au cours des cinq dernières années?

2. A qui chacun de ces avions a-t-il été vendu et combien l'acheteur a-t-il payé pour chaque avion?

Par M. Thatcher—1. Combien de demandes de prêt la Commission canadienne du prêt agricole a-t-elle reçues, dans chacune des provinces des Prairies, du 15 juin 1944 au 1er octobre 1945?

2. Quel est, par province, le nombre de ces prêts que l'on a approuvés?

3. Au cours de la même période, quel est, par province, le nombre de ces prêts qui ont été réellement effectués par la commission?

4. Combien a-t-on fait de prêts en Saskatchewan au cours des années financières 1942 et 1943?

Par M. White (*Hastings-Peterborough*)—Quels sont les impôts qui ont été perçus pour la première fois au cours de la guerre de 1914-1918 et qui n'ont jamais été abolis?

Par M. Stewart (*Winnipeg-Nord*)—1. Quelles sommes le gouvernement fédéral a-t-il payées *a*) au Pacifique-Canadien, *b*) aux Chemins de fer Nationaux du Canada, pour le transport du personnel militaire des trois services armés, pour chacune des années 1939, 1940, 1941, 1942, 1943, 1944 et pour les huit premiers mois de 1945?

2. Quelles sommes a-t-on payées au Pacifique-Canadien et au National-Canadien pour le transport des courriers pour les mêmes années?

Par M. Barrett—1. Quelle a été la somme totale que le Dominion du Canada a empruntée au cours de chacune des années financières terminées le 31 mars de 1940 à 1945 inclusivement?

2. Quelle est la répartition et le classement de ces sommes, en donnant les montants empruntés au cours des emprunts de la Victoire, des banques à charte ou de toute autre façon pour chacune des années financières ci-haut mentionnées?

Par M. Dorion—1. Depuis le premier septembre 1939, quel est le nombre de personnes, dans chacune des provinces, qui ont demandé l'exemption du service militaire, comme objecteurs de conscience?

2. Combien de ces demandes, dans chacune des provinces, *a*) ont été acceptées; *b*) ont été refusées?

3. Quel est le nombre de ces demandes, dans chacune des provinces, qui ont été faites, *a*) avant que l'applicant ait subi son examen médical; *b*) après que l'applicant ait subi son examen médical?

4. Quel est, par groupe, l'origine raciale de ceux qui ont ainsi demandé l'exemption du service militaire comme objecteurs de conscience?

Les Adresses suivantes à Son Excellence l'Administrateur sont votées et les ordres suivants de la Chambre sont transmis aux officiers compétents:

Par M. Fraser—Ordre de la Chambre—Copie de tous rapports, lettres, contrats ou ententes en la possession du gouvernement et se rapportant à la construction de logements de temps de guerre semi-permanents.

Par M. Robinson (*Bruce*)—Adresse à Son Excellence l'Administrateur—Copie des arrêtés en conseil C.P. 149/6991, 134/7263, 151/7263, 154/8855 et 76/9400, mentionnés au paragraphe 45 du rapport de l'Auditeur général pour l'année financière terminée le 31 mars 1944, ainsi que de toute correspondance à ce sujet entre l'Auditeur général et le ministère du Revenu national.

Par M. Desmond—Ordre de la Chambre—Relevé indiquant le montant total des frais de déplacement payés à tout ministre de la Couronne, à son secrétaire particulier, à son secrétaire particulier adjoint ou à tout fonctionnaire attaché au personnel particulier de ce ministre au cours des années financières terminées le 31 mars 1943, 1944 et 1945.

Par M. Diefenbaker—Adresse à Son Excellence l'Administrateur—Copie de toutes pétitions demandant au gouverneur en conseil d'annuler quelque loi adoptée par l'Assemblée législative de la Saskatchewan depuis 1920.

M. Moore propose, appuyé par M. Wright,—Que la Chambre est d'avis que le gouvernement devrait faire immédiatement l'étude de l'à-propos d'encourager l'utilisation la plus complète possible du port de Churchill, Manitoba, et de son outillage, ou de transférer la régie et le contrôle dudit port à une commission mixte nommée par les gouvernements du Manitoba, de la Saskatchewan et de l'Alberta.

Après discussion, ladite motion, mise aux voix, est agréée, sur le vote suivant:

## POUR:

## Messieurs

Abbott,	Douglas,	Lennard,	Rose,
Beaudoin,	Dubois,	Little,	St-Laurent,
Bertrand (Prescott),	Fair,	Low,	Senn,
Black (Châteauguay- Huntingdon),	Farquhar,	McCuaig,	Shaw,
Black (Yukon),	Ferguson,	McCullough	Sinnott,
Blackmore,	Fleming,	(Assiniboia),	Smith (Calgary- Ouest),
Blair,	Fournier (Hull),	Macdonald	Smith (York- Nord),
Blanchette,	Fraser,	(Brantford City),	Stephenson,
Bonnier,	Fulton,	McGarry,	Stewart (Winnipeg- Nord),
Boucher,	Gibson (Comox- Alberni),	McIvor,	Strum, Mme,
Bourget,	Gibson (Hamilton- Ouest),	McKay,	Thatcher,
Bowerman,	Gingues,	Mackenzie,	Townley-Smith,
Bradette,	Glen,	MacKinnon,	Tremblay,
Bradshaw,	Harkness,	McLure,	Tucker,
Bridges,	Harris (Grey-Bruce),	MacNicol,	Tustin,
Bryce,	Hlynka,	Manross,	Webb,
Burton,	Howe,	Martin,	Weir,
Campbell,	Jackman,	Matthews (Brandon),	White (Hastings- Peterborough),
Case,	Jaenicke,	Matthews	White (Middlesex- Est),
Castleden,	Johnston,	(Kootenay-Est),	Winkler,
Charlton,	Jutras,	Maybank,	Wright,
Claxton,	Kidd,	Menary,	Wylie,
Cloutier,	Knight,	Merritt,	Zaplitny—105.
Cockeram,	Lafontaine,	Moore,	
Coldwell,	Langlois,	Nicholson,	
Daniel,	Lapointe,	Nixon,	
Dechêne,	Léger,	Quelch,	
Dion (Lac Saint-Jean- Roberval),		Raymond (Wright),	
		Robinson	
		(Simcoe-Est),	

## CONTRE:

## Messieurs

Belzile,	Golding,	McDonald (Pontiac),	Reid,
Breithaupt,	Healy,	MacLean,	Rinfret,
Côté (Matapédia- Matane),	Lesage,	MacNaught,	Ross (Hamilton- Est),
Emmerson,	McCann,	Mayhew,	Viau,
Gagnon,	McCubbin,	Parent,	Whitman,
Gladstone,	Macdonald (Halifax),	Pinard,	Winters—24.

M. Blackmore propose, appuyé par M. Low,—Que la Chambre est d'avis que le gouvernement devrait faire l'étude immédiate de l'à-propos d'entreprendre la construction du bassin de la rivière St. Marys, point d'importance principale de l'entreprise de conservation des eaux de la région sud-est de Lethbridge dans l'Alberta du sud.

Et un débat s'élevant et se poursuivant;

A onze heures p.m., M. l'Orateur ajourne la Chambre sans mettre la motion aux voix, en vertu de l'article 7 du Règlement, jusqu'à trois heures p.m., demain.

No 28

## JOURNAUX

DE LA

## CHAMBRE DES COMMUNES

## DU CANADA

---

SÉANCE DU MARDI, 16 OCTOBRE 1945

---

## PRIÈRES.

Quatre-vingt-quatre pétitions sont déposées sur la Table.

Le Greffier de la Chambre dépose sur la Table le treizième rapport du greffier des pétitions, exposant qu'il a examiné les pétitions suivantes, toutes demandant l'adoption d'une loi pour dissoudre le mariage et pour obtenir le divorce du demandeur, présentées le 15 octobre, et qu'il a constaté que toutes les prescriptions de l'article 68 du Règlement ont été observées dans chaque cas, savoir:

D'Annie Kandel Ashkanazy, épouse de Philip Ashkanazy, de Montréal, P.Q.—M. *Brown*.

De Marie-Rose-Alba-Germaine Bélair-Blanchard, épouse de Georges Blanchard, de Montréal, P.Q.—M. *Cleaver*.

De Fannie Bly Blanshay, présentement domiciliée à Montréal, P.Q., épouse de Harry Blanshay, d'Outremont, P.Q.,—M. *Cleaver*.

De John Guérin Bowles, de Montréal, P.Q., époux d'Estelle Guertin Bowles.—M. *Cleaver*.

De Samuel Gardner Bradford, de Montréal, P.Q., époux de Jean Stevenson Bradford.—M. *Whitman*.

De Winifred Madge Jones Brown, épouse de Gerard Warren Brown, de Montréal, P.Q.—M. *Whitman*.

De Muriel Gertrude McKnight Carroll, épouse de Thomas Alexander Carroll, de Montréal, P.Q.—M. *Brown*.

D'Ivor Edna Nancy Mosher Clarke, présentement domiciliée à Toronto, épouse de Lawrence Milton Clarke, de Montréal, P.Q.—M. *Cleaver*.

De Florence Mardi Harding, présentement domiciliée dans la ville de New-York, New-York, Etats-Unis, épouse d'Ernest White Harding, de Montréal, P.Q.—M. *Brown*.

De Winnifred Catherine Bird Jackson, épouse d'Hector Arnold Jackson, de Montréal, P.Q.—M. *Benidickson*.

D'Evelyn Isabel May Ramway Jarvis, épouse de Charles Sylvester Jarvis, de Montréal, P.Q.—M. *Brown*.

De Sylvia Pamela Solomon Lande, épouse de Harold Bernard Lande, de Montréal, P.Q.—M. *Cleaver*.

D'Emma Hull Mack, épouse de William George Mack, de Verdun, P.Q.—M. *Brown*.

De Gertrude Rhéaume Marchildon, épouse de Gérard Marchildon, de Montréal, P.Q., qui fait actuellement partie des forces armées de Sa Majesté.—M. *Brown*.

De Kathleen Annette Rolfe McLaughlan, épouse de William McLaughlan, de Montréal, P.Q.—M. *Benidickson*.

De Florence Mary Daniel Nightingale, épouse de Matt Simons Nightingale, de Montréal, P.Q.—M. *Benidickson*.

D'Albert Sephton, de Montréal, P.Q., qui fait actuellement partie des forces armées de Sa Majesté outre-mer, époux de Béatrice Leclair Sephton.—M. *Benidickson*.

De Robert Kirkpatrick Scott, de Montréal, P.Q., époux d'Olive Levina Leete Scott, présentement domiciliée à Verdun, P.Q.—M. *Brown*.

De Frank Edward Quartz, de Verdun, P.Q., qui fait actuellement partie des forces armées de Sa Majesté, époux de Muriel Mildred Myles Quartz.—M. *Benidickson*.

M. Martin, membre du Conseil privé du Roi, dépose,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 1er octobre 1945,—Etat montrant:—1. Depuis la fermeture de la bourse des grains de Winnipeg, combien de boisseaux de blé les meuniers, au Canada, ont-ils achetés de la Commission canadienne du blé pour les fins a) de la consommation domestique, b) de l'exportation?

2. Quel prix a-t-on payé par boisseau?

3. A-t-on versé quelques subventions aux meuniers? Le cas échéant, quels montants?

4. Combien, le boisseau, les meuniers canadiens paient-ils actuellement à la Commission du blé pour le blé moulu et destiné à l'exportation?

5. Verse-t-on quelques subventions aux meuniers canadiens pour le blé moulu destiné à l'exportation? Dans l'affirmative, quels montants?

Et aussi,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 3 octobre 1945,—Etat montrant:—1. La Corporation des biens de guerre ou quelque autre ministère du gouvernement ont-ils aliéné des aéronefs, corvettes ou d'autre matériel de guerre au bénéfice de la République Argentine ou de quelque organisme agissant pour son compte?

2. Dans l'affirmative, a) quels modèles d'avions, en quel nombre et à quels prix, b) combien de corvettes et à quels prix?

3. Sinon, quelque ministère du gouvernement a-t-il octroyé des permis d'exporter des aéronefs, corvettes ou d'autre matériel de guerre en Argentine? Dans l'affirmative, quel en est le nombre dans chaque cas?

M. Mackenzie propose,—Que le lundi 22 octobre prochain, et subséquemment jusqu'à la fin de la session, les avis de motions du gouvernement et les ordres du gouvernement auront priorité, le lundi, sur toutes les autres affaires, sauf la présentation des bills, les questions des députés et les avis de motions pour la production de documents.

Après discussion, ladite motion, mise aux voix, est agréée.

M. Chevrier propose,—Qu'un comité des chemins de fer et de la marine marchande que l'Etat possède, exploite et contrôle soit institué, pour la présente session, afin de faire l'examen des comptes, des prévisions budgétaires et des projets de loi qui ont trait aux Chemins de fer Nationaux du Canada, aux

*Canadian National (West Indies) Steamships* et aux Lignes aériennes Trans-Canada, sous réserve cependant des droits du comité des Subsidés relativement au vote des deniers publics; et que ce comité soit autorisé à assigner des personnes, à faire produire documents et dossiers, et à faire rapport de temps à autre; et que, nonobstant les dispositions de l'article 63 du Règlement, ledit comité se compose de Messieurs Chevrier, Clark, Coyle, Beaudoin, Belzile, Bourget, Emmerson, Gibson (*Comox-Alberni*), Harkness, Harris (*Grey-Bruce*), Harris (*Danforth*), Hazen, Jackman, LaCroix, Lockhart, Maybank, McCulloch (*Pictou*), Moore, Mutch, Nicholson, Picard, Reid et Shaw.

Après discussion, ladite motion, mise aux voix, est agréée.

La Chambre reprend alors l'étude, en comité plénier, d'un certain projet de résolution destinée à accorder à Sa Majesté une somme d'argent d'au plus \$1,365,000,000 pour la défense nationale et la démobilisation, et après avoir accompli quelque progrès et l'avoir rapporté, le comité obtient l'autorisation d'en reprendre l'étude plus tard aujourd'hui.

M. St-Laurent propose,—*Résolu*,—Qu'il y a lieu, pour les Chambres du Parlement, d'approuver l'Accord établissant les Nations Unies et instituant la Charte des Nations Unies et le Statut de la Cour Internationale de Justice, signé à San-Francisco le 26 juin 1945, et que la Chambre approuve cet Accord.

Et un débat s'élevant et se poursuivant;

A six heures de l'après-midi, M. l'Orateur quitte le fauteuil pour le reprendre à huit heures.

*Huit heures p.m.*

(*L'ordre pour les bills privés et publics est appelé en vertu de l'article 15 du Règlement.*)

(*Bills publics*)

A l'appel de l'ordre portant deuxième lecture du Bill No 5, Loi modifiant la Loi de l'impôt de guerre sur le revenu (Communication de renseignements);

M. Knowles propose, appuyé par M. Bryce,—Que ledit bill subisse maintenant sa deuxième lecture.

Et un débat s'élevant et se poursuivant;

L'heure consacrée aux bills privés et publics expire;

La Chambre reprend le débat sur le projet de motion de M. St-Laurent: *Résolu*,—Qu'il y a lieu, pour les Chambres du Parlement, d'approuver l'Accord établissant les Nations Unies et instituant la Charte des Nations Unies et le Statut de la Cour Internationale de Justice, signé à San-Francisco le 26 juin 1945, et que la Chambre approuve cet Accord.

Et le débat se poursuivant, ledit débat est ajourné sur une motion de M. Coldwell.

A l'appel de l'ordre pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des Subsidés;

M. Mackenzie propose,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Et ladite motion, mise aux voix, est agréée.

La Chambre se forme donc de nouveau en comité des Subsidés et après avoir rapporté progrès, le comité obtient l'autorisation de siéger de nouveau à la prochaine séance de la Chambre.

A onze heures p.m., M. l'Orateur ajourne la Chambre sans mettre la motion aux voix, en vertu de l'article 7 du Règlement, jusqu'à trois heures p.m., demain.

No 29

JOURNAUX  
DE LA  
CHAMBRE DES COMMUNES  
DU CANADA

---

SÉANCE DU MERCREDI, 17 OCTOBRE 1945

---

PRIÈRES.

Seize pétitions sont déposées sur la Table.

Le Greffier de la Chambre dépose sur la Table le quatorzième rapport du greffier des pétitions, exposant qu'il a examiné les pétitions suivantes, toutes demandant l'adoption d'une loi pour dissoudre le mariage et pour obtenir le divorce du demandeur, présentées le 12 octobre, et qu'il a constaté que toutes les prescriptions de l'article 68 du Règlement ont été observées dans chaque cas, savoir:

De Josephus Barzyk, de Montréal, P.Q., époux de Helene Kasowicz Barzyk.—*M. McGregor.*

De Joseph-Adolphe-Aimé Berthiaume, de Montréal, P.Q., qui fait actuellement partie des forces armées de Sa Majesté, époux de Grace Annie Goddard Berthiaume.—*M. Maybank.*

De Goldie Levine Boltuck, présentement domiciliée à Outremont, P.Q., épouse d'Isidore Boltuck, de Montréal, P.Q.—*M. Croll.*

De Francesco Saverio Cacchione, de Montréal, P.Q., époux d'Assunta Moschetti Cacchione.—*M. Maybank.*

De Marie Gertrude Owens Conant, épouse de Hurst Waterman Conant, de Montréal, P.Q.—*M. Maybank.*

De Bruno Côté, de Lachine, P.Q., époux de Fernande Clément Côté, présentement domiciliée à Montréal, P.Q.—*M. Brown.*

De Joan Frances Timms Couture, épouse de Henri Couture, de Longueuil, P.Q.—*M. Brown.*

De Juliana Edmonda Isabella Ferdinanda Becquaert de Beaujeu, épouse de Jacques Omfroy Pierre Certain de Beaujeu, de Ste-Marguerite du Lac Masson, P.Q.—*M. Casselman.*

De Leona Mary Murphy de Marky, présentement domiciliée à Toronto, Ont., épouse de Paul Alexander de Marky, de Montréal, P.Q.—*M. Maybank.*

D'Éliane Arcand Dorval, épouse d'Adjutor Dorval, de Montréal, P.Q.—*M. Brown.*

D'Iris Westerberg Duffy, épouse de St-Clair Cyrus Duffy, de Montréal, P.Q.—M. *Smith* (York-Nord).

De Mary Winifred Joyce Dick Dunford, épouse d'Errington Parrish Dunford, de Montréal, P.Q., qui fait actuellement partie des forces armées de Sa Majesté.—M. *Maybank*.

De Phyllis Fitch Farber, présentement domiciliée à Westmount, P.Q., épouse de Samuel Farber, de Montréal, P.Q.—M. *Maybank*.

De Bertha Harris Fineberg, épouse de David Fineberg, de Montréal, P.Q.—M. *Maybank*.

De Donalda Macdonald Fletcher, présentement domiciliée à Lisgar, P.Q., épouse d'Alex. Howard (Harry) Fletcher, de Montréal, P.Q.—M. *Brown*.

D'Edith Pearl Roe Gardner, épouse de William Harris Gardner, de Montréal, P.Q.—M. *Maybank*.

D'Albert-Evariste Gélinas, de Montréal, P.Q., époux d'Anita Beauchamp Gélinas.—M. *Maybank*.

De Thelma Ann Tongue Grant, présentement domiciliée à Montréal, P.Q., épouse de James Isaac Grant, de Longueuil, P.Q.—M. *Maybank*.

D'Omer Guindon, de Sherbrooke, P.Q., époux d'Anna Salois Guindon, présentement domiciliée à Montréal, P. Q.—M. *McGregor*.

D'Evelo Browning Couch Harvey, présentement domiciliée à Montréal, P.Q., épouse de Leitrim Eric Lester Harvey, de Westmount, P.Q.—M. *Maybank*.

D'Elizabeth Jean MacKay Happlewhite, épouse de Victor Louis Happlewhite, de Montréal, P.Q.—M. *Maybank*.

D'Edith Gertrude Jackson Holloway, présentement domiciliée à Montréal, P.Q., épouse de Sydney Hawtrey Holloway, de Westmount, P.Q.—M. *Maybank*.

De Gertrude Silverson Holmes, épouse de Donald Stetson Holmes, de Montréal, P.Q.—M. *Maybank*.

De Gladys Muriel Watson Hooper, présentement domiciliée à Verdun, P.Q., épouse de William Henry Johnson Hooper, de Montréal, P.Q.—M. *Maybank*.

De Della Frances Gardner Hudson, présentement domiciliée à Kingsbury, P.Q., épouse de William Hudson, de Mansonville, P.Q.—M. *Maybank*.

De Louis Humble, de Montréal, P.Q., époux de Marjorie Donoghue Humble, présentement domiciliée à Verdun, P.Q.—M. *Casselman*.

D'Edgar Jean, de Montréal, P.Q., époux de Germaine Marcheterre Jean.—M. *Maybank*.

De Jean-Jacques Lahière, de Montréal, P.Q., époux d'Annette Parent Lahière.—M. *Maybank*.

D'Ernest Lavoie, de Montréal, P.Q., époux de Jeanne Saumur Lavoie.—M. *Maybank*.

D'Helen Louise Clark Leet, épouse de Wheatley Lorne Leet, de Montréal, P.Q.—M. *Maybank*.

De Léopold Lévesque, de Montréal, P.Q., époux de Béatrice Martel Lévesque.—M. *McGregor*.

De Lily Koffman London, présentement domiciliée à Toronto, Ontario, épouse de Samuel London, de Montréal, P.Q.—M. *Maybank*.

De Pearl Woodward McGregor, épouse de Lewis McGregor, de Montréal, P.Q.—M. *Maybank*.

De Sarah Silverstone Michelin, épouse de Charles Michelin, de Montréal, P.Q.—M. *Maybank*.

D'Ernest John Miller, de Montréal, P.Q., époux de Catherine Sinclair Sisto Miller, présentement domiciliée à Ste-Adèle, P.Q.—M. *Maybank*.

D'Eileen Campbell Burfind Morris, présentement domiciliée à Verdun, P.Q., épouse de Stanley Morris, de Ville La Salle, P.Q.—M. *Maybank*.

De Dante Olak, de Montréal, P.Q., époux de Marie Kervran Olak.—M. *McGregor*.

D'Olive Maud Prouse Palmer, épouse de William Francis Palmer, de Montréal, P.Q.—M. *Maybank*.

De Dorothy A. Greenwood Pringle, présentement domiciliée à Montréal, P.Q., épouse d'Alfred Waldron Pringle, de Rimouski, P.Q.—M. *Brown*.

D'Aurore Leblanc Proulx, présentement domiciliée à Ottawa, Ontario, épouse d'Odilon Proulx, de Montréal, P.Q.—M. *Brown*.

De Rita Gendron Reid, épouse de Georges Reid, de Montréal, P.Q.—M. *Brown*.

D'Edward A. Robinson, de Montréal, P.Q., époux d'Isabel Rule Robinson.—M. *Maybank*.

D'Yvette Bourcier Rowley, épouse de Donald D. Rowley, de Montréal, P.Q., qui fait actuellement partie des forces armées de Sa Majesté.—M. *Croll*.

De Royal Tessier, de Montréal, P.Q., époux de Lucille Beaulieu Tessier.—M. *Brown*.

De Reginald Wesley Titcombe, de Montréal, P.Q., qui fait actuellement partie des forces armées de Sa Majesté, époux d'Olive Mary Cooper Titcombe.—M. *Maybank*.

De Hannah Green Turton, épouse d'Edward Purcell Turton, de Montréal, P.Q.—M. *Maybank*.

De Charles Edward Varney, de Sherbrooke, P.Q., époux d'Isabel Marjorie Winslow Varney, d'adresse inconnue.—M. *Brown*.

De Ruby Burnett Walters, présentement domiciliée à Verdun, P.Q., épouse de Cecil Robert Walters, de Montréal, P.Q.—M. *Maybank*.

De Marie Marguerite Hélène Alma Beaulieu Barbeau, épouse de Joseph Alphonse Barbeau, de Montréal, P.Q.—M. *Maybank*.

De Pamela Sarah Atkins Berends, épouse de Pierre Berends, de Montréal, P.Q.—M. *Maybank*.

De George Allenby Bradshaw, de Ville La Salle, P.Q., qui fait actuellement partie des forces armées de Sa Majesté, époux de Una May Frankland Bradshaw, présentement domiciliée à Londres, Angleterre.—M. *Maybank*.

De Nora Jean Cunningham Brisbane, épouse de John Sutherland Brisbane, de Montréal, P.Q.—M. *Maybank*.

De Helen Isabel Dibblee Brown, présentement domiciliée à Montréal, P.Q., épouse de James Howard Brown, de Westmount, P.Q.—M. *Maybank*.

De Woolf (Robert) Cook, de Montréal, P.Q., époux de Yetta Helman Cook.—M. *Maybank*.

De Harold James Chesterman, de Montréal, P.Q., qui fait actuellement partie des forces armées de Sa Majesté, époux de Dorothy Elaine Bailey Chesterman.—M. *Maybank*.

De Waldo James Cousins, de Stanley Bridge, Ile du Prince-Edouard, qui fait actuellement partie des forces armées de Sa Majesté outre-mer, époux de Lois Louise MacPhee Cousins, d'Amherst, Nouvelle-Ecosse.—M. *Maybank*.

De Francis George Dennis, de Brome, P.Q., qui fait actuellement partie des forces armées de Sa Majesté outre-mer, époux de Marion Burnham Dennis.—M. *Maybank*.

De Mary Arden Stead Eberts, épouse de Hermann Livingston Eberts, de Westmount, P.Q.—M. *Maybank*.

De Joe Eisen, de Montréal, P.Q., époux d'Edith Goffman Eisen.—M. *Maybank*.

De Roderick John Elder, d'Athelstan, P.Q., qui fait actuellement partie des forces armées de Sa Majesté outre-mer, époux d'Elizabeth Elliott Elder, présentement domiciliée à Ormstown, P.Q.—M. *Maybank*.

D'Ernest Eldrich Galbraith, de Charlottetown, Ile du Prince-Edouard, qui fait actuellement partie des forces armées de Sa Majesté, époux de Marion Mildred Galbraith, présentement domiciliée à Georgetown, Ile du Prince-Edouard.—M. *Maybank*.

De Mary Anderson Bell Gordon, présentement domiciliée à Outremont, P.Q., épouse de Reginald Garfield Gordon, de Montréal, qui fait actuellement partie des forces armées de Sa Majesté.—M. *Maybank*.

D'Edgar Lucas Graham, de Verdun, P.Q., qui fait actuellement partie des forces armées de Sa Majesté outre-mer, époux de Josephine Brickle Graham.—*M. Maybank.*

De Martha Louise Manful Hatch, épouse de Howard Sadler Hatch, de Montréal, P.Q.—*M. Maybank.*

De Godfrey John Kool, de Montréal, P.Q., qui fait actuellement partie des forces armées de Sa Majesté outre-mer, époux de Margaret May Doyle Kool.—*M. Maybank.*

D'Elsie Pearl Craig MacInnis, épouse de Gerald Lester MacInnis, de Montréal, P.Q., qui fait actuellement partie des forces armées de Sa Majesté.—*M. Maybank.*

De Dorothy Ruth Bennett Macnutt, présentement domiciliée à Montréal, P.Q., épouse de Percival Stephenson Macnutt, de Westmount, P.Q.—*M. Maybank.*

D'Anthony Malt, de Montréal, P.Q., qui fait actuellement partie des forces armées de Sa Majesté, époux de Florence Iona Margaret Mackay Malt, présentement domiciliée à Greenfield Park, P.Q.—*M. Maybank.*

De Joseph McCaffery, de Verdun, P.Q., qui fait actuellement partie des forces de Sa Majesté outre-mer, époux de Winnifred Edith Quicke McCaffery.—*M. Maybank.*

De Neil Sinclair McKechnie, de Montréal, P.Q., qui fait actuellement partie des forces armées de Sa Majesté outre-mer, époux de Jeanne Elaine McLaren McKechnie, présentement domiciliée à Hamilton, Ontario.—*M. Maybank.*

De Cyril James Morgan, de Sherbrooke, P.Q., qui fait actuellement partie des forces armées de Sa Majesté, époux d'Agnes Irene Falconer Morgan, présentement domiciliée à St. Catharines, Ontario.—*M. Maybank.*

De Sylvia Heather McCullough Peck, épouse de Hugh Sands Hamilton Peck, de Montréal, P.Q., qui fait actuellement partie des forces armées de Sa Majesté.—*M. Maybank.*

De Mary Mueller Pierrotte, épouse de Francis Louis John Pierrotte, de Mackayville, P.Q., qui fait actuellement partie des forces armées de Sa Majesté outre-mer.—*M. Maybank.*

De Helen Douglas Stewart Rankin, épouse de Gordon Rankin, de Montréal, P.Q., qui fait actuellement partie des forces armées de Sa Majesté outre-mer.—*M. Maybank.*

De George Ernest Reed, de Verdun, P.Q., époux de Grace Jeanne Breadner Reed, présentement domiciliée à Toronto, Ontario.—*M. Maybank.*

D'Edith Boutilier Snow, présentement domiciliée à Knowlton, P.Q., épouse de Boyd Kitchener Snow, de Montréal, P.Q.—*M. Maybank.*

De Virginie Wallace Knowlton Tousaw, présentement domiciliée à Coaticook, P.Q., épouse d'Albert Anderson Tousaw, de Westmount, P.Q.—*M. Maybank.*

D'Ellen Therese Cramer Watson, épouse de Frank Sidney Watson, de Montréal, P.Q.—*M. Maybank.*

De Cecilia Kate Burrows Andrea, présentement domiciliée à Westmount, P.Q., épouse de August Henry Andrea, de Montréal, P.Q.—*M. Maybank.*

D'Emile Bastien, de Montréal, P.Q., époux de Lorraine Vermette Bastien.—*M. Maybank.*

De Nellie Mugford Brumby, présentement domiciliée à Verdun, P.Q., épouse de Keith Walter Lyon Brumby, de Montréal, P.Q.—*M. Maybank.*

De Helen Eaton Gair Curnew, épouse de Cyril Frederick Curnew, de Montréal, P.Q.—*M. Maybank.*

D'Eric John Hollingsworth, de Montréal, P.Q., qui fait actuellement partie des forces armées de Sa Majesté, époux de Patricia Buchanan Hollingsworth.—*M. Maybank.*

D'Emma Grace Richardson Kriticos, présentement domiciliée à Fort Erie North, Ontario, épouse de Frank Kriticos, de Montréal, P.Q.—*M. Maybank.*

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier a déposé sur la Table le neuvième rapport de l'examineur des pétitions pour bills privés, lequel est lu comme suit:

Conformément à l'article 99, paragraphe 2, du Règlement, l'examineur des pétitions pour bills privés a l'honneur de présenter son neuvième rapport comme suit:

Votre examineur a dûment examiné les pétitions suivantes en obtention de bills privés, chacune demandant l'adoption d'une loi pour accorder le divorce et pour annuler le mariage du pétitionnaire, et il constate que toutes les prescriptions de l'article 95 du Règlement ont été observées dans chaque cas, savoir:

De Fannie Bly Blanshay, de Montréal, P.Q., épouse de Harry Blanshay.

De John Guérin Bowles, de Montréal, P.Q., époux d'Estelle Guérin Bowles.

De Marie-Rose-Alba-Germaine Belair-Blanchard, de Montréal, P.Q., épouse de Georges Blanchard.

D'Ivor Edna Nancy Mosher Clarke, présentement domiciliée à Toronto, Ontario, épouse de Lawrence Milton Clarke, de Montréal, P.Q.

De Muriel Gertrude McKnight Carroll, de Montréal, P.Q., épouse de Thomas Alexander Carroll.

D'Alma Eva Inch Evans, de Montréal, P.Q., épouse de John William Alphonsus Evans.

De Celia Calp Hecht, présentement domiciliée à Saint-John, Nouveau-Brunswick, épouse de Sol Hecht, de Montréal, P.Q.

De Dorothy Catherine Benson Hunter, de Westmount, P.Q., épouse de Charles Thomas Walter Hunter.

De Vencel Humenay, de Montréal, P.Q., époux d'Anna Bodi Humenay.

De Florence Mardi Harding, présentement domiciliée dans la ville de New-York, E.-U., épouse d'Ernest White Harding, de Montréal, P.Q.

De Dorothy Marie Christensen Korning, de St-Lambert, P.Q., épouse de Joern Eilert Korning.

D'Ann Agnes Hyson Kellogg, de Montréal, P.Q., épouse d'Aubry Lynn Kellogg.

De Narcisse Lord, de Magog Est, P.Q., époux d'Yvonne Dubois Lord.

De Mary Theresa Sharp MacKay, de Montréal, P.Q., épouse de John Andrew Abbott MacKay.

D'Annette Lea Marion Macnab, de Verdun, P.Q., épouse d'Alexander Rose Macnab.

De Robert Marshall Miller, de Verdun, P.Q., époux de Lillian Hetty Vickers Miller.

De Gertrude Rhéaume Marchildon, de Montréal, P.Q., épouse de Gérard Marchildon.

D'Emma Hull Mack, de Verdun, P.Q., épouse de William George Mack.

De Kathleen Annette Rolfe McLaughlan, de Montréal, P.Q., épouse de William McLaughlan.

De Florence Mary Daniel Nightingale, de Montréal, P.Q., épouse de Matt Simons Nightingale.

De Francis Needan Quirk, de Montréal, P.Q., époux d'Edna Mack Quirk.

De Joseph Marcel Rouleau, d'Iberville, P.Q., époux de Rollande Adam Rouleau.

De Lillie Bromberg Seidlitz, de Montréal, P.Q., épouse de Stanley Seidlitz.

De Robert Kirkpatrick Scott, de Montréal, P.Q., époux d'Olive Levina Leete Scott.

M. St-Laurent, membre du Conseil privé du Roi, dépose sur la Table,— Copie d'un arrêté en conseil C.P. 6562, approuvé le 17 octobre 1945: stipulant que les employeurs pourront opérer des déductions de seize pour cent, pour fins d'impôt sur le revenu, sur les versements de salaires postérieurs au 14 octobre 1945.

M. Chevrier, membre du Conseil privé du Roi, dépose sur la Table,— Budget financier des chemins de fer Nationaux du Canada et des *Canadian National (West Indies) Steamships, Limited*, pour l'année civile 1945.

Sur motion de M. Chevrier, il est ordonné,—Que le budget financier des chemins de fer Nationaux du Canada et des *Canadian National (West Indies) Steamships, Limited*, soit transmis au comité sessionnel des chemins de fer et des lignes de navigation que le gouvernement possède, contrôle et exploite, en même temps que le rapport annuel des lignes aériennes Trans-Canada, pour l'année 1944, déposé en Chambre sur la Table, le 11 avril 1945, ainsi que les rapports annuels suivants pour l'année 1944, qui ont été déposés sur la Table de la Chambre, le 12 avril 1945:

Réseau des chemins de fer Nationaux du Canada,  
*Canadian National (West Indies) Steamships, Limited*,  
Fonds de garantie des chemins de fer Nationaux du Canada,  
Rapport des Auditeurs au Parlement;

avec les item suivants du budget des dépenses pour l'année 1945-46:

Vote 377, Loi des taux de transport des marchandises dans les Provinces maritimes,—Chemins de fer Canadiens Nationaux.

Vote 378, Loi des taux de transport des marchandises dans les Provinces maritimes,—Chemins de fer autres que le Canadien-National.

Vote 421, Bac transbordeur et termini de l'Île du Prince-Edouard,—Déficit, 1945.

Et que la résolution adoptée par la Chambre le 7 septembre 1945, transmettant l'étude de certaines dépenses au comité des Subsidés, soit annulée en tant qu'elle s'applique aux item Nos 377, 378 et 421.

M. Martin, membre du Conseil privé du Roi, dépose,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 1er octobre 1945,—État montrant:—1. De 1938 à 1945 inclusivement, quel a été, a) en quantité, b) en valeur, et par pays, le total annuel des exportations canadiennes de bois de construction de toute espèce?

2. Pour chacune desdites années, quels prix le Royaume-Uni a-t-il payés pour le bois de construction de toute espèce?

3. Le régisseur du bois a-t-il pris part aux négociations relatives auxdits prix?

4. Le ministère des Munitions et approvisionnements ou quelque autre ministère du gouvernement ont-ils pris part aux négociations touchant lesdits prix?

5. Le ministre des Munitions et approvisionnements ou quelque autre ministère du gouvernement ont-ils approuvé ces prix?

Et aussi,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 10 octobre 1945,—État montrant:—1. Quel est le nombre de pneus d'automobiles en magasin chez les fabricants ou les marchands?

2. Quel était le nombre disponible de pneus au Canada au cours de chaque année de 1938 à 1942?

3. Quand les stocks actuels seront-ils offerts au public en général?

Il dépose aussi, par ordre de Son Excellence le Gouverneur général,— Rapport du commissaire des brevets pour l'année financière terminée le 31 mars 1945. (Version française).

Les questions suivantes qui figuraient au feuilleton ont été changées en ordres de rapport, en vertu du paragraphe 4 de l'article 44 du Règlement, et les officiers compétents en ont été avertis, à savoir:

Par M. Nicholson—1. Quels engagements financiers le gouvernement fédéral a-t-il faits pour indemniser les intéressés des dégâts causés à Halifax le jour de la Victoire en Europe?

2. Quels engagements financiers le gouvernement fédéral a-t-il pris pour indemniser les intéressés des dégâts causés par les récentes explosions dans la région de Halifax?

M. Mayhew, adjoint parlementaire du ministre des Finances, dépose immédiatement le rapport de l'ordre ci-haut mentionné.

Par M. Wright—1. Quelle quantité de matériel ou de fournitures de guerre, a) neuf, b) usagé, le gouvernement canadien a-t-il aliénée à d'autres nations depuis le jour de la victoire en Europe?

2. Quelles quantités de matériel ont été livrées à chacune de ces nations jusqu'à cette date?

3. Sous quelles conditions a-t-on aliéné ce matériel et ces fournitures?

L'ordre suivant de la Chambre est envoyé aux officiers compétents:

Par M. White (*Hastings-Peterborough*)—Ordre de la Chambre—Etat donnant le nombre des particuliers payant l'impôt sur le revenu, le montant du revenu net sur lequel l'imposition a été approuvée et les impôts établis, au cours de chacune des années financières, de 1939 à 1945 inclusivement, suivant les catégories de groupe de revenus; et le pourcentage que le nombre des contribuables de chaque catégorie et le montant des impôts établis à l'égard des particuliers de chaque groupe représentent, respectivement, par rapport au nombre total des contribuables et à la totalité des taxes imposées.

M. McCann, membre du Conseil privé du Roi, dépose immédiatement la réponse à l'ordre ci-haut mentionné.

M. Dorion propose, appuyé par M. Gagnon,—Considérant que, le 5 juillet 1943, une résolution était adoptée par cette Chambre à l'effet qu'une adresse soit présentée à Sa Majesté le Roi pour qu'un amendement soit fait à l'Acte de l'Amérique britannique du Nord aux fins suivantes:

“Nonobstant toutes dispositions des Actes de l'Amérique britannique du Nord, 1867 à 1940, il ne sera pas nécessaire de rajuster la représentation des provinces à la Chambre des communes, en conséquence du recensement fait en l'an mil neuf cent quarante et un, avant la première session que le Parlement du Canada tiendra après la cessation des hostilités entre le Canada et le Reich allemand, le royaume d'Italie et l'empire du Japon.”

“La présente loi peut être citée sous le titre: Acte de l'Amérique britannique du Nord, 1943; et les Actes de l'Amérique britannique du Nord, 1867 à 1940; l'Acte de l'Amérique britannique du Nord, 1907, et la présente loi peuvent être citées ensemble comme les Actes de l'Amérique britannique du Nord, 1867 à 1943.”;

Considérant que la première session du Parlement du Canada après la cessation des hostilités entre le Canada et le Reich allemand, le royaume d'Italie et l'empire du Japon, est présentement en cours,

La Chambre est d'avis que le gouvernement devrait se conformer à la résolution ci-dessus et mettre immédiatement à l'étude l'à-propos de procéder au cours de la présente session à la représentation des provinces à la Chambre des communes, selon les dispositions de l'Acte de l'Amérique britannique du Nord.

Et un débat s'élevant, ledit débat est ajourné sur une motion de M. Mutch.

A six heures p.m., M. l'Orateur ajourne la Chambre sans mettre la motion aux voix, en vertu de l'article 6 du Règlement, jusqu'à trois heures p.m., demain.

No 30

JOURNAUX  
DE LA  
CHAMBRE DES COMMUNES  
DU CANADA

---

SÉANCE DU JEUDI, 18 OCTOBRE 1945

---

PRIÈRES.

Le Greffier de la Chambre dépose sur la Table le quinzième rapport du greffier des pétitions, exposant qu'il a examiné les pétitions suivantes, toutes demandant l'adoption d'une loi pour dissoudre le mariage et pour obtenir le divorce du demandeur, présentées le 17 octobre, et qu'il a constaté que toutes les prescriptions de l'article 68 du Règlement ont été observées dans chaque cas, savoir:

De Thomas Beach, de Verdun, P.Q., époux d'Eva Smithman Beach, présentement domiciliée à Montréal, P.Q.—M. *Maybank*.

De Bernard Cook, de Montréal, P.Q., époux de Lilian Pring Cook.—M. *Casselman*.

D'Ernest Crête, de Verdun, P.Q., époux de Martha Rodie Crête, présentement domiciliée à Ville La Salle, P.Q.—M. *MacLean*.

D'Albert Wilson Harvey, de Verdun, P.Q., époux de Mary Theresa Sweeney Harvey, aussi connue sous le nom de Mary Johnson Reid, d'adresse inconnue.—M. *Maybank*.

D'Amy Helen Bowerman Hume, épouse de William Edward Hume, de Sherbrooke, P.Q., qui fait actuellement partie des forces armées de Sa Majesté outre-mer.—M. *Maybank*.

D'Edith Elise Holbrook Hume, présentement domiciliée à Weston, Massachusetts, Etats-Unis d'Amérique, épouse de John Polworth Hume, de Sherbrooke, P.Q., qui fait actuellement partie des forces armées de Sa Majesté outre-mer.—M. *Maybank*.

De Dorothy Adams Acer McDougall, épouse de John Rae McDougall, de Montréal, P.Q.—M. *Maybank*.

De Molly Shusterman Percher, épouse d'Issie Percher, de Montréal, P.Q.—M. *Maybank*.

D'Archibald John Pratt, de Waterville, P.Q., époux de Margaret Graves Pratt, présentement domiciliée à Stanstead, P.Q.—M. *Maybank*.

De Robert Dickerson Silverman, de Montréal, P.Q., qui fait actuellement partie des forces armées de Sa Majesté, époux de Margaret Helen Fyke Silverman, présentement domiciliée à Ottawa, Ontario.—M. *Maybank*.

De Winnifred Pearl Simcox, présentement domiciliée à Ottawa, Ontario, épouse d'Arthur Lewis Simcox, de Kenogami, P.Q.—M. *Maybank*.

Le Greffier de la Chambre dépose sur le Bureau le seizième rapport du greffier des pétitions, exposant qu'il a examiné les pétitions suivantes présentées le 17 courant, et qu'il a constaté que toutes les prescriptions de l'article 68 du Règlement ont été observées dans chaque cas, savoir:

D'Andrew Yonosko, de Kenogami, P.Q., et autres, qui désirent l'adoption d'une loi constituant en corporation la *Canadian National Slovak Benefit Association*.—M. *Maybank*.

De Charles Camsell, d'Ottawa, et autres, qui désirent l'adoption d'une loi constituant en corporation l'Institut arctique de l'Amérique du Nord.—M. *Benidickson*.

D'Henry S. Voth, de Winkler, Manitoba, et autres, qui désirent l'adoption d'une loi constituant en corporation la Conférence canadienne de la *Mennonite Brethren Church of North America*.—M. *Maybank*.

De Roy K. Bullas, de Kitchener, Ontario, et autres, qui désirent l'adoption d'une loi constituant en corporation la *Canada Health and Accident Assurance Corporation*.—M. *Breithaupt*.

Du Collège Royal des Médecins et chirurgiens du Canada qui demande l'adoption d'une loi modifiant la loi les constituant en corporation.—M. *McGarry*.

M. Maybank, du comité permanent des Chemins de fer et de la marine marchande que l'Etat possède, exploite et contrôle, présente le premier rapport dudit comité qui se lit comme suit:

Votre comité recommande:

1. Qu'il soit autorisé à faire imprimer, au jour le jour, 500 exemplaires en anglais et 200 en français de ses procès-verbaux et témoignages et que soit suspendue à cet effet l'application de l'article 64 du Règlement.

2. Qu'il soit autorisé à siéger pendant les séances de la Chambre.

3. Que son quorum soit réduit de 12 à 8.

Du consentement de la Chambre, sur motion de M. Maybank, ledit rapport est agréé.

M. Fournier (*Hull*), membre du Conseil privé du Roi, dépose,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 10 octobre 1945:—Copie de tous les rapports que Jacques Gréber a soumis au gouvernement et/ou à la Commission du district fédéral relativement à l'embellissement d'Ottawa.

M. Martin, membre du Conseil privé du Roi, dépose,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 15 octobre 1945,—Etat montrant:—Qu'a-t-on fait pour venir en aide aux anciens militaires qui désirent faire la réouverture de leurs magasins de détail?

M. Maybaw, adjoint parlementaire du ministre des Finances, dépose,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 15 octobre 1945,—Etat montrant:—1. Quelle a été la somme totale que le Dominion du Canada a empruntée au cours de chacune des années financières terminées le 31 mars de 1940 à 1945 inclusivement?

2. Quelle est la répartition et le classement de ces sommes, en donnant les montants empruntés au cours des emprunts de la Victoire, des banques à charte ou de toute autre façon pour chacune des années financières ci-haut mentionnées?

M. Lapointe, adjoint parlementaire du ministre de la Défense nationale, dépose,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 1er octobre 1945,—Etat montrant:—1. Du commencement de septembre 1939 à la fin de mai 1945, combien d'hommes examinés en vue de leur engagement dans les forces armées du Canada ont été réformés parce qu'ils étaient physiquement inaptes?

2. Quel pourcentage ce chiffre représente-t-il par rapport au nombre total de ceux qui ont été examinés?

3. Combien d'entre eux appartenaient respectivement à la marine, à l'armée et à l'aviation?

4. Quelles raisons médicales a-t-on données pour leur refus?

Et aussi,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 10 octobre 1945,—Etat montrant:—Quel est le nombre total des personnes qui se sont enrôlées dans les forces armées au cours de la guerre et qui ont donné l'Ile du Prince-Edouard comme leur domicile?

M. Mitchell, membre du Conseil privé du Roi, dépose sur la Table,—Copies d'arrêtés en conseil adoptés en vertu des dispositions de la Loi des mesures de guerre, comme suit:

Arrêté en conseil C.P. 6524, approuvé le 13 octobre 1945: nomination de sous-commissaires pour les salaisons de *Burns and Company Limited*, dont le gouvernement a assumé l'administration, en vertu de l'arrêté en conseil C.P. 6481, en date du 11 octobre 1945.

Arrêté en conseil C.P. 6492, approuvé le 12 octobre 1945: nomination de Lucien Dugas, de Joliette, P.Q., comme membre de la Commission nationale du travail en temps de guerre, pour succéder à M. Léon Lalande, de Montréal, P.Q.

Arrêté en conseil C.P. 6493, approuvé le 12 octobre 1945: pourvoyant au maintien en fonctionnement des logements et des cantines mis à la disposition des débardeurs au port de Halifax.

M. McCann, membre du Conseil privé du Roi, dépose sur la Table,—Copie d'un arrêté en conseil adopté en vertu des dispositions de la Loi d'impôt de guerre sur le revenu et de la Loi des mesures de guerre, comme suit:

Arrêté en conseil C.P. 8640, approuvé le 10 novembre 1944: relativement aux allocations de dépréciation en vertu de l'article 6 (1) *n*) (ii) de la Loi d'impôt de guerre sur le revenu.

Les questions suivantes qui figuraient au feuillet ont été changées en ordres de rapport, en vertu du paragraphe 4 de l'article 44 du Règlement, et les officiers compétents en ont été avertis, à savoir:

Par M. Blackmore—1. Au cours des années 1940, 1941, et des premiers mois de 1942, le ministère du Revenu national a-t-il perçu *a*) un droit, *b*) une taxe d'échange en temps de guerre de dix pour cent, *c*) une taxe spéciale d'accise de trois pour cent, sur le sucre de canne brut importé au Canada?

2. A-t-on supprimé ces trois taxes ou impôts en 1942?

3. Dans l'affirmative, à quelle date; en vertu de quelle autorité et pour quelle raison chacun de ces impôts a-t-il été supprimé?

Par M. McCullough (*Assiniboia*)—1. Depuis le jour de la victoire en Europe, combien de jeeps, de voitures de service militaire et de camions de l'armée ont été expédiés à l'extérieur du Canada?

2. A qui ont-ils été expédiés?

3. Combien de véhicules de chaque modèle ont été aliénés?

4. A qui et à quel prix a-t-on aliéné chaque modèle des véhicules ci-haut mentionnés?

Par M. Harkness—1. Au 1er août 1945, combien y avait-il d'officiers et de marins classés actuellement enrôlés dans la force permanente de la Marine royale canadienne?

2. De ces marins classés, combien étaient des matelots?

3. Quelle était la répartition de ces derniers en premiers maîtres, maîtres, quartiers-maîtres, matelots brevetés et matelots de pont?

4. Combien de marins classés de chacune des cinq catégories susmentionnées prévoit-on parmi le 10,000 hommes d'effectifs de la marine d'après-guerre?

5. Au 1er août 1939, combien dans chacune de ces catégories étaient enrôlés dans la force permanente?

Par M. Nicholson—1. Combien le gouvernement fédéral a-t-il dépensé pour le dragage sur le fleuve Saint-Laurent et dans le port de Montréal, et pour l'exploitation et les frais d'administration du chenal maritime du fleuve Saint-Laurent, au cours des années 1940 à 1944 inclusivement?

2. Au cours des années 1940 à 1944 inclusivement, combien a-t-on dépensé sous le régime de la Loi des taux de transport des marchandises dans les provinces maritimes pour indemniser les chemins de fer de la différence entre les taux de tarifs et les tarifs normaux sur toutes les marchandises transportées au cours des années ci-dessus mentionnées?

3. Au cours des années ci-haut mentionnées, combien a-t-on dépensé pour la construction et les améliorations en rapport avec le chemin de fer de la Baie d'Hudson, et pour combler les pertes subies dans l'exploitation du chemin de fer au cours desdites années?

4. Au cours desdites années, quelles sommes le gouvernement fédéral a-t-il avancées pour les entreprises suivantes: a) port de Montréal; b) port de Churchill; c) port de Vancouver; d) port de Halifax?

Par M. Diefenbaker—1. Combien a-t-on établi ou institué d'offices ou de commissions a) depuis le 3 septembre 1939; b) depuis le jour de la Victoire en Europe?

2. Quels sont les détails de ces offices ou commissions, y compris les noms des personnes qui détiennent actuellement des positions sur chaque office ou commission?

Par M. Diefenbaker—1. Combien d'arrêtés en conseil adoptés en vertu de la Loi des mesures de guerre depuis le 13 septembre 1939 ont été abrogés ou révoqués depuis le jour de la Victoire a) en Europe, b) au Japon?

2. De ce nombre combien étaient des ordonnances de régisseurs?

Par M. McGregor—1. Quel est le montant que le gouvernement a payé en subventions du 1er septembre 1939 au 15 septembre 1945?

2. Pour quels produits a-t-on versé des subventions au cours de cette période et quel montant a-t-on payé pour chaque produit?

Par M. Thatcher—1. Quel est le nombre de personnes à l'emploi a) du service civil, b) des commissions permanentes du gouvernement, qui sont âgées de plus de 65 ans?

2. Combien a-t-on nommé de ces employés de plus de 65 ans depuis le jour de la Victoire au Japon?

La Chambre reprend alors le débat ajourné sur le projet de motion de M. St-Laurent:

*Résolu.*—Qu'il y a lieu, pour les Chambres du Parlement, d'approuver l'Accord établissant les Nations Unies et instituant la Charte des Nations Unies et le Statut de la Cour Internationale de Justice, signé à San-Francisco le 26 juin 1945, et que la Chambre approuve cet Accord.

Et le débat se poursuivant:

M. Low propose en amendement, appuyé par M. Blackmore:

Que la résolution soit modifiée

- a) en intercalant à la première ligne le mot "avant" à la suite du mot "Parlement"; et
- b) en intercalant à la suite du millésime 1945 les mots suivants: "d'instituer une campagne d'éducation, par tout le Canada, pour la durée d'un mois, en accordant, sur le réseau national de Radio-Canada, une période de temps abondante, gratuite et égale à ceux qui, dans cette Chambre, s'opposent à la Charte sous sa forme actuelle, et à ceux qui l'approuvent, afin que la population canadienne puisse avoir toutes les facilités possibles d'étudier le projet, et, à la lumière d'un jugement réfléchi, puisse faire connaître son opinion pour guider les Chambres du Parlement".

M. l'Orateur décide que ce projet d'amendement est inacceptable parce qu'il entraîne une dépense de deniers publics.

De cette décision, M. Low en appelle à la Chambre.

Et M. l'Orateur soumet alors à la Chambre la question suivante: La décision de l'Orateur doit-elle être maintenue?—et elle est maintenue par le vote suivant:

POUR:

Messieurs

Abbott,	Cockeram,	Gladstone,	Lesage,
Barrett,	Coldwell,	Glen,	Little,
Beaudoin,	Côté (Matapédia-	Golding,	Lockhart,
Beaudry,	Matane),	Gour (Russell),	McCann,
Belzile,	Côté (Saint-Jean-	Gourd (Chapleau),	McCuaig,
Benidickson,	Iberville-	Graydon,	McCubbin,
Bertrand (Laurier),	Napierville),	Green,	McCullough
Bertrand	Côté (Verdun),	Hallé,	(Assiniboïa),
(Terrebonne),	Croll,	Hamel,	McDonald (Parry-
Blair,	Dechêne,	Harris (Grey-Bruce),	Sound),
Blanchette,	Denis,	Hazen,	McDonald (Pontiac),
Bonnier,	Dion (Lac Saint-Jean-	Healy,	McGarry,
Boucher,	Roberval),	Henderson,	McIlraith,
Rourget,	Dorion,	Héon,	McIvor,
Bowerman,	Douglas,	Hodgson,	McKay,
Bracken,	Drope,	Jackman,	Mackenzie,
Bradette,	Dubois,	Jaenicke,	MacKinnon,
Bradshaw,	Emmerson,	Jean,	McLure,
Breithaupt,	Farquhar,	Jutras,	McMaster,
Bridges,	Ferguson,	Kidd,	MacNaught,
Brooks,	Fleming,	Kirk,	MacNicol,
Brown,	Fontaine,	Knight,	Marier,
Bruce,	Fournier (Hull),	Knowles,	Marquis,
Bryce,	Fulton,	LaCroix,	Martin,
Burton,	Gagnon,	Lafontaine,	Matthews (Brandon),
Campbell,	Gardiner,	Lalonde,	Matthews
Case,	Gariépy,	Langlois,	(Kootenay-Est),
Charlton,	Gauthier (Nipissing),	Lapalme,	Maybank,
Chevrier,	Gauthier (Portneuf),	Lapointe,	Mayhew,
Church,	Gibson (Comox-	Laurendeau,	Menary,
Cloutier,	Alberni),	Lennard,	

Michaud,	Rinfret,	Sinnott,	Webb,
Moore,	Robinson (Bruce),	Stephenson,	Weir,
Mullins,	Robinson	Stewart (Winnipeg-	White (Hastings-
Mutch,	(Simcoe-Est),	Nord),	Peterborough),
Nicholson,	Rose,	Stokes,	White (Middlesex-
Nixon,	Ross (Hamilton-	Strum, Mme,	Est),
Pearkes,	Est),	Townley-Smith,	Whitman,
Pinard,	Ross (St. Paul's),	Tremblay,	Winkler,
Raymond (Wright),	St-Laurent,	Tucker,	Winters,
Reid,	Senn,	Viau,	Wright,
Richard (Gloucester),	Sinclair (Ontario),	Warren,	Zaplitny—153.

## CONTRE:

## Messieurs

Hlynka,	Johnston,	Low,	Quelch,
Jaques,	Kuhl,	Marshall,	Shaw,
			Wylie—9.

Et le débat se poursuivant sur la motion principale; ledit débat est ajourné sur une motion de M. Bradette.

M. Mackenzie propose,—Que l'on suspende l'ordre des affaires entre 8 et 9 heures du soir vendredi, le 19 octobre, et que l'on revienne aux affaires du gouvernement afin de discuter la résolution inscrite au nom du Premier ministre relativement à la Charte des Nations Unies.

Et ladite motion, mise aux voix, est agréée.

A onze heures p.m., M. l'Orateur ajourne la Chambre sans mettre la motion aux voix, en vertu de l'article 7 du Règlement, jusqu'à trois heures p.m., demain.

No 31

JOURNAUX  
DE LA  
CHAMBRE DES COMMUNES  
DU CANADA

---

SÉANCE DU VENDREDI, 19 OCTOBRE 1945

---

## PRIÈRES.

M. Martin, membre du Conseil privé du Roi, dépose,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 3 octobre 1945,—Etat montrant:—1. Quels sont les noms de toutes les personnes qui ont été nommées au rang de sous-ministre depuis le 1er janvier 1944?

2. Quels sont les titres de compétence de chacune de ces personnes?
3. Quel traitement verse-t-on à chacune de ces personnes?
4. Quel traitement recevait le prédécesseur de chacune de ces personnes?

M. Macdonald (*Halifax*), adjoint parlementaire du ministre de la Défense nationale, dépose,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 11 octobre 1945,—Etat montrant:—1. Quels sont les noms de toutes les personnes détenant le grade de commodore ou d'un grade supérieur dans la Marine royale canadienne qui ont été mises à la retraite depuis le 1er janvier 1943?

2. Quelle a été la date de la mise à la retraite de chacune de ces personnes?
3. Quelle pension ou allocation annuelle a été accordée à chacune de ces personnes?

M. Lapointe, adjoint parlementaire du ministre de la Défense nationale, dépose,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 1er octobre 1945,—Etat montrant:—1. Combien d'hommes ont été libérés des services armés sur la recommandation des comités de classement industriel et de libération?

2. Quel était le classement de ces personnes par métiers et professions?
3. Combien de ces personnes n'avaient pas pris de service outre-mer?
4. Combien de ces personnes étaient des soldats appelés en vertu de la L.M.R.N.?

Aussi,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 3 octobre 1945,—Etat montrant:—1. Combien d'anciens prisonniers de guerre appartenant a) à l'armée canadienne, b) au C.A.R.C. sont encore outre-mer?

2. Quand compte-t-on ramener au Canada tous les anciens prisonniers de guerre appartenant à l'armée et au C.A.R.C.?

3. Pour quelles raisons n'a-t-on pas ramené ces hommes au Canada avant aujourd'hui?

Aussi,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 4 octobre 1945,—Etat montrant:—1. Quel était, au 1er janvier 1945, le nombre des officiers et simples soldats au quartier général de la Défense nationale, et quel en est le nombre à l'heure actuelle?

2. Quel était, au 1er janvier 1945, le nombre des officiers et simples soldats au quartier général canadien de la Défense et quel en est le nombre à l'heure actuelle?

3. Quel était, au 1er janvier 1945, le nombre des officiers et simples soldats à l'état-major de la 1ère armée canadienne, et quel en est le nombre à l'heure actuelle?

4. Les états-majors des 1er et 2ème corps d'armée canadiens ont-ils été complètement licenciés? Sinon, pourquoi ne l'a-t-on pas fait?

5. Existait-il un service destiné à surveiller la manutention et l'aliénation de tout le matériel allemand connu sous le nom d'Eclipse?

6. Dans l'affirmative, quel était, au 1er juin 1945, le nombre d'officiers et de simples soldats occupés à ce travail et quel en est le nombre à l'heure actuelle?

Et aussi,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 15 octobre 1945,—Etat montrant:—1. Combien de soldats des forces servant outre-mer, et de quel théâtre de guerre, ont été condamnés à des termes d'emprisonnement?

2. Combien en a-t-on ramenés au Canada et où sont-ils présentement incarcérés?

3. Combien sont actuellement dans des établissements pénitenciers au Canada?

4. Combien étaient des déserteurs et où les a-t-on emprisonnés à leur retour d'outre-mer?

5. Combien ont été transportés de Fort Henry à Kingston, à la prison fédérale de cette ville ou à une prison située à proximité de la ville, à Collins Bay?

6. Combien a-t-on appréhendé de déserteurs au Canada depuis la fin de la guerre; où sont-ils emprisonnés, et combien sont encore en liberté?

M. Mayhew, adjoint parlementaire du ministre des Finances, dépose,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 15 octobre 1945,—Etat montrant:—1. Combien de demandes de prêt la Commission canadienne du prêt agricole a-t-elle reçues, dans chacune des provinces des Prairies, du 15 juin 1944 au 1er octobre 1945?

2. Quel est, par province, le nombre de ces prêts que l'on a approuvés?

3. Au cours de la même période, quel est, par province, le nombre de ces prêts qui ont été réellement effectués par la commission?

4. Combien a-t-on fait de prêts en Saskatchewan au cours des années financières 1942 et 1943?

La Chambre reprend alors le débat ajourné sur le projet de motion de M. Ilsley:—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour permettre à la Chambre de se former de nouveau en comité des Voies et Moyens.

Et ladite motion, mise aux voix;

M. Macdonnell (*Muskoka-Ontario*) propose en amendement, appuyé par M. Diefenbaker:

Que l'on retranche de la motion tous les mots qui suivent "Que" et qu'on les remplace par les suivants:

"La Chambre regrette:

- a) qu'aucun programme pratique n'ait été présenté pour assurer pleine production et embauchage total;
- b) qu'aucune politique satisfaisante n'ait été proposée pour éliminer les dépenses extravagantes du gouvernement;
- c) qu'aucune mesure suffisante n'ait été prise pour apporter un soulagement immédiat aux contribuables de revenu modique contre les taxes excessives".

Et un débat s'élevant, ledit débat est ajourné sur une motion de M. Coldwell.

La Chambre reprend alors le débat ajourné sur le projet de motion de M. St-Laurent:

*Résolu*.—Qu'il y a lieu, pour les Chambres du Parlement, d'approuver l'Accord établissant les Nations Unies et instituant la Charte des Nations Unies et le Statut de la Cour Internationale de Justice, signé à San-Francisco le 26 juin 1945, et que la Chambre approuve cet Accord.

Et après plus ample discussion, ladite motion, mise aux voix, est adoptée.

Sur motion de M. Mackenzie, la Chambre s'ajourne à 10 heures 40 minutes p.m., jusqu'à lundi prochain à trois heures de l'après-midi.

No 32

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

---

SÉANCE DU LUNDI, 22 OCTOBRE 1945

---

PRIÈRES.

Une pétition est déposée sur la Table.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier a déposé sur la Table le dixième rapport de l'examineur des pétitions pour bills privés, lequel est lu comme suit:

Conformément à l'article 99, paragraphe 2, du Règlement, l'examineur des pétitions pour bills privés a l'honneur de présenter son dixième rapport comme suit:

Votre examineur a dûment examiné les pétitions suivantes en obtention de bills privés, chacune demandant l'adoption d'une loi pour accorder le divorce et pour annuler le mariage du pétitionnaire, et il constate que toutes les prescriptions de l'article 95 du Règlement ont été observées dans chaque cas, savoir:

De Joseph-Adolphe-Aimé Berthiaume, de Montréal, P.Q., époux de Grace Annie Goddard Berthiaume.

De Josephus Barzyk, de Montréal, P.Q., époux d'Hélène Kasowicz Barzyk.

De George Allenby Bradshaw, de Ville La Salle, P.Q., époux d'Una May Frankland Bradshaw.

De Pamela Sarah Atkins Berends, de Montréal, P.Q., épouse de Pierre Berends.

De Nora Jean Cunningham Brisbane, de Montréal, P.Q., épouse de John Sutherland Brisbane.

De Marie Marguerite Hélène Alma Beaulieu Barbeau, de Montréal, P.Q., épouse de Joseph-Alphonse Barbeau.

D'Helen Isabel Dibblee Brown, de Montréal, P.Q., épouse de James Howard Brown.

De Waldo James Cousins, de Stanley Bridge, Ile du Prince-Edouard, époux de Lois Louise MacPhee Cousins.

De Francesco Saverio Cacchione, de Montréal, P.Q., époux d'Assunta Moschetti Cacchione.

D'Iris Ester Westerberg Duffy, de Montréal, P.Q., épouse de St. Clair Cyrus Duffy.

De Francis George Dennis, de Brome, P.Q., époux de Marion Burnham Dennis.

De Joe Eisen, de Montréal, P.Q., époux d'Edith Goffman Eisen.

De Roderick John Elder, d'Athelstan, P.Q., époux d'Elizabeth Elliott Elder.

De Phyllis Fitch Farber, de Westmount, P.Q., épouse de Samuel Farber.

De Donald Macdonald Fletcher, de Lisgar, P.Q., épouse d'Alexander Howard (Harry) Fletcher.

De Bertha Harris Fineberg, de Montréal, P.Q., épouse de David Fineberg.

D'Edith Pearl Roe Gardner, de Montréal, P.Q., épouse de William Harris Gardner.

De Thelma Ann Tongue Grant, de Montréal, P.Q., épouse de James Isaac Grant.

De Mary Anderson Bell Gordon, d'Outremont, P.Q., épouse de Reginald Garfield Gordon.

D'Omer Guindon, de Sherbrooke, P.Q., époux d'Anna Salois Guindon.

D'Albert Evariste Gélinas, de Montréal, P.Q., époux d'Anita Beauchamp Gélinas.

D'Edgar Lucas Graham, de Verdun, P.Q., époux de Josephine Brickle Graham.

De Martha Louise Manful Hatch, de Montréal, P.Q., épouse de Howard Sadler Hatch.

De Della Frances Gardner Hudson, de Kingsbury, P.Q., épouse de William Hudson.

D'Albert Wilson Harvey, de Verdun, P.Q., époux de Mary Theresa Sweeney Harvey.

De Gladys Muriel Watson Hooper, de Verdun, P.Q., épouse de William Henry Johnson Hooper.

D'Edith Gertrude Jackson Holloway, de Montréal, P.Q., épouse de Sydney Hawtrey Holloway.

D'Amy Helen Bowerman Hume, de Sherbrooke, P.Q., épouse de William Edward Hume.

D'Edith Elise Holbrook Hume, présentement domiciliée à Weston, Massachusetts, E.-U. d'Amérique, épouse de John Polworth Hume, de Sherbrooke, P.Q.

D'Evelo Browning Couch Harvey, de Montréal, P.Q., épouse de Leitrim Eric Lester Harvey.

De Louis Humble, de Montréal, P.Q., époux de Marjorie Donoghue Humble.

D'Edgar Jean, de Montréal, P.Q., époux de Germaine Marcheterre Jean.

D'Emma Grace Richardson Kriticos, présentement domiciliée à Fort Erie North, Ontario, épouse de Frank Kriticos, de Montréal, P.Q.

De Godfrey John Kool, de Montréal, P.Q., époux de Margaret May Doyle Kool.

De Lilly Koffman London, présentement domiciliée à Toronto, Ontario, épouse de Samuel London, de Montréal, P.Q.

D'Helen Louise Clark Leet, de Montréal, P.Q., épouse de Wheatley Lorne Leet.

De Jean-Jacques Lahiere, de Montréal, P.Q., époux d'Annette Parent Lahiere.

De Léopold Levesque, de Montréal, P.Q., époux de Béatrice Martel Levesque.

D'Ernest Lavoie, de Montréal, P.Q., époux de Jeanne Saumur Lavoie.

D'Ernest John Miller, de Montréal, P.Q., époux de Catherine Sinclair Sisto Miller.

D'Anthony Malt, de Montréal, P.Q., époux de Florence Iona Margaret Mackay Malt.

D'Elsie Pearl Craig MacInnis, de Montréal, P.Q., épouse de Gerald Lester MacInnis.

D'Eileen Campbell Burfind Morris, de Verdun, P.Q., épouse de Stanley Morris.

De Cyril James Morgan, de Sherbrooke, P.Q., époux d'Agnes Irene Falconer Morgan.

De Neil Sinclair McKechnie, de Montréal, P.Q., époux de Jeanne Elaine McLaren McKechnie.

De Joseph McCaffery, de Verdun, P.Q., époux de Winnifred Edith Quicke McCaffery.

De Pearl Woodward McGregor, de Montréal, P.Q., épouse de Lewis McGregor.

De Dante Olak, de Montréal, P.Q., époux de Marie Kervran Olak.

De Sylvia Heather McCulloch Peck, de Montréal, P.Q., épouse de Hugh Sands Hamilton Peck.

D'Aurore Leblanc Proulx, présentement domiciliée à Ottawa, Ontario, épouse d'Odilon Proulx, de Montréal, P.Q.

D'Archibald John Pratt, de Waterville, P.Q., époux de Margaret Graves Pratt.

De Mary Mueller Pierrotte, de Mackayville, P.Q., épouse de Francis Louis John Pierrotte.

D'Olive Maud Prouse Palmer, de Montréal, P.Q., épouse de William Frances Palmer.

De Rita Gendron Reid, de Montréal, P.Q., épouse de George Reid.

De George Ernest Reed, de Verdun, P.Q., époux de Grace Jeanne Breadner Reed.

D'Yvette Bourcier Rowley, de Montréal, P.Q., épouse de Donald D. Rowley.

D'Edward A. Robinson, de Montréal, P.Q., époux d'Isabel Rule Robinson.

D'Edith Boutillier Snow, de Knowlton, P.Q., épouse de Boyd Kitchener Snow.

De Royal Tessier, de Montréal, P.Q., époux de Lucille Beaulieu Tessier.

De Virginia Wallace Knowlton Tousaw, de Coaticook, P.Q., épouse d'Albert Anderson Tousaw.

De Charles Edward Varney, de Sherbrooke, P.Q., époux d'Isabel Marjorie Winslow Varney.

D'Ellen Therese Cramer Watson, de Montréal, P.Q., épouse de Frank Sidney Watson.

M. Mackenzie, membre du Conseil privé du Roi, dépose,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 18 octobre 1945,—Etat montrant:—1. Combien d'arrêtés en conseil adoptés en vertu de la Loi des mesures de guerre depuis le 13 septembre 1939 ont été abrogés ou révoqués depuis le jour de la Victoire a) en Europe, b) au Japon?

2. De ce nombre combien étaient des ordonnances de régisseurs?

M. Fournier (*Hull*), membre du Conseil privé du Roi, dépose,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 1er octobre 1945,—Etat montrant:—1. De combien d'employés des postes ayant été atteints par la limite d'âge retient-on les services dans le district postal de Winnipeg?

2. Quel était, a) au 1er septembre 1939, b) au 1er septembre 1942, c) au 1er septembre 1945, le nombre total de facteurs dans le district postal de Winnipeg?

3. Combien a) de facteurs, b) d'autres employés des postes, du district postal de Winnipeg, se sont enrôlés dans les forces armées au cours de la seconde grande guerre? Combien d'entre eux sont revenus dans le service postal?

M. Martin, membre du Conseil privé du Roi, dépose,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 3 octobre 1945,—Etat montrant:—1. Depuis le 1er janvier 1940, a-t-on nommé quelque personne au rang de sous-ministre adjoint autrement que par l'intermédiaire de la Commission du service civil?

2. Dans l'affirmative, quels sont les noms de ces personnes et quel traitement verse-t-on à chacune de ces personnes?

3. Suivant quel procédé chacune de ces personnes a-t-elle été nommée et pour quelle raison a-t-on eu recours à ce procédé dans chaque cas?

Et aussi,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 15 octobre 1945,—Etat montrant:—1. Quelles sont les compagnies privées autorisées à exploiter des lignes aériennes au Canada?

2. Quelles sont les lignes aériennes exploitées par chacune des compagnies ci-dessus mentionnées?

3. Depuis le 17 mars 1944, combien de demandes de permis d'exploitation de lignes aériennes au Canada a-t-on reçues a) des *Canadian Pacific Airlines*, b) de toutes autres compagnies; combien de permis ont été octroyés à ceux dont il est fait mention dans a) et b) depuis ladite date, et quelles sont les lignes aériennes comprises sous les permis ainsi octroyés?

4. La compagnie du chemin de fer Pacifique-Canadien a-t-elle renoncé à la possession des *Canadian Pacific Airlines*? Sinon, le gouvernement a-t-il pris quelques mesures destinées à donner suite à cette action?

5. Quelques réseaux aériens des Etats-Unis ont-ils tenté d'acheter les *Canadian Pacific Airlines* de la compagnie de chemin de fer Pacifique-Canadien?

6. Le gouvernement a-t-il pris quelques mesures dans le but de constituer une corporation de service aérien relevant de la Couronne pour l'exploitation d'embranchements de lignes aériennes dans le centre et l'ouest du Canada? Dans l'affirmative, envisage-t-on l'acquisition par ladite corporation des *Canadian Pacific Airlines*?

M. Abbott, membre du Conseil privé du Roi, dépose,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 1er octobre 1945,—Etat montrant:—1. Combien de lits, et dans combien d'hôpitaux et à quels endroits, le ministère de la Défense nationale met-il à la disposition de nos malades et blessés pour le compte a) de la marine, b) de l'armée, c) de l'aviation respectivement?

2. Combien a) de médecins, b) d'infirmières, c) de dentistes, d) d'autres membres du personnel faisaient partie des effectifs de la marine, de l'armée et de l'aviation outre-mer et au Canada?

3. Combien en a-t-on démobilisés dans chaque catégorie?

M. Mitchell, membre du Conseil privé du Roi, dépose sur la Table,—Copie d'un arrêté en conseil adopté en vertu des dispositions de la Loi sur l'assistance aux chômeurs et l'aide à l'agriculture, 1940, comme suit:

Arrêté en conseil C.P. 6507, approuvé le 16 octobre 1945: renouvellement d'un prêt au montant de \$380,000, consenti à la province de la Colombie-Britannique, et acceptant en garantie un bon du trésor de ladite province portant intérêt au taux de trois pour cent par année.

M. Mayhew, adjoint parlementaire du ministre des Finances, dépose sur la Table,—Rapport des opérations de la Monnaie royale du Canada pour l'année terminée le 31 décembre 1944.

Du consentement de la Chambre, M. Martin présente le Bill No 20, Loi concernant la citoyenneté, la nationalité et la naturalisation, ainsi que le statut des étrangers, qui est lu la première fois et dont la deuxième lecture est remise à la prochaine séance de la Chambre.

Les questions suivantes qui figuraient au feuilleton ont été changées en ordres de rapport, en vertu du paragraphe 4 de l'article 44 du Règlement, et les officiers compétents en ont été avertis, à savoir:

Par M. Reid—1. A-t-on accordé de l'aide financière à ceux qui s'adonnaient à l'industrie de la pêche au cours de l'une ou l'autre des années 1930 à 1944?

2. Dans l'affirmative, quelle aide financière, par province, a-t-on accordée au cours de chacun de ces années?

3. Pour quelles fins a-t-on accordé cette aide financière?

4. Combien de pêcheurs ont reçu une telle aide?

Par M. Coldwell—1. Quelles quantités de sucre a-t-on exportées du Canada, et à destination de quels pays, au cours de 1941, 1942, 1943, 1944 et des sept premiers mois de 1945?

2. Quelles quantités de bonbons ou d'autres produits du sucre a-t-on exportées du Canada, et à destination de quels pays, au cours de 1941, 1942, 1943, 1944 et des sept premiers mois de 1945?

M. MacKinnon, membre du Conseil privé du Roi, dépose immédiatement le rapport de l'ordre ci-haut mentionné.

Par M. Johnston—1. Le ministère des Munitions et approvisionnements ou la Commission des prix et du commerce en temps de guerre ou la Corporation des biens de surplus de la Couronne ou tout autre ministère du gouvernement ont-ils des baignoires en magasin à la *Spillers Mills* à Calgary?

2. Les départements précités du gouvernement ont-ils de la latte de gyproc en magasin à l'aéroport de Bowden, Alberta? Dans l'affirmative, en quelle quantité et où s'est-on procuré cette latte?

Par M. Castleden—1. Quels étaient les camps a) de l'armée, b) de l'aviation, pouvant accommoder 800 hommes ou plus, en service le jour de la Victoire en Europe?

2. De ces camps, combien a) ont été abandonnés comme établissements militaires, b) ont été déclarés de surplus?

3. Quels sont les effectifs militaires dans ces camps abandonnés comme centres d'instruction et que maintiennent a) l'armée, b) l'aviation?

Par M. Murphy—1. Quel a été le coût total du camp d'Ipperwash?

2. Quels en ont été les entrepreneurs?

3. Combien a-t-on payé à chacun d'entre eux a) pour la construction des bâtiments; b) pour le régalage et l'entretien; c) pour chacune de toutes les autres dépenses?

Par M. Cardiff—1. Quel est le nombre d'anciens combattants de cette guerre qui se sont inscrits aux écoles d'administration et de secrétariat dans les villes de Regina et de Saskatoon?

2. Quels sont les noms des écoles où ils se sont inscrits et quel est le nombre d'inscrits dans chaque école?

Par M. Fraser—1. Le ministère des Affaires des anciens combattants a-t-il remplacé le ministère des Munitions et approvisionnements à la direction des Foyers pour hommes et pour femmes, désignés comme entreprises No 3 et No 4 de la *Wartime Housing Limited*?

2. Le cas échéant, se propose-t-il d'utiliser les ameublements, lits et matelas?

3. A-t-on vendu quelques ameublements, lits ou matelas?
4. Le cas échéant, à qui les a-t-on vendus?
5. Quel en a été le prix de vente?

Les adresses suivantes à Son Excellence l'Administrateur sont votées et avec les ordres suivants de la Chambre sont transmis aux officiers compétents:

Par M. Diefenbaker—Adresse à Son Excellence l'Administrateur—Copie de tous arrêtés en conseil ou ordonnances adoptés depuis le 30 mars 1944, modifiant, suspendant ou changeant de quelque autre façon l'application de toute loi adoptée par le Parlement du Canada, ou l'abrogeant en tout ou en partie, ainsi que de la liste de toutes les lois ainsi visées.

Par M. Diefenbaker—Ordre de la Chambre—Copie de tous mémoires, lettres et autres documents reçus par le ministère de la Justice depuis le 3 septembre 1939, contenant quelque consultation juridique, que ce soit de la part des légistes de l'Etat ou d'autres avocats, concernant l'assujettissement des corporations de la Couronne à l'imposition municipale.

M. St-Laurent, membre du Conseil privé du Roi, dépose immédiatement la réponse à l'ordre ci-haut mentionné.

Par M. Murphy—Ordre de la Chambre—Copie de tous documents, correspondance, lettres et promesses de vente relatifs ou se rapportant à la vente des terrains actuellement compris dans les limites du camp de l'armée d'Ipperwash dans le comté de Lambton.

Par M. Pouliot—Adresse à Son Excellence l'Administrateur—1. Copie des dépêches du Secrétaire d'Etat aux Colonies, en date du 16 décembre 1865 et du 16 juillet 1870, autorisant le pavillon des navires du gouvernement canadien;

2. Copie de l'ordonnance de l'Amirauté, en date du 2 février 1892, permettant "l'usage sur les navires enregistrés dans le Dominion" du pavillon de la marine marchande canadienne;

3. Copie de la dépêche du Secrétaire d'Etat aux Colonies, datée de Downing Street, le 21 mai 1912, et adressée au Gouverneur général du Canada, dans laquelle il est déclaré que "le pavillon marchand, avec les armoiries du Dominion du Canada au battant, ne sera utilisé seulement que par les navires de la marine marchande canadienne";

4. Copie de tous arrêtés en conseil, règlements et ordonnances relatifs aux-dits pavillons.

M. Mitchell propose,—Que le projet de résolution suivante soit référé pour étude au comité permanent des Affaires extérieures:

*Résolu*,—Que cette Chambre approuve la Convention (révisée) concernant la protection des travailleurs occupés au chargement et au déchargement des bateaux contre les accidents, qui a été adoptée par la Conférence générale de l'Organisation internationale du Travail de la Société des Nations, à sa seizième session, à Genève, le vingt-septième jour d'avril 1932.

Après discussion, ladite motion, mise aux voix, est agréée.

M. Mitchell propose,—Que le projet de résolution suivante soit référé pour étude au comité permanent des Affaires extérieures:

*Résolu*,—Que cette Chambre approuve la Convention concernant les statistiques des salaires et des heures de travail dans les principales industries minières et manufacturières, y compris le bâtiment et la construction, et dans l'agricul-

ture, convention adoptée par la Conférence générale de l'Organisation internationale du Travail de la Société des Nations, à sa vingt-quatrième session, à Genève, le vingtième jour de juin 1938.

Après discussion, ladite motion, mise aux voix, est agréée.

La Chambre se forme en comité plénier pour étudier un projet de résolution destinée à modifier la Loi sur les lignes aériennes Trans-Canada de 1937, et après avoir accompli quelque progrès, qui est rapporté, le comité obtient l'autorisation d'en reprendre l'étude à la prochaine séance de la Chambre.

La Chambre reprend alors l'étude, en comité plénier, d'un certain projet de résolution destinée à accorder à Sa Majesté une somme d'argent d'au plus \$1,365,000,000 pour la défense nationale et la démobilisation, et après avoir accompli quelque progrès et l'avoir rapporté, le comité obtient l'autorisation d'en reprendre l'étude à la prochaine séance de la Chambre.

A onze heures p.m., M. l'Orateur ajourne la Chambre sans mettre la motion aux voix, en vertu de l'article 7 du Règlement, jusqu'à trois heures p.m., demain.

No 33

## JOURNAUX

DE LA

## CHAMBRE DES COMMUNES

## DU CANADA

---

SÉANCE DU MARDI, 23 OCTOBRE 1945

---

## PRIÈRES.

Le Greffier de la Chambre dépose sur la Table le dix-septième rapport du greffier des pétitions qui a examiné la pétition suivante présentée le 22 courant, demandant l'adoption d'une loi pour accorder le divorce et dissoudre le mariage du demandeur, et il déclare que le délai étant expiré pour recevoir des pétitions en instance de bills privés, celle-ci ne peut pas être acceptée, à savoir:

D'Andrew Prem-Das, de Montréal, P.Q., époux d'Iva Loraine Showers Prem-Das, présentement domiciliée à Detroit, Michigan, Etats-Unis d'Amérique.—M. *Maybank*.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier a déposé sur la Table le onzième rapport de l'examineur des pétitions pour bills privés, lequel est lu comme suit:

Conformément à l'article 99, paragraphe 2, du Règlement, l'examineur des pétitions pour bills privés a l'honneur de présenter son onzième rapport comme suit:

Votre examineur a dûment examiné les pétitions suivantes en obtention de bills privés, et il constate que toutes les prescriptions de l'article 95 du Règlement ont été observées dans chaque cas, savoir:

De Charles Camsell, d'Ottawa, Ontario, et autres, pour une loi constituant en corporation l'Institut arctique de l'Amérique du Nord.

D'Andrew Yanosko, de Kenogji, P.Q., et autres, pour une loi constituant en corporation la *Canadian National Slovak Benefit Association*.

De Henry S. Voth, de Winkler, Manitoba, et autres, pour une loi constituant en corporation la *Canadian Conference of the Mennonite Brethren Church of North America*.

Du Collège Royal des Médecins et Chirurgiens du Canada, pour une loi modifiant la loi qui les constitue en corporation.

M. Bradette, du comité permanent des Affaires extérieures, présente le premier rapport dudit comité qui se lit comme suit:

Votre comité recommande:

1. Qu'il soit autorisé à faire imprimer au jour le jour 500 exemplaires en anglais et 200 exemplaires en français de ses procès-verbaux et des témoignages entendus, et que soit suspendue à cet égard l'application de l'article 64 du Règlement.

2. Qu'il soit autorisé à siéger pendant les séances de la Chambre.

Du consentement de la Chambre, sur motion de M. Bradette, ledit rapport est agréé.

Sur motion de M. Mackenzie, il est ordonné,—Que le nom de M. Sinclair (*Vancouver-Nord*) remplace celui de M. Reid comme membre du comité permanent des Affaires extérieures.

M. Ilsley, membre du Conseil privé du Roi, dépose sur la Table,—Copie d'un arrêté en conseil adopté en vertu des dispositions de la Loi canadienne de 1936 sur la radiodiffusion, telle que modifiée, comme suit:

Arrêté en conseil C.P. 6641, approuvé le 23 octobre 1945: nomination de M. A. Davidson Dunton, de Montréal, comme gouverneur de la Société Radio-Canada et président de la Société.

Il dépose aussi sur la Table,—Copies d'arrêtés en conseil adoptés en vertu des dispositions de la Loi des remaniements et transferts de fonctions dans le service public, S.R.C., 1927, chapitre 165, comme suit:

Arrêté en conseil C.P. 6552, approuvé le 18 octobre 1945: transférant les services de radiodiffusion et leur administration, en vertu des dispositions de la Loi canadienne de 1936 sur la radiodiffusion, du ministre des Services nationaux de guerre, au ministre des Revenus nationaux, l'honorable J. J. McCann.

Arrêté en conseil C.P. 6553, approuvé le 18 octobre 1945: transférant l'administration des services de l'Office national du film, en vertu des dispositions de la Loi de l'Office national du film, 1939, du ministre des Services nationaux de guerre, à l'honorable Brooke Claxton, ministre de la Santé et du bien-être national.

Sur motion de M. Mackenzie, il est ordonné,—Que, après mercredi le vingt-quatre octobre et chaque jour, par la suite, jusqu'à la fin de la session, les avis de motions du gouvernement et les mesures du gouvernement soient pris en considération au cours de toutes les séances de la Chambre, nonobstant toute disposition de l'article 15 du Règlement ou toute résolution adoptée par la Chambre au cours de la présente session, sous la réserve, cependant, que cet ordre ne vise pas la présentation des bills, les questions et les avis de motions pour la production de documents qui seront appelés en vertu des dispositions de l'article 15 du Règlement.

La Chambre reprend alors l'étude en comité plénier d'un projet de résolution destiné à modifier la Loi sur les lignes aériennes Trans-Canada, 1937.

Et la Chambre poursuivant sa séance en comité;

A six heures du soir, M. l'Orateur revient au fauteuil et le quitte pour y revenir à huit heures du soir.

*Huit heures du soir.*

*(En vertu des dispositions de l'article 15 du Règlement, on fait l'appel des bills privés et publics.)*

*(Bills publics)*

A l'appel de la deuxième lecture du bill No 6, Loi modifiant la Loi de la Commission canadienne du blé, 1935;

M. Fair, appuyé par M. Blackmore, propose,—Que ledit bill soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élevant et se poursuivant;

L'heure consacrée aux bills privés et publics expire.

La Chambre reprend alors l'étude en comité plénier d'un projet de résolution destiné à modifier la Loi sur les lignes aériennes Trans-Canada, 1937.

*(En comité)*

La résolution suivante est adoptée:

*Résolu*,—Qu'il y a lieu de présenter une mesure destinée à modifier la Loi sur les Lignes aériennes Trans-Canada, 1937, dans le but de porter le capital de cinq à vingt-cinq millions de dollars et d'autoriser les Chemins de fer Nationaux du Canada à émettre des valeurs jusqu'à concurrence de vingt-cinq millions de dollars pour acquérir le capital social de la Corporation; d'accorder au Gouverneur en conseil l'autorité de constituer des corporations afin de conclure des contrats avec les Lignes aériennes Trans-Canada pour l'exploitation et l'entretien de transports commerciaux aériens; de stipuler aussi l'octroi à ces corporations de subventions payables à même les deniers que votera le Parlement, et de pourvoir à la résiliation du contrat actuel du transport des courriers et à l'exécution d'un nouveau contrat pour le transport des courriers.

Résolution à rapporter.

Ladite résolution est rapportée, lue la deuxième fois et agréée.

Du consentement de la Chambre, M. Howe présente alors le Bill No 21, Loi modifiant la Loi sur les lignes aériennes Trans-Canada, 1937, qui est lu la première fois et dont la deuxième lecture est remise à la prochaine séance de la Chambre.

La Chambre reprend alors l'étude, en comité plénier, d'un certain projet de résolution destinée à accorder à Sa Majesté une somme d'argent d'au plus \$1,365,000,000 pour la défense nationale et la démobilisation, et après avoir accompli quelque progrès et l'avoir rapporté, le comité obtient l'autorisation d'en reprendre l'étude à la prochaine séance de la Chambre.

A onze heures p.m., M. l'Orateur ajourne la Chambre sans mettre la motion aux voix, en vertu de l'article 7 du Règlement, jusqu'à trois heures p.m., demain.

No 34

JOURNAUX  
DE LA  
CHAMBRE DES COMMUNES  
DU CANADA

---

SÉANCE DU MERCREDI, 24 OCTOBRE 1945

---

PRIÈRES.

M. Abbott, membre du Conseil privé du Roi, dépose,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 18 octobre 1945,—Etat montrant:—1. Au 1er août 1945, combien y avait-il d'officiers et de marins classés actuellement enrôlés dans la force permanente de la Marine royale canadienne?

2. De ces marins classés, combien étaient des matelots?

3. Quelle était la répartition de ces derniers en premiers maîtres, maîtres, quartiers-maîtres, matelots brevetés et matelots de pont?

4. Combien de marins classés de chacune des cinq catégories susmentionnées prévoit-on parmi le 10,000 hommes d'effectifs de la marine d'après-guerre?

5. Au 1er août 1939, combien dans chacune de ces catégories étaient enrôlés dans la force permanente?

M. Martin, membre du Conseil privé du Roi, dépose,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 10 octobre 1945,—Copie de tous rapports, correspondance et enquêtes que possède quelque ministère du gouvernement relativement au projet d'aménagement hydraulique de la rivière Petitcodiac.

Et aussi,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 15 octobre 1945,—Etat montrant:—Quels sont les impôts qui ont été perçus pour la première fois au cours de la guerre de 1914-1918 et qui n'ont jamais été abolis.

M. Church présente, appuyé par M. McGregor, avec le consentement de la Chambre, le Bill No 22, Loi modifiant la Loi des juges, qui subit sa première lecture et dont la deuxième lecture est remise à la prochaine séance de la Chambre.

Les questions suivantes qui figuraient au feuilleton ont été changées en ordres de rapport, en vertu du paragraphe 4 de l'article 44 du Règlement, et les officiers compétents en ont été avertis, à savoir:

Par M. Pouliot—Quel a été le coût du Service des Relations extérieures (Armée) dans chaque district militaire, chaque année, depuis le début de la guerre?

Par M. Nicholson—1. Quelle a été la quantité totale de la production a) de boissons alcooliques au Canada, b) de boissons de malt, c) de bière, d) de vin, au cours de chacune des années de 1935 à 1944?

2. Quelle a été, pour chacune des années précitées, la quantité totale de la consommation au Canada a) de boissons alcooliques, b) de boissons de malt, c) de bière, d) de vin?

L'Adresse suivante a été votée à Son Excellence l'Administrateur et les ordres suivants de la Chambre sont transmis aux officiers compétents:

Par M. Gladstone pour M. Isnor—Ordre de la Chambre—Copie de tous rapports, correspondance et autres documents échangés entre C. A. Massey, de *Lever Brothers*, de Toronto, ou tout fonctionnaire de cette compagnie, et toute division ou tout fonctionnaire du gouvernement, au cours des trois derniers mois, ayant trait aux logements à bas prix construits par le gouvernement.

Par M. Bertrand (*Terrebonne*)—Ordre de la Chambre—Copie de tous les documents, transferts, demandes de transferts, etc., contenus dans le dossier du soldat Marcel Poirier, D-497231, actuellement cantonné au Dépôt No 8, RCASC, Sardis, C.-B.

Par M. Fulton—Adresse à Son Excellence l'Administrateur—1. Copie de tous marchés, correspondance et ententes, depuis le 5 mai 1944, entre le gouvernement canadien et a) le gouvernement des États-Unis d'Amérique, b) l'*Imperial Oil Company of Canada*, c) tout autre gouvernement ou société, concernant ou touchant l'aliénation de l'entreprise de Canol et/ou de toutes autres ressources pétrolières réelles ou éventuelles au Yukon ou dans les Territoires du Nord-Ouest;

2. Copie de tous les documents et arrêtés en conseil du gouvernement établis ou adoptés depuis le 5 mai 1944 concernant ou touchant l'aliénation de l'entreprise de Canol et/ou de toutes autres ressources pétrolières réelles ou éventuelles au Yukon ou dans les Territoires du Nord-Ouest.

M. Harkness propose, appuyé par M. Henderson,—Que la Chambre est d'avis que le gouvernement devrait entreprendre l'étude des modifications à apporter prochainement à la Loi des pensions de vieillesse dans le but d'en étendre l'application aux Indiens du Canada.

Et un débat s'élevant et se poursuivant;

A six heures p.m., M. l'Orateur ajourne la Chambre sans mettre la motion aux voix, en vertu de l'article 6 du Règlement, jusqu'à trois heures p.m., demain.

No 35

JOURNAUX  
DE LA  
CHAMBRE DES COMMUNES  
DU CANADA

---

SÉANCE DU JEUDI, 25 OCTOBRE 1945

---

PRIÈRES.

Une pétition est déposée sur la Table.

M. McCann, membre du Conseil privé du Roi, dépose,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 3 octobre 1945,—Copie de tous rapports, correspondance et autres documents que possède le gouvernement et datés des trois dernières années touchant ou concernant l'émission, la prolongation ou le transfert d'un permis pour un poste de radio à ou près Port-Alberni, Colombie-Britannique.

M. Martin, membre du Conseil privé du Roi, dépose,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 10 octobre 1945,—Etat montrant:—1. Quelle est l'étendue totale du terrain acheté pour l'école de bombardement et de tir à Dafoe, Saskatchewan?

2. De quelles personne ou personnes a-t-on acheté ce terrain?

3. Quel a été, à l'exclusion du coût du terrain, le coût total de construction de cet aéroport?

4. Cet aéroport a-t-il été remis à quelque autre département ou groupement?

5. Dans l'affirmative, qui en a actuellement le contrôle et la gestion?

6. Sinon, quand disposera-t-on de cette propriété?

Aussi,—Réponse à une adresse à Son Excellence l'Administrateur, en date du 22 octobre 1945,—Copie de tous arrêtés en conseil ou ordonnances adoptés depuis le 30 mars 1944, modifiant, suspendant ou changeant de quelque autre façon l'application de toute loi adoptée par le Parlement du Canada, ou l'abrogeant en tout ou en partie, ainsi que de la liste de toutes les lois ainsi visées.

Et aussi,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 24 octobre 1945, —Copie de tous rapports, correspondance et autres documents échangés entre C. A. Massey, de *Lever Brothers*, de Toronto, ou tout fonctionnaire de cette compagnie, et toute division ou tout fonctionnaire du gouvernement, au cours des trois derniers mois, ayant trait aux logements à bas prix construits par le gouvernement.

Les questions suivantes qui figuraient au feuilleton ont été changées en ordres de rapport, en vertu du paragraphe 4 de l'article 44 du Règlement, et les officiers compétents en ont été avertis, à savoir:

Par M. Coldwell—1. Y a-t-il des brevets appartenant à des corporations ou ressortissants allemands, japonais ou italiens en la possession ou sous le contrôle du Séquestre des biens ennemis ou de quelque ministère du gouvernement?

2. Le cas échéant, quel en est le nombre pour chaque pays ennemi?

3. Des organismes du gouvernement ou des industries canadiennes se servent-ils de l'un ou l'autre de ces brevets?

4. Dans l'affirmative, paie-t-on des redevances pour l'usage de ces brevets et qui paie ces redevances?

5. Quelles sommes a-t-on payées ou sont dues au Séquestre des biens ennemis pour les brevets de pays ennemis sur lesquels on exerce contrôle?

6. Quelles mesures le gouvernement a-t-il prises relativement a) à la disposition de ces brevets, une fois la paix déclarée, b) à la disposition des redevances?

M. Martin, membre du Conseil privé du Roi, dépose immédiatement la réponse à l'ordre ci-haut mentionné.

Par M. Castleden—1. Quel officier de marine représentait Percy Sullivan, V-16947, de la réserve des volontaires de la marine royale canadienne, lors du procès de ce dernier à Halifax?

2. A-t-on assigné un avocat à la défense de cet homme?

3. Le délégué de la marine a-t-il présenté quelques témoignages pour le compte de ce marin?

4. Quelle occasion ce marin aura-t-il d'obtenir un avocat de la marine pour porter sa cause en appel au cas où il ne posséderait pas les fonds nécessaires pour payer les services d'un avocat civil?

5. Quelles mesures le gouvernement a-t-il prises pour faire remise de la peine?

Par M. Pouliot—1. Les armoiries du Dominion du Canada figurent-elles au battant du pavillon marchand canadien?

2. Le cas échéant, quelles sont-elles?

3. Sinon, pourquoi?

4. Les armes des neuf provinces figurent-elles au battant du pavillon qui flotte à la tour de la Paix de l'édifice du Parlement?

5. Le cas échéant, quelles sont-elles?

6. Sinon, pourquoi?

7. Quelle est la description du pavillon marchand canadien dont il est fait mention dans les Ordonnances et Règlements du 10 mai 1944?

8. Quand, comment et par qui ce pavillon a-t-il été approuvé?

M. Martin, membre du Conseil privé du Roi, dépose immédiatement la réponse à l'ordre précité.

Par M. Pouliot—A. Relativement au pavillon de la Marine de réserve, au battant duquel figurent les armes des quatre provinces-mères d'Ontario, Québec, Nouvelle-Ecosse et Nouveau-Brunswick, et dont l'usage sur les navires du gouvernement canadien a été approuvé dans des dépêches du Secrétaire d'Etat

aux Colonies portant la date du 16 décembre 1865 et du 16 juillet 1870: 1. Ce pavillon a-t-il jamais été changé? 2. Le cas échéant, quand, comment, et par qui?

B. Relativement au pavillon de la marine marchande canadienne, dont une ordonnance de l'Amirauté, en date du 2 février 1892, a autorisé "l'usage sur les navires enregistrés dans le Dominion" avec les armes desdites provinces précitées au battant: 1. Ce pavillon a-t-il jamais été changé? 2. Le cas échéant, quand, comment et par qui? 3. Quel est actuellement ce pavillon?

M. Martin, membre du Conseil privé du Roi, dépose immédiatement la réponse à l'ordre ci-haut mentionné.

Par M. Pouliot—1. Relativement à la grève des arrimeurs dans le Royaume-Uni, grève qui dure depuis un mois, quelles quantités de denrées périssables a) sont arrivées dans les ports du Royaume-Uni et n'ont pas été déchargées à cause de la grève, b) ont été expédiées du Canada au cours de ladite grève?

2. a) Quelles étaient ces denrées; b) à quels pays étaient-elles destinées?

3. L'expédition de denrées périssables destinées à d'autres pays européens a-t-elle été empêchée par ladite grève?

4. Le cas échéant, a) de quelle façon; b) dans quelle mesure?

Par M. Drope—1. Combien de fonctionnaires civils le gouvernement fédéral a-t-il nommés au cours des six derniers mois?

2. Combien étaient des anciens combattants (hommes ou femmes)?

Par M. Ross (*Souris*)—1. Dans les townships ou parties de townships dont le rendement est de  $4\frac{1}{2}$  boisseaux, combien compte-t-on d'agriculteurs qui, ayant bénéficié de l'assistance à l'agriculture des Prairies, avaient un rendement en blé a) de 8 boisseaux ou moins à l'acre, b) de plus de 8 boisseaux à l'acre?

2. Quel était le montant total de secours versé aux agriculteurs pour chacune des catégories précitées de rendement (a et b)?

3. Au cours de la campagne agricole de 1944-45, dans combien de townships ou de partie de townships, dont le rendement moyen final était de plus de 8 boisseaux à l'acre, et qui avaient été déclarés inaptes, les administrateurs de la Loi sur l'assistance à l'agriculture des Prairies ont-ils obtenu une statistique du rendement de la part de chacun des agriculteurs?

4. Dans les townships ou parties de townships mentionnés à la question trois, quel est le nombre d'agriculteurs dont le rendement a été de huit boisseaux ou moins à l'acre et qui n'ont pas reçu l'assistance à l'agriculture des Prairies?

5. De la récolte de 1939 à celle de 1944, combien d'agriculteurs ont obtenu du secours, sous le régime de la loi, pour le nombre de fois suivant: une fois, deux fois, trois fois, quatre fois et cinq fois?

6. De la récolte de 1939 à celle de 1944, combien de townships ou parties de townships ont été aptes à recevoir du secours pour le nombre de fois suivant: une fois, deux fois, trois fois, quatre fois et cinq fois?

Par M. Church—Quelles propriétés la ville de Toronto a-t-elle prêtées au gouvernement au cours de la récente guerre; où sont-elle situées et quand seront-elles remises à la ville?

Par M. Church—1. Quelles dispositions est à prendre le gouvernement pour remettre à la ville de Toronto les terrains et les bâtiments de l'Exposition nationale?

2. Le gouvernement ou l'un de ses ministères a-t-il eu quelque échange de lettres avec la ville de Toronto à ce sujet?

3. De quelles propriétés résidentielles a-t-on pris possession pour le bénéfice des forces armées, dans la ville de Toronto, au cours de la guerre; ces propriétés sont-elles encore occupées? Le cas échéant, par qui et à quelle fin?

4. Quelles sommes a-t-on dépensées pour ces propriétés au cours de la guerre; qui avait la gérance de cet argent et à quelle fin a-t-il été dépensé?

5. La ville de Toronto a-t-elle demandé d'utiliser l'une ou l'autre de ces propriétés pour des fins de logement d'urgence? Le cas échéant, quelles propriétés?

A l'appel de l'ordre pour que la Chambre se forme en comité plénier afin d'étudier un projet de résolution destinée à constituer en corporation la Société centrale d'hypothèques et de logement;

M. Ilsley propose,—Que M. l'Orateur quitte immédiatement le fauteuil.

Après discussion, ladite motion, mise aux voix, est agréée.

La Chambre se forme donc en comité pour l'étude de ladite résolution.

(*En comité*)

La résolution suivante est adoptée:

*Résolu*,—Qu'il y a lieu de présenter une mesure destinée à constituer en corporation la Société centrale d'hypothèques et de logement, dans le but: a) d'agir au nom du ministre des Finances dans l'application de la Loi nationale de 1944 sur l'habitation et b) d'offrir des facilités d'escompte aux compagnies de prêt et d'hypothèque; de pourvoir à la nomination et aux traitements des fonctionnaires et du personnel de la Société et à la nomination et aux honoraires de ses administrateurs; d'autoriser le paiement, à même le Fonds du revenu consolidé, de sommes ne dépassant pas vingt-cinq millions de dollars (\$25,000,000) pour effectuer le versement du capital de ladite Société; de mettre à la disposition de la Société pour l'exercice de ses fonctions relatives à l'habitation les deniers attribués en vertu de la Loi nationale de 1944 sur l'habitation; et de prescrire les dispositions relatives aux attributions et pouvoirs de la Société.

Résolution à rapporter.

Ladite résolution est rapportée, lue la deuxième fois et agréée.

Du consentement de la Chambre, M. Ilsley présente alors le Bill No 23, Loi constituant en corporation la Société centrale d'hypothèques et de logement, qui subit sa première lecture, et dont la deuxième lecture est remise à la prochaine séance de la Chambre.

La Chambre reprend alors l'étude, en comité plénier, d'un certain projet de résolution destinée à accorder à Sa Majesté une somme d'argent d'au plus \$1,365,000,000 pour la défense nationale et la démobilisation, et après avoir accompli quelque progrès et l'avoir rapporté, le comité obtient l'autorisation d'en reprendre l'étude à la prochaine séance de la Chambre.

Un message est reçu du Sénat pour informer la Chambre que Leurs Honneurs ont passé le bill suivant, sans amendement:

Bill No 12, Loi concernant la nomination de vérificateurs pour les Chemins de fer Nationaux.

Et aussi,—Un message informant la Chambre que le Sénat a passé les bills suivants, pour lesquels il demande l'agrément de la Chambre:

Bill No 24 (B du Sénat), intitulé: "Loi constituant en corporation l'Institut des Bijoutiers canadiens".

Bill No 25 (C du Sénat), intitulé: "Loi constituant en corporation l'Association générale de secours mutuels du Dominion".

Bill No 26 (E du Sénat), intitulé: "Loi constituant en corporation l'*Ottawa Valley Trust Company*".

A onze heures p.m., M. l'Orateur ajourne la Chambre sans mettre la motion aux voix, en vertu de l'article 7 du Règlement, jusqu'à trois heures p.m., demain.

No 36

JOURNAUX  
DE LA  
CHAMBRE DES COMMUNES  
DU CANADA

SÉANCE DU VENDREDI, 26 OCTOBRE 1945

## PRIÈRES.

Le Greffier de la Chambre dépose sur la Table le dix-huitième rapport du greffier des pétitions qui a examiné la pétition suivante présentée le 25 courant, demandant l'adoption d'une loi pour accorder le divorce et dissoudre le mariage du demandeur, et il déclare que le délai étant expiré pour recevoir des pétitions en instance de bills privés, celle-ci ne peut pas être acceptée, à savoir:

De Beatrice Lydia Ogulnik Goldin, épouse de Richard Allan Goldin, de Westmount, P.Q.—M. *Maybank*.

M. *Maybank*, du comité permanent des Chemins de fer et de la marine marchande que l'État possède, exploite et contrôle, présente le deuxième rapport dudit comité qui se lit comme suit:

Votre comité a étudié les item suivants du budget des dépenses pour l'année finissant le 31 mars 1946 qui lui furent renvoyés le 17 octobre 1945, et recommande leur adoption.

Crédit No 377—Loi des taux de transport des marchandises dans les provinces Maritimes—Chemins de fer Nationaux du Canada.....	\$3,500,000 00
Crédit No 378—Loi des taux de transport des marchandises dans les provinces Maritimes—Chemins de fer autres que le Canadien-National.....	900,000 00
Crédit No 421—Bac transbordeur et termini de l'Île du Prince-Edouard,—déficit .....	713,000 00

Sur motion de M. *Ilsley*, il est ordonné,—Que les Votes Nos 377, 378 et 421 du budget des dépenses de 1945-46, approuvés par le comité permanent des Chemins de fer et de la marine marchande que l'État possède, exploite et contrôle, et rapportés par ledit comité, soient référés au comité des Subsidés.

M. Martin, membre du Conseil privé du Roi, dépose sur la Table,—Copie de l'arrêté en conseil C.P. 1-6679, approuvé le 25 octobre 1945: relativement aux heures de travail dans le service public.

Il dépose aussi,—Réponse supplémentaire à un ordre de la Chambre, en date du 3 octobre 1945,—Copie de tous rapports, correspondance et autres documents que possède le gouvernement et datés des trois dernières années touchant ou concernant l'émission, la prolongation ou le transfert d'un permis pour un poste de radio à ou près Port-Alberni, Colombie-Britannique.

M. McIlraith, adjoint parlementaire du ministre de la Reconstruction, dépose sur la Table,—Copie d'arrêtés en conseil adoptés en vertu des dispositions de la Loi du ministère des Munitions et approvisionnements, et de la Loi des mesures de guerre, comme suit:

Arrêté en conseil C.P. 3329, approuvé le 7 mai 1945: pour autoriser le ministre des Munitions et approvisionnements à faire enquête sur ou au sujet de toute ou toutes questions concernant les affaires et l'administration de l'*Eldorado Gold Mines Limited*, et sur tout ce qui en découle ou qui s'y rattache.

Arrêté en conseil C.P. 5782, approuvé le 5 septembre 1945: nomination de J. Grant Glassco, comptable breveté de la cité de Toronto, comme enquêteur avec juridiction, en vertu des dispositions de la Loi des enquêtes, pour conduire une enquête sur toute ou toutes questions relatives aux affaires et à l'administration de l'*Eldorado Gold Mines Limited*.

Il dépose aussi,—Réponse à un ordre de la Chambre en date du 1er octobre 1945,—Etat montrant:—1. Lors de la construction de l'aéroport de la station du C.A.R.C. à Watson Lake, Yukon, les adjudicataires à cette station étaient-ils les mêmes que ceux qui avaient obtenu l'entreprise à la station de Tofini?

2. Sinon, l'un ou l'autre des administrateurs faisait-il partie de conseils d'administration de compagnies de construction à directorats cumulatifs?

3. Quels sont les administrateurs de la compagnie de construction qui avait l'entreprise des travaux à la station de Watson Lake?

4. L'un ou l'autre d'entre eux est-il ou était-il administrateur de la *Coast Construction Company*?

M. Ilsley, membre du Conseil privé du Roi, dépose sur la Table, par ordre de Son Excellence le Gouverneur général,—Rapport sur l'administration de la Loi nationale de 1938 sur le logement, pour l'année civile 1944; et de la Loi garantissant des emprunts pour réfection de maisons, 1937, et sur l'administration du Programme de construction d'habitations, jusqu'au 31 mars 1945.

M. Jaenicke, appuyé par M. Knowles, du consentement de la Chambre, présente le Bill No 27, Loi modifiant la Loi sur les arrangements entre cultivateurs et créanciers, qui est lu la première fois et dont la deuxième lecture est remise à la prochaine séance de la Chambre.

Les bills suivants du Sénat sont respectivement lus la première fois et la deuxième lecture en est remise à la prochaine séance de la Chambre, à savoir:

Bill No 24, (B du Sénat), intitulé: "Loi constituant en corporation l'Institut des bijoutiers canadiens".—M. *Jackman*.

Bill No 25, (C du Sénat), intitulé: "Loi constituant en corporation l'Association générale de secours mutuels du Dominion".—M. *Ross* (Souris).

Bill No 26, (E du Sénat), intitulé: "Loi constituant en corporation l'*Ottawa Valley Trust Company*".—M. *McIlraith*.

A l'appel de l'ordre pour que la Chambre se forme en comité plénier afin d'étudier un certain projet de résolution relativement à l'Accord provisoire sur l'aviation civile internationale;

Du consentement de la Chambre, ledit ordre est annulé et le projet de résolution retiré.

La Chambre reprend alors l'étude, en comité plénier, d'un certain projet de résolution destinée à accorder à Sa Majesté une somme d'argent d'au plus \$1,365,000,000 pour la défense nationale et la démobilisation, et après avoir accompli quelque progrès et l'avoir rapporté, le comité obtient l'autorisation d'en reprendre l'étude à la prochaine séance de la Chambre.

M. Abbott propose,—Que la Chambre revienne aux "Motions"; ce qui est agréé.

M. Abbott, membre du Conseil privé du Roi, dépose sur la Table,—Copie de l'arrêté en conseil C.P. 390, approuvé le 12 mars 1924: stipulant que le transport sur les chemins de fer canadiens, du courrier de Sa Majesté, des forces navales et militaires, etc., se fera à des taux qui seront fixés par le ministre des postes du Canada, le ministre de la milice et autres fonctionnaires désignés.

Sur motion de M. Ilsley, la Chambre s'ajourne à 10 heures 52 minutes p.m., jusqu'à lundi prochain à trois heures de l'après-midi.

No 37

JOURNAUX  
DE LA  
CHAMBRE DES COMMUNES  
DU CANADA

---

SÉANCE DU LUNDI, 29 OCTOBRE 1945

---

PRIÈRES.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier a déposé sur la Table le douzième rapport de l'examineur des pétitions pour bills privés, lequel est lu comme suit:

Conformément à l'article 99, paragraphe 2, du Règlement, l'examineur des pétitions pour bills privés a l'honneur de présenter son douzième rapport comme suit:

Votre examineur a dûment examiné les pétitions suivantes en obtention de bills privés, chacune demandant l'adoption d'une loi pour accorder le divorce et pour annuler le mariage du pétitionnaire, et il constate que toutes les prescriptions de l'article 95 du Règlement ont été observées dans chaque cas, savoir:

De Goldie Levine Boltuek, d'Outremont, P.Q., épouse d'Isidore Boltuek.

De Joan Frances Timms Couture, de Longueuil, P.Q., épouse de Henri Couture.

D'Eliane Arcand Dorval, de Montréal, P.Q., épouse d'Adjutor Dorval.

D'Eric John Hollingsworth, de Montréal, P.Q., époux de Patricia Buchanan Hollingsworth.

De Winnifred Catherine Bird Jackson, de Montréal, P.Q., épouse de Hector Arnold Jackson.

M. Ilsley, membre du Conseil privé du Roi, dépose sur la Table,—Copies d'arrêtés en conseil adoptés en vertu des dispositions sur les remaniements et les transferts de fonctions dans le service public, S.R.C., 1927, chapitre 165, comme suit:

Arrêté en conseil, C.P. 6689, approuvé le 26 octobre 1945: transférant l'administration de la division de la citoyenneté du ministère des services nationaux de guerre au Secrétaire d'Etat.

Arrêté en conseil C.P. 6690, approuvé le 26 octobre 1945: transférant l'administration de la division du bureau fédéral de contrôle des économies du ministère des Services nationaux de guerre du ministre des Services nationaux de guerre à l'honorable J. J. McCann, ministre du Revenu national.

M. Mitchell, membre du Conseil privé du Roi, dépose sur la Table,—Copies des rapports de la Commission royale sur les qualifications des anciens soldats, sous la présidence de M. Wilfrid Bovey, nommée en vertu des dispositions de l'arrêté en conseil C.P. 2486, approuvé le 19 avril 1945, tel que modifié par l'arrêté en conseil C.P. 3342, approuvé le 8 mai 1945, comme suit:

Premier rapport intérimaire signé à Montréal, le 22 juin 1945;

Deuxième rapport signé à Montréal, le 14 septembre 1945;

Ce dernier accompagné d'appendices.

M. Martin, membre du Conseil privé du Roi, dépose,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 1er octobre 1945,—Etat montrant:—1. Combien de fonctionnaires civils du sexe féminin a) permanents, b) temporaires, étaient à l'emploi de chaque ministère du gouvernement à Ottawa le 1er mars 1945?

2. Combien de fonctionnaires civils du sexe féminin a) permanents, b) temporaires, étaient à l'emploi de chaque ministère du gouvernement à Ottawa le 10 septembre 1945?

Aussi,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 1er octobre 1945,—Etat montrant:—1. Combien de contrats en régie intéressée ont été accordés par le gouvernement, au Canada, à Terre-Neuve et au Labrador, pour la construction des aéroports des stations du C.A.R.C.?

2. Quel a été le montant de chaque contrat et où ces stations étaient-elles situées?

3. Quel est le montant total des achats de surplus d'effets et de matériaux non utilisés dans chacun de ces contrats et remis par la suite à la Commission d'évaluation d'outillage de construction et remis enfin à la Corporation des biens de guerre?

4. De quel pourcentage de ces excédents a-t-on disposé, et quel ministère ou quelle corporation en a disposé?

5. Quelle a été la valeur totale de l'outillage de construction, tel que pelles, tracteurs à chenille, camions de tous genres, camions à rouleaux et voitures automobiles, acheté par le gouvernement pour la construction des aéroports en sus de l'outillage loué des entrepreneurs?

6. Quel a été le montant total des loyers demandés pour les ateliers et l'outillage utilisés ou loués par les entrepreneurs à qui avaient été adjugés des contrats en régie intéressée?

7. Quelles sommes ont été demandées au gouvernement pour réparations à cet outillage (loué) sur chacune de ces entreprises: a) pièces de rechange; b) salaires des ouvriers et mécaniciens; c) frais de fret ou de transport par avion pour lesdites réparations?

8. Quelles instructions ont été données par le ministre, le cas échéant, aux ingénieurs chargés de la direction des travaux à ces stations pour contrôler ou limiter les frais sur l'outillage lourd?

9. Existe-t-il des cas où les entrepreneurs ont reçu en loyers plus que le prix de l'outillage neuf?

10. Le cas échéant, le gouvernement s'est-il emparé dudit outillage, ou de quelle façon en a-t-on disposé?

11. Si le gouvernement s'en est emparé, à quel ministère l'a-t-on attribué?

Aussi,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 3 octobre 1945,—Etat montrant:—Quelles sommes, le cas échéant, les ministères a) de la Défense nationale pour le service naval, l'armée et l'aviation, b) du Travail, c) des Munitions et approvisionnements, ont-ils payées, depuis septembre 1939, au *Sherbrooke Taxi Service*, de Sherbrooke, N.-E., et/ou à M. J. E. Fraser, du même endroit, pour taxi, réparations et autres services et fournitures?

Aussi,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 15 octobre 1945,—Etat montrant:—1. Quelles sommes le gouvernement fédéral a-t-il payées a) au Pacifique-Canadien, b) aux Chemins de fer Nationaux du Canada, pour le transport du personnel militaire des trois services armés, pour chacune des années 1939, 1940, 1941, 1942, 1943, 1944 et pour les huit premiers mois de 1945?

2. Quelles sommes a-t-on payées au Pacifique-Canadien et au National-Canadien pour le transport des courriers pour les mêmes années?

Et aussi,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 18 octobre 1945,—Etat montrant:—1. Depuis le jour de la victoire en Europe, combien de jeeps, de voitures de service militaire et de camions de l'armée ont été expédiés à l'extérieur du Canada?

2. A qui ont-ils été expédiés?

3. Combien de véhicules de chaque modèle ont été aliénés?

4. A qui et à quel prix a-t-on aliéné chaque modèle des véhicules ci-haut mentionnés?

M. Macdonald (*Halifax*), adjoint parlementaire du ministre de la Défense nationale, dépose sur la Table,—Copie des Ordonnances royales pour le service naval canadien du gouvernement de Sa Majesté, 1945, en vertu des dispositions de la Loi du service naval, 1944, chapitre 23, article 40, approuvées par l'arrêté en conseil C.P. 1-6145, le 18 septembre 1945.

Sur motion de M. Maybank, il est ordonné,—Que la pétition d'Andrew Prem-Das, déposée en Chambre le 22 courant, et la pétition de Beatrice Lydia Ogulnik Goldin, déposée le 25 courant, toutes deux en instance de divorce, en même temps que le rapport du greffier des pétitions à leur sujet, soient transmises pour étude au comité permanent du Règlement, afin de pouvoir suspendre à leur sujet l'application des articles 92 et 93 (3) a) b) et c) du Règlement.

M. Knowles, appuyé par M. Nicholson, demande le consentement de la Chambre pour présenter un bill portant le titre de Loi modifiant la Loi des juges (salaires des juges).

M. l'Orateur déclare que la présentation d'un tel bill est contraire aux règlements parce qu'un député ne peut pas présenter en Chambre de projet susceptible de modifier, même par voie de réductions, les salaires des juges fixés par la Loi des juges et par la Loi de pensions de retraite des juges, mais que de tels changements peuvent être proposés seulement par un ministre de la Couronne, sur la recommandation du Gouverneur général, et être étudiés en comité plénier sous forme de résolution avant d'être présentés sous forme de bill.

Les questions suivantes qui figuraient au feuilleton ont été changées en ordres de rapport, en vertu du paragraphe 4 de l'article 44 du Règlement, et les officiers compétents en ont été avertis, à savoir:

Par M. Fleming—1. Combien, par année, a-t-il été dépensé par la Commission des prix et du commerce en temps de guerre, ou par son entremise, depuis son établissement?

2. De ce montant, combien a-t-on dépensé, par année, en traitements et salaires?

3. Combien y a-t-il de personnes à l'emploi de la Commission des prix et du commerce en temps de guerre?

Par M. Ross (*St. Paul's*)—En vertu des Accords régionaux de Radiodiffusion de l'Amérique du Nord, de 1941, connus sous le nom d'Accords de La Havane:

1. Combien de voies libres, de voies régionales et de voies locales de télécommunication ont été attribuées au Canada pour des postes des catégories IA, IB, II, III et IV?
2. Quelle est la fréquence de chacune de ces voies?
3. Quelle est la puissance minimum et maximum de chaque voie de télécommunication?
4. Combien de ces voies sont aujourd'hui occupées?
5. Quels sont les postes qui les occupent?
6. Quelle puissance ces postes utilisent-ils?
7. Quelles sont les voies de télécommunication qui sont dispensées de l'usage de la puissance minimum?
8. Quels postes ont demandé une augmentation de puissance, depuis 1939, et quelle puissance ont-ils demandée, et quelle augmentation leur a-t-on accordée?
9. Depuis 1939 a-t-on reçu des demandes d'utilisation de voies de télécommunication qui étaient inoccupées?
10. Le cas échéant, quelle puissance avait-on demandée?
11. Quelle est la puissance minimum des voies de télécommunication inoccupées?
12. Quels sont les postes qui ont demandé des licences pour faire des expériences sur les modulations de fréquence, la télévision, la radiodiffusion de facsimilés ou pour d'autres fins?
13. A-t-on accordé quelques licences?

Par M. Fraser—1. Quels sont les noms des fonctionnaires de la *Wartime Housing Limited*?

2. Quel traitement reçoit chaque fonctionnaire de la société?
3. Quels autres employés sont au service de la société?
4. Où ces personnes sont-elles établies et quelles sont leurs fonctions?
5. Quels traitements ou salaires reçoivent-elles?
6. Quels bureaux ou quel autre espace cette société loue-t-elle?
7. Quel loyer paie-t-elle pour chaque propriété?
8. Quel compte de frais, s'il y a lieu, a-t-on alloué à tout fonctionnaire ou autre employé de la société?

Par M. Castleden—1. Quel est le montant total dépensé par le gouvernement jusqu'à date, au compte a) du capital, b) de l'exploitation, à la *Welland Chemical Works Limited*, à Niagara Falls, Ontario?

2. Quelle est la valeur estimative actuelle de cette usine?
3. Depuis le 1er juillet 1945, quels sont les matériaux produits par cette usine et quelle en a été la quantité?
4. Sous quelle autorité l'usine fonctionne-t-elle actuellement?
5. Quelles personnes ont été employées pour l'administration de cette usine?
6. Au service de quelles compagnies ou sociétés ces personnes étaient-elles avant qu'elles prennent charge de l'administration de cette usine?
7. Quelles dispositions a-t-on prises relativement à l'aliénation de cette usine?
8. A-t-on reçu des offres pour l'achat de cette usine?

Par M. Cruickshank—1. Quel est le nombre des demandes que le bureau régional de New Westminster a reçues de la part d'anciens combattants de la guerre actuelle pour s'établir sur a) des fermes, b) de petites propriétés, sous le régime de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants?

2. Quel est le nombre de ces demandes qui ont été a) approuvées, b) rejetées?

3. A-t-on fait un nouvel examen de l'une ou l'autre des demandes qui avaient été rejetées et, dans l'affirmative, ces demandes sont-elles renvoyées au comité consultatif local?

4. Quel est le nombre de fermes appartenant aux Japonais, dans le district électoral de Fraser Valley, qui peuvent être offertes en vente sous le régime de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants?

5. Combien a-t-on reçu de demandes pour leur achat et combien ont été approuvées?

Par M. Cruickshank—1. Quel a été le coût a) des terrains; b) du déblaiement; c) des édifices; d) des pistes d'envol et de roulement, à l'aéroport d'Abbotsford?

2. Quelle est l'étendue totale de l'aéroport?

3. Quel est le coût total de l'aéroport jusqu'à date?

Par M. Cruickshank—1. Quelle a été l'étendue totale du terrain acheté pour la piste d'atterrissage de fortune à Sumas?

2. Quel a été le coût total a) des terrains, b) de la construction?

3. A-t-on aliéné quelque partie de cette propriété? Dans l'affirmative, à qui et pour quel montant?

4. En a-t-on loué quelque partie? Dans l'affirmative, à qui et pour combien?

Par M. Stewart (*Winnipeg-Nord*)—1. Quel était, au 1er janvier 1939, le nombre des experts-comptables brevetés à l'emploi de la division de l'impôt du ministère du Revenu national?

2. Combien d'experts-comptables brevetés cette division a-t-elle employés du 1er janvier 1939 au 30 septembre 1945?

3. Quel est le nombre d'experts-comptables brevetés qui ont quitté cette division au cours de cette période?

4. Au 1er janvier 1939, combien comptait-on d'experts-comptables brevetés dans le bureau de l'Auditeur général?

5. Combien y a-t-on engagé d'experts-comptables brevetés du 1er janvier 1939 au 30 septembre 1945?

6. Combien d'experts-comptables brevetés ont quitté ce bureau au cours de cette période?

Par M. Church—1. Combien de corvettes le gouvernement a-t-il vendues depuis la fin de la guerre?

2. Quel est le nom de ces corvettes et quel prix a-t-il reçu pour chaque navire?

3. Combien a coûté chacune de ces corvettes et où chacune a-t-elle été lancée?

Par M. Church—Quel a été, d'après les derniers chiffres disponibles, le total des pertes, a) en tués, b) en blessés, c) en disparus, au cours de la guerre qui vient de finir?

Par M. Bruce—1. Existe-t-il ce que l'on appelle des caisses de bienfaisance en rapport avec a) l'armée; b) la marine; c) l'aviation?

2. Dans l'affirmative, depuis combien de temps existent-elles?

3. De quelles sources proviennent-elles?

4. A quelles fins servent-elles?

5. Quels sont l'officier ou les officiers responsables et chargés de la gérance de chaque caisse respective?

6. Combien a-t-on dépensé à même chaque caisse depuis le commencement de la guerre?

7. Quel était le solde de chaque caisse à la date du 1er septembre 1945?

8. A quelle fin, dans chaque cas, utilisera-t-on cette caisse?

Par M. Bruce—1. Du commencement de la guerre jusqu'à janvier 1942, quel est le nombre d'hommes qui ont subi un examen médical dans le but de s'enrôler dans les forces navales, terrestres et aériennes respectives du Canada et ont été rejetés comme physiquement inaptes?

2. Que représente ce chiffre par rapport au nombre total d'hommes examinés?

3. Quelles raisons de santé a-t-on données pour ces inadmissibilités?

Par M. Dorion—1. Quels sont les aérodromes et les places d'atterrissage sur la côte nord du St-Laurent, de Tadoussac à Blanc Sablon?

2. A quelle époque de l'année ces aérodromes et ces terrains d'atterrissage peuvent-ils être utilisés pour le trafic des malles et des passagers?

3. Quel montant le gouvernement a-t-il déboursé pour chacun des aérodromes et pour chacun des endroits d'atterrissage?

4. Par qui est administré, et sous le contrôle de qui se trouve, chacun des aérodromes et des endroits d'atterrissage?

5. Par qui est utilisé chacun des aérodromes et des endroits d'atterrissage?

6. Le gouvernement retire-t-il des revenus de l'usage des aérodromes ou des terrains d'atterrissage? Dans l'affirmative, quels sont ces revenus?

7. Par quelle compagnie est fait le service de transport des malles et des passagers sur la côte nord du St-Laurent?

8. Y a-t-il une entente entre le gouvernement et la compagnie qui fait ce service? Dans l'affirmative, quelle est cette entente?

9. Quels sont les subsides, le cas échéant, payés par le gouvernement pour le service par avion sur la côte nord du St-Laurent?

Par M. Fraser—1. Quel a été le coût de la vente du 7ème Emprunt de la Victoire?

2. Quel a été le coût de la vente du 8ème Emprunt de la Victoire?

3. Quelle somme le comité national des finances de guerre a-t-il dépensée dans chaque province, au cours de 1944, pour chacun de ces emprunts?

4. Quel montant a-t-on souscrit dans chaque province, lors de chacun de ces emprunts?

5. Quelle somme a-t-on payée aux organisateurs, dans chaque province, pour chacun de ces emprunts?

6. Combien comptait-on d'organiseurs rémunérés dans chaque province?

7. Quel a été le coût de la réclame pour chacun de ces emprunts?

8. Combien a-t-on déboursé pour faire et projeter des films à l'occasion de ces deux emprunts?

9. Quelle commission ou quel escompte a-t-on alloués aux banques et aux compagnies d'assurances pour les achats effectués pour leur propre compte, lors de l'un ou l'autre de ces emprunts?

10. Quel a été le pourcentage du coût de vente de chacun de ces emprunts?

Par M. Fraser—1. Combien de publications la Commission d'information en temps de guerre a-t-elle fait paraître au cours de 1944?

2. Quels étaient les titres de ces publications?

3. Combien a-t-on imprimé d'exemplaires de chacune?

4. Combien de publications a-t-elle fait paraître depuis le 1er août 1945?

5. Quels sont les titres de ces publications?

6. Combien a-t-on imprimé d'exemplaires de chacune de ces publications?

Par M. Thatcher—1. Quel a été le coût total, pour le gouvernement fédéral, du projet de bassin réservoir de Caron?

2. Quel a été le coût total, pour le gouvernement fédéral, du développement de la zone de saturation, qui fait partie de cette entreprise, et de l'établissement d'étendues de sable?

3. Pourquoi a-t-on eu recours à l'établissement d'étendues de sable de préférence à un système de galeries?

4. Quelle quantité d'eau a-t-on fait passer de la rivière au canal, et quel en est le pourcentage utilisé dans la zone de saturation, au cours de chaque année, depuis la mise en opération de cette entreprise?

5. Sans tenir compte des immobilisations de capital a) Quel a été le coût annuel d'exploitation de ce projet, pour chaque année d'opération; et b) quel a été le coût, par 1,000 gallons, de l'eau distribuée dans la zone de saturation, pour chaque année, depuis la mise en opération de cette entreprise?

6. Quelle quantité d'eau la ville de Moose-Jaw est-elle autorisée à retirer, chaque année, de cette zone de saturation, avant que d'autres n'aient exercé leurs propres droits?

7. Au cours de quelque année que ce soit, la ville de Moose-Jaw a-t-elle pu retirer de la zone de saturation; a) l'entière quantité d'eau à laquelle elle avait droit; b) une quantité d'eau suffisante pour répondre à ses besoins?

8. Les administrateurs de la Loi sur le rétablissement agricole des Prairies ont-ils retenu les services d'ingénieurs-conseils pour les renseigner sur le système de prise d'eau à la rivière?

9. Dans l'affirmative, de quelle société d'ingénieurs-conseils a-t-elle retenu les services?

10. Les administrateurs de la Loi sur le rétablissement agricole des Prairies ont-ils exécuté dans leur entier les recommandations de ladite société relativement à la prise d'eau à la rivière, avant de faire remise de l'entreprise à la ville en 1944?

11. Sinon, a) pourquoi n'a-t-on pas exécuté en entier ces recommandations? b) La ville a-t-elle été mise au courant, avant de prendre possession de l'entreprise, que ces recommandations n'avaient pas été exécutées dans leur totalité?

Par M. Fleming—1. Des 2,010 demandes sous le régime de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants, reçues au bureau régional de Toronto, combien a) ont été approuvées, b) rejetées, c) ont reçu quelque autre sort?

2. Combien d'anciens combattants a) de la ville de Toronto, b) de l'autre partie du comté de York, ont été réellement placés sur des terres par l'entremise du bureau régional de Toronto?

3. Combien de maisons ont été réellement construites et livrées par l'entremise de ce bureau?

4. Combien d'anciens combattants ont été réellement établis, par l'entremise dudit bureau, sur des terres où on avait auparavant construit des maisons?

L'ordre suivant de la Chambre est voté et transmis aux officiers compétents:

Par M. Knowles—Ordre de la Chambre—Copie de toute correspondance relative à la démission de M. C. C. Cardoza de la Corporation de stabilisation des prix des denrées.

A l'appel de l'ordre pour la deuxième lecture du Bill No 21, Loi modifiant la Loi des lignes aériennes Trans-Canada, 1937;

M. Howe propose,—Que ledit bill soit maintenant lu la deuxième fois.

Après discussion, ladite motion, mise aux voix, est agréée.

Ledit bill est, en conséquence, lu la deuxième fois, et transmis au comité des Chemins de fer et de la marine marchande que le gouvernement possède, exploite et contrôle.

La Chambre reprend alors l'étude, en comité plénier, d'un certain projet de résolution destinée à accorder à Sa Majesté une somme d'argent d'au plus \$1,365,000,000 pour la défense nationale et la démobilisation, et après avoir accompli quelque progrès et l'avoir rapporté, le comité obtient l'autorisation d'en reprendre l'étude à la prochaine séance de la Chambre.

A onze heures p.m., M. l'Orateur ajourne la Chambre sans mettre la motion aux voix, en vertu de l'article 7 du Règlement, jusqu'à trois heures p.m., demain.

No 38

## JOURNAUX

DE LA

## CHAMBRE DES COMMUNES

## DU CANADA

---

SÉANCE DU MARDI, 30 OCTOBRE 1945

---

## PRIÈRES.

M. Martin, membre du Conseil privé du Roi, dépose,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 15 octobre 1945,—Relevé indiquant le montant total des frais de déplacement payés à tout ministre de la Couronne, à son secrétaire particulier, à son secrétaire particulier adjoint ou à tout fonctionnaire attaché au personnel particulier de ce ministre au cours des années financières terminées le 31 mars 1943, 1944 et 1945.

Et aussi,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 17 octobre 1945,—Etat montrant:—1. Quelle quantité de matériel ou de fournitures de guerre, a) neuf, b) usagé, le gouvernement canadien a-t-il aliénée à d'autres nations depuis le jour de la victoire en Europe?

2. Quelles quantités de matériel ont été livrées à chacune de ces nations jusqu'à cette date?

3. Sous quelles conditions a-t-on aliéné ce matériel et ces fournitures?

M. Mayhew, adjoint parlementaire du ministre des Finances, dépose,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 29 octobre 1945,—Copie de toute correspondance relative à la démission de M. C. C. Cardoza de la Corporation de stabilisation des prix des denrées.

La Chambre reprend alors l'étude, en comité plénier, d'un certain projet de résolution destinée à accorder à Sa Majesté une somme d'argent d'au plus \$1,365,000,000 pour la défense nationale et la démobilisation, et après avoir accompli quelque progrès et l'avoir rapporté, le comité obtient l'autorisation d'en reprendre l'étude à la prochaine séance de la Chambre.

A onze heures p.m., M. l'Orateur ajourne la Chambre sans mettre la motion aux voix, en vertu de l'article 7 du Règlement, jusqu'à trois heures p.m., demain.

No 39

## JOURNAUX

DE LA

## CHAMBRE DES COMMUNES

## DU CANADA

---

SÉANCE DU MERCREDI, 31 OCTOBRE 1945

---

## PRIÈRES.

Sur motion de M. Mackenzie, il est ordonné,—Que le nom de M. McLure soit substitué à celui de M. Harris (*Danforth*) comme membre du comité des Chemins de fer et de la marine marchande que le gouvernement possède, exploite et contrôle.

M. Macdonald (*Halifax*), adjoint parlementaire du ministre de la Défense nationale, dépose,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 25 octobre 1945,—Etat montrant:—1. Quel officier de marine représentait Percy Sullivan, V-16947, de la réserve des volontaires de la marine royale canadienne, lors du procès de ce dernier à Halifax?

2. A-t-on assigné un avocat à la défense de cet homme?

3. Le délégué de la marine a-t-il présenté quelques témoignages pour le compte de ce marin?

4. Quelle occasion ce marin aura-t-il d'obtenir un avocat de la marine pour porter sa cause en appel au cas où il ne posséderait pas les fonds nécessaires pour payer les services d'un avocat civil?

5. Quelles mesures le gouvernement a-t-il prises pour faire remise de la peine?

Les questions suivantes qui figuraient au Feuilleton ont été changées en ordres de rapport, en vertu du paragraphe 4 de l'article 44 du Règlement, et les officiers compétents en ont été avertis, à savoir:

Par M. McKay—1. Quelles mesures le gouvernement a-t-il adoptées pour mettre à exécution les recommandations faites, en 1938, par la commission royale chargée de faire enquête sur le régime pénal?

2. Parmi le personnel du pénitencier fédéral de Portsmouth compte-t-on les fonctionnaires suivants: a) un médecin en service continu; b) un psychiatre?

3. Dans l'affirmative, quelle a été la date de leur nomination et les titulaires sont-ils en service continu ou intermittent?

4. Quelle aptitude exige-t-on pour la position d'infirmière ou de garde à la prison des femmes à Portsmouth?

5. Quel est, à l'exclusion des indemnités de subsistance, le minimum et le maximum du traitement des employés précités?

6. Quelle disposition le gouvernement a-t-il prise pour établir le système Borstal dans l'un ou l'autre des pénitenciers fédéraux, et dans quelle mesure sépare-t-on les jeunes délinquants des criminels endurcis dans nos établissements fédéraux d'emprisonnement?

M. St-Laurent, membre du Conseil privé du Roi, dépose immédiatement la réponse à l'ordre ci-haut mentionné.

Par M. McCullough (*Assiniboia*)—1. Combien de projecteurs de 16mm. et de 35mm., utilisés pour l'entraînement du service de guerre, le gouvernement avait-il en magasin le jour de la Victoire au Japon?

2. Quel est le nombre de ces projecteurs qui ont été déclarés de surplus?

3. Seront-ils mis à la disposition des établissements publics?

4. Dans l'affirmative, quand et suivant quel principe?

5. Quelle disposition prend-on à l'égard des bibliothèques des Services auxiliaires de guerre?

6. Mettra-t-on ces livres à la disposition des maisons d'enseignement ou écoles pour adultes et des autres organismes publics dispensant l'instruction?

7. Quelle est la valeur des machines-outils en magasin le jour de la Victoire au Japon et appartenant au gouvernement?

8. Quel est le nombre de ces machines-outils que l'on a déclaré de surplus?

9. Les établissements publics auront-ils la priorité d'achat de ce surplus?

10. Dans l'affirmative, comment les écoles doivent-elles s'y prendre pour obtenir ce matériel?

11. A-t-on vendu le H.M.C.S. *Assiniboine*? Dans l'affirmative, à qui et à quel prix?

12. Combien de chaloupes à moteur Fairmile ont été déclarées de surplus?

13. Quel a été le coût primitif de chaque chaloupe?

14. A qui chaque chaloupe a-t-elle été vendue?

15. Quel est, pour chacune, le prix de vente?

Par Mme Strum—1. En quelle année a-t-on employé des femmes, pour la première fois, dans les services de l'Etat?

2. Combien de femmes emploie-t-on actuellement dans les services de l'Etat; quel y est le nombre des hommes?

3. Combien de femmes sont à la tête de ministère?

4. Combien de femmes occupent un poste de sous-ministre?

5. Combien d'hommes occupent des positions permanentes dont le traitement est de \$2,500 ou plus?

6. Combien de femmes occupent des positions permanentes dont le traitement est de \$2,500 ou plus?

7. Quel est le nombre de femmes, occupant des positions permanentes dans les services de l'Etat, dont le traitement annuel est: de \$1,000 ou moins; de \$1,500 ou moins; de \$1,800 ou moins; de plus de \$1,800?

8. Quel est le nombre d'hommes dont le traitement annuel est: de \$1,800 ou moins; de \$1,800 ou plus?

Par M. Black (*Cumberland*)—1. Pendant quelles années le bateau automobile *Kipawo* a-t-il fait le service entre les ports de Parrsboro, Kingsport et Wolfville, Nouvelle-Ecosse, sous un régime de subventions reçues du gouvernement fédéral?

2. Quelle subvention le gouvernement fédéral a-t-il versée chaque année?

3. Pourquoi a-t-on retiré la subvention et cessé le service?

4. Le gouvernement a-t-il approuvé la location, le nolisement ou la vente du *Kipawo* pour qu'il soit en service à Terre-Neuve ou ailleurs au cours de la guerre?

5. Sous l'exploitation ou le contrôle de qui ce bateau fonctionnait-il?

6. Le gouvernement mettra-t-il le *Kipawo* ou quelque autre traversier à la disposition des citoyens intéressés à Parrsboro, Kingsport et Wolfville afin de reprendre le service qui avait été interrompu au cours de la guerre?

7. Quand le gouvernement fédéral ou le gouvernement provincial ont-ils établi, pour la première fois, un service de transbordeurs sur cette route?

Par M. Black (*Cumberland*)—Quel est le nombre des employés du gouvernement dispensés par statut ou par arrêté en conseil des dispositions de la Loi du service civil relatives aux nominations, qui, depuis 1940, ont été nommés dans chaque ministère: a) directement par les ministères; b) par décision d'un conseil du Trésor; c) par arrêté en conseil?

Par M. Coldwell—1. Quel est le nombre d'uniformes de combat, capotes, chaussures, chaussettes et couvertes actuellement en possession de l'armée au Canada?

2. Quel est le nombre d'uniformes de combat, capotes, chaussures, chaussettes et couvertes que possède l'armée dans le Royaume-Uni et en Europe à l'heure actuelle?

3. A-t-on pris des dispositions pour utiliser ces fournitures, afin de venir en aide aux peuples d'Europe par l'entremise d'organismes tels que l'UNRRA?

4. Dans l'affirmative, quelle quantité de ces fournitures, a servi à cette fin à l'heure actuelle?

5. Quelle quantité de ces fournitures compte-t-on utiliser à cette fin dans un avenir prochain?

M. Bracken, appuyé par M. Graydon, propose,—Qu'une Adresse soit humblement présentée à Son Excellence l'Administrateur le priant de voir à ce que soit déposée en Chambre copie de tous les arrêtés en conseil et des délibérations du Bureau du Trésor approuvées par Son Excellence le Gouverneur général, depuis le 6 septembre 1945.

Après discussion, ladite motion, mise aux voix, est rejetée sur le vote suivant:

POUR:

Messieurs

Adamson,	Charlton,	Green,	Knight,
Archibald,	Church,	Hackett,	Knowles,
Argue,	Cockeram,	Hamel,	Kuhl,
Ashby,	Coldwell,	Harkness,	Lennard,
Aylesworth,	Daniel,	Harris (Danforth),	Lockhart,
Barrett,	Diefenbaker,	Hatfield,	Low,
Bentley,	Drope,	Hazen,	McCuaig,
Black (Cumberland),	Fair,	Herridge,	Macdonnell
Blair,	Ferguson,	Hlynka,	(Muskoka-Ontario),
Bowerman,	Fleming,	Hodgson,	McGregor,
Brooks,	Fraser,	Homuth,	MacInnis,
Bruce,	Fulton,	Irvine,	McKay,
Campbell,	Gagnon,	Jackman,	McLure,
Cardiff,	Gibson (Comox-	Jaenicke,	McMaster,
Case,	Alberni),	Jaques,	MacNicol,
Casselman,	Gillis,	Johnston,	Manross,
Castleden,	Graydon,	Kidd,	Marshall,

Matthews (Kootenay-Est),	Probe,	Stanfield,	Tustin,
Menary,	Quelch,	Stephenson,	Webb,
Merritt,	Raymond	Stewart (Winnipeg-	White (Hastings-
Moore,	(Beauharnois-	Nord),	Peterborough),
Murphy,	Laprairie),	Stirling,	Wright,
Nicholson,	Robinson (Bruce),	Stokes,	Wylie,
Pearkes,	Senn,	Strum (Mme),	Zaplitny—92.
	Shaw,	Thatcher,	

## CONTRE:

## Messieurs

Abbott,	Dechêne,	Lafontaine,	Michaud,
Arsenault,	Denis,	Lalonde,	Mitchell,
Beaudoin,	Dion (Lac St-Jean-	Langlois,	Mullins,
Beaudry,	Roberval),	Lapalme,	Mutch,
Belzile,	Dionne (Beauce),	Lapointe,	Nixon,
Benidickson,	Douglas,	Laurendeau,	Picard,
Bertrand (Laurier),	Emmerson,	Léger,	Pinard,
Bertrand (Prescott),	Fontaine,	Lesage,	Pouliot,
Black (Châteauguay-	Fournier (Hull),	Little,	Raymond (Wright),
Huntingdon),	Fournier (Maison-	McCann,	Reid,
Blanchette,	neuve-Rosemont),	McCubbin,	Richard (Gloucester),
Boivin,	Gariépy,	McCulloch (Pictou),	Richard (Ottawa-Est),
Bonnier,	Gauthier (Nipissing),	Macdonald	Rinfret,
Bourget,	Gauthier (Portneuf),	(Brantford City),	Robinson
Bradette,	Gibson (Hamilton-	Macdonald (Halifax),	(Simcoe-Est),
Breithaupt,	Ouest),	McDonald (Parry-	Rose,
Bridges,	Gingues,	Sound),	Ross (Hamilton-
Brunelle,	Gladstone,	McDonald (Pontiac),	Est),
Burton,	Glen,	McGarry,	Sinclair (Ontario),
Chevrier,	Golding,	McIlraith,	Sinclair (Van-
Clark,	Gour (Russell),	McIvor,	couver-Nord),
Claxton,	Gourd (Chapleau),	Mackenzie,	Sinnott,
Cleaver,	Hallé,	MacLean,	Smith (York-Nord),
Cloutier,	Harris (Grey-Bruce),	MacNaught,	Stuart (Charlotte),
Côté (Matapédia-	Healy,	Maloney,	Tremblay,
Matane),	Howe,	Marier,	Tucker,
Côté (Saint-Jean-	Ilsley,	Marquis,	Viau,
Iberville-	Isnor,	Martin,	Warren,
Napierville),	Jean,	Matthews (Brandon),	Weir,
Coté (Verdun),	Jutras,	Maybank,	Whitman,
Crroll,	LaCroix,	Mayhew,	Winkler,
			Winters—113.

L'ordre suivant de la Chambre est transmis aux officiers compétents:

Par M. Knowles—Ordre de la Chambre—Copie de toutes les ordonnances et directives que, depuis le 1er septembre 1939, la Commission des prix et du commerce en temps de guerre et/ou la Corporation de stabilisation des prix des denrées a émises visant a) le paiement de subventions relativement à la fabrication de chaussures et de souliers et b) la remise de n'importe quelle de ces subventions.

La Chambre reprend alors l'étude, en comité plénier, d'un certain projet de résolution destinée à accorder à Sa Majesté une somme d'argent d'au plus \$1,365,000,000 pour la défense nationale et la démobilisation, et après avoir accompli quelque progrès et l'avoir rapporté, le comité obtient l'autorisation d'en reprendre l'étude à la prochaine séance de la Chambre.

Un message est reçu du Sénat pour informer la Chambre que Leurs Honneurs ont passé les bills suivants qu'ils soumettent pour approbation au bon plaisir de la Chambre:

Bill No 28 (F du Sénat), intitulé: "Loi concernant la compagnie de chemin de fer, d'éclairage et de force motrice de Québec".

Bill No 29 (G du Sénat), intitulé: "Loi ayant pour objet de modifier la Loi concernant la *Vancouver, Victoria and Eastern Railway and Navigation Company*, la *Nelson and Fort Sheppard Railway Company* et la *Great Northern Railway Company*".

A six heures p.m., M. l'Orateur ajourne la Chambre sans mettre la motion aux voix, en vertu de l'article 6 du Règlement, jusqu'à trois heures p.m., demain.

No 40

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

---

SÉANCE DU JEUDI, 1<sup>ER</sup> NOVEMBRE 1945

---

PRIÈRES.

Une pétition est déposée sur la Table.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier a déposé sur la Table le treizième rapport de l'examineur des pétitions pour bills privés, lequel est lu comme suit:

Conformément à l'article 99, paragraphe 2, du Règlement, l'examineur des pétitions pour bills privés a l'honneur de présenter son treizième rapport comme suit:

Votre examineur a dûment examiné la pétition suivante en obtention de bill privé, et il constate que toutes les prescriptions de l'article 95 du Règlement ont été observées, à savoir:

De l'Alliance Nationale pour une loi modifiant la loi qui la constitue en corporation.

Le bill suivant du Sénat est lu la première fois et la deuxième lecture en est remise à la prochaine séance de la Chambre, à savoir:

Bill No 29, (G du Sénat), intitulé: "Loi ayant pour objet de modifier la Loi concernant la *Vancouver, Victoria and Eastern Railway and Navigation Company*, la *Nelson and Fort Sheppard Railway Company* et la *Great Northern Railway Company*".—M. Reid.

M. Martin, membre du conseil privé du Roi, dépose,—Réponse à un ordre de la Chambre en date du 10 octobre 1945,—Etat montrant:—1. Depuis le 8 mai 1945, a-t-on adopté quelque décret du conseil a) refusant nommément le recours en justice à un parti lésé par la décision d'un office, d'un commissaire ou d'un régisseur; b) autorisant un commissaire ou un enquêteur à refuser à la personne comparaisant devant lui, dans toute procédure, le droit d'être représentée par un conseil?

2. Dans l'affirmative, quels en sont les détails?

Et aussi,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 22 octobre 1945, —Etat montrant:—1. Le ministère des Affaires des anciens combattants a-t-il remplacé le ministère des Munitions et approvisionnements à la direction des Foyers pour hommes et pour femmes, désignés comme entreprises No 3 et No 4 de la *Wartime Housing Limited*?

2. Le cas échéant, se propose-t-il d'utiliser les ameublements, lits et matelas?

3. A-t-on vendu quelques ameublements, lits ou matelas?

4. Le cas échéant, à qui les a-t-on vendus?

5. Quel en a été le prix de vente?

La Chambre reprend alors l'étude, en comité plénier, d'un certain projet de résolution destinée à accorder à Sa Majesté une somme d'argent d'au plus \$1,365,000,000 pour la défense nationale et la démobilisation, et après avoir accompli quelque progrès et l'avoir rapporté, le comité obtient l'autorisation d'en reprendre l'étude à la prochaine séance de la Chambre.

Du consentement de la Chambre, on revient à la présentation des rapports:

M. Maybank, du comité permanent des Chemins de fer et de la marine marchande que l'Etat possède, exploite et contrôle, présente alors le troisième rapport dudit comité qui se lit comme suit:

Votre comité a étudié le bill suivant qui lui fut déferé le 29 octobre 1945 et a convenu de rapporter ledit bill sans modification:

Bill No 21, Loi modifiant la Loi sur les lignes aériennes Trans-Canada, 1937.

A onze heures p.m., M. l'Orateur ajourne la Chambre sans mettre la motion aux voix, en vertu de l'article 7 du Règlement, jusqu'à trois heures p.m., demain.

No 41

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

---

SÉANCE DU VENDREDI, 2 NOVEMBRE 1945

---

PRIÈRES.

Une pétition est déposée sur la Table.

Le Greffier de la Chambre dépose sur la Table le dix-neuvième rapport du greffier des pétitions qui a examiné la pétition suivante présentée le 1er novembre, demandant l'adoption d'une loi pour accorder le divorce et dissoudre le mariage du demandeur, et il déclare que le délai étant expiré pour recevoir des pétitions en instance de bills privés, celle-ci ne peut pas être acceptée, à savoir:

De Zénon Alary, de Ste-Adèle-en-bas, P.Q., époux de Marie-Antoinette Desmarais Alary, présentement domiciliée à Montréal, P.Q.—M. *Maybank*.

Un message est reçu du Sénat pour informer la Chambre que Leurs Honneurs ont passé les bills suivants sans modification:

Bill No 11, Loi modifiant la Loi sur la révision du capital des Chemins de fer Nationaux du Canada, 1937.

Bill No 9, Loi modifiant la Loi du ministère de la Santé nationale et du bien-être social.

Et aussi,—Un message pour informer la Chambre que le Sénat a passé les bills suivants qu'il soumet au bon plaisir de la Chambre, à savoir:

Bill No 30 (D du Sénat), intitulé: "Loi constituant en corporation l'Association de transport aérien international".

Bill No 31 (H du Sénat), intitulé: "Loi constituant en corporation l'Institut arctique de l'Amérique du Nord".

M. Mackenzie, membre du Conseil privé du Roi, dépose,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 22 octobre 1945,—Etat montrant:—1. Quel est le nombre d'anciens combattants de cette guerre qui se sont inscrits aux écoles d'administration et de secrétariat dans les villes de Regina et de Saskatoon?

2. Quels sont les noms des écoles où ils se sont inscrits et quel est le nombre d'inscrits dans chaque école?

M. Ilsley, membre du Conseil privé du Roi, dépose sur la Table,—Copies des arrêtés en conseil adoptés en vertu des dispositions de la Loi des mesures de guerre entre le 1er juillet 1945 et le 31 août 1945, sous forme miméographiée, en anglais et en français, comme suit:

Arrêté en conseil C.P. 4599, approuvé le 10 juillet 1945: étendant les dispositions de la Loi d'indemnisation des employés de l'Etat à tous les employés de l'Etat canadien dans le Territoire du Yukon et dans les Territoires du Nord-Ouest.

Arrêté en conseil C.P. 4645, approuvé le 5 juillet 1945: soustrayant la Commission canadienne du blé à l'application de l'article 14 de la Loi sur la Commission canadienne du blé, et l'autorisant à faire le commerce des blés d'hiver de l'Est canadien.

Arrêté en conseil C.P. 4646, approuvé le 5 juillet 1945: réglant l'exportation du blé d'hiver de l'Ontario, de la farine de blé d'hiver de l'Ontario, et leurs produits, de même que le fonctionnement du Fonds d'égalisation du blé de l'Ontario.

Arrêté en conseil C.P. 4647, approuvé le 5 juillet 1945, modifiant l'arrêté en conseil C.P. 1116 du 20 février 1945, en vue de le rendre exécutoire à compter du 1er mars 1945, au lieu du 20 février 1945.

Arrêté en conseil C.P. 4667, approuvé le 10 juillet 1945, autorisant le ministre du Travail à établir une hôtellerie dans l'immeuble connu sous le nom de *Grace Hospital* à Toronto, Ontario.

Arrêté en conseil C.P. 4675, approuvé le 3 juillet 1945, interdisant l'exportation des épingles à linge sauf à la faveur d'un permis.

Arrêté en conseil C.P. 4684, approuvé le 3 juillet 1945: nommant W. H. De Blois corégisseur des produits chimiques, etc.

Arrêté en conseil C.P. 4724, approuvé le 3 juillet 1945: exemptant du "contrôle de l'importation" les automobiles et les véhicules à moteur de toutes sortes.

Arrêté en conseil C.P. 4725, approuvé le 3 juillet 1945: nommant M. W. Mackenzie à la Commission des prix et du commerce en temps de guerre.

Arrêté en conseil C.P. 4738, approuvé le 5 juillet 1945: établissant un régime tarifaire et exemptant de la taxe de guerre sur le change les caisses à claire-voie pour l'emballage des pommes.

Arrêté en conseil C.P. 4739, approuvé le 5 juillet 1945: établissant un régime tarifaire et exemptant de la taxe de guerre sur le change les tôles d'aluminium.

Arrêté en conseil C.P. 4754, approuvé le 5 juillet 1945: étendant les dispositions de l'alinéa *m*) de l'article 4 (1) de la Loi de l'impôt de guerre sur le revenu au revenu provenant de l'exploitation d'aéronefs.

Arrêté en conseil C.P. 4755, approuvé le 17 juillet 1945: règlements de 1945 sur l'indemnisation des marins marchands.

Arrêté en conseil C.P. 4761, approuvé le 5 juillet 1945: décrétant que le ministère du Commerce (y compris la Commission canadienne de l'exportation) serve de représentants de l'Office canadien de l'Aide mutuelle pour l'obtention de certaines fournitures, etc.

Arrêté en conseil C.P. 4762, approuvé le 24 juillet 1945: autorisant le ministère du Commerce à acheter des céréales et des produits de céréales pour le compte de pays étrangers, etc.

Arrêté en conseil C.P. 4767, approuvé le 19 juillet 1945: approuvant la convention avec la *British Columbia Marketing Fruit Board* concernant la mise en vente des pommes récoltées en 1945.

Arrêté en conseil C.P. 4768, approuvé le 19 juillet 1945: réglant la mise en vente des pommes de la vallée de l'Okanagan récoltées en 1945.

Arrêté en conseil C.P. 4805, approuvé le 10 juillet 1945: remplaçant "*Fairmont Co., Ltd.*" par "*Polymer Corporation Ltd.*" dans certains arrêtés en conseil.

Arrêté en conseil C.P. 4806, approuvé le 10 juillet 1945: modifiant la nomination de G. A. Vissac comme régisseur de la *Birnwel Coal, Ltd.*

Arrêté en conseil C.P. 4807, approuvé le 10 juillet 1945: révoquant la nomination de J. H. Lamprey à titre de sous-régisseur du bois.

Arrêté en conseil C.P. 4844, approuvé le 10 juillet 1945: exemptant de la taxe de guerre sur le change les feuilles laminées à froid et les rubans en acier.

Arrêté en conseil C.P. 4845, approuvé le 10 juillet 1945: relatif à l'emploi des hommes de 16 ans comme houilleurs, etc.

Arrêté en conseil C.P. 4871, approuvé le 10 juillet 1945: accordant une dépréciation spéciale en faveur de *McKinnon Industries Ltd.*, relativement à son usine de St-Catharines, Ont., pour la production de coussinets à billes et à rouleaux.

Arrêté en conseil C.P. 4883, approuvé le 10 juillet 1945: nommant M. W. E. Brunskill au Conseil des relations ouvrières en temps de guerre pour la Saskatchewan, etc.

Arrêté en conseil C.P. 4884, approuvé le 10 juillet 1945: prolongeant la période durant laquelle les chemins de fer ne peuvent offrir de tarifs réduits constituant un encouragement au voyage.

Arrêté en conseil C.P. 4885, approuvé le 10 juillet 1945: règlements de 1945 sur les armes à feu automatiques.

Arrêté en conseil C.P. 4936, approuvé le 12 juillet 1945: concernant la Caisse fiduciaire de bienfaisance du Service naval canadien.

Arrêté en conseil C.P. 315/4940, approuvé le 13 juillet 1945: autorisant des octrois supplémentaires à toute université au Canada à propos des étudiants qui y sont inscrits d'après les dispositions de l'Ordonnance concernant la réadaptation après licenciement.

Arrêté en conseil C.P. 4984, approuvé le 17 juillet 1945: proclamant la revision No 60 de la liste des personnes signalées.

Arrêté en conseil C.P. 14/5045, approuvé le 18 juillet 1945: autorisant un paiement à Anthony Walsh relativement à un accident d'automobile au Royaume-Uni.

Arrêté en conseil C.P. 56/5045, approuvé le 18 juillet 1945: visant la liquidation des biens laissés par les militaires rayés de l'effectif comme déserteurs.

Arrêté en conseil C.P. 55/5045, approuvé le 18 juillet 1945: autorisant l'admissibilité aux soins médicaux, etc., des surveillants de la Y.W.C.A. en Grande-Bretagne.

Arrêté en conseil C.P. 87/5045, approuvé le 18 juillet 1945: autorisant, à raison de 100 pour 100, le remboursement de la taxe de guerre sur le change acquittée après le 14 mai 1945 sur les éléments et matériaux employés dans la fabrication de machines et d'appareils fournis aux manufacturiers canadiens, en vue de la production de denrées au Canada, etc.

Arrêté en conseil C.P. 101/5045, approuvé le 18 juillet 1945: autorisant le remboursement des droits de douane et des taxes sur le matériel importé par la *Canadian Car and Foundry Co.* pour la production de panneaux d'aile d'aéronef pour le compte du ministère de la Marine des Etats-Unis.

Arrêté en conseil C.P. 148/5045, approuvé le 18 juillet 1945: modifiant les règlements de 1944 concernant l'indemnisation des marins (Dommages de guerre aux effets personnels).

Arrêté en conseil C.P. 5046, approuvé le 17 juillet 1945: modifiant les Règlements concernant le crédit de réadaptation.

Arrêté en conseil C.P. 5047, approuvé le 17 juillet 1945: exemptant de la taxe d'accise les mécanismes d'encaissement ou taxiphones.

Arrêté en conseil C.P. 5092, approuvé le 19 juillet 1945: autorisant l'emploi du glucose ou dextrose comme succédané du sucre et du miel dans la fabrication du breuvage lacté au chocolat.

Arrêté en conseil C.P. 5130, approuvé le 24 juillet 1945: nommant le major-général J. H. MacQueen à la Commission d'inspection du Royaume-Uni et du Canada.

Arrêté en conseil C.P. 5136, approuvé le 26 juillet 1945: autorisant le transfert d'un bateau du genre convoyeur-porteur de seines à la *Dollins Fisheries Ltd.*

Arrêté en conseil C.P. 5165, approuvé le 24 juillet 1945: révoquant la nomination du juge MacLean au poste de représentant régional de la régie des combustibles solides pour la province de la Saskatchewan.

Arrêté en conseil C.P. 5191, approuvé le 24 juillet 1945: concernant la liste des marchandises soumises à un contrôle d'importation.

Arrêté en conseil C.P. 5196, approuvé le 24 juillet 1945: réduisant le nombre des membres de la Commission de la production du charbon en période de crise.

Arrêté en conseil C.P. 5210, approuvé le 24 juillet 1945: concernant les permis de sortie pour les femmes et les enfants.

Arrêté en conseil C.P. 5211, approuvé le 24 juillet 1945: modifiant les règlements de 1939 sur les zones d'aéroports.

Arrêté en conseil C.P. 5229, approuvé le 26 juillet 1945: le nom "*Maple Leaf*" doit être enregistré conformément aux dispositions de la Loi sur la concurrence déloyale comme étant le nom d'un journal édité par le ministère de la Défense nationale pour distribution parmi les forces armées.

Arrêté en conseil C.P. 5273, approuvé le 26 juillet 1945: modifiant les règlements concernant la Corporation de la stabilisation des prix des denrées.

Arrêté en conseil C.P. 5281, approuvé le 26 juillet 1945: autorisant des paiements sous le régime de la Loi de 1942 sur l'assurance contre les risques de guerre, à la suite de dommages de guerre subis par les chefs de maison, etc., dans la région de Halifax.

Arrêté en conseil C.P. 5284, approuvé le 26 juillet 1945: arrêté en conseil modifiant le règlement visant les congés accordés aux officiers en attendant leur mise à la retraite.

Arrêté en conseil C.P. 5320, approuvé le 31 juillet 1945: révoquant l'arrêté en conseil C.P. 4934 du 27 juin 1944, autorisant l'emploi de troupes appelées en activité pour prêter main-forte aux autorités civiles dans l'exercice des fonctions de police, de direction de la circulation et de patrouille, etc.

Arrêté en conseil C.P. 5369, approuvé le 31 juillet 1945: autorisant le ministre des Finances à garantir à certaines banques les avances consenties à la Commission canadienne du blé.

Arrêté en conseil C.P. 4157, approuvé le 7 août 1945: autorisant la franchise de port, en ce qui concerne la correspondance des membres des forces armées de la Grande-Bretagne, des Dominions et de l'Empire, en garnison au Canada.

Arrêté en conseil C.P. 4161, approuvé le 7 août 1945: établissant un comité des études outre-mer.

Arrêté en conseil C.P. 5244, approuvé le 28 août 1945: autorisant le renvoi, à leur donateur, des articles ou du matériel donnés pour la poursuite de la guerre ou pour l'agrément des forces armées, etc.

Arrêté en conseil C.P. 148/5311, approuvé le 1er août 1945: réglementant les profits normaux des contribuables.

Arrêté en conseil C.P. 5373, approuvé le 2 août 1945: supprimant les restrictions sur les importations de certaines sortes de caoutchouc.

Arrêté en conseil C.P. 5371, approuvé le 2 août 1945: exemptant les oranges des droits de douane pendant la période allant du 1er août au 31 décembre 1945.

Arrêté en conseil C.P. 5401, approuvé le 7 août 1945: décrétant la représentation de la Commission du service civil et de la Commission des prix et du commerce en temps de guerre au sein du Comité consultatif de la réintégration et du rétablissement.

Arrêté en conseil C.P. 5403, approuvé le 7 août 1945: déléguant certains pouvoirs relatifs à la convocation des cours martiales, à l'officier général commandant la première armée canadienne.

Arrêté en conseil C.P. 5438, approuvé le 3 août 1945: modifiant l'ordonnance de 1942 sur les boissons alcooliques en temps de guerre.

Arrêté en conseil C.P. 5465, approuvé le 7 août 1945: nommant le commandant d'escadre L. H. Phinney au poste de commissaire spécial suppléant des ouvrages de défense dans le nord-ouest du Canada.

Arrêté en conseil C.P. 5469, approuvé le 7 août 1945: révoquant l'interdiction frappant l'exportation de certaines obligations de l'Alberta.

Arrêté en conseil C.P. 5475, approuvé le 7 août 1945: élargissant la définition de "blé de la catégorie I".

Arrêté en conseil C.P. 11/5477, approuvé le 8 août 1945: autorisant l'Office des produits spéciaux à acheter des chevaux au Canada pour le gouvernement des Pays-Bas.

Arrêté en conseil C.P. 12/5477, approuvé le 8 août 1945: autorisant certaines dépenses par l'Office des produits spéciaux relativement à l'achat et à l'exportation de graines de semence.

Arrêté en conseil C.P. 5526, approuvé le 9 août 1945: permettant l'emploi de la glycérine comme ingrédient du pain.

Arrêté en conseil C.P. 5531, approuvé le 9 août 1945: nommant un régisseur à l'*American Can Company, Ltd.*, Vancouver.

Arrêté en conseil C.P. 5561, approuvé le 23 août 1945: prolongeant les polices émises en vertu de la Loi sur l'assurance contre les risques de guerre.

Arrêté en conseil C.P. 5567, approuvé le 16 août 1945: relatif à la javellisation de l'alimentation d'eau de Prince-Rupert, C.-B.

Arrêté en conseil C.P. 5585, approuvé le 16 août 1945: concernant la Commission nommée pour instituer enquête dans les cas où la révocation de naturalisation peut être envisagée.

Arrêté en conseil C.P. 5611, approuvé le 16 août 1945: révoquant la nomination de J. H. Lamprey comme sous-régisseur du bois.

Arrêté en conseil C.P. 5616, approuvé le 21 août 1945: autorisant le remboursement à la *Canadian Furnace Limited* des frais de transport du coke.

Arrêté en conseil C.P. 5631, approuvé le 21 août 1945: soustrayant certains articles au "contrôle de l'importation".

Arrêté en conseil C.P. 1/5632, approuvé le 16 août 1945: autorisant l'Office des produits spéciaux à acheter des chevaux au Canada pour le gouvernement de France.

Arrêté en conseil C.P. 5660, approuvé le 21 août 1945: nommant Gérard Picard au Conseil des relations ouvrières en temps de guerre.

Arrêté en conseil C.P. 5662, approuvé le 21 août 1945: nommant B. F. Morrice au Conseil régional du travail en temps de guerre pour la province d'Ontario.

Arrêté en conseil C.P. 5679, approuvé le 21 août 1945: modifiant l'Ordonnance sur le contrôle du change étranger.

Arrêté en conseil C.P. 5680, approuvé le 21 août 1945: décrétant le paiement à la *Canadian Furnace Ltd.*, au sujet du coke consommé dans la fabrication de la fonte en gueuse.

Arrêté en conseil C.P. 5688, approuvé le 21 août 1945: autorisant à payer des indemnités sur une base *ex gratia* pour les dommages causés par les désordres qui ont eu lieu dans la ville de Halifax et par les explosions qui ont eu lieu à la poudrière navale du Bassin de Bedford.

Arrêté en conseil C.P. 342/5720, approuvé le 24 août 1945: modifiant le Décret de 1944 concernant l'indemnité pour service de guerre aux marins marchands.

Arrêté en conseil C.P. 5748, approuvé le 28 août 1945: autorisant une rémunération supplémentaire pour le juge J. C. A. Cameron, juge suppléant de la cour de l'Echiquier.

Arrêté en conseil C.P. 5758, approuvé le 28 août 1945: abrogeant C.P. 2222, du 30 mars 1944, exigeant la production, de la part de toute personne réclamant des prestations d'assurance-chômage, d'une preuve satisfaisante de conformité avec les Règlements sur le service sélectif national (Mobilisation).

Arrêté en conseil C.P. 5768, approuvé le 28 août: autorisant le paiement du drawback aux minotiers pour l'année de récolte 1945-1946.

Arrêté en conseil C.P. 5772, approuvé le 28 août 1945: autorisant le paiement d'une indemnité sous le régime de la Loi d'indemnisation des employés de l'Etat à l'égard des maladies professionnelles, y compris la phtisie, dans la province de la Colombie-Britannique.

Arrêté en conseil C.P. 5779, approuvé le 28 août 1945: révoquant certains règlements concernant la vitesse des véhicules-automobiles.

Arrêté en conseil C.P. 109/5781, approuvé le 29 août 1945: exemptant de la taxe de vente les matériaux et articles entrant dans la construction des écremeuses.

Arrêté en conseil C.P. 5795, approuvé le 30 août 1945: décrétant que les exportations d'huile de lin ne pourront s'effectuer qu'après remboursement à la Commission canadienne du blé du bénéfice touché par l'exportateur.

Arrêté en conseil C.P. 5802, approuvé le 30 août 1945: modifiant les Règlements concernant le crédit de réadaptation.

Arrêté en conseil C.P. 5831, approuvé le 30 août 1945: concernant les crimes de guerre (Canada).

Arrêté en conseil C.P. 5845, approuvé le 31 août 1945: modifiant la Loi sur l'assurance des crédits à l'exportation.

Il dépose aussi,—Réponse à une adresse à Son Excellence l'Administrateur, en date du 1er octobre 1945,—Copie de tous télégrammes, lettres, mémoires ou autres documents, datés depuis le 1er juin 1944, échangés entre le Premier ministre ou l'un des membres ou fonctionnaires du gouvernement fédéral et les premiers ministres ou fonctionnaires des gouvernements provinciaux relativement à la tenue de la conférence fédérale-provinciale, l'ordre du jour de cette conférence, la reprise des séances ajournées de la conférence ou à toute autre question se rapportant à la conférence.

M. St-Laurent, membre du Conseil privé du Roi, dépose sur la Table, par ordre de Son Excellence le Gouverneur général,—Rapport de la Gendarmerie royale canadienne pour l'année terminée le 31 mars 1945.

M. Martin, membre du Conseil privé du Roi, dépose,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 1er octobre 1945,—Etat montrant:—1. Sous quels auspices l'avion "F for Freddie" a-t-il fait une envolée à travers le Canada?

2. Est-ce que le gouvernement était au courant que cet avion faisait de l'aérobatie au-dessus des villes compromettant la sécurité des citoyens? Dans l'affirmative, avait-on donné des instructions relativement au vol de cet avion au cours de sa tournée de démonstration?

3. Quels sont les règlements du gouvernement concernant le vol des aéronefs au-dessus des villes et cités, et quels sont les règlements militaires à ce même sujet?

4. Permet-on de faire de l'aérobatie à quelque aéronef piloté sous le contrôle du gouvernement ou des autorités militaires?

Et aussi,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 29 octobre 1945,—Etat montrant:—1. Quel est le montant total dépensé par le gouvernement jusqu'à date, au compte a) du capital, b) de l'exploitation, à la *Welland Chemical Works Limited*, à Niagara Falls, Ontario?

2. Quelle est la valeur estimative actuelle de cette usine?
3. Depuis le 1er juillet 1945, quels sont les matériaux produits par cette usine et quelle en a été la quantité?
4. Sous quelle autorité l'usine fonctionne-t-elle actuellement?
5. Quelles personnes ont été employées pour l'administration de cette usine?
6. Au service de quelles compagnies ou sociétés ces personnes étaient-elles avant qu'elles prennent charge de l'administration de cette usine?
7. Quelles dispositions a-t-on prises relativement à l'aliénation de cette usine?
8. A-t-on reçu des offres pour l'achat de cette usine?

Le bill suivant du Sénat est lu la première fois et la deuxième lecture en est ordonnée à la prochaine séance de la Chambre, à savoir:

Bill No 28 (F du Sénat), intitulé: "Loi concernant la compagnie de chemin de fer, d'éclairage et de force motrice de Québec".—M. Lesage.

La Chambre reprend alors l'étude, en comité plénier, d'un certain projet de résolution destinée à accorder à Sa Majesté une somme d'argent d'au plus \$1,365,000,000 pour la défense nationale et la démobilisation, et après avoir accompli quelque progrès et l'avoir rapporté, le comité obtient l'autorisation d'en reprendre l'étude à la prochaine séance de la Chambre.

Sur motion de M. Mackenzie, la Chambre s'ajourne à 10 heures 58 minutes p.m., jusqu'à lundi prochain à trois heures de l'après-midi.

No 42

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

---

SÉANCE DU LUNDI, 5 NOVEMBRE 1945

---

PRIÈRES.

Cinq pétitions sont déposées sur la Table.

Le Greffier de la Chambre dépose sur la Table le vingtième rapport du greffier des pétitions qui a examiné la pétition suivante présentée le 2 novembre, demandant l'adoption d'une loi pour accorder le divorce et dissoudre le mariage du demandeur, et il déclare que le délai étant expiré pour recevoir des pétitions en instance de bills privés, celle-ci ne peut pas être acceptée, à savoir:

De Kathleen Helena Henry Bates, épouse de Gerald Nudell Bates, de Mont-Royal, P.Q.—M. *Maybank*.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier a déposé sur la Table le quatorzième rapport de l'examineur des pétitions pour bills privés, lequel est lu comme suit:

Conformément à l'article 99, paragraphe 2, du Règlement, l'examineur des pétitions pour bills privés a l'honneur de présenter son quatorzième rapport comme suit:

Votre examineur a dûment examiné la pétition suivante en obtention de bill privé, et il constate que toutes les prescriptions de l'article 95 du Règlement ont été observées, à savoir:

De Roy K. Bullas, de Kitchener, Ontario, et autres, pour une loi constituant en corporation la *Canada Health and Accident Assurance Corporation*.

M. Mackenzie, membre du Conseil privé du Roi, dépose sur la Table,— Copie d'un arrêté en conseil adopté en vertu des dispositions de la Loi des mesures de guerre, comme suit:

Arrêté en conseil C.P. 6752, approuvé le 1er novembre 1945: spécifiant que les versements faits en vertu des dispositions de la Loi des allocations familiales, 1944, n'affecteront pas les paiements effectués par le ministère des Affaires des vétérans sous certaines lois.

M. Martin, membre du Conseil privé du Roi, dépose,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 1er octobre 1945,—Etat montrant:—1. Depuis le 1er juin 1945, quelles sont les quantités de produits alimentaires qui ont été expédiés vers l'Angleterre, la France, la Belgique, la Hollande, la Norvège, l'Italie, la Grèce et les autres pays des Balkans, soit à titre de don, ou à titre de prêt en vertu du prêt-bail, soit sous forme de ventes, soit autrement, avec détail par produit et par pays, ainsi que selon le mode de paiement envisagé (don, prêt-bail, crédits à l'exportation, opérations commerciales ordinaires entre particuliers ou gouvernements)?

2. Outre les quantités de produits alimentaires déjà expédiés, les pays en question ont-ils fait des demandes au gouvernement du Canada ou tenté de négocier des accords pour obtenir des quantités supplémentaires? Dans l'affirmative, quelle était, en détail par produits et par pays, la nature de ces demandes?

3. En dehors des négociations entre gouvernements et outre les quantités expédiées, des commerçants ou exportateurs canadiens ont-ils demandé la permission d'exporter de ces produits?

4. Dans l'affirmative, pour quelle quantité d'exportations vers chacun de ces divers pays de tels permis ont-ils été requis et dans quelle proportion ont-ils été accordés ou refusés pour chaque pays?

Aussi,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 1er octobre 1945,—Etat montrant:—1. Quel est le nombre total de fonctionnaires atteints par la limite d'âge?

2. Quel en est le nombre par ministère?

3. Quelles mesures a-t-on adoptées au sujet de la mise à la retraite de ces personnes?

Et aussi,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 24 octobre 1945,—Etat montrant:—1. Quelle a été la quantité totale de la production au Canada a) de boissons alcooliques, b) de boissons de malt, c) de bière, d) de vin, au cours de chacune des années de 1935 à 1944?

2. Quelle a été, pour chacune des années précitées, la quantité totale de la consommation au Canada a) de boissons alcooliques, b) de boissons de malt, c) de bière, d) de vin?

M. Mitchell, membre du Conseil privé du Roi, dépose sur la Table, par ordre de Son Excellence le Gouverneur général,—Rapport annuel du ministère du Travail, pour l'année financière terminée le 31 mars 1945, rapport comprenant des exposés du fonctionnement des lois suivantes: Loi du ministère du Travail, Loi de la conciliation et du travail, Loi des enquêtes sur les différends industriels, Loi de la coordination de l'entraînement de la jeunesse, Loi de l'éducation technique, Loi sur les annuités de l'Etat, Loi des enquêtes sur les monopoles, Loi de coordination des bureaux d'emploi, la Commission de l'assurance-chômage, Loi de réintégration dans les emplois civils, la Commission de sécurité de la Colombie-Britannique, l'Organisation internationale du travail, le Conseil national du travail en temps de guerre, la Loi des justes salaires et des heures de travail, Commission des relations ouvrières en temps de guerre, Commission de coopération de la production industrielle, fonctionnement du Service sélectif national, etc.

Il dépose aussi sur la Table,—Copie de l'arrêté en conseil C.P. 6632, approuvé le 26 octobre 1945: nomination des délégués à la conférence technique préparatoire sur les questions maritimes, organisme du Bureau international du travail, qui doit avoir lieu à Copenhague, Danemark, à partir du 13 novembre 1945.

Et aussi,—Copie d'un arrêté en conseil adopté en vertu des dispositions de la Loi de 1942 sur la coordination de la formation professionnelle, et de la Loi des mesures de guerre, comme suit:

Arrêté en conseil C.P. 6599, approuvé le 25 octobre 1945: s'appliquant à une formule d'accord avec les provinces en vertu du programme de formation professionnelle.

M. Mayhew, adjoint parlementaire du ministre des finances, dépose,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 1er octobre 1945,—Etat montrant:—1. Quel est le montant total que le gouvernement a dépensé, de concert avec la ville de Fernie, Colombie-Britannique, pour la reconstruction de l'hôtel Napanee et de l'hôtel Queen's dans cette dernière ville?

2. Quel est le nombre d'appartements dans chaque immeuble?

3. Combien d'appartements étaient occupés dans chaque hôtel au cours de chacun des mois de mai, juin, juillet, août et septembre de cette année?

4. Le loyer des appartements ci-haut mentionnés sera-t-il fixé au niveau des loyers en cours dans la région?

Du consentement de la Chambre, M. Chevrier présente le Bill No 32, Loi modifiant la Loi des transports de 1938, qui est lu la première fois et dont la deuxième lecture est remise à la prochaine séance de la Chambre.

Du consentement de la Chambre, M. Gladstone présente, appuyé par M. Isnor, le Bill No 33, Loi modifiant le Code criminel, qui est lu la première fois et dont la deuxième lecture est remise à la prochaine séance de la Chambre.

Les bills suivants du Sénat sont lus la première fois et la deuxième lecture en est remise à la prochaine séance de la Chambre, à savoir:

Bill No 30 (D du Sénat), intitulé: "Loi constituant en corporation l'Association de transport aérien international".—M. *McIlraith*.

Bill No 31 (H du Sénat), intitulé: "Loi constituant en corporation l'Institut arctique de l'Amérique du Nord".—M. *Benidickson*.

Les questions suivantes qui figuraient au feuilleton ont été changées en ordres de rapport, en vertu du paragraphe 4 de l'article 44 du Règlement, et les officiers compétents en ont été avertis, à savoir:

Par M. Pearkes—1. Combien a-t-on employé d'officiers et d'hommes au chantier de bois de l'armée situé sur la propriété de *A. D. McGibbon & Sons Limited*, à Lachute, P.Q.?

2. Pendant combien de temps ces hommes ont-ils été postés à cet endroit?

3. Combien d'entre eux ont pris du service outre-mer?

4. Combien de cordes de bois ces hommes ont-ils abattues à ce chantier?

5. Qu'a-t-on fait du bois qui y a été abattu?

6. Qu'a-t-on payé à ces hommes en solde et allocations ou en salaires?

7. Qui a fait ces paiements?

8. Le gouvernement a-t-il quelque entente financière avec *A. D. McGibbon & Sons Limited*? Dans l'affirmative, quelle est cette entente?

Par M. Knowles—1. Quel a été le résultat des dénonciations de certains particuliers faites par la Royale Gendarmerie à cheval du Canada, et dont le ministre des Finances a fait mention à la page 5840 des Débats du 31 juillet 1944?

2. Outre ceux dont il a été fait mention ci-dessus, y a-t-il eu quelques autres personnes ou maisons de commerce que quelque ministère, département ou commission du gouvernement ont accusées de complot de fraude à l'égard du gouvernement ou d'autre malversation, relativement à la fabrication de literie, depuis le 1er septembre 1939?

3. Dans l'affirmative, l'une ou l'autre de ces personnes ou maisons de commerce ont-elles été condamnées à subir leur procès?

4. Ces procès ont-ils eu lieu? Dans l'affirmative, quel en a été le résultat? Sinon, pourquoi?

Par M. Hatfield—1. Combien y a-t-il d'officiers de marine, de tous grades, actuellement postés à Ottawa?

2. Combien, parmi ces officiers, portent l'uniforme ou ont porté l'uniforme à quelque moment que ce soit au cours de la guerre?

3. Combien, parmi ces officiers, n'ont jamais pris de service en haute mer ou sur des navires de guerre?

4. Quel est le nombre d'officiers de l'armée et de l'aviation, de tous grades, actuellement postés à Ottawa?

5. Combien, parmi ces officiers, portent actuellement l'uniforme ou l'ont porté à quelque moment que ce soit au cours de la guerre?

6. Combien, parmi les officiers ci-dessus mentionnés, ont pris du service actif sur quelque théâtre de guerre?

Par M. Lacombe—1. Des déserteurs et des délinquants ont-ils été libérés après 28 jours de détention?

2. Dans l'affirmative, quel en est le nombre et dans quel comté demeurent-ils?

3. Le gouvernement accordera-t-il une amnistie générale aux déserteurs et aux délinquants?

4. Dans l'affirmative, quand accordera-t-il cette amnistie?

Par M. Argue—1. Combien de chevaux l'Office des produits spéciaux du ministère de l'Agriculture a-t-il achetés jusqu'au 25 octobre 1945?

2. A quels endroits a-t-on acheté ces chevaux; quelles ont été les dates d'achat aux divers endroits et combien de chevaux a-t-on achetés à chaque endroit?

3. Quels sont les noms des personnes de qui on a acheté des chevaux à Laflèche, Saskatchewan, et combien en a-t-on acheté de chaque personne?

4. Quelles sont les prescriptions exigées par l'Office des produits spéciaux dans les cas où il achète des chevaux, et quelle est la diversité des prix payés?

5. A-t-on apporté, à l'occasion, quelques changements aux prescriptions? Dans l'affirmative, sous quelle forme?

Par M. Cockeram—1. Quelle a été la date de la formation de la *Acadia Construction Company Limited*?

2. Quels en ont été les administrateurs provisoires?

3. Quels ont été les administrateurs de cette compagnie depuis qu'elle est en opération?

4. Quel est le nombre des contrats que cette compagnie, depuis sa formation, a reçus du ministère des Munitions et approvisionnements?

Par M. Fleming—1. a) Combien d'argent, par année, a-t-il été dépensé par la Commission de l'information en temps de guerre, ou par son entremise, au cours de son existence? b) De ce montant, combien a-t-on payé à des personnes à l'extérieur du Canada, et pourquoi, et quelles étaient ces personnes?

2. a) Quel a été le nombre le plus élevé de personnes à l'emploi de la commission, et quand a-t-on atteint ce chiffre? b) Quel était le nombre de personnes à l'emploi de la commission d'information en temps de guerre le 28 septembre 1945? c) Combien d'entre elles ont été transférées à l'emploi du service canadien de l'information?

3. Quel est le traitement du directeur du service canadien de l'information?

4. Quelles sont les dépenses mensuelles estimatives du service canadien de l'information et quels sont les postes de ces dépenses?

Par M. Rose—1. Qui a signé au nom a) des Pays-Bas, b) des Indes néerlandaises, l'accord relatif à des prêts conclu avec le Canada?

2. Quelles marchandises les signataires de cet emprunt désirent-ils obtenir du Canada pour le compte a) des Pays-Bas, b) des Indes néerlandaises?

3. Les demandes de marchandises canadiennes, faites par les Pays-Bas et les Indes néerlandaises, comprennent-elles des armes et des munitions?

4. A-t-on envoyé quelque quantité d'armes et de munitions aux autorités militaires des Pays-Bas et des Indes néerlandaises?

5. Dans l'affirmative, ces marchandises ont-elles été envoyées en vertu de l'accord relatif à un prêt ou en vertu de tout autre accord?

Par M. Dorion—1. L'ordonnance No A-317 de la Commission des prix et du commerce en temps de guerre a-t-elle été rappelée? Dans l'affirmative, quand?

2. Depuis la date de ladite ordonnance, c'est-à-dire le 30 juillet 1942, quelle quantité d'articles faisant l'objet de cette ordonnance a été achetée par les différents départements du gouvernement?

3. Quel montant a-t-il été déboursé pour l'achat de ces articles?

4. De quelle manière a-t-on disposé de ces articles?

5. Reste-t-il une quantité de ces articles en approvisionnement? Dans l'affirmative, quelle quantité et quel usage entend-on en faire?

Les adresses suivantes à Son Excellence l'Administrateur sont votées et avec les ordres suivants de la Chambre sont transmis aux officiers compétents:

Par M. Thatcher—Ordre de la Chambre—Copie de toute correspondance, reçue au cours de l'année écoulée, que possède le gouvernement ou l'un de ses ministères, relativement à la demande qu'a faite le gouvernement provincial de la Saskatchewan d'utiliser les bâtiments de l'ancien aéroport No 32, à Moose-Jaw, pour un hôpital d'aliénés.

Par M. Isnor—Adresse à Son Excellence l'Administrateur—Copie de toute correspondance échangée au cours des dix derniers mois entre l'honorable Harold Connolly, ministre de l'Industrie et de la publicité pour la Nouvelle-Ecosse, et le ministre des Transports ou la Commission nationale des ports concernant la construction d'une minoterie sur un emplacement faisant face à la mer, dans la ville de Halifax.

Par M. Cockeram—Ordre de la Chambre—Copie du contrat entre la ville de Toronto, le canton de York-Nord et la *Soldiers' Housing Projects Limited*, relativement au projet d'habitations actuellement en voie d'exécution dans le canton de York-Nord.

Par M. Thatcher—Ordre de la Chambre—Copie de toute la correspondance que possède le gouvernement échangée entre le gouvernement ou l'un de ses ministères et les fabricants a) de tuyaux et de tuyauterie; b) de moteurs Diesel; c) perforatrices à diamant, depuis le 2 mars 1943, relativement à l'augmentation des droits de douane sur ces articles.

Par M. Adamson—Adresse à Son Excellence l'Administrateur—Copie de tous télégrammes, lettres et autres documents échangés, au cours des années 1938, 1939, 1940, 1941 et 1942, entre la *Curtis-Wright Aeroplane and Motor Corporation*, et le directeur des fournitures d'aéronefs, la Commission des approvisionnements de guerre et le ministère de la Défense nationale, relativement aux offres de fabrication des avions et des parties d'avions au Canada; ainsi que la copie du mémoire présenté à ce sujet au directeur des fournitures d'aéronefs au cours de décembre 1939, et de toute correspondance subséquente entre ladite compagnie et le ministère des Munitions et approvisionnements ou le ministère de la Défense nationale.

Par M. Adamson—Adresse à Son Excellence l'Administrateur—Copie de tous télégrammes, correspondance, lettres et autres documents échangés, au cours de 1938 et de 1939, entre les fonctionnaires de la *United Aircraft Corporation* ou l'une quelconque de ses filiales au Canada, en particulier la *Canadian Pratt and Whitney*, et les fonctionnaires du ministère de la Défense nationale et de la Commission des approvisionnements de guerre concernant la fabrication au Canada par ladite compagnie d'avions, d'antennes d'avions et d'autres parties d'avions, et de toute correspondance subséquente entre lesdites compagnies et le ministère des Munitions et approvisionnements ou le ministère de la Défense nationale.

Un message est reçu du Sénat pour informer la Chambre que Leurs Honneurs ont passé les bills suivants qu'ils soumettent au bon plaisir de la Chambre, savoir:

Bill No 34 (I du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Martha Louise Manful Hatch".

Bill No 35 (J du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Nora Jean Cunningham Brisbane".

Bill No 36 (K du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Thérèse Bonenfant Fusco".

Bill No 37 (L du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Mildred Eurette McKay Disher".

Bill No 38 (M du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Mary Emmerson Whittemore Schlemm".

Bill No 39 (N du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Andrew Lawrence Card".

Bill No 40 (O du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Annie Morrison Wisely Pitblado".

Bill No 41 (P du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Joe Eisen".

Bill No 42 (Q du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Ellen Therese Cramer Watson".

Bill No 43 (R du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Rita Gendron Reid".

Bill No 44 (S du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Evelyine Pearl Edwards Aird".

Bill No 45 (T du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Helen Turner Luke".

Bill No 46 (U du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Lois Elizabeth Allworth Pierce".

Bill No 47 (V du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Armandine-Cécile LeBrun Lachance".

Bill No 48 (W du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Grace Irène Paquet Hopkins".

Bill No 49 (X du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Alma Joan Bégin Oswald".

Bill No 50 (Y du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à George Ernest Reed".

Bill No 51 (Z du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Sylvia Heather McCulloch Peck".

Bill No 52 (A-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Frederick Keith Beattie".

Bill No 53 (B-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Robert Coull".

Bill No 54 (C-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Violet Beach Meredith".

Bill No 55 (D-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Max Engleberg".

Bill No 56 (E-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Berthe Harris Fineberg".

Bill No 57 (F-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Nils Jens Pettersen".

Bill No 58 (G-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Benjamin Charles Stafford".

Bill No 59 (H-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Florence Mary Daniel Nightingale".

Bill No 60 (I-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Edward Stephen Vasselin".

Bill No 61 (J-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Robert Marshall Miller".

Bill No 62 (K-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Dorina Laurin Wallis".

Bill No 63 (L-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Helen Louise Clark Leet".

Bill No 64 (M-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Dorothy Anita Duffy Gregson".

Bill No 65 (N-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Irene Grace Harman Smith".

Bill No 66 (O-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Lorna Maud Clerk Kingsland".

Bill No 67 (P-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Edgar Jean".

Bill No 68 (Q-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Ethel Maybird Wright Latremouille".

Bill No 69 (R-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Marie-Rose-Alba-Germaine Bélair Blanchard".

Bill No 70 (S-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à William Bernard McCarrick".

Bill No 71 (T-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Lorne Edward Souva".

Bill No 72 (U-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Edith Gertrude Jackson Holloway".

Bill No 73 (Y-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à George Allenby Bradshaw".

Bill No 74 (Z-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Phyllis Fitch Farber".

Bill No 75 (A-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Vencel Humenay".

Bill No 76 (B-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Waldo James Cousins".

Bill No 77 (C-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Albert Wilson Harvey".

Bill No 78 (D-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Iris Ester Westerberg Duffy".

Bill No 79 (E-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Della Frances Gardner Hudson".

Bill No 80 (F-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Joseph-Gérard-Fernand-Arthur Groleau".

Bill No 81 (G-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Audrey Nathaniel Smith McNair".

Bill No 82 (H-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Ovila Bernard".

Bill No 83 (I-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Albert Edward Spray".

Bill No 84 (J-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Helen Isabel Dibblee Brown".

Bill No 85 (K-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Robert Hiscock".

Bill No 86 (L-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Jacques Noel Cerminara".

Bill No 87 (M-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Joseph William Henry Beausoleil".

Bill No 88 (N-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Rita Beryl Gwendolyn Scott Lunn".

Bill No 89 (O-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Neil Sinclair McKechnie".

Bill No 90 (P-3), du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Albert-Evariste Gélinas".

Et aussi,—Un message pour transmettre à la Chambre la preuve déposée devant le comité permanent des Divorcés du Sénat auquel ont été soumises les pétitions en instance de divorce qui ont servi de base aux bills mentionnés plus haut, ainsi que tous les documents produits comme pièces justificatives, avec prière que le tout soit renvoyé au Sénat.

La Chambre reprend alors l'étude en comité plénier, d'un certain projet de résolution destinée à accorder à Sa Majesté une somme d'argent d'au plus \$1,365,000,000 pour la défense nationale et la démobilisation, et après avoir accompli quelque progrès et l'avoir rapporté, le comité obtient l'autorisation d'en reprendre l'étude à la prochaine séance de la Chambre.

A onze heures p.m., M. l'Orateur ajourne la Chambre sans mettre la motion aux voix, en vertu de l'article 7 du Règlement, jusqu'à trois heures p.m., demain.

No 43

## JOURNAUX

DE LA

## CHAMBRE DES COMMUNES

## DU CANADA

---

SÉANCE DU MARDI, 6 NOVEMBRE 1945

---

## PRIÈRES.

Le Greffier de la Chambre dépose sur la Table le vingt et unième rapport du greffier des pétitions qui a examiné les pétitions suivantes présentées le 5 novembre, demandant l'adoption d'une loi pour accorder le divorce et dissoudre le mariage du demandeur, et il déclare que le délai étant expiré pour recevoir des pétitions en instance de bills privés, celles-ci ne peuvent pas être acceptées, à savoir:

De Nellie Sapphire Tanham Herring, épouse d'Edgar Ernest Allen Herring, de Montréal, P.Q.—M. *Maybank*.

D'Ann Low Fuller Mitchell, épouse de James Simpson Mitchell, de Montréal, P.Q.—M. *Maybank*.

De Pauline Hellier Kirsch, épouse d'Arthur Nathan Kirsch, de Montréal, P.Q.—M. *Maybank*.

De Florence Joy McGibbon Lafleur, épouse de Henri Grier Lafleur, de Montréal, P.Q.—M. *Maybank*.

De Marie Evelyn Johnson Dormer, épouse de Charles Henry Aloysius Dormer, de Gatineau, qui fait actuellement partie des forces armées de Sa Majesté.—M. *Maybank*.

M. Mackenzie, membre du Conseil privé du Roi, dépose,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 29 octobre 1945,—Etat montrant:—1. Quel est le nombre des demandes que le bureau régional de New Westminster a reçues de la part d'anciens combattants de la guerre actuelle pour s'établir sur a) des fermes, b) de petites propriétés, sous le régime de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants?

2. Quel est le nombre de ces demandes qui ont été a) approuvées, b) rejetées?

3. A-t-on fait un nouvel examen de l'une ou l'autre des demandes qui avaient été rejetées et, dans l'affirmative, ces demandes sont-elles renvoyées au comité consultatif local?

4. Quel est le nombre de fermes appartenant aux Japonais, dans le district électoral de Fraser Valley, qui peuvent être offertes en vente sous le régime de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants?

5. Combien a-t-on reçu de demandes pour leur achat et combien ont été approuvées?

M. Lapointe, adjoint parlementaire du ministre de la Défense nationale, dépose,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 29 octobre 1945,—Etat montrant:—Quel a été, d'après les derniers chiffres disponibles, le total des pertes, a) en tués, b) en blessés, c) en disparus, au cours de la guerre qui vient de finir?

Sur motion de M. Maybank, il est ordonné,—Que les pétitions en instance de bills de divorce, ainsi que les rapports du greffier des pétitions qui les accompagnent, présentés les 1er, 2 et 5 novembre, par Zénon Alary, Kathleen Helena Henry Bates, Nellie Sapphire Tanham Herring, Ann Low Fuller Mitchell, Pauline Hellier Kirsch, Florence Joy McGibbon Lafleur et Marie Evelyn Johnson Dormer, soient transmis au comité permanent du Règlement, avec prière d'étudier l'à-propos de suspendre à leur endroit l'application des articles 92 et 93 (3) a), b) et c) du Règlement.

Les bills suivants du Sénat sont lus respectivement la première fois, sur division, et la deuxième lecture en est remise à la prochaine séance de la Chambre, à savoir:

Bill No 34 (I du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Martha Louise Manful Hatch".—M. *Maybank*.

Bill No 35 (J du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Nora Jean Cunningham Brisbane".—M. *Maybank*.

Bill No 36 (K du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Thérèse Bonenfant Fusco".—M. *Boucher*.

Bill No 37 (L du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Mildred Euretta MacKay Disher".—M. *Emmerson*.

Bill No 38 (M du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Mary Emerson Whittemore Schlemm".—M. *MacLean*.

Bill No 39 (N du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Andrew Lawrence Card".—M. *Maybank*.

Bill No 40 (O du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Annie Morrison Wisely Pitblado".—M. *McGregor*.

Bill No 41 (P du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Joe Eisen".—M. *Maybank*.

Bill No 42 (Q du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Ellen Therese Cramer Watson".—M. *Maybank*.

Bill No 43 (R du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Rita Gendron Reid".—M. *Brown*.

Bill No 44 (S du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Evelyne Pearl Edwards Aird".—M. *Emmerson*.

Bill No 45 (T du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Helen Turner Luke".—M. *Hazen*.

Bill No 46 (U du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Lois Elizabeth Allworth Pierce".—M. *Emmerson*.

Bill No 47 (V du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Armandine-Cécile LeBrun Lachance".—M. *Emmerson*.

Bill No 48 (W du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Grace Irene Paquet Hopkins".—M. *MacLean*.

Bill No 49 (X du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Alma Joan Begin Oswald".—M. *Hazen*.

Bill No 50 (Y du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à George Ernest Reed".—M. *Maybank*.

Bill No 51 (Z du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Sylvia Heather McCulloch Peck".—M. *Maybank*.

Bill No 52 (A-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Frederick Keith Beattie".—M. *Emmerson*.

Bill No 53 (B-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Robert Coull".—M. *Homuth*.

Bill No 54 (C-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Violet Beach Meredith".—M. *Croll*.

Bill No 55 (D-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Max Engelberg".—M. *Casselman*.

Bill No 56 (E-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Bertha Harris Fineberg".—M. *Maybank*.

Bill No 57 (F-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Nils Jens Pettersen".—M. *Hazen*.

Bill No 58 (G-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Benjamin Charles Stafford".—M. *MacLean*.

Bill No 59 (H-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Florence Mary Daniel Nightingale".—M. *Benidickson*.

Bill No 60 (I-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Edward Stephen Vasselin".—M. *Homuth*.

Bill No 61 (J-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Robert Marshall Miller".—M. *Merritt*.

Bill No 62 (K-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Dorina Laurin Wallis".—M. *Casselman*.

Bill No 63 (L-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Helen Louise Clark Leet".—M. *Maybank*.

Bill No 64 (M-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Dorothy Anita Duffy Gregson".—M. *Casselman*.

Bill No 65 (N-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Irene Grace Harman Smith".—M. *Casselman*.

Bill No 66 (O-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Lorna Maud Clerk Kingsland".—M. *Casselman*.

Bill No 67 (P-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Edgar Jean".—M. *Maybank*.

Bill No 68 (Q-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Ethel Maybird Wright Latremouille".—M. *Croll*.

Bill No 69 (R-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Marie-Rose-Alba-Germaine Bélair Blanchard".—M. *Cleaver*.

Bill No 70 (S-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à William Bernard McCarrick".—M. *Croll*.

Bill No 71 (T-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Lorne Edward Souva".—M. *Casselman*.

Bill No 72 (U-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Edith Gertrude Jackson Holloway".—M. *Maybank*.

Bill No 73 (Y-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à George Allenby Bradshaw".—M. *Maybank*.

Bill No 74 (Z-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Phyllis Fitch Farber".—M. *Maybank*.

Bill No 75 (A-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Vencel Humenay".—M. *Rose*.

Bill No 76 (B-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Waldo James Cousins".—M. *Maybank*.

Bill No 77 (C-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Albert Wilson Harvey".—M. *Maybank*.

Bill No 78 (D-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Iris Ester Westerberg Duffy".—M. *Smith* (York-Nord).

Bill No 79 (E-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Della Frances Gardner Hudson".—M. *Maybank*.

Bill No 80 (F-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Joseph-Gérard Fernand-Arthur Groleau".—M. *Croll*.

Bill No 81 (G-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Audrey Nathaniel Smith MacNair".—M. *Croll*.

Bill No 82 (H-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Ovila Bernard".—M. *Emmerson*.

Bill No 83 (I-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Albert Edward Spray".—M. *Emmerson*.

Bill No 84 (J-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Helen Isabel Dibblee Brown".—M. *Maybank*.

Bill No 85 (K-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Robert Hiscock".—M. *Homuth*.

Bill No 86 (L-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Jacques Noel Cerminara".—M. *MacLean*.

Bill No 87 (M-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Joseph William Henry Beausoleil".—M. *MacLean*.

Bill No 88 (N-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Rita Beryl Gwendolyn Scott Lunn".—M. *MacLean*.

Bill No 89 (O-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Neil Sinclair McKechnie".—M. *Maybank*.

Bill No 90 (P-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Albert-Evariste Gélinas".—M. *Maybank*.

M. Ilsley propose,—Qu'un comité spécial soit institué pour faire l'examen des dépenses faites à même les sommes que le Parlement a votées pour la défense nationale et la démobilisation, et pour d'autres services qui ont une relation directe avec la guerre, y compris l'aliénation des biens de guerre en surplus, et pour signaler les économies compatibles avec l'exécution de la politique énoncée par le gouvernement qui, le cas échéant, peuvent être effectuées; et que, nonobstant l'article 65 du Règlement, le comité se compose de vingt-cinq membres, savoir MM. Benidickson, Black (*Cumberland*), Bradette, Cleaver, Côté (*Verdun*), Dion (*Lac-St-Jean-Roberval*), Golding, Homuth, Isnor, Jackman, Knowles, Lalonde, Macdonnell, Marquis, McDonald (*Pontiac*), McGregor, McIlraith, McLure, Michaud, Probe, Reid, Shaw, Smith (*Calgary-Ouest*), Stewart (*Winnipeg-Nord*) et Winkler; qu'il soit autorisé à assigner des personnes, à faire produire documents et dossiers, à interroger des témoins et à faire rapport à la Chambre de temps à autre.

Après discussion, ladite motion, mise aux voix, est agréée.

M. Howe propose,—*Résolu*: Qu'il y a lieu, pour les Chambres du Parlement, d'approuver l'Accord provisoire sur l'aviation civile internationale, signé par le Canada le 7 décembre 1944, déposé le 7 septembre 1945, la Convention relative à l'aviation civile internationale, signée par le Canada le 7 décembre 1944, déposée le 7 septembre 1945, et l'Accord relatif au transit des Services aériens internationaux, signé par le Canada le 10 février 1945, déposé le 7 septembre 1945; et que la Chambre approuve ces Accords et cette Convention.

Et un débat s'élevant, ledit débat est ajourné sur une motion de M. Diefenbaker.

Le Bill No 21, loi modifiant la Loi de 1937 sur les lignes aériennes Trans-Canada, est étudié en comité plénier, rapporté sans modification, lu la troisième fois et passé.

A l'appel de l'ordre pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des Subsidés;

M. Mackenzie propose,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil. Et ladite motion, mise aux voix, est agréée.

La Chambre se forme donc de nouveau en comité des Subsidés et après avoir rapporté progrès, le comité obtient l'autorisation de siéger de nouveau à la prochaine séance de la Chambre.

La Chambre s'ajourne alors à 10 heures 50 p.m., jusqu'à trois heures de l'après-midi, demain.

No 44

## JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES  
DU CANADA

SÉANCE DU MERCREDI, 7 NOVEMBRE 1945

## PRIÈRES.

M. Mackenzie, membre du Conseil privé du Roi, dépose sur la Table,—Copie d'un arrêté en conseil adopté en vertu des dispositions de la Loi sur les mesures de guerre, comme suit:

Arrêté en conseil C.P. 6769, approuvé le 6 novembre 1945: modifiant les règlements de réintégration dans le cas des personnes faisant partie d'une force intérimaire.

M. Howe, membre du Conseil privé du Roi, dépose sur la Table,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 29 octobre 1945,—Etat montrant:—En vertu des Accords régionaux de Radiodiffusion de l'Amérique du Nord, de 1941, connus sous le nom d'Accords de La Havane:

1. Combien de voies libres, de voies régionales et de voies locales de télécommunication ont été attribuées au Canada pour des postes des catégories IA, IB, II, III et IV?
2. Quelle est la fréquence de chacune de ces voies?
3. Quelle est la puissance minimum et maximum de chaque voie de télécommunication?
4. Combien de ces voies sont aujourd'hui occupées?
5. Quels sont les postes qui les occupent?
6. Quelle puissance ces postes utilisent-ils?
7. Quelles sont les voies de télécommunication qui sont dispensées de l'usage de la puissance minimum?
8. Quels postes ont demandé une augmentation de puissance, depuis 1939, et quelle puissance ont-ils demandée, et quelle augmentation leur a-t-on accordée?
9. Depuis 1939 a-t-on reçu des demandes d'utilisation de voies de télécommunication qui étaient inoccupées?
10. Le cas échéant, quelle puissance avait-on demandée?
11. Quelle est la puissance minimum des voies de télécommunication inoccupées?

12. Quels sont les postes qui ont demandé des licences pour faire des expériences sur les modulations de fréquence, la télévision, la radiodiffusion de facsimilés ou pour d'autres fins?

13. A-t-on accordé quelques licences?

M. Martin, membre du Conseil privé du Roi, dépose,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 29 octobre 1945,—Etat montrant:—1. Quel était, au 1er janvier 1939, le nombre des experts-comptables brevetés à l'emploi de la division de l'impôt du ministère du Revenu national?

2. Combien d'experts-comptables brevetés cette division a-t-elle employés du 1er janvier 1939 au 30 septembre 1945?

3. Quel est le nombre d'experts-comptables brevetés qui ont quitté cette division au cours de cette période?

4. Au 1er janvier 1939, combien comptait-on d'experts-comptables brevetés dans le bureau de l'Auditeur général?

5. Combien y a-t-on engagé d'experts-comptables brevetés du 1er janvier 1939 au 30 septembre 1945?

6. Combien d'experts-comptables brevetés ont quitté ce bureau au cours de cette période?

Les questions suivantes qui figuraient au Feuilleton ont été changées en ordres de rapport, en vertu du paragraphe 4 de l'article 44 du Règlement, et les officiers compétents en ont été avertis, à savoir:

Par M. Fair—1. Sous le plan de la Commission d'établissement de soldats, les administrateurs avaient-ils l'habitude de prendre une hypothèque sur la propriété ou les biens mobiliers que possédaient les anciens combattants au moment où ces derniers faisaient l'achat de terres de ladite commission?

2. Dans l'affirmative, quel est le nombre de ces hypothèques ainsi obtenues a) sur la terre ou sur d'autre propriété immobilière, b) sur les biens mobiliers, au cours de la période à compter de 1919 jusqu'à 1943 inclusivement?

3. A la date où cette garantie a été obtenue, quelle était la valeur d'évaluation a) de la terre ou de toute autre propriété immobilière, b) des biens mobiliers?

4. Au cours de la période allant de 1919 à 1943 inclusivement, combien a-t-on effectué de saisies des propriétés ou des effets ci-dessus mentionnés?

5. Quelle était la valeur des créances en vertu desquelles les saisies avaient été effectuées?

6. Quel est le nombre de ces hypothèques que détient encore la Commission?

7. Quelle est la valeur primitive d'évaluation de la propriété et des biens mobiliers affectés?

8. Exige-t-on des anciens combattants de la guerre actuelle qui font l'achat de terres sous le régime de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants qu'ils donnent à la Commission une garantie sur la propriété immobilière ou les biens mobiliers dont ils sont déjà propriétaires? Le cas échéant, pourquoi?

Par M. Church—1. Qui est Davidson Dunton qui a été récemment nommé président de la société Radio-Canada?

2. Quelle expérience a-t-il déjà eue dans le domaine de la radio?

3. Qui a recommandé sa nomination?

4. Quel est son traitement et, le cas échéant, ses autres allocations?

5. Est-il un ancien combattant?

6. Dans l'affirmative, où a-t-il pris du service et pour quelle durée?

7. A-t-il occupé quelque autre position au gouvernement? Dans l'affirmative, quels en sont les détails?

8. Depuis qu'il est à l'emploi du gouvernement, combien lui a-t-on payé, chaque année, en allocations de déplacement, de subsistance et autres?

9. Qui a autorisé, en premier lieu, son embauchage?

M. Knowles, appuyé par M. Castleden, propose,—Qu'un ordre de la Chambre soit émis pour la production de copie de toute correspondance quelconque entre l'enquêteur en chef de la Corporation de stabilisation des prix des denrées et M. C. C. Cardoza, depuis le 1er août 1945, concernant toute enquête sur la *Federal Shoe Manufacturing Company Limited*, sur la *Gagnon, Lachapelle and Company Limited*, ou toute autre enquête relative aux chaussures tenue par M. Cardoza.

Et ladite motion, mise aux voix, est rejetée sur le vote suivant:

## POUR:

## Messieurs

Adamson,	Daniel,	Jaques,	Pearkes,
Archibald,	Desmond,	Johnston,	Probe,
Argue,	Diefenbaker,	Kidd,	Quelch,
Ashby,	Dorion,	Knight,	Robinson (Bruce),
Aylesworth,	Drope,	Knowles,	Rose,
Barrett,	Fair,	Kuhl,	Rowe,
Bentley,	Ferguson,	Lennard,	Senn,
Black (Cumberland),	Fleming,	Low,	Smith (Calgary-
Black (Yukon),	Fraser,	McCuaig,	Ouest),
Blackmore,	Fulton,	McCullough	Stanfield,
Blair,	Gillis,	(Assiniboia),	Stephenson,
Boucher,	Graydon,	Macdonnell	Stewart (Winnipeg-
Bowerman,	Green,	(Muskoka-Ont.),	Nord),
Bradshaw,	Hackett,	MacInnis,	Stokes,
Bruce,	Hansell,	McKay,	Thatcher,
Campbell,	Harkness,	McMaster,	Townley-Smith,
Cardiff,	Hazen,	MacNicol,	Tustin,
Case,	Henderson,	Marshall,	Webb,
Casselman,	Herridge,	Matthews	White (Hastings-
Castleden,	Hlynka,	(Kootenay-Est),	Peterborough),
Charlton,	Hodgson,	Menary,	White (Middlesex-
Church,	Homuth,	Merritt,	Est),
Cockeram,	Irvine,	Moore,	Wright,
Coldwell,	Jaenicke,	Murphy,	Wylie,
Coyle,			Zaplitny—91.

## CONTRE:

## Messieurs

Abbott,	Bridges,	Dubois,	Harris (Grey-Bruce),
Arsenault,	Brown,	Emmerson,	Healy,
Baker,	Chevrier,	Farquhar,	Howe,
Beaudoin,	Clark,	Fournier (Hull),	Ilsley,
Beaudry,	Cleaver,	Fournier (Maison-	Isnor,
Belzile,	Cloutier,	neuve-Rosemont),	Jean,
Benidickson,	Côté (Matapédia-	Gauthier (Portneuf),	Jutras,
Bertrand (Laurier),	Matane),	Gibson (Comox-	Kirk,
Bertrand (Prescott),	Côté (St-Jean-	Alberni),	LaCroix,
Black (Châteauguay-	Iberville-	Gibson (Hamilton-	Lafontaine,
Huntingdon),	Napierville),	Ouest),	Langlois,
Blanchette,	Côté (Verdun),	Gingues,	Lapointe,
Boivin,	Cruikshank,	Glen,	Laurendeau,
Bonnier,	Dechêne,	Golding,	Léger,
Bourget,	Denis,	Gour (Russell),	Lesage,
Bradette,	Dion (Lac St-Jean-	Gourd (Chapleau),	Little,
Breithaupt,	Roberval),	Hallé,	McCann,

McCubbin,	MacLean,	Pinard,	Sinclair (Van-
McCulloch (Pictou),	MacNaught,	Raymond (Wright),	couver-Nord),
Macdonald	Maloney,	Reid,	Sinnott,
(Brantford City),	Martin,	Richard (Gloucester),	Smith (York-Nord).
Macdonald (Halifax),	Matthews (Brandon),	Richard (Ottawa-Est),	Stuart (Charlotte),
McDonald (Parry-	Maybank,	Rinfret,	Tucker,
Sound),	Mayhew,	Robinson	Viau,
McDonald (Pontiac),	Michaud,	(Simcoe-Est),	Warren,
McGarry,	Mullins,	Ross (Hamilton-Est),	Weir,
McIvor,	Mutch,	St-Laurent,	Whitman,
Mackenzie,	Picard,	Sinclair (Ontario),	Winkler,
MacKinnon,			Winters—102.

M. Homuth, appuyé par M. Adamson, propose,—Qu'une humble adresse soit présentée à Son Excellence l'Administrateur le priant de faire déposer en Chambre copie de toute correspondance échangée, depuis le 1er août 1944 jusqu'à date, entre la Corporation de stabilisation des prix des denrées et le régisseur de l'application des ordonnances de la Commission des prix et du commerce en temps de guerre.

Et ladite motion, mise aux voix, est rejetée, sur division.

M. Ilsley propose,—Qu'un comité spécial de la Chambre, composé de MM. Adamson, Gladstone, Glen, Golding, McGarry, Jean, MacInnis, Pouliot, Quelch, Smith (*Calgary-Ouest*) et Stirling, soit institué pour aider Monsieur l'Orateur à faire la revision du Règlement de la Chambre dans le but de simplifier, de hâter et de dépêcher le travail de celle-ci et pour faire rapport à la Chambre au cours de la présente session.

Après discussion, ladite motion, mise aux voix, est agréée.

Le Bill No 10, Loi établissant une cour des prises et une Loi de prise au Canada, est lu la deuxième fois, étudié en comité plénier, rapporté sans modification, lu la troisième fois et passé.

A l'appel de l'ordre portant deuxième lecture du Bill No 13, Loi modifiant la Loi de 1939 sur les secours de guerre;

M. McCann propose,—Que ledit bill soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élevant, ledit débat est ajourné sur une motion de M. MacNicol.

A six heures p.m., M. l'Orateur ajourne la Chambre sans mettre la motion aux voix, en vertu de l'article 6 du Règlement, jusqu'à trois heures p.m., demain.

No 45

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

---

SÉANCE DU JEUDI, 8 NOVEMBRE 1945

---

PRIÈRES.

Une pétition est déposée sur la Table.

Sur motion de M. Mackenzie, il est ordonné,—Que l'on remplace le nom de M. Grant par celui de M. MacNaught comme membre du comité permanent des Comptes publics.

M. St-Laurent, membre du Conseil privé du Roi, dépose sur la Table,—Copie du rapport de M. F. A. McGregor, commissaire sous l'empire de la Loi des enquêtes sur les coalitions, sur la nature et les effets des cartels internationaux et autres coalitions commerciales sur le commerce et l'embauchage au Canada, signé, à Ottawa, le 10 octobre 1945.

La question suivante inscrite au Feuilleton a été passée par la Chambre comme ordre de rapport, en vertu du paragraphe 4 de l'article 44 du Règlement, et un ordre de la Chambre a été émis à cet effet à l'officier compétent, à savoir:

Par M. Black (*Yukon*)—1. Quelles sont les sommes estimatives que le gouvernement a perçues, au cours de chacune des deux dernières années financières écoulées, en taxe de conservation des changes en temps de guerre sur la bière et les boissons importées au Canada, et quelle est la somme estimative que le gouvernement a perçue au cours de la même période en taxe de vente sur les ventes domestiques?

2. Si les statistiques du ministère du Commerce sont tenues de telle façon que cette information précitée lui est inconnue, de quelle source peut-on obtenir une telle information?

M. Ilsley propose,—*Résolu*: Qu'il importe, de l'avis de cette Chambre, que le Canada possède un drapeau national distinctif et qu'un comité mixte du Sénat et de la Chambre des communes soit institué dans le but de faire étude et rapport sur un motif approprié pour ce drapeau;

Que l'article 65 du Règlement de la Chambre des communes soit suspendu à cet effet;

Que ledit comité soit autorisé à envoyer quérir personnes, documents et dossiers afin de l'aider dans l'accomplissement de ses fonctions; et

Qu'un message soit envoyé au Sénat pour informer Leurs Honneurs que la Chambre des communes a institué ce comité et pour inviter Leurs Honneurs à faire le choix de membres du Sénat dans le but de siéger au sein de ce comité avec les membres de la Chambre des communes et de constituer un comité mixte des deux Chambres.

Et un débat s'élevant;

M. Pearkes propose en amendement, appuyé par M. Merritt:—Que l'on retranche tous les mots placés après le mot "importe" dans la première ligne et qu'on les remplace par les suivants:

"Que le Canada adopte le pavillon marchand canadien actuel comme drapeau national officiel."

M. l'Orateur déclare ledit projet d'amendement irrecevable pour les raisons suivantes:

"La résolution principale propose de renvoyer à un comité mixte des deux Chambres du Parlement la question d'adopter un modèle approprié de drapeau national distinctif. L'amendement formulé par l'honorable député de Nanaïmo propose de modifier la résolution de manière à remplacer le renvoi à un comité par l'adoption immédiate du pavillon marchand canadien comme drapeau national. Il propose donc de modifier la motion principale avant son renvoi au comité spécial. Un tel amendement est irrégulier, comme on peut s'en rendre compte en lisant l'article 50 du Règlement que je cite:

Toute motion portant renvoi d'un bill, d'une résolution ou d'une question quelconque au comité plénier, à un comité permanent ou à un comité spécial exclut tout amendement à la question principale.

"Je déclare donc l'amendement irrégulier."

De cette décision, M. Bracken en appelle à la Chambre.

Et M. l'Orateur soumet alors à la Chambre la question suivante: La décision de l'Orateur doit-elle être maintenue?—et elle est maintenue par le vote suivant:

POUR:

Messieurs

Baker,	Cloutier,	Dubois,	Golding,
Beaudoin,	Côté (Matapédia-	Emmerson,	Gour (Russell),
Belzile,	Matane),	Farquhar,	Gourd (Chapleau),
Benidickson,	Côté (Saint-Jean-	Fournier (Hull),	Grant,
Bertrand (Laurier),	Iberville-	Fournier (Maison-	Hamel,
Bertrand (Prescott),	Napierville),	neuve-Rosemont),	Healy,
Black (Châteauguay	Côté (Verdun),	Gagnon,	Herridge,
Huntingdon),	Croll,	Gauthier (Portneuf),	Howe,
Bonnier,	Cruikshank,	Gibson (Comox-	Ilsley,
Bourget,	Dechêne,	Albani),	Isnor,
Bradette,	Denis,	Gibson (Hamilton-	Jean,
Bridges,	Dion (Lac St-Jean-	Ouest),	Jutras,
Brown,	Roberval),	Gingues,	Kirk,
Claxton,	Dionne (Beauce),	Gladstone,	LaCroix,
Cleaver,	Dorion,	Glen,	Lafontaine,

Langlois,	McDonald (Parry-	Mullins,	Rose,
Lapalme,	Sound),	Mutch,	St-Laurent,
Lapointe,	McDonald (Pontiac),	Pinard,	Sinclair (Ontario),
Laurendeau,	McGarry,	Pouliot,	Sinclair (Van-
Léger,	McIvor,	Raymond	couver-Nord),
Lesage,	Mackenzie,	(Beauharnois-	Sinnott,
Little,	MacLean,	Laprairie),	Stuart (Charlotte),
McCann,	MacNaught,	Raymond (Wright),	Tucker,
McCubbin,	Marier,	Reid,	Viau,
McCulloch (Pictou),	Martin,	Richard (Gloucester),	Warren,
Macdonald	Matthews (Brandon),	Rinfret,	Weir,
(Brantford City),	Mayhew,	Robinson	Whitman,
Macdonald (Halifax),	Michaud,	(Simcoe-Est),	Winkler,
			Winters—99.

## CONTRE:

## Messieurs

Adamson,	Fair,	Kidd,	Probe,
Archibald,	Ferguson,	Knight,	Robinson (Bruce),
Argue,	Fleming,	Knowles,	Ross (St. Paul's),
Barrett,	Fraser,	Kuhl,	Skey,
Bentley,	Fulton,	McCuaig,	Stanfield,
Black (Cumberland),	Gillis,	McCullough	Stephenson,
Blair,	Graydon,	(Assiniboïa),	Stewart
Bowerman,	Green,	Macdonnell	(Winnipeg-Nord),
Bradshaw,	Hansell,	(Muskoka-Ontario),	Stokes,
Brooks,	Harkness,	MacInnis,	Thatcher,
Bruce,	Hazen,	McMaster,	Townley-Smith,
Campbell,	Henderson,	MacNicol,	Tustin,
Cardiff,	Hlynka,	Matthews	Webb,
Castleden,	Homuth,	(Kootenay-Est),	White (Hastings-
Charlton,	Irvine,	Menary,	Peterborough),
Church,	Jackman,	Merritt,	Wright,
Coyle,	Jaenicke,	Moore,	Wylie,
Daniel,	Jaques,	Murphy,	Zaplitny—70.
Diefenbaker,	Johnston,	Pearkes,	

Et le débat se poursuivant sur la motion principale; ledit débat est ajourné sur la motion de M. Hansell.

A onze heures p.m., M. l'Orateur ajourne la Chambre sans mettre la motion aux voix, en vertu de l'article 7 du Règlement, jusqu'à trois heures p.m., demain.

No 46

## JOURNAUX

DE LA

## CHAMBRE DES COMMUNES

## DU CANADA

---

SÉANCE DU VENDREDI, 9 NOVEMBRE 1945

---

## PRIÈRES.

Le Greffier de la Chambre dépose sur la Table le vingt-deuxième rapport du greffier des pétitions qui a examiné la pétition suivante présentée le 8 novembre, demandant l'adoption d'une loi pour accorder le divorce et dissoudre le mariage du demandeur, et il déclare que le délai étant expiré pour recevoir des pétitions en instance de bills privés, celle-ci ne peut pas être acceptée, à savoir:

D'Isobel Cameron McLaggan Oswald, épouse de William Edward Douglas Oswald, de Montréal, P.Q.—M. *Maybank*.

Sur motion de M. Mackenzie, il est résolu,—Que MM. Black (*Yukon*), Bradshaw, Breithaupt, Côté (*Matapédia-Matane*), Coyle, Gariépy, Gladstone, Gourd, Isnor, Jutras, Laurendeau, Léger, Lesage, Marshall, Mayhew, McGregor, McIvor, Murphy, Rose, Tustin, Wright et Mme Strum, soient nommés pour aider Son Honneur M. l'Orateur à diriger le restaurant, en autant qu'il s'agit des intérêts de la Chambre des communes, et pour agir comme membres du comité mixte des deux Chambres chargé de l'administration du restaurant, et qu'un message soit envoyé au Sénat afin d'en informer Leurs Honneurs.

M. Claxton, membre du Conseil privé du Roi, dépose sur la Table, par ordre de Son Excellence l'Administrateur,—Premier rapport annuel du ministère de la Santé et du bien-être, pour l'année financière terminée le 31 mars 1945.

M. Martin, membre du Conseil privé du Roi, dépose,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 22 octobre 1945.—Etat montrant:—1. Le ministère des Munitions et approvisionnements ou la Commission des prix et du commerce en temps de guerre ou la Corporation des biens de surplus de la Couronne ou tout autre ministère du gouvernement ont-ils des baignoires en magasin à la *Spillers Mills* à Calgary?

2. Les départements précités du gouvernement ont-ils de la latte de gyproc en magasin à l'aéroport de Bowden, Alberta? Dans l'affirmative, en quelle quantité et où s'est-on procuré cette latte?

Et aussi,—Réponse à un ordre de la Chambre en date du 25 octobre 1945,—Etat montrant:—Quelles propriétés la ville de Toronto a-t-elle prêtées au gouvernement au cours de la récente guerre; où sont-elles situées et quand seront-elles remises à la ville?

M. Ilsley, membre du Conseil privé du Roi, dépose sur la Table,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 29 octobre 1945,—Etat montrant:—1. Combien, par année, a-t-il été dépensé par la Commission des prix et du commerce en temps de guerre, ou par son entremise, depuis son établissement?

2. De ce montant, combien a-t-on dépensé, par année, en traitements et salaires?

3. Combien y a-t-il de personnes à l'emploi de la Commission des prix et du commerce en temps de guerre?

M. Lapointe, adjoint parlementaire du ministre de la Défense nationale, dépose,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 29 octobre 1945,—Etat montrant:—1. Du commencement de la guerre jusqu'à janvier 1942, quel est le nombre d'hommes qui ont subi un examen médical dans le but de s'enrôler dans les forces navales, terrestres et aériennes respectives du Canada et ont été rejetés comme physiquement inaptes?

2. Que représente ce chiffre par rapport au nombre total d'hommes examinés?

3. Quelles raisons de santé a-t-on données pour ces inadmissibilités?

Du consentement de la Chambre, M. Bridges présente le Bill No 91, Loi modifiant la Loi de l'inspection du poisson, qui est lu la première fois et dont la deuxième lecture est remise à la prochaine séance de la Chambre.

Du consentement de la Chambre, M. St-Laurent présente le Bill No 92, Loi modifiant la Loi de 1939 sur les pénitenciers, qui est lu la première fois et dont la deuxième lecture est remise à la prochaine séance de la Chambre.

M. Fournier (*Hull*), propose,—Que la Chambre se forme en comité plénier, à sa prochaine séance, pour prendre en considération la résolution suivante:—Qu'il y a lieu de présenter une mesure afin d'autoriser le ministre des Travaux publics à conclure, au nom de Sa Majesté, un contrat pour verser à la Corporation de la cité d'Ottawa la somme annuelle de \$300,000.00 pour une période de cinq ans à compter du premier jour de juillet 1944, et pour les autres fins stipulées dans le contrat.

M. Fournier (*Hull*), membre du Conseil privé du Roi, informe alors la Chambre que Son Excellence l'Administrateur, ayant été mis au fait de ladite résolution, la recommande à la Chambre.

Résolu,—Que la Chambre se forme en comité plénier, à sa prochaine séance, pour prendre en considération ladite résolution.

A l'appel de l'ordre portant deuxième lecture du Bill No 23, Loi constituant en corporation la Société centrale d'hypothèques et de logement;

M. Ilsley propose,—Que ledit bill soit maintenant lu la deuxième fois.

Après discussion, ladite motion, mise aux voix, est agréée sur le vote suivant:

## POUR:

## Messieurs

Baker,	Dion (Lac Saint-Jean-	Jutras,	Merritt,
Belzile,	Roberval),	Kirk,	Michaud,
Benidickson,	Farquhar,	Lacroix,	Mullins,
Bertrand (Laurier),	Fournier (Hull),	Lafontaine,	Mutch,
Black (Cumberland),	Gagnon,	Lapointe,	Pouliot,
Black (Yukon),	Gibson (Comox-	Léger,	Reid,
Boucher,	Alberni),	Little,	Richard
Bradette,	Gingues,	McCulloch (Pictou),	(Ottawa-Est),
Bradshaw,	Gladstone,	Macdonald (Halifax),	St-Laurent,
Bridges,	Glen,	McDonald (Pontiac),	Senn,
Brooks,	Golding,	Macdonnell	Sinclair (Van-
Claxton,	Gour (Russell),	(Muskoka-Ontario),	couver-Nord),
Cloutier,	Grant,	McGarry,	Sinnott,
Côté (Saint-Jean-	Green,	McIlraith,	Stanfield,
Iberville-	Herridge,	MacLean,	Tucker,
Napierville),	Isley,	Maloney,	Viau,
Cruikshank,	Isnor,	Matthews (Brandon),	Warren,
Dechêne,	Jean,	Maybank,	Weir,
Diefenbaker,			Winkler—67.

## CONTRE:

## Messieurs

Argue,	Hansell,	McCullough	Robinson (Bruce),
Ashby,	Hlynka,	(Assiniboia),	Shaw,
Bentley,	Irvine,	MacInnis,	Stewart
Bowerman,	Jaenicke,	Marshall,	(Winnipeg-Nord),
Castleden,	Knowles,	Matthews	Townley-Smith,
Coldwell,	Kuhl,	(Kootenay-Est),	Wright,
Fair,	Low,	Moore,	Wylie,
Gillis,		Quelch,	Zaplitny—28.

En conséquence, ledit bill est lu la deuxième fois, pour être soumis au comité plénier plus tard durant la séance.

Du consentement de la Chambre, on revient à l'ordre de "la présentation des rapports".

M. Tucker, du comité spécial des Affaires des anciens combattants, présente alors le deuxième rapport dudit comité qui se lit comme suit:

Votre comité a fait une étude approfondie de la loi, des arrêtés en conseil et des règlements régissant l'octroi et le paiement de la gratification de service de guerre et du crédit de rétablissement aux anciens membres des forces armées.

Votre comité a donné à ses conclusions la forme d'un avant-projet de la loi à l'effet de modifier la Loi de 1944 sur les indemnités de service de guerre, dont un exemplaire est annexé aux présentes, et il recommande que le gouvernement étudie la question de soumettre un tel projet de loi à la Chambre.

## COMITÉ SPÉCIAL DES AFFAIRES DES ANCIENS COMBATTANTS

## AVANT-PROJET D'UN BILL

## MODIFIANT LA LOI DE 1944 SUR LES INDEMNITÉS DE SERVICE DE GUERRE.

Sa Majesté, sur l'avis et du consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, décrète:

1. Est abrogé l'article deux de la *Loi de 1944 sur les indemnités de service de guerre*, chapitre cinquante et un du Statut de 1944, et remplacé par le suivant:

- "2. Dans la présente loi, à moins que le contexte ne s'y oppose,
- a) l'expression "Conseil" signifie le Conseil de révision établi par la présente loi;
  - b) l'expression "entreprise" ou "fonds de commerce" comprend un commerce, une industrie ou une profession;
  - c) les expressions "crédit" et "crédit de réadaptation" signifient le crédit prévu à la Partie II de la présente loi;
  - d) l'expression "indemnité pour charges de famille" ou "allocations familiales militaires" signifie les allocations conjugales et les indemnités pour charges de famille que prescrivent des règlements édictés par le gouverneur en conseil sous le régime de la *Loi du service naval*, de la *Loi de 1944 sur le service naval*, de la *Loi de milice* ou de la *Loi sur le Corps d'aviation royal canadien*, selon le cas;
  - e) l'expression "libération" signifie le fait de cesser d'être en activité de service dans les forces à toute époque postérieure au dixième jour de septembre mil neuf cent trente-neuf, et l'expression "libéré" a la signification correspondante;
  - f) l'expression "membre décédé" comprend tout membre des forces qui, pour les fins du corps dans lequel il servait, est officiellement présumé mort;
  - g) l'expression "forces" désigne les forces navales, militaires ou aériennes de Sa Majesté levées au Canada;
  - h) les expressions "gratification" et "gratification de service de guerre" signifient la gratification payable en vertu de la Partie I de la présente loi;
  - i) l'expression "habitation" signifie une maison ou un immeuble destiné à être habité par des êtres humains et possédé seulement par le membre ou son époux ou épouse ou conjointement par lui et par son époux ou épouse et que le membre utilise ou utilisera comme son lieu de résidence, ainsi que le terrain sur lequel il est situé, y compris, dans le cas d'une ferme, le terrain utilisé en même temps aux fins de l'exploitation agricole;
  - j) les expressions "membre" et "membre des forces" désignent une personne qui a été en service dans les forces pendant la guerre commencée en septembre mil neuf cent trente-neuf, et comprend une personne qui a servi dans le Corps féminin de l'armée canadienne depuis le treizième jour d'août mil neuf cent quarante et un;
  - k) l'expression "Ministre" désigne le ministre des Affaires des anciens combattants;
  - l) l'expression "mauvaise conduite" comprend
    - a) le fait de commettre une infraction visée par le *Naval Discipline Act*, l'*Army Act* ou l'*Air Force Act*, pour laquelle le membre a été condamné par une cour martiale, y compris dans le cas des forces navales, un tribunal disciplinaire, ou pour laquelle il a été reconnu coupable après jugement sommaire de l'accusation;

- b) le fait de commettre une infraction pour laquelle le membre a été condamné par une cour de juridiction compétente;
- c) la mauvaise conduite qui, dans le cas d'un officier, pourrait provoquer sa destitution des forces;
- m) l'expression "service outre-mer" signifie tout service comportant des devoirs à accomplir hors de l'hémisphère occidental et comprend un service comportant des devoirs à accomplir hors du Canada et des Etats-Unis d'Amérique, ainsi que de leurs eaux territoriales, dans un aéronef ou, en quelque lieu que ce soit, sur un navire ou autre vaisseau à bord duquel le service est classé comme "service en mer" pour les fins de l'avancement des marins ou qui serait ainsi classé si le navire ou autre vaisseau était au service de forces navales du Canada;
- n) l'expression "solde et allocations" comprend les indemnités pour charges de famille ainsi que toutes autres allocations calculables et payables sur une base quotidienne, sauf
  - (i) les indemnités pour l'entretien du petit équipement;
  - (ii) les indemnités de sous-vêtements;
  - (iii) les indemnités de voyage;
  - (iv) les indemnités de logement et de vivres ou les indemnités de subsistance, selon le cas, dépassant les taux normaux payables au Canada, le jour de la libération;
  - (v) toutes indemnités spéciales payables outre-mer mais non payables à l'égard du service au Canada;
- o) l'expression "achat d'un fonds de commerce" comprend l'achat d'un intérêt dans une société déjà existante ainsi que l'avance de capitaux pour une nouvelle société, si les affaires de la société doivent constituer l'occupation principale du membre et que celui-ci ait l'intention de prendre une part active aux affaires de l'entreprise;
- p) l'expression "service" signifie le temps passé en activité de service dans les forces
  - (i) pendant que la personne en question était engagée ou avait l'obligation de servir sans limitation territoriale;
  - (ii) dans les îles Aléoutiennes, dans le Royaume-Uni ou dans les théâtres d'opérations d'Europe ou de la Méditerranée; ou
  - (iii) pendant que la personne en question se rendait du Canada à l'un des endroits mentionnés au sous-alinéa (ii) du présent alinéa ou qu'elle revenait de l'un desdits endroits au Canada;
- q) l'expression "hémisphère occidental" signifie les continents de l'Amérique du Nord et de l'Amérique du Sud, les îles y adjacentes, et les eaux territoriales des susdits, y compris Terre-Neuve, les Bermudes et les Antilles, mais non compris le Groënland, l'Islande et les îles Aléoutiennes."

2. Est abrogé l'article trois de ladite loi et remplacé par le suivant:

"3. (1) Sous réserve des dispositions de la présente loi, tout membre des forces a droit, sur libération, de toucher une gratification de service de guerre au taux de sept dollars cinquante cents pour chaque période de trente jours de service complétée, et un supplément de vingt-cinq cents pour chaque jour de service outre-mer compris dans ces périodes.

(2) En plus des montants mentionnés au premier paragraphe du présent article, tout membre des forces dont le service comprend le service outre-mer aura droit, sur libération, de toucher pour chaque période de cent quatre-vingt-trois jours de service outre-mer et proportionnellement pour toute période

moindre, un montant calculé sur la base de la solde et des allocations de sept jours qui lui étaient payables ou qui étaient payables à son égard le jour de sa libération.

(3) Lorsqu'un membre des forces est désaffecté d'un effectif, d'une unité ou d'un navire pour fins de libération et que sa solde et ses allocations sont réduites par suite de cette désaffectation, la solde et les allocations qu'il touchait immédiatement avant ladite désaffectation doivent servir au calcul du montant qui lui est versé aux termes du paragraphe deux du présent article.

(4) En vue de l'application du présent article, l'expression "solde et allocations" comprend

- a) dans le cas d'un membre des forces navales, l'indemnité de logement et de vivres; et
- b) dans le cas d'un membre des forces militaires ou aériennes, l'indemnité de subsistance suivant les taux normaux payables au Canada,

même si, le jour de sa libération, il ne recevait pas lesdites indemnités.

(5) Une période de service outre-mer est censée commencer le jour où le membre est inscrit à une unité, un effectif ou un navire d'outre-mer et se terminer le jour où il est réaffecté d'outre-mer.

(6) Une période de service temporaire outre-mer est réputée une période de service outre-mer et commencer le jour où le membre quitte son unité, son effectif ou son navire propre et se terminer le jour où il y revient.

(7) Dans le cas des forces navales, la date indiquée sur le certificat de service et sur la liste des nominations officielles doit servir, pour les objets du présent article, à la détermination des dates où un ancien membre a été affecté aux vaisseaux et établissements de la marine canadienne de Sa Majesté et en a été désaffecté."

3. Est abrogé l'article quatre de ladite loi et remplacé par le suivant:

"4. (1) Si un membre des forces décède pendant son service ou après sa libération, mais avant d'avoir touché l'intégralité de sa gratification, le versement de la gratification ou le solde impayé de cette dernière doit être effectué

- a) à une personne qui recevait, ou qui, de l'avis du Bureau des allocations familiales militaires, avait droit de recevoir une allocation familiale militaire à l'égard d'un membre décédé immédiatement avant le décès ou la libération de ce membre;
- b) à une personne qui, de l'avis du Bureau des allocations familiales militaires, aurait eu droit à une allocation familiale militaire à l'égard d'un membre décédé, immédiatement avant le décès ou la libération de ce membre, si cette personne n'avait pas été membre des forces; ou
- c) à une personne qui, de l'avis du Ministre ou de l'autorité qu'il peut désigner, était totalement ou partiellement à charge d'un membre décédé, et à laquelle ce membre a délégué sa solde, immédiatement avant son décès ou sa libération.

(2) Si plus d'une personne a droit au paiement de la gratification prévue au présent article, le Ministre peut ordonner que la gratification soit versée à l'une quelconque de ces personnes ou partagée entre elles en la manière qu'il peut déterminer.

(3) Le Ministre peut autoriser une personne à recevoir le paiement de la gratification pour le compte de la personne qui y a droit sous le régime du paragraphe un ou du paragraphe deux du présent article et à utiliser la gratification au profit de la personne qui y a droit en la manière que la personne autorisée peut discrétionnairement déterminer.

(4) Si personne ne possède les qualités requises pour recevoir le paiement de la gratification ou de tout solde impayé de cette gratification, en vertu du présent article, à l'égard d'un membre décédé, la gratification ou tout solde impayé de gratification fait alors partie de la "succession militaire" de ce membre décédé et y est comprise selon la définition de l'expression "succession militaire" donnée au paragraphe deux de l'article sept de la *Loi du ministère de la Défense nationale*, édictée par le chapitre neuf du statut de 1940.

(5) Si une personne possédant les qualités requises pour recevoir le versement intégral ou partiel d'une gratification prévue au présent article décède avant que le versement en ait été effectué, ou avant que le versement en ait été effectué intégralement, la gratification ou la fraction de gratification qui lui est payable non plus qu'un solde impayé de gratification ne sont versés à la succession de cette personne mais le sont à toute autre personne pouvant y avoir droit en conformité des dispositions de la présente loi, et, à défaut d'autre ayant droit, font partie de la succession militaire du membre décédé et y sont compris, en conformité des dispositions du paragraphe quatre du présent article."

4. Est abrogé l'article cinq de ladite loi et remplacé par le suivant:

"5. (1) Conformément aux règlements du gouverneur en conseil à cette fin, il peut être déduit de la gratification de service de guerre

a) le plus-payé de solde et d'allocations, autres que l'allocation familiale militaire, mais y compris la solde déléguée, ainsi qu'il suit:

(i) solde ou allocations émises à un membre, ou pour son compte, à des taux excédant ceux qu'autorisent les Règlements pertinents de finance de la marine, de l'armée de terre ou du Corps d'aviation;

(ii) solde ou allocations émises à un membre, ou pour son compte, lesquelles, considérant son statut dans la marine, l'armée ou l'aviation à la date d'émission, n'ont pas été autorisées par les Règlements pertinents de finance de la marine, de l'armée de terre ou du Corps d'aviation; et

(iii) avances d'indemnités de voyage dont le membre n'a pas rendu compte à l'époque du paiement de la gratification, ou de toute portion de cette gratification, au membre en question ou à son égard;

b) le plus-payé d'allocations familiales militaires ainsi qu'il suit:

(i) tout plus-payé dont le Bureau des allocations familiales militaires a ordonné le recouvrement de la part d'un membre sur constatation, appuyée par le juge avocat général, que ce membre s'est rendu coupable de fausse représentation ou de fraude volontaire;

(ii) si, par suite du décès du membre auquel elle était payable, la gratification devient payable en tout ou en partie à une personne à charge, tout plus-payé qui, d'après la constatation du Bureau des allocations familiales militaires appuyée par le juge avocat général a été versé à une telle personne à charge par suite de fausse représentation ou de fraude volontaire par le membre ou la personne à sa charge;

c) tout autre plus-payé de solde et d'allocations versé à un membre ou aux personnes à sa charge, ou à l'égard du membre, selon ce que peut autoriser le gouverneur en conseil.

(2) Dans la mesure où Sa Majesté a été préalablement remboursée, à l'égard du plus-payé, par toute personne autre que le membre à qui, ou pour le compte de qui, le plus-payé a été fait, il doit être versé à ladite personne tout montant déduit de la gratification en vertu du premier paragraphe du présent article.

(3) Les dispositions de la loi qui a pour titre "Loi concernant les dettes à la Couronne", chapitre dix-huit du Statut de 1932, ne s'appliquent pas à une gratification."

5. Est abrogé l'article six de ladite loi.

6. Est abrogé l'article sept de ladite loi et remplacé par le suivant:

"6. (1) Le paiement d'une gratification de service de guerre à un membre des forces s'effectue par versements mensuels, exigibles le mois écoulé, n'excédant pas le montant de la solde et des allocations, y compris les allocations pour personnes à charge, payées audit membre des forces, ou à son égard, pour les trente jours qui précèdent immédiatement sa libération, à moins que par suite d'une désaffectation d'un effectif, d'une unité ou d'un navire pour fins de libération, sa solde et ses allocations ne soient réduites, auquel cas nul versement ne doit excéder la solde et les allocations, y compris les allocations pour personnes à charge, payables audit membre pour les trente jours qui précèdent immédiatement cette désaffectation, et y compris aussi dans le cas d'un membre des forces navales, l'indemnité de logement et de vivres, et dans le cas d'un membre des forces militaires ou aériennes, l'allocation de subsistance, payables aux taux réguliers en vigueur au Canada, nonobstant le fait qu'à la date de sa libération il ne touchait pas ces allocations.

(2) Aux fins du présent article, la solde et les allocations, y compris les allocations pour personnes à charge, payables pour les trente jours qui précèdent immédiatement la libération ou pour les trente jours qui précèdent immédiatement la désaffectation du membre d'un effectif, d'une unité ou d'un navire aux fins de libération, selon le cas, sont censées équivalentes au taux quotidien payable pour le dernier jour de l'une ou l'autre desdites périodes de trente jours, multiplié par trente."

7. Est abrogé l'article huit de ladite loi et remplacé par le suivant:

"7. Sous réserve des dispositions de la présente loi, tout membre des forces qui ne décide pas de participer aux bénéfices prévus dans la *Loi de 1942 sur les terres destinées aux anciens combattants*, sauf l'article treize de ladite loi, ou de recevoir les prestations pour formation intellectuelle, professionnelle ou technique fournies à même les deniers votés par le Parlement, autres que les bénéfices semblables qui peuvent être disponibles à un ancien membre sous le régime des dispositions de la *Loi sur le ministère des affaires des anciens combattants*, a droit, aux fins de faciliter sa réadaptation, et en sus de la gratification de service de guerre, à un crédit de réadaptation pour un montant égal au total qui lui est payable sous le régime du premier paragraphe de l'article trois de la présente loi."

8. Est modifiée ladite loi par l'addition de l'article suivant, immédiatement après l'article sept:

"8. Aucun crédit ne doit être mis à la disposition d'un membre à moins que celui-ci ne réside au Canada et que le Ministre ne soit convaincu que le crédit sera affecté à l'une ou plusieurs des fins spécifiées à l'article neuf de la présente loi et en vue de la réadaptation, au Canada, dudit membre. Toutefois, sauf prescriptions de tout arrêté en conseil, le présent article ne s'applique pas dans le cas d'un membre qui désire affecter son crédit de réadaptation au paiement de primes prévues dans la *Loi sur l'assurance des anciens combattants* ou la *Loi de l'assurance des soldats de retour*, ou au paiement du prix d'achat d'une rente viagère dont il fait l'acquisition sous le régime de la *Loi des rentes sur l'Etat*."

9. Est abrogé l'article neuf de ladite loi et remplacé par le suivant:

"9. (1) La totalité ou quelque partie du crédit de réadaptation peut, dans les dix années qui suivent le premier jour de janvier mil neuf cent quarante-cinq ou la date de sa libération, selon la date postérieure, être mise à la disposition

du membre des forces qui y a droit ou rendue disponible pour son compte, lorsqu'il est démontré, à la satisfaction du Ministre, que ce crédit sera employé pour:

- a) l'acquisition d'une maison,
  - (i) sous le régime de la *Loi nationale de 1944 sur l'habitation*, pour un montant n'excédant pas les deux tiers de la différence entre la valeur d'emprunt de la maison et le montant du prêt consenti aux termes de ladite loi; ou
  - (ii) si ce n'est pas sous le régime de la *Loi nationale de 1944 sur l'habitation*, pour un montant d'au plus les deux tiers de la différence entre la valeur prisée de la maison, telle qu'elle est approuvée par le Ministre, ou le prix d'achat, suivant le montant le moins élevé, et le montant de la charge y afférente, que le membre a assumée ou créée;
- b) la réparation ou la modernisation de sa maison;
- c) la réduction ou l'extinction d'une dette en vertu d'un acte de vente, d'une hypothèque ou autre charge dont est grevée sa maison, pour un montant d'au plus le double de la somme contribuée en même temps, à cette fin, par le membre lui-même;
- d) l'achat de mobilier et d'effets de ménage destinés à son usage domestique, pour un montant n'excédant pas quatre-vingt-dix pour cent du prix d'achat du mobilier ou des effets de ménage ou le paiement du coût entier de réparation desdits articles;
- e) l'apport d'un capital de roulement pour son entreprise;
- f) l'achat d'outils, d'instruments ou de matériel pour son entreprise ou le coût de réparation desdits articles;
- g) l'achat, par lui-même, d'un fonds de commerce pour un montant n'excédant pas les deux tiers de la différence entre le prix d'achat et une dette contractée dans le dessein d'acheter ledit fonds de commerce, pourvu que le paiement de cette différence donne à l'acheteur un droit à la possession immédiate;
- h) le paiement de primes en vertu d'un système d'assurance établi par le gouvernement du Canada, y compris:
  - (i) le paiement de primes stipulées dans un contrat d'assurance auquel il est partie, en vertu de la *Loi de l'assurance des soldats de retour*, de la *Loi sur l'assurance des anciens combattants* ou de la *Loi de l'assurance du service civil*;
  - (ii) le paiement, prévu par le paragraphe deux de l'article quarante-neuf de la *Loi de la Royale gendarmerie à cheval du Canada*, de la somme manquante des retenues de sa solde comme officier de la Royale gendarmerie à cheval du Canada;
  - (iii) le paiement de contributions relatives à son service comme gendarme de la Royale gendarmerie à cheval du Canada, en vertu des articles soixante-sept, soixante-dix-huit, quatre-vingt-un ou quatre-vingt-deux de la *Loi de la Royale gendarmerie à cheval du Canada*;
  - (iv) le paiement de contributions prévues par l'article cinq de la *Loi de la pension du service civil* à l'égard de son service dans le Service civil avant de devenir contributeur sous le régime de ladite loi;
  - (v) le paiement, prévu par le paragraphe deux de l'article dix de la *Loi des pensions de la milice*, de la somme manquante des retenues de sa solde comme officier aux termes de ladite loi;

- (vi) le paiement du prix d'achat d'une rente viagère dont il fait l'acquisition sous le régime de la *Loi des rentes sur l'Etat*;
- i) le paiement des frais et l'achat de fournitures particulières, y compris les instruments, les livres, les outils et les autres fournitures requises pour sa formation intellectuelle ou professionnelle autre que la formation intellectuelle et professionnelle prévue par les lois du Canada pour les membres des forces;
- j) toute autre fin autorisée par le gouverneur en conseil.

(2) Aucun crédit ne doit être rendu disponible pour l'achat de mobilier ou d'effets de ménage, ni pour le paiement de toute dette résultant de l'achat de mobilier ou d'effets de ménage, si la possession réelle du mobilier ou des effets de ménage ne passe pas à l'acheteur au moment de la conclusion du contrat, ou s'il est convenu, prévu ou stipulé dans le contrat que le droit de propriété ou le droit de possession afférent au mobilier ou aux effets de ménage, en tout ou en partie, est retenu par le vendeur, nonobstant le fait que la possession réelle du mobilier ou des effets de ménage passe à l'acheteur."

10. Est abrogé l'article onze de ladite loi et remplacé par le suivant:

"11. Nul officier ou officier des équipages des forces navales, nul officier des forces militaires ou aériennes n'a droit à une prestation prévue par la présente loi si, depuis le dixième jour de septembre mil neuf cent trente-neuf,

- a) il est cassé ou destitué du service par sentence d'une cour martiale;
- b) il est privé de sa commission ou de son brevet pour cause de mauvaise conduite;
- c) il est requis de prendre sa retraite ou de résigner sa commission ou son brevet pour cause de mauvaise conduite; ou
- d) sa démission est acceptée pour cause de mauvaise conduite."

11. Est abrogé l'article douze de ladite loi et remplacé par le suivant:

"12. Nul marin, soldat ou aviateur n'a droit à une prestation prévue par la présente loi s'il a été renvoyé depuis le dixième jour de septembre mil neuf cent trente-neuf,

- a) après avoir été condamné à être renvoyé avec ignominie ou, dans les forces navales, après avoir été condamné à la destitution avec ou sans ignominie;
- b) parce qu'il a été condamné par un tribunal civil ou par une cour martiale pendant son service;
- c) pour mauvaise conduite.

(2) Un marin renvoyé pour le motif formel de "ses services ne sont plus requis" et un soldat ou un aviateur renvoyé pour le motif formel "mauvaise conduite" sont réputés avoir été renvoyés pour mauvaise conduite aux fins de l'article douze de la présente loi."

12. Ladite loi est en outre modifiée par l'addition des articles suivants, immédiatement après l'article douze:

"12A. Si un membre est renvoyé pour l'un quelconque des motifs ou dans l'une quelconque des circonstances prévus à l'article onze ou à l'article douze de la présente loi et que par la suite il rejoint les forces, il ne perd pas, en vertu desdits articles, son droit aux prestations prévues par la présente loi à l'égard de son service après avoir rejoint les forces, en raison seulement de sa conduite antérieure à tel renvoi.

12B. (1) La demande de gratification présentée par tout membre qui a été renvoyée pour l'un quelconque des motifs ou dans l'une des circonstances prévus à l'article onze ou à l'article douze de la présente loi, ainsi que tous les documents se rapportant au service dudit membre, doivent être immédiatement déférés au Conseil de révision constitué sous le régime du paragraphe suivant du présent article.

(2) Est institué un conseil appelé Conseil de révision, et composé d'au moins trois et d'au plus cinq membres, lesquels sont nommés par le Ministre, avec l'assentiment du gouverneur en conseil.

(3) Au moins un desdits membres doit être une personne qui, de l'avis du Ministre, représente les organisations d'anciens combattants. Un de ces membres est désigné comme président du Conseil, et le gouverneur en conseil peut déterminer le nombre de membres constituant un quorum.

(4) Les membres du Conseil reçoivent la rémunération que peut fixer le gouverneur en conseil.

(5) a) Tous les fonctionnaires, commis ou autres préposés requis par le Conseil pour l'exercice de ses fonctions, sont nommés en conformité de la loi.

b) Un fonctionnaire civil qui, antérieurement à sa nomination comme membre du Conseil ou à l'époque de ladite nomination, était ou est un contributeur sous le régime de la *Loi de la pension du service civil*, peut, dans les trois mois qui suivent sa nomination et nonobstant les dispositions de la *Loi de la pension du service civil*, continuer d'être contributeur sous le régime de ladite loi. Sa période d'activité de membre du Conseil doit compter comme temps passé dans le service civil pour les fins de ladite loi, et ce fonctionnaire, sa veuve et ses enfants ou les autres personnes à sa charge, s'il en est, ont droit de recevoir les allocations ou gratifications respectives prévues par ladite loi. S'il est retiré de sa fonction comme membre du Conseil, pour tout motif autre que la mauvaise conduite, ce fonctionnaire a droit de recevoir les mêmes avantages prévus par ladite loi que si sa fonction de membre du Conseil avait été abolie.

(6) Le Conseil peut, avec l'assentiment du gouverneur en conseil, édicter des règles pour la conduite de ses délibérations et l'exécution de ses fonctions.

(7) Il incombe au Conseil, par les présentes autorisé à cette fin, d'examiner chaque demande qui lui est déférée conformément aux dispositions du premier paragraphe du présent article, d'étudier la nature et l'étendue des services rendus par le membre des forces armées et de s'enquérir de toutes les circonstances qui ont amené le renvoi dudit membre. A cette fin, le Conseil est autorisé à tenir les enquêtes, entendre les témoins et recevoir la preuve qu'il estime nécessaires.

(8) Lorsque, après examen et enquête, le Conseil est d'avis qu'il serait contraire à l'esprit et à l'intention véritables de la présente loi de priver un membre des avantages de la loi, en raison des articles onze ou douze de ladite loi, le Conseil peut, par ordonnance, prescrire que le membre jouira des avantages de la présente loi aussi complètement que si lesdits articles onze et douze n'eussent pas fait partie de la loi en question."

13. Est abrogé l'article seize de ladite loi et remplacé par le suivant:

"16. (1) Si un membre des forces, avant qu'il ait touché ou qu'on lui ait accordé tout ou partie de la gratification ou crédit, est nommé de nouveau ou se rengage dans les forces, le solde de telle gratification ou de tel crédit restant

impayé ou non accordé ne sera pas versé ou octroyé audit membre avant sa libération subséquente, alors qu'il aura le droit de toucher ou de se faire accorder la gratification ou le crédit en question ou le solde de la gratification ou du crédit, outre la gratification ou le crédit supplémentaire auquel il peut avoir droit en vertu de la présente loi par suite de sa période de service subséquente.

(2) Les prestations prévues par le premier paragraphe de l'article trois et par l'article sept de la présente loi et payables à un membre ou à l'égard d'un membre qui a accompli du service dans plus d'une des forces, doivent être calculées comme si son service entier était un service ininterrompu dans l'une quelconque de ces forces, et les prestations prévues par le paragraphe deux de l'article trois de la présente loi, payables à un membre ou à l'égard d'un membre qui a accompli du service dans plus d'une des forces et du service outre-mer dans un corps au moins, doivent être calculées séparément pour chaque corps dans lequel il a accompli du service outre-mer sur la base de la solde et des allocations à lui payables ou payables à son égard à la date de sa libération de chacune de ces forces.

(3) Un membre qui s'engage dans les forces navales ou militaires permanentes ou les forces aériennes régulières le ou avant le trente et un mars mil neuf cent quarante-six, touchera sa gratification et pourra se faire accorder son crédit de la manière prévue par la présente loi, à cette date. Un membre qui s'engage dans les forces navales ou militaires permanentes ou dans les forces aériennes régulières après le trente et un mars mil neuf cent quarante-six, touchera sa gratification et pourra se faire accorder son crédit de la manière prévue par la présente loi, à la date de son acceptation pour service dans l'une de ces forces.

(4) A moins que le Ministre n'en ordonne autrement, un membre qui est en service avec les forces navales, militaires ou aériennes, autres que les forces navales ou militaires permanentes ou les forces aériennes régulières, le trente et un mars mil neuf cent quarante-six, ne touchera de gratification ni ne pourra se faire accorder de crédit tant qu'il n'aura pas repris son statut civil."

#### 14. Est abrogé l'article dix-sept de ladite loi et remplacé par le suivant :

"17. (1) Sous réserve du paragraphe deux du présent article, une personne qui, après le dix septembre mil neuf cent trente-neuf, a été en activité de service dans l'une des forces navales, militaires ou aériennes de Sa Majesté, autres que celles levées au Canada, et qui, à l'époque où elle s'est engagée dans ladite force, était domiciliée au Canada, a droit de toucher une gratification et de se faire accorder un crédit d'un montant égal au crédit et à la gratification qui auraient pu lui être payés ou accordés en vertu de la présente loi, si ledit service avait constitué du service dans les forces, lorsqu'elle en fait la demande et que, lors de cette dernière, elle a son domicile et sa résidence au Canada.

(2) Il est déduit, de la gratification ou du crédit qu'autorise le paragraphe premier du présent article, le montant de toute prestation pécuniaire, de même nature qu'une gratification ou un crédit dont le paiement ou l'octroi aux membres des forces est autorisé par la présente loi, que la personne a reçue ou a droit de recevoir, quant à son service, de tout gouvernement autre que celui du Canada.

(3) Les dispositions de l'article quatre de la présente loi s'appliquent à toute semblable personne, ou en ce qui la concerne, comme si elle avait été membre des forces au moment de son décès ou de sa libération des forces de Sa Majesté autres que celles levées au Canada. Toutefois, si personne n'est qualifié pour recevoir le versement de la gratification ou quelque solde impayé de cette dernière, en vertu du présent article, à l'égard de ce défunt, la gratification ou le solde impayé de cette dernière doit être versé au directeur des successions pour

être distribué à la personne ou aux personnes à qui la succession militaire du défunt a été ou sera payée par le gouvernement, autre que celui du Canada, relativement à son service."

"17A. La question de savoir si, sous le régime de l'article quinze ou de l'article dix-sept de la présente loi, les prestations pécuniaires accordées par un autre gouvernement que celui du Canada sont de la même nature que la gratification ou le crédit autorisé à être payé ou accordé aux membres des forces en vertu de la présente loi, doit être soumise au Ministre ou à l'autorité que le Ministre peut désigner, et la décision du Ministre ou de l'autorité en question, s'ensuivra le cas, sera définitive."

15. Est abrogé l'article vingt de ladite loi et remplacé par le suivant:

"20. (1) Aucune gratification payable ou aucun crédit accessible à un membre des forces ou aux personnes à sa charge n'est assujéti à une mainmise; saisie, saisie-arrêt ou cession par voies de droit, ni à l'impôt.

(2) Aucune semblable gratification, ni aucun crédit de ce genre, ni aucune partie de l'un ou de l'autre ne peuvent être cédés, affectés, anticipés, commués, donnés en garantie ni autrement négociés, et toute prétendue cession, affectation, anticipation, commutation, ou autre transaction relative à la gratification ou au crédit, faite, passée ou complétée contrairement aux dispositions du présent article, est entièrement nulle et non avenue."

16. Les articles vingt-deux, vingt-trois, vingt-quatre et vingt-cinq de ladite loi porteront respectivement les numéros vingt-cinq, vingt-six, vingt-sept et vingt-huit, et les articles suivants y sont ajoutés:

"22. Si un membre se sert d'un crédit pour une fin non autorisée sous le régime de la présente loi ou de ses règlements d'exécution, il est coupable d'infraction et passible, sur déclaration sommaire de culpabilité, d'une amende d'au plus deux cents dollars ou d'un emprisonnement pendant au plus deux mois, ou à la fois de cette amende et de cet emprisonnement.

"23. Quiconque

- a) sciemment aide un membre à employer ou à tenter d'employer un crédit pour une fin non autorisée sous le régime de la présente loi ou de ses règlements d'exécution; ou
- b) conseille ou encourage un membre dans l'emploi ou la tentative d'emploi d'un crédit pour une fin non autorisée sous le régime de la présente loi ou de ses règlements d'exécution; ou
- c) sciemment fait une déclaration ou fournit un renseignement qui est faux sur un point important en vue de rendre quelque crédit disponible pour lui ou pour son compte,

est coupable d'infraction et passible, sur déclaration sommaire de culpabilité, d'une amende d'au plus deux cents dollars ou d'un emprisonnement pendant au plus trois mois, ou à la fois de cette amende et de cet emprisonnement.

"24. Nonobstant toute loi contraire, une plainte ou dénonciation concernant quelque violation des dispositions de la présente loi peut être faite ou déposée dans l'année de la date où le sujet de la plainte ou dénonciation s'est produit."

M. Tucker, du comité spécial des Affaires des anciens combattants, présente le troisième rapport dudit comité qui se lit comme suit:

Votre comité recommande que le gouvernement étudie la question d'abroger l'arrêté en conseil C.P. 6650 en date du 26 octobre 1945.

Le Bill No 23, Loi constituant en corporation la Société centrale d'hypothèques et de logement, est étudié en comité plénier, et après avoir rapporté le progrès accompli, le comité obtient l'autorisation d'en reprendre l'étude à la prochaine séance de la Chambre.

La Chambre s'ajourne alors à 10 heures et 50 du soir jusqu'à lundi prochain, à trois heures de l'après-midi.

No 47

JOURNAUX  
DE LA  
CHAMBRE DES COMMUNES  
DU CANADA

---

SÉANCE DU LUNDI, 12 NOVEMBRE 1945

---

PRIÈRES.

M. Bradette, du comité permanent des Affaires extérieures, dépose le deuxième rapport dudit comité qui se lit comme suit:

Comme l'indiquent les *Procès-verbaux* de la Chambre des communes du 22 octobre 1945, deux longues résolutions proposées à la Chambre ont été le même jour renvoyées à votre comité pour étude, préalablement à la prise en considération par la Chambre.

Ces résolutions proposées peuvent être désignées comme il suit:

1. Approbation de la Convention (No 32) concernant la protection des travailleurs occupés au chargement et au déchargement des bateaux contre les accidents (Conférence générale de l'Organisation internationale du Travail, Genève, 16e session, 27 avril 1932);

2. Approbation de la Convention (No 63) concernant les statistiques des salaires et des heures de travail dans les principales industries minières et manufacturières, y compris le bâtiment et la construction, et dans l'agriculture (Conférence générale de l'Organisation internationale du Travail, Genève, 24e session, 2 juin 1938).

Votre comité a entendu des représentants du ministère des Affaires extérieures, du ministère du Travail, du Bureau de la statistique près le ministère du Commerce, de la Division de la marine marchande au ministère des Transports, et du Bureau international du travail, de Montréal.

Votre comité recommande l'adoption de ces deux résolutions.

Relativement à l'inspection des agrès et appareils aux divers ports canadiens, surtout en ce qui concerne les mesures de sécurité à prendre pour la protection des travailleurs occupés au chargement et au déchargement des navires, et afin que le Canada puisse, à cet égard, exécuter à la lettre les dispositions de la Convention No 32, votre comité recommande que le gouvernement étudie l'opportunité d'augmenter le nombre des inspecteurs et d'établir, à l'endroit de ces fonctionnaires, une rémunération plus proportionnée à leurs aptitudes, fonctions et responsabilités.

• Votre comité recommande de plus qu'il soit autorisé à étudier les questions relatives aux affaires extérieures et à présenter, de temps à autre, à la Chambre des communes les suggestions ou recommandations qu'il estimera utiles.

M. Ilsley, membre du Conseil privé du Roi, dépose sur la Table, par ordre de Son Excellence le Gouverneur général,—Les comptes publics du Canada pour l'année financière qui s'est terminée le 31 mars 1945.

Aussi,—Rapport de l'Auditeur général pour l'année financière terminée le 31 mars 1945. (Relié avec les Comptes publics du Canada).

Sur motion de M. Ilsley, les Comptes publics pour l'année terminée le 31 mars 1945, sont transmis au comité permanent des Comptes publics.

M. McCann, membre du Conseil privé du Roi, dépose sur la Table, par ordre de Son Excellence le Gouverneur général,—Rapport annuel du ministère des Services nationaux de guerre, pour l'année financière terminée le 31 mars 1945.

Les questions suivantes qui figuraient au Feuilleton ont été changées en ordres de rapport, en vertu du paragraphe 4 de l'article 44 du Règlement, et les officiers compétents en ont été avertis, à savoir:

Par M. Matthews (*Kootenay-Est*)—1. A-t-on vendu les concessions forestières appartenant à l'Aero sur les Iles de la Reine Charlotte? Dans l'affirmative, à qui et pour quel montant?

2. Quel était le nombre d'acres de bois sur pied compris dans ce marché?

3. Quelles variétés de bois y sont représentées et en quelle proportion?

4. Quel travail d'exploitation a-t-on entrepris sur ces concessions?

5. Qui a inventorié ce bois sur pied et en a signé l'inventaire?

6. A quelles altitudes se trouve ce bois?

7. A quelle distance est-il de la mer?

8. Quelles facilités de port y a-t-il pour y recevoir le bois abattu?

9. Quel est le contour général du terrain?

10. La vente comprend-elle l'outillage, les machines, quais, remorqueurs, etc.?

Par M. Jaenicke—D'après les derniers chiffres disponibles: 1. Quel est le montant total des capitaux en provenance des Etats-Unis placés au Canada?

2. Quel est le total des montants dont il a été fait remise aux ayants droit aux Etats-Unis, au cours des années 1939 à 1944, en vertu de permis accordés par la Commission de contrôle du change étranger?

3. Des montants dont il est fait mention à la question 2, quelle somme représente a) des intérêts, dividendes, loyers ou autre revenu sur les capitaux en provenance des Etats-Unis placés au Canada; b) la remise de capital provenant des Etats-Unis; c) le prix de marchandises et de services?

Par M. Diefenbaker—Par total, et par province et/ou district militaire, quel est le nombre de ceux qui se sont soustraits à la conscription et/ou des déserteurs qui ont été poursuivis et qui ont été condamnés à l'emprisonnement?

Par M. Church—1. Combien de soldats des forces armées d'outre-mer ont été condamnés à des termes de détention dans les casernes de détention de Headley, Hampshire, Angleterre?

2. Pour quelles infractions; où ces soldats sont-ils actuellement emprisonnés, et pour quelle durée?

3. Quelles ont été les déductions totales de solde, gratification et autres crédits qui leur ont été imposées à la suite d'ordonnances de tribunaux d'enquête?

4. A-t-on reçu des plaintes au sujet des lourdes sanctions imposées et de la perte de solde qui en résulte pour les familles de soldats à cause du système d'amendes basé sur les déductions de solde?

5. Combien a-t-on tenu de cours martiales outre-mer et quels services en première ligne les membres de ces cours possédaient-ils?

6. Le nouveau conseil de revision fera-t-il l'examen de ces sentences imposées pour désertion et autres causes?

7. Qui sont les directeurs de ces casernes et quels en sont les officiers principaux?

8. A-t-on ramené au Canada l'un ou l'autre de ces prisonniers pour qu'ils terminent leurs sentences? S'il en est ainsi, quel en est le nombre et où sont-ils emprisonnés?

9. A-t-on apporté des réformes à l'administration de cette unité outre-mer et quelle visite fait-on de cet endroit?

10. Y a-t-il eu quelques émeutes dans les casernes susmentionnées? Le cas échéant, par qui; quelle en était la cause et quels dommages a-t-on causés?

11. A-t-on tenu des cours martiales publiques; le nouveau conseil de revision fera-t-il enquête sur ces cas et sur les autres survenus à Aldershot, et soumettra-t-il un rapport?

Par M. Reid—1. Quelle somme d'argent a été affectée à l'Office national du film pour l'année financière terminée le 31 mars 1945?

2. Quel a été le total des dépenses faites par l'Office national du film pour l'année financière terminée le 31 mars 1945?

3. Auprès de quels ministères du gouvernement le ministre intéressé ou les fonctionnaires de l'Office national du film ont-ils fait des démarches dans le but d'obtenir du travail pour ledit Office?

4. Quel travail, et à quel coût pour chaque ministère, l'Office national du film a-t-il accompli pour le compte de chaque ministère du gouvernement?

5. Quand a été institué l'Office national du film?

6. Quelles ont été, pour chaque année, les dépenses de l'Office national du film, depuis sa création jusqu'à la fin de mars 1945?

7. Combien de personnes ont été, chaque année, à l'emploi de l'Office national du film, depuis sa création jusqu'à la fin de mars 1945?

8. Le ministre de qui relève l'Office national du film est-il consulté avant que l'Office entreprenne tout nouveau genre de travail ou de projet? Le cas échéant, par qui?

Par M. Coldwell—1. Le gouvernement canadien a-t-il pris des mesures afin d'apporter des modifications à sa déclaration faite à la conférence de la régée internationale du sucre à Londres le 6 mai 1937?

2. S'il en est ainsi, quelles modifications a-t-il proposées?

3. Le gouvernement a-t-il tenté de modifier l'accord afin de permettre une plus grande production de sucre de betterave au Canada?

4. Le Canada a-t-il consulté quelques membres de la Commission mixte des vivres dans le but d'obtenir du sucre du Brésil ou du Pérou?

5. Le cas échéant, quelles ont été les réponses?

6. Le gouvernement sait-il si quelques pays siégeant à la Commission mixte des vivres ont exprimé le désir d'obtenir du sucre du Brésil et/ou du Pérou?

7. Comment la quote-part actuelle de sucre du Canada serait-elle affectée par l'importation de sucre de l'Amérique du Sud?

8. Quelque personne ou compagnie autre que le régisseur du sucre est-elle autorisée à importer du sucre au Canada?

9. S'il en est ainsi, quels sont les noms de ces personnes ou compagnies et quelles quantités ont-elles ainsi importées?

10. Le gouvernement est-il au courant que des approvisionnements de sucre sont disponibles au Pérou et au Brésil?

11. Dans l'affirmative, pourquoi le Canada regarde-t-il les autres pays de l'Amérique centrale et de l'Amérique du Sud comme des pays d'approvisionnements insuffisants?

L'adresse suivante est votée à Son Excellence l'Administrateur:

Par M. Coldwell—Adresse à Son Excellence l'Administrateur—1. Copie de l'accord conclu avec le gouvernement du Royaume-Uni en vertu duquel le ministère britannique des vivres, par l'intermédiaire de son régisseur du sucre, remplirait les fonctions d'acheteur conjoint pour le Canada et le Royaume-Uni.

2. Copie de l'accord en vertu duquel le contrôle du sucre pour le Royaume-Uni, les Etats-Unis et le Canada a été confié à la Commission conjointe des vivres.

Le Bill No 23, Loi constituant en corporation la Société centrale d'hypothèques et de logement, est étudié de nouveau en comité plénier, rapporté avec des amendements, étudié tel que modifié, et la troisième lecture en est remise à la prochaine séance de la Chambre.

La Chambre reprend ensuite le débat ajourné sur la motion de M. McCann: Que le Bill No 13, Loi modifiant la Loi de 1939 sur les secours de guerre, soit maintenant lu la deuxième fois.

Et ladite motion, mise aux voix, est agréée.

En conséquence, ledit bill est lu la deuxième fois, étudié en comité plénier, rapporté sans amendement, lu la troisième fois et passé.

A l'appel de l'ordre pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des Subsidés;

M. Mackenzie propose,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Et ladite motion, mise aux voix, est agréée.

La Chambre se forme donc de nouveau en comité des Subsidés et après avoir rapporté progrès, le comité obtient l'autorisation de siéger de nouveau à la prochaine séance de la Chambre.

La Chambre s'ajourne alors à 10 heures 55 p.m., jusqu'à trois heures de l'après-midi, demain.

No 48

## JOURNAUX

DE LA

## CHAMBRE DES COMMUNES

## DU CANADA

---

SÉANCE DU MARDI, 13 NOVEMBRE 1945

---

## PRIÈRES.

Une pétition est déposée sur la Table.

M. Mutch, du comité permanent des Chemins de fer et de la marine marchande que l'Etat possède, exploite et contrôle, présente le quatrième rapport dudit comité qui se lit comme suit:

Votre comité a été saisi, le 17 octobre 1945, des questions suivantes, à savoir:

- a) Rapport annuel du réseau des chemins de fer Nationaux du Canada pour l'exercice terminé le 31 décembre 1944;
- b) Rapport annuel de la *Canadian National (West Indies) Steamships, Limited*, pour l'exercice terminé le 31 décembre 1944;
- c) Rapport annuel du Trust des titres des chemins de fer Nationaux du Canada pour l'exercice terminé le 31 décembre 1944;
- d) Rapport annuel des administrateurs des Lignes aériennes Trans-Canada pour l'exercice terminé le 31 décembre 1944;
- e) Rapport au Parlement de la maison *George A. Touche and Company*, vérificateurs des comptes du réseau des chemins de fer Nationaux du Canada, du Trust des titres des chemins de fer Nationaux du Canada, des Lignes aériennes Trans-Canada, de la *Canadian National (West Indies) Steamships Limited* pour l'exercice terminé le 31 décembre 1944;
- f) Budget financier du réseau des chemins de fer Nationaux du Canada et de la *Canadian National (West Indies) Steamships, Limited*, pour l'exercice 1945.

Votre comité a tenu neuf séances au cours desquelles il a séparément examiné et adopté à l'unanimité lesdits rapports annuels du réseau des chemins de fer Nationaux du Canada, de la *Canadian National (West Indies) Steamships, Limited*, du Trust des titres des chemins de fer Nationaux du Canada, des Lignes aériennes Trans-Canada et le rapport au Parlement des vérificateurs au sujet des comptes de ces compagnies pour l'exercice terminé le 31 décembre 1944.

Le budget financier du réseau des chemins de fer Nationaux du Canada pour l'année civile 1945 a été approuvé à l'unanimité après un examen minutieux. Votre comité remarque avec satisfaction que ledit budget pour 1945 fait prévoir un surplus de revenu de \$25,000,000. Il est à remarquer également que les fonds requis pour fins générales d'immobilisation sont estimés à \$8,800,000 et ceux destinés à l'achat de nouveau matériel en vertu d'un accord de prêt-location entre le gouvernement et les chemins de fer, à \$24,606,000.

Le budget financier de la *Canadian National (West Indies) Steamships, Limited*, pour l'exercice 1945 a également été examiné et approuvé à l'unanimité. Le surplus de revenu dans ce cas est estimé à \$985,000. La compagnie n'envisage aucune immobilisation au cours de l'exercice.

Votre comité a également examiné les bilans relatifs à l'exploitation du chemin de fer de la Baie d'Hudson et les résultats financiers.

La tâche de votre comité a été facilitée par le concours précieux de MM. R. C. Vaughan, président du conseil d'administration et président du réseau des chemins de fer Nationaux du Canada, H. J. Symington, C.M.G., K.C., président des Lignes aériennes Trans-Canada et de leurs fonctionnaires respectifs qui nous ont obligeamment fourni tous les renseignements demandés, et votre comité tient à en faire mention et à les en remercier particulièrement.

Une copie des témoignages imprimés est déposée ci-joint.

*(La copie des témoignages imprimés se trouve annexée aux Journaux sous le numéro 1)*

M. Isnor, du comité spécial des dépenses et économies de guerre, dépose le premier rapport dudit comité qui se lit comme suit:

Votre comité recommande:

1. Qu'il soit autorisé à faire imprimer, au jour le jour, 500 exemplaires en anglais et 200 en français de ses procès-verbaux et témoignages, et que soit suspendue à cet effet l'application de l'article 64 du Règlement.

2. Que son quorum soit réduit de 13 à 10 et que soit suspendue à cet effet l'application de l'article 65 (3) du Règlement.

M. Martin, membre du Conseil privé du Roi, dépose,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 15 octobre 1945,—Etat montrant:—1. Combien d'avions le gouvernement a-t-il vendus au cours des cinq dernières années?

2. A qui chacun de ces avions a-t-il été vendu et combien l'acheteur a-t-il payé pour chaque avion?

Aussi,—Réponse à une adresse à Son Excellence l'Administrateur, en date du 22 octobre 1945,—1. Copie des dépêches du Secrétaire d'Etat aux Colonies, en date du 16 décembre 1865 et du 16 juillet 1870, autorisant le pavillon des navires du gouvernement canadien;

2. Copie de l'ordonnance de l'Amirauté, en date du 2 février 1892, permettant "l'usage sur les navires enregistrés dans le Dominion" du pavillon de la marine marchande canadienne;

3. Copie de la dépêche du Secrétaire d'Etat aux Colonies, datée de Downing Street, le 21 mai 1912, et adressée au Gouverneur général du Canada, dans laquelle il est déclaré que "le pavillon marchand, avec les armoiries du Dominion du Canada au battant, ne sera utilisé seulement que par les navires de la marine marchande canadienne";

4. Copie de tous arrêtés en conseil, règlements et ordonnances relatifs aux dits pavillons.

Aussi,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 29 octobre 1945,—Etat montrant:—1. Quel a été le coût a) des terrains; b) du déblaiement; c) des édifices; d) des pistes d'envol et de roulement, à l'aéroport d'Abbotsford?

2. Quelle est l'étendue totale de l'aéroport?
3. Quel est le coût total de l'aéroport jusqu'à date?

Aussi,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 31 octobre 1945,—Etat montrant:—1. Pendant quelles années le bateau automobile *Kipawo* a-t-il fait le service entre les ports de Parrsboro, Kingsport et Wolfville, Nouvelle-Ecosse, sous un régime de subventions reçues du gouvernement fédéral?

2. Quelle subvention le gouvernement fédéral a-t-il versée chaque année?
3. Pourquoi a-t-on retiré la subvention et cessé le service?
4. Le gouvernement a-t-il approuvé la location, le nolisement ou la vente du *Kipawo* pour qu'il soit en service à Terre-Neuve ou ailleurs au cours de la guerre?

5. Sous l'exploitation ou le contrôle de qui ce bateau fonctionnait-il?

6. Le gouvernement mettra-t-il le *Kipawo* ou quelque autre traversier à la disposition des citoyens intéressés à Parrsboro, Kingsport et Wolfville afin de reprendre le service qui avait été interrompu au cours de la guerre?

7. Quand le gouvernement fédéral ou le gouvernement provincial ont-ils établi, pour la première fois, un service de transbordeurs sur cette route?

Aussi,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 8 novembre 1945,—Etat montrant:—1. Combien a-t-on employé d'officiers et d'hommes au chantier de bois de l'armée situé sur la propriété de *A. D. McGibbon & Sons Limited*, à Lachute, P.Q.?

2. Pendant combien de temps ces hommes ont-ils été postés à cet endroit?
3. Combien d'entre eux ont pris du service outre-mer?
4. Combien de cordes de bois ces hommes ont-ils abattues à ce chantier?
5. Qu'a-t-on fait du bois qui y a été abattu?
6. Qu'a-t-on payé à ces hommes en solde et allocations ou en salaires?
7. Qui a fait ces paiements?
8. Le gouvernement a-t-il quelque entente financière avec *A. D. McGibbon & Sons Limited*? Dans l'affirmative, quelle est cette entente?

Et aussi,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 5 novembre 1945,—Etat montrant:—1. Quelle a été la date de la formation de la *Acadia Construction Company Limited*?

2. Quels en ont été les administrateurs provisoires?
3. Quels ont été les administrateurs de cette compagnie depuis qu'elle est en opération?
4. Quel est le nombre des contrats que cette compagnie, depuis sa formation, a reçus du ministère des Munitions et approvisionnements?

M. Mitchell, membre du Conseil privé du Roi, dépose sur la Table,—Copie d'un arrêté en conseil adopté en vertu des dispositions de la Loi de 1940 sur les secours aux chômeurs et l'aide à l'agriculture, comme suit:

Arrêté en conseil C.P. 6853, approuvé le 8 novembre 1945: renouvellement d'un prêt de \$3,237,844.99 consenti à la province de la Colombie-Britannique, et acceptant en garantie un bon du trésor de ladite province portant intérêt au taux de 3 pour cent par année.

M. McCann, membre du Conseil privé du Roi, dépose sur la Table,—Copie du rapport d'un comité nommé par C. Fraser Elliott, sous-ministre du Revenu national, pour faire une revue de l'organisation de la Division de l'impôt dans le ministère du Revenu national; avec un appendice et les pièces justificatives pertinentes.

M. Mayhew, adjoint parlementaire du ministre des Finances, dépose,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 29 octobre 1945,—Etat montrant:

- 1. Quel a été le coût de la vente du 7ème Emprunt de la Victoire?
2. Quel a été le coût de la vente du 8ème Emprunt de la Victoire?
3. Quelle somme le comité national des finances de guerre a-t-il dépensée dans chaque province, au cours de 1944, pour chacun de ces emprunts?
4. Quel montant a-t-on souscrit dans chaque province, lors de chacun de ces emprunts?
5. Quelle somme a-t-on payée aux organisateurs, dans chaque province, pour chacun de ces emprunts?
6. Combien comptait-on d'organiseurs rémunérés dans chaque province?
7. Quel a été le coût de la réclame pour chacun de ces emprunts?
8. Combien a-t-on déboursé pour faire et projeter des films à l'occasion de ces deux emprunts?
9. Quelle commission ou quel escompte a-t-on alloués aux banques et aux compagnies d'assurances pour les achats effectués pour leur propre compte, lors de l'un ou l'autre de ces emprunts?
10. Quel a été le pourcentage du coût de vente de chacun de ces emprunts?

M. McIlraith, adjoint parlementaire du ministre de la Reconstruction, dépose,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 5 novembre 1945,—Copie du contrat entre la ville de Toronto, le canton de York-Nord et la *Soldiers' Housing Projects Limited*, relativement au projet d'habitations actuellement en voie d'exécution dans le canton de York-Nord.

M. Lapointe, adjoint parlementaire du ministre de la Défense nationale, dépose,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 29 octobre 1945,—Etat montrant:—1. Existe-t-il ce que l'on appelle des caisses de bienfaisance en rapport avec a) l'armée; b) la marine; c) l'aviation?

2. Dans l'affirmative, depuis combien de temps existent-elles?
3. De quelles sources proviennent-elles?
4. A quelles fins servent-elles?
5. Quels sont l'officier ou les officiers responsables et chargés de la gérance de chaque caisse respective?
6. Combien a-t-on dépensé à même chaque caisse depuis le commencement de la guerre?
7. Quel était le solde de chaque caisse à la date du 1er septembre 1945?
8. A quelle fin, dans chaque cas, utilisera-t-on cette caisse?

M. Ilsley propose,—Que la Chambre se forme en comité plénier, à sa prochaine séance, pour prendre en considération la résolution suivante:—Qu'il y a lieu de présenter une mesure destinée à modifier la Loi du Sénat et de la Chambre des Communes afin de pourvoir au paiement d'une allocation à chaque membre de la Chambre des Communes, pour les dépenses qui résultent de l'exercice de ses fonctions, au taux de deux mille dollars par année tant qu'il est député, et de stipuler, de plus, que cette mesure sera censée être entrée en vigueur le sixième jour de septembre mil neuf cent quarante-cinq.

M. Ilsley, membre du Conseil privé du Roi, informe alors la Chambre que Son Excellence l'Administrateur, ayant été mis au fait de ladite résolution, la recommande à la Chambre.

Résolu,—Que la Chambre se forme en comité plénier, à sa prochaine séance, pour prendre en considération ladite résolution.

M. Ilsley propose,—Que la Chambre se forme en comité plénier, à sa prochaine séance, pour prendre en considération la résolution suivante:—Qu'il y a lieu de présenter un projet de loi pour autoriser la Compagnie des chemins de fer Nationaux du Canada à émettre des valeurs, dont le principal n'excédera pas \$8,800,000, afin de lui procurer les sommes nécessaires pour couvrir les dépenses de capital effectuées ou les dettes de capital contractées pendant l'année civile 1945; autoriser le gouverneur en conseil à garantir le principal, les intérêts et les fonds d'amortissement des valeurs que la Compagnie émettra pour la fin susdite; autoriser, en faveur de ladite Compagnie, des prêts temporaires, gagés sur ces valeurs, et dont le principal n'excédera par \$8,800,000 afin de permettre à ladite Compagnie de couvrir ces dépenses et ces dettes; autoriser une assistance et une aide financières à d'autres compagnies dudit réseau national.

M. Ilsley, membre du Conseil privé du Roi, informe alors la Chambre que Son Excellence l'Administrateur, ayant été mis au fait de ladite résolution, la recommande à la Chambre.

Résolu,—Que la Chambre se forme en comité plénier, à sa prochaine séance, pour prendre en considération ladite résolution.

A l'appel de l'ordre pour la troisième lecture du Bill No 23, Loi constituant en corporation la Société centrale d'hypothèques et de logement;

M. Ilsley propose,—Que ledit bill soit maintenant lu la troisième fois.

Après discussion, ladite motion, mise aux voix, est agréée.

A l'appel de l'ordre pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des Subsidés;

M. Ilsley propose,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Après discussion, ladite motion, mise aux voix, est agréée.

La Chambre se forme, en conséquence, de nouveau, en comité des Subsidés.

(En comité)

La résolution suivante est adoptée:

### BUDGET INTÉRIMAIRE

#### Crédits principaux 1945-46

Résolu,—Qu'une somme ne dépassant pas \$29,769,000.11, représentant un douzième de chacun des différents item à être votés, tel qu'énumérés dans le budget principal de l'année financière se terminant le 31 mars 1946, présenté à la Chambre des communes, au cours de la session actuelle du Parlement, soit octroyée à Sa Majesté, en acompte, pour l'année financière qui se terminera le 31 mars 1946.

Résolution à rapporter.

Du consentement de la Chambre, ladite résolution est rapportée, lue la deuxième fois et agréée, le comité des Subsidés devant siéger plus tard, aujourd'hui.

M. Ilsley propose alors—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour permettre à la Chambre de se former en comité des Voies et Moyens.

Et ladite motion, mise aux voix, est agréée.

La Chambre se forme, en conséquence, en comité des Voies et Moyens.

(*En comité*)

La résolution suivante est adoptée:

*Résolu*,—Que pour faire face aux Subsidés votés à Sa Majesté pour défrayer certaines dépenses du Service public au compte de l'exercice financier se terminant le 31 mars 1946, la somme de \$29,769,000.11 soit octroyée à même le Fonds du Revenu consolidé du Canada.

Résolution à rapporter.

Du consentement de la Chambre, ladite résolution est rapportée, lue une deuxième fois, et approuvée, le comité des Voies et Moyens devant siéger de nouveau plus tard aujourd'hui.

Du consentement de la Chambre, M. Ilsley présente alors le bill suivant qui est lu la première fois, savoir:

Bill No 93, Loi accordant à Sa Majesté certaines sommes d'argent pour le service public de l'année financière se terminant le 31 mars 1946.

Du consentement de la Chambre, ledit bill est lu la deuxième fois, étudié en comité plénier, rapporté sans modification, lu la troisième fois et passé.

La Chambre reprend le débat ajourné sur le projet de motion de M. Ilsley:—Qu'il importe, de l'avis de cette Chambre, que le Canada possède un drapeau national distinctif et qu'un comité mixte du Sénat et de la Chambre des communes soit institué dans le but de faire étude et rapport sur un motif approprié pour ce drapeau;

Que l'article 65 du Règlement de la Chambre des communes soit suspendu à cet effet;

Que ledit comité soit autorisé à envoyer quérir personnes, documents et dossiers afin de l'aider dans l'accomplissement de ses fonctions; et

Qu'un message soit envoyé au Sénat pour informer Leurs Honneurs que la Chambre des communes a institué ce comité et pour inviter Leurs Honneurs à faire le choix de membres du Sénat dans le but de siéger au sein de ce comité avec les membres de la Chambre des communes et de constituer un comité mixte des deux Chambres.

Et le débat se poursuivant;

M. Diefenbaker, appuyé par M. McMaster, propose en amendement:—Que les mots suivants soient ajoutés à la fin du premier alinéa de ladite résolution:

"tout modèle de ce genre devant comporter l'Union Jack à la partie supérieure gauche".

M. l'Orateur déclare ledit projet d'amendement irrégulier en vertu des dispositions de l'article 50 du Règlement.

De cette décision, M. Bracken en appelle à la Chambre.

Et M. l'Orateur soumet alors à la Chambre la question suivante: La décision de l'Orateur doit-elle être maintenue?—et elle est maintenue par le vote suivant:

POUR:  
Messieurs

Arsenault,	Dorion,	LaCroix,	Mutch,
Baker,	Douglas,	Lafontaine,	Nixon,
Beaudoin,	Dubois,	Lalonde,	Parent,
Belzile,	Emmerson,	Langlois,	Pinard,
Benidickson,	Farquhar,	Lapointe,	Pouliot,
Bertrand (Laurier),	Fontaine,	Laurendeau,	Raymond
Bertrand (Prescott),	Fournier (Hull),	Léger,	(Beauharnois-
Boivin,	Gauthier (Nipissin),	McCann,	Laprairie),
Bonnier,	Gauthier (Portneuf),	McCubbin,	Raymond (Wright),
Bourget,	Gibson (Comox-	McCulloch (Pictou),	Reid,
Bradette,	Alberni),	Macdonald	Richard (Ottawa-
Bridges,	Gibson (Hamilton-	(Brantford City),	Est),
Brown,	Ouest),	Macdonald	Rinfret,
Cardin,	Gladstone,	(Halifax),	Robinson (Simcoe-
Chevrier,	Glen,	McDonald (Pontiac),	Est),
Clark,	Golding,	McGarry,	Rose,
Claxton,	Gour (Russell),	McIlraith,	Ross (Hamilton-
Cloutier,	Gourd (Chapleau),	McIvor,	Est),
Côté (Matapédia-	Grant,	Mackenzie,	St-Laurent,
Matane),	Hallé,	MacLean,	Smith (York-Nord),
Côté (Saint-Jean-	Hamel,	MacNaught,	Stuart (Charlotte),
Iberville-	Harris (Grey-	Maloney,	Tremblay,
Napierville),	Bruce),	Marier,	Tucker,
Côté (Verdun),	Healy,	Marquis,	Viau,
Croll,	Ilsey,	Martin,	Warren,
Cruikshank,	Isnor,	Maybank,	Weir,
Dechêne,	Jean,	Michaud,	Whitman,
Denis,	Jutras,	Mitchell,	Winkler,
Dion (Lac Saint-	Kirk,	Mullins,	Winters—103.
Jean-Roberval),			

CONTRE:  
Messieurs

Adamson,	Coldwell,	Lockhart,	Quelch,
Archibald,	Coyle,	McCuaig,	Robinson (Bruce),
Argue,	Diefenbaker,	McCullogh	Ross (St. Paul's),
Aylesworth,	Drope,	(Assiniboia),	Rowe,
Barrett,	Fair,	Macdonnell	Senn,
Bentley,	Fleming,	(Muskoka-	Skey,
Black (Cumberland),	Gillis,	Ontario),	Stanfield,
Blackmore,	Graydon,	McGregor,	Stewart (Winnipeg-
Blair,	Green,	MacInnis,	Nord),
Boucher,	Harkness,	McKay,	Stirling,
Bowerman,	Hatfield,	McLure,	Stokes,
Bradshaw,	Henderson,	McMaster,	Thatcher,
Brooks	Hlynka,	MacNicol,	Townley-Smith,
Bruce	Hodgson	Matthews	Tustin,
Campbell,	Irvine,	(Kootenay-Est),	Webb,
Casselman,	Jaques,	Menary,	White (Hastings-
Castleden,	Kidd,	Merritt,	Peterborough),
Charlton,	Knight,	Moore,	Wright,
Church,	Knowles,	Murphy,	Wylie,
Cockeram,	Kuhl,	Probe,	Zaplitny—74.

Et le débat se poursuivant sur la motion principale; ledit débat est ajourné sur la motion de M. Rowe.

A onze heures p.m., M. l'Orateur ajourne la Chambre sans mettre la motion aux voix, en vertu de l'article 7 du Règlement, jusqu'à trois heures p.m., demain.

No 49

JOURNAUX  
DE LA  
CHAMBRE DES COMMUNES  
DU CANADA

---

SÉANCE DU MERCREDI, 14 NOVEMBRE 1945

---

PRIÈRES.

Le Greffier de la Chambre dépose sur la Table le vingt-troisième rapport du greffier des pétitions qui a examiné la pétition suivante présentée le 13 novembre, demandant l'adoption d'une loi pour accorder le divorce et dissoudre le mariage du demandeur, et il déclare que le délai étant expiré pour recevoir des pétitions en instance de bills privés, celle-ci ne peut pas être acceptée, à savoir:

De Marie-Marthe-Fabiola-Germaine Trempe Barlow, présentement domiciliée dans la ville de New-York, Etat de N.-Y., Etats-Unis d'Amérique, épouse de Frederick Daniel Barlow, de Montréal, P.Q.—*M. Maybank*.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier a déposé sur la Table le quinzième rapport de l'examineur des pétitions pour bills privés, lequel est lu comme suit:

Conformément à l'article 99, paragraphe 2, du Règlement, l'examineur des pétitions pour bills privés a l'honneur de présenter son quinzième rapport comme suit:

Votre examineur a dûment examiné les pétitions suivantes en obtention de bills privés, chacune demandant l'adoption d'une loi pour accorder le divorce et pour annuler le mariage du pétitionnaire, et il constate que toutes les prescriptions de l'article 95 du Règlement ont été observées dans chaque cas, savoir:

D'Annie Kandel Ashkanazy, de Montréal, P.Q., épouse de Philip Ashkanazy.

De Juliana Edmonda Isabella Ferdinanda Becquaert de Beaujeu, de Ste-Marguerite du Lac Masson, P.Q., épouse de Jacques Omfroy Pierre Certain de Beaujeu.

De Samuel Gardner Bradford, de Montréal, P.Q., époux de Jean Stevenson Bradford.

De Winnifred Madge Jones Brown, de Montréal, P.Q., épouse de Gerard Warren Brown.

De Myrtle Elizabeth Fraser Bennett, présentement domiciliée à Elmira, Ile du Prince-Edouard, épouse de Preston Frederick Bennett, de Montréal, P.Q.

De Harold James Chesterman, de Montréal, P.Q., époux de Dorothy Elaine Bailey Chesterman.

De Marie Gertrude Owens Conant, de Montréal, P.Q., épouse de Hurst Waterman Conant.

D'Elizabeth Jean MacKay Hepplewhite, de Montréal, P.Q., épouse de Victor Louis Hepplewhite.

De Gertrude Silverman Holmes, de Montréal, P.Q., épouse de Donald Stetson Holmes.

D'Evelyn Isabel May Ramsay Jarvis, de Montréal, P.Q., épouse de Charles Sylvester Jarvis.

De Herbert Lawrence Loucks, de Cowansville, P.Q., époux d'Irene Alvira Carter Loucks.

De Sarah Silverstone Michelin, de Montréal, P.Q., épouse de Charles Michelin.

De Molly Shusterman Percher, de Montréal, P.Q., épouse d'Issie Percher.

De Dorothy A. Greenwood Pringle, de Montréal, P.Q., épouse d'Alfred Waldron Pringle.

De Helen Douglas Stewart Rankin, de Montréal, P.Q., épouse de Gordon Rankin.

De Winnifred Pearl Simcox, actuellement domiciliée à Ottawa, Ontario, épouse d'Arthur Lewis Simcox, de Kenogami, P.Q.

De Robert Dickerson Silverman, de Montréal, P.Q., époux de Margaret Helen Fyke Silverman.

M. l'Orateur communique à la Chambre la lettre suivante qu'il a reçue:

### HÔTEL DU GOUVERNEMENT

OTTAWA

BUREAU DU SECRÉTAIRE DU GOUVERNEUR GÉNÉRAL

14 novembre 1945.

MONSIEUR,

J'ai l'honneur de vous informer que l'Honorable Patrick Kerwin, agissant comme substitut de Son Excellence l'Administrateur, se rendra à la salle des séances du Sénat le mercredi, 14 novembre 1945, à 5.50 heures p.m., pour y donner la sanction royale à certains bills.

J'ai l'honneur d'être, Monsieur,

Votre dévoué serviteur,

F. L. C. PEREIRA,

*Assistant secrétaire du Gouverneur général.*

A l'honorable ORATEUR  
de la Chambre des communes,  
Ottawa, Ontario.

M. Ilsley, membre du Conseil privé du Roi, dépose sur la Table,—Copies des arrêtés en conseil adoptés en vertu des dispositions de la Loi des mesures de guerre entre le 1er septembre 1945 et le 31 octobre 1945, sous forme miméographiée, en anglais, comme suit:

Arrêté en conseil C.P. 5881, approuvé le 7 septembre 1945: relatif au paiement du prix de transport du minerai, provenant de l'exploitation de fer de la *Steep Rock Iron Mine* via certains ports américains en attendant le parachèvement du dock à Port-Arthur.

Arrêté en conseil C.P. 5888, approuvé le 5 septembre 1945: concernant l'emploi du pavillon marchand canadien.

Arrêté en conseil C.P. 5915, approuvé le 5 septembre 1945: révoquant C.P. 4017 1/2, du 5 décembre 1939, qui constituait le Comité de guerre et les autres Comités du Cabinet.

Arrêté en conseil C.P. 7/5928, approuvé le 8 septembre 1945: concernant la garantie de prix minima aux producteurs de graines de semence.

Arrêté en conseil C.P. 174/5928, approuvé le 8 septembre 1945: révoquant C.P. 66/6755, du 31 juillet 1942, qui autorisait la restitution ou la remise totale ou partielle des droits et taxes sur les locomotives, fourgons et wagons de chemin de fer employés dans les conditions de crise causées par la guerre.

Arrêté en conseil C.P. 208/5928, approuvé le 8 septembre 1945: étendant les dispositions de C.P. 2199 du 20 mars 1942, à l'égard des paiements aux organismes qui accomplissent des services auxiliaires.

Arrêté en conseil C.P. 5933, approuvé le 7 septembre 1945: modifiant l'Ordonnance concernant la réadaptation après licenciement (C.P. 5210 du 13 juillet 1944).

Arrêté en conseil C.P. 5939, approuvé le 7 septembre 1945: abrogeant le contrôle d'importation des bananes.

Arrêté en conseil C.P. 5941, approuvé le 7 septembre 1945: nommant M. J.-A. Gagnon au Conseil régional du travail en temps de guerre pour la province de Québec.

Arrêté en conseil C.P. 5968, approuvé le 11 septembre 1945: soustrayant les tourniquets compteurs à la taxe d'accise.

Arrêté en conseil C.P. 5972, approuvé le 14 septembre 1945: révoquant et modifiant certains articles des Règlements concernant la défense du Canada.

Arrêté en conseil C.P. 5973, approuvé le 14 septembre 1945: modifiant C.P. 946, du 5 février 1943, relatif aux Japonais.

Arrêté en conseil C.P. 5981, approuvé le 11 septembre 1945: confiant de nouveau au ministère du Travail l'application de la Loi sur les justes salaires et les heures de travail, 1935, en ce qui concerne l'emploi aux ouvrages de défense projetés dans l'Ouest.

Arrêté en conseil C.P. 5999, approuvé le 11 septembre 1945: nommant W. H. Fitzpatrick sous-régisseur de l'acier.

Arrêté en conseil C.P. 6026, approuvé le 14 septembre 1945: soustrayant les solutions incongelables, etc., au contrôle d'importation.

Arrêté en conseil C.P. 6027, approuvé le 14 septembre 1945: soustrayant le lithopone au contrôle d'importation.

Arrêté en conseil C.P. 6028, approuvé le 14 septembre 1945: modifiant l'annexe des articles soumis à un contrôle d'importation.

Arrêté en conseil C.P. 6062, approuvé le 14 septembre 1945: proclamant la révision No 61 de la liste des personnes signalées.

Arrêté en conseil C.P. 6064, approuvé le 14 septembre 1945: révoquant certaines naturalisations.

Arrêté en conseil C.P. 6086, approuvé le 14 septembre 1945: révoquant C.P. 2200, du 18 mars 1943, lequel interdisait l'octroi de lettres patentes, sous le régime de la Loi des compagnies, aux compagnies exploitant des lignes d'aéronefs, etc.

Arrêté en conseil C.P. 6102, approuvé le 14 septembre 1945: relatif à l'heure avancée.

Arrêté en conseil C.P. 6155, approuvé le 20 septembre 1945: révoquant la nomination de William Percival au poste de sous-régisseur des réparations et du sauvetage de navires.

Arrêté en conseil C.P. 6165, approuvé le 20 septembre 1945: exemptant certains produits du pétrole du contrôle d'importation.

Arrêté en conseil C.P. 6166, approuvé le 20 septembre 1945: exemptant l'asphalte du contrôle de l'importation.

Arrêté en conseil C.P. 6167, approuvé le 20 septembre 1945: révoquant l'arrêté en conseil interdisant l'importation de certains ingrédients chimiques, sauf moyennant permis.

Arrêté en conseil C.P. 16/6173, approuvé le 21 septembre 1945: élargissant les dispositions des arrêtés en conseil concernant l'établissement de stocks de réserve de grains.

Arrêté en conseil C.P. 20/6173, approuvé le 21 septembre 1945: accordant une priorité, en matière de nomination au service civil, aux personnes qui ont été en activité de service outre-mer.

Arrêté en conseil C.P. 6175, approuvé le 20 septembre 1945: instituant le Comité des documents publics.

Arrêté en conseil C.P. 6204, approuvé le 25 septembre 1945: nommant M. le juge McNiven à titre de président alternatif du Conseil national du travail en temps de guerre.

Arrêté en conseil C.P. 6222, approuvé le 25 septembre 1945: décret de 1945-46 instituant un système de paiement des blés fourragers.

Arrêté en conseil C.P. 6223, approuvé le 28 septembre 1945: modifiant les Règlements de 1940 concernant l'administration des successions des armées de mer, de terre et de l'air.

Arrêté en conseil C.P. 6224, approuvé le 25 septembre 1945: exonérant la résine, etc., de la taxe de guerre sur le change.

Arrêté en conseil C.P. 6238, approuvé le 25 septembre 1945: modifiant les Règlements sur le grain de l'Ouest (paiement d'égalisation préalable à l'égard de l'orge).

Arrêté en conseil C.P. 6267, approuvé le 28 septembre 1945: autorisant la passation de contrats principaux avec la *Ford Motor Company*, la *Chrysler Company* et la *General Motors* pour l'achat de matériel de transport par la Commission canadienne de l'exportation.

Arrêté en conseil C.P. 6188, approuvé le 12 octobre 1945: rémunérations payables à la *Boeing Aircraft of Canada Limited*, pour la production d'aéronefs.

Arrêté en conseil C.P. 6281, approuvé le 2 octobre 1945: nommant G. H. Whitman au Conseil régional du travail en temps de guerre pour l'Alberta et au Conseil du travail dans l'Ouest.

Arrêté en conseil C.P. 6313, approuvé le 2 octobre 1945: nommant A. J. Smith au poste de vice-président du Conseil des relations ouvrières en temps de guerre pour la Saskatchewan.

Arrêté en conseil C.P. 6324, approuvé le 2 octobre 1945: révoquant les dispositions concernant l'avenant de guerre sur les polices d'assurance du Service civil.

Arrêté en conseil C.P. 6326, approuvé le 2 octobre 1945: exemptant les importations de homards frais de droits, etc.

Arrêté en conseil C.P. 6342, approuvé le 2 octobre 1945: révoquant la nomination de C. K. Beveridge comme représentant régional des combustibles solides, dans la province du Nouveau-Brunswick.

Arrêté en conseil C.P. 6343, approuvé le 2 octobre 1945: révoquant la nomination de J.-A. Archambault comme régisseur adjoint du transport.

Arrêté en conseil C.P. 6344, approuvé le 2 octobre 1945: révoquant la nomination de N. D. Wilson comme sous-régisseur du transport.

Arrêté en conseil C.P. 6358, approuvé le 2 octobre 1945: règlements concernant le paiement de "La Gratification de réadaptation" aux membres des Forces armées qui ont été retraités, libérés ou ont cessé d'être en activité de service le ou après le 1er octobre 1945.

Arrêté en conseil C.P. 6359, approuvé le 2 octobre 1945: revisant un bail et un contrat conclus avec R. D. MacDonald concernant la conversion de sa propriété immobilière de Québec, province de Québec, en plusieurs unités de logement.

Arrêté en conseil C.P. 6362, approuvé le 2 octobre 1945: révoquant les Règlements de 1942 sur la défense aérienne.

Arrêté en conseil C.P. 6369, approuvé le 2 octobre 1945: admissibilité à porter l'Insigne de service de guerre "Service général".

Arrêté en conseil C.P. 6370, approuvé le 2 octobre 1945: autorisant le paiement de la moitié du coût de transport des agneaux et bestiaux d'engrais expédiés de régions des provinces de la Saskatchewan et de l'Alberta où il existe une disette de fourrage.

Arrêté en conseil C.P. 6371, approuvé le 3 octobre 1945: révoquant le C.P. 4068½ du 8 décembre 1939 (Comité ministériel spécial de démobilisation et de rétablissement).

Arrêté en conseil C.P. 6378, approuvé le 4 octobre 1945: achats, par la Commission de l'exportation canadienne, de pneus pour véhicules-automobiles.

Arrêté en conseil C.P. 6451, approuvé le 12 octobre 1945: autorisant une entente avec la *Canadian Arsenals, Limited*.

Arrêté en conseil C.P. 66/6471, approuvé le 11 octobre 1945: étendant l'application de la Loi d'indemnisation des employés de l'Etat aux employés de la Division d'entreposage et d'emballage près l'Office canadien de l'Aide Mutuelle.

Arrêté en conseil C.P. 6482, approuvé le 11 octobre 1945: autorisant la nomination de Commissions d'enquête en matière de différends industriels pour étudier les situations susceptibles d'entraver la transition à une économie du temps de paix.

Arrêté en conseil C.P. 6496, approuvé le 12 octobre 1945: assurant les constructeurs contre la perte résultant d'une baisse, avant la vente, dans le prix des maisons.

Arrêté en conseil C.P. 6526, approuvé le 16 octobre 1945: prolongeant jusqu'au 15 janvier 1946 la période durant laquelle les chemins de fer ne peuvent offrir des tarifs réduits constituant un encouragement au voyage.

Arrêté en conseil C.P. 6547, approuvé le 16 octobre 1945: interdisant l'exportation de la farine de fève soya, sauf moyennant permis.

Arrêté en conseil C.P. 6556, approuvé le 18 octobre 1945: modifiant les Règlements de 1945-46 sur les grains de l'Ouest (Commission canadienne du blé).

Arrêté en conseil C.P. 6557, approuvé le 16 octobre 1945: nommant un régisseur de la *Swift Canadian Company, Limited*.

Arrêté en conseil C.P. 6558, approuvé le 16 octobre 1945: nommant un régisseur de la *Canada Packers Limited*.

Arrêté en conseil C.P. 6563, approuvé le 18 octobre 1945: relatif aux membres du Conseil national du travail en temps de guerre (Messieurs Léon Lalande et Lucien Dugas).

Arrêté en conseil C.P. 6577, approuvé le 23 octobre 1945: relatif au Règlement visant les déserteurs des Etats-Unis.

Arrêté en conseil C.P. 6591, approuvé le 23 octobre 1945: nommant J. Gordon Taggart au poste de régisseur à Hull, P.Q. des établissements de la *Canada Packers, Ltd.*

Arrêté en conseil C.P. 6605, approuvé le 23 octobre 1945: révoquant C.P. 520 du 7 février 1940 qui interdisait l'importation de marchandises des pays neutres d'Europe.

Arrêté en conseil C.P. 6609, approuvé le 23 octobre 1945: révoquant la naturalisation de J. A. Dobrot.

Arrêté en conseil C.P. 6633, approuvé le 23 octobre 1945: relatif au paiement du transport des animaux et agneaux d'engrais.

Arrêté en conseil C.P. 6638, approuvé le 23 octobre 1945: relatif aux prestations après licenciement attribuables aux membres des Forces armées admis à servir dans une force provisoire.

Arrêté en conseil C.P. 6650, approuvé le 26 octobre 1945: autorisant l'affectation de versements (Crédit de réadaptation) au paiement de dettes envers la Couronne.

Arrêté en conseil C.P. 6652, approuvé le 26 octobre 1945: nommant des sous-régisseurs aux établissements de la *Swift Canadian Company* et de la *Canada Packers Limited*.

Arrêté en conseil C.P. 6653, approuvé le 26 octobre 1945: augmentant les sommes destinées à la transformation d'immeubles dans les municipalités de Hamilton, Brantford, St. Catharines, Galt, etc.

Arrêté en conseil C.P. 6664, approuvé le 26 octobre 1945: acceptant la démission de H. J. Carmichael comme membre de la Commission de coopération de production industrielle.

Arrêté en conseil C.P. 6667, approuvé le 26 octobre 1945: autorisant l'importation, par la *Maritime Central Airways Limited*, d'aéronefs usagés.

Arrêté en conseil C.P. 1/6679, approuvé le 25 octobre 1945: relatif aux heures de travail des employés de l'administration publique.

Arrêté en conseil C.P. 6686, approuvé le 26 octobre 1945: relatif à la médaille canadienne des volontaires.

Arrêté en conseil C.P. 6687, approuvé le 26 octobre 1945: relatif au statut des réfugiés.

Arrêté en conseil C.P. 6691, approuvé le 26 octobre 1945: révoquant C.P. 5421, du 8 octobre 1940, qui établissait le Comité consultatif général de démobilisation et de rétablissement.

Arrêté en conseil C.P. 6694, approuvé le 30 octobre 1945: révoquant C.P. 826, du 9 février 1945, qui interdisait l'importation de la nicotine.

Arrêté en conseil C.P. 6695, approuvé le 30 octobre 1945: révoquant C.P. 9231 qui interdisait les importations de produits chinois, sauf en vertu d'un permis.

Arrêté en conseil C.P. 6720, approuvé le 30 octobre 1945: autorisant le ravitaillement du compte de blé de Sa Majesté.

M. Claxton, membre du Conseil privé du Roi, dépose sur la Table,— Rapport annuel du Conseil national du film pour l'année fiscale terminée le 31 mars 1945. (Versions anglaise et française).

M. Mitchell, membre du Conseil privé du Roi, dépose,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 18 octobre 1945,—Etat montrant:—1. Combien a-t-on établi ou institué d'offices ou de commissions a) depuis le 3 septembre 1939; b) depuis le jour de la Victoire en Europe?

2. Quels sont les détails de ces offices ou commissions, y compris les noms des personnes qui détiennent actuellement des positions sur chaque office ou commission?

Et aussi,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 25 octobre 1945,—Etat montrant:—1. Quelles dispositions est à prendre le gouvernement pour remettre à la ville de Toronto les terrains et les bâtiments de l'Exposition nationale?

2. Le gouvernement ou l'un de ses ministères a-t-il eu quelque échange de lettres avec la ville de Toronto à ce sujet?

3. De quelles propriétés résidentielles a-t-on pris possession pour le bénéfice des forces armées, dans la ville de Toronto, au cours de la guerre; ces propriétés sont-elles encore occupées? Le cas échéant, par qui et à quelle fin?

4. Quelles sommes a-t-on dépensées pour ces propriétés au cours de la guerre; qui avait la gérance de cet argent et à quelle fin a-t-il été dépensé?

5. La ville de Toronto a-t-elle demandé d'utiliser l'une ou l'autre de ces propriétés pour des fins de logement d'urgence? Le cas échéant, quelles propriétés?

Il dépose aussi sur la Table,—Copie de l'arrêté en conseil C.P. 6829, approuvé le 6 novembre 1945, qui révoquait l'arrêté en conseil C.P. 7032, approuvé le 13 août 1942, et l'arrêté en conseil C.P. 8603, approuvé le 23 septembre 1942, sous l'empire duquel il a été permis à l'*International Nickel Company Limited* d'employer des femmes à certains travaux de surface aux environs de Sudbury et de Port Colborne.

M. McIlraith, adjoint parlementaire du ministre de la Reconstruction, dépose,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 15 octobre 1945,—Etat montrant:—1. En combien de divisions le ministère de la Reconstruction a-t-il été partagé?

2. Quels sont les chefs de chaque division?

3. Quel traitement verse-t-on à chacun de ces chefs?

4. Quelles sont, en détail, les fonctions et responsabilités de chaque division?

5. Quel est le nombre total des employés du ministère?

6. De ce nombre, combien ont eu quelque expérience avec des groupements d'associations ouvrières?

7. Quels sont leurs noms et quelles positions occupent-ils?

Et aussi,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 15 octobre,—Copie de tous rapports, lettres, contrats ou ententes en la possession du gouvernement et se rapportant à la construction de logements de temps de guerre semi-permanents.

M. Martin, membre du Conseil privé du Roi, dépose,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 29 octobre 1945,—Etat montrant:—1. Quels sont les noms des fonctionnaires de la *Wartime Housing Limited*?

2. Quel traitement reçoit chaque fonctionnaire de la société?

3. Quels autres employés sont au service de la société?

4. Où ces personnes sont-elles établies et quelles sont leurs fonctions?

5. Quels traitements ou salaires reçoivent-elles?

6. Quels bureaux ou quel autre espace cette société loue-t-elle?

7. Quel loyer paie-t-elle pour chaque propriété?

8. Quel compte de frais, s'il y a lieu, a-t-on alloué à tout fonctionnaire ou autre employé de la société?

Et aussi,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 29 octobre 1945,—Etat montrant:—1. Combien de corvettes le gouvernement a-t-il vendues depuis la fin de la guerre?

2. Quel est le nom de ces corvettes et quel prix a-t-il reçu pour chaque navire?

3. Combien a coûté chacune de ces corvettes et où chacune a-t-elle été lancée?

Sur motion de M. Isnor, le premier rapport du comité des Dépenses et des économies de guerre, présenté le 13 courant, est agréé.

Les questions suivantes qui figuraient au Feuilleton ont été changées en ordres de rapport, en vertu du paragraphe 4 de l'article 44 du Règlement, et les officiers compétents en ont été avertis, à savoir:

Par M. White (*Hastings-Peterborough*)—1. Combien a-t-on reçu de rapports de l'impôt sur le revenu des particuliers au cours de chaque année d'imposition de 1939 à 1944?

2. Sur combien de rapports de particuliers, pour chaque année, a-t-on établi l'imposition, jusqu'à date?

3. Quel était le revenu net sur lequel l'imposition a été approuvée et le montant de l'impôt établi pour chaque année d'imposition de 1939 à 1944?

4. Combien a-t-on reçu de rapports de l'impôt sur les corporations au cours de chaque année d'imposition de 1939 à 1944?

5. Sur combien de rapports de corporations, pour chaque année, a-t-on établi l'imposition jusqu'à date?

6. Quel était le revenu net sur lequel l'imposition a été approuvée et le montant de l'impôt établi, pour chaque année d'imposition de 1939 à 1944?

Par M. Castleden—1. Quelle a été la quantité de couvertes achetées jusqu'à date par a) l'armée; b) l'aviation; c) la marine?

2. Quel était le prix moyen payé par le gouvernement pour ces couvertes?

3. Quelle quantité de couvertes a) l'armée, b) l'aviation, c) la marine ont-elles déclarées de surplus jusqu'à date?

4. Comment ces couvertes ont-elles été aliénées?

Par M. Bentley—1. Quels ont été les entrepreneurs et/ou les constructeurs de l'école d'entraînement aérien à Swift-Current, Saskatchewan?

2. Les contrats ont-ils été accordés par voie d'adjudication?

3. S'il en a été ainsi, a-t-on reçu des soumissions inférieures à celles qui ont été acceptées?

4. Combien ont coûté: a) les hangars; b) les autres bâtiments; c) les rues et avenues; d) le chemin; e) l'embranchement de chemin de fer; f) les conduites principales d'eau; g) les conduites d'eau et leurs accessoires; h) le système d'égout; i) les lignes de lumière et de transmission électriques, et les lignes de service; j) le posage des fils et de leurs accessoires sur terre et dans les bâtiments?

M. Knowles propose, appuyé par M. Nicholson,—Que la Chambre vote un ordre pour la production d'une copie de toute correspondance entre le sous-ministre ou d'autres fonctionnaires du ministère du Travail et les commissions consultatives créées par le département, datée depuis le jour de la Victoire en Europe et se rapportant à la question d'un embauchage avantageux.

Et ladite motion, mise aux voix, est rejetée par le vote suivant:

POUR:

Messieurs

Adamson,	Boucher,	Casselman,	Diefenbaker,
Archibald,	Bowerman,	Castleden,	Dorion,
Argue,	Bradshaw,	Charlton,	Drope,
Aylesworth,	Brooks,	Church,	Fleming,
Barrett,	Bruce,	Cokeram,	Fraser,
Bentley,	Burton,	Coldwell,	Gillis,
Black (Cumberland),	Campbell,	Coyle,	Green,
Black (Yukon),	Case,	Desmond,	Hackett,
Blair,			Hansell,

Harkness,	Macdonnell	Pearkes,	Stewart
Harris (Danforth),	(Muskoka-Ontario),	Probe,	(Winnipeg-Nord),
Hatfield,	McGregor,	Quelch,	Stirling,
Henderson,	MacInnis,	Raymond	Stokes,
Hlynka,	McKay,	(Beauharnois-	Strum, (Mme)
Hodgson,	McMaster,	Laprairie),	Thatcher,
Homuth,	MacNicol,	Robinson (Bruce),	Townley-Smith,
Jaenicke,	Matthews	Rose,	Tustin,
Johnston,	(Kootenay-Est),	Ross (St. Paul's),	Webb,
Kidd,	Menary,	Ross (Souris),	White (Hastings-
Knight,	Merritt,	Rowe,	Peterborough),
Knowles,	Moore,	Senn,	Wright,
Lockhart,	Murphy,	Smith (Calgary-	Wylie,
McCuaig,		Ouest),	Zaplitny—82.

## CONTRE:

## Messieurs

Abbott,	Cruikshank,	Jutras,	Michaud,
Arsenault,	Dechêne,	Kirk,	Mitchell,
Ashby,	Denis,	LaCroix,	Mullins,
Baker,	Dion (Lac-Saint-Jean-	Lafontaine,	Mutch,
Beaudoin,	Roberval),	Lalonde,	Nixon,
Belzile,	Douglas,	Langlois,	Parent,
Benidickson,	Dubois,	Lapalme,	Picard,
Bertrand (Laurier),	Emmerson,	Lapointe,	Pinard,
Bertrand (Prescott),	Farquhar,	Laurendeau,	Pouliot,
Blackmore,	Fontaine,	Little,	Raymond (Wright),
Boivin,	Fournier (Hull),	Low,	Reid,
Bonnier,	Gardiner,	McCann,	Richard
Bourget,	Gariépy,	McCulloch (Pictou),	(Ottawa-Est),
Bradette,	Gauthier (Nipissing),	Macdonald	Rinfret,
Breithaupt,	Gauthier (Portneuf),	(Brantford City),	Robinson
Bridges,	Gibson (Hamilton-	Macdonald (Halifax),	(Simcoe-Est),
Brown,	Ouest),	McDonald (Pontiac),	Ross (Hamilton-Est),
Cardin,	Gingues,	McGarry,	St-Laurent,
Chevrier,	Gladstone,	McIlraith,	Sinnott,
Clark,	Glen,	McIvor,	Smith (York-Nord),
Claxton,	Golding,	MacKinnon,	Stuart (Charlotte),
Cleaver,	Gour (Russell),	MacLean,	Tremblay,
Cloutier,	Gourd (Chapleau),	MacNaught,	Tucker,
Côté (Matapédia-	Grant,	Maloney,	Viau,
Matane),	Hallé,	Marier,	Warren,
Côté (Saint-Jean-	Harris (Grey-Bruce),	Marquis,	Weir,
Iberville-	Healy,	Martin,	Whitman,
Napierville),	Ilsey,	Matthews (Brandon),	Winkler,
Côté (Verdun),	Isnor,	Maybank,	Winters—111.
Croll,	Jean,	Mayhew,	

M. Fleming propose, appuyé par M. Boucher,—Que la Chambre vote un ordre pour la production d'une copie de tous procès-verbaux et délibérations du comité de direction du Service canadien de l'information.

Et ladite motion, mise aux voix, est rejetée par le vote suivant:

## POUR:

## Messieurs

Adamson,	Cockeram,	Johnston,	Quelch,
Archibald,	Coldwell,	Kidd,	Robinson (Bruce),
Argue,	Coyle,	Knight,	Rose,
Aylesworth,	Desmond,	Knowles,	Ross (St. Paul's),
Barrett,	Diefenbaker,	Kuhl,	Ross (Souris),
Bentley,	Dorion,	Lockhart,	Rowe,
Black (Cumberland),	Drope,	Low,	Senn,
Black (Yukon),	Fleming,	McCuaig,	Smith (Calgary-
Blackmore,	Fraser,	Macdonnell	Ouest),
Blair,	Gillis,	(Muskoka-Ontario),	Stanfield,
Boucher,	Green,	McGregor,	Stewart
Bowerman,	Hackett,	MacInnis,	(Winnipeg-Nord),
Bradshaw,	Hansell,	McMaster,	Stirling,
Brooks,	Harkness,	MacNicol,	Stokes,
Bruce,	Harris (Danforth),	Matthews	Thatcher,
Burton,	Hatfield,	(Kootenay-Est),	Townley-Smith,
Campbell,	Hazen,	Menary,	Tustin,
Cardin,	Henderson,	Merritt,	Webb,
Case,	Hlyuka,	Moore,	White (Hastings-
Casselman,	Hodgson,	Murphy,	Peterborough),
Castleden,	Homuth,	Pearkes,	Wright,
Charlton,	Jaenicke,	Probe,	Wylie,
Church,			Zaplitny—85.

## CONTRE:

## Messieurs

Abbott,	Dechêne,	Jean,	Maybank,
Arsenault,	Denis,	Jutras,	Mayhew,
Baker,	Dion (Lac Saint-Jean-	Kirk,	Michaud,
Beaudoin,	Roberval),	LaCroix,	Mitchell,
Belzile,	Douglas,	Lafontaine,	Mullins,
Benidickson,	Dubois,	Lalonde,	Mutch,
Bertrand (Laurier),	Emmerson,	Langlois,	Nixon,
Bertrand (Prescott),	Farquhar,	Lapalme,	Parent,
Boivin,	Fontaine,	Lapointe,	Pinard,
Bonnier,	Fournier (Hull),	Laurendeau,	Raymond (Wright),
Bourget,	Gardiner,	Little,	Reid,
Bradette,	Gariépy,	McCann,	Richard
Breithaupt,	Gauthier (Nipissing),	McCulloch (Pictou),	(Ottawa-Est),
Bridges,	Gauthier (Portneuf),	Macdonald	Rinfret,
Brown,	Gibson (Hamilton-	(Brantford City),	Robinson
Chevrier,	Ouest),	Macdonald (Halifax),	(Simcoe-Est),
Clark,	Gingues,	McDonald (Pontiac),	Ross (Hamilton-Est),
Claxton,	Gladstone,	McGarry,	St-Laurent,
Cleaver,	Glen,	McIlraith,	Sinnott,
Cloutier,	Golding,	McIvor,	Smith (York-Nord),
Côté (Matapédia-	Gour (Russell),	MacKinnon,	Stuart (Charlotte),
Matane),	Gourd (Chapleau),	MacLean,	Tremblay,
Côté (Saint-Jean-	Grant,	MacNaught,	Tucker,
Iberville-	Hallé,	Maloney,	Viau,
Napierville),	Harris (Grey-Bruce),	Marier,	Warren,
Côté (Verdun),	Healy,	Marquis,	Weir,
Croll,	Isley,	Martin,	Whitman,
Cruikshank,	Isnor,	Matthews (Brandon),	Winkler,
			Winters—105.

L'adresse suivante est votée à Son Excellence l'Administrateur et les ordres suivants de la Chambre sont transmis aux officiers compétents, à savoir:

Par M. Bradshaw—Adresse à Son Excellence l'Administrateur—Copie de tous contrats, accords, lettres et/ou autres documents tenant lieu de contrat échangés ou survenus, à toute date depuis le 27 mars 1944, entre la *Polymer Corporation Limited* et l'*Imperial Oil Limited*, et entre la *Polymer Corporation Limited* et la *St. Clair Processing Corporation Limited*.

Aussi, copie de tous les arrêtés en conseil relatifs à la *Polymer Corporation Limited* datés depuis le 31 décembre 1943.

Par M. Knowles—Ordre de la Chambre—Copie de toute correspondance, datée depuis le 15 juin 1943, échangée entre la *St. James-Winnipeg Airport Commission* et le gouvernement fédéral, ou l'un de ses ministères ou départements, concernant l'agrandissement de *Stevenson Field* et/ou l'élargissement de ses pistes d'envol; aussi, copie de tous documents, communications, mémoires, datés depuis le 15 juin 1943, que possède le gouvernement, ou l'un de ses ministères ou départements, concernant la question d'établir un autre tracé de l'embranchement de Souris du Chemin de fer Canadien du Pacifique afin de permettre l'agrandissement en direction du nord dudit *Stevenson Field* à Winnipeg.

Par M. Diefenbaker—Ordre de la Chambre—Copie de toute correspondance échangée, depuis mai 1944, entre la *St. James-Winnipeg Airport Commission* et les ministres et/ou ministères des Munitions et approvisionnements, de la Reconstruction et des Transports.

Par M. Bentley—Ordre de la Chambre—Copie de tous contrats, baux et accords conclus par le gouvernement pour la construction et l'entretien de l'école d'entraînement aérien à Swift-Current, Saskatchewan.

Sur motion de M. Mackenzie, il est résolu,—Que mercredi, le 21 novembre 1945, et tous les mercredis subséquent jusqu'à la fin de la présente session, les séances soient, de toute manière, régies par les mêmes articles du Règlement que celles des autres jours.

Sur motion de M. Maybank, il est ordonné,—Que la pétition d'Isobel Cameron McLaggan Oswald, présentée le 8 courant, et la pétition de Marie-Marthe-Fabiola-Germaine Trempe Barlow, présentée le 13 courant, toutes deux en instance de divorce, avec les rapports du greffier des pétitions s'y rapportant, soient transmis au comité permanent du Règlement pour étudier l'à-propos de suspendre à leur endroit l'application des articles 92 et 93 a), b) et c) du Règlement.

Un message est reçu du Sénat informant la Chambre que Leurs Honneurs ont passé le bill suivant:

Bill No 92, Loi allouant à Sa Majesté certaines sommes d'argent pour le service public de l'année financière expirant le 31 mars 1946.

La Chambre reprend alors le débat ajourné sur la motion suivante de M. Ilsley:—Qu'il importe, de l'avis de cette Chambre, que le Canada possède un drapeau national distinctif et qu'un comité mixte du Sénat et de la Chambre des communes soit institué dans le but de faire étude et rapport sur un motif approprié pour ce drapeau;

Que l'article 65 du Règlement de la Chambre des communes soit suspendu à cet effet;

Que ledit comité soit autorisé à envoyer quérir personnes, documents et dossiers afin de l'aider dans l'accomplissement de ses fonctions; et

Qu'un message soit envoyé au Sénat pour informer Leurs Honneurs que la Chambre des communes a institué ce comité et pour inviter Leurs Honneurs à faire le choix de membres du Sénat dans le but de siéger au sein de ce comité avec les membres de la Chambre des communes et de constituer un comité mixte des deux Chambres.

Après plus ample discussion, ladite motion, mise aux voix, est adoptée par le vote suivant:

## POUR:

## Messieurs

Abbott,	Coyle,	Isley,	Matthews
Archibald,	Croll,	Isnor,	(Kootenay-Est),
Argue,	Cruikshank,	Jackman,	Maybank,
Arsenault,	Dechêne,	Jaenicke,	Mayhew,
Ashby,	Denis,	Jean,	Menary,
Baker,	Desmond,	Johnston,	Merritt,
Beaudoin,	Dion (Lac-Saint-Jean- Roberval),	Jutras,	Michaud,
Beaudry,	Dorion,	Kirk,	Mitchell,
Belzile,	Douglas,	Knight,	Moore,
Benidickson,	Drope,	Knowles,	Mullins,
Bentley,	Dubois,	Kuhl,	Mutch,
Bertrand (Laurier),	Fair,	LaCroix,	Nixon,
Bertrand (Prescott),	Farquhar,	Lafontaine,	Parent,
Black (Cumberland),	Fleming,	Lalonde,	Parkes,
Blackmore,	Fontaine,	Langlois,	Picard,
Blair,	Fournier (Hull),	Lapalme,	Pinard,
Blanchette,	Fraser,	Lapointe,	Pouliot,
Boivin,	Gardiner,	Laurendeau,	Probe,
Bonnier,	Gariépy,	Lesage,	Raymond
Bourget,	Gauthier (Nipissing),	Little,	(Beauharnois- Laprairie),
Bowerman,	Gauthier (Portneuf),	Lockhart,	Raymond (Wright),
Bracken,	Gibson (Hamilton- Ouest),	Low,	Reid,
Bradette,	Gillis,	McCann,	Richard (Gloucester),
Breithaupt,	Gingues,	McCuaig,	Richard
Bridges,	Gladstone,	McCulloch (Pictou),	(Ottawa-Est),
Brooks,	Glen,	Macdonald	Rinfret,
Brown,	Golding,	(Brantford City),	Rinobson (Bruce),
Bruce,	Gour (Russell),	Macdonald (Halifax),	Robinson
Bryce,	Gourd (Chapleau),	McDonald (Pontiac),	Robinson
Burton,	Grant,	Macdonnell	(Simcoe-Est);
Campbell,	Green,	(Muskoka-Ontario),	Rose,
Cardiff,	Hackett,	McGarry,	Ross (Hamilton-Est),
Cardin,	Hallé,	McIlraith,	Ross (St. Paul's),
Casselman,	Hamel,	MacInnis,	Ross (Souris),
Castleden,	Hansell,	McIvor,	Rowe,
Charlton,	Harkness,	Mackenzie,	St-Laurent,
Chevrier,	Harris (Danforth),	MacKinnon,	Shaw,
Clark,	Harris (Grey-Bruce),	MacLean,	Sinnott,
Cloutier,	Healy,	MacNaught,	Skey,
Coldwell,	Henderson,	MacNicol,	Smith (Calgary- Ouest),
Côté (Matapédia- Matane),	Herridge,	Maloney,	Smith (York-Nord),
Côté (Saint-Jean- Iberville- Napierville),	Hlynka,	Marier,	Stewart
Côté (Verdun),	Hodgson,	Marquis,	(Winnipeg-Nord),
	Homuth,	Marshall,	Stuart (Charlotte),
		Martin,	Stirling,
		Matthews (Brandon),	

Stokes,  
Strum, (Mme)  
Thatcher,  
Townley-Smith,  
Tremblay,\*

Tucker,  
Tustin,  
Viau,  
Warren,

Webb,  
Weir,  
White (Hastings-  
Peterborough),

Whitman,  
Winkler,  
Wright,  
Wylie,  
Zaplitny—187.

CONTRE:

Messieurs

Church,

Jaques—2.

A l'appel de l'ordre portant deuxième lecture du Bill No 32, Loi modifiant la Loi des transports, 1938;

M. Chevrier propose,—Que ledit bill soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élevant;

Un message est reçu de l'honorable juge Patrick Kerwin, agissant comme substitut de Son Excellence l'Administrateur, qui exprime le désir que la Chambre se rende immédiatement à la salle du Sénat.

M. l'Orateur, accompagné de la Chambre, se rend alors à la salle du Sénat, et une fois de retour;

M. l'Orateur rapporte que Son Honneur le substitut de Son Excellence l'Administrateur a bien voulu donner, au nom de Sa Majesté, la sanction royale aux bills suivants:

Loi concernant la nomination de vérificateurs pour les Chemins de fer Nationaux.

Loi modifiant la Loi sur le ministère de la Santé nationale et du bien-être social.

Loi modifiant la Loi sur la revision du capital des Chemins de fer Nationaux du Canada, 1937.

Et qu'à ces bills la sanction royale a été conférée par le Greffier du Sénat dans les termes suivants:

"Au nom de Sa Majesté, l'honorable substitut de Son Excellence l'Administrateur sanctionne ces bills".

Et M. l'Orateur ajoute qu'il s'est adressé à Son Honneur le substitut de Son Excellence l'Administrateur dans les termes suivants:

"QU'IL PLAISE À VOTRE HONNEUR:

"Les Communes du Canada ont voté des crédits nécessaires pour permettre à Sa Majesté de faire face à certaines dépenses du service public.

"Au nom des Communes je présente à Votre Honneur le bill suivant:

"Loi allouant à Sa Majesté certaines sommes d'argent pour le service public de l'année financière expirant le 31 mars 1946.

"Que je prie humblement Votre Honneur de sanctionner."

A ce bill la sanction royale a été donnée par le Greffier du Sénat, par ordre du substitut de Son Excellence l'Administrateur, qui a déclaré:

"Au nom de Sa Majesté, Son Honneur le substitut de Son Excellence l'Administrateur remercie ses loyaux sujets, accepte leur bienveillance et sanctionne ce bill."

La Chambre reprend ensuite le débat sur le projet de motion de M. Chevrier: —Que le Bill No 32, Loi modifiant la Loi des transports, 1938, soit maintenant lu la deuxième fois.

Et le débat se poursuivant, ledit débat est ajourné sur une motion de M. MacNicol.

A 6 heures 15 p.m., M. l'Orateur ajourne la Chambre sans mettre la motion aux voix, en vertu des dispositions de l'article 6 du Règlement, jusqu'à demain après-midi à trois heures.

No 50

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

---

SÉANCE DU JEUDI, 15 NOVEMBRE 1945

---

PRIÈRES.

Un message est reçu du Sénat pour informer la Chambre que Leurs Honneurs ont passé les bills suivants qu'ils soumettent au bon plaisir de la Chambre, savoir:

Bill No 94 (R-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Royal Tessier".

Bill No 95 (S-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Aurore Leblanc Proulx".

Bill No 96 (T-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Margaret Susan Bradshaw Hodgkinson".

Bill No 97 (U-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Lydia Donalda MacDonald Fletcher".

Bill No 98 (V-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Charles Edward Varney".

Bill No 99 (W-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à George Louis Bush".

Bill No 100 (X-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à John Hall Jones".

Bill No 101 (Y-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Madeline Daisy Harvey Bell".

Bill No 102 (Z-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Georges Moshonas".

Bill No 103 (C-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Ann Agnes Hyson Kellogg".

Bill No 104 (D-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Anna Ostronoff Smilestone".

Bill No 105 (E-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Doris Alice Davis Stackhouse".

Bill No 106 (F-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Olive Maud Prouse Palmer".

Bill No 107 (G-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Mary Mueller Pierrotte".

Bill No 108 (H-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Anthony Malt".

Bill No 109 (I-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Roderick John Elder".

Bill No 110 (J-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Francis George Dennis".

Bill No 111 (K-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Zénon Alary".

Bill No 112 (L-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Gladys Muriel Watson Hooper".

Bill No 113 (M-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Pearl Woodward McGregor".

Bill No 114 (N-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Lily Bromberg Seidlitz".

Bill No 115 (O-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Clarence-David Cowan".

Bill No 116 (P-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Kathleen Helena Henry Bates".

Bill No 117 (Q-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à William John Mitchell".

Bill No 118 (R-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Nathan Labovitch, autrement connu sous le nom de Nathan Labow".

Bill No 119 (S-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Fannie Bly Blanshay".

Bill No 120 (T-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Annette Léa Marion Macnab".

Bill No 121 (U-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Gerald Franklin".

Bill No 122 (V-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Ivor Edna Nancy Mosher Clarke".

Bill No 123 (W-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Mary MacRury Tait".

Bill No 124 (X-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Ernest Stanley Powell".

Bill No 125 (Y-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Anastasia Stack Kormylo".

Bill No 126 (Z-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à James Christie Miller".

Bill No 127 (A-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Francis Needan Quirk".

Bill No 128 (B-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Virginia Wallace Knowlton Tousaw".

Bill No 129 (C-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Elsie Pearl Craig MacInnis".

Bill No 130 (D-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Celia Calp Hecht".

Bill No 131 (E-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Joseph-Marcel Rouleau".

Bill No 132 (F-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à William Arthur Smythe".

Bill No 133 (G-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Nellie Sapphire Tanham Herring".

Bill No 134 (H-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à John Guerin Bowles".

Bill No 135 (I-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Molly Margaret Evelyn McCuaig Stead".

Bill No 136 (J-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Robert Kirkpatrick Scott".

Bill No 137 (K-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Emma Hull Mack".

Bill No 138 (L-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Kathleen Annette Rolfe McLaughlan".

Bill No 139 (M-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Catherine Winifred Howard Bailey".

Bill No 140 (N-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Evelo Browning Couch Harvey".

Bill No 141 (O-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Hazel Margaret Robertson McLarnon".

Bill No 142 (P-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Marie Azilda Yvette Rowley".

Bill No 143 (Q-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Joseph-Adélard-Emilien Lemay".

Bill No 144 (R-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Edward Arthur Robinson".

Bill No 145 (S-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Marie Marthe Fabiola Germaine Trempe Barlow".

Bill No 146 (T-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Thelma Ann Tongue Grant".

Bill No 147 (U-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Jean-Jacques Lahière".

Bill No 148 (V-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Edgar Thomas Lucas Graham".

Bill No 149 (W-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Edith Pearl Roe Gardner".

Bill No 150 (X-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Dorothy Marie Christensen Korning".

Bill No 151 (Y-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Frank Edward Quartz".

Bill No 152 (Z-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Eileen Campbell Burfind Morris".

Bill No 153 (A-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Elma Eva Inch Evans".

Bill No 154 (B-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Gertrude Rhéaume Marchildon".

Bill No 155 (C-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Godfrey John Kool".

Bill No 156 (D-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Eric John Hollingsworth".

Bill No 157 (E-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Pamela Sarah Atkins Berends".

Bill No 158 (V-2 du Sénat), intitulé: "Loi constituant en corporation la Compagnie de fiducie du Canada".

Bill No 159 (Q-3 du Sénat), intitulé: "Loi modifiant la Loi constituant en corporation le Collège royal des médecins et chirurgiens du Canada".

Bill No 160 (A-4 du Sénat), intitulé: "Loi refondant et modifiant les lois concernant l'Alliance nationale".

Et aussi,—Un message pour transmettre à la Chambre la preuve déposée devant le comité permanent des Divorces du Sénat, auquel ont été soumises les pétitions en instance de divorce qui ont servi de base aux bills de divorce mentionnés plus haut, ainsi que tous les documents produits comme pièces justificatives, avec prière que le tout soit renvoyé au Sénat.

M. Tucker, adjoint parlementaire du ministre des Affaires des anciens combattants, dépose sur la Table,—Copie d'un arrêté en conseil adopté en vertu des dispositions de la Loi sur les terres des anciens combattants, 1942, comme suit:

Arrêté en conseil C.P. 6838, approuvé le 8 novembre 1945: modifiant les règlements relatifs à l'établissement des bureaux régionaux, etc.

M. Martin, membre du Conseil privé du Roi, dépose,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 22 octobre 1945,—Etat montrant:—1. A-t-on accordé de l'aide financière à ceux qui s'adonnaient à l'industrie de la pêche au cours de l'une ou l'autre des années 1930 à 1944?

2. Dans l'affirmative, quelle aide financière, par province, a-t-on accordée au cours de chacune de ces années?

3. Pour quelles fins a-t-on accordé cette aide financière?

4. Combien de pêcheurs ont reçu une telle aide?

Aussi,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 18 octobre 1945,—Etat montrant:—1. Combien le gouvernement fédéral a-t-il dépensé pour le dragage sur le fleuve Saint-Laurent et dans le port de Montréal, et pour l'exploitation et les frais d'administration du chenal maritime du fleuve Saint-Laurent, au cours des années 1940 à 1944 inclusivement?

2. Au cours des années 1940 à 1944 inclusivement, combien a-t-on dépensé sous le régime de la Loi des taux de transport des marchandises dans les Provinces maritimes pour indemniser les chemins de fer de la différence entre les taux de tarifs et les tarifs normaux sur toutes les marchandises transportées au cours des années ci-dessus mentionnées?

3. Au cours des années ci-haut mentionnées, combien a-t-on dépensé pour la construction et les améliorations en rapport avec le chemin de fer de la Baie d'Hudson, et pour combler les pertes subies dans l'exploitation du chemin de fer au cours desdites années?

4. Au cours desdites années, quelles sommes le gouvernement fédéral a-t-il avancées pour les entreprises suivantes: a) port de Montréal; b) port de Churchill; c) port de Vancouver; d) port de Halifax?

Et aussi,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 29 octobre 1945,—Etat montrant:—1. Quelle a été l'étendue totale du terrain acheté pour la piste d'atterrissage de fortune à Sumas?

2. Quel a été le coût total a) des terrains, b) de la construction?

3. A-t-on aliéné quelque partie de cette propriété? Dans l'affirmative, à qui et pour quel montant?

4. En a-t-on loué quelque partie? Dans l'affirmative, à qui et pour combien?

Les questions suivantes qui figuraient au Feuilleton ont été changées en ordres de rapport, en vertu du paragraphe 4 de l'article 44 du Règlement, et les officiers compétents en ont été avertis, à savoir:

Par M. Diefenbaker—1. Depuis qu'a été instituée la Commission des prix et du commerce en temps de guerre, de combien d'avocats a-t-on retenu les services, à titre spécial, en rapport avec les poursuites relatives aux violations des ordonnances de cette commission?

2. Quel a été, par province, le montant total des frais judiciaires dépensés à l'occasion de ces poursuites?

3. a) Depuis la création de cette commission, quel est, par province, le nombre de poursuites engagées? b) Combien a-t-on obtenu de condamnations dans ces poursuites? c) Quel est, par province, le nombre de cas où on a imposé l'emprisonnement sans l'option d'une amende? d) Quel a été le montant total des amendes imposées?

Par M. Diefenbaker—1. Quel est le nombre a) d'enquêteurs, b) d'autres fonctionnaires: hauts fonctionnaires et membres du personnel, actuellement à l'emploi de la Commission des prix et du commerce en temps de guerre?

2. Depuis la formation de cette commission, quel montant a-t-on payé à l'égard de ces employés a) en traitements; b) en honoraires; c) en frais généraux?

3. Depuis la création de cette commission, quel a été le total des déboursés a) en loyer, b) pour d'autres dépenses, à l'exception des traitements, honoraires et frais généraux?

Par M. Diefenbaker—1. Au cours de l'année financière terminée le 31 mars 1945, combien de caisses de conserves de jus de pamplemousse la Corporation de stabilisation des prix des denrées a-t-elle achetées?

2. De qui, et à quel prix, a-t-on acheté ce jus de pamplemousse?

3. A quelles dates a-t-il été livré?

4. A-t-on effectué des paiements sur les quantités livrées? S'il en est ainsi, à quelles dates ces paiements ont-ils été effectués, à qui l'ont-ils été et quel a été le montant de chaque paiement?

5. Quels montants la corporation de stabilisation des prix des denrées doit-elle encore sur les achats de conserves de jus de pamplemousse faits au cours de ladite année financière, et à qui ces paiements sont-ils dûs?

Par M. Knowles—1. Combien d'enquêteurs la Corporation de stabilisation des prix des denrées a-t-elle employés depuis sa toute première formation?

2. Quels sont les noms de ces enquêteurs; pendant quelle durée chacun a-t-il été employé; quel est le nombre de ces enquêteurs actuellement employés?

3. Dans le cas de ceux qui ne sont plus au service de la Corporation, quels sont ceux qui ont démissionné, et quels sont ceux qui ont été congédiés, et pour quelles raisons a-t-on congédié l'un ou l'autre de ces enquêteurs?

Par M. Castleden—1. Au cours de la guerre, quels modèles de voitures de l'armée, et quelle quantité de chaque modèle, a-t-on achetés a) de la Compagnie Ford, b) de la *General Motors*?

2. Quel a été le prix moyen payé pour chaque modèle de voiture?

3. Combien de voitures de chaque modèle a-t-on livrées à chacun des ministères de la Défense nationale au cours de 1945?

Par M. Castleden—1. Quelle a été pour chacune des années 1944 et 1945, la quantité d'instruments agricoles que le ministère des Affaires des anciens combattants a achetés pour être distribués, dans chaque province, aux soldats en vertu des dispositions de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants?

2. Quelle quantité de ces machines a été distribuée jusqu'à date?

Par M. Church—Quelles mesures adopte le gouvernement pour fournir a) des domestiques, b) le service de gardes-malades à ceux qui ont une famille nombreuse, ainsi qu'aux malades?

La Chambre reprend alors le débat ajourné sur le projet de motion de M. Chevrier:—Que le Bill No 32, Loi modifiant la Loi des transports, 1938, soit maintenant lu la deuxième fois.

Et après plus ample discussion, ladite motion, mise aux voix, est agréée.

Ledit bill, en conséquence, est lu la deuxième fois, étudié en comité plénier, rapporté sans modification, lu la troisième fois et passé.

La Chambre se forme en comité plénier pour étudier un projet de résolution relatif à un contrat entre Sa Majesté et la Corporation de la ville d'Ottawa.

(*En comité*)

La résolution suivante est adoptée:

*Résolu*,—Qu'il y a lieu de présenter une mesure afin d'autoriser le ministre des Travaux publics à conclure, au nom de Sa Majesté, un contrat pour verser à la Corporation de la ville d'Ottawa la somme annuelle de \$300,000.00 pour une période de cinq ans à compter du premier jour de juillet 1944, et pour d'autres fins stipulées dans le contrat.

Résolution à rapporter.

Ladite résolution est rapportée, lue la deuxième fois et agréée.

M. Fournier (*Hull*) présente alors, du consentement de la Chambre, le Bill No 161, Loi ayant pour objet d'autoriser un certain contrat entre Sa Majesté le Roi et la Corporation de la ville d'Ottawa, qui est lu la première fois et dont la deuxième lecture est remise à la prochaine séance de la Chambre.

A l'appel de l'ordre pour la deuxième lecture du Bill No 91, Loi modifiant la Loi de l'inspection du poisson;

M. Bridges propose,—Que ledit bill soit maintenant lu la deuxième fois.

Après discussion, ladite motion, mise aux voix, est agréée.

En conséquence, ledit bill est lu la deuxième fois et transmis, pour étude, au comité permanent de la Marine et des pêcheries.

A l'appel de l'ordre pour la deuxième lecture du Bill No 92, Loi modifiant la Loi de 1939 sur les pénitenciers;

M. St-Laurent propose,—Que ledit bill soit maintenant lu la deuxième fois.

Après discussion, ladite motion, mise aux voix, est agréée.

Ledit bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et l'étude en comité plénier en est remise à la prochaine séance de la Chambre.

Sur motion de M. Mackenzie, il est résolu,—Que, lorsque la Chambre s'ajournera vendredi le 16 novembre 1945, elle demeure ajournée jusqu'au lundi, 19 novembre 1945, à 4 heures et 30 minutes de l'après-midi, nonobstant toutes dispositions contraires de l'article 2 du Règlement.

Comme il est passé onze heures, exactement onze heures et dix minutes p.m., M. l'Orateur lève la séance, sans mettre la motion aux voix, en vertu de l'article 7 du Règlement, jusqu'à trois heures de l'après-midi, demain.

No 51

JOURNAUX  
DE LA  
CHAMBRE DES COMMUNES  
DU CANADA

---

SÉANCE DU VENDREDI, 16 NOVEMBRE 1945

---

PRIÈRES.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier a déposé sur la Table le seizième rapport de l'examineur des pétitions pour bills privés, lequel est lu comme suit:

Conformément à l'article 99, paragraphe 2, du Règlement, l'examineur des pétitions pour bills privés a l'honneur de présenter son seizième rapport comme suit:

Votre examineur a dûment examiné les pétitions suivantes en obtention de bills privés, chacune demandant l'adoption d'une loi pour accorder le divorce et pour annuler le mariage du pétitionnaire, et il constate que toutes les prescriptions de l'article 95 du Règlement ont été observées dans chaque cas, savoir:

De Myrtle Ann Westover Coleman, de Verdun, P.Q., épouse d'Arthur St. John Coleman.

De Sylvia Pamela Solomon Lande, de Montréal, P.Q., épouse de Harold Bernard Lande.

De Frank Edward Quartz, de Verdun, P.Q., époux de Muriel Mildred Myles Quartz.

M. MacLean, du comité permanent du Règlement, dépose le premier rapport dudit comité qui se lit comme suit:

Votre comité a étudié l'à-propos de suspendre l'application de certains articles du Règlement à l'égard des pétitions suivantes de bills privés présentées après l'expiration du délai prescrit par l'article 92 du Règlement, savoir:

1. *Andrew Prem-Das*

Le retard est dû entièrement à un oubli de la part du procureur du pétitionnaire qui venait d'être libéré de l'armée et qui n'était pas au courant du Règlement.

2. *Beatrice Lydia Ogulnik Goldin*

Le retard est dû entièrement à un oubli de la part du procureur de la pétitionnaire qui venait d'être libéré de l'armée et qui n'était pas au courant du Règlement.

3. *Zénon Alary*

Dans la présente cause, le procureur, qui est âgé de 75 ans, a été hospitalisé pendant plusieurs semaines, et son associé a négligé de présenter la pétition à la Chambre des communes. Toutes les autres formalités ont été remplies dans le délai prescrit par le Règlement.

4. *Kathleen Helena Henry Bates*

Par suite d'un oubli, le procureur de la pétitionnaire a négligé de présenter à la Chambre la pétition nécessaire. Toutes les autres formalités ont été remplies dans le délai prescrit par le Règlement.

5. *Nellie Sapphire Tanham Herring*

Par suite d'un oubli, le procureur de la pétitionnaire a négligé de présenter à la Chambre la pétition nécessaire. Toutes les autres formalités ont été remplies dans le délai prescrit par le Règlement.

6. *Ann Low Fuller Mitchell*

Ce n'est qu'après l'expiration du délai prescrit pour la présentation des pétitions que la preuve a été obtenue, bien que les formalités aient été commencées longtemps avant l'expiration du délai.

7. *Pauline Hellier Kirsch*

Par suite d'un oubli, le procureur de la pétitionnaire a négligé de présenter à la Chambre la pétition nécessaire. Toutes les autres formalités ont été remplies dans le délai prescrit par le Règlement.

8. *Florence Joy McGibbon Lafleur*

La preuve n'a été obtenue que tard dans le mois d'octobre, bien que les formalités aient été commencées depuis longtemps.

9. *Marie Evelyn Johnson Dormer*

Les formalités n'ont été commencées que récemment. En conséquence, la pétition ne pouvait pas être présentée dans le délai prescrit par le Règlement.

10. *Isobel Cameron McLaggan Oswald*

Dans la présente cause, la preuve n'a été complétée que récemment. En conséquence, la pétition ne pouvait pas être présentée dans le délai prescrit par le Règlement.

11. *Marie-Marthe-Fabiola-Germaine Trempe Barlow*

Par suite d'un oubli, le procureur de la pétitionnaire a négligé de présenter à la Chambre la pétition nécessaire. Toutes les autres formalités ont été remplies dans le délai prescrit par les articles régissant les bills de divorce.

A l'égard des onze pétitions énumérées plus haut, votre comité recommande:

- a) La suspension de l'article 92 du Règlement à l'égard des pétitions 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8 et 11.
- b) La suspension de l'article 93 (3), alinéas a), b) et c) du Règlement à l'égard de la pétition 11.

- c) La suspension de l'article 93 (3), alinéas b) et c) du Règlement à l'égard des pétitions 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7 et 8, et que l'article 93 (3), alinéa a) du Règlement, ne s'applique pas à cette suspension.
- d) Qu'il n'y ait aucune suspension à l'égard des pétitions 9 et 10.
- e) Que les pétitions numéros 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8 et 11 soient lues et accueillies.

L'adoption des recommandations ci-dessus comportera le paiement d'une amende de \$100 pour chacune des pétitions numéros 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7 et 8.

M. Tucker, du comité spécial des Affaires des anciens combattants, présente alors le quatrième rapport dudit comité qui se lit comme suit:

Votre comité recommande que son quorum soit réduit de 20 à 15 membres.

Sur motion de M. Tucker, ledit rapport est agréé.

Sur motion de M. Mackenzie, il est ordonné,—Que le nom de M. Adamson remplace celui de M. Graydon comme membre du comité permanent des Affaires extérieures.

M. Mackenzie, membre du Conseil privé du Roi, dépose sur la Table,—Copie d'un arrêté en conseil adopté en vertu des dispositions de la Loi des mesures de guerre, comme suit:

Arrêté en conseil C.P. 6938, approuvé le 15 novembre 1945: allocations de réadaptation accordées aux gardes-malades canadiennes qui sont devenues membres d'une organisation connue sous le nom de Services des gardes-malades militaires de l'Afrique du Sud.

M. Gardiner, membre du Conseil privé du Roi, dépose,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 5 novembre 1945,—Etat montrant:—1. Combien de chevaux l'Office des produits spéciaux du ministère de l'Agriculture a-t-il achetés jusqu'au 25 octobre 1945?

2. A quels endroits a-t-on acheté ces chevaux; quelles ont été les dates d'achat aux divers endroits et combien de chevaux a-t-on achetés à chaque endroit?

3. Quels sont les noms des personnes de qui on a acheté des chevaux à Lafèche, Saskatchewan, et combien en a-t-on acheté de chaque personne?

4. Quelles sont les prescriptions exigées par l'Office des produits spéciaux dans les cas où il achète des chevaux, et quelle est la diversité des prix payés?

5. A-t-on apporté, à l'occasion, quelques changements aux prescriptions? Dans l'affirmative, sous quelle forme?

Et aussi,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 1er octobre 1945,—Copie de tous rapports ou rapports que possède quelque département du gouvernement sur l'état de l'enquête sur l'entreprise de dérivation de Red Deer, ainsi qu'un état indiquant: a) le coût estimatif de parachèvement de cette entreprise; b) la date du commencement de la construction; c) les possibilités de développement hydraulique.

M. Martin, membre du Conseil privé du Roi, dépose,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 3 octobre 1945,—Etat donnant a) les noms de tous les fonctionnaires de l'Etat à qui a été payé un supplément pour travail de guerre; b) le montant versé à chacun.

M. Tucker, adjoint parlementaire du ministre des Affaires des vétérans, dépose,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 29 octobre 1945,—Etat montrant:—1. Des 2,010 demandes sous le régime de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants, reçues au bureau régional de Toronto, combien a) ont été approuvées, b) rejetées, c) ont reçu quelque autre sort?

2. Combien d'anciens combattants a) de la ville de Toronto, b) de l'autre partie du comté de York, ont été réellement placés sur des terres par l'entremise du bureau régional de Toronto?

3. Combien de maisons ont été réellement construites et livrées par l'entremise de ce bureau?

4. Combien d'anciens combattants ont été réellement établis, par l'entremise dudit bureau, sur des terres où on avait auparavant construit des maisons?

M. Bradette propose,—Que le deuxième rapport du comité permanent des Affaires extérieures, présenté le lundi, 12 novembre 1945, soit maintenant agréé.

M. St-Laurent propose ensuite en amendement,—Que l'on retranche à la fin de la motion principale les mots "soit maintenant agréé" et qu'on les remplace par les suivantes: "soit renvoyé de nouveau audit comité avec autorisation de remettre à l'étude la recommandation qui figure au dernier paragraphe dudit rapport".

Et un débat s'élevant, ledit débat est ajourné sur une motion de M. Green.

Les bills suivants du Sénat sont lus respectivement la première fois, les bills de divorce sur division:

Bill No 94 (R-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Royal Tessier".—M. *Brown*.

Bill No 95 (S-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Aurore Leblanc Proulx".—M. *Brown*.

Bill No 96 (T-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Margaret Susan Bradshaw Hodgkinson".—M. *Emmerson*.

Bill No 97 (U-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Lydia Donald MacDonald Fletcher".—M. *Brown*.

Bill No 98 (V-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Charles Edward Varney".—M. *Brown*.

Bill No 99 (W-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à George Louis Bush".—M. *MacLean*.

Bill No 100 (X-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à John Hall Jones".—M. *Maybank*.

Bill No 101 (Y-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Madeline Daisy Harvey Bell".—M. *Emmerson*.

Bill No 102 (Z-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Georges Moshonas".—M. *Brown*.

Bill No 103 (C-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Ann Agnes Hyson Kellogg".—M. *Merritt*.

Bill No 104 (D-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Anna Ostronoff Smilestone".—M. *Casselman*.

Bill No 105 (E-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Doris Alice Davis Stackhouse".—M. *Casselman*.

Bill No 106 (F-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Olive Maud Prouse Palmer".—M. *Maybank*.

Bill No 107 (G-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Mary Mueller Pierotte".—M. *Maybank*.

Bill No 108 (H-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Anthony Malt".—M. *Maybank*.

Bill No 109 (I-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Roderick John Elder".—M. *Maybank*.

Bill No 110 (J-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Francis George Dennis".—M. *Maybank*.

Bill No 111 (K-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Zénon Alary".—M. *Maybank*.

Bill No 112 (L-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Gladys Muriel Watson Hooper".—M. *Maybank*.

Bill No 113 (M-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Pearl Woodward McGregor".—M. *Maybank*.

Bill No 114 (N-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Lily Bromberg Seidlitz".—M. *Merritt*.

Bill No 115 (O-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Clarence David Cowan".—M. *Black* (Châteauguay-Huntingdon).

Bill No 116 (P-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Kathleen Helena Henry Bates".—M. *Maybank*.

Bill No 117 (Q-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à William John Mitchell".—M. *MacLean*.

Bill No 118 (R-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Nathan Labovitch, autrement connu sous le nom de Nathan Labow".—M. *Emmerson*.

Bill No 119 (S-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Fannie Bly Blanshay".—M. *Cleaver*.

Bill No 120 (T-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Annette Léa Marion Macnab".—M. *Rose*.

Bill No 121 (U-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Gerald Franklin".—M. *Casselman*.

Bill No 122 (V-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Ivor Edna Nancy Mosher Clarke".—M. *Cleaver*.

Bill No 123 (W-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Mary MacRury Tait".—M. *Casselman*.

Bill No 124 (X-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Ernest Stanley Powell".—M. *Boucher*.

Bill No 125 (Y-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Anastasia Stack Kormylo".—M. *Croll*.

Bill No 126 (Z-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à James Christie Miller".—M. *Croll*.

Bill No 127 (A-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Francis Needan Quirk".—M. *Merritt*.

Bill No 128 (B-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Virginia Wallace Knowlton Tousaw".—M. *Maybank*.

Bill No 129 (C-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Elsie Pearl Craig MacInnis".—M. *Maybank*.

Bill No 130 (D-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Celia Calp Hecht".—M. *Merritt*.

Bill No 131 (E-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Joseph-Marcel Rouleau".—M. *Merritt*.

Bill No 132 (F-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à William Arthur Smythe".—M. *Casselman*.

Bill No 133 (G-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Nellie Sapphire Tanham Herring".—M. *Maybank*.

Bill No 134 (H-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à John Guerin Bowles".—M. *Cleaver*.

Bill No 135 (I-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Molly Margaret Evelyn McCuaig Stead".—M. *Boucher*.

Bill No 136 (J-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Robert Kirkpatrick Scott".—M. *Brown*.

Bill No 137 (K-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Emma Hull Mack".—M. *Brown*.

Bill No 138 (L-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Kathleen Annette Rolfe McLaughlan".—M. *Benidickson*.

Bill No 139 (M-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Catherine Winnifred Howard Bailey".—M. *Casselman*.

Bill No 140 (N-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Evelo Browning Couch Harvey".—M. *Maybank*.

Bill No 141 (O-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Hazel Margaret Robertson McLarnon".—M. *Nixon*.

Bill No 142 (P-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Marie Azilda Yvette Rowley".—M. *Croll*.

Bill No 143 (Q-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Joseph-Adélarde Emilien Lemay".—M. *Boucher*.

Bill No 144 (R-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Edward Arthur Robinson".—M. *Maybank*.

Bill No 145 (S-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Marie-Marthe Fabiola-Germaine Trempe Barlow".—M. *Maybank*.

Bill No 146 (T-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Thelma Ann Tongue Grant".—M. *Maybank*.

Bill No 147 (U-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Jean-Jacques Lahièrre".—M. *Maybank*.

Bill No 148 (V-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Edgar Thomas Lucas Graham".—M. *Maybank*.

Bill No 149 (W-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Edith Pearl Roe Gardner".—M. *Maybank*.

Bill No 150 (X-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Dorothy Marie Christensen Korning".—M. *Stuart* (Charlotte).

Bill No 151 (Y-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Frank Edward Quartz".—M. *Benidickson*.

Bill No 152 (Z-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Eileen Campbell Burfind Morris".—M. *Maybank*.

Bill No 153 (A-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Elma Eva Inch Evans".—M. *MacLean*.

Bill No 154 (B-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Gertrude Rhéaume Marchildon".—M. *Brown*.

Bill No 155 (C-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Godfrey John Kool".—M. *Maybank*.

Bill No 156 (D-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Eric John Hollingsworth".—M. *Maybank*.

Bill No 157 (E-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Pamela Sarah Atkins Berends".—M. *Maybank*.

Bill No 158 (V-2 du Sénat), intitulé "Loi constituant en corporation la Compagnie de fiducie du Canada".—M. *Fournier* (Maisonneuve-Rosemont).

Bill No 159 (Q-3 du Sénat), intitulé: "Loi modifiant la Loi constituant en corporation le Collège royal des Médecins et Chirurgiens du Canada".—M. *McGarry*.

Bill No 160 (A-4 du Sénat), intitulé: "Loi refondant et modifiant les lois concernant l'Alliance nationale".—M. *Marier*.

M. Maybank propose,—Que les bills de divorce ci-haut mentionnés soient maintenant lus la deuxième fois.

Après discussion, ladite motion, mise aux voix, est agréée.

En conséquence, lesdits bills de divorce sont lus la deuxième fois et transmis pour étude au *comité permanent des bills privés* (avec la preuve, etc., faite devant le comité permanent du Sénat auquel les pétitions préliminaires à ces bills ont été soumises).

Les bills suivants sont alors lus respectivement la deuxième fois et transmis pour étude à leurs comités respectifs, à savoir:

*Au comité permanent de la Banque et du commerce:*

Bill No. 158 (V-2 du Sénat), intitulé: "Loi constituant en corporation la Compagnie de Fiducie du Canada".

Bill No 160 (A-4 du Sénat), intitulé: "Loi refondant et modifiant les lois concernant l'Alliance nationale".

*Au comité permanent des bills privés:*

Bill No 159 (Q-3 du Sénat), intitulé: "Loi modifiant la Loi constituant en corporation le Collège royal des Médecins et chirurgiens du Canada".

M. St-Laurent propose,—Que l'on transmette au *comité permanent des Affaires extérieures* l'étude du traité pour l'extradition des malfaiteurs entre le Canada et les Etats-Unis d'Amérique, signé à Washington, le 29 avril 1942, et le Protocole y annexé, signé à Ottawa, le 3 octobre 1945.

Après discussion, ladite motion, mise aux voix, est agréée.

Un message est reçu du Sénat pour informer la Chambre que Leurs Honneurs ont passé le bill suivant, sans aucune modification:

Bill No 10, Loi établissant une cour des prises et une loi de prise au Canada.

Le Bill No 92, Loi modifiant la Loi de 1939 sur les pénitenciers, est étudié de nouveau en comité plénier, rapporté sans modification, lu la troisième fois et passé.

Le Bill No 161, Loi ayant pour objet d'autoriser un certain contrat entre Sa Majesté le Roi et la Corporation de la ville d'Ottawa, est lu la deuxième fois, étudié en comité plénier, rapporté sans modification, lu la troisième fois et passé.

La Chambre reprend alors l'étude, en comité plénier, d'un certain projet de résolution destinée à accorder à Sa Majesté une somme d'argent d'au plus \$1,365,000,000 pour la défense nationale et la démobilisation, et après avoir accompli quelque progrès et l'avoir rapporté, le comité obtient l'autorisation d'en reprendre l'étude à la prochaine séance de la Chambre.

La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides et après avoir rapporté le progrès accompli, le comité obtient l'autorisation de siéger de nouveau à la prochaine séance de la Chambre.

Sur motion de M. Mackenzie, la Chambre s'ajourne alors à onze heures p.m. jusqu'à lundi prochain, à 4 heures et 30 minutes de l'après-midi, en conformité de l'ordre spécial adopté jeudi, le 15 novembre 1945.

No 52

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

---

SÉANCE DU LUNDI, 19 NOVEMBRE 1945

---

4 heures 30 de l'après-midi.

PRIÈRES.

M. Mackenzie propose, pour M. Mackenzie King, appuyé par M. Bracken, —Que le discours prononcé par le très honorable Clement R. Atlee, premier ministre de Grande-Bretagne, devant les membres du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, dans la salle de la Chambre des communes, le 19 novembre 1945, soit consigné dans les Débats de la Chambre des communes et fasse partie des archives permanentes du Parlement.

Après discussion, ladite motion, mise aux voix, est agréée.

Un message est reçu du Sénat pour informer la Chambre que Leurs Honneurs ont passé le bill suivant qu'ils soumettent au bon plaisir de la Chambre, à savoir:

Bill No 162 (X-2 du Sénat), intitulé: "Loi concernant *The Lake Erie and Detroit River Railway Company* et la *Pere Marquette Railway Company*".

M. Mitchell, membre du Conseil privé du Roi, dépose,—Réponse à une adresse à Son Excellence l'Administrateur, en date du 24 octobre 1945,—1. Copie de tous marchés, correspondance et ententes, depuis le 5 mai 1944, entre le gouvernement canadien et a) le gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, b) l'*Imperial Oil Company of Canada*, c) tout autre gouvernement ou société, concernant ou touchant l'aliénation de l'entreprise de Canol et/ou de toutes autres ressources pétrolières réelles ou éventuelles au Yukon ou dans les Territoires du Nord-Ouest;

2. Copie de tous les documents et arrêtés en conseil du gouvernement établis ou adoptés depuis le 5 mai 1944 concernant ou touchant l'aliénation de l'entreprise de Canol et/ou de toutes autres ressources pétrolières réelles ou éventuelles au Yukon ou dans les Territoires du Nord-Ouest.

M. Glen, membre du Conseil privé du Roi, dépose sur la Table,—Rapport sur l'énergie marémotrice au confluent des rivières Petitcodiac et Memramcook dans la province du Nouveau-Brunswick, 1945, préparé par H. G. Acres et Compagnie, ingénieurs consultants, Niagara Falls, Canada, en date du 31 octobre 1945,—Première partie: texte,—Deuxième partie: plans.

Sur motion de M. MacLean, le premier rapport du comité permanent du Règlement déposé en Chambre le 6 novembre, 1945 est adopté.

M. Mayhew, adjoint parlementaire du ministre des Finances, dépose sur la Table, par ordre de Son Excellence le Gouverneur général,—Rapport sur le fonctionnement de la Deuxième Partie de la Loi d'assurance sur les crédits d'exportation pour l'année financière terminée le 31 mars 1945, Statuts du Canada, 1944, chapitre 39, article 26.

M. McIlraith, adjoint parlementaire du ministre de la Reconstruction, dépose sur la Table,—Rapport annuel de la Corporation des biens de guerre du 12 juillet 1944 au 31 mars 1945; aussi bilan de la Corporation limitée des biens de guerre, du 29 novembre 1943 au 11 juillet 1944.

Les questions suivantes qui figuraient au Feuilleton ont été changées en ordres de rapport, en vertu du paragraphe 4 de l'article 44 du Règlement, et les officiers compétents en ont été avertis, à savoir:

Par M. Black (*Yukon*)—1. A qui incombe la responsabilité de garder les terrains d'atterrissage à Whitehorse, Dawson, Mayo, Selkirk, Carcross, Carmacks et McQuestion, dans le Yukon, dans un état et dans une condition convenables pour servir aux opérations des aéroplanes qui y atterrissent et en décollent?

2. Qui paie les dépenses de ce service maintenu pour les atterrissages d'aéroplanes?

3. De quel ministère du gouvernement relève le budget des dépenses requises pour ce service?

4. A quel ministère du gouvernement rend-on compte de ces dépenses?

Par M. Stewart (*Winnipeg-Nord*)—1. A-t-on développé un procédé nouveau de production du magnésium au Conseil national des recherches?

2. S'il en est ainsi, à qui revient la découverte de ce procédé?

3. A-t-on organisé une compagnie de la Couronne pour mettre en valeur cette découverte au Canada?

4. Quelle a été la dépense de capitaux prévue dans l'exploitation de cette entreprise?

5. Cette entreprise a-t-elle été vendue depuis?

6. Dans l'affirmative, à qui?

7. Quel en a été le prix de vente?

8. A-t-on aussi vendu tous les droits appartenant au nouveau procédé?

9. S'il en est ainsi, pour quel montant?

10. A combien se chiffrait la production de magnésium à l'usine de la Couronne en 1944?

11. L'usine de la Couronne avait-elle quelque accord avec l'*Alcoa* ou la *Dow Chemical* ou avec toute autre compagnie?

12. Dans l'affirmative, le contrat de vente de l'usine de la Couronne comprenait-il aucune clause pour la compagnie productrice, interdisant de conclure une entente avec aucun cartel?

Par M. Fraser—1. Combien d'employés relevant de l'Imprimeur du Roi ont été mis à leur retraite depuis le 1er janvier 1939?

2. Quel est le nombre de ces positions qui ont été remplies à titre permanent?

3. Combien l'ont été temporairement?
4. Ces positions ont-elles été annoncées par la Commission du service civil?
5. Combien d'employés relevant de l'Imprimeur du Roi ont atteint l'âge de la mise à la retraite?
6. Quelles dispositions prend-on pour remplacer ces employés par des anciens militaires?

Par M. Fleming—1. Quels terrains a-t-on achetés pour y construire des logements pour les anciens combattants, sous le régime de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants, dans les environs: a) d'Ottawa; b) de Toronto; c) de Hamilton; d) de London; e) de Windsor; f) de St. Catharines; g) de Cornwall; h) de Kingston?

2. Relativement à chaque terrain, quelle en est: a) la brève description; b) la ville la plus rapprochée; c) l'étendue; d) la distance des écoles; e) le nombre de propriétés en lesquelles le terrain est divisé; f) le nombre de maisons en voie actuelle de construction; g) le genre de contrat conclu avec le constructeur; h) le nom de l'entrepreneur; i) l'approvisionnement d'eau projeté; j) le système d'égouts projeté; k) la date à laquelle la construction des maisons a effectivement commencé; l) la date approximative à laquelle la construction sera terminée; m) le total des paiements intérimaires faits à l'entrepreneur jusqu'à date; n) le prix d'achat payé; o) le prix de la valeur d'évaluation à l'acheteur?

Par M. Castleden—1. Quelle a été la quantité de bois de construction produit au Canada au cours de chaque année de 1939 à 1944 et en 1945?

2. Quelle quantité de ce bois a-t-on exportée au cours de chacune de ces années?

3. Depuis le fonctionnement du contrôle des prix, quelle a été l'augmentation dans le prix de détail du bois destiné à la construction de logements qu'a autorisée le régisseur du bois de construction?

4. Quelles mesures ont été adoptées dans le but de conserver les degrés d'excellence du bois de construction de première qualité dans les chantiers où se fait la vente au détail?

Par M. Winkler—1. Quel est, depuis 1930, le nombre de moteurs Diesel importés chaque année au Canada?

2. Depuis 1930, combien de moteurs Diesel a-t-on fabriqués, chaque année, au Canada?

3. En quelle année les fabricants de moteurs Diesel ont-ils satisfait approximativement aux exigences de la clause relative au dix pour cent de l'arrêté en conseil C.P. 1618?

4. Quel est, aux termes de l'arrêté en conseil C.P. 1618, le taux des droits de douanes alloués pour les moteurs Diesel mentionnés au poste 440g du Tarif des douanes?

Par M. Casselman—1. Quelles demandes, le cas échéant, ont été faites au gouvernement dans le but d'obtenir des subventions comme compensation pour la mauvaise récolte de pommes?

2. Quelles mesures le gouvernement a-t-il prises à l'égard des dites demandes?

3. Si on accorde une subvention, en fera-t-on l'application générale pour tout le Canada?

Par M. Fleming—1. Du 1er avril au 1er novembre 1945, quelles dépenses à l'égard de relations publiques, de publicité et d'information ont été faites par les divers ministères du gouvernement et les commissions et corporations adjointes?

2. a) A quelles personnes n'appartenant pas au service de l'Etat a-t-on versé ces paiements? b) Combien, et pour quels services, chaque personne a-t-elle reçu?

3. Combien de personnes les divers ministères du gouvernement et les commissions et corporations adjointes emploient-ils dans les relations publiques, la publicité et l'information?

Par M. Knowles—1. A combien d'employés du ministère des Postes, dans le district postal de Winnipeg, a-t-on accordé le statut de personnes "en congé sans salaire", à cause de leur absence du travail pendant la durée de la grève générale à Winnipeg en 1919?

2. A combien de ces employés a-t-on accordé la remise des taux de salaires qu'ils recevaient antérieurement à l'absence dont il est fait mention ci-dessus? A combien a-t-on accordé leurs augmentations annuelles normales de salaire?

3. A-t-on permis à ces employés de verser des contributions, pour les fins de pension, pour la période de service précédant ladite absence? Dans l'affirmative, quel est le nombre de ces employés qui l'ont fait?

4. A-t-on étudié l'à-propos de permettre à ces employés de verser des contributions, pour les fins de pensions, pour le temps où en 1919, ils ont été "en congé sans salaire"? Dans l'affirmative, quel a été le résultat de cette étude? Sinon, fera-t-on cette étude?

5. A-t-on étudié l'à-propos de permettre aux anciens combattants de la première guerre mondiale, qui sont devenus des employés du ministère des Postes après cette guerre, de verser des contributions, pour les fins de pension, pour la durée de leur séjour outre-mer dans les forces canadiennes au cours de cette guerre? Dans l'affirmative, quel a été le résultat de cette étude? Sinon, fera-t-on cette étude?

L'adresse suivante à Son Excellence l'Administrateur est votée:

Par M. Isnor—Adresse à Son Excellence l'Administrateur—Copie de toute correspondance échangée, au cours des années 1944 et 1945, entre le maire ou le greffier de la cité de Halifax et le ministre ou tout fonctionnaire du ministère de la Défense nationale, ou tout autre ministère, concernant la remise du Forum ou de tout ou partie des terrains de l'Exposition de Halifax.

M. Mackenzie propose, pour M. Mackenzie King,—Que MM. Beaudoin, Blanchette, Castleden, Emmerson, Gingues, Gladstone, Hackett, Hansell, Harris (*Grey-Bruce*), Herridge, LaCroix, Lafontaine, Macdonnell (*Muskoka-Ontario*), MacNicol, Martin, Matthews (*Brandon*), McCulloch (*Pictou*), McIvor, Reid, Smith (*Calgary-Ouest*), Stanfield, Stirling, Thatcher, Warren et Zaplitny soient nommés pour agir comme membres du comité mixte des deux Chambres pour faire étude et rapport sur le choix d'un motif approprié pour un drapeau national distinctif;

Qu'un message soit envoyé au Sénat pour informer Leurs Honneurs que la Chambre des communes a institué ce comité et pour inviter Leurs Honneurs à faire le choix de membres du Sénat pour siéger au sein de ce comité avec les membres de la Chambre des communes et constituer un comité mixte des deux Chambres.

Après discussion, ladite motion, mise aux voix, est agréée, sur division.

La Chambre reprend alors l'étude, en comité plénier, d'un certain projet de résolution destinée à accorder à Sa Majesté une somme d'argent d'au plus \$1,365,000,000 pour la défense nationale et la démobilisation, et après avoir accompli quelque progrès et l'avoir rapporté, le comité obtient l'autorisation d'en reprendre l'étude à la prochaine séance de la Chambre.

A l'appel de l'ordre pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des Subsidés ;

M. Mackenzie propose,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Et ladite motion, mise aux voix, est agréée.

La Chambre se forme donc de nouveau en comité des Subsidés et après avoir rapporté progrès, le comité obtient l'autorisation de siéger de nouveau à la prochaine séance de la Chambre.

La Chambre s'ajourne alors à 10 heures 57 p.m., jusqu'à trois heures de l'après-midi, demain.

No 53

JOURNAUX  
DE LA  
CHAMBRE DES COMMUNES  
DU CANADA

---

SÉANCE DU MARDI, 20 NOVEMBRE 1945

---

PRIÈRES.

Sur motion de M. Mackenzie, il est ordonné,—Que le nom de M. Jaenicke remplace celui de M. Knowles comme membre du comité permanent des Affaires extérieures.

M. Gibson, membre du Conseil privé du Roi, dépose,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 5 novembre 1945,—Copie de toute correspondance, reçue au cours de l'année écoulée, que possède le gouvernement ou l'un de ses ministères, relativement à la demande qu'a faite le gouvernement provincial de la Saskatchewan d'utiliser les bâtiments de l'ancien aéroport No 32, à Moose-Jaw, pour un hôpital d'aliénés.

M. Claxton, membre du Conseil privé du Roi, dépose,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 12 novembre 1945,—Etat montrant:—1. Quelle somme d'argent a été affectée à l'Office national du film pour l'année financière terminée le 31 mars 1945?

2. Quel a été le total des dépenses faites par l'Office national du film pour l'année financière terminée le 31 mars 1945?

3. Auprès de quels ministères du gouvernement le ministre intéressé ou les fonctionnaires de l'Office national du film ont-ils fait des démarches dans le but d'obtenir du travail pour ledit Office?

4. Quel travail, et à quel coût pour chaque ministère, l'Office national du film a-t-il accompli pour le compte de chaque ministère du gouvernement?

5. Quand a été institué l'Office national du film?

6. Quelles ont été, pour chaque année, les dépenses de l'Office national du film, depuis sa création jusqu'à la fin de mars 1945?

7. Combien de personnes ont été, chaque année, à l'emploi de l'Office national du film, depuis sa création jusqu'à la fin de mars 1945?

8. Le ministre de qui relève l'Office national du film est-il consulté avant que l'Office entreprenne tout nouveau genre de travail ou de projet? Le cas échéant, par qui?

M. Mitchell, membre du Conseil privé du Roi, dépose sur la Table,—Copie de l'arrêté en conseil C.P. 6852, approuvé le 15 novembre 1945: stipulant que le Canada sera représenté sur sept comités industriels permanents du Bureau international du Travail.

M. Martin, membre du Conseil privé du Roi, dépose,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 15 novembre 1945,—Etat montrant:—Quelles mesures adopte le gouvernement pour fournir a) des domestiques, b) le service de gardes-malades à ceux qui ont une famille nombreuse, ainsi qu'aux malades?

M. Mayhew, adjoint parlementaire du ministre des Finances, dépose,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 15 novembre 1945,—Etat montrant:—1. Au cours de l'année financière terminée le 31 mars 1945, combien de caisses de conserves de jus de pamplemousse la Corporation de stabilisation des prix des denrées a-t-elle achetées?

2. De qui, et à quel prix, a-t-on acheté ce jus de pamplemousse?

3. A quelles dates a-t-il été livré?

4. A-t-on effectué des paiements sur les quantités livrées? S'il en est ainsi, à quelles dates ces paiements ont-ils été effectués, à qui l'ont-ils été et quel a été le montant de chaque paiement?

5. Quels montants la Corporation de stabilisation des prix des denrées doit-elle encore sur les achats de conserves de jus de pamplemousse faits au cours de ladite année financière, et à qui ces paiements sont-ils dus?

M. McIlraith, adjoint parlementaire du ministre de la Reconstruction, dépose sur la Table,—Rapport annuel de la Corporation des biens de guerre du 12 juillet 1944 au 31 mars 1945; aussi bilan de la Corporation limitée des biens de guerre, du 29 novembre 1943 au 11 juillet 1944. (Version française).

M. Lapointe, adjoint parlementaire du ministre de la Défense nationale, dépose,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 5 novembre 1945,—Etat montrant:—1. Des déserteurs et des délinquants ont-ils été libérés après 28 jours de détention?

2. Dans l'affirmative, quel en est le nombre et dans quel comté demeurent-ils?

3. Le gouvernement accordera-t-il une amnistie générale aux déserteurs et aux délinquants?

4. Dans l'affirmative, quand accordera-t-il cette amnistie?

La Chambre reprend alors l'étude en comité plénier, d'un certain projet de résolution destinée à accorder à Sa Majesté une somme d'argent d'au plus \$1,365,000,000 pour la défense nationale et la démobilisation, et après avoir accompli quelque progrès et l'avoir rapporté, le comité obtient l'autorisation d'en reprendre l'étude à la prochaine séance de la Chambre.

Comme il est passé onze heures p.m., exactement onze heures et deux minutes, M. l'Orateur ajourne la Chambre, sans mettre la motion aux voix, en vertu de l'article 7 du Règlement, jusqu'à trois heures demain après-midi.

No 54

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

---

SÉANCE DU MERCREDI, 21 NOVEMBRE 1945

---

PRIÈRES.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier a déposé sur la Table le dix-septième rapport de l'examineur des pétitions pour bills privés, lequel est lu comme suit:

Conformément à l'article 99, paragraphe 2, du Règlement, l'examineur des pétitions pour bills privés a l'honneur de présenter son dix-septième rapport comme suit:

Votre examinateur a dûment examiné les pétitions suivantes en obtention de bills privés, chacune demandant l'adoption d'une loi pour accorder le divorce et pour annuler le mariage du pétitionnaire, et il constate que toutes les prescriptions de l'article 95 du Règlement ont été observées dans chaque cas, savoir:

De Zénon Alary, de Ste-Adèle-en-Bas, P.Q., époux de Marie-Antoinette Desmarais Alary.

De Kathleen Helena Henry Bates, de Mont-Royal, P.Q., épouse de Gerald Nudell Bates.

De Marie-Marthe-Fabiola-Germaine Trempe Barlow, actuellement domiciliée à New York, Etat de New York, Etats-Unis d'Amérique, épouse de Frederick Daniel Barlow, de Montréal, P.Q.

D'Alfred Henry Gray, de Verdun, P.Q., époux de Nancy Thorne Gray.

De Nellie Sapphire Tanham Herring, de Montréal, P.Q., épouse d'Edgar Ernest Allen Herring.

De Dorothy Ruth Bennett Maenutt, de Montréal, P.Q., épouse de Percival Stephenson Maenutt.

Sur motion de M. Mackenzie, il est ordonné,—Que le nom de M. Marier remplace celui de M. Picard comme membre du comité permanent des Affaires extérieures et que le nom de M. Dechêne remplace celui de M. Winkler comme membre du même comité.

M. Mackenzie King, membre du Conseil privé du Roi, dépose sur la Table, —Copies du Procès-verbal de dépôt des ratifications de la Charte des Nations Unies, signé par le secrétaire des Etats-Unis d'Amérique, le 24 octobre 1945.

M. Mitchell, membre du Conseil privé du Roi, dépose sur la Table,—Copie de l'arrêté en conseil C.P. 7020, approuvé le 20 novembre 1945: nomination de M. John A. McClelland, O.B.E., de Valois, P.Q., comme représentant des employés de la Commission nationale du travail en temps de guerre, pour remplir la vacance causée par la mort de M. John A. Bell, de Toronto.

Les questions suivantes qui figuraient au Feuilleton ont été changées en ordres de rapport, en vertu du paragraphe 4 de l'article 44 du Règlement, et les officiers compétents en ont été avertis, à savoir:

Par M. Church—1. Combien de camions légers et de jeeps ont été aliénés par la Corporation des biens de guerre dans le district militaire No 2, et à qui l'ont-ils été?

2. Permet-on aux anciens combattants d'en faire l'achat directement de la Corporation des biens de guerre?

3. Qui sont les membres de la Corporation des biens de guerre et quels en sont les fonctionnaires principaux recevant un traitement de plus de \$4,000 par année?

4. L'un ou l'autre d'entre eux sont-ils des anciens combattants de cette guerre?

M. McIlraith, adjoint parlementaire du ministre de la Reconstruction, dépose immédiatement la réponse à cette question.

Par M. Church—1. Sous quelles conditions les immigrants peuvent-ils entrer au Canada?

2. De 1938 à 1945, quel est le nombre des immigrants qui sont entrés au Canada, chaque année, en provenance a) de la Grande-Bretagne et de l'Irlande du nord et du sud; b) des Etats-Unis d'Amérique; c) de l'Europe continentale?

3. Offre-t-on actuellement quelque subvention de passage à ceux qui viennent de la Grande-Bretagne?

L'ordre suivant de la Chambre est transmis à l'officier compétent:

Par M. Knowles—Ordre de la Chambre—Copie de la circulaire No 34 de la Commission de l'assurance-chômage, datée du 30 septembre 1945, traitant de la question de l'emploi approprié.

M. Mitchell, membre du Conseil privé du Roi, dépose immédiatement le document requis par l'ordre précité.

La Chambre reprend alors l'étude en comité plénier, d'un certain projet de résolution destinée à accorder à Sa Majesté une somme d'argent d'au plus \$1,365,000,000 pour la défense nationale et la démobilisation, et après avoir accompli quelque progrès et l'avoir rapporté, le comité obtient l'autorisation d'en reprendre l'étude à la prochaine séance de la Chambre.

A l'appel de l'ordre pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des Subsidés;

M. Mackenzie propose,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Et ladite motion, mise aux voix, est agréée.

La Chambre se forme donc de nouveau en comité des Subsidés et après avoir rapporté progrès, le comité obtient l'autorisation de siéger de nouveau à la prochaine séance de la Chambre.

La Chambre s'ajourne alors à 10 heures 55 p.m., jusqu'à trois heures de l'après-midi, demain.

No 55

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

---

SÉANCE DU JEUDI, 22 NOVEMBRE 1945

---

PRIÈRES.

Un message est reçu du Sénat pour informer la Chambre que Leurs Honneurs ont passé les bills suivants qu'ils soumettent au bon plaisir de la Chambre, savoir:

Bill No 163 (H-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Frances Gladys Ruth Leveille Williams".

Bill No 164 (I-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Dorothy Ada Greenwood Pringle".

Bill No 165 (J-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Edward Vaughton Molson".

Bill No 166 (K-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Elizabeth Jean McKay Hepplewhite".

Bill No 167 (L-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Alfred Henry Gray".

Bill No 168 (M-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Dante Antonio Olak".

Bill No 169 (N-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Josephus Barzyk".

Bill No 170 (O-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Florence Mardi Harding".

Bill No 171 (P-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Ernest Lavoie".

Et aussi,—Un message pour transmettre à la Chambre la preuve déposée devant le comité permanent des Divorces du Sénat, auquel ont été soumises les pétitions en instance de divorce qui ont servi de base aux bills de divorce mentionnés plus haut, ainsi que tous les documents produits comme pièces justificatives, avec prière que le tout soit renvoyé au Sénat.

M. Isnor, du comité spécial des Dépenses et des économies de guerre, présente le deuxième rapport dudit comité qui se lit comme suit:

Votre comité recommande qu'il lui soit permis de siéger pendant les séances de la Chambre.

Sur motion de M. Isnor, ledit rapport est agréé.

Sur motion de M. Mackenzie, il est ordonné,—Que le nom de M. Richard (*Ottawa*) remplace celui de M. Gourd (*Chapleau*) comme membre du comité mixte des deux Chambres pour le Restaurant.

Que le nom de M. Pearkes remplace celui de M. Tustin comme membre du comité permanent de la Marine et des pêcheries.

M. Tucker, adjoint parlementaire du ministre des Affaires des anciens combattants, dépose,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 19 novembre 1945,—Etat montrant:—1. Quels terrains a-t-on achetés pour y construire des logements pour les anciens combattants, sous le régime de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants, dans les environs: *a*) d'Ottawa; *b*) de Toronto; *c*) de Hamilton; *d*) de London; *e*) de Windsor; *f*) de St. Catharines; *g*) de Cornwall; *h*) de Kingston?

2. Relativement à chaque terrain, quelle en est: *a*) la brève description; *b*) la ville la plus rapprochée; *c*) l'étendue; *d*) la distance des écoles; *e*) le nombre de propriétés en lesquelles le terrain est divisé; *f*) le nombre de maisons en voie actuelle de construction; *g*) le genre de contrat conclu avec le constructeur; *h*) le nom de l'entrepreneur; *i*) l'approvisionnement d'eau projeté; *j*) le système d'égouts projeté; *k*) la date à laquelle la construction des maisons a effectivement commencé; *l*) la date approximative à laquelle la construction sera terminée; *m*) le total des paiements intérimaires faits à l'entrepreneur jusqu'à date; *n*) le prix d'achat payé; *o*) le prix de la valeur d'évaluation à l'acheteur?

M. Martin, membre du Conseil privé du Roi, dépose,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 31 octobre 1945,—Etat montrant:—1. Quel est le nombre d'uniformes de combat, capotes, chaussures, chaussettes et couvertes actuellement en possession de l'armée au Canada?

2. Quel est le nombre d'uniformes de combat, capotes, chaussures, chaussettes et couvertes que possède l'armée dans le Royaume-Uni et en Europe à l'heure actuelle?

3. A-t-on pris des dispositions pour utiliser ces fournitures, afin de venir en aide aux peuples d'Europe par l'entremise d'organismes tels que l'UNRRA?

4. Dans l'affirmative, quelle quantité de ces fournitures a servi à cette fin à l'heure actuelle?

5. Quelle quantité de ces fournitures compte-t-on utiliser à cette fin dans un avenir prochain?

Aussi,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 12 novembre 1945,—Etat montrant:—D'après les derniers chiffres disponibles: 1. Quel est le montant total des capitaux en provenance des Etats-Unis placés au Canada?

2. Quel est le total des montants dont il a été fait remise aux ayants droit aux Etats-Unis, au cours des années 1939 à 1944, en vertu de permis accordés par la Commission de contrôle du change étranger?

3. Des montants dont il est fait mention à la question 2, quelle somme représente *a*) des intérêts, dividendes, loyers ou autre revenu sur les capitaux en provenance des Etats-Unis placés au Canada; *b*) la remise de capital provenant des Etats-Unis; *c*) le prix de marchandises et de services?

Et aussi,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 8 novembre 1945, —Etat montrant:—1. Quelles sont les sommes estimatives que le gouvernement a perçues, au cours de chacune des deux dernières années financières écoulées, en taxe de conservation des changes en temps de guerre sur la bière et les boissons importées au Canada, et quelle est la somme estimative que le gouvernement a perçue au cours de la même période en taxe de vente sur les ventes domestiques?

2. Si les statistiques du ministère du Commerce sont tenues de telle façon que cette information précitée lui est inconnue, de quelle source peut-on obtenir une telle information?

Il dépose aussi sur la Table,—Copie du rapport du juge James P. Brown, juge en chef de la Cour du Banc du Roi pour la province de Saskatchewan, commissaire nommé par le directeur général des élections, en vertu des dispositions de la Loi de 1938 sur les élections fédérales, pour faire enquête sur certaines prétendues irrégularités qui se seraient produites au bureau de scrutin No 50, dans le district électoral de Melville, province de Saskatchewan, lors de l'élection fédérale tenue le 11 juin 1945.

M. Mackenzie King, membre du Conseil privé du Roi dépose sur la Table, —Copie d'un rapport au Parlement sur l'administration de secours et de réhabilitation des Nations Unies, jusqu'à la date du 30 septembre 1945, en vertu des dispositions de la Loi de secours et de réhabilitation des Nations Unies, 1944, chapitre 12, article 3.

Les questions suivantes qui figuraient au Feuilleton ont été changées en ordres de rapport, en vertu du paragraphe 4 de l'article 44 du Règlement, et les officiers compétents en ont été avertis, à savoir:

Par M. Ross (*Souris*)—1. Quand a été construit et aménagé le camp des prisonniers de guerre à Riding Mountain, Manitoba, et combien a-t-on construit de bâtiments dans les limites de ce camp et pour quelles fins?

2. Ces bâtiments étaient-ils pourvus d'une tuyauterie moderne, de lumières électriques et d'autres commodités électriques?

3. Quel a été le coût total de construction et d'aménagement dudit camp?

4. A-t-on vendu tout ou partie de ces bâtiments et fournitures? Dans l'affirmative, à quel prix et quel en a été l'acheteur?

5. A-t-on fait appel à des soumissions et leur a-t-on donné une réclame publique?

Par M. Homuth—1. Combien de ministères du gouvernement publient un journal départemental semblable à celui d'"Affaires des anciens combattants" que publie le ministère des Affaires des anciens combattants?

2. Quel est le coût estimatif mensuel de ces publications?

M. Mackenzie propose,—Que la Chambre se forme en comité plénier, à sa prochaine séance, pour prendre en considération la résolution suivante:—Qu'il y a lieu de présenter une mesure dans le but de modifier la Loi de 1944 sur les indemnités de service de guerre, en incorporant dans cette mesure les dispositions de certains arrêtés en conseil passés sous le régime de la Loi des mesures de guerre, et en étendant et éclaircissant, à plusieurs autres égards, l'application et l'exécution de cette Loi, conformément à la recommandation et au rapport du comité spécial des Affaires des anciens combattants.

M. Mackenzie, membre du Conseil privé du Roi, informe alors la Chambre que Son Excellence le Gouverneur général, ayant été mis au fait de ladite résolution, la recommande à la Chambre.

Résolu,—Que la Chambre se forme en comité plénier, à sa prochaine séance, pour prendre en considération ladite résolution.

La Chambre reprend en comité plénier l'étude d'un projet de résolution pour accorder à Sa Majesté de l'aide pour la défense nationale et la démobilisation.

(En comité)

La résolution suivante est adoptée:

Résolu,—Qu'il y a lieu de présenter un projet de loi afin de stipuler *inter alia*,

1. Que des sommes d'au plus \$1,365,000,000, moins la somme déjà votée en vertu de la Loi sur les crédits destinés aux dépenses de guerre et à la démobilisation (No 1, 1945), soient allouées à Sa Majesté, pour subvenir à toutes dépenses qui peuvent être faites, ou effectuer toutes avances ou prêts qui peuvent être consentis, par ou sous l'autorité du Gouverneur en conseil au cours de l'année expirant le 31 mars 1946, pour

- a) La sécurité, la défense, la paix, l'ordre et le bien du Canada;
- b) La conduite des opérations navales, militaires et aériennes à l'intérieur ou hors du Canada;
- c) La rapide démobilisation des forces armées canadiennes;
- d) Favoriser la continuation du commerce, de l'industrie et des relations d'affaires, soit au moyen d'assurance ou d'indemnité contre les risques de guerre, soit autrement; et
- e) L'exécution de toute mesure que le Gouverneur en conseil juge nécessaire ou opportune par suite de l'existence d'un état de guerre.

2. Que le Gouverneur en conseil soit autorisé à prélever, par voie d'emprunt, sous le régime des dispositions de la Loi du revenu consolidé et de la vérification, 1931, la somme ou les sommes d'argent d'au plus \$1,365,000,000 qui peuvent être nécessaires pour subvenir aux dépenses mentionnées plus haut, ou pour effectuer les avances ou prêts mentionnés plus haut, le principal et l'intérêt de cet emprunt devant être imputés sur le Fonds du revenu consolidé et payables à même ce fonds.

3. Que le Gouverneur en conseil soit autorisé à dépenser de nouveau, à avancer ou à prêter les deniers reçus en remboursement ou remise d'avances, de prêts ou de dépenses faits sous le régime des Lois sur les crédits de guerre de 1939 (deuxième session), 1940, 1941, 1942, 1943, 1944 et 1945.

Résolution à rapporter.

Ladite résolution est rapportée, lue la deuxième fois et agréée.

Du consentement de la Chambre, M. Mackenzie, pour M. Ilsley, présente le Bill No 172, Loi ayant pour objet d'accorder de l'aide à Sa Majesté pour la défense nationale et la démobilisation, qui est lu la première fois.

Par consentement, ledit bill est lu la deuxième fois, étudié en comité plénier, et après avoir rapporté le progrès accompli, le comité obtient l'autorisation d'en reprendre l'étude à la prochaine séance de la Chambre.

La Chambre se forme en comité plénier pour étudier une certaine résolution relative à l'établissement d'un ministère de la Reconstruction et des approvisionnements.

(*En comité*)

La résolution suivante est adoptée:

*Résolu*,—Qu'il y a lieu de présenter à la Chambre un projet de loi destiné à créer un ministère du gouvernement relevant d'un ministre de la Couronne, et qui portera le nom de Ministère de la Reconstruction et des approvisionnements, auquel seront transférés les fonctions du ministère de la Reconstruction et du ministère des Munitions et approvisionnements, et de pourvoir, dans cette loi, à la nomination d'un sous-ministre et de fonctionnaires, commis et employés du ministère.

Résolution à rapporter.

Ladite résolution est rapportée, lue la deuxième fois et agréée.

Du consentement de la Chambre, M. Howe présente alors le Bill No 173, Loi concernant le ministère de la Reconstruction et des approvisionnements, qui est lu la première fois et dont la deuxième lecture est remise à la prochaine séance de la Chambre.

Comme il est passé onze heures p.m., exactement onze heures et deux minutes, M. l'Orateur ajourne la Chambre, sans mettre la motion aux voix, en vertu de l'article 7 du Règlement, jusqu'à trois heures demain après-midi.

No 56

JOURNAUX  
DE LA  
CHAMBRE DES COMMUNES  
DU CANADA

---

SÉANCE DU VENDREDI, 23 NOVEMBRE 1945

---

PRIÈRES.

Un message est reçu du Sénat pour informer la Chambre que Leurs Honneurs se joignent effectivement à la Chambre des communes aux fins d'instituer un comité mixte des deux Chambres pour faire étude et rapport sur un motif approprié pour un drapeau distinctif national.

Que les honorables sénateurs David, Davies, Gershaw, Gouin, Howden, Johnston, Lambert, Léger, McRae, Quinn, Robertson et White ont été nommés pour agir au nom du Sénat comme membres dudit comité mixte.

Que ledit comité mixte est autorisé à envoyer quérir personnes, dossiers et documents.

M. Reid, du comité permanent de la Marine et des pêcheries, dépose le premier rapport dudit comité qui se lit comme suit:

Votre comité a étudié le bill No 91, intitulé: Loi modifiant la Loi de l'inspection du poisson, et convient d'en faire rapport avec modifications.

Sur motion de M. Mackenzie, il est ordonné,—Qu'un message soit envoyé au Sénat pour informer Leurs Honneurs que la Chambre a remplacé le nom de M. Gourd (*Chapleau*) par celui de M. Richard (*Ottawa-Est*) comme membre du comité mixte des deux Chambres pour le Restaurant.

Et que le Greffier de la Chambre transmette ledit message au Sénat.

Sur motion de M. Mackenzie, il est ordonné,—Que le nom de M. Castleden remplace celui de M. Knowles comme membre du comité spécial des dépenses de guerre.

M. St-Laurent, membre du Conseil privé du Roi, dépose sur la Table,—Copie de l'arrêté en conseil C.P. 7069, approuvé le 23 novembre 1945: au sujet du désaveu de certaines lois passées par l'assemblée législative de la province de la Saskatchewan, et approuvant la recommandation faite par le ministre de la Justice de laisser ces statuts suivre leur cours.

Le bill suivant du Sénat est lu la première et la deuxième fois, puis transmis pour étude au *comité permanent des chemins de fer, canaux et télégraphes*:

Bill No 162 (X-2 du Sénat), intitulé: "Loi concernant la *Lake Erie and Detroit River Railway Company* et la *Pere Marquette Railway Company*".

Les bills suivants du Sénat sont lus, à tour de rôle, la première fois, sur division:

Bill No 163 (H-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Frances Gladys Ruth Léveillé Williams".—M. *Casselman*.

Bill No 164 (I-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Dorothy Ada Greenwood Pringle".—M. *Brown*.

Bill No 165 (J-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Edward Vaughton Molson".—M. *MacLean*.

Bill No 166 (K-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Elizabeth Jean McKay Hepplewhite".—M. *Maybank*.

Bill No 167 (L-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Alfred Henry Gray".—M. *Boucher*.

Bill No 168 (M-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Dante Antonio Olak".—M. *McGregor*.

Bill No 169 (N-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Josephus Barzyk".—M. *McGregor*.

Bill No 170 (O-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Florence Mardi Harding".—M. *Brown*.

Bill No 171 (P-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Ernest Lavoie".—M. *Maybank*.

M. Maybank propose,—Que lesdits bills soient maintenant lus la deuxième fois.

Et ladite motion, mise aux voix, est agréée, sur division.

En conséquence, lesdits bills de divorce sont lus la deuxième fois sur division et transmis pour étude au *comité permanent des bills privés* (avec la preuve, etc., faite devant le comité permanent du Sénat auquel les pétitions préliminaires à ces bills ont été soumises).

A l'appel de l'ordre portant deuxième lecture du Bill No 15, Loi ayant pour objet de conférer certains pouvoirs au Gouverneur en conseil dans les circonstances critiques nationales consécutives à la guerre;

M. St-Laurent propose,—Que ledit bill soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élevant, ledit débat est ajourné sur une motion de M. Pouliot.

Un message est reçu du Sénat pour informer la Chambre que Leurs Honneurs ont passé le bill suivant sans modification:

Bill No 161, Loi ayant pour objet d'autoriser un certain contrat entre Sa Majesté le Roi et la Corporation de la ville d'Ottawa.

Et aussi,—Un message pour informer la Chambre que le Sénat a passé les bills suivants qu'il recommande au bon plaisir de la Chambre, à savoir:

Bill No 174 (B-4 du Sénat), intitulé: "Loi constituant en corporation la Société de bienfaisance slovaque du Canada".

Bill No 175 (G-6 du Sénat), intitulé: "Loi constituant en corporation la Conférence canadienne de l'Eglise des Frères mennonites de l'Amérique du Nord".

A six heures de l'après-midi, M. l'Orateur quitte le fauteuil pour le reprendre à huit heures.

*Huit heures p.m.*

*(L'ordre pour les bills privés et publics est appelé en vertu de l'article 15 du Règlement.)*

*(Bills privés)*

Les bills suivants sont alors lus la deuxième fois et transmis pour étude à leurs comités respectifs, à savoir:

*Au comité permanent des bills privés:*

Bill No 24 (B du Sénat), intitulé: "Loi constituant en corporation l'Institut des bijoutiers canadiens".

Bill No 31 (H du Sénat), intitulé: "Loi constituant en corporation l'Institut arctique de l'Amérique du Nord".

*Au comité permanent de la Banque et du commerce:*

Bill No 25 (C du Sénat), intitulé: "Loi constituant en corporation l'Association générale de secours mutuels du Dominion".

Bill No 26 (E du Sénat), intitulé: "Loi constituant en corporation l'Ottawa Valley Trust Company".

*Au comité permanent des Chemins de fer, canaux et télégraphes:*

Bill No 29 (G du Sénat), intitulé: "Loi ayant pour objet de modifier la Loi concernant la Vancouver, Victoria and Eastern Railway and Navigation Company, la Nelson and Fort Sheppard Railway Company et la Great Northern Railway Company".

Bill No 28 (F du Sénat), intitulé: "Loi concernant la compagnie de chemin de fer, d'éclairage et de force motrice de Québec".

Bill No 30 (D du Sénat), intitulé: "Loi constituant en corporation l'Association de transport aérien international".

Les bills suivants sont alors lus séparément la deuxième fois sur division et ils sont transmis au *comité permanent des Bills privés* (avec les pièces justificatives, les témoignages, etc., déposés devant le comité permanent des Divorces du Sénat auquel les pétitions préliminaires à ces bills avaient été soumises), à savoir:

Bill No 34 (I du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Martha Louise Manful Hatch".

Bill No 35 (J du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Nora Jean Cunningham Brisbane".

Bill No 36 (K du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Thérèse Bonenfant Fusco".

Bill No 37 (L du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Mildred Euretta MacKay Disher".

Bill No 38 (M du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Mary Emerson Whittemore Schlemm".

Bill No 39 (N du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Andrew Lawrence Card".

Bill No 40 (O du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Annie Morrison Wisely Pitblado".

Bill No 41 (P du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Joe Eisen".

Bill No 42 (Q du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Ellen Therese Cramer Watson".

Bill No 43 (R du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Rita Gendron Reed".

Bill No 44 (S du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Evelyine Pearl Edwards Aird".

Bill No 45 (T du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Helen Turner Luke".

Bill No 46 (U du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Lois Elizabeth Allworth Pierce".

Bill No 47 (V du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Armandine-Cécile LeBrun Lachance".

Bill No 48 (W du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Grace Irene Paquet Hopkins".

Bill No 49 (X du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Alma Joan Begin Oswald".

Bill No 50 (Y du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à George Ernest Reed".

Bill No 51 (Z du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Sylvia Heather McCulloch Peck".

Bill No 52 (A-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Frederick Keith Beattie".

Bill No 53 (B-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Robert Coull".

Bill No 54 (C-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Violet Beach Meredith".

Bill No 55 (D-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Max Engelberg".

Bill No 56 (E-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Bertha Harris Fineberg".

Bill No 57 (F-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Nils Jens Pettersen".

Bill No 58 (G-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Benjamin Charles Stafford".

Bill No 59 (H-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Florence Mary Daniel Nightingale".

Bill No 60 (I-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Edward Stephen Vassclin".

Bill No 61 (J-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Robert Marshall Miller".

Bill No 62 (K-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Dorina Laurin Wallis".

Bill No 63 (L-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Helen Louise Clark Leet".

Bill No 64 (M-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Dorothy Anita Duffy Gregson".

Bill No 65 (N-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Irene Grace Harman Smith".

Bill No 66 (O-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Lorna Maud Clerk Kingsland".

Bill No 67 (P-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Edgar Jean".

Bill No 68 (Q-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Ethel Maybird Wright Latremouille".

Bill No 69 (R-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Marie-Rose-Alba-Germaine Bélair Blanchard".

Bill No 70 (S-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à William Bernard McCarrick".

Bill No 71 (T-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Lorne Edward Souva".

Bill No 72 (U-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Edith Gertrude Jackson Holloway".

Bill No 73 (Y-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à George Allenby Bradshaw".

Bill No 74 (Z-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Phyllis Fitch Farber".

Bill No 75 (A-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Vencel Humenay".

Bill No 76 (B-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Waldo James Cousins".

Bill No 77 (C-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Albert Wilson Harvey".

Bill No 78 (D-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Iris Ester Westerberg Duffy".

Bill No 79 (E-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Della Frances Gardner Hudson".

Bill No 80 (F-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Joseph-Gérard-Fernand-Arthur Groleau".

Bill No 81 (G-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Audrey Nathaniel Smith MacNair".

Bill No 82 (H-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Ovila Bernard".

Bill No 83 (I-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Albert Edward Spray".

Bill No 84 (J-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Helen Isabel Dibblee Brown".

Bill No 85 (K-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Robert Hiscock".

Bill No 86 (L-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Jacques Noel Cerminara".

Bill No 87 (M-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Joseph William Henry Beausoleil".

Bill No 88 (N-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Rita Beryl Gwendolyn Scott Lunn".

Bill No 89 (O-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Neil Sinclair McKechnie".

Bill No 90 (P-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Albert-Evariste Gélinas".

Ayant disposé de l'ordre relatif aux bills privés;

Le Bill No 172, Loi ayant pour objet d'accorder de l'aide à Sa Majesté pour la défense nationale et pour la mobilisation, est étudié de nouveau en comité plénier, rapporté sans modification, lu la troisième fois et passé.

Le bill No 173, Loi concernant le ministère de la Reconstruction et des approvisionnements, est lu la deuxième fois, étudié en comité plénier, rapporté sans modification, lu la troisième fois et passé.

M. Mitchell propose,—

*Résolu*,—Que cette Chambre approuve la Convention (révisée) concernant la protection, contre les accidents, des travailleurs occupés au chargement et au déchargement des bateaux, qui a été adoptée par la Conférence générale de l'Organisation internationale du Travail de la Société des Nations, à sa seizième session, à Genève, le vingt-septième jour d'avril 1932, telle qu'elle a été rapportée par le comité permanent des Affaires extérieures.

Après discussion, ladite motion, mise aux voix, est adoptée.

M. Mitchell propose,—

*Résolu*,—Que cette Chambre approuve la Convention concernant les statistiques des salaires et des heures de travail dans les principales industries minières et manufacturières, y compris le bâtiment et la construction, et dans l'agriculture, qui a été adoptée par la Conférence générale de l'Organisation internationale du Travail de la Société des Nations, à sa vingt-quatrième session, à Genève, le vingtième jour de juin 1938, telle qu'elle a été rapportée par le comité permanent des Affaires extérieures.

Après discussion, ladite motion, mise aux voix, est adoptée.

La Chambre se forme en comité plénier pour étudier une certaine résolution destinée à modifier la Loi de 1944 sur les indemnités de service de guerre.

(*En comité*)

La résolution suivante est adoptée:

*Résolu*,—Qu'il y a lieu de présenter une mesure dans le but de modifier la Loi de 1944 sur les indemnités de service de guerre, en incorporant dans cette mesure les dispositions de certains arrêtés en conseil passés sous le régime de la Loi des mesures de guerre, et en étendant et éclaircissant, à plusieurs autres égards, l'application et l'exécution de cette Loi, conformément à la recommandation et au rapport du comité spécial des Affaires des anciens combattants.

Résolution à rapporter.

Ladite résolution est rapportée, lue la deuxième fois et agréée.

M. Mackenzie présente alors, du consentement de la Chambre, le Bill No 176, Loi modifiant la Loi de 1944 sur les indemnités de service de guerre, qui est lu la première fois et dont la deuxième lecture est remise à la prochaine séance de la Chambre.

Sur motion de M. Mackenzie, la Chambre s'ajourne à 10 heures 30 minutes p.m., jusqu'à lundi prochain à trois heures de l'après-midi.

No 57

## JOURNAUX

DE LA

## CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

---

SÉANCE DU LUNDI, 26 NOVEMBRE 1945

---

## PRIÈRES.

Un message est reçu du Sénat pour informer la Chambre que Leurs Honneurs ont passé le bill suivant qu'ils recommandent au bon plaisir de la Chambre pour approbation, comme suit:

Bill No 177 (F-6 du Sénat), intitulé: "Loi constituant en corporation la Corporation canadienne d'assurance-santé et d'assurance contre les accidents".

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier a déposé sur la Table le dix-huitième rapport de l'examineur des pétitions pour bills privés, lequel est lu comme suit:

Conformément à l'article 99, paragraphe 2, du Règlement, l'examineur des pétitions pour bills privés a l'honneur de présenter son dix-huitième rapport comme suit:

Votre examineur a dûment examiné les pétitions suivantes en obtention de bills privés, chacune demandant l'adoption d'une loi pour accorder le divorce et pour annuler le mariage du pétitionnaire, et il constate que toutes les prescriptions de l'article 95 du Règlement ont été observées dans chaque cas, savoir:

De Cecilia Kate Burrows Andrea, de Westmount, P.Q., épouse d'August Henry Andrea.

D'Emile Bastien, de Montréal, P.Q., époux de Lorraine Vermette Bastien.

De Helen Eaton Gair Curnew, de Montréal, P.Q., épouse de Cyril Frederick Curnew.

De Woolf (Robert) Cook, de Montréal, P.Q., époux d'Yetta Helman Cook.

De Leona Mary Murphy de Marky, actuellement domiciliée à Toronto, Ontario, épouse de Paul Alexander de Marky, de Montréal, P.Q.

De Mary Arden Stead Eberts, de Westmount, P.Q., épouse de Hermann Livingston Eberts.

M. Tucker, du comité spécial des Affaires des anciens combattants, dépose le cinquième rapport dudit comité qui se lit comme suit:

Votre comité a fait une étude approfondie de la loi, des arrêtés en conseil et des règlements régissant l'établissement des anciens combattants sur des fermes et sur de petits biens-fonds.

Votre comité a donné à ses conclusions à date la forme d'un avant-projet de loi à l'effet de modifier la Loi de 1942 sur les terres destinées aux anciens combattants, dont un exemplaire est annexé aux présentes, et il recommande que le Gouvernement étudie la question de présenter un tel projet de loi à la Chambre.

## AVANT-PROJET D'UN BILL

### MODIFIANT

## LA LOI DE 1942 SUR LES TERRES DESTINÉES AUX ANCIENS COMBATTANTS

Sa Majesté, sur l'avis et du consentement du Sénat et de la Chambre des Communes du Canada, décrète:

1. Sont abrogés les alinéas *a*) et *d*) de l'article deux de la *Loi de 1942 sur les terres destinées aux anciens combattants*, chapitre trente-trois du Statut de 1942-43, et remplacés par les suivants:

"*a*) "Ministre" désigne le ministre des Affaires des anciens combattants;

*d*) "ancien combattant" signifie une personne qui, à une époque quelconque de la guerre déclarée par Sa Majesté le dixième jour de septembre mil neuf cent trente-neuf au Reich allemand et subséquemment à d'autres puissances, a été en activité de service dans un corps naval, militaire ou aérien du Canada, ou de toutes forces de Sa Majesté si, au moment de son enrôlement, elle avait son domicile ou sa résidence ordinaire au Canada, et

(i) dont le service comportait des devoirs à remplir hors de l'hémisphère occidental; ou

(ii) qui a servi seulement dans l'hémisphère occidental durant au moins douze mois, non compris une période d'absence sans permission ou d'absence autorisée sans solde, une période durant laquelle elle purgeait une sentence de travaux forcés, d'emprisonnement ou de détention, ni un service à l'égard duquel la solde est confisquée; ou

(iii) quel que soit l'endroit où elle a pu servir, reçoit une pension en raison d'une invalidité occasionnée par ledit service,

et a été honorablement libérée de ce corps naval, militaire, aérien ou autre des forces de Sa Majesté, ou a été autorisée à démissionner ou à se retirer honorablement de ce corps; et l'expression "ancien combattant" signifie en outre un sujet britannique qui avait son domicile ou sa résidence ordinaire au Canada au début de ladite guerre et qui reçoit une pension relativement à une invalidité contractée pendant qu'il accomplissait du service sur un navire au cours de ladite guerre."

2. Est de plus modifiée ladite loi par l'addition de ce qui suit, immédiatement après l'alinéa *d*) de l'article deux:

"*e*) l'expression "hémisphère occidental" signifie les continents de l'Amérique du Nord et de l'Amérique du Sud, les îles y adjacentes, et les eaux territoriales des susdits, y compris Terre-Neuve, les Bermudes et les Antilles, mais non compris le Groënland, l'Islande et les îles Aléoutiennes."

3. Est en outre modifiée ladite loi par l'addition de la rubrique et de l'article suivants, immédiatement après l'article sept:

#### EDIFICES ET AMÉLIORATIONS

7A. (1) Le Directeur peut, aux fins de la présente loi,

- a) Eriger, sur des biens-fonds qu'il a acquis, tels bâtiments ou effectuer telles autres améliorations qu'il juge nécessaires;
- b) Passer des contrats avec une personne, firme ou corporation, ou avec les autorités d'une province, cité, ville ou municipalité, aux fins d'ériger les bâtiments et d'effectuer les autres améliorations qu'il juge nécessaires; et
- c) Concéder un passage carrossable, un droit de passage, une servitude ou un autre droit ou intérêt dans, sur ou à travers lesdits biens-fonds, ou au-dessus.

(2) Aux fins du présent article, l'expression "améliorations" comprend les ouvrages pour l'évacuation des eaux d'égout, les ouvrages relatifs à l'approvisionnement d'eau, de gaz, d'électricité ou autres services, les routes, le drainage et le coût de préparation des plans de subdivisions et tous autres plans requis pour ces améliorations."

4. Est abrogé l'article neuf de ladite loi et remplacé par le suivant:

"9. (1) Le Directeur peut, sous réserve des dispositions de la présente loi et de ses règlements d'exécution, passer un contrat avec un ancien combattant qu'il déclare habile à participer aux bénéfices de la présente loi, pour lui vendre des biens-fonds et leurs améliorations, des matériaux de construction, des animaux de ferme et de l'outillage agricole jusqu'à concurrence d'un coût total, pour le Directeur, de six mille dollars, subordonné aux conditions suivantes:

- a) Le coût, pour le Directeur, des biens-fonds, améliorations et matériaux de construction ne doit pas excéder six mille dollars;
- b) L'ancien combattant doit avoir versé au Directeur dix pour cent dudit coût plus le prix coûtant entier des biens-fonds, améliorations et matériaux de construction au delà de six mille dollars;
- c) Le coût, pour le Directeur, des animaux de ferme et de l'outillage agricole ne doit pas excéder douze cents dollars ou la somme par laquelle le montant de six mille dollars excède le coût, pour le Directeur, des biens-fonds, améliorations et matériaux de construction, suivant le montant le moins élevé;
- d) Le prix de vente à un ancien combattant des biens-fonds, améliorations, matériaux de construction, animaux de ferme et outillage agricole doit être, en sus de toute somme payée par l'ancien combattant avant la signature du contrat, un montant égal aux deux tiers de ce que les biens-fonds, améliorations et matériaux de construction ont coûté au Directeur;
- e) Le taux d'intérêt payable par un ancien combattant doit être de trois et demi pour cent l'an;
- f) L'acquittement du solde du prix d'achat payable par l'ancien combattant peut s'étendre sur une période n'excédant pas vingt-cinq ans, avec intérêts au taux susdit, suivant le système d'amortissement;
- g) Les conditions de paiement par un ancien combattant peuvent, à la discrétion du Directeur, être modifiées de manière à stipuler le paiement des frais d'intérêt seulement pendant les cinq premières années qui suivent la date de la vente, ou des versements annuels, semestriels ou mensuels de principal et d'intérêts, pourvu que la période de remboursement n'excède pas vingt-cinq ans;

h) Sauf sur versement complet, au Directeur, du montant resté impayé sur ce que lui ont coûté les biens-fonds, les améliorations, les animaux de ferme et l'outillage agricole, plus les intérêts au taux susdit sur ce montant resté impayé et tous autres frais dus par l'ancien combattant à leur égard, il ne doit être fait par l'ancien combattant aucune vente, cession ou autre aliénation de l'objet d'un contrat entre lui et le Directeur, et ce dernier ne doit accorder aucun transport ou transfert à un ancien combattant pendant une période de dix ans après la date du contrat y relatif, et, par la suite, seulement si l'ancien combattant a observé les conditions de son contrat pendant cette période de dix ans.

(2) Sous réserve des dispositions de la présente loi et de ses règlements d'exécution, le Directeur peut passer un contrat avec un ancien combattant, qu'il déclare habile à participer aux bénéfices de la présente loi, pour lui vendre des biens-fonds et les améliorations y apportées, ainsi que des matériaux de construction et des engins de pêche commerciale, jusqu'à concurrence d'un coût de six mille dollars au Directeur, sous les mêmes conditions énoncées au paragraphe premier du présent article, l'expression "engins de pêche commerciale" remplaçant les mots "animaux de ferme et outillage agricole" partout où ils s'y rencontrent."

5. Est abrogé l'article treize de ladite loi et remplacé par le suivant:

"13. Le Directeur peut avancer à un ancien combattant qu'il déclare habile à participer aux bénéfices de la présente loi, pour lui permettre de libérer, des charges dont elle est grevée, la terre agricole qu'il possède et utilise comme telle, pour l'achat d'animaux de ferme et d'outillage agricole et pour effectuer des améliorations permanentes, des montants n'excédant pas au total la somme de quatre mille quatre cents dollars, mais sous réserve des conditions suivantes:

- a) Les avances pour toutes fins ne doivent pas excéder soixante pour cent de la valeur de la terre, telle que l'établit le Directeur;
- b) Les avances pour l'achat d'animaux de ferme et d'outillage agricole ne doivent pas excéder cinquante pour cent de la valeur de la terre, ni dépasser un total de deux mille cinq cents dollars, et tous ces achats peuvent être assujettis à l'approbation du Directeur;
- c) Ces avances constituent un premier privilège sur la terre de l'ancien combattant à l'égard de laquelle l'avance est consentie, et leur remboursement doit en être garanti par un premier *mortgage* ou une première hypothèque sur ladite terre;
- d) Les termes de remboursement peuvent s'étendre sur une période de vingt-cinq ans, avec intérêts au taux de trois et demi pour cent par année, suivant le système d'amortissement;
- e) Les conditions du remboursement peuvent, à la discrétion du Directeur, être modifiées de manière à stipuler le paiement des frais d'intérêt seulement pour une période n'excédant pas les cinq premières années qui suivent la date où les avances sont consenties, ou des versements annuels, semestriels ou mensuels de principal et d'intérêts, pourvu que la période de remboursement n'excède pas vingt-cinq ans;
- f) Le remboursement intégral des avances consenties sous l'autorité du présent article peut être effectué en tout temps sans préavis ni bonification."

6. Est abrogé l'article trente-cinq de ladite loi et remplacé par le suivant:

"35. (1) Le Ministre peut, avec l'assentiment du gouverneur en conseil, conclure une convention avec

- a) Le gouvernement de toute province pour l'établissement d'anciens combattants sur des terres provinciales que le gouvernement de la province peut recommander comme particulièrement adaptables à cet établissement: et

b) Le ministre des Mines et des ressources du Canada pour l'établissement d'anciens combattants sur des terres fédérales que le ministre en question peut recommander comme particulièrement adaptables à cet établissement.

(2) Une convention conclue aux termes du premier paragraphe du présent article doit renfermer telles dispositions, conditions et restrictions, relatives à l'établissement des anciens combattants, que peut approuver le gouverneur en conseil.

(3) Sous réserve des règlements d'exécution de la présente loi, le Directeur peut accorder un montant d'au plus deux mille trois cent vingt dollars à un ancien combattant qui s'établit sur des terres provinciales ou fédérales en vertu d'une convention conclue sous le régime du premier paragraphe du présent article.

(4) Une allocation accordée en conformité du paragraphe trois du présent article ne doit être affectée qu'à l'une ou plusieurs des fins suivantes:

- a) L'achat de matériaux de construction indispensables et autres frais de construction;
- b) Le défrichement et autre préparation du bien-fonds en vue de la culture;
- c) L'achat d'animaux de ferme et d'outillage essentiels;
- d) L'achat de machines et d'outillage essentiels à la sylviculture;
- e) L'achat d'engins de pêche commerciale;
- f) L'achat de matériel de piégeage ou d'élevage d'animaux à fourrure, à l'exception des reproducteurs; et
- g) L'achat d'appareils domestiques essentiels.

(5) Un ancien combattant qui a reçu une allocation prévue au présent article n'a pas droit de passer un contrat avec le Directeur sous le régime de l'article neuf ou de l'article treize de la présente loi, et un ancien combattant qui a passé un contrat avec le Directeur sous le régime de l'article neuf ou de l'article treize de ladite loi, n'a pas droit à une allocation prévue au présent article."

7. Est de plus modifiée ladite loi par l'addition de l'article suivant, immédiatement après l'article trente-cinq:

"35A. (1) Le Directeur peut accorder un montant d'au plus deux mille trois cent vingt dollars à un ancien combattant indien qui s'établit sur des terres de réserves indiennes, ladite allocation devant être versée au ministre des Mines et des ressources, qui en a le contrôle et l'administration pour le compte de l'ancien combattant indien.

(2) Une allocation accordée en conformité du premier paragraphe du présent article ne doit être déboursée par le ministre des Mines et des ressources, au nom de l'ancien combattant indien, que pour l'une ou plusieurs des fins suivantes:

- a) L'achat de matériaux de construction indispensable et autres frais de construction;
- b) Le défrichement et autre préparation du bien-fonds en vue de la culture;
- c) L'achat d'animaux de ferme et d'outillage essentiels;
- d) L'achat de machines et d'outillage essentiels à la sylviculture;
- e) L'achat d'engins de pêche commerciale;
- f) L'achat de matériel de piégeage ou d'élevage d'animaux à fourrure, à l'exception des reproducteurs;
- g) L'achat d'appareils domestiques essentiels; et
- h) L'acquisition de droits d'occupant aux biens-fonds, innocupés ou améliorés, situés dans les limites d'une réserve indienne.

(3) Un ancien combattant indien, pour le compte duquel une allocation a été accordée aux termes du présent article, n'a pas droit de passer un contrat avec le Directeur sous le régime de l'article neuf ou de l'article treize de la présente loi, et un ancien combattant indien qui a passé un contrat avec le Directeur sous le régime de l'article neuf ou de l'article treize de ladite loi, n'a pas droit à une allocation prévue au présent article."

8. Est en outre modifiée ladite loi par l'addition du paragraphe suivant, immédiatement après le premier paragraphe de l'article trente-sept:

"(1A) Le Directeur peut, avec l'approbation du gouverneur en conseil, édicter des règlements autorisant les personnes y nommées à exercer ou remplir, en ce qui concerne les matières qui peuvent y être spécifiées, l'un quelconque des pouvoirs ou devoirs conférés ou imposés au Directeur par la présente loi."

9. Est de plus modifiée ladite loi par l'addition de l'article suivant:

"39. Nonobstant les dispositions de la *Loi du Sénat et de la Chambre des communes* ou de toute autre loi, nul ancien combattant, en raison seulement du fait qu'il passe un contrat ou qu'il reçoit quelque avantage prévu dans la présente loi, n'est passible d'une confiscation ou amende imposée par la *Loi du Sénat et de la Chambre des communes*, ni frappé d'incapacité comme membre de la Chambre des communes ou inhabile à y être élu, y siéger ou y voter."

M. Maybank, du comité permanent des Bills privés, dépose le premier rapport du comité des Bills privés qui se lit comme suit:

Votre comité recommande:

1. Qu'il lui soit permis de siéger pendant les séances de la Chambre;
2. Que son quorum soit réduit de 15 à 10 membres et qu'à cet égard soit suspendue l'application de l'article 63 (1) (c) du Règlement.

Sur motion de M. Maybank, ledit rapport est agréé.

M. Martin, membre du Conseil privé du Roi, dépose,—Réponse à une adresse à Son Excellence le Gouverneur général, en date du 1er octobre 1945, —Copie, en anglais, de tous télégrammes, lettres, rapports et autres documents échangés entre le Premier ministre du Canada, le ministre de la Justice ou d'autres membres du cabinet et Son Honneur le maire Lucien Borne, de la ville de Québec, du 1er octobre 1943 jusqu'à date, concernant l'établissement d'un soi-disant port franc à Québec.

Aussi,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 12 novembre 1945, —Etat montrant:—1. Le gouvernement canadien a-t-il pris des mesures afin d'apporter des modifications à sa déclaration faite à la conférence de la régie internationale du sucre à Londres le 6 mai 1937?

2. S'il en est ainsi, quelles modifications a-t-il proposées?
3. Le gouvernement a-t-il tenté de modifier l'accord afin de permettre une plus grande production de sucre de betterave au Canada?
4. Le Canada a-t-il consulté quelques membres de la Commission mixte des vivres dans le but d'obtenir du sucre du Brésil ou du Pérou?
5. Le cas échéant, quelles ont été les réponses?
6. Le gouvernement sait-il si quelques pays siégeant à la Commission mixte des vivres ont exprimé le désir d'obtenir du sucre du Brésil et/ou du Pérou?
7. Comment la quote-part actuelle de sucre du Canada serait-elle affectée par l'importation de sucre de l'Amérique du Sud?
8. Quelque personne ou compagnie autre que le régisseur du sucre est-elle autorisée à importer du sucre au Canada?

9. S'il en est ainsi, quels sont les noms de ces personnes ou compagnies et quelles quantités ont-elles ainsi importées?

10. Le gouvernement est-il au courant que des approvisionnements de sucre sont disponibles au Pérou et au Brésil?

11. Dans l'affirmative, pourquoi le Canada regarde-t-il les autres pays de l'Amérique centrale et de l'Amérique du Sud comme des pays d'approvisionnements insuffisants?

Et aussi,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 19 novembre 1945,—Etat montrant:—1. Combien d'employés relevant de l'Imprimeur du Roi ont été mis à leur retraite depuis le 1er janvier 1939?

2. Quel est le nombre de ces positions qui ont été remplies à titre permanent?

3. Combien l'ont été temporairement?

4. Ces positions ont-elles été annoncées par la Commission du service civil?

5. Combien d'employés relevant de l'Imprimeur du Roi ont atteint l'âge de la mise à la retraite?

6. Quelles dispositions prend-on pour remplacer ces employés par des anciens militaires?

M. Howe, membre du Conseil privé du Roi, dépose,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 14 novembre 1945,—Etat montrant:—1. Quelle a été la quantité de couvertes achetées jusqu'à date par a) l'armée; b) l'aviation; c) la marine?

2. Quel était le prix moyen payé par le gouvernement pour ces couvertes?

3. Quelle quantité de couvertes a) l'armée, b) l'aviation, c) la marine ont-elles déclarées de surplus jusqu'à date?

4. Comment ces couvertes ont-elles été aliénées?

M. Mackenzie King, membre du Conseil privé du Roi, dépose,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 11 octobre 1945,—Etat montrant:—1. Combien de personnes ont été nommées au ministère des Affaires extérieures depuis le 1er septembre 1939?

2. Quels sont les noms de ces personnes, en indiquant celles qui sont temporaires et celles qui sont permanentes?

3. Quel est le titre de la position occupée par chacune et quelles sont, en détail, les fonctions que comportent ces positions?

4. Par qui chacune de ces personnes a-t-elle été nommée?

5. Quel traitement verse-t-on à chacune de ces personnes?

M. Mitchell, membre du Conseil privé du Roi, dépose sur la Table,—Copie d'un arrêté en conseil adopté en vertu des dispositions de la Loi sur les secours aux chômeurs et l'aide à l'agriculture, 1940, comme suit:

Arrêté en conseil C.P. 7003, approuvé le 20 novembre 1945: renouvellement d'un prêt au montant de \$6,192,000 à la province de l'Alberta, et acceptant en garantie un bon du trésor de ladite province portant intérêt au taux de 3 p.c. par année.

M. Mayhew, adjoint parlementaire du ministre des Finances, dépose sur la Table,—Copie d'un rapport de la Commission royale nommée sous l'autorité de la Loi sur les enquêtes afin de faire une enquête sur la situation actuelle des coopératives pour savoir si elles doivent être soumises à l'application de la Loi de l'impôt de guerre sur le revenu, de la Loi sur la taxation des surplus de bénéfices, 1940, et sur d'autres questions connexes, sous la présidence du juge Errol M. W. McDougall, juge de la cour du Banc du Roi, de Québec; MM. B. N. Arnason, Regina, Sask.; G. A. Elliott, Edmonton, Alberta; J.-M. Nadeau, Montréal, P.Q.; et J. J. Vaughan, Toronto, Ontario.

Les bills suivants du Sénat subissent leurs première et deuxième lectures, et ils sont transmis pour étude à leurs comités respectifs:

*Au comité permanent de la Banque et du commerce:*

Bill No 174 (B-4 du Sénat), intitulé: "Loi constituant en corporation la Société de bienfaisance slovaque du Canada".—M. *Maybank*.

*Au comité permanent des Bills privés:*

Bill No 175 (G-6 du Sénat), intitulé: "Loi constituant en corporation la Conférence canadienne de l'Eglise des Frères mennonites de l'Amérique du Nord".—M. *Maybank*.

Les questions suivantes qui figuraient au Feuilleton ont été changées en ordres de rapport, en vertu du paragraphe 4 de l'article 44 du Règlement, et les officiers compétents en ont été avertis, à savoir:

Par M. Church—1. Combien de navires de guerre Fairmile le Canada a-t-il possédés; qui les a construits et à quel prix chacun?

2. En a-t-on vendu l'un ou l'autre? Dans l'affirmative, à qui et pour quel montant?

3. Qui en a autorisé la vente et quand?

4. A-t-on fait appel à des soumissions pour ces ventes?

M. McIlraith, adjoint parlementaire du ministre de la Reconstruction, dépose immédiatement le rapport de l'ordre ci-haut mentionné.

Par M. Diefenbaker—1. Depuis le 1er janvier 1944, combien de demandes ont été faites à la Commission de radiodiffusion pour l'émission de permis de postes de radio pour les provinces d'Ontario, de Québec et les Provinces maritimes?

2. Quels étaient, dans chaque cas, les pétitionnaires?

3. De ces demandes, combien ont été a) accordées, b) rejetées, c) laissées en suspens sur instructions?

Par Mme Strum—1. A quels pays le Canada a-t-il exporté de la farine depuis le 28 septembre 1943?

2. Quelles compagnies fournissent cette farine?

3. Quel prix les meuniers ont-ils payé pour le blé utilisé dans la production de la farine d'exportation, depuis le 28 septembre 1943?

4. Quel prix les meuniers ont-ils payé pour le blé servant à la consommation domestique, depuis le 28 septembre 1943?

5. Quel prix la Commission canadienne de blé a-t-elle obtenu pour le blé qu'elle a exporté, depuis le 28 septembre 1943?

6. Quel est le montant de la subvention dont le consommateur a obtenu le bénéfice en conséquence de la réduction dans le prix de la farine rendue possible par la fourniture du blé à des prix inférieurs aux meuneries canadiennes, depuis l'adoption du contrôle des prix en 1941?

7. Quel est le coût de la subvention à la charge du gouvernement canadien depuis l'adoption du contrôle des prix en 1941?

Par M. White (*Middlesex-Est*)—1. Le gouvernement a-t-il construit quelque édifice à Shediac, N.-B., depuis le commencement de la guerre?

2. Dans l'affirmative, pour quelles fins a-t-on construit ces édifices?

3. Quel était le coût de chaque édifice?

4. Se sert-on encore de ces édifices?

5. Combien de personnes ont travaillé dans chacun de ces édifices au cours des années 1942, 1943, 1944 et 1945?

6. Accordait-on des frais de déplacement entre Scoudouc et Shediac aux personnes travaillant dans ces édifices? En ce cas, combien par personne?

7. Ces frais équivalaient-ils à un billet mensuel de chemin de fer? Sinon, lui étaient-ils supérieurs ou inférieurs? S'ils étaient supérieurs, de combien l'étaient-ils?

8. Quelques-uns des ouvriers avaient-ils une carte de circulation?

9. Dans l'affirmative, recevaient-ils aussi une allocation de déplacement?

Par M. Pouliot—Depuis le commencement de la guerre, combien a-t-il été payé, chaque année, par le gouvernement fédéral, et tout office, commission et corporation de l'Etat, et tout autre organisme fédéral:

1. A la société légale Borden, Elliot, Sankey & Kelly, avocats et procureurs, de la ville de Toronto?

2. Aux associés suivants de la société ci-dessus mentionnée: a) H. Borden, C.R.; b) B. V. Elliot, C.R.; c) R. H. Sankey, C.R.; d) W. A. G. Kelley; e) J. T. Johnson; f) I. G. Wahn; g) A. D. McAlpine, et h) l'honorable C. P. McTague, C.R.?

L'adresse suivante est votée à Son Excellence le Gouverneur général:

Par M. Gillis—Adresse à Son Excellence le Gouverneur général—Copie de tous arrêtés en conseil, accords, arrangements, lettres et autre correspondance entre le gouvernement ou aucun de ses fonctionnaires et la *Dominion Steel and Coal Corporation* relativement aux subventions ou autre aide financière à l'industrie de l'acier accordées à leur usine de Sydney, Nouvelle-Ecosse.

La Chambre reprend alors le débat ajourné sur le projet de motion de M. Howe,—Qu'il y a lieu, pour les Chambres du Parlement, d'approuver l'Accord provisoire sur l'aviation civile internationale, signé par le Canada le 7 décembre 1944, déposé le 7 septembre 1945; la Convention relative à l'aviation civile internationale, signée par le Canada le 7 décembre 1944, déposée le 7 septembre 1945; et l'Accord relatif au transit des Services aériens internationaux, signé par le Canada le 10 février 1945, déposé le 7 septembre 1945; et que la Chambre approuve ces Accords et cette Convention.

Et ladite motion, mise aux voix, est agréée.

A l'appel de l'ordre pour la deuxième lecture du Bill No 19, Loi modifiant la Loi de l'aéronautique;

M. Howe propose,—Que ledit bill subisse maintenant sa deuxième lecture.

Après discussion, ladite motion, mise aux voix, est agréée.

En conséquence, ledit bill est lu la deuxième fois, étudié en comité plénier, rapporté avec modifications, étudié tel que modifié, et la troisième lecture en est remise à la prochaine séance de la Chambre.

Le Bill No 91, Loi modifiant la Loi de l'inspection du poisson, est étudié en comité plénier, rapporté sans modification, et la troisième lecture en est remise à la prochaine séance de la Chambre.

A l'appel de l'ordre pour la deuxième lecture du Bill No 176, Loi modifiant la Loi de 1944 sur les indemnités de service de guerre;

M. Mackenzie propose,—Que ledit bill subisse maintenant sa deuxième lecture.

Après discussion, ladite motion, mise aux voix, est agréée.

En conséquence, ledit bill est lu la deuxième fois, étudié en comité plénier, rapporté avec des amendements, étudié tel que modifié, lu la troisième fois et passé.

La Chambre se forme en comité plénier pour étudier un certain projet de résolution relatif aux dispositions financières des Chemins de fer canadiens nationaux au cours de l'année civile 1945.

(*En comité*)

La résolution suivante est adoptée:

*Résolu*,—Qu'il y a lieu de présenter un projet de loi pour autoriser la Compagnie des chemins de fer Nationaux du Canada à émettre des valeurs, dont le principal n'excédera pas \$8,800,000, afin de lui procurer les sommes nécessaires pour couvrir les dépenses de capital effectuées ou les dettes de capital contractées pendant l'année civile 1945; autoriser le gouverneur en conseil à garantir le principal, les intérêts et les fonds d'amortissement des valeurs que la Compagnie émettra pour la fin susdite; autoriser, en faveur de ladite Compagnie, des prêts temporaires, gagés sur ces valeurs, et dont le principal n'excédera pas \$8,800,000, afin de permettre à ladite Compagnie de couvrir ces dépenses et ces dettes; autoriser une assistance et une aide financières à d'autres compagnies dudit réseau national.

Résolution à rapporter.

Ladite résolution est rapportée, lue la deuxième fois et agréée.

M. Mayhew présente alors pour M. Ilsley, du consentement de la Chambre, le Bill No 178, Loi autorisant la prestation de fonds pour couvrir des dépenses d'établissement effectuées et des dettes de capital contractées par le réseau des chemins de fer Nationaux du Canada pendant l'année civile 1945, ainsi que la garantie, par Sa Majesté, de certaines valeurs qu'émettra la Compagnie des chemins de fer Nationaux du Canada, qui est lu la première fois et dont la deuxième lecture est remise à la prochaine séance de la Chambre.

A l'appel de l'ordre pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des Subsidés;

M. Mackenzie propose,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Et ladite motion, mise aux voix, est agréée.

La Chambre se forme donc de nouveau en comité des Subsidés et après avoir rapporté progrès, le comité obtient l'autorisation de siéger de nouveau à la prochaine séance de la Chambre.

A onze heures p.m., M. l'Orateur ajourne la Chambre sans mettre la motion aux voix, en vertu de l'article 7 du Règlement, jusqu'à trois heures p.m., demain.

No 58

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

---

SÉANCE DU MARDI, 27 NOVEMBRE 1945

---

PRIÈRES.

M. l'Orateur fait part à la Chambre de la lettre suivante qu'il a reçue:

RÉSIDENCE DU GOUVERNEUR

OTTAWA

26 novembre 1945.

*Membres de la Chambre des communes:*

J'ai reçu avec grand plaisir l'Adresse que vous avez votée en réponse à mon Discours à l'ouverture du Parlement, et je désire vous en remercier sincèrement.

ATHLONE

Un message est reçu du Sénat pour informer la Chambre que Leurs Honneurs ont passé le bill suivant sans aucune modification, à savoir:

Bill No 32, Loi modifiant la Loi des transports, 1938.

Aussi,—Un message pour informer la Chambre que le Sénat a passé les bills suivants qu'il soumet au bon plaisir de la Chambre, savoir:

Bill No 179 (Q-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Samuel Gardner Bradford".

Bill No 180 (R-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Olive May Marks Sanderson".

Bill No 181 (S-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Marie-Regina-Eliane Arcand Dorval".

Bill No 182 (T-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Joan Frances Timms Couture".

Bill No 183 (U-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Edith-Louise Boutilier Snow".

Bill No 184 (V-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Cyril James Morgan".

Bill No 185 (W-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Joseph-Adolphe-Aimé Berthiaume".

Bill No 186 (X-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Molly Shusterman Percher".

Et aussi,—Un message pour transmettre à la Chambre la preuve déposée devant le comité permanent des Divorcés du Sénat, auquel ont été soumises les pétitions en instance de divorce qui ont servi de base aux bills de divorce mentionnés plus haut, ainsi que tous les documents produits comme pièces justificatives, avec prière que le tout soit renvoyé au Sénat.

M. Harris (*Grey-Bruce*), du comité permanent des bills privés, dépose le deuxième rapport dudit comité qui se lit comme suit:

Votre Comité a étudié les bills suivants et convient d'en faire rapport sans modification:

Bill No 24 (B du Sénat), intitulé: "Loi constituant en corporation l'Institut des Bijoutiers canadiens".

Bill No 31 (G du Sénat), intitulé: "Loi constituant en corporation l'Institut arctique de l'Amérique du Nord".

Bill No 34 (I du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Martha Louise Manful Hatch".

Bill No 35 (J du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Nora Jean Cunningham Brisbane".

Bill No 36 (K du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Thérèse Bonenfant Fusco".

Bill No 37 (L du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Mildred Euretta McKay Disher".

Bill No 38 (M du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Mary Emerson Whittemore Schlemm".

Bill No 39 (N du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Andrew Lawrence Card".

Bill No 40 (O du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Annie Morrison Wisely Pitblado".

Bill No 41 (P du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Joe Eisen".

Bill No 42 (Q du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Ellen Therese Cramer Watson".

Bill No 43 (R du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Rita Gendron Reid".

Bill No 44 (S du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Evelyne Pearl Edwards Aird".

Bill No 45 (T du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Helen Turner Luke".

Bill No 46 (U du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Lois Elizabeth Allworth Pierce".

Bill No 47 (V du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Armandine-Cécile LeBrun Lachance".

Bill No 48 (W du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Grace Irene Paquet Hopkins".

Bill No 49 (X du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Alma Joan Begin Oswald".

Bill No 50 (Y du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à George Ernest Reed".

Bill No 51 (Z du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Sylvia Heather McCulloch Peck".

Bill No 52 (A-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Frederick Keith Beattie".

Bill No 53 (B-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Robert Coull".

Bill No 54 (C-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Violet Beach Meredith".

Bill No 55 (D-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Max Engleberg".

Bill No 56 (E-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Bertha Harris Fineberg".

Bill No 57 (F-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Nils Jens Pettersen".

Bill No 58 (G-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Benjamin Charles Stafford".

Bill No 59 (H-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Florence Mary Daniel Nightingale".

Bill No 60 (I-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Edward Stephen Vasselin".

Bill No 61 (J-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Robert Marshall Miller".

Bill No 62 (K-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Dorina Laurin Wallis".

Bill No 63 (L-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Helen Louise Clark Leet".

Bill No 64 (M-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Dorothy Anita Duffy Gregson".

Bill No 65 (N-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Irene Grace Harman Smith".

Bill No 66 (O-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Lorna Maud Clerk Kingsland".

Bill No 67 (P-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Edgar Jean".

Bill No 68 (Q-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Ethel Maybird Wright Latremouille".

Bill No 69 (R-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Marie-Rose-Alba-Germaine Bélair Blanchard".

Bill No 70 (S-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à William Bernard McCarrick".

Bill No 71 (T-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Lorne Edward Souva".

Bill No 72 (U-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Edith Gertrude Jackson Holloway".

Bill No 73 (Y-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à George Allenby Bradshaw".

Bill No 74 (Z-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Phyllis Fitch Farber".

Bill No 75 (A-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Vencel Humenay".

Bill No 76 (B-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Waldo James Cousins".

Bill No 77 (C-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Albert Wilson Harvey".

Bill No 78 (D-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Iris Ester Westerberg Duffy".

Bill No 79 (E-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Della Frances Gardner Hudson".

Bill No 80 (F-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Joseph-Gérard-Fernand-Arthur Groleau".

Bill No 81 (G-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Audrey Nathaniel Smith McNair".

Bill No 82 (H-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Ovila Bernard".

Bill No 83 (I-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Albert Edward Spray".

Bill No 84 (J-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Helen Isabel Dibblee Brown".

Bill No 85 (K-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Robert Hiscock".

Bill No 86 (L-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Jacques Noel Cerminara".

Bill No 87 (M-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Joseph William Henry Beausoleil".

Bill No 88 (N-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Rita Beryl Gwendolyn Scott Lunn".

Bill No 89 (O-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Neil Sinclair McKechnie".

Bill No 90 (P-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Albert-Evariste Gélinas".

Bill No 94 (R-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Royal Tessier".

Bill No 95 (S-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Aurore Leblanc Proulx".

Bill No 96 (T-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Margaret Susan Bradshaw Hodgkinson".

Bill No 97 (U-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Lydia Donald MacDonald Fletcher".

Bill No 98 (V-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Charles Edward Varney".

Bill No 99 (W-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à George Louis Bush".

Bill No 100 (X-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à John Hall Jones".

Bill No 101 (Y-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Madeline Daisy Harvey Bell".

Bill No 102 (Z-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Georges Moshonas".

Bill No 103 (C-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Ann Agnes Hyson Kellogg".

Bill No 104 (D-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Anna Ostronoff Smilestone".

Bill No 105 (E-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Doris Alice Davis Stackhouse".

Bill No 106 (F-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Olive Maud Prouse Palmer".

Bill No 107 (G-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Mary Mueller Pierrotte".

Bill No 108 (H-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Anthony Malt".

Bill No 109 (I-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Roderick John Elder".

Bill No 110 (J-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Francis George Dennis".

Bill No 111 (K-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Zénon Alary".

Bill No 112 (L-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Gladys Muriel Watson Hooper".

Bill No 113 (M-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Pearl Woodward McGregor".

Bill No 114 (N-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Lily Bromberg Seidlitz".

Bill No 115 (O-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Clarence David Cowan".

Bill No 117 (Q-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à William John Mitchell".

Bill No 118 (R-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Nathan Labovitch, autrement connu sous le nom de Nathan Labow".

Bill No 119 (S-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Fannie Bly Blanshay".

Bill No 120 (T-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Annette Léa Marion Macnab".

Bill No 121 (U-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Gerald Franklin".

Bill No 122 (V-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Ivor Edna Nancy Mosher Clarke".

Bill No 123 (W-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Mary Mac-rury Tait".

Bill No 124 (X-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Ernest Stanley Powell".

Bill No 125 (Y-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Anastasia Stack Kormylo".

Bill No 126 (Z-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à James Christie Miller".

Bill No 127 (A-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Francis Needan Quirk".

Bill No 128 (B-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Virginia Wallace Knowlton Tousaw".

Bill No 129 (C-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Elsie Pearl Craig MacInnis".

Bill No 130 (D-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Celia Calp Hecht".

Bill No 131 (E-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Joseph-Marcel Rouleau".

Bill No 132 (F-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à William Arthur Smythe".

Bill No 134 (H-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à John Guerin Bowles".

Bill No 135 (I-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Molly Margaret Evelyn McCuaig Stead".

Bill No 136 (J-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Robert Kirkpatrick Scott".

Bill No 137 (K-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Emma Hull Mack".

Bill No 138 (L-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Kathleen Annette Rolfe McLaughlan".

Bill No 139 (M-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Catherine Winifred Howard Bailey".

Bill No 140 (N-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Evelo Browning Couch Harvey".

Bill No 141 (O-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Hazel Margaret Robertson McLarnon".

Bill No 142 (P-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Marie Azilda Yvette Rowley".

Bill No 143 (Q-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Joseph-Adélard-Emilien Lemay".

Bill No 144 (R-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Edward Arthur Robinson".

Bill No 145 (S-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Marie-Marthe-Fabiola-Germaine Trempe Barlow".

Bill No 146 (T-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Thelma Ann Tongue Grant".

Bill No 147 (U-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Jean-Jacques Lahière".

Bill No 148 (V-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Edgar Thomas Lucas Graham".

Bill No 149 (W-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Edith Pearl Roe Gardner".

Bill No 150 (X-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Dorothy Marie Christensen Korning".

Bill No 151 (Y-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Frank Edward Quartz".

Bill No 152 (Z-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Eileen Campbell Burfind Morris".

Bill No 153 (A-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Elma Eva Inch Evans".

Bill No 154 (B-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Gertrude Rhéaume Marchildon".

Bill No 155 (C-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Godfrey John Kool".

Bill No 156 (D-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Eric John Hollingsworth".

Bill No 157 (E-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Pamela Sarah Atkins Berends".

Bill No 159 (Q-3 du Sénat), intitulé: "Loi modifiant la Loi constituant en corporation le Collège royal des médecins et chirurgiens du Canada".

M. Tucker, adjoint parlementaire du ministre des Affaires des anciens combattants, dépose,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 15 novembre 1945,—Etat montrant:—1. Quelle a été pour chacune des années 1944 et 1945, la quantité d'instruments agricoles que le ministère des Affaires des anciens combattants a achetés pour être distribués, dans chaque province, aux soldats en vertu des dispositions de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants?

2. Quelle quantité de ces machines a été distribuée jusqu'à date?

M. Gardiner, membre du Conseil privé du Roi, dépose,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 19 novembre 1945,—Etat montrant:—1. Quelles demandes, le cas échéant, ont été faites au gouvernement dans le but d'obtenir des subventions comme compensation pour la mauvaise récolte de pommes?

2. Quelles mesures le gouvernement a-t-il prises à l'égard des dites demandes?

3. Si on accorde une subvention, en fera-t-on l'application générale pour tout le Canada?

M. Gibson, membre du Conseil privé du Roi, dépose,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 5 novembre 1945,—Etat montrant:—1. Combien y a-t-il d'officiers de marine, de tous grades, actuellement postés à Ottawa?

2. Combien, parmi ces officiers, portent l'uniforme ou ont porté l'uniforme à quelque moment que ce soit au cours de la guerre?

3. Combien, parmi ces officiers, n'ont jamais pris de service en haute mer ou sur des navires de guerre?

4. Quel est le nombre d'officiers de l'armée et de l'aviation, de tous grades, actuellement postés à Ottawa?

5. Combien, parmi ces officiers, portent actuellement l'uniforme ou l'ont porté à quelque moment que ce soit au cours de la guerre?

6. Combien, parmi les officiers ci-dessus mentionnés, ont pris du service actif sur quelque théâtre de guerre?

M. Martin, membre du Conseil privé du Roi, dépose,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 7 novembre 1945,—Etat montrant:—1. Qui est Davidson Dunton qui a été récemment nommé président de la société Radio-Canada?

2. Quelle expérience a-t-il déjà eue dans le domaine de la radio?

3. Qui a recommandé sa nomination?

4. Quel est son traitement et, le cas échéant, ses autres allocations?

5. Est-il un ancien combattant?

6. Dans l'affirmative, où a-t-il pris du service et pour quelle durée?

7. A-t-il occupé quelque autre position au gouvernement? Dans l'affirmative, quels en sont les détails?

8. Depuis qu'il est à l'emploi du gouvernement, combien lui a-t-on payé, chaque année, en allocations de déplacement, de subsistance et autres?

9. Qui a autorisé, en premier lieu, son embauchage?

Aussi,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 12 novembre 1945,—Etat montrant:—1. A-t-on vendu les concessions forestières appartenant à l'Aéro sur les Iles de la Reine Charlotte? Dans l'affirmative, à qui et pour quel montant?

2. Quel était le nombre d'acres de bois sur pied compris dans ce marché?

3. Quelles variétés de bois y sont représentées et en quelle proportion?

4. Quel travail d'exploitation a-t-on entrepris sur ces concessions?

5. Qui a inventorié ce bois sur pied et en a signé l'inventaire?

6. A quelles altitudes se trouve ce bois?

7. A quelle distance est-il de la mer?

8. Quelles facilités de port y a-t-il pour y recevoir le bois abattu?

9. Quel est le contour général du terrain?

10. La vente comprend-elle l'outillage, les machines, quais, remorqueurs, etc.?

Aussi,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 15 novembre 1945,—Etat montrant:—1. Au cours de la guerre, quels modèles de voitures de l'armée, et quelle quantité de chaque modèle, a-t-on achetés a) de la Compagnie Ford, b) de la *General Motors*, c) de la Compagnie Chrysler?

2. Quel a été le prix moyen payé pour chaque modèle de voiture?

3. Combien de voitures de chaque modèle a-t-on livrées à chacun des ministères de la Défense nationale au cours de 1945?

Et aussi,—Réponse à une adresse à Son Excellence le Gouverneur général, en date du 26 novembre 1945,—Copie de tous arrêtés en conseil, accords, arrangements, lettres et autre correspondance entre le gouvernement ou aucun de ses fonctionnaires et la *Dominion Steel and Coal Corporation* relativement aux subventions ou autre aide financière à l'industrie de l'acier accordées à leur usine de Sydney, Nouvelle-Ecosse.

M. Glen, membre du Conseil privé du Roi, dépose,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 21 novembre 1945,—Etat montrant:

1. Sous quelles conditions les immigrants peuvent-ils entrer au Canada?
2. De 1938 à 1945, quel est le nombre des immigrants qui sont entrés au Canada, chaque année, en provenance a) de la Grande-Bretagne et de l'Irlande du nord et du sud; b) des Etats-Unis d'Amérique; c) de l'Europe continentale?
3. Offre-t-on actuellement quelque subvention de passage à ceux qui viennent de la Grande-Bretagne?

M. Harris (*Grey-Bruce*), du comité spécial conjoint du Sénat et de la Chambre des Communes institué pour faire étude et rapport sur un motif approprié pour un drapeau national distinctif, présente le premier rapport dudit comité qui se lit comme suit:

Votre comité recommande:

1. Qu'il soit autorisé à faire imprimer, au jour le jour, 1000 exemplaires en anglais et 400 en français de ses procès-verbaux et témoignages et que soit suspendue à cet effet l'application de l'article 64 du Règlement;
2. Que le quorum des représentants de la Chambre des communes au comité soit réduit de 13 à 10;
3. Que les représentants de la Chambre des communes au comité soient autorisés à siéger pendant les séances de la Chambre.

Sur motion de M. Harris (*Grey-Bruce*), ledit rapport est agréé.

Sur motion de M. Mackenzie King, il est résolu,—Que mercredi, le 28 novembre 1945, et subséquemment jusqu'à la fin de la session, la Chambre s'assemble à onze heures dans la matinée de chaque jour où elle siégera et qu'en plus de la suspension habituelle, à 6 heures p.m., il y ait aussi une autre suspension, chaque jour, de une heure à trois heures de l'après-midi.

Sur motion de M. Mackenzie King, il est résolu,—Que samedi, le 1er décembre 1945, et chaque samedi subséquent jusqu'à la fin de la présente session, la Chambre s'assemble à onze heures de la matinée, et que l'ordre du jour et de la procédure soit le même que le vendredi.

Les bills suivants sont respectivement lus la troisième fois et passés:

Bill No 19, Loi modifiant la loi de l'aéronautique.

Bill No 91, Loi modifiant la loi d'inspection du poisson.

A l'appel de l'ordre pour la deuxième lecture du Bill No 16, Loi modifiant la loi des ressources naturelles de l'Alberta;

M. Glen propose,—Que ledit bill soit maintenant lu la deuxième fois.

Après discussion, ladite motion, mise aux voix, est agréée.

En conséquence, ledit bill est lu la deuxième fois, étudié en comité plénier, rapporté sans modification, lu la troisième fois et passé.

A l'appel de l'ordre pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des Subsidés;

M. Mackenzie propose,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Et ladite motion, mise aux voix, est agréée.

La Chambre se forme donc de nouveau en comité des Subsidés et après avoir rapporté progrès, le comité obtient l'autorisation de siéger de nouveau à la prochaine séance de la Chambre.

La Chambre reprend alors le débat ajourné sur le projet de motion de M. Ilsley:—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour permettre à la Chambre de se former de nouveau en comité des Voies et Moyens et sur le projet d'amendement de M. Macdonnell (*Muskoka-Ontario*):

Que l'on retranche de la motion tous les mots qui suivent "Que" et qu'on les remplace par les suivants:

"La Chambre regrette:

- a) qu'aucun programme pratique n'ait été présenté pour assurer pleine production et embauchage total;
- b) qu'aucune politique satisfaisante n'ait été proposée pour éliminer les dépenses extravagantes du gouvernement;
- c) qu'aucune mesure suffisante n'ait été prise pour apporter un soulagement immédiat aux contribuables de revenu modique contre les taxes excessives".

Et le débat se poursuivant,

M. Coldwell propose en amendement audit projet d'amendement, appuyé par M. MacInnis,

"Que l'amendement soit modifié en ajoutant au paragraphe a) les mots, "ce qui exige l'utilisation du crédit de la nation en fonction des besoins publics, afin de pouvoir mettre en œuvre un programme de placements d'envergure générale, de reconversion publique des industries de guerre aux fins de paix, de développement public de nouvelles industries, de recherches scientifiques et de nos ressources nationales";

au paragraphe b) les mots, "et qu'aucun programme n'ait été élaboré pour augmenter les dépenses essentielles en vue d'assurer une sécurité sociale complète et de procurer au contribuable un pouvoir d'achat suffisant"; et au paragraphe c) les mots, "alors qu'au contraire, un dégrèvement appréciable et injustifié a été accordé aux grosses corporations et aux individus jouissant de revenus élevés"."

Et le débat se poursuivant, ledit débat est ajourné sur une motion de M. Irvine.

A onze heures p.m., M. l'Orateur ajourne la Chambre sans mettre la motion aux voix, en vertu de l'article 7 du Règlement, jusqu'à onze heures de l'avant-midi, demain.

No 59

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

---

SÉANCE DU MERCREDI, 28 NOVEMBRE 1945

---

*Onze heures de l'avant-midi.*

PRIÈRES.

M. Mackenzie King, membre du Conseil privé du Roi, dépose sur la Table, —Copies des arrêtés en conseil adoptés en vertu des dispositions de la Loi des mesures de guerre entre le 1er septembre 1945 et le 31 octobre 1945, sous forme dactylographiée, en français, comme suit:

Arrêté en conseil C.P. 5881, approuvé le 7 septembre 1945: relatif au paiement du prix de transport du minerai, provenant de l'exploitation de fer de la *Steep Rock Iron Mine* via certains ports américains en attendant le parachèvement du dock à Port-Arthur.

Arrêté en conseil C.P. 5888, approuvé le 5 septembre 1945: concernant l'emploi du pavillon marchand canadien.

Arrêté en conseil C.P. 5915, approuvé le 5 septembre 1945: révoquant C.P. 4017 1/2, du 5 décembre 1939, qui constituait le Comité de guerre et les autres comités du Cabinet.

Arrêté en conseil C.P. 7/5928, approuvé le 8 septembre 1945: concernant la garantie de prix minima aux producteurs de graines de semence.

Arrêté en conseil C.P. 174/5928, approuvé le 8 septembre 1945: révoquant C.P. 66/6755, du 31 juillet 1942, qui autorisait la restitution ou la remise totale ou partielle des droits et taxes sur les locomotives, fourgons et wagons de chemin de fer employés dans les conditions de crise causées par la guerre.

Arrêté en conseil C.P. 208/5928, approuvé le 8 septembre 1945: étendant les dispositions de C.P. 2199 du 20 mars 1942, à l'égard des paiements aux organismes qui accomplissent des services auxiliaires.

Arrêté en conseil C.P. 5933, approuvé le 7 septembre 1945: modifiant l'Ordonnance concernant la réadaptation après licenciement (C.P. 5210 du 13 juillet 1944).

Arrêté en conseil C.P. 5939, approuvé le 7 septembre 1945: abrogeant le contrôle d'importation des bananes.

Arrêté en conseil C.P. 5941, approuvé le 7 septembre 1945: nommant M. J.-A. Gagnon au Conseil régional du travail en temps de guerre pour la province de Québec.

Arrêté en conseil C.P. 5968, approuvé le 11 septembre 1945: soustrayant les tourniquets compteurs à la taxe d'accise.

Arrêté en conseil C.P. 5972, approuvé le 14 septembre 1945: révoquant et modifiant certains articles des Règlements concernant la défense du Canada.

Arrêté en conseil C.P. 5973, approuvé le 14 septembre 1945: modifiant C.P. 946, du 5 février 1943, relatif aux Japonais.

Arrêté en conseil C.P. 5981, approuvé le 11 septembre 1945: confiant de nouveau au ministère du Travail l'application de la Loi sur les justes salaires et les heures de travail, 1935, en ce qui concerne l'emploi aux ouvrages de défense projetés dans l'Ouest.

Arrêté en conseil C.P. 5999, approuvé le 11 septembre 1945: nommant W. H. Fitzpatrick sous-régisseur de l'acier.

Arrêté en conseil C.P. 6026, approuvé le 14 septembre 1945: soustrayant les solutions incongelables, etc., au contrôle d'importation.

Arrêté en conseil C.P. 6027, approuvé le 14 septembre 1945: soustrayant le lithopone au contrôle d'importation.

Arrêté en conseil C.P. 6028, approuvé le 14 septembre 1945: modifiant l'annexe des articles soumis à un contrôle d'importation.

Arrêté en conseil C.P. 6062, approuvé le 14 septembre 1945: proclamant la revision No 61 de la liste des personnes signalées.

Arrêté en conseil C.P. 6064, approuvé le 14 septembre 1945: révoquant certaines naturalisations.

Arrêté en conseil C.P. 6086, approuvé le 14 septembre 1945: révoquant C.P. 2200, du 18 mars 1943, lequel interdisait l'octroi de lettres patentes, sous le régime de la Loi des compagnies, aux compagnies exploitant des lignes d'aéronefs, etc.

Arrêté en conseil C.P. 6102, approuvé le 14 septembre 1945: relatif à l'heure avancée.

Arrêté en conseil C.P. 6155, approuvé le 20 septembre 1945: révoquant la nomination de William Percival au poste de sous-régisseur des réparations et du sauvetage de navires.

Arrêté en conseil C.P. 6165, approuvé le 20 septembre 1945: exemptant certains produits du pétrole du contrôle d'importation.

Arrêté en conseil C.P. 6166, approuvé le 20 septembre 1945: exemptant l'asphalte du contrôle de l'importation.

Arrêté en conseil C.P. 6167, approuvé le 20 septembre 1945: révoquant l'arrêté en conseil interdisant l'importation de certains ingrédients chimiques, sauf moyennant permis.

Arrêté en conseil C.P. 16/6173, approuvé le 21 septembre 1945: élargissant les dispositions des arrêtés en conseil concernant l'établissement de stocks de réserve de grains.

Arrêté en conseil C.P. 20/6173, approuvé le 21 septembre 1945: accordant une priorité, en matière de nomination au service civil, aux personnes qui ont été en activité de service outre-mer.

Arrêté en conseil C.P. 6175, approuvé le 20 septembre 1945: instituant le Comité des documents publics.

Arrêté en conseil C.P. 6204, approuvé le 25 septembre 1945: nommant M. le juge McNiven à titre de président alternatif du Conseil national du travail en temps de guerre.

Arrêté en conseil C.P. 6222, approuvé le 25 septembre 1945: décret de 1945-46 instituant un système de paiement des blés fourragers.

Arrêté en conseil C.P. 6223, approuvé le 28 septembre 1945: modifiant les Règlements de 1940 concernant l'administration des successions des armées de mer, de terre et de l'air.

Arrêté en conseil C.P. 6224, approuvé le 25 septembre 1945: exonérant la résine, etc., de la taxe de guerre sur le change.

Arrêté en conseil C.P. 6238, approuvé le 25 septembre 1945: modifiant les Règlements sur le grain de l'Ouest (paiement d'égalisation préalable à l'égard de l'orge).

Arrêté en conseil C.P. 6267, approuvé le 28 septembre 1945: autorisant la passation de contrats principaux avec la *Ford Motor Company*, la *Chrysler Company* et la *General Motors* pour l'achat de matériel de transport par la Commission canadienne de l'exportation.

Arrêté en conseil C.P. 6188, approuvé le 12 octobre 1945: rémunérations payables à la *Boeing Aircraft of Canada Limited*, pour la production d'aéronefs.

Arrêté en conseil C.P. 6281, approuvé le 2 octobre 1945: nommant G. H. Whitman au Conseil régional du travail en temps de guerre pour l'Alberta et au Conseil du travail dans l'Ouest.

Arrêté en conseil C.P. 6313, approuvé le 2 octobre 1945: nommant A. J. Smith au poste de vice-président du Conseil des relations ouvrières en temps de guerre pour la Saskatchewan.

Arrêté en conseil C.P. 6324, approuvé le 2 octobre 1945: révoquant les dispositions concernant l'avenant de guerre sur les polices d'assurance du Service civil.

Arrêté en conseil C.P. 6326, approuvé le 2 octobre 1945: exemptant les importations de homards frais de droits, etc.

Arrêté en conseil C.P. 6342, approuvé le 2 octobre 1945: révoquant la nomination de C. K. Beveridge comme représentant régional des combustibles solides, dans la province du Nouveau-Brunswick.

Arrêté en conseil C.P. 6343, approuvé le 2 octobre 1945: révoquant la nomination de J.-A. Archambault comme régisseur adjoint du transport.

Arrêté en conseil C.P. 6344, approuvé le 2 octobre 1945: révoquant la nomination de N. D. Wilson comme sous-régisseur du transport.

Arrêté en conseil C.P. 6358, approuvé le 2 octobre 1945: règlements concernant le paiement de "La Gratification de réadaptation" aux membres des Forces armées qui ont été retraités, libérés ou ont cessé d'être en activité de service le ou après le 1er octobre 1945.

Arrêté en conseil C.P. 6359, approuvé le 2 octobre 1945: revisant un bail et un contrat conclus avec R. D. MacDonald concernant la conversion de sa propriété immobilière de Québec, province de Québec, en plusieurs unités de logement.

Arrêté en conseil C.P. 6362, approuvé le 2 octobre 1945: révoquant les Règlements de 1942 sur la défense aérienne.

Arrêté en conseil C.P. 6369, approuvé le 2 octobre 1945: admissibilité à porter l'Insigne de service de guerre "Service général".

Arrêté en conseil C.P. 6370, approuvé le 2 octobre 1945: autorisant le paiement de la moitié du coût de transport des agneaux et bestiaux d'engrais expédiés de régions des provinces de la Saskatchewan et de l'Alberta où il existe une disette de fourrage.

Arrêté en conseil C.P. 6371, approuvé le 3 octobre 1945: révoquant le C.P. 4068½ du 8 décembre 1939 (Comité ministériel spécial de démobilisation et de rétablissement).

Arrêté en conseil C.P. 6378, approuvé le 4 octobre 1945: achats, par la Commission de l'exportation canadienne, de pneus pour véhicules-automobiles.

Arrêté en conseil C.P. 6451, approuvé le 12 octobre 1945: autorisant une entente avec la *Canadian Arsenals, Limited*.

Arrêté en conseil C.P. 66/6471, approuvé le 11 octobre 1945: étendant l'application de la Loi d'indemnisation des employés de l'Etat aux employés de la Division d'entreposage et d'empaquetage près l'Office canadien de l'Aide Mutuelle.

Arrêté en conseil C.P. 6482, approuvé le 11 octobre 1945: autorisant la nomination de Commissions d'enquête en matière de différends industriels pour étudier les situations susceptibles d'entraver la transition à une économie du temps de paix.

Arrêté en conseil C.P. 6496, approuvé le 12 octobre 1945: assurant les constructeurs contre la perte résultant d'une baisse, avant la vente, dans le prix des maisons.

Arrêté en conseil C.P. 6526, approuvé le 16 octobre 1945: prolongeant jusqu'au 15 janvier 1946 la période durant laquelle les chemins de fer ne peuvent offrir des tarifs réduits constituant un encouragement au voyage.

Arrêté en conseil C.P. 6547, approuvé le 16 octobre 1945: interdisant l'exportation de la farine de fève soya, sauf moyennant permis.

Arrêté en conseil C.P. 6556, approuvé le 18 octobre 1945: modifiant les Règlements de 1945-46 sur les grains de l'Ouest (Commission canadienne du blé).

Arrêté en conseil C.P. 6557, approuvé le 16 octobre 1945: nommant un régisseur de la *Swift Canadian Company, Limited*.

Arrêté en conseil C.P. 6558, approuvé le 16 octobre 1945: nommant un régisseur de la *Canada Packers Limited*.

Arrêté en conseil C.P. 6563, approuvé le 18 octobre 1945: relatif aux membres du Conseil national du travail en temps de guerre (Messieurs Léon Lalande et Lucien Dugas).

Arrêté en conseil C.P. 6577, approuvé le 23 octobre 1945: relatif au Règlement visant les déserteurs des Etats-Unis.

Arrêté en conseil C.P. 6591, approuvé le 23 octobre 1945: nommant J. Gordon Taggart au poste de régisseur à Hull, P.Q., des établissements de la *Canada Packers, Ltd.*

Arrêté en conseil C.P. 6605, approuvé le 23 octobre 1945: révoquant C.P. 520 du 7 février 1940 qui interdisait l'importation de marchandises des pays neutres d'Europe.

Arrêté en conseil C.P. 6609, approuvé le 23 octobre 1945: révoquant la naturalisation de J. A. Dobrot.

Arrêté en conseil C.P. 6633, approuvé le 23 octobre 1945: relatif au paiement du transport des animaux et agneaux d'engrais.

Arrêté en conseil C.P. 6638, approuvé le 23 octobre 1945: relatif aux prestations après licenciement attribuables aux membres des Forces armées admis à servir dans une force provisoire.

Arrêté en conseil C.P. 6650, approuvé le 26 octobre 1945: autorisant l'affectation de versements (Crédit de réadaptation) au paiement de dettes envers la Couronne.

Arrêté en conseil C.P. 6652, approuvé le 26 octobre 1945: nommant des sous-régisseurs aux établissements de la *Swift Canadian Company* et de la *Canada Packers Limited*.

Arrêté en conseil C.P. 6653, approuvé le 26 octobre 1945: augmentant les sommes destinées à la transformation d'immeubles dans les municipalités de Hamilton, Brantford, St. Catharines, Galt, etc.

Arrêté en conseil C.P. 6664, approuvé le 26 octobre 1945: acceptant la démission de H. J. Carmichael comme membre de la Commission de coopération de production industrielle.

Arrêté en conseil C.P. 6667, approuvé le 26 octobre 1945: autorisant l'importation, par la *Maritime Central Airways Limited*, d'aéronefs usagés.

Arrêté en conseil C.P. 1/6679, approuvé le 25 octobre 1945: relatif aux heures de travail des employés de l'administration publique.

Arrêté en conseil C.P. 6686, approuvé le 26 octobre 1945: relatif à la médaille canadienne des volontaires.

Arrêté en conseil C.P. 6687, approuvé le 26 octobre 1945: relatif au statut des réfugiés.

Arrêté en conseil C.P. 6691, approuvé le 26 octobre 1945: révoquant C.P. 5421, du 8 octobre 1940, qui établissait le Comité consultatif général de démobilitation et de rétablissement.

Arrêté en conseil C.P. 6694, approuvé le 30 octobre 1945: révoquant C.P. 826, du 9 février 1945, qui interdisait l'importation de la nicotine.

Arrêté en conseil C.P. 6695, approuvé le 30 octobre 1945: révoquant C.P. 9231 qui interdisait les importations de produits chinois, sauf en vertu d'un permis.

Arrêté en conseil C.P. 6720, approuvé le 30 octobre 1945: autorisant le ravitaillement du compte de blé de Sa Majesté.

M. Jean, membre du Conseil privé du Roi, dépose sur la Table,—Copies des Règlements de la Cour Suprême du Canada, 1945. (Versions anglaise et française).

M. Martin, membre du Conseil privé du Roi, dépose,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 1er octobre 1945,—Etat montrant:—1. Quel était le nombre total des employés du gouvernement du Canada, y compris ceux des offices et commissions nommés par l'autorité fédérale, aux dates suivantes: 1er mars 1944, 1er mars 1945, 1er septembre 1945?

2. Quel était le montant total des traitements, salaires et allocations payés à ces employés au cours de chacun des mois suivants: mars 1944, mars 1945, septembre 1945?

Et aussi,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 1er octobre 1945,—Etat montrant:—1. Depuis la session du Parlement en avril dernier, quelles mesures ont été adoptées pour aider à résoudre la situation sérieuse du logement, à Toronto, a) à l'égard des familles de soldats, b) à l'égard des civils?

2. Quelles mesures ont été adoptées, en 1944 et 1945, par quelque autorité gouvernementale, dans le but de construire des maisons, à Toronto, a) comme logements de guerre, b) pour les civils?

M. Cleaver, du comité permanent de la Banque et du commerce, dépose le premier rapport dudit comité qui se lit comme suit:

Votre comité recommande:

1. Que son quorum soit réduit de 15 à 10;
2. Qu'il soit autorisé de siéger pendant les séances de la Chambre.

Le bill suivant du Sénat est lu la première et la deuxième fois et il est transmis pour étude au *comité permanent de la Banque et du commerce*:

Bill No 177 (F-6 du Sénat), intitulé: "Loi constituant en corporation la Corporation canadienne d'assurance-santé et d'assurance contre les accidents".

Les bills suivants du Sénat ont été lus à tour de rôle la première fois, sur division:

Bill No 179 (Q-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Samuel Gardner Bradford".—M. *Whitman*.

Bill No 180 (R-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Olive May Marks Sanderson".—M. *Boucher*.

Bill No 181 (S-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Marie-Regina-Eliane Arcand Dorval".—M. *Brown*.

Bill No 182 (T-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Joan Frances Timmes Couture".—M. *Brown*.

Bill No 183 (U-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Edith Louise Boutilier Snow".—M. *Maybank*.

Bill No 184 (V-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Cyril James Morgan".—M. *Maybank*.

Bill No 185 (W-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Joseph-Adolphe-Aimé Berthiaume".—M. *Maybank*.

Bill No 186 (X-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Molly Shusterman Percher".—M. *Maybank*.

M. McIlraith propose,—Que lesdits bills soient maintenant lus la deuxième fois.

Et ladite motion, mise aux voix, est agréée, sur division.

En conséquence, lesdits bills de divorce sont lus la deuxième fois sur division et transmis pour étude au *comité permanent des bills privés* (avec la preuve, etc., faite devant le comité permanent du Sénat auquel les pétitions préliminaires à ces bills ont été soumises).

Les questions suivantes qui figuraient au Feuilleton ont été changées en ordres de rapport, en vertu du paragraphe 4 de l'article 44 du Règlement, et les officiers compétents en ont été avertis, à savoir:

Par Mme Strum—1. Combien de demandes d'octroi de crédit de réadaptation ont été présentées au Canada par les femmes appartenant aux forces armées?

2. Combien de demandes ont été accordées à des femmes non mariées?

3. Combien de demandes ont été refusées à des femmes non mariées?

4. Combien de demandes ont été octroyées à des femmes qui ont épousé

des membres des forces armées ou des anciens combattants de cette guerre?

5. Combien de demandes ont été refusées à des femmes qui ont épousé des membres des forces armées ou des anciens combattants de cette guerre?

6. Combien de demandes de réadaptation ont été accordées à des femmes des services armés qui ont épousé des civils?

7. Combien de demandes de réadaptation ont été refusées à des femmes des services armés qui ont épousé des civils?

8. Combien de demandes de terres pour des fermes en Saskatchewan ont été inscrites de la part d'anciens combattants en vertu des dispositions de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants?

9. Combien de demandes ont été accordées?

10. Combien de demandes ont été rejetées?

Par M. Menary—1. Le gouvernement a-t-il loué un immeuble, dans la ville de Guelph, de Joseph Wolfhan?

2. S'il en est ainsi, quelles étaient les conditions du bail?

3. L'immeuble a-t-il été utilisé pour des fins d'entreposage?

4. Dans l'affirmative, qu'a-t-on entreposé dans cet immeuble?

5. L'édifice s'est-il écroulé?

6. Le cas échéant, les marchandises entreposées ont-elles été entièrement perdues?

7. Sinon, quelles marchandises ont été épargnées?

Par M. Pouliot—1. Quels sont les diplômés de l'Université d'Oxford a) au ministère des Finances, b) au ministère des Affaires extérieures?

2. Quel est l'emploi et le traitement de chacun d'entre eux?

L'adresse suivante est votée à Son Excellence le Gouverneur général:

Par M. Rose—Adresse à Son Excellence le Gouverneur général—Copie de toute correspondance qui a lieu entre le gouvernement fédéral, ou l'un de ses ministères, et le gouvernement de la province d'Ontario, le local 200 de l'*United Automobile Workers-C.I.O.* et la *Ford Motor Company* relativement à la grève à l'usine Ford.

M. Mitchell, membre du Conseil privé du Roi, dépose,—Réponse à l'adresse précédente.

A l'appel de l'ordre pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des Subsidés;

M. Mackenzie propose,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Et ladite motion, mise aux voix, est agréée.

La Chambre, en conséquence, se forme de nouveau en comité des Subsidés.

(En comité)

Les résolutions suivantes sont adoptées (*moins les sommes votées en subsidés intérimaires*):

## AGRICULTURE

### SERVICES DE L'ADMINISTRATION

1 Administration . . . . .	\$ 136,035 00
2 Division de la publicité et de la propagande . . . . .	105,229 00
3 Comité consultatif sur les services agricoles . . . . .	3,000 00
4 Contribution aux <i>Empire Bureaux</i> , selon les montants mentionnés aux Détails des services . . . . .	47,397 00

### SERVICES TECHNIQUES

5 Administration des services techniques . . . . .	26,073 00
6 Pathologie animale et avicole . . . . .	150,855 00
7 Bactériologie et recherches en industrie laitière . . . . .	45,420 00
8 Botanique et phytopathologie . . . . .	372,639 00
9 Chimie agricole . . . . .	125,965 00
10 Entomologie . . . . .	610,045 00
11 Protection des plantes . . . . .	311,370 00

### FERMES EXPÉRIMENTALES

12 Administration des fermes expérimentales . . . . .	63,205 00
13 Ferme expérimentale centrale . . . . .	728,935 00
14 Fermes régionales, stations et stations de démonstration . . . . .	1,531,740 00

Résolutions à rapporter.

Rapport à recevoir, le comité des Subsidés devant siéger de nouveau à la prochaine séance de la Chambre.

Un message est reçu du Sénat pour informer la Chambre que Leurs Honneurs ont passé le Bill No 21, Loi modifiant la Loi des lignes aériennes Trans-Canada, 1937, avec une modification qui est la suivante:

*Page 3, ligne 39.*—A la suite de l'article 27 de la clause 10 du bill, ajouter ce qui suit comme nouveaux articles 28, 29 et 30:

28. Tout arrêté en conseil pris sous l'autorité de la présente loi doit être déposé devant le Parlement aussitôt que possible après qu'il a été pris.

29. Le Conseil d'administration devra présenter chaque année au Parlement un rapport indiquant de façon sommaire les résultats de ses opérations et telle autre information qui lui paraîtra intéressante pour le public ou nécessaire à renseigner le Parlement sur toute situation existant à l'époque d'un tel rapport, ou que le gouverneur en conseil pourra requérir à discrétion.

30. Les rapports annuels du Conseil d'administration et du vérificateur devront être respectivement présentés au Parlement par l'intermédiaire du Ministre.

La Chambre reprend alors le débat ajourné sur le projet de motion de M. Ilsley:—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour permettre à la Chambre de se former de nouveau en comité des Voies et Moyens.

Et sur le projet d'amendement de M. Macdonnell (*Muskoka-Ontario*):

Que l'on retranche de la motion tous les mots qui suivent "Que" et qu'on les remplace par les suivants:

"La Chambre regrette:

- a) qu'aucun programme pratique n'ait été présenté pour assurer pleine production et embauchage total;
- b) qu'aucune politique satisfaisante n'ait été proposée pour éliminer les dépenses extravagantes du gouvernement;
- c) qu'aucune mesure suffisante n'ait été prise pour apporter un soulagement immédiat aux contribuables de revenu modique contre les taxes excessives".

Et sur le projet de motion en sous-amendement de M. Coldwell:

"Que l'amendement soit modifié en ajoutant au paragraphe a) les mots, "ce qui exige l'utilisation du crédit de la nation en fonction des besoins publics, afin de pouvoir mettre en œuvre un programme de placements d'envergure générale, de reconversion publique des industries de guerre aux fins de paix, de développement public de nouvelles industries, de recherches scientifiques et de nos ressources nationales";

au paragraphe b) les mots, "et qu'aucun programme n'ait été élaboré pour augmenter les dépenses essentielles en vue d'assurer une sécurité sociale complète et de procurer au contribuable un pouvoir d'achat suffisant";

et au paragraphe c) les mots, "alors qu'au contraire, un dégrèvement appréciable et injustifié a été accordé aux grosses corporations et aux individus jouissant de revenus élevés".

Après plus ample discussion, ledit projet de motion de sous-amendement est mis aux voix et il est rejeté sur le vote suivant:

POUR:

Messieurs

Archibald,  
Argue,  
Bentley,  
Bowerman,  
Burton,  
Campbell,  
Castleden,

Coldwell,  
Dorion,  
Gillis,  
Irvine,  
Jaenicke,  
Knight,  
McCuaig,

McCullough  
(Assiniboia),  
MacInnis,  
McKay,  
Moore,  
Nicholson,  
Probe,

Rose,  
Stewart  
(Winnipeg-Nord),  
Strum, (Mme)  
Thatcher,  
Townley-Smith,  
Wright,  
Zaplitny--27.

## CONTRE:

## Messieurs

Adamson,	Diefenbaker,	Jaques,	Michaud,
Arsenault,	Dionne (Beauce),	Jean,	Mitchell,
Aylesworth,	Douglas,	Johnston,	Mullins,
Baker,	Dubois,	Jutras,	Mutch,
Barrett,	Emmerson,	Kidd,	Parent,
Beaudoin,	Eudes,	King, Mackenzie	Pearkes,
Belzile,	Fair,	Kirk,	Quelch,
Benidickson,	Farquhar,	Kuhl,	Raymond (Wright),
Bertrand (Laurier),	Ferguson,	Lacombe,	Reid,
Bertrand (Prescott),	Fleming,	Lafontaine,	Richard (Gloucester),
Black (Châteauguay- Huntingdon),	Fontaine,	Lalonde,	Richard
Black (Yukon),	Fournier (Hull),	Langlois,	(Ottawa-Est),
Blackmore,	Fournier (Maison- neuve-Rosemont),	Lapalme,	Rinfret,
Blair,	Fraser,	Laurendeau,	Robinson (Bruce),
Blanchette,	Gariépy,	Léger,	Robinson
Boivin,	Gauthier (Nipissing),	Lennard,	(Simcoe-Est),
Bonnier,	Gauthier (Portneuf),	Little,	Ross (Hamilton-Est),
Boucher,	Gibson (Comox- Alberni),	Lockhart,	Ross (St. Paul's),
Bourget,	Gibson (Hamilton- Ouest),	Low,	Ross (Souris),
Bradette,	Gingues,	McCann,	Rowe,
Bradshaw,	Gladstone,	McCulloch (Pictou),	St-Laurent,
Breithaupt,	Glen,	Macdonald	Senn,
Brooks,	Golding,	(Brantford City),	Shaw,
Brown,	Gour (Russell),	McDonald (Pontiac),	Sinclair (Ontario),
Cardiff,	Gourd (Chapleau),	Macdonnell	Sinnott,
Cardin,	Grant,	(Muskoka-Ontario),	Skey,
Case,	Green,	McGarry,	Smith (Calgary- Ouest),
Casselman,	Church,	McIlraith,	Smith (York-Nord),
Chevrier,	Claxton,	McIvor,	Stephenson,
Church,	Cleaver,	Mackenzie,	Stuart (Charlotte),
Claxton,	Cloutier,	MacLean,	Stirling,
Cleaver,	Cockeram,	McLure,	Tremblay,
Cloutier,	Côté (Saint-Jean- Iberville- Napierville),	McMaster,	Tucker,
Cockeram,	Côté (Verdun),	MacNaught,	Tustin,
Crock,	Croll,	Maloney,	Viau,
Cruickshank,	Dechêne,	Marier,	Warren,
Dechêne,	Desmond,	Marquis,	Webb,
Denis,		Marshall,	Weir,
Desmond,		Martin,	White (Hastings- Peterborough),
		Matthews (Brandon),	Whitman,
		Maybank,	Winters,
		Mayhew,	Wylie—162.
		Menary,	
		Merritt,	

Et ledit projet de motion en amendement, mis aux voix, est rejeté sur le vote suivant:

## POUR:

## Messieurs

Adamson,	Brooks,	Diefenbaker,	Harris (Danforth),
Aylesworth,	Cardiff,	Ferguson,	Hazen,
Barrett,	Case,	Fleming,	Henderson,
Black (Yukon),	Casselman,	Fraser,	Hodgson,
Blair,	Church,	Green,	Homuth,
Boucher,	Cockeram,	Hamel,	Jackman,
Bradshaw,	Desmond,	Harkness,	Kidd,

Lennard,	Menary,	Robinson (Bruce),	Stirling,
Lockhart,	Merritt,	Ross (St. Paul's),	Tustin,
Macdonnell (Muskoka-Ontario),	Pearkes,	Rowe,	Webb,
McLure,	Raymond	Senn,	White (Hastings-
McMaster,	(Beauharnois- Laprairie),	Skey,	Peterborough)—47.
		Stephenson,	

## CONTRE:

## Messieurs

Archibald,	Dechêne,	Jutras,	Mullins,
Argue,	Denis,	Kirk,	Mutch,
Arsenault,	Dionne (Beauce),	Knight,	Nicholson,
Baker,	Dorion,	Kuhl,	Parent,
Beaudoin,	Douglas,	LaCroix,	Probe,
Belzile,	Dubois,	Lafontaine,	Quelch,
Benidickson,	Emmerson,	Lalonde,	Raymond (Wright),
Bentley,	Eudes,	Langlois,	Reid,
Bertrand (Laurier),	Fair,	Lapalme,	Richard (Gloucester),
Bertrand (Prescott),	Farquhar,	Laurendeau,	Richard
Black (Châteauguay- Huntingdon),	Fontaine,	Léger,	(Ottawa-Est),
Blackmore,	Fournier (Hull),	Low,	Rinfret,
Blanchette,	Fournier (Maison- neuve-Rosemont),	McCann,	Robinson
Boivin,	Gauthier (Portneuf),	McCuaig,	(Simcoe-Est),
Bonnier,	Gibson (Comox Alberni),	McCulloch (Pictou),	Rose,
Bourget,	Gibson (Hamilton- Ouest),	McCullough (Assiniboïa),	Ross (Hamilton-Est),
Bowerman,	Gillis,	Macdonald	St-Laurent,
Bradette,	Gingues,	(Brantford City),	Shaw,
Breithaupt,	Gladstone,	McDonald (Pontiac),	Sinclair (Ontario),
Brown,	Glen,	McGarry,	Sinclair (Vancouver- Nord),
Bryce,	Golding,	McIlraith,	Sinnott,
Burton,	Gour (Russell),	MacInnis,	Smith (York-Nord),
Campbell,	Gourd (Chapleau),	McIvor,	Stewart
Cardin,	Grant,	McKay,	(Winnipeg-Nord),
Castleden,	Hansell,	Mackenzie,	Stuart (Charlotte),
Chevrier,	Harris (Grey-Bruce),	MacLean,	Strum, (Mme)
Claxton,	Herridge,	Maloney,	Thatcher,
Cleaver,	Hlynka,	Marier,	Townley-Smith,
Cloutier,	Howe,	Marquis,	Tremblay,
Coldwell,	Ilsley,	Marshall,	Tucker,
Côté (Matapédia- Matane),	Irvine,	Martin,	Viau,
Côté (Saint-Jean- Iberville- Napierville),	Jaenicke,	Matthews (Brandon),	Warren,
Côté (Verdun),	Jaques,	Maybank,	Weir,
Croll,	Jean,	Mayhew,	Whitman,
Cruikshank,	Johnston,	Michaud,	Winters,
		Mitchell,	Wright,
		Moore,	Wylie,
			Zaplitny—141.

Et comme on met aux voix la motion principale conçue dans les termes suivants: Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour permettre à la Chambre de se former en comité des Voies et Moyens; elle est adoptée sur division.

La Chambre se forme, en conséquence, en comité des Voies et Moyens, et après avoir rapporté le progrès accompli le comité obtient l'autorisation de siéger de nouveau à la prochaine séance de la Chambre.

A onze heures p.m., M. l'Orateur ajourne la Chambre sans mettre la motion aux voix, en vertu de l'article 7 du Règlement, jusqu'à onze heures de l'avant-midi, demain.

No 60

## JOURNAUX

DE LA

## CHAMBRE DES COMMUNES

## DU CANADA

---

SÉANCE DU JEUDI, 29 NOVEMBRE 1945

---

*Onze heures de l'avant-midi.*

## PRIÈRES.

M. Cleaver, du comité permanent de la Banque et du commerce, dépose le deuxième rapport dudit comité qui se lit comme suit:

Votre comité a étudié les bills suivants et a convenu de les rapporter sans modification, savoir:

Bill No 160 (Lettre A-4 du Sénat), intitulé: "Loi refondant et modifiant les lois concernant l'Alliance nationale".

Bill No 25 (Lettre C du Sénat), intitulé: "Loi constituant en corporation l'Association générale de secours mutuels du Dominion".

Bill No 26 (Lettre E du Sénat), intitulé: "Loi constituant en corporation l'Ottawa Valley Trust Company".

Bill No 174 (Lettre B-4 du Sénat), intitulé: "Loi constituant en corporation la Société de bienfaisance slovaque du Canada".

Sur motion de M. Cleaver, le premier rapport du comité permanent de la Banque et du commerce, déposé en Chambre, le 28 novembre 1945, est agréé.

M. Breithaupt, du comité permanent des Chemins de fer, canaux et télégraphes, présente le premier rapport dudit comité qui se lit comme suit:

Votre comité recommande:

1. Qu'il lui soit permis de siéger pendant les séances de la Chambre.
2. Que son quorum soit réduit de 20 à 12 membres et qu'à cet égard soit suspendue l'application de l'article 63 (1) b) du Règlement.

Du consentement de la Chambre, sur motion de M. Breithaupt, ledit rapport est agréé.

M. Martin, membre du Conseil privé du Roi, dépose,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 18 octobre 1945,—Etat montrant:—1. Quel est le nombre de personnes à l'emploi *a)* du service civil, *b)* des commissions permanentes du gouvernement, qui sont âgées de plus de 65 ans?

2. Combien a-t-on nommé de ces employés de plus de 65 ans depuis le jour de la Victoire au Japon?

Aussi,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 12 novembre 1945,—Etat montrant:—Par total, et par province et/ou district militaire, quel est le nombre de ceux qui se sont soustraits à la conscription, et/ou des déserteurs qui ont été poursuivis et qui ont été condamnés à l'emprisonnement?

Et aussi,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 19 novembre 1945,—Etat montrant:—1. Quelle a été la quantité de bois de construction produit au Canada au cours de chaque année de 1939 à 1944 et en 1945?

2. Quelle quantité de ce bois a-t-on exportée au cours de chacune de ces années?

3. Depuis le fonctionnement du contrôle des prix, quelle a été l'augmentation dans le prix de détail du bois destiné à la construction de logements qu'a autorisée le régisseur du bois de construction?

4. Quelles mesures ont été adoptées dans le but de conserver les degrés d'excellence du bois de construction de première qualité dans les chantiers où se fait la vente au détail?

M. Mitchell, membre du Conseil privé du Roi, dépose sur la Table,—Copie de l'arrêté en conseil C.P. 7031, approuvé le 23 novembre 1945: révoquant l'arrêté en conseil C.P. 1665, approuvé le 1er mars 1943; l'arrêté en conseil C.P. 4891, approuvé le 17 juin 1943; l'arrêté en conseil C.P. 9540, approuvé le 14 décembre 1943 et l'arrêté en conseil C.P. 4176, approuvé le 30 mai 1944, qui autorisaient l'*Algoma Steel Corporation*, l'*Algoma Ore Properties*, la *Dominion Magnesium Limited*, et la *Millwood Fluorspar Mines Limited*, à employer des femmes.

M. Mayhew, adjoint parlementaire du ministre des Finances, dépose,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 31 octobre 1945,—Copie de toutes les ordonnances et directives que, depuis le 1er septembre 1939, la Commission des prix et du commerce en temps de guerre et/ou la Corporation de stabilisation des prix des denrées a émises visant *a)* le paiement de subventions relativement à la fabrication de chaussures et de souliers et *b)* la remise de n'importe quelle de ces subventions.

M. Mackenzie, pour M. Ilsley, propose,—Que la Chambre se forme en comité plénier, à sa prochaine séance, pour prendre en considération la résolution suivante:

Qu'il y a lieu de présenter une mesure pour accorder le pouvoir d'accepter, au nom du Canada, et d'exécuter les obligations du Canada sous le régime des statuts du Fonds monétaire international et de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement, élaborés par la Conférence monétaire et financière des Nations Unies, tenue à Bretton Woods en juillet 1944; pour autoriser le paiement des souscriptions exigées du Canada sur les deniers non attribués du Fonds du revenu consolidé pour un montant n'excédant pas sept cents millions de dollars; et pour autoriser l'emprunt, sous le régime des dispositions de la Loi du revenu consolidé et de la vérification, 1931, de sommes ne dépassant pas sept cents millions de dollars.

M. Mackenzie, membre du Conseil privé du Roi, informe alors la Chambre que Son Excellence le Gouverneur général, ayant été mis au fait de ladite résolution, la recommande à la Chambre.

Résolu,—Que la Chambre se forme en comité plénier, à sa prochaine séance, pour prendre en considération ladite résolution.

M. Mackenzie, pour M. Ilsley, propose,—Que la Chambre se forme en comité plénier, à sa prochaine séance, pour prendre en considération la résolution suivante:

Qu'il y a lieu de présenter une mesure pour stipuler, en modifiant la Loi sur l'assurance des crédits à l'exportation, que le montant global des prêts consentis et en cours à quelque époque, et la valeur des titres achetés ou acquis et détenus en tout temps, sous le régime de l'article vingt-deux de ladite loi, seront portés de cent millions de dollars (\$100,000,000) à sept cent cinquante millions de dollars (\$750,000,000).

M. Mackenzie, membre du Conseil privé du Roi, informe alors la Chambre que Son Excellence le Gouverneur général, ayant été mis au fait de ladite résolution, la recommande à la Chambre.

Résolu,—Que la Chambre se forme en comité plénier, à sa prochaine séance, pour prendre en considération ladite résolution.

M. Mackenzie, pour M. Ilsley, propose,—Que la Chambre se forme en comité plénier, à sa prochaine séance, pour prendre en considération la résolution suivante:

Qu'il y a lieu de présenter une mesure pour autoriser le ministre des Finances, avec l'assentiment du gouverneur en conseil, à conclure un accord avec la province d'Alberta en vue de payer à la province, sous forme d'indemnité et de subvention, des sommes accrues en sus des montants dont le paiement a été convenu aux termes d'un accord conclu avec la province en date du 30 mars 1942.

M. Mackenzie, membre du Conseil privé du Roi, informe alors la Chambre que Son Excellence le Gouverneur général, ayant été mis au fait de ladite résolution, la recommande à la Chambre.

Résolu,—Que la Chambre se forme en comité plénier, à sa prochaine séance, pour prendre en considération ladite résolution.

A l'appel de l'ordre pour la deuxième lecture du Bill No 178, Loi autorisant la prestation de fonds pour couvrir des dépenses d'établissement effectuées et des dettes de capital contractées par le réseau des chemins de fer nationaux du Canada pendant l'année civile 1945, ainsi que la garantie, par Sa Majesté, de certaines valeurs qu'émettra la Compagnie des chemins de fer Nationaux du Canada.

M. Mayhew propose,—Que ledit bill subisse maintenant sa deuxième lecture.

Après discussion, ladite motion, mise aux voix, est agréée.

En conséquence, ledit bill est lu la deuxième fois, étudié en comité plénier, rapporté sans amendement, lu la troisième fois et passé.

La Chambre se forme alors de nouveau en comité des subsides.

(*En comité*)

Les résolutions suivantes sont adoptées: (*Moins les montants votés en subsides intérimaires*).

### TRAVAUX PUBLICS

247	Administration . . . . .	\$ 196,195 00
<i>DIVISION DE L'ARCHITECTE EN CHEF</i>		
248	Administration . . . . .	223,725 00
249	Ottawa—Entretien et service des édifices et terrains fédéraux, y compris loyers, réparation, ameublement, chauffage, etc. . . . .	2,900,117 00
250	Entretien et service d'autres édifices et terrains fédéraux, situés hors d'Ottawa, y compris loyers, réparation, ameublement, chauffage, etc. . . . .	4,054,216 00
251	Londres, Angleterre—Achat de l'édifice du Royal College of Physicians (à voter de nouveau) . . . . .	900,000 00
<i>Nouvelle-Ecosse</i>		
252	{ Edifice public de Canso— Reconstruction (à voter de nouveau, \$48,000) . . . . .	55,000 00
	{ Edifice fédéral d'Halifax— Jointoiment de la maçonnerie, renouvellement des parquets et peinture (à voter de nouveau, \$8,000) . . . . .	
<i>Provinces Maritimes en général</i>		
253	Edifices publics fédéraux—Améliorations et réparations. . . . .	75,000 00
<i>Québec</i>		
254	Edifices publics fédéraux—Améliorations et réparations. . . . .	170,000 00
<i>Manitoba</i>		
256	Edifices publics fédéraux—Améliorations et réparations. . . . .	40,000 00
<i>Saskatchewan</i>		
257	Edifices publics fédéraux—Améliorations et réparations. . . . .	40,000 00
<i>Alberta</i>		
258	{ Edifices publics fédéraux— Améliorations et réparations . . . . .	30,000 00
	{ Edmonton—Terminus postal (à voter de nouveau) . . . . .	
<i>Colombie-Britannique</i>		
259	Edifices publics fédéraux—Améliorations et réparations. . . . .	65,000 00
<i>Généralités</i>		
260	Edifices fédéraux de l'immigration—Réparation, améliorations, etc. . . . .	35,000 00
261	Stations fédérales de quarantaine—Entretien et réparation. . . . .	15,000 00

262	Laboratoires scientifiques et fermes expérimentales—Remplacement, réparation et améliorations d'édifices . . . . .	130,000 00
263	Drapeaux pour les édifices publics . . . . .	8,000 00
264	Edifices publics, en général—Réparation, réaménagement, garnitures et améliorations . . . . .	125,000 00
265	Hôpitaux des anciens combattants—Réparation, améliorations et modifications . . . . .	60,000 00

## DIVISION DE L'INGÉNIEUR EN CHEF

266	Administration . . . . .	215,665 00
267	Génie, y compris, les traitements des ingénieurs, commis, etc.	502,280 00

*Dragage*

268	Surveillance générale . . . . .	10,437 00
269	Provinces Maritimes . . . . .	402,765 00
270	Ontario et Québec . . . . .	295,695 00
271	Manitoba, Saskatchewan et Alberta . . . . .	169,160 00
272	Colombie-Britannique et Yukon . . . . .	267,180 00

*Entretien et service de bassins de radoub, écluses, digues, etc.*

273	Bassin de radoub de Champlain . . . . .	80,350 00
274	Bassin de radoub d'Esquimalt . . . . .	130,655 00
275	Bassin de radoub de Lorne . . . . .	43,712 00
276	Selkirk—Cale de réparation . . . . .	7,784 00
277	Ecluses et digues . . . . .	97,550 00
278	Entretien et service de bateaux déblayeurs . . . . .	49,745 00

*Entretien et service des routes et ponts*

279	Pont du chenal de Burlington . . . . .	27,200 00
280	Kingston, chaussée La Salle . . . . .	23,820 00
281	Pont de New-Westminster . . . . .	36,025 00
282	Généralités . . . . .	70,890 00

*Constructions, réparations et améliorations—Ports et rivières**Nouvelle-Ecosse*

	Digby—Réparations aux jetées . . . . .	20,000 00
	Digby—Protection additionnelle des jetées et hangars contre les incendies (à voter de nouveau) . . . . .	6,600 00
	L'Archevêque—Prolongement du brise-lames (à voter de nouveau \$12,000) . . . . .	23,000 00
283	New Harbour—Réparations au brise-lames (à voter de nouveau \$3,000) . . . . .	18,000 00
	Parrsboro Beach—Réparations au brise-lames . . . . .	65,000 00
	Spencer's Island—Réparations au quai (à voter de nouveau) . . . . .	24,200 00
	Ports et rivières en général—Maintien des services, et réparations et reconstruction pour cause de très fortes tempêtes durant l'automne de 1944, il ne sera pas entrepris de nouveaux travaux . . . . .	675,000 00

*Ile du Prince-Edouard*

284	Ports et rivières en général—Maintien des services; il ne sera pas entrepris de nouveaux travaux . . . . .	64,000 00
	Summerside—Réparations au quai du chemin de fer (à voter de nouveau \$3,000) . . . . .	20,600 00

*Nouveau-Brunswick*

285	{	Lord's Cove—Reconstruction du brise-lames.. . . . .	24,100 00
		Shippigan Gully—Réparations au brise-lames (à voter de nouveau, \$48,700).. . . . .	56,000 00
		Ports et rivières en général—Maintien des services; il ne sera pas entrepris de nouveaux travaux.. . . . .	130,000 00

*Québec*

286	{	Bagotville—Reconstruction du quai.. . . . .	25,000 00
		Manicouagan (Baie Comeau)—Améliorations au quai (à voter de nouveau, \$15,000).. . . . .	17,000 00
		Montmagny—Reconstruction du quai (à voter de nouveau, \$21,350) . . . . .	23,000 00
		Pointe-au-Père—Reconstruction du quai.. . . . .	72,000 00
		Ports et rivières en général—Maintien des services; il ne sera pas entrepris de nouveaux travaux.. . . . .	345,000 00

*Ontario*

287	{	Cobourg—Reconstruction du brise-lames.. . . . .	65,000 00
		Rondeau—Remplacement des ouvrages de protection du port (à voter de nouveau).. . . . .	15,000 00
		Ports et rivières en général—Maintien des services; il ne sera pas entrepris de nouveaux travaux.. . . . .	210,000 00

*Manitoba*

288	{	Hnausa—Reconstruction du quai.. . . . .	25,000 00
		Ports et rivières en général—Maintien des services; il ne sera pas entrepris de nouveaux travaux.. . . . .	40,000 00

*Saskatchewan, Alberta et Territoires du Nord-Ouest*

289	{	Fort Norman—Quai.. . . . .	7,600 00
		Waterways—Quai.. . . . .	10,000 00
		Yellowknife—Améliorations à la navigation (à voter de nouveau, \$5,400) . . . . .	7,200 00
		Ports et rivières en général—Maintien des services; il ne sera pas entrepris de nouveaux travaux.. . . . .	25,000 00

*Colombie-Britannique et Yukon*

290	{	New Massett—Reconstruction du quai (à voter de nouveau, \$47,700) . . . . .	62,000 00
		Quai d'assemblage de Port-Alberni—Construction de remise (à voter de nouveau) . . . . .	20,000 00
		Stewart—Réparations au quai (à voter de nouveau) . . . . .	32,000 00
		Westview—Améliorations au havre (à voter de nouveau, \$95,000) . . . . .	231,000 00
		Ports et rivières en général—Maintien des services; il ne sera pas entrepris de nouveaux travaux.. . . . .	216,000 00

## DIVISION DU TÉLÉGRAPHE

291	Administration.. . . . .	27,750 00
292	Service de téléphone à Ottawa.. . . . .	100,000 00

Services de télégraphe et de téléphone—service et entretien

293	Lignes et câbles télégraphiques—Bas Saint-Laurent et provinces Maritimes, y compris le service des bateaux faisant l'inspection des câbles.. . . . .	161,000 00
-----	--	------------

294 Alberta et Saskatchewan. . . . .	120,500 00
295 Bureau du surintendant du district de Vancouver. . . . .	17,500 00
296 Colombie-Britannique—Districts du Nord et du Yukon. . . . .	149,000 00
297 Colombie-Britannique—District de l'île Vancouver. . . . .	121,000 00
298 Services télégraphiques et téléphoniques en général. . . . .	5,000 00

## RECONSTRUCTION, RÉPARATIONS ET AMÉLIORATIONS

299 Provinces Maritimes et Bas St-Laurent. . . . .	12,000 00
--	-----------

Résolutions à rapporter.

Rapport à recevoir, le comité des Subsidés devant siéger de nouveau à la prochaine séance de la Chambre.

Un message est reçu du Sénat informant la Chambre que Leurs Honneurs ont passé le Bill No 23, Loi constituant en corporation la Société centrale d'hypothèques et de logement, avec les amendements suivants:

1. *Page 10, ligne 44.*—Insérer ce qui suit comme nouvelle sous-clause (2) de la clause 32:

(2) Nul ne sera éligible à être un vérificateur à moins qu'il ne réside au Canada, qu'il ne soit un comptable ayant exercé sa profession au Canada durant au moins six ans avant la date de sa nomination, et qu'il ne soit un membre en règle d'un institut ou d'une association de comptables constituée en corporation sous l'autorité de la Législature d'une province du Canada.

2. Renuméroter comme (3), (4), (5), (6) et (7) les sous-clauses (2), (3), (4), (5) et (6) de la clause 32.

3. *Page 11, ligne 40.*—Ajouter ce qui suit comme sous-clause (3) de la clause 34:

(3) Dès que la chose pourra se faire, après l'expiration de chaque année de calendrier, le Conseil préparera un rapport concernant l'administration des affaires de la Corporation durant l'année de calendrier précédente, et le rapport sera déposé devant le Parlement en même temps que la copie des comptes et du rapport mentionnés au paragraphe précédent.

4. *Page 14, ligne 15.*—Après "Partie II" insérer les mots "et l'article quarante-deux"; et substituer "entreront" au mot "entrera".

Aussi,—Un message informant la Chambre que le Sénat a passé le bill suivant qu'il soumet au bon plaisir de la Chambre pour approbation:

Bill No 187, (W-2 du Sénat), intitulé: "Loi constituant en corporation l'église épiscopale catholique de Whitehorse".

Aussi,—Un message pour informer la Chambre que le Sénat a passé les bills suivants qu'il soumet au bon plaisir de la Chambre, savoir:

Bill No 188 (Y-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Harold James Chesterman".

Bill No 189 (Z-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Emma Grace Kriticos".

Bill No 190 (A-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Donald John Northey Armstrong".

Bill No 191 (B-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Goldie Boltuck".

Bill No 192 (C-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Irene Nelson Johnston".

Bill No 193 (D-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Justinien-Joseph-Damase-Gérard St-Amant".

Bill No 194 (E-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Olive Pashley Mackie".

Et aussi,—Un message pour transmettre à la Chambre la preuve déposée devant le comité permanent des Divorces du Sénat, auquel ont été soumises les pétitions en instance de divorce qui ont servi de base aux bills de divorce mentionnés plus haut, ainsi que tous les documents produits comme pièces justificatives, avec prière que le tout soit renvoyé au Sénat.

La Chambre se forme de nouveau en comité des Voies et Moyens, et après avoir rapporté le progrès accompli le comité obtient l'autorisation de siéger de nouveau à la prochaine séance de la Chambre.

A onze heures p.m., M. l'Orateur ajourne la Chambre sans mettre la motion aux voix, en vertu de l'article 7 du Règlement, jusqu'à onze heures de l'avant-midi, demain.

No 61

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

---

SÉANCE DU VENDREDI, 30 NOVEMBRE 1945

---

*Onze heures de l'avant-midi.*

PRIÈRES.

M. Breithaupt, du comité permanent des Chemins de fer, canaux et télégraphes, présente le deuxième rapport dudit comité qui se lit comme suit:

Votre comité a étudié les bills suivants et convient d'en faire rapport sans modification.

Bill No 29 (G du Sénat), Loi ayant pour objet de modifier la Loi concernant la *Vancouver, Victoria and Eastern Railway and Navigation Company*, la *Nelson and Fort Sheppard Railway Company* et la *Great Northern Railway Company*.

Bill No 30 (D du Sénat), Loi constituant en corporation l'Association de transport aérien international.

Bill No 162 (X-2 du Sénat), Loi concernant *The Lake Erie and Detroit River Railway Company* et la *Pere Marquette Railway Company*.

Votre comité a étudié également le bill suivant et convient d'en faire rapport avec modifications.

Bill No 28 (F du Sénat), Loi concernant la compagnie de chemin de fer, d'éclairage et de force motrice de Québec.

M. Martin, membre du Conseil privé du Roi, dépose,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 29 octobre 1945,—Etat montrant:—1. Quels sont les aérodromes et les places d'atterrissage sur la côte nord du St-Laurent, de Tadoussac à Blanc Sablon?

2. A quelle époque de l'année ces aérodromes et ces terrains d'atterrissage peuvent-ils être utilisés pour le trafic des malles et des passagers?

3. Quel montant le gouvernement a-t-il déboursé pour chacun des aérodromes et pour chacun des endroits d'atterrissage?

4. Par qui est administré, et sous le contrôle de qui se trouve, chacun des aérodromes et des endroits d'atterrissage?

5. Par qui est utilisé chacun des aérodromes et des endroits d'atterrissage?

6. Le gouvernement retire-t-il des revenus de l'usage des aérodromes ou des terrains d'atterrissage? Dans l'affirmative, quels sont ces revenus?

7. Par quelle compagnie est fait le service de transport des malles et des passagers sur la côte nord du St-Laurent?

8. Y a-t-il une entente entre le gouvernement et la compagnie qui fait ce service? Dans l'affirmative, quelle est cette entente?

9. Quels sont les subsides, le cas échéant, payés par le gouvernement pour le service par avion sur la côte nord du St-Laurent?

M. Tucker, adjoint parlementaire du ministre des Affaires des anciens combattants, dépose sur la Table,—Copies des arrêtés en conseil suivants:

Arrêté en conseil C.P. 6419, approuvé le 23 novembre 1945: relatif à l'entraînement professionnel au Canada d'un nombre limité d'ex-membres des forces armées des Bermudes.

Arrêté en conseil C.P. 7032, approuvé le 23 novembre 1945: relatif à l'entraînement professionnel au Canada d'un certain nombre d'ex-membres des forces armées de Terre-Neuve.

M. Lapointe, adjoint parlementaire du ministre de la Défense nationale, dépose,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 22 octobre 1945,—Copie de tous documents, correspondance, lettres et promesses de vente relatifs ou se rapportant à la vente des terrains actuellement compris dans les limites du camp de l'armée d'Ipperwash, dans le comté de Lambton.

Le bill suivant du Sénat est lu la première et la deuxième fois et transmis pour étude au *comité permanent des bills privés*:

Bill No 187 (W-2 du Sénat), intitulé: "Loi constituant en corporation l'Eglise épiscopale catholique de Whitehorse".—M. Black (Yukon).

Les bills suivants du Sénat sont lus, à tour de rôle, la première fois, sur division:

Bill No 188 (Y-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Harold James Chesterman".—M. Maybank.

Bill No 189 (Z-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Emma Grace Kriticos".—M. Maybank.

Bill No 190 (A-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Donald John Northey Armstrong".—M. Hazen.

Bill No 191 (B-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Goldie Boltuck".—M. Croll.

Bill No 192 (C-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Irene Nelson Johnston".—M. MacLean.

Bill No 193 (D-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Justinien-Joseph-Damase-Gérard St-Amant".—M. Hazen.

Bill No 194 (E-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Olive Pashley Mackie".—M. Emmerson.

M. Maybank propose,—Que lesdits bills soient maintenant lus la deuxième fois.

Et ladite motion, mise aux voix, est agréée, sur division.

En conséquence, lesdits bills de divorce sont lus la deuxième fois sur division et transmis pour étude au *comité permanent des Bills privés* (avec la preuve, etc., faite devant le comité permanent du Sénat auquel les pétitions préliminaires à ces bills ont été soumises).

La Chambre se forme de nouveau en comité des Subsidés et après avoir rapporté le progrès accompli, le comité obtient l'autorisation de siéger de nouveau à la prochaine séance de la Chambre.

La Chambre se forme de nouveau en comité des Voies et Moyens et après avoir rapporté le progrès accompli, le comité obtient l'autorisation de siéger de nouveau plus tard aujourd'hui.

A six heures de l'après-midi, M. l'Orateur quitte le fauteuil pour le reprendre à huit heures du soir.

*Huit heures du soir.*

*(L'ordre pour les bills privés et publics est appelé en vertu de l'article 15 du Règlement.)*

*(Bills privés)*

Les bills suivants sont lus la troisième fois (les bills de divorce sur division) et passés, savoir:

Bill No 24 (B du Sénat), intitulé: "Loi constituant en corporation l'Institut des Bijoutiers canadiens".

Bill No 31 (G du Sénat), intitulé: "Loi constituant en corporation l'Institut arctique de l'Amérique du Nord".

Bill No 34 (I du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Martha Louise Manful Hatch".

Bill No 35 (J du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Nora Jean Cunningham Brisbane".

Bill No 36 (K du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Thérèse Bonenfant Fusco".

Bill No 37 (L du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Mildred Euretta McKay Disher".

Bill No 38 (M du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Mary Emerson Whittemore Schlemm".

Bill No 39 (N du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Andrew Lawrence Card".

Bill No 40 (O du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Annie Morrison Wisely Pitblado".

Bill No 41 (P du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Joe Eisen".

Bill No 42 (Q du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Ellen Therese Cramer Watson".

Bill No 43 (R du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Rita Gendron Reid".

Bill No 44 (S du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Evelyine Pearl Edwards Aird".

Bill No 45 (T du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Helen Turner Luke".

Bill No 46 (U du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Lois Elizabeth Allworth Pierce".

Bill No 47 (V du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Armandine-Cécile LeBrun Lachance".

Bill No 48 (W du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Grace Irene Paquet Hopkins".

Bill No 49 (X du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Alma Joan Begin Oswald".

Bill No 50 (Y du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à George Ernest Reed".

Bill No 51 (Z du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Sylvia Heather McCulloch Peck".

Bill No 52 (A-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Frederick Keith Beattie".

Bill No 53 (B-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Robert Coull".

Bill No 54 (C-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Violet Beach Meredith".

Bill No 55 (D-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Max Engelberg".

Bill No 56 (E-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Bertha Harris Fineberg".

Bill No 57 (F-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Nils Jens Pettersen".

Bill No 58 (G-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Benjamin Charles Stafford".

Bill No 59 (H-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Florence Mary Daniel Nightingale".

Bill No 60 (I-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Edward Stephen Vasselin".

Bill No 61 (J-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Robert Marshall Miller".

Bill No 62 (K-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Dorina Laurin Wallis".

Bill No 63 (L-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Helen Louise Clark Leet".

Bill No 64 (M-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Dorothy Anita Duffy Gregson".

Bill No 65 (N-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Irene Grace Harman Smith".

Bill No 66 (O-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Lorna Maud Clerk Kingsland".

Bill No 67 (P-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Edgar Jean".

Bill No 68 (Q-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Ethel Maybird Wright Latremouille".

Bill No 69 (R-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Marie-Rose-Alba-Germaine Bélair Blanchard".

Bill No 70 (S-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à William Bernard McCarrick".

Bill No 71 (T-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Lorne Edward Souva".

Bill No 72 (U-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Edith Gertrude Jackson Holloway".

Bill No 73 (Y-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à George Allenby Bradshaw".

Bill No 74 (Z-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Phyllis Fitch Farber".

Bill No 75 (A-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Vencel Humenay".

Bill No 76 (B-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Waldo James Cousins".

Bill No 77 (C-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Albert Wilson Harvey".

Bill No 78 (D-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Iris Ester Westerberg Duffy".

Bill No 79 (E-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Della Frances Gardner Hudson".

Bill No 80 (F-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Joseph-Gérard-Fernand-Arthur Groleau".

Bill No 81 (G-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Audrey Nathaniel Smith McNair".

Bill No 82 (H-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Ovila Bernard".

Bill No 83 (I-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Albert Edward Spray".

Bill No 84 (J-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Helen Isabel Dibblee Brown".

Bill No 85 (K-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Robert Hiscock".

Bill No 86 (L-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Jacques Noel Cerminara".

Bill No 87 (M-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Joseph William Henry Beausoleil".

Bill No 88 (N-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Rita Beryl Gwendolyn Scott Lunn".

Bill No 89 (O-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Neil Sinclair McKechnie".

Bill No 90 (P-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Albert-Evariste Gélinas".

Bill No 94 (R-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Royal Tessier".

Bill No 95 (S-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Aurore Leblanc Proulx".

Bill No 96 (T-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Margaret Susan Bradshaw Hodgkinson".

Bill No 97 (U-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Lydia Donald MacDonald Fletcher".

Bill No 98 (V-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Charles Edward Varney".

Bill No 99 (W-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à George Louis Bush".

Bill No 100 (X-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à John Hall Jones".

Bill No 101 (Y-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Madeline Daisy Harvey Bell".

Bill No 102 (Z-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Georges Moshonas".

Bill No 103 (C-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Ann Agnes Hyson Kellogg".

Bill No 104 (D-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Anna Ostronoff Smilestone".

Bill No 105 (E-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Doris Alice Davis Stackhouse".

Bill No 106 (F-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Olive Maud Prouse Palmer".

Bill No 107 (G-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Mary Mueller Pierrotte".

Bill No 108 (H-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Anthony Malt".

Bill No 109 (I-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Roderick John Elder".

Bill No 110 (J-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Francis George Dennis".

Bill No 111 (K-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Zénon Alary".

Bill No 112 (L-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Gladys Muriel Watson Hooper".

Bill No 113 (M-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Pearl Woodward McGregor".

Bill No 114 (N-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Lily Bromberg Scidnitz".

Bill No 115 (O-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Clarence David Cowan".

Bill No 117 (Q-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à William John Mitchell".

Bill No 118 (R-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Nathan Labovitch, autrement connu sous le nom de Nathan Labow".

Bill No 119 (S-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Fannie Bly Blanshay".

Bill No 120 (T-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Annette Léa Marion Macnab".

Bill No 121 (U-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Gerald Franklin".

Bill No 122 (V-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Ivor Edna Nancy Mosher Clarke".

Bill No 123 (W-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Mary MacRury Tait".

Bill No 124 (X-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Ernest Stanley Powell".

Bill No 125 (Y-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Anastasia Stack Kormylo".

Bill No 126 (Z-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à James Christie Miller".

Bill No 127 (A-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Francis Needan Quirk".

Bill No 128 (B-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Virginia Wallace Knowlton Tousaw".

Bill No 129 (C-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Elsie Pearl Craig MacInnis".

Bill No 130 (D-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Celia Calp Hecht".

Bill No 131 (E-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Joseph-Marcel Rouleau".

Bill No 132 (F-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à William Arthur Smythe".

Bill No 134 (H-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à John Guerini Bowles".

Bill No 135 (I-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Molly Margaret Evelyn McCuaig Stead".

Bill No 136 (J-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Robert Kirkpatrick Scott".

Bill No 137 (K-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Emma Hull Mack".

Bill No 138 (L-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Kathleen Annette Rolfe McLaughlan".

Bill No 139 (M-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Catherine Winnifred Howard Bailey".

Bill No 140 (N-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Evelo Browning Couch Harvey".

Bill No 141 (O-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Hazel Margaret Robertson McLarnon".

Bill No 142 (P-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Marie Azilda Yvette Rowley".

Bill No 143 (Q-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Joseph-Adélaïde Emilien Lemay".

Bill No 144 (R-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Edward Arthur Robinson".

Bill No 145 (S-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Marie-Marthe Fabiola-Germaine Trempe Barlow".

Bill No 146 (T-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Thelma Ann Tongue Grant".

Bill No 147 (U-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Jean-Jacques Lahièrre".

Bill No 148 (V-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Edgar Thomas Lucas Graham".

Bill No 149 (W-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Edith Pearl Roe Gardner".

Bill No 150 (X-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Dorothy Marie Christensen Korning".

Bill No 151 (Y-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Frank Edward Quartz".

Bill No 152 (Z-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Eileen Campbell Burfind Morris".

Bill No 153 (A-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Elma Eva Inch Evans".

Bill No 154 (B-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Gertrude Rhéaume Marchildon".

Bill No 155 (C-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Godfrey John Kool".

Bill No 156 (D-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Eric John Hollingsworth".

Bill No 157 (E-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Pamela Sarah Atkins Berends".

Bill No 159 (Q-3 du Sénat), intitulé: "Loi modifiant la Loi constituant en corporation le Collège royal des médecins et chirurgiens du Canada".

Bill No 160 (A-4 du Sénat), intitulé: "Loi refondant et modifiant les Lois concernant l'Alliance nationale".

Bill No 25 (C du Sénat), intitulé: "Loi constituant en corporation l'Association générale de secours mutuels du Dominion".

Bill No 26 (E du Sénat), intitulé: "Loi constituant en corporation l'*Ottawa Valley Trust Company*".

Bill No 174 (B-4 du Sénat), intitulé: "Loi constituant en corporation la Société de bienfaisance slovaque du Canada".

Sur motion de M. Maybank, il est ordonné,—Qu'un message soit envoyé au Sénat pour remettre à cette Chambre, la preuve, etc., faite devant le comité permanent des Divorces du Sénat, auquel ont été transmises les pétitions sur lesquelles les bills de divorce mentionnés plus haut sont basés.

Après avoir disposé de l'ordre relatif aux bills privés;

La Chambre se forme de nouveau en comité des Voies et moyens.

(*En comité*)

La résolution suivante est adoptée:

### LOI DE L'IMPÔT DE GUERRE SUR LE REVENU

*Résolu*,—Qu'il y a lieu de modifier la Loi de l'impôt de guerre sur le revenu et de statuer:

1. Qu'en 1945 et dans les années d'imposition subséquentes, l'élément de capital des contrats de rentes viagères soit exempté de l'impôt;
2. Qu'en 1945 et dans les années d'imposition subséquentes, les versements annuels ou périodiques touchés en vertu d'un testament ou d'un fidéicommiss soient considérés comme imposables uniquement dans la mesure où ils sont ou censés être effectués à même le revenu de la succession ou du fidéicommiss;
3. Que le revenu produit en 1946 et au cours des années d'imposition subséquentes par tous fonds ou plans approuvés de retraite ou de pension, et détenu par les administrateurs de ces fonds soit exempté de l'impôt;
4. Que tous les versements d'allocations de retraite ou de pension faits à d'anciens employés ou à leurs ayants droit en 1946 ou au cours des années d'imposition subséquentes soient considérés comme un revenu imposable; toutefois, dans le cas d'un ancien employé qui n'a pas eu, dans le passé, le droit de déduire de son revenu le montant de sa contribution à un fonds ou plan approuvé, seule une partie proportionnelle de ces versements sera imposable;
5. Que la limite établie pour les déductions représentant les contributions versées en 1946 ou au cours des années d'imposition subséquentes par un employeur ou un employé à un fonds ou plan de retraite ou de pension soit portée à \$900.00, et que la limite proportionnelle applicable à la contribution de l'employeur soit supprimée;
6. Que les exemptions et déductions prévues pour 1946 et pour les années d'imposition subséquentes à l'égard d'un fonds ou plan de retraite ou de pension ne soient autorisées que si le fonds ou plan en question continue d'être approuvé par le ministre du Revenu national;
7. Que toute somme versée le ou après le 13 octobre 1945 à un employé par suite de la perte de son emploi soit considérée comme un revenu touché par ledit employé au cours d'une période de cinq années;
8. Que, en remplacement des impôts autrement acquitables par les actionnaires d'une corporation privée exclusive à l'égard du surplus accumulé par ladite corporation depuis le commencement de son exercice financier de 1917 jusqu'à l'expiration de son exercice financier de 1939, ladite corporation jouisse de la faculté d'acquitter un impôt équivalent à l'ensemble des impôts applicables à la part attribuable à chaque actionnaire, calculé conformément au tableau ci-dessous:

Sur les premiers \$25,000 ou sur toute fraction de cette somme, 15 p. 100; \$3,750 sur une part attribuable de \$25,000 et 18 p. 100 sur tout excédent de \$25,000 jusqu'à concurrence de \$50,000;

\$8,250 sur une part attribuable de \$50,000, et 21 p. 100 sur tout excédent de \$50,000 jusqu'à concurrence de \$100,000;

\$18,750 sur une part attribuable de \$100,000, et 24 p. 100 sur tout excédent de \$100,000 jusqu'à concurrence de \$200,000;

\$42,750 sur une part attribuable de \$200,000, et 27 p. 100 sur tout excédent de \$200,000 jusqu'à concurrence de \$300,000;

\$69,750 sur une part attribuable de \$300,000, et 30 p. 100 sur tout excédent de \$300,000 jusqu'à concurrence de \$400,000;

\$99,750 sur une part attribuable de \$400,000, et 33 p. 100 sur tout excédent de \$400,000.

9. Que la disposition envisagée par la résolution n° 8 ne soit applicable que si la corporation désire s'en prévaloir le ou avant le 31 décembre 1947, et que l'impôt soit payable en quatre annuités, la première devant échoir le 31 décembre 1947 et chacune portant intérêt à 4 p. 100 l'an, à compter du 31 décembre 1946 jusqu'à l'échéance et subséquemment un intérêt de 7 p. 100 l'an jusqu'à parfait acquit;

10. Que, pour 1944 et pour les années d'imposition subséquentes, la portée de la déduction permise à l'égard des frais médicaux exceptionnels soit étendue de façon que, en cas de décès du contribuable soit pendant l'année d'imposition soit subséquemment, elle puisse s'appliquer aux dépenses encourues et acquittées soit par le contribuable soit par sa succession au cours d'une période de douze mois commençant l'année d'imposition;

11. Que l'obligation de prélever à la source une part de 7 p. 100 sur le paiement d'intérêts, de dividendes ou de redevances prenne fin après le 31 décembre 1945;

12. Que, pour 1946 et pour les années d'imposition subséquentes, soit abolie l'exemption applicable à la solde et aux allocations des membres de la marine, de l'armée et de l'aviation canadiennes en service actif au Canada ou ailleurs dans l'hémisphère occidental et dont les fonctions sont telles que, normalement, elles devraient être accomplies sur mer ou à bord d'avions;

13. Que, pour 1946 et pour les années d'imposition subséquentes, soit abolie l'exemption applicable au tiers de la rémunération versée aux civils à l'emploi du Service de transport de la Royal Air Force et dont les fonctions sont telles que, normalement, elles devraient être accomplies à bord d'avions;

14. Que l'exemption accordée aux sociétés de logement à dividende limité, telles qu'elles sont définies par la Loi de 1944 sur l'habitation, soit étendue de façon à s'appliquer aux institutions reconnues de logement et aux trusts reconnus de valeurs;

15. Que soit imposée une taxe spéciale, égale à 100 p. 100, sur les bénéfices réalisés par les personnes qui, entre le 31 janvier 1945 et le 7 août 1945, ont acheté des obligations ou débetures émises ou garanties par la province d'Alberta, lesquelles étaient en cours à la date du 31 janvier 1945 et étaient incluses dans le projet du 16 juillet 1945 du gouvernement provincial visant un rajustement de la dette, lesdits bénéfices représentant l'écart entre le prix d'achat et le prix de vente des obligations ou débetures dans les cas où elles ont été vendues par les acheteurs, ou l'écart entre le prix d'achat et la valeur globale des droits échéant aux acheteurs par la mise à exécution du projet de conversion du gouvernement provincial, suivant le cas;

16. Que le droit reconnu à une corporation s'occupant principalement de la production, du raffinage ou de la vente du pétrole et des produits du pétrole, de déduire 40 p. 100 des frais d'exploration et de sondage des puits de pétrole qui s'avèrent improductifs, soit étendu de façon à s'appliquer aux puits dont le forage a été effectué avant le trente et unième jour de décembre 1946;

17. Que le droit reconnu à une corporation, à une association, à un syndicat ou à une société d'exploration établis pour l'exploration et le forage en vue de la découverte de pétrole, de déduire 26 $\frac{2}{3}$  p. 100 des frais d'explorations et de sondages, soit étendu de façon à s'appliquer aux dépenses effectuées en 1946;

18. Que le droit reconnu à une corporation, à une association, à un syndicat ou à une société d'exploration, établie en vue de l'exécution d'explorations et de sondages pour la découverte de gaz naturel, de déduire 30 p. 100 des frais d'exploration et de sondage, soit étendu de façon à s'appliquer aux dépenses effectuées en 1946;

19. Qu'une corporation qui s'occupe principalement d'exploiter des mines ou d'effectuer des explorations en vue de la découverte de minéraux soit autorisée à déduire 26 $\frac{2}{3}$  p. 100 des frais de prospection, d'exploration et d'aménagement encourus en 1946 dans la recherche de minéraux;

20. Que le droit reconnu aux corporations, aux associations, aux syndicats ou aux sociétés d'exploration qui s'occupent principalement de la production, du raffinage ou de la vente du pétrole, ou encore de l'exécution d'explorations ou de sondages en vue de la découverte de pétrole, de déduire 50 p. 100 des déboursés directement ou indirectement effectués à l'égard de puits d'essai forés jusqu'à une grande profondeur et qui s'avèrent improductifs, soit étendu de façon à s'appliquer aux puits forés antérieurement au trente et unième jour de décembre 1946;

21. (a) Qu'à l'égard des personnes autres que des corporations, l'impôt de 1945 soit réduit de 4 p. 100 de l'ensemble de l'impôt normal, de l'impôt progressif et de la surtaxe sur les placements;

(b) Qu'à l'égard des personnes autres que des corporations, l'impôt de 1946 soit réduit de 16 p. 100 de l'ensemble de l'impôt normal, de l'impôt progressif et de la surtaxe sur les placements;

22. Qu'il soit pourvu à l'établissement d'un impôt supplémentaire approprié sur le revenu des contribuables dans les cas où ils touchent des allocations familiales, afin de rajuster les avantages à l'égard des enfants à charge.

Résolution à rapporter.

Ladite résolution est rapportée, lue la deuxième fois et agréée, le comité des Voies et moyens devant siéger de nouveau à la prochaine séance de la Chambre.

A onze heures p.m., M. l'Orateur ajourne la Chambre sans mettre la motion aux voix, en vertu de l'article 7 du Règlement, jusqu'à onze heures de l'avant-midi, demain.

No 62

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

---

SÉANCE DU SAMEDI, 1<sup>ER</sup> DÉCEMBRE 1945

---

*Onze heures de l'avant-midi.*

PRIÈRES.

M. Mackenzie King, membre du Conseil privé du Roi, dépose sur la Table, —Déclaration faite d'un commun accord sur l'énergie atomique par le président des Etats-Unis d'Amérique, le premier ministre du Royaume-Uni et le premier ministre du Canada, signée à Washington, D.C., le 15 novembre 1945. (Recueil des Traités, 1945, No 13).

M. Martin, membre du Conseil privé du Roi, dépose, —Réponse à une adresse à Son Excellence l'Administrateur, en date du 19 novembre 1945, —Copie de toute correspondance échangée, au cours des années 1944 et 1945, entre le maire ou le greffier de la cité de Halifax et le ministre ou tout fonctionnaire du ministère de la Défense nationale, ou tout autre ministère, concernant la remise du Forum ou de tout ou partie des terrains de l'Exposition de Halifax.

Et aussi, —Réponse à un ordre de la Chambre en date du 25 octobre 1945, —Etat montrant:—1. Relativement à la grève des arrimeurs dans le Royaume-Uni, grève qui dure depuis un mois, quelles quantités de denrées périssables a) sont arrivées dans les ports du Royaume-Uni et n'ont pas été déchargées à cause de la grève, b) ont été expédiées du Canada au cours de ladite grève?

2. a) Quelles étaient ces denrées; b) à quels pays étaient-elles destinées?

3. L'expédition de denrées périssables destinées à d'autres pays européens a-t-elle été empêchée par ladite grève?

4. Le cas échéant, a) de quelle façon; b) dans quelle mesure?

A l'appel de l'ordre pour la mise à l'étude d'un amendement apporté par le Sénat au Bill No 21, Loi modifiant la Loi des lignes aériennes Trans-Canada, 1937;

M. Howe propose, —Que ledit amendement soit maintenant lu la deuxième fois et agréé.

Après discussion, ladite motion reste au feuilleton.

La Chambre se forme de nouveau en comité des Subsidés et après avoir rapporté le progrès accompli, le comité obtient l'autorisation de siéger de nouveau plus tard aujourd'hui.

Un message est reçu du Sénat pour informer la Chambre que le Sénat a passé les bills suivants qu'il soumet au bon plaisir de la Chambre, savoir:

Bill No 195 (G-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à John Graham Gatehouse".

Bill No 196, (H-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Gertrude Violet Kerwin Desjardins".

Bill No 197, (I-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Winifred Madge Jones Brown".

Bill No 198 (J-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Winnifred Catherine Bird Jackson".

Bill No 199 (K-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Archibald John Pratt".

Bill No 200 (L-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Mary Theresa Sharp Mackay".

Bill No 201 (M-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Edith Elise Holbrook Hume".

Bill No 202 (N-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Amy Helen Bowerman Hume".

Bill No 203 (O-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Mary Anderson Bell Gordon".

Et aussi,—Un message pour transmettre à la Chambre la preuve déposée devant le comité permanent des Divorcés du Sénat, auquel ont été soumises les pétitions en instance de divorce qui ont servi de base aux bills de divorce mentionnés plus haut, ainsi que tous les documents produits comme pièces justificatives, avec prière que le tout soit renvoyé au Sénat.

La Chambre se forme de nouveau en comité des Voies et moyens.

(En comité)

Les résolutions suivantes sont adoptées:

#### LOI DE TAXATION DES SURPLUS DE BÉNÉFICES, 1940

*Résolu*,—Qu'il y a lieu de présenter une mesure visant à modifier la loi de 1940 sur la taxation des surplus de bénéfices et de statuer:

1. Que les particuliers et les sociétés en nom collectif soient exemptés de l'impôt de 15 p. 100 sur les bénéfices globaux de 1946;

2. Que l'impôt sur les surplus de bénéfices des particuliers et des sociétés en nom collectif pour 1946 soit réduit du chiffre de 100 p. 100 des surplus de bénéfices à celui de 60 p. 100 de la partie desdits surplus de bénéfices dépassant 117.647 p. 100 des bénéfices normaux et que la disposition portant remboursement d'une partie dudit impôt soit abrogée;

3. Que pour l'année 1946 le tarif suivant d'impôt s'applique aux sociétés:

- a) 22 p. 100 des bénéfices des sociétés et des sociétés par actions avant réduction de tout impôt versé sur lesdits bénéfices aux termes de l'impôt de guerre sur le revenu;
- b) Dans le cas des sociétés et des sociétés par actions ayant déposé des déclarations conjointes, 20 p. 100 des bénéfices dépassant 117.241 p. 100 des bénéfices de ces sociétés consolidées;

c) Dans le cas des autres sociétés ou sociétés par actions, 20 p. 100 des bénéfices dépassant 116.66 p. 100 des bénéfices normaux;

et que la disposition portant remboursement d'une partie dudit impôt soit abrogée;

4. Que pour les bénéfices de 1946 et des années subséquentes le minimum des bénéfices normaux des contribuables soit porté de \$5,000 à \$15,000 et que, dans le cas d'un contribuable dont les bénéfices normaux le 1er janvier 1946 dépassent \$5,000 mais n'atteignent pas \$25,000, ces derniers soient augmentés de la moitié de la différence entre leur chiffre actuel et \$25,000;

5. Que le taux spécial d'impôt applicable aux commerces établis après le 24 juin 1944 ne s'applique pas dans les cas où, de l'avis du Ministre, il n'y a pas eu véritablement d'établissement d'une nouvelle entreprise commerciale ou d'une entreprise commerciale sensiblement différente;

6. Que l'exemption accordée aux bénéfices des sociétés provenant de l'exploitation de gisements de bas métaux ou de métaux stratégiques soit étendue aux bénéfices des sociétés provenant de l'exploitation de mines d'or et de minéraux industriels, et que ladite exemption soit applicable aux bénéfices de telles mines qui ont commencé à produire après le 1er janvier 1946.

### LOI FÉDÉRALE SUR LES DROITS SUCCESSORAUX

*Résolu*,—Qu'il y a lieu de présenter une mesure visant à modifier la Loi fédérale sur les droits successoraux et de statuer:

1. Qu'aucun droit ne sera percevable sur la valeur de toute pension ou partie d'icelle recouvrable sous forme de revenu imposable aux termes de la loi de l'impôt de guerre sur le revenu.

2. Que lorsque le ministre est convaincu que des droits successoraux ont été exigibles relativement à la succession à une propriété quelconque et que, par la suite, en moins de cinq ans, lesdits droits deviennent exigibles de nouveau relativement à la succession à la même propriété ou à une partie d'icelle, par le décès de la personne qui y avait succédé après le premier décès, le montant des droits successoraux exigibles lors du deuxième décès, relativement à la succession à ladite propriété, soit réduit ainsi qu'il suit:

- a) lorsque le deuxième décès survient dans l'année qui suit le premier, de cinquante pour cent;
- b) lorsque le deuxième décès survient dans les deux ans qui suivent le premier, de quarante pour cent;
- c) lorsque le deuxième décès survient dans les trois ans qui suivent le premier, de trente pour cent;
- d) lorsque le deuxième décès survient dans les quatre ans qui suivent le premier, de vingt pour cent;
- e) lorsque le deuxième décès survient dans les cinq ans qui suivent le premier, de dix pour cent.

### LOI SPÉCIALE DES REVENUS DE GUERRE

*Résolu*,—Qu'il y a lieu de présenter une mesure visant à modifier la Loi spéciale des revenus de guerre et de statuer:

1. Que l'impôt à la consommation ou la taxe de vente ne s'appliquent pas aux machines et appareils et aux pièces complètes d'iceux qui, de l'avis du ministre du Revenu national, doivent servir directement à la fabrication ou à la production de denrées; pourvu toutefois que cette exemption ne s'applique pas au matériel de bureau et aux véhicules moteurs;

2. Que la taxe d'achat au détail ne s'applique pas aux marchandises évaluées à au plus \$100, lorsqu'elles font partie du bagage accompagnant des résidents du Canada revenant de l'étranger après une absence d'au moins 48 heures, comme la chose se pratique maintenant, dans le cas des autres taxes d'accise;

3. Que l'impôt de guerre de 10 p. 100 sur le change soit annulé;

4. Que la taxe d'accise de 25 p. 100 applicable aux fourrures brutes et préparées soit réduite à 10 p. 100 et que, à une date que déterminera le ministre du Revenu national, soit abolie l'exemption de la taxe de vente dont jouissent présentement les fabricants de vêtements en fourrure, à titre de petits fabricants;

5. Que l'impôt net sur les primes acquitté par les sociétés d'assurance soit réduit par un crédit égal au montant de l'impôt sur les primes acquitté en tout autre pays;

6. Que toutes les mesures fondées sur ces résolutions entrent en vigueur le treizième jour d'octobre 1945.

Résolutions à rapporter.

Lesdites résolutions sont rapportées, lues la deuxième fois et agréées, le comité des Voies et moyens devant siéger de nouveau à la prochaine séance de la Chambre.

La Chambre se forme de nouveau en comité des Subsidés et après avoir rapporté progrès, le comité obtient l'autorisation de siéger de nouveau à la prochaine séance de la Chambre.

Sur motion de M. Mackenzie King, la Chambre s'ajourne à 6 heures de l'après-midi jusqu'à lundi prochain à onze heures du matin.

No 63

## JOURNAUX

DE LA

## CHAMBRE DES COMMUNES

## DU CANADA

---

SÉANCE DU LUNDI, 3 DÉCEMBRE 1945

---

*Onze heures de l'avant-midi.*

## PRIÈRES.

M. Cleaver, du comité permanent de la Banque et du commerce, dépose le troisième rapport dudit comité qui se lit comme suit:

Votre comité a étudié le Bill No 177 (F-6 du Sénat), Loi constituant en corporation la Corporation canadienne d'assurance-santé et d'assurance contre les accidents, et convient d'en faire rapport sans modification.

Les bills suivants du Sénat sont lus, à tour de rôle, la première fois, sur division:

Bill No 195 (G-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à John Graham Gatehouse".

Bill No 196, (H-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Gertrude Violet Kerwin Desjardins".

Bill No 197, (I-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Winifred Madge Jones Brown".

Bill No 198 (J-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Winnifred Catherine Bird Jackson".

Bill No 199 (K-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Archibald John Pratt".

Bill No 200 (L-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Mary Theresa Sharp Mackay".

Bill No 201 (M-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Edith Elise Holbrook Hume".

Bill No 202 (N-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Amy Helen Bowerman Hume".

Bill No 203 (O-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Mary Anderson Bell Gordon".

M. Croll propose,—Que lesdits bills soient maintenant lus la deuxième fois.

Et ladite motion, mise aux voix, est agréée, sur division.

En conséquence, lesdits bills de divorce sont lus la deuxième fois sur division et transmis pour étude au *comité permanent des Bills privés* (avec la preuve, etc., faite devant le comité permanent du Sénat auquel les pétitions préliminaires à ces bills ont été soumises).

M. Gardiner, membre du Conseil privé du Roi, dépose,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 1er octobre 1945,—Copie de tous rapports, correspondance et enquêtes, depuis 1935, concernant les projets qui peuvent être entrepris dans le but de hausser le niveau du lac Last Mountain, en Saskatchewan, et/ou relatifs à la dérivation partielle des eaux de la rivière Saskatchewan-Sud dans la vallée de la rivière Qu'Appelle.

M. Claxton, membre du Conseil privé du Roi, dépose,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 29 octobre 1945,—Etat montrant:—1. Combien de publications la Commission d'information en temps de guerre a-t-elle fait paraître au cours de 1944?

2. Quels étaient les titres de ces publications?
3. Combien a-t-on imprimé d'exemplaires de chacune?
4. Combien de publications a-t-elle fait paraître depuis le 1er août 1945?
5. Quels sont les titres de ces publications?
6. Combien a-t-on imprimé d'exemplaires de chacune de ces publications?

Les questions suivantes qui figuraient au Feuilleton ont été changées en ordres de rapport, en vertu du paragraphe 4 de l'article 44 du Règlement, et les officiers compétents en ont été avertis, à savoir:

Par M. Probe—Au sujet: a) du personnel militaire attaché, le 1er décembre 1945, au quartier général militaire canadien outre-mer, au quartier général de la défense nationale et aux quartiers généraux de chaque district militaire canadien; b) du personnel naval attaché, le 1er décembre 1945, au quartier général naval canadien outre-mer, au quartier général de la défense nationale et aux quartiers généraux de chaque division navale au Canada; c) du personnel de l'aviation attaché, le 1er décembre 1945, au quartier général de l'aviation canadienne outre-mer, au quartier général de la défense nationale et aux quartiers généraux de chaque région aérienne au Canada:

1. Quel était le nombre total des effectifs pour chaque grade des services?
2. Quel était le nombre des officiers des services armés, détenant le grade d'officier supérieur ou un grade équivalent, compris dans la question No 1 susmentionnée, en provenance de chacun des districts militaires, régions aériennes et divisions navales du Canada?

Par M. Isnor—1. Combien y a-t-il de bureaux régionaux qui fonctionnent dans les Provinces maritimes sous le régime de la Loi d'établissement de soldats et de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants?

2. Où sont situés ces bureaux?
3. Quels sont les noms des personnes qui en ont la direction et des membres du personnel?
4. Quels sont les frais annuels d'administration de chacun de ces bureaux?

Par M. Héon—1. Depuis son établissement jusqu'à date, quel a été le coût du bureau de la Commission des prix et du commerce en temps de guerre à Lachute, comté d'Argenteuil, au compte a) du loyer; b) du service téléphonique; c) des salaires; d) des frais de déplacement?

2. Combien y a-t-il d'employés dans le bureau de Lachute?

3. Quel a été le salaire total de chacun au cours de la période susmentionnée?

4. Quel est le montant total du compte de dépenses de chacun pour la même période?

Par M. Héon—Quelles ont été, jusqu'à date, les dépenses totales du bureau du Service sélectif à Lachute, comté d'Argenteuil, a) en loyer; b) pour les fournitures, l'aménagement, le service téléphonique; c) en salaires; d) en frais de déplacement?

Par M. Reid—1. Quelles ont été les sommes totales dépensées à l'égard des Japonais au Canada, depuis Pearl Harbour jusqu'à présent?

2. Quel est le montant total inscrit au crédit des Japonais au Canada et provenant de la vente de leurs biens?

3. Combien de Japonais auront une part dans la distribution de cet argent?

Par M. Gagnon—1. Combien de députés ou d'autres personnes ont été nommés adjoints parlementaires depuis 1942?

2. Quels en sont les noms?

3. Quel salaire a-t-il été payé à chacun d'eux pendant son terme d'office?

4. Quel montant de dépenses a-t-il été payé à chacun d'eux pendant son terme d'office?

Par M. Black (*Cumberland*)—1. Est-ce que Eugène Parker, C.R., de Halifax, Nouvelle-Ecosse, avait été nommé avocat de la commission royale d'enquête sur les coopératives?

2. Dans l'affirmative, quand a-t-il été nommé et quand cette nomination a-t-elle pris fin?

3. Combien, en donnant le montant total, lui paie-t-on par jour en allocations pour ses services et ses autres frais?

4. Quel est le nom de la société légale à laquelle M. Parker est associé à Halifax?

5. Depuis le commencement de la guerre, quel est le montant total qui a été payé à cette société légale, et/ou à tous ses membres, par tous les départements du gouvernement, y compris les compagnies de la Couronne?

Par M. Green—1. Quelle quantité d'argent a été produite au Canada au cours de chaque année, de 1936 à 1944 inclusivement, et quelle quantité a été produite en 1945 jusqu'à la date la plus récente où ces renseignements sont disponibles?

2. Quelle quantité d'argent a été utilisée au Canada pour chacune de ces années et pour cette période en 1945?

3. Quel a été, au cours de ces périodes respectives, le prix moyen pour l'argent utilisé au Canada?

4. Quelle quantité d'argent a été exportée du Canada au cours de chacune des périodes?

5. A qui a-t-on vendu cet argent ainsi exporté et à quel prix?

Par M. Green—1. Quelle quantité d'argent le gouvernement fédéral détient-il au Canada et à quelles fins servira-t-il?

2. Au cours de 1944, et en 1945 jusqu'à la date la plus récente pour laquelle ces renseignements sont disponibles, quelle quantité d'argent canadien nouveau a servi, au Canada, pour la frappe de la monnaie?

3. Quel prix l'once a-t-on payé aux producteurs de ce métal?
4. Quels sont les besoins estimatifs d'argent pour la frappe de la monnaie canadienne au cours de 1946?
5. Quels sont les besoins estimatifs pour d'autres fins pour le Canada au cours de cette année-là, en énumérant ces fins et les quantités requises pour chacune?

Par M. Stephenson—1. Le ministère des Affaires des anciens combattants a-t-il acheté des terrains, à Welcome, Ontario, pour y établir des petites propriétés?

2. Si c'est le cas, quel en est le nombre d'acres?
3. Quel prix les a-t-il payés?
4. Combien de maisons y construira-t-on?
5. Quel en sera le genre de construction, le nombre de chambres, etc.?
6. A-t-on commencé la construction de certaines de ces maisons?
7. Dans l'affirmative, de combien et quand seront-elles prêtes à être occupées?
8. Quel service de distribution d'eau posséderont-elles?
9. Quel sera le prix de vente de ces maisons?
10. Si elles sont à louer, quel en sera le loyer mensuel?
11. A-t-on reçu quelques demandes d'achat ou de location de ces maisons à l'heure actuelle?

L'ordre suivant de la Chambre est transmis à l'officier compétent:

Par M. Diefenbaker—Ordre de la Chambre—Copie des recommandations faites par le Bureau des gouverneurs de la Société Radio-Canada, en conformité des dispositions du paragraphe (1) de l'article 24 de la Loi canadienne sur la radiodiffusion, au ministre des Munitions et approvisionnements et/ou au ministre des Transports, et portant sur les demandes de licences pour une station de radio depuis le 1er janvier 1944.

M. Ilsley propose,—Que la Chambre se forme en comité plénier, à sa prochaine séance, pour prendre en considération la résolution suivante:

Que la résolution du 9 octobre concernant une mesure destinée à modifier la Loi nationale de 1944 sur l'habitation soit modifiée en y ajoutant la résolution suivante:

Que, sous le régime de ladite mesure, les dépenses, faites en vertu des dispositions de la partie V de la Loi, ou pour leur exécution, peuvent être payées à même le Fonds du revenu consolidé jusqu'à concurrence d'un montant ne dépassant pas, dans son ensemble, la somme de cinq millions de dollars.

M. Ilsley, membre du Conseil privé du Roi, informe alors la Chambre que Son Excellence le Gouverneur général, ayant été mis au fait de ladite résolution, la recommande à la Chambre.

Résolu,—Que la Chambre se forme en comité plénier, à sa prochaine séance, pour prendre en considération ladite résolution.

A l'appel de l'ordre pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des Subsidés;

M. Ilsley propose,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Et ladite motion, mise aux voix, est agréée.

La Chambre se forme de nouveau en comité des Subsidés et après avoir rapporté le progrès accompli, le comité obtient l'autorisation de siéger de nouveau plus tard aujourd'hui.

Un message est reçu du Sénat pour annoncer à la Chambre que Leurs Honneurs ont passé les bills suivants sans aucune modification, à savoir:

Bill No 16, Loi modifiant la Loi des ressources naturelles de l'Alberta.

Bill No 178, Loi autorisant la prestation de fonds pour couvrir des dépenses d'établissement effectuées et des dettes de capital contractées par le réseau des chemins de fer Nationaux du Canada pendant l'année civile 1945, ainsi que la garantie, par Sa Majesté, de certaines valeurs qu'émettra la Compagnie des chemins de fer Nationaux du Canada.

Aussi,—Un message pour informer la Chambre que le Sénat a passé les bills suivants qu'il soumet au bon plaisir de la Chambre, savoir:

Bill No 204 (Q-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Léopold Lévesque".

Bill No 205 (R-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Myrtle Elizabeth Fraser Bennett".

Bill No 206 (S-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Sylvia Pamela Solomon Lande".

Bill No 207 (T-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Annie Kandel Ashkanazy".

Bill No 208 (U-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Rose Acomsky Bloom".

Bill No 209 (V-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Ethel Meakings Downs".

Bill No 210 (W-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Evelyn Isabel May Ramsay Jarvis".

Bill No 211 (X-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Arthur John Frederick Temperton, junior".

Bill No 212 (Y-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Myrtle Ann Westover Coleman".

Bill No 213 (Z-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Marie Gertrude Owens Conant".

Bill No 214 (A-8 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Louis Humble".

Bill No 215 (B-8 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Sarah Silverstone Michelin".

Bill No 216 (C-8 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Roderick Auguste Robert de Lotbinière Harwood".

Et aussi,—Un message pour transmettre à la Chambre la preuve déposée devant le comité permanent des Divorces du Sénat, auquel ont été soumises les pétitions en instance de divorce qui ont servi de base aux bills de divorce mentionnés plus haut, ainsi que tous les documents produits comme pièces justificatives, avec prière que le tout soit renvoyé au Sénat.

A l'appel de l'ordre pour la mise à l'étude de l'amendement apporté par le Sénat au Bill No 21, Loi modifiant la Loi sur les lignes aériennes Trans-Canada, 1937;

M. Howe propose,—Que ledit amendement soit maintenant lu la deuxième fois et agréé.

Après discussion, ladite motion, mise aux voix, est agréée.

En conséquence, ledit amendement est lu la deuxième fois et agréé.

A l'appel de l'ordre pour la mise à l'étude des amendements apportés par le Sénat au Bill No 23, Loi constituant en corporation la Société centrale d'hypothèques et de logement;

M. Ilsley propose,—Que lesdits amendements soient maintenant lus la deuxième fois et agréés.

Après discussion, ladite motion, mise aux voix, est agréée.

En conséquence, lesdits amendements sont lus, à tour de rôle, la deuxième fois et agréés.

La Chambre reprend alors le débat ajourné sur le projet de motion de M. St-Laurent pour la deuxième lecture du Bill No 15, Loi ayant pour objet de conférer certains pouvoirs au Gouverneur en conseil dans les circonstances critiques nationales consécutives à la guerre.

Après plus ample discussion, ladite motion est mise aux voix, et il est décidé de la laisser au Feuilleton.

A l'appel de l'ordre pour que la Chambre se forme en comité plénier afin d'étudier un projet de résolution destinée à modifier la Loi sur l'assurance des crédits à l'exportation;

M. Ilsley propose,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Après discussion, ladite motion, mise aux voix, est agréée.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier pour étudier ladite résolution.

(En comité)

La résolution suivante est adoptée:

*Résolu*,—Qu'il y a lieu de présenter une mesure pour stipuler, en modifiant la Loi sur l'assurance des crédits à l'exportation, que le montant global des prêts consentis et en cours à quelque époque, et la valeur des titres achetés ou acquis et détenus en tout temps, sous le régime de l'article vingt-deux de ladite loi, seront portés de cent millions de dollars (\$100,000,000) à sept cent cinquante millions de dollars (\$750,000,000).

Résolution à rapporter.

Ladite résolution est rapportée, lue la deuxième fois et agréée.

Du consentement de la Chambre, M. Ilsley présente le Bill No 217, Loi modifiant la Loi sur l'assurance des crédits à l'exportation, qui est lu la première fois et dont la deuxième lecture est remise à la prochaine séance de la Chambre.

A l'appel de l'ordre pour que la Chambre se forme en comité plénier afin d'étudier un projet de résolution relatif à un accord à conclure avec la Province de l'Alberta en vertu des dispositions de la Loi de 1942 sur les accords fiscaux entre le fédéral et les provinces;

M. Ilsley propose,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Après discussion, ladite motion, mise aux voix, est agréée.

La Chambre se forme, en conséquence, en comité plénier, pour étudier ladite résolution.

(*En comité*)

La résolution suivante est adoptée:

*Résolu*,—Qu'il y a lieu de présenter une mesure pour autoriser le ministre des Finances, avec l'assentiment du gouverneur en conseil, à conclure un accord avec la province d'Alberta en vue de payer à la province, sous forme d'indemnité et de subvention, des sommes accrues en sus des montants dont le paiement a été convenu aux termes d'un accord conclu avec la province en date du 30 mars 1942.

Résolution à rapporter.

Ladite résolution est rapportée, lue la deuxième fois et agréée.

Du consentement de la Chambre, M. Ilsley présente alors le Bill No 218, Loi ayant pour objet d'autoriser le ministre des Finances, avec l'assentiment du Gouverneur en conseil, à conclure avec la province d'Alberta un accord modifiant celui qui a été fait avec ladite province sous l'autorité de la Loi de 1942 sur les accords fiscaux entre le Dominion et les provinces, qui est lu la première fois et dont la deuxième lecture est remise à la prochaine séance de la Chambre.

A l'appel de l'ordre pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des Subsidés;

M. Ilsley propose,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Et ladite motion, mise aux voix, est agréée.

La Chambre, en conséquence, se forme de nouveau en comité des Subsidés.

(*En comité*)

Les résolutions suivantes sont adoptées: (*Moins les montants votés en subsides intérimaires*).

#### MINES ET RESSOURCES

126	Administration . . . . .	\$ 152,565 00
DIVISION DES MINES ET DE LA GÉOLOGIE		
127	Administration . . . . .	31,000 00
	Bureau des mines—	
128	Administration . . . . .	22,800 00
129	Etudes des ressources minérales . . . . .	455,790 00
130	Loi des explosifs . . . . .	29,500 00
131	Pour prévoir la fabrication, l'érection et l'outillage d'une usine d'hydro-génération dans les laboratoires de recherches en combustibles (A voter de nouveau, \$100,000) . . . . .	770,000 00
	Bureau de géologie et de topographie—	
132	Administration et services divers . . . . .	117,024 00
133	Levés géologiques . . . . .	341,000 00



No 64

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

---

SÉANCE DU MARDI, 4 DÉCEMBRE 1945

---

*Onze heures de l'avant-midi.*

PRIÈRES.

Un message est reçu du Sénat pour informer la Chambre que Leurs Honneurs ont passé le Bill No 13, Loi modifiant la Loi des charités de guerre, 1939, avec les amendements suivants:

1. *Page 1, ligne 20.*—Retrancher les mots "ou est d'une catégorie désignée par règlement comme catégorie de monuments aux morts de la guerre".

2. *Page 1, lignes 26 et 27.*—Retrancher les mots "ou comme catégories de monuments aux morts de la guerre".

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier a déposé sur la Table le dix-neuvième rapport de l'examineur des pétitions pour bills privés, lequel est lu comme suit:

Conformément au paragraphe 2 de l'article 99 du Règlement, l'examineur des pétitions introductives de bills privés a l'honneur de présenter ce qui suit à titre de dix-neuvième rapport:

Votre examineur a dûment examiné la pétition suivante en obtention de bill privé, demandant l'adoption d'une loi ayant pour objet de dissoudre le mariage du requérant et de lui accorder un divorce, et il constate que les prescriptions de l'article 95 du Règlement ont été observées:

De Reginald Wesley Titcombe, de Montréal, P.Q., époux d'Olive Mary Cooper Titcombe.

M. Mackenzie, membre du Conseil privé du Roi, dépose sur la Table,— Copie de l'arrêté en conseil C.P. 7225, approuvé le 3 décembre 1945: relativement à la division des décrets, ordonnances et règlements du Bureau du Conseil privé, telle qu'établie par l'arrêté en conseil C.P. 10793, approuvé le 26 novembre 1942.

M. Cleaver, du comité permanent de la Banque et du commerce, dépose le quatrième rapport dudit comité qui se lit comme suit:

Votre comité a étudié le Bill No 158 (Lettre V-2 du Sénat), intitulé: "Loi constituant en corporation la Compagnie de Fiducie du Canada", et a convenu de rapporter ledit bill avec modifications.

Votre comité recommande que le titre dudit bill soit changé à celui de "Loi constituant en corporation la Compagnie de Fiducie d'Amérique ou, en anglais, *Trust Company of America*".

Sur motion de M. Mackenzie, il est ordonné,—Que l'on remplace le nom de M. Brunelle par le nom de M. Whitman comme membre du comité mixte des deux Chambres sur les impressions du Parlement.

Les bills suivants du Sénat sont lus, à tour de rôle, la première fois, sur division:

Bill No 204 (Q-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Léopold Lévesque".

Bill No 205 (R-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Myrtle Elizabeth Fraser Bennett".

Bill No 206 (S-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Sylvia Pamela Solomon Lande".

Bill No 207 (T-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Annie Kandel Ashkanazy".

Bill No 208 (U-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Rose Acomsky Bloom".

Bill No 209 (V-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Ethel Meakings Downs".

Bill No 210 (W-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Evelyn Isabel May Ramsay Jarvis".

Bill No 211 (X-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Arthur John Frederick Temperton, junior".

Bill No 212 (Y-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Myrtle Ann Westover Coleman".

Bill No 213 (Z-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Marie Gertrude Owens Conant".

Bill No 214 (A-8 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Louis Humble".

Bill No 215 (B-8 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Sarah Silverstone Michelin".

Bill No 216 (C-8 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Roderick Auguste Robert de Lotbinière Harwood".

M. McGregor propose,—Que lesdits bills soient maintenant lus la deuxième fois.

Et ladite motion, mise aux voix, est agréée, sur division.

En conséquence, lesdits bills de divorce sont lus la deuxième fois sur division et transmis pour étude au comité permanent des *Bills privés* (avec la preuve, etc., faite devant le comité permanent du Sénat auquel les pétitions préliminaires à ces bills ont été soumises).

Le Bill No 217, Loi modifiant la Loi sur l'assurance des crédits à l'exportation, est lu la deuxième fois, étudié en comité plénier, et après avoir rapporté le progrès accompli, le comité obtient l'autorisation d'en reprendre l'étude à la prochaine séance de la Chambre.

La Chambre reprend ensuite le débat ajourné sur le projet de motion de M. St-Laurent:—Que le bill No 15, Loi ayant pour objet de conférer certains pouvoirs au gouverneur en conseil dans les circonstances critiques nationales consécutives à la guerre, soit maintenant lu la deuxième fois.

Et le débat se poursuivant; ledit débat est ajourné sur une motion de M. Fulton.

Du consentement de la Chambre, on revient à l'ordre de "la présentation des rapports".

M. Tucker, du comité spécial des Affaires des anciens combattants, dépose le sixième rapport dudit comité qui se lit comme suit:

Votre comité a fait une étude approfondie de l'Ordonnance concernant la réadaptation après licenciement ainsi que des arrêtés en conseil complémentaires régissant les allocations pour formation professionnelle et éducative, et autres prestations de réadaptation.

Votre comité a donné à ses conclusions la forme d'un avant-projet de loi intitulé: "Loi établissant des allocations de réadaptation pour les anciens combattants", dont un exemplaire est annexé aux présentes, et il recommande que le gouvernement étudie la question de présenter un tel projet de loi à la Chambre.

## AVANT-PROJET DE BILL

### INTITULÉ

### LOI ÉTABLISSANT DES ALLOCATIONS DE RÉADAPTATION POUR LES ANCIENS COMBATTANTS

Sa Majesté, sur l'avis et du consentement du Sénat et de la Chambre des Communes du Canada, décrète:

#### *Titre abrégé*

1. La présente loi peut être citée sous le titre: *Loi sur la réadaptation des anciens combattants.*

#### *Interprétation*

2. Dans la présente loi, à moins que le contexte ne s'y oppose, l'expression
- a) "enfant" signifie un enfant de moins de seize ans, dans le cas d'un garçon, ou de moins de dix-sept ans, dans le cas d'une fille;
  - b) "ministère" désigne le ministère des Affaires des anciens combattants;
  - c) "personne à charge" signifie l'épouse, l'enfant, le père ou la mère d'un ancien combattant que ce dernier entretient, ou de l'entretien duquel il est légalement responsable, et une fille de l'ancien combattant, de dix-sept ans ou plus, ou une autre personne qui, qualifiée pour le faire, s'est chargée de la conduite de la maison de l'ancien combattant et du soin de ses enfants. Cette expression comprend
    - (i) un enfant légalement adopté par l'ancien combattant et entretenu par ce dernier;
    - (ii) un beau-fils ou une belle-fille (*stepchild*) de l'ancien combattant, que celui-ci entretient;
    - (iii) un enfant illégitime de l'ancien combattant, reconnu ou entretenu par ce dernier, et, s'il s'agit d'un ancien combattant du sexe féminin, né pendant le service ou dans les neuf mois subséquents et entretenu par cet ancien combattant du sexe féminin;

- (iv) une femme qui, sans être légalement mariée à l'ancien combattant, vivait avec lui à l'époque de son enrôlement et pour le compte de qui le ministère de la Défense nationale versait une indemnité pour charges de famille;
- d) "libération" signifie une fin de service honorable dans les forces depuis le dix septembre 1939, l'expression "libéré" ayant un sens correspondant;
- e) l'expression "forces" signifie les forces navales, militaires ou aériennes de Sa Majesté;
- f) "aide pécuniaire de réadaptation" signifie "l'allocation de réadaptation" désignée par les arrêtés en conseil C.P. 7521 du 19 décembre 1940, C.P. 890 du 5 février 1941, C.P. 3544 du 19 mai 1941, C.P. 2349 du 4 avril 1944 et C.P. 6358 du 2 octobre 1941;
- g) "Ministre" désigne le ministre des Affaires des anciens combattants;
- h) "allocation de chômage" signifie une allocation payée à un ancien combattant sous le régime de l'article cinq de la présente loi;
- i) "pensionné" signifie un ancien combattant qui reçoit une pension d'invalidité sous le régime de la *Loi des pensions*;
- j) "temps de service" signifie le temps passé en activité de service dans les forces, non compris une période d'absence sans permission ou d'absence autorisée sans solde, ni le temps durant lequel est purgée une sentence de travaux forcés, d'emprisonnement ou de détention, ni une période de service à l'égard de laquelle la solde est confisquée;
- k) "règlement" signifie un règlement établi sous le régime de la présente loi;
- l) les expressions "Commission d'assurance chômage" et "Caisse d'assurance-chômage" ont respectivement la même signification que dans la *Loi de 1940 sur l'assurance-chômage*;
- m) "université" signifie une université ou un collège d'un niveau éducatif approuvé par le Ministre;
- n) l'expression "ancien combattant" signifie
- (i) une personne qui a été en activité de service dans les forces canadiennes ou qui recevait une solde de service actif de ces forces pendant la guerre, y compris une personne qui a servi dans le Corps féminin de l'armée canadienne depuis le treize août 1941, et
  - (ii) une personne domiciliée au Canada qui a servi dans les forces de Sa Majesté autres que les forces canadiennes et était ainsi domiciliée au moment de son engagement dans lesdites forces aux fins de la guerre, et qui a été libérée de ces forces;
- o) "guerre" signifie la guerre commencée le dix septembre 1939.

#### *Allocation de réadaptation*

3. Sous réserve des dispositions de la présente loi, le Ministre peut aider à la réadaptation des anciens combattants

- a) En effectuant des allocations à des anciens combattants, ou à l'égard d'anciens combattants,
- (i) qui sont temporairement rendus incapables de travailler,
  - (ii) qui sont en chômage,
  - (iii) qui attendent le rendement d'une entreprise; ou
  - (iv) qui poursuivent des cours de formation, et
- b) En acquittant les frais de ces cours de formation.

4. (1) Sous réserve du paragraphe deux du présent article, lorsqu'un ancien combattant est temporairement rendu incapable de travailler ou de recevoir la formation visée par la présente loi en raison d'une invalidité, et qu'il n'est pas admissible au soin prévu à cet égard par quelque autre loi ou règlement appliqué par le Ministre, celui-ci peut, à la requête de l'ancien combattant, lui verser, pendant qu'il est ainsi rendu incapable, une allocation mensuelle pour une période n'excédant pas le temps de service de l'ancien combattant ou douze mois, selon la durée inférieure.

(2) Nulle allocation ne peut être versée à un ancien combattant, sous le régime du présent article,

- a) pour les trente premiers jours qui suivent sa libération s'il a reçu ou peut être admis à recevoir une aide pécuniaire de réadaptation;
- b) pour une période pendant laquelle il est rendu incapable plus de dix-huit mois après sa libération.

5. (1) Sous réserve des dispositions du présent article, si un ancien combattant, capable de travailler et disponible pour le travail, ne peut trouver un emploi convenable, le Ministre peut, à la demande de l'ancien combattant, lui verser une allocation de chômage mensuelle pendant le temps qu'il est ainsi dépourvu d'emploi.

(2) Une allocation de chômage ne peut être versée à un ancien combattant

- a) Pour les neuf premiers jours de son chômage, que ce dernier soit continu ou non;
- b) A l'égard de toute période durant laquelle il est en chômage plus de dix-huit mois après sa libération; toutefois, lorsqu'un ancien combattant était hospitalisé ou recevait quelque traitement dans un hôpital ou une institution de santé, ou touchait une allocation concernant une invalidité temporaire prévue dans la présente loi, en tout temps durant ladite période de dix-huit mois, le Ministre peut, à sa discrétion, proroger la période durant laquelle une allocation de chômage peut lui être versée après les dix-huit mois en question, mais la période supplémentaire ne doit pas excéder le temps mentionné;
- c) Pour une période de chômage de plus de douze mois accumulée pendant celle que prescrit l'alinéa b) du présent paragraphe;
- d) Qui, si sa demande était une demande de prestation prévue dans la *Loi de 1940 sur l'assurance-chômage*, serait inapte à recevoir la prestation y visée, en raison des alinéas a), b), c), d) ou e) de l'article quarante-trois de ladite loi;
- e) Sauf prescriptions des règlements, si l'ancien combattant est une femme mariée; ou
- f) Pour les trente premiers jours qui suivent immédiatement sa libération, s'il a reçu ou a droit de recevoir une aide pécuniaire de réadaptation.

6. (1) Sous réserve des dispositions du présent article, si un ancien combattant se livre à quelque entreprise pour son propre compte et en attend un rendement, le Ministre peut lui verser une allocation mensuelle pendant une période n'excédant pas le temps de service de l'ancien combattant ou douze mois, suivant la plus courte de ces périodes.

(2) Nulle allocation ne peut être versée à un ancien combattant sous le régime du présent article en ce qui concerne les trente premiers jours qui suivent immédiatement sa libération, s'il a reçu ou a droit de recevoir une aide pécuniaire de réadaptation.

(3) Sauf disposition contraire ci-après contenue, nulle allocation ne peut être versée sous le régime du présent article, à moins qu'une demande à cette fin n'ait été présentée par l'ancien combattant dans les douze mois qui suivent la date de la fin de la guerre ou celle de sa libération, selon la date postérieure.

- (4) Si un ancien combattant
- a) était hospitalisé ou recevait quelque traitement dans un hôpital ou une institution de santé, ou
  - b) touchait une allocation pour une incapacité temporaire sous le régime de l'article quatre de la présente loi, ou
  - c) a subi un retard, en entrant dans les affaires, par suite de lois sur les patentes de débitants ou le rationnement, ou à cause de la rareté des denrées ou du matériel par lui requis,

il jouira de tel délai supplémentaire, pour demander les avantages prévus au présent article, que comportent les circonstances décrites aux alinéas a), b) ou c) du présent paragraphe.

7. (1) Sous réserve des dispositions du présent article, si un ancien combattant suit un cours de formation professionnelle ou technique, lequel a été approuvé par le Ministre comme étant susceptible de le préparer à un emploi ou réemploi, ou de lui permettre d'obtenir une meilleure situation ou un emploi plus convenable, le Ministre peut lui verser une allocation pour la période durant laquelle il suit le cours en question.

(2) Nulle allocation ne peut être versée aux termes du présent article, à moins qu'une demande à cette fin n'ait été présentée par l'ancien combattant dans les douze mois qui suivent la date de la fin de la guerre ou celle de sa libération, selon la date postérieure, mais si un ancien combattant était hospitalisé ou recevait quelque traitement dans un hôpital ou une institution de santé, ou touchait quelque allocation pour incapacité sous le régime de l'article quatre de la présente loi, en tout temps durant les douze mois en question, la période pendant laquelle il peut présenter sa demande est prorogée d'autant.

(3) Nulle allocation ne peut être versée à un ancien combattant sous le régime du présent article pour une période totale de plus de douze mois, sauf que, dans des cas particuliers prescrits par règlements, l'allocation peut être versée pour une période de plus de douze mois mais n'excédant pas le temps de service de l'ancien combattant.

8. (1) Sous réserve des dispositions du présent article, si un ancien combattant

- a) reprend ou commence, dans le délai d'un an et trois mois après sa libération, un cours aux fins de se qualifier pour l'admission à une université, ou
- b) reprend ou commence, dans le délai d'un an et trois mois après sa libération, un cours universitaire, académique ou professionnel, auquel il est régulièrement admis, ou
- c) pour cause de mauvaise santé, ou pour tout autre motif valable jugé suffisant par le Ministre, remet la reprise ou le commencement d'un tel cours au delà desdites périodes,

le Ministre peut lui payer une allocation pour la période durant laquelle il suit ledit cours.

(2) La période totale pour laquelle une allocation peut être versée à un ancien combattant, sous le régime du présent article, ne doit pas excéder son temps de service; mais si le Ministre est d'avis que les progrès et l'avancement dans le cours que suit un ancien combattant sont tels qu'il est dans l'intérêt de ce dernier et dans l'intérêt public que le versement de l'allocation soit continué durant une plus longue période, le Ministre a la faculté de proroger la période durant laquelle elle peut être versée.

(3) Nulle allocation prévue dans le présent article ne doit être versée à un ancien combattant qui, n'ayant pas réussi dans un ou plusieurs cours ou sujets pendant une année académique, échoue dans plus d'un examen supplémentaire offert par l'université dans quelque cours ou sujet susdit.

9. (1) Sous réserve des dispositions du présent article, si un ancien combattant reprend ou commence, dans une université, un cours post-scolaire, soit académique ou professionnel, dans l'espace d'un an et trois mois après sa libération, ou commence un tel cours aussitôt que possible après avoir terminé un cours d'étudiant (*under-graduate*), ou si un ancien combattant reprend ou commence un tel cours plus d'un an et trois mois après sa libération, pour l'unique raison d'un retard causé par la mauvaise santé ou toute autre cause acceptable au Ministre, et si ce dernier juge qu'il est dans l'intérêt public que l'ancien combattant reprenne ou commence ce cours, le Ministre peut lui verser une allocation pour la période durant laquelle il suit ledit cours.

(2) La période totale pour laquelle une allocation peut être versée à un ancien combattant sous le régime du présent article, avec toute période pour laquelle il reçoit une allocation d'étudiant aux termes de l'article huit de la présente loi, ne doit pas excéder son temps de service; mais si le Ministre est d'avis que le progrès et l'avancement de l'ancien combattant sont si remarquables qu'il est dans l'intérêt public que le versement de l'allocation soit continué durant une plus longue période, le Ministre peut proroger la période durant laquelle cette dernière peut être versée.

10. (1) Le Ministre peut, à la requête d'un ancien combattant qui est employé, acquitter le coût d'un cours de formation par correspondance pour l'ancien combattant si, de l'avis du Ministre, le cours est nécessaire à sa réadaptation complète et concerne directement l'occupation dans laquelle il se trouve ou compte se trouver, mais le montant total versé sous le régime du présent paragraphe ne doit pas excéder le montant de l'allocation qui aurait pu être payée à cet ancien combattant aux termes de l'article sept de la présente loi pour son temps de service ou douze mois, selon la période la plus courte.

(2) Le Ministre peut acquitter le coût d'un cours par correspondance pour un ancien combattant qui subit un traitement dans un hôpital ou une semblable institution sous l'autorité de la *Loi sur le ministère des Affaires des anciens combattants* si, de l'avis du Ministre, le cours est nécessaire pour la réadaptation complète de l'ancien combattant.

11. (1) Lorsqu'un ancien combattant touche une allocation sous le régime des articles sept, huit ou neuf de la présente loi, ou qu'une telle allocation pourrait être payée si ce n'était des dispositions de l'article treize de la présente loi, le Ministre peut, en conformité des règlements, verser à une université, école ou autre semblable institution les frais de scolarité, les frais d'étude et les frais d'athlétisme ou autres frais nécessaires de cours de formation approuvés en vertu de la présente loi, pour cet ancien combattant et par lui suivis, et payer les frais de scolarité et de formation spéciales reçues par cet ancien combattant alors qu'il subissait un traitement dans des hôpitaux et de semblables institutions sous l'autorité de la *Loi du ministère des Affaires des anciens combattants*.

(2) Le Ministre peut, en conformité des règlements, subvenir financièrement à la formation d'un genre technique, professionnel ou éducatif, lorsqu'une telle formation est donnée pour des fins thérapeutiques et en vue de la préparation à la formation professionnelle dans des hôpitaux et de semblables institutions, sous l'autorité de la *Loi du ministère des Affaires des anciens combattants*.

(3) Le Ministre peut, en conformité des règlements, payer à une université, école ou autre semblable institution, les frais mentionnés au premier paragraphe du présent article, et verser des allocations à tout ancien combattant qui y reçoit une formation technique, professionnelle ou éducative, selon les dispositions des articles sept, huit et neuf de la présente loi, lorsque le Ministre décide qu'une telle formation est donnée en vue du rétablissement physique ou mental de l'ancien combattant, ou dans l'emploi, parce dernier, d'appareils ou instruments qui peuvent compenser la perte de capacité physique ou mentale.

12. Lorsqu'une allocation est versée à un ancien combattant selon les dispositions des articles quatre, cinq, six, sept, huit ou neuf de la présente loi, le Ministre peut, en conformité des règlements, verser des allocations simultanées en ce qui concerne toute personne à la charge de l'ancien combattant.

13. En déterminant le montant de l'allocation à payer à un ancien combattant en vertu de la présente loi, le Ministre peut tenir compte du salaire, du traitement, de la pension ou de tout autre revenu en expectative de l'ancien combattant et des personnes à sa charge, s'il en est, pour la période concernant laquelle l'allocation est ou peut être payée.

14. Les allocations versées à un ancien combattant ou en son nom, aux termes des articles sept, huit ou neuf de la présente loi, sont libres d'impôt.

15. Sauf les règlements, aucune allocation ne peut être payée en vertu de la présente loi à un ancien combattant qui réside hors du Canada, ou en son nom.

16. (1) Un ancien combattant ne peut toucher plus d'une allocation prévue par la présente loi, à une époque quelconque. Il ne peut toucher aucune allocation en vertu de la présente loi pendant qu'il reçoit des prestations d'assurance-chômage.

(2) Sauf dispositions expressément contraires de la présente loi, la période totale pour laquelle un ancien combattant peut toucher des allocations en vertu de cette loi ne doit pas excéder son temps de service ou douze mois, selon la période la plus courte.

17. Nonobstant les dispositions des articles six et sept de la présente loi, un ancien combattant peut demander une allocation prévue par ces articles en tout temps dans l'année qui suit la date de son établissement en vertu de la *Loi de 1942 sur les terres destinées aux anciens combattants*, quant à l'agriculture de façon continue ou à la pêche commerciale.

18. (1) Nonobstant les dispositions de l'article seize de la présente loi, les sommes payées selon le paragraphe deux de l'article dix ou le paragraphe deux ou le paragraphe trois de l'article onze de cette loi n'empêchent pas l'ancien combattant de recevoir un autre avantage prévu par la présente loi, non plus qu'elles diminuent un autre avantage auquel il peut avoir droit sous le régime de cette loi ou d'une autre.

(2) Nonobstant les dispositions de la *Loi de 1944 sur les indemnités de service de guerre*, nulle somme payée selon la *Loi de 1942 sur la coordination de la formation professionnelle* n'est réputée payée à un ancien combattant, à son égard ou pour son compte, en vertu de la présente loi, de manière à influencer sur le montant de prestation auquel un ancien combattant aurait droit, d'autre manière, par application de la *Loi de 1944 sur les indemnités de service de guerre*.

#### Règlements

19. Le Ministre peut, avec l'approbation du gouverneur en conseil, édicter des règlements, non incompatibles avec la présente loi,

- a) prescrivant des conditions, outre celles prévues par la présente loi, pour étendre l'admissibilité des anciens combattants au paiement de toute allocation ou autre prestation en vertu de la présente loi;
- b) prescrivant les conditions auxquelles les allocations peuvent, dans des cas spéciaux, être payées pour des périodes plus longues que celles spécifiées dans la présente loi, lorsque cette dernière prévoit qu'un paiement pour des périodes plus longues peut être effectué selon les règlements;
- c) prescrivant les conditions auxquelles les allocations-payables sous le régime de la présente loi peuvent être versées à des personnes qui ne résident pas au Canada;

- d) prescrivant le montant et le mode du paiement de toute allocation ou prestation, prévue par la présente loi, aux anciens combattants ou aux personnes à leur charge ou à leur égard, et la façon de calculer le montant d'une semblable allocation ou prestation payable pour une période inférieure à un mois;
- e) prescrivant les conditions auxquelles une allocation ou autre prestation, susceptible d'être payée sous le régime de la présente loi, peut être terminée;
- f) prescrivant les conditions auxquelles des paiements peuvent être faits à des universités, écoles ou autres semblables institutions, aux termes de l'article onze de la présente loi;
- g) sous réserve de l'attribution de deniers par le Parlement,
  - (i) pour autoriser et prescrire les conditions auxquelles les allocations ou prestations, outre celles prévues par la présente loi, peuvent être payées aux anciens combattants ou aux personnes à leur charge;
  - (ii) en vue de pourvoir au paiement de frais de déplacement, y compris l'allocation de subsistance de tout ancien combattant, pour aider à sa réadaptation; et
  - (iii) pour prescrire des allocations spéciales dans le cas de pensionnés ou de catégories particulières de pensionnés;
- h) prescrivant les conditions auxquelles les allocations peuvent être versées aux pensionnés, ou à leur égard, et les frais de leur formation lorsqu'il est constaté qu'ils ont besoin d'une formation ou d'une nouvelle formation après l'expiration des délais imposés par la présente loi; et
- i) pourvoyant à toute autre matière nécessaire ou opportune pour l'exécution des fins et des dispositions de la présente loi.

20. Toutes dépenses faites en vertu de la présente loi doivent être payées à même les deniers attribués à cette fin par le Parlement.

#### *Ajustement d'assurance-chômage*

21. Un ancien combattant qui a complété quinze semaines dans un emploi assurable selon la *Loi de 1940 sur l'assurance-chômage*, au cours d'une période de douze mois, que l'emploi fût continu ou non, est censé, aux fins de la présente loi, avoir eu un emploi assurable immédiatement avant l'ouverture de ladite période de quinze semaines pour une période égale à son service dans les forces armées après le trente juin 1941, et ledit emploi assurable est censé avoir été continu, autant que possible, sans être de la même époque qu'une période durant laquelle l'ancien combattant occupait véritablement un emploi assurable, en vertu de ladite loi, avant la période de quinze semaines en question.

22. Le plus tôt possible après que la Commission d'assurance-chômage a constaté qu'un ancien combattant a complété quinze semaines dans un emploi assurable, il doit être crédité à la Caisse d'assurance-chômage, sur les deniers attribués par le Parlement à cette fin, un montant égal à la contribution conjointe de l'employeur et de l'employé conformément à la *Loi de 1940 sur l'assurance-chômage*, pour une période égale au temps de service de l'ancien combattant dans les forces armées après le 30 juin 1941, et cette contribution conjointe doit être calculée au taux moyen des contributions qui, d'après le livre d'assurance-chômage de l'ancien combattant, ont été payées par lui et en son nom pour lesdites quinze semaines. Aux fins de la *Loi de 1940 sur l'assurance-chômage*, l'ancien combattant est réputé avoir occupé de bonne foi un emploi assurable pendant ledit temps de service, et toutes les contributions sont censées avoir été payées en vertu de ladite loi, à l'égard de l'ancien combattant, durant le temps de service en question.

23. Lorsque le gouvernement de l'un des alliés de Sa Majesté dans la guerre a convenu de payer, à l'égard de chacun des anciens combattants de ses forces armées qui étaient domiciliés au Canada lors de leur engagement dans lesdites forces pour les fins de la guerre, aussitôt que possible après que la Commission d'assurance-chômage aura constaté qu'il a complété quinze semaines dans un emploi assurable, un montant égal à la contribution conjointe de l'employeur et de l'employé selon la *Loi de 1940 sur l'assurance-chômage*, pour une période égale au temps de service de l'ancien combattant dans lesdites forces armées après le trente juin 1941, calculé à un taux égal à la moyenne des contributions qui, d'après le livre d'assurance-chômage de l'ancien combattant, ont été payées par lui et en son nom pour lesdites quinze semaines,

- a) l'expression "ancien combattant" dans l'article dix-sept de la présente loi comprend une personne résidant au Canada
  - (i) qui a servi dans les forces armées d'une telle nation,
  - (ii) qui était domiciliée au Canada lors de son engagement dans lesdites forces pour les fins de la guerre, et
  - (iii) qui a été libérée desdites forces, et
- b) aussitôt qu'il a été constaté qu'une semblable personne a complété quinze semaines dans un emploi assurable, elle est réputée, aux fins de ladite loi, avoir occupé de bonne foi un emploi assurable pendant son temps de service dans lesdites forces armées, et toutes les contributions sont censées avoir été payées en vertu de ladite loi, à son égard, durant le temps de service en question,

et, en pareil cas, les montants payés sous le régime de l'entente doivent être versés à la Caisse d'assurance-chômage.

24. Si, en faisant un rapport sur la situation financière de la Caisse d'assurance-chômage, le Comité consultatif de l'assurance-chômage constate que ladite Caisse a été défavorablement atteinte en raison des dispositions des articles dix-sept et dix-huit de la présente loi, le Comité doit, dans son rapport prévu par l'article quatre-vingt-quatre de la *Loi de 1940 sur l'assurance-chômage*, indiquer le montant à concurrence duquel ladite caisse a ainsi été désavantageusement atteinte et la manière dont elle l'a été. Le gouverneur en conseil peut, sur réception dudit rapport, étudier des mesures immédiates pour remédier à tout épuisement de la caisse en question, attribuable à l'exécution de la présente loi. lequel épuisement aura été établi par le rapport susdit du Comité consultatif de l'assurance-chômage.

A onze heures p.m., M. l'Orateur ajourne la Chambre sans mettre la motion aux voix, en vertu de l'article 7 du Règlement, jusqu'à onze heures de l'avant-midi, demain.

No 65

JOURNAUX  
DE LA  
CHAMBRE DES COMMUNES  
DU CANADA

---

SÉANCE DU MERCREDI, 5 DÉCEMBRE 1945

---

*Onze heures de l'avant-midi.*

PRIÈRES.

M. Harris (*Grey-Bruce*), du comité spécial conjoint du Sénat et de la Chambre des communes institué pour faire étude et rapport sur un motif approprié pour un drapeau national distinctif, présente le deuxième rapport (final) dudit comité qui se lit comme suit:

Votre comité a tenu deux assemblées au cours desquelles a été soigneusement étudiée la question d'un motif approprié pour un drapeau national distinctif, selon l'Ordre de renvoi du Sénat du 21 novembre 1945, et selon l'Ordre de renvoi de la Chambre des communes du 14 novembre 1945.

Un certain nombre de propositions sous diverses formes, telles que projets de motifs, résolutions, suggestions, lettres, ont été déposées devant le comité.

Le colonel A. F. Duguid, D.S.O., historien de l'Armée pour le ministère de la Défense nationale (Armée), a rendu témoignage, et ce témoin a exposé le point de vue technique et historique de la question à l'étude.

Votre comité croit que le temps qui lui est accordé ne suffit pas à lui permettre de formuler une recommandation définitive.

Par conséquent, votre comité recommande qu'un comité conjoint semblable soit institué aux fins de poursuivre l'étude de la question au cours de la prochaine session du Parlement.

Votre comité, en outre, recommande que, durant la vacance parlementaire, des fonctionnaires soient nommés aux fins de classer tous les documents qui ont été déposés auprès du comité actuel ou qui pourraient être reçus entre-temps par le gouvernement, de sorte que ces documents puissent être présentés de façon convenable devant le comité conjoint institué à la prochaine session, et que le travail dudit comité en soit ainsi aidé.

Un compte rendu des témoignages entendus est ci-joint déposé sur la Table.

*(Pour la copie des témoignages, consulter l'Appendice No 2 des Journaux.)*

Sur motion de M. Maybank, il est ordonné,—Que l'article 105 du Règlement relatif à l'affichage des bills privés soit suspendu pour le reste de la session.

M. Lapointe, adjoint parlementaire du ministre de la Défense nationale, dépose sur la Table,—Copie des ordres généraux promulgués pour l'Armée canadienne du 6 juillet 1945 au 17 septembre 1945 (version anglaise) et du 27 juin 1945 au 12 septembre 1945 (version française), en vertu des dispositions de l'article 141, chapitre 132, S.R.C., 1927.

Les questions suivantes qui figuraient au Feuilleton ont été changées en ordres de rapport, en vertu du paragraphe 4 de l'article 44 du Règlement, et les officiers compétents en ont été avertis, à savoir:

Par M. Church—Quel congé de Noël et du Nouvel An a-t-on fixé, cette année, pour les personnes des forces armées—marine, armée et aviation—a) actuellement en service au Canada ou dans les territoires avoisinants, b) en service outre-mer?

Par M. Pearkes—1. Combien d'hommes, qui ne s'étaient pas enrôlés dans la province de la Colombie-Britannique, ont été démobilisés à Vancouver et à Victoria?

2. Le ministre de la Défense nationale s'abstiendra-t-il de démobiliser encore des hommes, en Colombie-Britannique, qui ne se sont pas enrôlés dans cette province, ou dont les dépendants n'y demeurent pas actuellement, jusqu'à ce que la situation de l'embauchage en Colombie-Britannique se soit améliorée?

Par M. Gagnon—Quel a été le coût total de la construction des camps militaires, a) à Chicoutimi, b) à Arvida?

Par M. Gagnon—1. Quel a été le coût total de l'achat et de la construction du terrain d'atterrissage, des camps et des aménagements de toutes sortes construits à St-Honoré, comté de Chicoutimi, Québec?

2. Combien de temps ces camps et ce terrain d'atterrissage ont-ils été utilisés pour fin d'entraînement militaire?

3. Quel a été le nombre de militaires casernés à cet endroit en 1940, 1941, 1942, 1943, 1944, 1945?

La Chambre reprend le débat ajourné sur le projet de motion de M. St-Laurent:—Que le Bill No 15, Loi ayant pour objet de conférer certains pouvoirs au Gouverneur en conseil dans les circonstances critiques nationales consécutives à la guerre, soit maintenant lu la deuxième fois.

Et le débat se poursuivant;

Du consentement de la Chambre, M. l'Orateur informe la Chambre qu'il a reçu un message du Sénat pour annoncer que Leurs Honneurs ont passé les bills suivants qu'ils soumettent au bon plaisir de la Chambre, à savoir:

Bill No 219 (D-8 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Emile Bastien".—M. Maybank.

Bill No 220 (E-8 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Cecilia Kate Burrows Andrea".—M. Maybank.

Bill No 221 (F-8 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Helen Eaton Gair Curnew".—M. Maybank.

Bill No 222 (G-8 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Jack Bailey".—M. MacLean.

Bill No 223 (H-8 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Winnifred Pearl Simcox".—M. Maybank.

Bill No 224 (I-8 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Robert Dickerson Silverman".—M. *Maybank*.

Bill No 225 (J-8 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Mary Arden Stead Eberts".—M. *Maybank*.

Bill No 226 (K-8 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Omer Guindon".—M. *McGregor*.

Bill No 227 (L-8 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Leona Mary Murphy de Marky".—M. *Maybank*.

Bill No 228 (M-8 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à John Robert Mackenzie".—M. *MacNaught*.

Bill No 229 (N-8 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Gertrude Silverson Holmes".—M. *Maybank*.

Bill No 230 (O-8 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Herbert Lawrence Loueks".—M. *MacLean*.

Et aussi,—Un message pour transmettre à la Chambre la preuve déposée devant le comité permanent des Divorces du Sénat, auquel ont été soumises les pétitions en instance de divorce qui ont servi de base aux bills de divorce mentionnés plus haut, ainsi que tous les documents produits comme pièces justificatives, avec prière que le tout soit renvoyé au Sénat.

Du consentement de la Chambre, M. Maybank propose,—Que les bills du Sénat, mentionnés plus haut, soient immédiatement lus la première et deuxième fois et transmis pour étude au comité permanent des Bills privés.

Et ladite motion, mise aux voix, est agréée, sur division.

En conséquence, lesdits bills sont lus la première et la deuxième fois, puis transmis pour étude au *comité permanent des Bills privés* (en même temps que la preuve, etc., déposés devant le comité permanent de Divorce du Sénat, auquel ont été déferées les pétitions qui ont servi de base à ces bills).

La Chambre reprend alors le débat sur la motion de M. St-Laurent:—Que le Bill No 15, Loi ayant pour objet de conférer certains pouvoirs au Gouverneur en conseil dans les circonstances critiques nationales consécutives à la guerre, soit lu la deuxième fois, dès maintenant.

Et ledit débat se poursuivant;

M. Dorion propose en amendement, appuyé par M. Gagnon:—Que l'on retranche les mots "dès maintenant" dans la motion et qu'on ajoute les mots suivants à la fin de la motion: "à six mois de ce jour".

Après discussion, ledit projet d'amendement, mis aux voix, est rejeté.

Et la motion principale, ensuite mise aux voix, est agréée sur division.

En conséquence, ledit bill est lu la deuxième fois, étudié en comité plénier, et après avoir rapporté le progrès accompli, le comité obtient l'autorisation d'en reprendre l'étude à la prochaine séance de la Chambre.

Un message est reçu du Sénat pour annoncer à la Chambre que Leurs Honneurs ont passé le bill suivant qu'ils soumettent au bon plaisir de la Chambre, à savoir:

Bill No 231 (P-7 du Sénat), intitulé: "Loi modifiant la Loi des compagnies fiduciaires".

Comme il est passé onze heures p.m., exactement onze heures et cinq minutes, M. l'Orateur ajourne la Chambre, sans mettre la motion aux voix, en vertu de l'article 7 du Règlement, jusqu'à onze heures demain avant-midi.

No 66

# JOURNAUX

DE LA

## CHAMBRE DES COMMUNES

### DU CANADA

---

SÉANCE DU JEUDI, 6 DÉCEMBRE 1945

---

*Onze heures de l'avant-midi.*

PRIÈRES.

M. Maybank, du comité permanent des Bills privés, dépose le troisième rapport dudit comité qui se lit comme suit:

Votre comité a étudié les bills suivants et convient d'en faire rapport sans modification:

Bill No 116 (P-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Kathleen Helena Henry Bates".

Bill No 133 (G-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Nellie Sapphire Tanham Herring".

Bill No 163 (H-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Frances Gladys Ruth Leveille Williams".

Bill No 164 (I-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Dorothy Ada Greenwood Pringle".

Bill No 165 (J-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Edward Vaughton Molson".

Bill No 166 (K-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Elizabeth Jean McKay Hepplewhite".

Bill No 167 (L-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Alfred Henry Gray".

Bill No 168 (M-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Danta Antonio Olak".

Bill No 169 (N-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Joseph Barzyk".

Bill No 170 (O-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Florence Mardi Harding".

Bill No 171 (P-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Ernest Lavoie".

Bill No 175 (G-6 du Sénat), intitulé: "Loi constituant en corporation la Conférence canadienne de l'Eglise des Frères mennonites de l'Amérique du Nord"

- Bill No 179 (Q-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Samuel Gardner Bradford".
- Bill No 180 (R-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Olive May Marks Sanderson".
- Bill No 181 (S-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Marie-Regina-Eliane Arcand Dorval".
- Bill No 182 (T-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Joan Frances Timms Couture".
- Bill No 183 (U-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Edith Louise Boutillier Snow".
- Bill No 184 (V-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Cyril James Morgan".
- Bill No 185 (W-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Joseph-Adolphe-Aimé Berthiaume".
- Bill No 186 (X-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Molly Shusterman Percher".
- Bill No 187 (W-2 du Sénat), intitulé: "Loi constituant en corporation l'église épiscopale catholique de Whitehorse".
- Bill No 188 (Y-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Harold James Chesterman".
- Bill No 189 (Z-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Emma Grace Kriticos".
- Bill No 190 (A-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Donald John Northey Armstrong".
- Bill No 191 (B-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Goldie Boltuck".
- Bill No 192 (C-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Irene Nelson Johnston".
- Bill No 193 (D-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Justinien-Joseph-Damase-Gérard St-Amant".
- Bill No 194 (E-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Olive Pashley Mackie".
- Bill No 195 (G-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à John Graham Gatehouse".
- Bill No 196 (H-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Gertrude Violet Kerwin Desjardins".
- Bill No 197 (I-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Winifred Madge Jones Brown".
- Bill No 198 (J-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Winnifred Catherine Bird Jackson".
- Bill No 199 (K-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Archibald John Pratt".
- Bill No 200 (L-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Mary Theresa Sharp Mackay".
- Bill No 201 (M-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Edith Elise Holbrook Hume".
- Bill No 202 (N-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Amy Helen Bowerman Hume".
- Bill No 203 (O-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Mary Anderson Bell Gordon".
- Bill No 204 (Q-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Léopold Lévésque".
- Bill No 205 (R-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Myrtle Elizabeth Fraser Bennett".
- Bill No 206 (S-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Sylvia Pamela Solomon Lande".

Bill No 207 (T-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Annie Kandel Ashkanazy".

Bill No 208 (U-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Rose Acomsky Bloom".

Bill No 209 (V-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Ethel Meakings Downs".

Bill No 210 (W-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Evelyn Isabel May Ramsay Jarvis".

Bill No 211 (X-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Arthur John Frederick Temperton, junior".

Bill No 212 (Y-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Myrtle Ann Westover Coleman".

Bill No 213 (Z-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Marie Gertrude Owens Conant".

Bill No 214 (A-8 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Louis Humble".

Bill No 215 (B-8 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Sarah Silverstone Michelin".

Bill No 216 (C-8 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Roderick Auguste Robert de Lotbinière Harwood".

Bill No 219 (D-8 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Emile Bastien".

Bill No 220 (E-8 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Cecilia Kate Burrows Andrea".

Bill No 221 (F-8 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Helen Eaton Gair Curnew".

Bill No 222 (G-8 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Jack Bailey".

Bill No 223 (H-8 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Winnifred Pearl Simecox".

Bill No 224 (I-8 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Robert Dickerson Silverman".

Bill No 225 (J-8 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Mary Arden Stead Eberts".

Bill No 226 (K-8 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Omer Guindon".

Bill No 227 (L-8 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Leona Mary Murphy de Marky".

Bill No 228 (M-8 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à John Robert Mackenzie".

Bill No 229 (N-8 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Gertrude Silverson Holmes".

Bill No 230 (O-8 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Herbert Lawrence Loucks".

M. Emmerson, du comité mixte des deux Chambres chargé des impressions du Parlement, dépose le premier rapport dudit comité qui se lit comme suit:

Votre comité a étudié la liste ci-jointe des documents déposés sur le bureau, soit du Sénat, soit de la Chambre des communes, au cours de la présente session, et il recommande de n'en faire imprimer aucun, à savoir:

3. Rapport du directeur général des élections, en vertu des dispositions de l'article 58 de la Loi de 1938 sur les élections fédérales.—Elections générales du 11 juin 1945.

**3a.** Copie du rapport du juge James P. Brown, juge en chef de la Cour du Banc du Roi pour la province de Saskatchewan, commissaire nommé par le directeur général des élections, en vertu des dispositions de la Loi de 1938 sur les élections fédérales, pour faire enquête sur certaines prétendues irrégularités qui se seraient produites au bureau de scrutin N° 50, dans le district électoral de Melville, province de Saskatchewan, lors de l'élection fédérale tenue le 11 juin 1945.

**5a.** Rapport annuel de la Commission de soutien des prix agricoles pour l'année terminée le 31 mars 1945.

**5b.** Règlements émis en vertu de la Loi des insectes destructeurs et autres fléaux réglementant la vente des germes de pommes de terre.

**5c.** Règlements émis en vertu de la Loi des insectes destructeurs et autres fléaux relativement à la production et à la vente des pommes de terre de semence certifiées, en vigueur le 12 septembre 1944.

**6.** Rapport des accords conclus en vertu des dispositions de la Loi de la mise sur le marché en coopération des produits agricoles, 1939, telle que modifiée, pour l'année financière terminée le 31 mars 1945.

**7a.** Etat montrant:—

1. Quels étaient les noms des inspecteurs et des surveillants agricoles travaillant dans la province de la Saskatchewan en vertu de la Loi sur l'assistance à l'agriculture des Prairies en 1944?

2. Pendant combien de temps chacun d'entre eux a-t-il été embauché en 1944?

3. Quel traitement chacun d'entre eux a-t-il touché en 1944?

4. Quel montant a-t-on versé à chacun d'entre eux en frais de déplacement en 1944?

**11.** Arrêté en conseil C.P. 5942, approuvé le 7 septembre 1945: transfert de l'administration de la Loi des pensions de vieillesse du ministère des Finances au ministère de la Santé nationale et du bien-être.

**11a.** Arrêté en conseil C.P. 5943, approuvé le 7 septembre 1945: transfert de la Commission du district fédéral du ministre des Finances au Président du Conseil privé

**11b.** Arrêté en conseil C.P. 6206, approuvé le 25 septembre 1945: transférant l'administration de la Loi des enquêtes sur les monopoles, chapitre 26, S.R.C., 1927, telle que modifiée, du ministre du Travail au ministre de la Justice.

**11c.** Arrêté en conseil C.P. 6449, approuvé le 11 octobre 1945: pour transférer l'administration de l'Office canadien du tourisme du ministre des Services nationaux de guerre au ministre du Commerce.

**11d.** Arrêté en conseil C.P. 6495, approuvé le 12 octobre 1945: transférant l'administration des soins médicaux et de l'hospitalisation des Indiens, y compris des Esquimaux, du ministre des Mines et ressources au ministre de la Santé et du bien-être national.

**11e.** Arrêté en conseil C.P. 6552, approuvé le 18 octobre 1945: transférant les services de radiodiffusion et leur administration, en vertu des dispositions de la Loi canadienne de 1936 sur la radiodiffusion, du ministre des Services nationaux de guerre, au ministre des Revenus nationaux, l'honorable J. J. McCann.

**11f.** Arrêté en conseil C.P. 6553, approuvé le 18 octobre 1945: transférant l'administration des services de l'Office national du film, en vertu des dispositions de la Loi de l'Office national du film, 1939, du ministre des Services nationaux de guerre, à l'honorable Brooke Claxton, ministre de la Santé et du bien-être national.

**11g.** Arrêté en conseil, C.P. 6689, approuvé le 26 octobre 1945: transférant l'administration de la division de la citoyenneté du ministère des Services nationaux de guerre au Secrétaire d'Etat.

Arrêté en conseil C.P. 6690, approuvé le 26 octobre 1945: transférant l'administration de la division du bureau fédéral de contrôle des économies du ministère des Services nationaux de guerre du ministre des Services nationaux de guerre à l'honorable J. J. McCann, ministre du Revenu national.

**12a.** Premier rapport aux gouvernements des Nations Unies par la Commission intérimaire de l'alimentation et de l'agriculture.—Recueil des Conférences, 1945, No 1.

**13.** Copies des arrêtés en conseil adoptés en vertu des dispositions de la Loi des mesures de guerre, entre le 1er mars et le 30 juin 1945, sous forme miméographiée (en français et en anglais).

**13a.** Arrêté en conseil C.P. 5209, approuvé le 24 juillet 1945: pour changer le nom du Conseil consultatif régional du service sélectif en celui de Conseils consultatifs, ministère du Travail.

**13b.** Arrêté en conseil C.P. 5324, approuvé le 2 août 1945: spécifiant que les membres des forces armées de toutes les Nations Unies qui étaient employés au Canada avant le 9 septembre 1939, pourront être éligibles pour réintégration dans un emploi civil en vertu des dispositions de la Loi de 1942 sur la réintégration dans les emplois civils.

**13c.** Arrêté en conseil C.P. 5564, approuvé le 21 août 1945: pour réduire la proportion de l'octroi fédéral requis en vertu de l'entente avec les provinces pour être utilisé à l'achat d'outillage pour la formation professionnelle.

**13d.** Arrêté en conseil C.P. 5878, approuvé le 4 septembre 1945: pour révoquer l'article 12 des Règlements de mobilisation du service sélectif national au sujet de l'entraînement militaire obligatoire des étudiants d'universités.

**13e.** Arrêté en conseil C.P. 5980, approuvé le 11 septembre 1945: révoquant le Centre de stabilisation de réserve du travail des manœuvres du port à Halifax.

**13f.** Arrêté en conseil C.P. 6493, approuvé le 12 octobre 1945: pourvoyant au maintien en fonctionnement des logements et des cantines mis à la disposition des débardeurs au port de Halifax.

**13g.** Arrêté en conseil C.P. 4599 approuvé le 10 juillet 1945: étendant les dispositions de la Loi d'indemnisation des employés de l'Etat à tous les employés de l'Etat canadien dans le Territoire du Yukon et dans les Territoires du Nord-Ouest.

Arrêté en conseil C.P. 4645, approuvé le 5 juillet 1945: soustrayant la Commission canadienne du blé à l'application de l'article 14 de la Loi sur la Commission canadienne du blé, et l'autorisant à faire le commerce des blés d'hiver de l'Est canadien.

Arrêté en conseil C.P. 4646, approuvé le 5 juillet 1945: règlementant l'exportation du blé d'hiver de l'Ontario, de la farine de blé d'hiver de l'Ontario, et leurs produits, de même que le fonctionnement du Fonds d'égalisation du blé de l'Ontario.

Arrêté en conseil C.P. 4647, approuvé le 5 juillet 1945, modifiant l'arrêté en conseil C.P. 1116 du 20 février 1945, en vue de le rendre exécutoire à compter du 1er mars 1945, au lieu du 20 février 1945.

Arrêté en conseil C.P. 4667, approuvé le 10 juillet 1945, autorisant le ministre du Travail à établir une hôtellerie dans l'immeuble connu sous le nom de *Grace Hospital* à Toronto, Ontario.

Arrêté en conseil C.P. 4675, approuvé le 3 juillet 1945, interdisant l'exportation des épingles à linge sauf à la faveur d'un permis.

Arrêté en conseil C.P. 4684, approuvé le 3 juillet 1945: nommant W. H. De Blois corégisseur des produits chimiques, etc.

Arrêté en conseil C.P. 4724, approuvé le 3 juillet 1945: exemptant du "contrôle de l'importation" les automobiles et les véhicules à moteur de toutes sortes.

Arrêté en conseil C.P. 4725, approuvé le 3 juillet 1945: nommant M. W. Mackenzie à la Commission des prix et du commerce en temps de guerre.

Arrêté en conseil C.P. 4738, approuvé le 5 juillet 1945: établissant un régime tarifaire et exemptant de la taxe de guerre sur le change les caisses à clairevoie pour l'emballage des pommes.

Arrêté en conseil C.P. 4739, approuvé le 5 juillet 1945: établissant un régime tarifaire et exemptant de la taxe de guerre sur le change les tôles d'aluminium.

Arrêté en conseil C.P. 4754, approuvé le 5 juillet 1945: étendant les dispositions de l'alinéa *m*) de l'article 4 (1) de la Loi de l'impôt de guerre sur le revenu au revenu provenant de l'exploitation d'aéronefs.

Arrêté en conseil C.P. 4755, approuvé le 17 juillet 1945: règlements de 1945 sur l'indemnisation des marins marchands.

Arrêté en conseil C.P. 4761, approuvé le 5 juillet 1945: décrétant que le ministère du Commerce (y compris la Commission canadienne de l'exportation) serve de représentants de l'Office canadien de l'Aide mutuelle pour l'obtention de certaines fournitures, etc.

Arrêté en conseil C.P. 4762, approuvé le 24 juillet 1945: autorisant le ministère du Commerce à acheter des céréales et des produits de céréales pour le compte de pays étrangers, etc.

Arrêté en conseil C.P. 4767, approuvé le 19 juillet 1945: approuvant la convention avec la *British Columbia Marketing Fruit Board* concernant la mise en vente des pommes récoltées en 1945.

Arrêté en conseil C.P. 4768, approuvé le 19 juillet 1945: réglementant la mise en vente des pommes de la vallée de l'Okanagan récoltées en 1945.

Arrêté en conseil C.P. 4805, approuvé le 10 juillet 1945: remplaçant "*Fairmont Co., Ltd.*", par "*Polymer Corporation Ltd.*" dans certains arrêtés en conseil.

Arrêté en conseil C.P. 4806, approuvé le 10 juillet 1945: modifiant la nomination de G. A. Vissac comme régisseur de la *Birnwel Coal, Ltd.*

Arrêté en conseil C.P. 4807, approuvé le 10 juillet 1945: révoquant la nomination de J. H. Lamprey à titre de sous-régisseur du bois.

Arrêté en conseil C.P. 4844, approuvé le 10 juillet 1945: exemptant de la taxe de guerre sur le change les feuilles laminées à froid et les rubans en acier.

Arrêté en conseil C.P. 4845, approuvé le 10 juillet 1945: relatif à l'emploi des hommes de 16 ans comme houilleurs, etc.

Arrêté en conseil C.P. 4871, approuvé le 10 juillet 1945: accordant une dépréciation spéciale en faveur de *McKinnon Industries Ltd.*, relativement à son usine de St-Catharines, Ont., pour la production des coussinets à billes et à rouleaux.

Arrêté en conseil C.P. 4883, approuvé le 10 juillet 1945: nommant M. W. E. Brunskill au Conseil des relations ouvrières en temps de guerre pour la Saskatchewan, etc.

Arrêté en conseil C.P. 4884, approuvé le 10 juillet 1945: prolongeant la période durant laquelle les chemins de fer ne peuvent offrir de tarifs réduits constituant un encouragement au voyage.

Arrêté en conseil C.P. 4885, approuvé le 10 juillet 1945: règlements de 1945 sur les armes à feu automatiques.

Arrêté en conseil C.P. 4936, approuvé le 12 juillet 1945: concernant la Caisse fiduciaire de bienfaisance du Service naval canadien.

Arrêté en conseil C.P. 315/4940, approuvé le 13 juillet 1945: autorisant des octrois supplémentaires à toute université au Canada à propos des étudiants qui y sont inscrits d'après les dispositions de l'Ordonnance concernant la réadaptation après licenciement.

Arrêté en conseil C.P. 4984, approuvé le 17 juillet 1945: proclamant la revision No 60 de la liste des personnes signalées.

Arrêté en conseil C.P. 14/5045, approuvé le 18 juillet 1945: autorisant un paiement à Anthony Walsh relativement à un accident d'automobile au Royaume-Uni.

Arrêté en conseil C.P. 56/5045, approuvé le 18 juillet 1945: visant la liquidation des biens laissés par les militaires rayés de l'effectif comme déserteurs.

Arrêté en conseil C.P. 55/5045, approuvé le 18 juillet 1945: autorisant l'admissibilité aux soins médicaux, etc., des surveillants de la Y.W.C.A. en Grande-Bretagne.

Arrêté en conseil C.P. 87/5045, approuvé le 18 juillet 1945: autorisant, à raison de 100 pour 100, le remboursement de la taxe de guerre sur le change acquittée après le 14 mai 1945 sur les éléments et matériaux employés dans la fabrication de machines et d'appareils fournis aux manufacturiers canadiens, en vue de la production de denrées au Canada, etc.

Arrêté en conseil C.P. 101/5045, approuvé le 18 juillet 1945: autorisant le remboursement des droits de douane et des taxes sur le matériel importé par la *Canadian Car and Foundry Co.* pour la production de panneaux d'aile d'aéronef pour le compte du ministère de la Marine des Etats-Unis.

Arrêté en conseil C.P. 148/5045, approuvé le 18 juillet 1945: modifiant les règlements de 1944 concernant l'indemnisation des marins (Dommages de guerre aux effets personnels).

Arrêté en conseil C.P. 5046, approuvé le 17 juillet 1945: modifiant les Règlements concernant le crédit de réadaptation.

Arrêté en conseil C.P. 5047, approuvé le 17 juillet 1945: exemptant de la taxe d'accise les mécanismes d'encaissement ou taxiphones.

Arrêté en conseil C.P. 5092, approuvé le 19 juillet 1945: autorisant l'emploi du glucose ou dextrose comme succédané du sucre et du miel dans la fabrication du breuvage lacté au chocolat.

Arrêté en conseil C.P. 5130, approuvé le 24 juillet 1945: nommant le major-général J. H. MacQueen à la Commission d'inspection du Royaume-Uni et du Canada.

Arrêté en conseil C.P. 5136, approuvé le 26 juillet 1945: autorisant le transfert d'un bateau du genre convoyeur-porteur de seïnes à la *Dollins Fisheries Ltd.*

Arrêté en conseil C.P. 5165, approuvé le 24 juillet 1945: révoquant la nomination du juge MacLean au poste de représentant régional de la régie des combustibles solides pour la province de la Saskatchewan.

Arrêté en conseil C.P. 5191, approuvé le 24 juillet 1945: concernant la liste des marchandises soumises à un contrôle d'importation.

Arrêté en conseil C.P. 5196, approuvé le 24 juillet 1945: réduisant le nombre des membres de la Commission de la production du charbon en période de crise.

Arrêté en conseil C.P. 5210, approuvé le 24 juillet 1945: concernant les permis de sortie pour les femmes et les enfants.

Arrêté en conseil C.P. 5211, approuvé le 24 juillet 1945: modifiant les règlements de 1939 sur les zones d'aéroports.

Arrêté en conseil C.P. 5229, approuvé le 26 juillet 1945: le nom "*Maple Leaf*" doit être enregistré conformément aux dispositions de la Loi sur la concurrence déloyale comme étant le nom d'un journal édité par le ministère de la Défense nationale pour distribution parmi les forces armées.

Arrêté en conseil C.P. 5273, approuvé le 26 juillet 1945: modifiant les règlements concernant la Corporation de la stabilisation des prix des denrées.

Arrêté en conseil C.P. 5281, approuvé le 26 juillet 1945: autorisant des paiements sous le régime de la Loi de 1942 sur l'assurance contre les risques de guerre, à la suite de dommages de guerre subis par les chefs de maison, etc., dans la région de Halifax.

Arrêté en conseil C.P. 5284, approuvé le 26 juillet 1945: arrêté en conseil modifiant le règlement visant les congés accordés aux officiers en attendant leur mise à la retraite.

Arrêté en conseil C.P. 5320, approuvé le 31 juillet 1945: révoquant l'arrêté en conseil C.P. 4934 du 27 juin 1944, autorisant l'emploi de troupes appelées en activité pour prêter main-forte aux autorités civiles dans l'exercice des fonctions de police, de direction de la circulation et de patrouille, etc.

Arrêté en conseil C.P. 5369, approuvé le 31 juillet 1945: autorisant le ministre des Finances à garantir à certaines banques les avances consenties à la Commission canadienne du blé.

Arrêté en conseil C.P. 4157, approuvé le 7 août 1945: autorisant la franchise de port, en ce qui concerne la correspondance des membres des forces armées de la Grande-Bretagne, des Dominions et de l'Empire, en garnison au Canada.

Arrêté en conseil C.P. 4161, approuvé le 7 août 1945: établissant un comité des études outre-mer.

Arrêté en conseil C.P. 5244, approuvé le 28 août 1945: autorisant le renvoi, à leur donateur, des articles ou du matériel donnés pour la poursuite de la guerre ou pour l'agrément des forces armées, etc.

Arrêté en conseil C.P. 148/5311, approuvé le 1er août 1945: réglementant les profits normaux des contribuables.

Arrêté en conseil C.P. 5373, approuvé le 2 août 1945: supprimant les restrictions sur les importations de certaines sortes de caoutchouc.

Arrêté en conseil C.P. 5371, approuvé le 2 août 1945: exemptant les oranges des droits de douane pendant la période allant du 1er août au 31 décembre 1945.

Arrêté en conseil C.P. 5401, approuvé le 7 août 1945: décrétant la représentation de la Commission du service civil et de la Commission des prix et du commerce en temps de guerre au sein du Comité consultatif de la réintégration et du rétablissement.

Arrêté en conseil C.P. 5403, approuvé le 7 août 1945: déléguant certains pouvoirs relatifs à la convention des cours martiales, à l'officier général commandant la première armée canadienne.

Arrêté en conseil C.P. 5438, approuvé le 3 août 1945: modifiant l'ordonnance de 1942 sur les boissons alcooliques en temps de guerre.

Arrêté en conseil C.P. 5465, approuvé le 7 août 1945: nommant le commandant d'escadre L. H. Phinney au poste de commissaire spécial suppléant des ouvrages de défense dans le nord-ouest du Canada.

Arrêté en conseil C.P. 5469, approuvé le 7 août 1945: révoquant l'interdiction frappant l'exportation de certaines obligations de l'Alberta.

Arrêté en conseil C.P. 5475, approuvé le 7 août 1945: élargissant la définition de "blé de la catégorie I".

Arrêté en conseil C.P. 11/5477, approuvé le 8 août 1945: autorisant l'Office des produits spéciaux à acheter des chevaux au Canada pour le gouvernement des Pays-Bas.

Arrêté en conseil C.P. 12/5477, approuvé le 8 août 1945: autorisant certaines dépenses par l'Office des produits spéciaux relativement à l'achat et à l'exportation de graines de semence.

Arrêté en conseil C.P. 5526, approuvé le 9 août 1945: permettant l'emploi de la glycérine comme ingrédient du pain.

Arrêté en conseil C.P. 5531, approuvé le 9 août 1945: nommant un régisseur à l'*American Can Company, Ltd.*, Vancouver.

Arrêté en conseil C.P. 5561, approuvé le 23 août 1945: prolongeant les polices émises en vertu de la Loi sur l'assurance contre les risques de guerre.

Arrêté en conseil C.P. 5567, approuvé le 16 août 1945: relatif à la javellisation de l'alimentation d'eau de Prince-Rupert, C.-B.

Arrêté en conseil C.P. 5585, approuvé le 16 août 1945: concernant la Commission nommée pour instituer enquête dans les cas où la révocation de naturalisation peut être envisagée.

Arrêté en conseil C.P. 5611, approuvé le 16 août 1945: révoquant la nomination de J. H. Lamprey comme sous-régisseur du bois.

Arrêté en conseil C.P. 5616, approuvé le 21 août 1945: autorisant le remboursement à la *Canadian Furnace Limited* des frais de transport du coke.

Arrêté en conseil C.P. 5631, approuvé le 21 août 1945: soustrayant certains articles au "contrôle de l'importation".

Arrêté en conseil C.P. 1/5632, approuvé le 16 août 1945: autorisant l'Office des produits spéciaux à acheter des chevaux au Canada pour le gouvernement de France.

Arrêté en conseil C.P. 5660, approuvé le 21 août 1945: nommant Gérard Picard au Conseil des relations ouvrières en temps de guerre.

Arrêté en conseil C.P. 5662, approuvé le 21 août 1945: nommant B. F. Morrice au Conseil régional du travail en temps de guerre pour la province d'Ontario.

Arrêté en conseil C.P. 5679, approuvé le 21 août 1945: modifiant l'Ordonnance sur le contrôle du change étranger.

Arrêté en conseil C.P. 5680, approuvé le 21 août 1945: décrétant le paiement à la *Canadian Furnace Ltd.*, au sujet du coke consommé dans la fabrication de la fonte en gueuse.

Arrêté en conseil C.P. 5688, approuvé le 21 août 1945: autorisant à payer des indemnités sur une base *ex gratia* pour les dommages causés par les désordres qui ont eu lieu dans la ville de Halifax et par les explosions qui ont eu lieu à la poudrière navale du Bassin de Bedford.

Arrêté en conseil C.P. 342/5720, approuvé le 24 août 1945: modifiant le Décret de 1944 concernant l'indemnité pour service de guerre aux marins marchands.

Arrêté en conseil C.P. 5748, approuvé le 28 août 1945: autorisant une rémunération supplémentaire pour le juge J. C. A. Cameron, juge suppléant de la cour de l'Echiquier.

Arrêté en conseil C.P. 5758, approuvé le 28 août 1945: abrogeant C.P. 2222, du 30 mars 1944, exigeant la production, de la part de toute personne réclamant des prestations d'assurance-chômage, d'une preuve satisfaisante de conformité avec les Règlements sur le service sélectif national (Mobilisation).

Arrêté en conseil C.P. 5768, approuvé le 28 août: autorisant le paiement du drawback aux minotiers pour l'année de récolte de 1945-1946.

Arrêté en conseil C.P. 5772, approuvé le 28 août 1945: autorisant le paiement d'une indemnité sous le régime de la Loi d'indemnisation des employés de l'Etat à l'égard des maladies professionnelles, y compris la phthisie, dans la province de la Colombie-Britannique.

Arrêté en conseil C.P. 5779, approuvé le 28 août 1945: révoquant certains règlements concernant la vitesse des véhicules-automobiles.

Arrêté en conseil C.P. 109/5781, approuvé le 29 août 1945: exemptant de la taxe de vente les matériaux et articles entrant dans la construction des écremeuses.

Arrêté en conseil C.P. 5795, approuvé le 30 août 1945: décrétant que les exportations d'huile de lin ne pourront s'effectuer qu'après remboursement à la Commission canadienne du blé du bénéfice touché par l'exportateur.

Arrêté en conseil C.P. 5802, approuvé le 30 août 1945: modifiant les Règlements concernant le crédit de réadaptation.

Arrêté en conseil C.P. 5831, approuvé le 30 août 1945: concernant les crimes de guerre (Canada).

Arrêté en conseil C.P. 5845, approuvé le 31 août 1945: modifiant la Loi sur l'assurance des crédits à l'exportation.

**13h.** Arrêté en conseil C.P. 6769, approuvé le 6 novembre 1945: modifiant les règlements de réintégration dans le cas des personnes faisant partie d'une force intérimaire.

**13i.** M. Ilsley, membre du Conseil privé du Roi, dépose sur la Table,—Copies des arrêtés en conseil adoptés\* en vertu des dispositions de la Loi des mesures de guerre entre le 1er septembre 1945 et le 31 octobre 1945, sous forme miméographiée, en anglais et en français, comme suit:

Arrêté en conseil C.P. 5881, approuvé le 7 septembre 1945: relatif au paiement du prix de transport du minerai, provenant de l'exploitation de fer de la *Steep Rock Iron Mine* via certains ports américains en attendant le parachèvement du dock à Port-Arthur.

Arrêté en conseil C.P. 5888, approuvé le 5 septembre 1945: concernant l'emploi du pavillon marchand canadien.

Arrêté en conseil C.P. 5915, approuvé le 5 septembre 1945: révoquant C.P. 4017 1/2, du 5 décembre 1939, qui constituait le Comité de guerre et les autres Comités du Cabinet.

Arrêté en conseil C.P. 7/5928, approuvé le 8 septembre 1945: concernant la garantie de prix minima aux producteurs de graines de semence.

Arrêté en conseil C.P. 174/5928, approuvé le 8 septembre 1945: révoquant C.P. 66/6755, du 31 juillet 1942, qui autorisait la restitution ou la remise totale ou partielle des droits et taxes sur les locomotives, fourgons et wagons de chemin de fer employés dans les conditions de crise causées par la guerre.

Arrêté en conseil C.P. 208/5928, approuvé le 8 septembre 1945: étendant les dispositions de C.P. 2199 du 20 mars 1942, à l'égard des paiements aux organismes qui accomplissent des services auxiliaires.

Arrêté en conseil C.P. 5933, approuvé le 7 septembre 1945: modifiant l'Ordonnance concernant la réadaptation après licenciement (C.P. 5210 du 13 juillet 1944).

Arrêté en conseil C.P. 5939, approuvé le 7 septembre 1945: abrogeant le contrôle d'importation des bananes.

Arrêté en conseil C.P. 5941, approuvé le 7 septembre 1945: nommant M. J.-A. Gagnon au Conseil régional du travail en temps de guerre pour la province de Québec.

Arrêté en conseil C.P. 5968, approuvé le 11 septembre 1945: soustrayant les tourniquets compteurs à la taxe d'accise.

Arrêté en conseil C.P. 5972, approuvé le 14 septembre 1945: révoquant et modifiant certains articles des Règlements concernant la défense du Canada.

Arrêté en conseil C.P. 5973, approuvé le 14 septembre 1945: modifiant C.P. 946, du 5 février 1943, relatif aux Japonais.

Arrêté en conseil C.P. 5981, approuvé le 11 septembre 1945: confiant de nouveau au ministère du Travail l'application de la Loi sur les justes salaires et les heures de travail, 1935, en ce qui concerne l'emploi aux ouvrages de défense projetés dans l'Ouest.

Arrêté en conseil C.P. 5999, approuvé le 11 septembre 1945: nommant W. H. Fitzpatrick sous-régisseur de l'acier.

Arrêté en conseil C.P. 6026, approuvé le 14 septembre 1945: soustrayant les solutions incongelables, etc., au contrôle d'importation.

Arrêté en conseil C.P. 6027, approuvé le 14 septembre 1945: soustrayant le lithopone au contrôle d'importation.

Arrêté en conseil C.P. 6028, approuvé le 14 septembre 1945: modifiant l'annexe des articles soumis à un contrôle d'importation.

Arrêté en conseil C.P. 6062, approuvé le 14 septembre 1945: proclamant la revision No 61 de la liste des personnes signalées.

Arrêté en conseil C.P. 6064, approuvé le 14 septembre 1945: révoquant certaines naturalisations.

Arrêté en conseil C.P. 6086, approuvé le 14 septembre 1945: révoquant C.P. 2200, du 18 mars 1943, lequel interdisait l'octroi de lettres patentes, sous le régime de la Loi des compagnies, aux compagnies exploitant des lignes d'aéronefs, etc.

Arrêté en conseil C.P. 6102, approuvé le 14 septembre 1945: relatif à l'heure avancée.

Arrêté en conseil C.P. 6155, approuvé le 20 septembre 1945: révoquant la nomination de William Percival au poste de sous-régisseur des réparations et du sauvetage de navires.

Arrêté en conseil C.P. 6165, approuvé le 20 septembre 1945: exemptant certains produits du pétrole du contrôle d'importation.

Arrêté en conseil C.P. 6166, approuvé le 20 septembre 1945: exemptant l'asphalte du contrôle de l'importation.

Arrêté en conseil C.P. 6167, approuvé le 20 septembre 1945: révoquant l'arrêté en conseil interdisant l'importation de certains ingrédients chimiques, sauf moyennant permis.

Arrêté en conseil C.P. 16/6173, approuvé le 21 septembre 1945: élargissant les dispositions des arrêtés en conseil concernant l'établissement de stocks de réserve de grains.

Arrêté en conseil C.P. 20/6173, approuvé le 21 septembre 1945: accordant une priorité, en matière de nomination au service civil, aux personnes qui ont été en activité de service outre-mer.

Arrêté en conseil C.P. 6175, approuvé le 20 septembre 1945: instituant le Comité des documents publics.

Arrêté en conseil C.P. 6204, approuvé le 25 septembre 1945: nommant M. le juge McNiven à titre de président alternatif du Conseil national du travail en temps de guerre.

Arrêté en conseil C.P. 6222, approuvé le 25 septembre 1945: décret de 1945-46 instituant un système de paiement des blés fourragers.

Arrêté en conseil C.P. 6223, approuvé le 28 septembre 1945: modifiant les Règlements de 1940 concernant l'administration des successions des armées de mer, de terre et de l'air.

Arrêté en conseil C.P. 6224, approuvé le 25 septembre 1945: exonérant la résine, etc., de la taxe de guerre sur le change.

Arrêté en conseil C.P. 6238, approuvé le 25 septembre 1945: modifiant les Règlements sur le grain de l'Ouest (paiement d'égalisation préalable à l'égard de l'orge).

Arrêté en conseil C.P. 6267, approuvé le 28 septembre 1945: autorisant la passation de contrats principaux avec la *Ford Motor Company*, la *Chrysler Company* et la *General Motors* pour l'achat de matériel de transport par la Commission canadienne de l'exportation.

Arrêté en conseil C.P. 6188, approuvé le 12 octobre 1945: rémunérations payables à la *Boeing Aircraft of Canada Limited*, pour la production d'aéronefs.

Arrêté en conseil C.P. 6281, approuvé le 2 octobre 1945: nommant G. H. Whitman au Conseil régional du travail en temps de guerre pour l'Alberta et au Conseil du travail dans l'Ouest.

Arrêté en conseil C.P. 6313, approuvé le 2 octobre 1945: nommant A. J. Smith au poste de vice-président du Conseil des relations ouvrières en temps de guerre pour la Saskatchewan.

Arrêté en conseil C.P. 6324, approuvé le 2 octobre 1945: révoquant les dispositions concernant l'avenant de guerre sur les polices d'assurance du Service civil.

Arrêté en conseil C.P. 6326, approuvé le 2 octobre 1945: exemptant les importations de homards frais de droits, etc.

Arrêté en conseil C.P. 6342, approuvé le 2 octobre 1945: révoquant la nomination de C. K. Beveridge comme représentant régional des combustibles solides, dans la province du Nouveau-Brunswick.

Arrêté en conseil C.P. 6343, approuvé le 2 octobre 1945: révoquant la nomination de J.-A. Archambault comme régisseur adjoint du transport.

Arrêté en conseil C.P. 6344, approuvé le 2 octobre 1945: révoquant la nomination de N. D. Wilson comme sous-régisseur du transport.

Arrêté en conseil C.P. 6358, approuvé le 2 octobre 1945: règlements concernant le paiement de "La Gratification de réadaptation" aux membres des Forces armées qui ont été retraités, libérés ou ont cessé d'être en activité de service le ou après le 1er octobre 1945.

Arrêté en conseil C.P. 6359, approuvé le 2 octobre 1945: revisant un bail et un contrat conclus avec R. D. MacDonald concernant la conversion de sa propriété immobilière de Québec, province de Québec, en plusieurs unités de logement.

Arrêté en conseil C.P. 6362, approuvé le 2 octobre 1945: révoquant les Règlements de 1942 sur la défense aérienne.

Arrêté en conseil C.P. 6369, approuvé le 2 octobre 1945: admissibilité à porter l'Insigne de service de guerre "Service général".

Arrêté en conseil C.P. 6370, approuvé le 2 octobre 1945: autorisant le paiement de la moitié du coût de transport des agneaux et bestiaux d'engrais expédiés de régions des provinces de la Saskatchewan et de l'Alberta où il existe une disette de fourrage.

Arrêté en conseil C.P. 6371, approuvé le 3 octobre 1945: révoquant le C.P. 4068½ du 8 décembre 1939 (Comité ministériel spécial de démobilisation et de rétablissement).

Arrêté en conseil C.P. 6378, approuvé le 4 octobre 1945: achats, par la Commission de l'exportation canadienne, de pneus pour véhicules-automobiles.

Arrêté en conseil C.P. 6451, approuvé le 12 octobre 1945: autorisant une entente avec la *Canadian Arsenals, Limited*.

Arrêté en conseil C.P. 66/6471, approuvé le 11 octobre 1945: étendant l'application de la Loi d'indemnisation des employés de l'Etat aux employés de la Division d'entreposage et d'emballage près l'Office canadien de l'Aide Mutuelle.

Arrêté en conseil C.P. 6482, approuvé le 11 octobre 1945: autorisant la nomination de Commissions d'enquête en matière de différends industriels pour étudier les situations susceptibles d'entraver la transition à une économie du temps de paix.

Arrêté en conseil C.P. 6496, approuvé le 12 octobre 1945: assurant les constructeurs contre la perte résultant d'une baisse, avant la vente, dans le prix des maisons.

Arrêté en conseil C.P. 6526, approuvé le 16 octobre 1945: prolongeant jusqu'au 15 janvier 1946 la période durant laquelle les chemins de fer ne peuvent offrir des tarifs réduits constituant un encouragement au voyage.

Arrêté en conseil C.P. 6547, approuvé le 16 octobre 1945: interdisant l'exportation de la farine de fève soya, sauf moyennant permis.

Arrêté en conseil C.P. 6556, approuvé le 18 octobre 1945: modifiant les Règlements de 1945-46 sur les grains de l'Ouest (Commission canadienne du blé).

Arrêté en conseil C.P. 6557, approuvé le 16 octobre 1945: nommant un régisseur de la *Swift Canadian Company, Limited*.

Arrêté en conseil C.P. 6558, approuvé le 16 octobre 1945: nommant un régisseur de la *Canada Packers Limited*.

Arrêté en conseil C.P. 6563, approuvé le 18 octobre 1945: relatif aux membres du Conseil national du travail en temps de guerre (Messieurs Léon Lalande et Lucien Dugas).

Arrêté en conseil C.P. 6577, approuvé le 23 octobre 1945: relatif au Règlement visant les déserteurs des Etats-Unis.

Arrêté en conseil C.P. 6591, approuvé le 23 octobre 1945: nommant J. Gordon Taggart au poste de régisseur à Hull, P.Q. des établissements de la *Canada Packers, Ltd.*

Arrêté en conseil C.P. 6605, approuvé le 23 octobre 1945: révoquant C.P. 520 du 7 février 1940 qui interdisait l'importation de marchandises des pays neutres d'Europe.

Arrêté en conseil C.P. 6609, approuvé le 23 octobre 1945: révoquant la naturalisation de J. A. Dobrot.

Arrêté en conseil C.P. 6633, approuvé le 23 octobre 1945: relatif au paiement du transport des animaux et agneaux d'engrais.

Arrêté en conseil C.P. 6638, approuvé le 23 octobre 1945: relatif aux prestations après licenciement attribuables aux membres des Forces armées admis à servir dans une force provisoire.

Arrêté en conseil C.P. 6650, approuvé le 26 octobre 1945: autorisant l'affectation de versements (Crédit de réadaptation) au paiement de dettes envers la Couronne.

Arrêté en conseil C.P. 6652, approuvé le 26 octobre 1945: nommant des sous-régisseurs aux établissements de la *Swift Canadian Company* et de la *Canada Packers Limited*.

Arrêté en conseil C.P. 6653, approuvé le 26 octobre 1945: augmentant les sommes destinées à la transformation d'immeubles dans les municipalités de Hamilton, Brantford, St. Catharines, Galt, etc.

Arrêté en conseil C.P. 6664, approuvé le 26 octobre 1945: acceptant la démission de H. J. Carmichael comme membre de la Commission de coopération de production industrielle.

Arrêté en conseil C.P. 6667, approuvé le 26 octobre 1945: autorisant l'importation, par la *Maritime Central Airways Limited*, d'aéronefs usagés.

Arrêté en conseil C.P. 1/6679, approuvé le 25 octobre 1945: relatif aux heures de travail des employés de l'administration publique.

Arrêté en conseil C.P. 6686, approuvé le 26 octobre 1945: relatif à la médaille canadienne des volontaires.

Arrêté en conseil C.P. 6687, approuvé le 26 octobre 1945: relatif au statut des réfugiés.

Arrêté en conseil C.P. 6691, approuvé le 26 octobre 1945: révoquant C.P. 5421, du 8 octobre 1940, qui établissait le Comité consultatif général de démobilisation et de rétablissement.

Arrêté en conseil C.P. 6694, approuvé le 30 octobre 1945: révoquant C.P. 826, du 9 février 1945, qui interdisait l'importation de la nicotine.

Arrêté en conseil C.P. 6695, approuvé le 30 octobre 1945: révoquant C.P. 9231 qui interdisait les importations de produits chinois, sauf en vertu d'un permis.

Arrêté en conseil C.P. 6720, approuvé le 30 octobre 1945: autorisant le ravitaillement du compte de blé de Sa Majesté.

14. Les comptes publics du Canada pour l'année financière qui s'est terminée le 31 mars 1945.

22. a) Etat des allocations accordées à des fonctionnaires en vertu de la Loi de la pension du service civil, 1924, durant l'année financière terminée le 31 mars 1945, S.R.C., chapitre 24, article 14.

b) Etat des allocations accordées aux personnes à charge de fonctionnaires en vertu de la Loi de la pension du service civil, 1924, durant l'année financière terminée le 31 mars 1945, S.R.C., chapitre 24, article 14.

c) Etat montrant le montant des avantages accordés en vertu de la Loi de la pension du service civil, 1924, durant l'année financière terminée le 31 mars 1945.

26. Rapport de l'auditeur sur l'état financier de la Commission canadienne du prêt agricole pour l'année terminée le 31 mars 1945, y compris le rapport de l'auditeur sur le fonctionnement de la Loi canadienne du prêt aux pêcheurs pour l'année terminée le 31 mars 1945. Statuts du Canada, 1935, c. 52, art. 12.

26a. Etat montrant:—

1. Combien de demandes de prêt la Commission canadienne du prêt agricole a-t-elle reçues, dans chacune des provinces des Prairies, du 15 juin 1944 au 1er octobre 1945?

2. Quel est, par province, le nombre de ces prêts que l'on a approuvés?

3. Au cours de la même période, quel est, par province, le nombre de ces prêts qui ont été réellement effectués par la commission?

4. Combien a-t-on fait de prêts en Saskatchewan au cours des années financières 1942 et 1943?

27. Premier rapport annuel de l'administration de la Loi sur les arrangements financiers entre cultivateurs et créanciers, 1943, ainsi que son fonctionnement et ses opérations depuis la mise en force de cette loi, le 15 décembre 1943, jusqu'au 31 mars 1945.—Statuts du Canada, 1943, chapitre 26, article 42.

35. Etat des revenus et dépenses de la Commission des champs de bataille nationaux pour l'année qui s'est terminée le 31 mars 1945. Statuts du Canada, 1908, c. 57, art. 12.

36. Rapport sur l'administration de la Loi nationale de 1938 sur le logement, pour l'année civile 1944; et de la Loi garantissant des emprunts pour réfection de maisons, 1937, et sur l'administration du Programme de construction d'habitations, jusqu'au 31 mars 1945.

36a. Arrêté en conseil C.P. 5794, approuvé le 30 août 1945: modification de la Loi nationale de 1944 sur l'habitation,—institutions approuvées de prêts.

36b. Etat montrant:—

1. Au cours de 1945, combien de maisons seront construites: a) sous la surveillance des administrateurs de la Loi nationale sur l'habitation; b) par la *Wartime Housing Limited*; c) par les municipalités; d) par les constructeurs particuliers; e) par les sociétés de logement à dividende limité; f) par l'administration de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants?

2. Quel est le nombre total estimatif d'unités de logement qui seront en construction au Canada au cours de 1945?

3. Combien de sociétés de logement à dividende limité ont été constituées sous le régime de la Loi nationale de 1944 sur l'habitation?

4. Combien d'ententes ont été conclues avec les municipalités aux termes de la Loi nationale de 1944 sur l'habitation et avec quelles municipalités l'ont-elles été?

5. Quels octrois pour des fins de recherches ont été accordés suivant les dispositions de la Loi nationale de 1944 sur l'habitation?

6. Qui a été nommé directeur du logement et quelle compétence possède-t-il?

**36c.** Etat montrant:—

1. Combien d'institutions de prêt ont été approuvées sous le régime de la Loi nationale de 1944 sur l'habitation, et quelles sont-elles?

2. Combien de contrats le ministre a-t-il conclus aux termes de la partie I de la loi?

3. Quel est le nombre total de logements pour lesquels on a autorisé des prêts aux termes de la partie I de la loi?

4. De ces logements, combien sont terminés et sont actuellement habités?

5. Quel est le montant total des prêts autorisés sous le régime de la partie I de la loi?

6. Combien d'institutions de prêt ont été approuvées en vertu des dispositions de l'article 8 de la loi, et quelles sont-elles?

7. Combien de contrats le ministre a-t-il conclus sous le régime de la partie II de la loi?

8. Quel est le nombre total de logements pour fins de location pour lesquels on a autorisé des prêts en vertu de la partie II de la loi?

9. De ces logements pour fins de location combien sont des projets d'habitations à bas loyer?

10. De ces logements projetés pour fins de location combien sont terminés et sont actuellement habités, et combien d'entre eux sont des projets d'habitations à bas loyer?

11. Quel est le montant total des prêts autorisés sous le régime de la partie II de la loi?

12. Combien de sociétés de logement à dividende limité ont été jugées par le ministre comme possédant, aux termes de la loi, les conditions requises pour obtenir des prêts en vertu des dispositions de l'article 9 de la loi?

13. A combien de ces sociétés de logement à dividende limité a-t-on octroyé des prêts sous le régime de la partie II de la loi?

14. Combien de compagnies d'assurance-vie ont effectué des placements de fonds sous le régime de l'article 11, et quelles sont ces compagnies?

15. a) A combien de municipalités a-t-on accordé des subventions en vertu des dispositions de l'article 12? b) Quels sont les montants individuels de ces subventions et quelles municipalités respectives en ont reçu?

16. Combien de contrats le ministre a-t-il conclus sous le régime de la partie III de la loi?

17. a) Quel est le nombre total d'habitations pour lesquelles on a autorisé des prêts sous le régime de la partie III de la loi? b) Combien de ces habitations ont été terminées et sont actuellement habitées?

18. Quel est le montant total des prêts autorisés sous le régime de la partie III de la loi?

19. Combien de contrats ont été conclus avec des fabricants d'appareils de plomberie ou de chauffage ou d'autres parties constituantes de maisons aux termes de l'article 15?

20. Combien de paiements ont été effectués en vertu de la partie IV de la loi et quel en est le total?

21. Quels règlements a-t-on édictés sous le régime de la partie I de la loi?

22. Quels règlements a-t-on édictés sous le régime de la partie II?

23. Quels règlements a-t-on édictés sous le régime de la partie III?

24. Quels règlements a-t-on édictés sous le régime de la partie IV?

**36d.** Etat montrant:—

1. Est-ce que les sociétés de logement à dividende limité constituées par des municipalités peuvent faire une demande de prêt aux termes de la partie II de la Loi nationale sur l'habitation?

2. Quels critères a-t-on établis pour s'assurer que les 50,000 maisons à être construites au Canada dans le délai d'un an après le jour de la victoire en Europe seront construites dans les localités et pour les familles, celles des anciens combattants comprises, pour lesquelles le besoin s'en fait sentir davantage?

3. Qui empêchera le riche d'obtenir des matériaux et des ouvriers spécialisés au détriment des autres?

4. Quelles garanties appliquera-t-on pour empêcher que les propriétaires de taudis évalués à un haut prix ne s'entendent avec une institution financière, ou l'une de ses subsidiaires, qui fait l'offre du même site une fois déblayé à une municipalité pour une somme nominale?

5. Des cinq millions de dollars affectés aux enquêtes et aux renseignements, aux termes de la Loi nationale sur l'habitation, en août 1944, quelles sommes a-t-on dépensées a) pour des enquêtes, b) pour la distribution des résultats de ces recherches?

6. Utilise-t-on les dossiers du ministère du Travail et le bureau du personnel technique en temps de guerre dans le but d'obtenir le personnel requis pour les entreprises de reconstruction?

7. Combien de techniciens ont été adjoints au personnel d'administration de la Loi nationale sur l'habitation au cours des six derniers mois?

8. Combien de techniciens ont quitté l'administration de la Loi nationale sur l'habitation au cours des six derniers mois?

**36e.** Copie de tous rapports, correspondance et autres documents échangés entre C. A. Massey, de *Lever Brothers*, de Toronto, ou tout fonctionnaire de cette compagnie, et toute division ou tout fonctionnaire du gouvernement, au cours des trois derniers mois, ayant trait aux logements à bas prix construits par le gouvernement.

**36f.** Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 5 novembre 1945,— Copie du contrat entre la ville de Toronto, le canton de York-Nord et la *Soldiers' Housing Projects Limited*, relativement au projet d'habitations actuellement en voie d'exécution dans le canton de York-Nord.

**40.** Rapport sur les recettes et les dépenses de fonctionnement ainsi que d'autres renseignements sur les banques à charte du Canada pour l'année financière 1944, chapitre 30, article 53 (10), suivi d'autres rapports pour l'année financière 1943 et la moyenne pour les années financières 1929 à 1943 inclusivement, mis à date, et la moyenne pour les années financières de 1930 à 1944 inclusivement.

**42.** Etat des dépenses tirées du vote pour dépenses imprévues, item 71, Loi des appropriations 1945-46.

**43.** Copie d'un accord conclu en vertu des dispositions de la Loi sur la conservation du change en temps de guerre, 1940, chapitre 2, article 8, Statuts du Canada, 1940-41.

**44.** Rapport sur le fonctionnement de la Loi de 1942 sur l'assurance contre les risques de guerre, pour la période qui s'est terminée le 31 mars 1945.— Statuts du Canada, 1942,43, chapitre 35, article 35.

**46.** Copie d'un arrêté en conseil C.P. 1222, approuvé le 27 février 1945: autorisant la distribution et le paiement de primes de pêche pour l'année financière 1944-45, en vertu des dispositions des S.R.C., 1927, chapitre 74, intitulé: "Loi des pêches maritimes".

**48a.** Arrêté en conseil C.P. 5637, approuvé le 16 août 1945: révocation d'un décret relatif à la détention de personnes en vertu des Règlements concernant la Défense du Canada; les personnes de race Japonaise qui étaient détenues antérieurement au quinzième jour d'août 1945, continueront d'être détenues et ces personnes, pendant leur détention, seront censées être détenues légalement.

**50a.** Etat montrant:—

1. Quelles mesures le gouvernement a-t-il adoptées pour mettre à exécution les recommandations faites, en 1938, par la commission royale chargée de faire enquête sur le régime pénal?

2. Parmi le personnel du pénitencier fédéral de Portsmouth compte-t-on les fonctionnaires suivants: a) un médecin en service continu; b) un psychiatre?

3. Dans l'affirmative, quelle a été la date de leur nomination et les titulaires sont-ils en service continu ou intermittent?

4. Quelle aptitude exige-t-on pour la position d'infirmière ou de garde à la prison des femmes à Portsmouth?

5. Quel est, à l'exclusion des indemnités de subsistance, le minimum et le maximum du traitement des employés précités?

6. Quelle disposition le gouvernement a-t-il prise pour établir le système Borstal dans l'un ou l'autre des pénitenciers fédéraux, et dans quelle mesure sépare-t-on les jeunes délinquants des criminels endurcis dans nos établissements fédéraux d'emprisonnement?

**53a.** Copies du texte officiel des projets de conventions et des recommandations adoptés lors de la vingt-cinquième session (1939) et de la vingt-sixième session (1944) de la Conférence internationale du Travail, en vertu des dispositions de l'article 406 du Traité de Versailles et des dispositions correspondantes des autres traités de paix.

**53b.** Copie de l'arrêté en conseil C.P. 3671, approuvé le 24 mai 1945: traitant de la compétence du Parlement et des législatures provinciales respectivement sur les sujets qui forment la matière de ces projets de conventions et de ces recommandations.

**53c.** Arrêté en conseil C.P. 6103, approuvé le 27 septembre 1945: stipulant que le Canada participera à la vingt-septième session du Congrès de l'organisation internationale du Travail, qui doit s'ouvrir à Paris, France, le 15 octobre 1945.

Arrêté en conseil P.C. 6162, approuvé le 27 septembre 1945: nomination de la délégation canadienne désignée pour y assister.

**53d.** Copie de l'arrêté en conseil C.P. 6632, approuvé le 26 octobre 1945: nomination des délégués à la conférence technique préparatoire sur les questions maritimes, organisme du Bureau international du travail, qui doit avoir lieu à Copenhague, Danemark, à partir du 13 novembre 1945.

**53e.** Copie de l'arrêté en conseil C.P. 6852, approuvé le 15 novembre 1945: stipulant que le Canada sera représenté sur sept comités industriels permanents du Bureau international du Travail.

**54.** Arrêté en conseil C.P. 5931, approuvé le 7 septembre 1945: renouvellement d'un prêt au montant de \$3,637,551.75 consenti à la province de la Colombie-Britannique, et acceptant en garantie un bon du trésor de ladite province, portant intérêt au taux de 3 pour cent par année.

Arrêté en conseil C.P. 5930, approuvé le 7 septembre 1945: renouvellement d'un prêt au montant de \$271,890.96 consenti à la province de la Colombie-Britannique, et acceptant en garantie un bon du trésor de ladite province portant intérêt au taux de 3 pour cent par année.

**54a.** Arrêté en conseil C.P. 6273, approuvé le 28 septembre 1945: renouvellement d'un prêt au montant de \$1,600,000.00, consenti à la province de l'Alberta, et acceptant en garantie un bon du trésor de ladite province portant intérêt au taux de 3 pour cent par année.

**54b.** Arrêté en conseil C.P. 6507, approuvé le 16 octobre 1945: renouvellement d'un prêt au montant de \$380,000, consenti à la province de la Colombie-Britannique, et acceptant en garantie un bon du trésor de ladite province portant intérêt au taux de trois pour cent par année.

**54c.** Arrêté en conseil C.P. 6853, approuvé le 8 novembre 1945: renouvellement d'un prêt de \$3,237,844.99 consenti à la province de la Colombie-Britannique, et acceptant en garantie un bon du trésor de ladite province portant intérêt au taux de 3 pour cent par année.

**55.** Copie des arrêtés en conseil adoptés en vertu des dispositions de la Loi d'assurance-chômage, 1940, s'appliquant aux règlements édictés par la Commission de l'assurance-chômage relativement aux versements et aux prestations.

**55a.** Arrêté en conseil C.P. 5664, approuvé le 4 septembre 1945: modification des règlements adoptés en vertu des dispositions des Règlements de versement à la caisse d'assurance-chômage, établis par l'arrêté en conseil C.P. 6952, approuvé le 3 septembre 1943,—A l'exception des ouvriers de certaines scieries et de certains ateliers de rabotage.

**55c.** Copie de la circulaire No 34 de la Commission de l'assurance-chômage, datée du 30 septembre 1945, traitant de la question de l'emploi approprié.

**57.** Copies des arrêtés en conseil, adoptés en vertu de la Loi des terres de la Couronne 113, 1927, article 75, depuis les dernières élections du Parlement.

**58.** Exposé des baux, permis ou autres autorités annulés depuis le dernier rapport au Parlement en vertu des dispositions des S.R.C., 1927, chapitre 113, article 96.

**59.** Rapport annuel des permis accordés depuis le 1er janvier jusqu'au 9 août 1945, tel qu'exigé par le paragraphe 2 de l'article 4 de la Loi d'immigration.

**62.** Liste montrant le nombre des Indiens qui ont reçu leur lettre d'affranchissement d'après la Loi des Indiens au cours de l'année financière qui s'est terminée le 31 mars 1945, indiquant le montant versé à chaque Indien ainsi affranchi.

**63.** Copie de tous les arrêtés en conseil adoptés en vertu de la Loi concernant la convention des oiseaux migrateurs, chapitre 16, Statuts du Canada, 1932-33.

**65.** Etat montrant le nombre de permis accordés pour faire entrer des liqueurs alcooliques dans les Territoires du Nord-Ouest, pendant l'année qui s'est écoulée du 1er janvier au 31 décembre 1942, en conformité des dispositions des Statuts révisés. 1927, chapitre 142.

**66.** Copie des ordonnances adoptées en vertu des dispositions de l'article 13 de la Loi des Territoires du Nord-Ouest, chapitre 142, S.R.C., 1927,—relativement aux sites archéologiques; à l'administration de la justice civile; au sujet des troupeaux et des clôtures; des produits du pétrole; de la protection des enfants; de la tutelle des personnes souffrant d'aliénation mentale; de l'aide aux membres des forces armées; et une ordonnance pour modifier l'ordonnance de l'administration locale des districts.

**67.** Rapport en vertu de l'article 7 de la Loi de l'assainissement, S.R.C., 1927, chapitre 175, au sujet de la construction de travaux de drainage au cours de l'année dernière.

**68.** Rapport concernant les grains de semence et les dettes pour assistance en vertu des dispositions de l'article 2 du chapitre 51, 17 George V, intitulé: "Loi concernant certaines dettes dues à la Couronne", du 1er janvier 1945 au 31 juillet 1945.

**70a.** Etat montrant:—

1. Depuis le 1er juin 1945, quelles sont les quantités de produits alimentaires qui ont été expédiés vers l'Angleterre, la France, la Belgique, la Hollande, la Norvège, l'Italie, la Grèce et les autres pays des Balkans, soit à titre de don, ou à titre de prêt en vertu du prêt-bail, soit sous forme de ventes, soit autrement, avec détail par produit et par pays, ainsi que selon les modes de paiement envisagé (don, prêt-bail, crédits à l'exportation, opérations commerciales ordinaires entre particuliers ou gouvernements)?

2. Outre les quantités de produits alimentaires déjà expédiés, les pays en question ont-ils fait des demandes au gouvernement du Canada ou tenté de négocier des accords pour obtenir des quantités supplémentaires? Dans l'affirmative, quelle était, en détail par produits et par pays, la nature de ces demandes?

3. En dehors des négociations entre gouvernements et outre les quantités expédiées, des commerçants ou exportateurs canadiens ont-ils demandé la permission d'exporter de ces produits?

4. Dans l'affirmative, pour quelle quantité d'exportations vers chacun de ces divers pays de tels permis ont-ils été requis et dans quelle proportion ont-ils été accordés ou refusés pour chaque pays?

**74b.** Etat montrant:—

1. Quels sont les noms de toutes les personnes détenant le grade de commodore ou d'un grade supérieur dans la Marine royale canadienne qui ont été mises à la retraite depuis le 1er janvier 1943?

2. Quelle a été la date de la mise à la retraite de chacune de ces personnes?

3. Quelle pension ou allocation annuelle a été accordée à chacune de ces personnes?

**74c.** Etat montrant:—

1. Au 1er août 1945, combien y avait-il d'officiers et de marins classés actuellement enrôlés dans la force permanente de la Marine royale canadienne?

2. De ces marins classés, combien étaient des matelots?

3. Quelle était la répartition de ces derniers en premiers maîtres, maîtres, quartiers-maîtres, matelots brevetés et matelots de pont?

4. Combien de marins classés de chacune des cinq catégories susmentionnées prévoit-on parmi le 10,000 hommes d'effectifs de la marine d'après-guerre?

5. Au 1er août 1939, combien dans chacune de ces catégories étaient enrôlés dans la force permanente?

**75a.** Etat concernant les règlements édictés en vertu de la Loi sur le ministère de la Santé nationale et du bien-être.

—Rapport relatif aux règlements édictés sous le régime de la Loi des spécialités pharmaceutiques ou médicaments brevetés.

—Rapport concernant les arrêtés en conseil ou règlements édictés en vertu de la Loi de la santé dans les entreprises publiques.

**76.** Copie des règlements adoptés en vertu de la Loi sur les allocations familiales par l'arrêté en conseil C.P. 5093, approuvé le 3 août 1945.

**77.** Rapport annuel de la division des allocations familiales du ministère de la Santé nationale et du bien-être pour l'année financière terminée le 31 mars 1945.

**78.** Copie du rapport annuel sur l'application de la Loi sur l'aptitude physique nationale pour l'année financière terminée le 31 mars 1945.

**79.** Etat des recettes et des dépenses effectuées en vertu de la Partie V de la Loi de la marine marchande du Canada (marins malades) au cours de l'année financière terminée le 31 mars 1945.

**80a.** Copie du rapport d'un comité nommé par C. Fraser Elliott, sous-ministre du Revenu national, pour faire une revue de l'organisation de la Division de l'impôt dans le ministère du Revenu national; avec un appendice et les pièces justificatives pertinentes.

**82.** Rapport annuel du ministère des Services nationaux de guerre pour l'année financière terminée le 31 mars 1944.

**83a.** Rapport annuel de la Société Radio-Canada pour l'année financière terminée le 31 mars 1945. (Version française).

**83b.** Arrêté en conseil C.P. 6641, approuvé le 23 octobre 1945: nomination de M. A. Davidson Dunton, de Montréal, comme gouverneur de la Société Radio-Canada et président de la Société.

**83c.** Copie de tous rapports, correspondance et autres documents que possède le gouvernement et datés des trois dernières années touchant ou concernant l'émission, la prolongation ou le transfert d'un permis pour un poste de radio à ou près Port-Alberni, Colombie-Britannique.

**83d.** Copie de tous rapports, correspondance et autres documents que possède le gouvernement et datés des trois dernières années touchant ou concernant l'émission, la prolongation ou le transfert d'un permis pour un poste de radio à ou près Port-Alberni, Colombie-Britannique.

**83e.** Etat montrant:—

En vertu des Accords régionaux de Radiodiffusion de l'Amérique du Nord, de 1941, connus sous le nom d'Accords de La Havane:

1. Combien de voies libres, de voies régionales et de voies locales de télécommunication ont été attribuées au Canada pour des postes des catégories IA, IB, II, III et IV?
2. Quelle est la fréquence de chacune de ces voies?
3. Quelle est la puissance minimum et maximum de chaque voie de télécommunication?
4. Combien de ces voies sont aujourd'hui occupées?
5. Quels sont les postes qui les occupent?
6. Quelle puissance ces postes utilisent-ils?
7. Quelles sont les voies de télécommunication qui sont dispensées de l'usage de la puissance minimum?
8. Quels postes ont demandé une augmentation de puissance, depuis 1939, et quelle puissance ont-ils demandée, et quelle augmentation leur a-t-on accordée?
9. Depuis 1939 a-t-on reçu des demandes d'utilisation de voies de télécommunication qui étaient inoccupées?
10. Le cas échéant, quelle puissance avait-on demandée?
11. Quelle est la puissance minimum des voies de télécommunication inoccupées?
12. Quels sont les postes qui ont demandé des licences pour faire des expériences sur les modulations de fréquence, la télévision, la radiodiffusion de facsimilés ou pour d'autres fins?
13. A-t-on accordé quelques licences?

**86.** Rapport du conseil des administrateurs de la Galerie nationale du Canada pour l'année financière terminée le 31 mars 1944. (Editions française et anglaise).

**87a.** Etat montrant:—

1. En combien de divisions le ministère de la Reconstruction a-t-il été partagé?
2. Quels sont les chefs de chaque division?
3. Quel traitement verse-t-on à chacun de ces chefs?
4. Quelles sont, en détail, les fonctions et responsabilités de chaque division?
5. Quel est le nombre total des employés du ministère?
6. De ce nombre, combien ont eu quelque expérience avec des groupements d'associations ouvrières?
7. Quels sont leurs noms et quelles positions occupent-ils?

**90.** Rapport annuel du surintendant des faillites pour l'année régulière 1944.**91a.** Etat montrant:—

1. Combien de fonctionnaires civils du sexe féminin a) permanents, b) temporaires, étaient à l'emploi de chaque ministère du gouvernement à Ottawa le 1er mars 1945?
2. Combien de fonctionnaires civils du sexe féminin a) permanents, b) temporaires, étaient à l'emploi de chaque ministère du gouvernement à Ottawa le 10 septembre 1945?

**91b.** Etat montrant:—

1. Quel est le nombre total de fonctionnaires atteint par la limite d'âge?
2. Quel en est le nombre par ministère?
3. Quelles mesures a-t-on adoptées au sujet de la mise à la retraite de ces personnes?

**91c.** Etat montrant:—

1. Quel était, au 1er janvier 1939, le nombre des experts-comptables brevetés à l'emploi de la division de l'impôt du ministère du Revenu national?
2. Combien d'experts-comptables brevetés cette division a-t-elle employés du 1er janvier 1939 au 30 septembre 1945?
3. Quel est le nombre d'experts-comptables brevetés qui ont quitté cette division au cours de cette période?
4. Au 1er janvier 1939, combien comptait-on d'experts-comptables brevetés dans le bureau de l'Auditeur général?
5. Combien y a-t-on engagé d'experts-comptables brevetés du 1er janvier 1939 au 30 septembre 1945?
6. Combien d'experts-comptables brevetés ont quitté ce bureau au cours de cette période?

**91d.** Etat donnant a) les noms de tous les fonctionnaires de l'Etat à qui a été payé un supplément pour travail de guerre; b) le montant versé à chacun.

**93.** Copie des ordonnances du Territoire du Yukon adoptées par le Conseil du Yukon pendant l'année 1945, et déposés en conformité de l'article 29, chapitre 215, S.R.C., 1927.

**94a.** Rapport du commissaire des brevets pour l'année financière terminée le 31 mars 1945. (Version française.)

**94b.** Etat montrant:—

1. Y a-t-il des brevets appartenant à des corporations ou ressortissants allemands, japonais ou italiens en la possession ou sous le contrôle du Séquestre des biens ennemis ou de quelque ministère du gouvernement?
2. Le cas échéant, quel en est le nombre pour chaque pays ennemi?
3. Des organismes du gouvernement ou des industries canadiennes se servent-ils de l'un ou l'autre de ces brevets?
4. Dans l'affirmative, paie-t-on des redevances pour l'usage de ces brevets et qui paie ces redevances?

5. Quelles sommes a-t-on payées ou sont dues au Séquestre des biens ennemis pour les brevets de pays ennemis sur lesquels on exerce contrôle?

6. Quelle mesure le gouvernement a-t-il prise relativement a) à la disposition de ces brevets, une fois la paix déclarée, b) à la disposition des redevances?

**98a.** Arrêté en conseil C.P. 6122, approuvé le 19 septembre 1945: concernant la stabilisation du prix du blé canadien vendu par la Commission canadienne du blé pour fins d'exportation outre-mer, à un prix maximum ne devant pas dépasser \$1.55 le boisseau pour le blé No 1, du nord du Manitoba, déposé dans les élévateurs de Fort-William-Port-Arthur ou Vancouver, et \$1.00 minimum le boisseau aux producteurs pour une période de cinq ans se terminant le 31 juillet 1950.

**98b.** Etat montrant:—

1. Depuis la fermeture de la bourse des grains de Winnipeg, combien de boisseaux de blé les meuniers, au Canada, ont-ils achetés de la Commission canadienne du blé pour les fins a) de la consommation domestique, b) de l'exportation?

2. Quel prix a-t-on payé par boisseau?

3. A-t-on versé quelques subventions aux meuniers? Le cas échéant, quels montants?

4. Combien, le boisseau, les meuniers canadiens paient-ils actuellement à la Commission du blé pour le blé moulu et destiné à l'exportation?

5. Verse-t-on quelques subventions aux meuniers canadiens pour le blé moulu destiné à l'exportation? Dans l'affirmative, quels montants?

**100.** Exposé annuel et rapport du Président de la Corporation d'assurance des crédits d'exportation pour l'année terminée le 31 mars 1945.

**100a.** Rapport sur le fonctionnement de la Deuxième Partie de la Loi d'assurance sur les crédits d'exportation pour l'année financière terminée le 31 mars 1945, Statuts du Canada, 1944, chapitre 39, article 26.

**112.** Sommaire des droits de ports pour l'année financière terminée le 31 mars 1945.

**115.** Etat sommaire de recettes de quayage pour l'année terminée le 31 mars 1945.

**117.** Copie des règlements adoptés en vertu des dispositions de la Loi du ministère des Affaires des vétérans.

**117a.** Copies des rapports de la Commission royale sur les qualifications des anciens soldats, sous la présidence de M. Wilfrid Bovey, nommée en vertu des dispositions de l'arrêté en conseil C.P. 2486, approuvé le 19 avril 1945, tel que modifié par l'arrêté en conseil C.P. 3342, approuvé le 8 mai 1945, comme suit:

Premier rapport intérimaire signé à Montréal, le 22 juin 1945;

Deuxième rapport signé à Montréal, le 14 septembre 1945;

Ce dernier accompagné d'appendices.

**117b.** Etat montrant:—

1. Quel est le nombre d'anciens combattants de cette guerre qui se sont inscrits aux écoles d'administration et de secrétariat dans les villes de Regina et de Saskatoon?

2. Quels sont les noms des écoles où ils se sont inscrits et quel est le nombre d'inscrits dans chaque école?

**117c.** Arrêté en conseil C.P. 6752, approuvé le 1er novembre 1945: spécifiant que les versements faits en vertu des dispositions de la Loi des allocations familiales, 1944, n'affecteront pas les paiements effectués par le ministère des Affaires des vétérans sous certaines lois.

**118a.** Copie de l'arrêté en conseil C.P. 191/6282, approuvé le 28 septembre 1945: concernant les réductions de dette sous le régime de la Loi d'établissement de soldats, 1919, et prolongeant le délai en vertu duquel les soldats-colons peuvent faire une demande pour la réduction de leurs dettes en vertu de l'arrêté en conseil C.P. 10472, approuvé le 19 novembre 1942, jusqu'au 31 mars 1946.

**119.** Exposé annuel exigé par l'article 18 de la Loi d'assurance des vétérans.

**120.** Copie des règlements adoptés en vertu des dispositions de la Loi des terres des vétérans, 1942.

**120a.** Copie d'un arrêté en conseil adopté en vertu des dispositions de la Loi de 1942 sur les terres des vétérans, comme suit:

Arrêté en conseil C.P. 5932, approuvé le 7 septembre 1945: octrois aux vétérans indiens qui s'établissent sur des réserves indiennes.

**120b.** Copie des règlements adoptés en vertu des dispositions de la Loi des terres des anciens combattants, 1942, et approuvés par l'arrêté en conseil C.P. 192/6282 du 28 septembre 1945,—durée du service.

**120c.** Etat montrant:—

1. Quel est le nombre des demandes que le bureau régional de New Westminster a reçues de la part d'anciens combattants de la guerre actuelle pour s'établir sur a) des fermes, b) de petites propriétés, sous le régime de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants?

2. Quel est le nombre de ces demandes qui ont été a) approuvées, b) rejetées?

3. A-t-on fait un nouvel examen de l'une ou l'autre des demandes qui avaient été rejetées et, dans l'affirmative, ces demandes sont-elles renvoyées au comité consultatif local?

4. Quel est le nombre de fermes appartenant aux Japonais, dans le district électoral de Fraser Valley, qui peuvent être offertes en vente sous le régime de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants?

5. Combien a-t-on reçu de demandes pour leur achat et combien ont été approuvées?

**120d.** Arrêté en conseil C.P. 6838, approuvé le 8 novembre 1945: modifiant les règlements relatifs à l'établissement des bureaux régionaux, etc.

**120e.** Etat montrant:—

1. Des 2.010 demandes sous le régime de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants, reçues au bureau régional de Toronto, combien a) ont été approuvées, b) rejetées, c) ont reçu quelque autre sort?

2. Combien d'anciens combattants a) de la ville de Toronto, b) de l'autre partie du comté de York, ont été réellement placés sur des terres par l'entremise du bureau régional de Toronto?

3. Combien de maisons ont été réellement construites et livrées par l'entremise de ce bureau?

4. Combien d'anciens combattants ont été réellement établis, par l'entremise dudit bureau, sur des terres où on avait auparavant construit des maisons?

**120f.** Etat montrant:—

1. Quels terrains a-t-on achetés pour y construire des logements pour les anciens combattants, sous le régime de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants, dans les environs: a) d'Ottawa; b) de Toronto; c) de Hamilton; d) de London; e) de Windsor; f) de St. Catharines; g) de Cornwall; h) de Kingston?

2. Relativement à chaque terrain, quelle en est: a) la brève description; b) la ville la plus rapprochée; c) l'étendue; d) la distance des écoles; e) le nombre de propriétés en lesquelles le terrain est divisé; f) le nombre de maisons en voie actuelle de construction; g) le genre de contrat conclu avec le constructeur; h) le nom de l'entrepreneur; i) l'approvisionnement d'eau projeté; j) le système d'égouts projeté; k) la date à laquelle la construction des maisons a effectivement commencé; l) la date approximative à laquelle la construction sera terminée; m) le total des paiements intérimaires faits à l'entrepreneur jusqu'à date; n) le prix d'achat payé; o) le prix de la valeur d'évaluation à l'acheteur?

**123b.** Copie de tous télégrammes, lettres, mémoires ou autres documents, datés depuis le 1er juin 1944, échangés entre le Premier ministre ou l'un des membres ou fonctionnaires du gouvernement fédéral et les premiers ministres ou fonctionnaires des gouvernements provinciaux relativement à la tenue de la conférence fédérale-provinciale, l'ordre du jour de cette conférence, la reprise des séances ajournées de la conférence ou à toute autre question se rapportant à la conférence.

**124b.** Copies du Procès-verbal de dépôt des ratifications de la Charte des Nations Unies, signé par le secrétaire des Etats-Unis d'Amérique, le 24 octobre 1945.

**125b.** Echange de notes entre le Canada et les Etats-Unis d'Amérique, comportant un accord relatif à l'entreprise Canol, signé à Ottawa, le 26 février 1945. (Recueil des traités, 1944, No 3).

**125c.** Echange de notes entre le Canada et le Brésil, comportant un accord visant le service militaire, signé à Rio de Janeiro, le 9 février 1945. (Recueil des traités, 1945, No 4).

**125d.** Echange de notes entre le Canada et le Mexique, portant modification de l'accord visant la conscription pour service militaire déjà en vigueur par l'échange de notes en date du 29 février 1944, signé à Mexico, le 12 avril et le 7 mai 1945. (Recueil des traités, 1945, No 6).

**125e.** Echange de notes entre le Canada et Terre-Neuve au sujet du fonctionnement d'un service commercial aérien par les lignes aériennes trans-Canada, signées à St-Jean, Terre-Neuve, 13/16, 1945.—Recueil des traités, 1945, No 5 (versions anglaise et française).

**125f.** Etat montrant:—

Echange de notes (19 et 24 juillet 1945) entre le Canada et la Tchécoslovaquie remettant en vigueur la convention de commerce du 15 mars 1928 à compter du 24 juillet 1945. (Recueil des traités, 1945, No 8).

**125g.** Copie d'un Accord entre le Canada et le Royaume-Uni visant le prêt au Royaume-Uni de vaisseaux appartenant au Canada (signé à Ottawa le 17 août 1945) rétroactif au 3 décembre 1943. (Recueil des traités, 1945, No 9).

**125h.** Copie d'un Accord complémentaire entre le Canada et le Royaume-Uni visant le prêt au Royaume-Uni de vaisseaux appartenant au Canada (signé à Ottawa le 17 août 1945) rétroactif au 3 décembre 1943. (Recueil des traités, 1945, No 10).

**125i.** Copie d'un Accord entre le Canada et l'Australie visant le prêt à l'Australie de vaisseaux appartenant au Canada (signé à Ottawa le 17 août 1945) rétroactif au 3 décembre 1943. (Recueil des traités, 1945, No 11).

**126a.** Etat montrant:—

Copie du rapport du congrès de l'aviation civile commerciale, tenu à Chicago, Illinois, États-Unis, du 1er novembre au 7 décembre 1944, accompagné de la loi définitive et des documents qui s'y rapportent.

**128.** Copie de l'arrêté en conseil C.P. 4781, approuvé le 10 juillet 1945: établissant des règlements pour disposer du bois en Colombie-Britannique, tel qu'exigé par l'article 161 de la Loi des Indiens, Statuts révisés du Canada, 1927, chapitre 98.

**129a.** Etat montrant:—

1. Quelles sont les compagnies privées autorisées à exploiter des lignes aériennes au Canada?

2. Quelles sont les lignes aériennes exploitées par chacune des compagnies ci-dessus mentionnées?

3. Depuis le 17 mars 1944, combien de demandes de permis d'exploitation de lignes aériennes au Canada a-t-on reçues a) des *Canadian Pacific Airlines*, b) de toutes autres compagnies; combien de permis ont été octroyés à ceux dont il est fait mention dans a) et b) depuis ladite date, et quelles sont les lignes aériennes comprises sous les permis ainsi octroyés?

4. La compagnie du chemin de fer Pacifique-Canadien a-t-elle renoncé à la possession des *Canadian Pacific Airlines*? Sinon, le gouvernement a-t-il pris quelques mesures destinées à donner suite à cette action?

5. Quelques réseaux aériens des États-Unis ont-ils tenté d'acheter les *Canadian Pacific Airlines* de la compagnie de chemin de fer Pacifique-Canadien?

6. Le gouvernement a-t-il pris quelques mesures dans le but de constituer une corporation de service aérien relevant de la Couronne pour l'exploitation d'embranchements de lignes aériennes dans le centre et l'ouest du Canada? Dans l'affirmative, envisage-t-on l'acquisition par ladite corporation des *Canadian Pacific Airlines*?

**130a.** Etat montrant:—

1. Quels engagements financiers le gouvernement fédéral a-t-il faits pour indemniser les intéressés des dégâts causés à Halifax le jour de la Victoire en Europe?

2. Quels engagements financiers le gouvernement fédéral a-t-il pris pour indemniser les intéressés des dégâts causés par les récentes explosions dans la région de Halifax?

**131.** Copie du rapport du commissaire chargé de l'administration de la Loi d'enquête sur les combines, pour l'année qui s'est terminée le 31 mars 1945.

**132.** Rapport du directeur de l'entraînement professionnel pour l'année financière 1944-45.

**132a.** Arrêté en conseil C.P. 6599, approuvé le 25 octobre 1945: s'appliquant à une formule d'accord avec les provinces en vertu du programme de formation professionnelle.

**133.** Déclaration au sujet des règlements relatifs aux exportations de pétrole et de bois de pâte.

**134.** Arrêté en conseil C.P. 6248, approuvé le 25 septembre 1945: nommant Robert Wellington Mayhew, écuyer, M.P., adjoint parlementaire du ministre des Finances.

**134a.** Arrêté en conseil C.P. 6249, approuvé le 25 septembre 1945: nommant William Chisholm Macdonald, écuyer, M.P., adjoint parlementaire du ministre de la Défense nationale.

**134b.** Arrêté en conseil C.P. 6250, approuvé le 25 septembre 1945: nommant Hugues Lapointe, écuyer, M.P., adjoint parlementaire du ministre de la Défense nationale.

**134c.** Arrêté en conseil C.P. 6283, approuvé le 23 septembre 1945: nommant Walter Adam Tucker, écuyer, M.P., adjoint parlementaire du ministre des Affaires des vétérans.

**134d.** Arrêté en conseil C.P. 6299, approuvé le 28 septembre 1945: nommant George James McIlraith, écuyer, M.P., adjoint parlementaire du ministre de la Reconstruction.

**135.** Etat montrant:—

1. Est-ce que le gouvernement a acheté, par l'entremise du département des affaires indiennes ou autrement, vers 1906, la première réserve indienne des Thunderchild, située entre les rivières Battle et Saskatchewan-Nord, à l'ouest de la ville de Battleford, en Saskatchewan?

2. Sinon, le gouvernement, directement ou par l'entremise du département des affaires indiennes, a-t-il vendu ladite réserve pour le compte de la tribu des Thunderchild?

3. Si la réserve a été vendue, quels en ont été les acheteurs?

4. Quel en a été le prix d'achat?

5. Quel montant a-t-on payé jusqu'à cette date?

6. Quels montants, s'il en est, a) sur le principal, b) en intérêts, sont encore dus à la tribu des Thunderchild?

**136.** Etat montrant:—

1. Quel a été, en livres, la production totale de porc et de bœuf au cours de chacune des années 1943, 1944 et jusqu'au 1er juillet 1945, a) pour tout le Canada, b) au Manitoba, c) en Alberta, d) en Saskatchewan?

2. Quels prix minima, s'il y a lieu, a-t-on établis pour lesdits produits à quelque moment de l'année actuelle?

**136a.** Etat montrant:—

1. Quelle a été, en livres, la production totale de porc et de bœuf, au Canada, pour les années 1941, 1942, 1943, 1944 et jusqu'au 1er juillet en 1945?

2. Quelle a été, en livres, la quantité de porc et de bœuf traitée par les compagnies de salaison au cours des années ci-haut désignées?

3. Quelle a été, en livres, la quantité de porc, de bœuf, de bacon et de jambon exportée au cours des années ci-haut mentionnées?

4. Quelle a été, en livres, la quantité moyenne de porc et de bœuf et de leurs produits emmagasinée dans les entrepôts frigorifiques au Canada au cours des années mentionnées?

**137.** Etat montrant:—

1. Depuis le jour de la victoire en Europe, combien d'officiers et de soldats, les femmes comprises, de la marine, de l'armée et de l'aviation canadiennes ont été envoyés du Canada en Grande-Bretagne ou en Europe?

2. Pourquoi les y a-t-on envoyés dans chaque cas?

**137a.** Etat montrant:—

1. Quel était, au 1er janvier 1945, le nombre des officiers et simples soldats au quartier général de la Défense nationale, et quel en est le nombre à l'heure actuelle?

2. Quel était, au 1er janvier 1945, le nombre des officiers et simples soldats au quartier général canadien de la Défense et quel en est le nombre à l'heure actuelle?

3. Quel était, au 1er janvier 1945, le nombre des officiers et simples soldats à l'état-major de la 1ère armée canadienne, et quel en est le nombre à l'heure actuelle?

4. Les états-majors des 1er et 2ème corps d'armée canadiens ont-ils été complètement licenciés? Sinon, pourquoi ne l'a-t-on pas fait?

5. Existait-il un service destiné à surveiller la manutention et l'aliénation de tout le matériel allemand connu sous le nom d'Eclipse?

6. Dans l'affirmative, quel était, au 1er juin 1945, le nombre d'officiers et de simples soldats occupés à ce travail et quel en est le nombre à l'heure actuelle?

**138. Etat montrant:—**

1. Quels sont les noms et adresses de toutes les compagnies ou personnes qui ont acheté ou loué des concessions forestières dans le parc national de Riding Mountain au cours de chacune des années à compter de 1940 à 1945 inclusivement?

2. Combien de pieds de bois y a-t-on retirés dans chaque cas?

3. Quel prix a-t-on payé au gouvernement dans chaque cas?

**138a. Etat montrant:—**

1. De 1938 à 1945 inclusivement, quel a été, a) en quantité, b) en valeur, et par pays, le total annuel des exportations canadiennes de bois de construction de toute espèce?

2. Pour chacune desdites années, quels prix le Royaume-Uni a-t-il payés pour le bois de construction de toute espèce?

3. Le régisseur du bois a-t-il pris part aux négociations relatives auxdits prix?

4. Le ministère des Munitions et approvisionnements ou quelque autre ministère du gouvernement ont-ils pris part aux négociations touchant lesdits prix?

5. Le ministre des Munitions et approvisionnements ou quelque autre ministre du gouvernement ont-ils approuvé ces prix?

**139. Etat montrant:—**

1. De quels stocks d'épiceries et de denrées principales disposait l'armée canadienne au Canada, en Grande-Bretagne ou dans d'autres pays au 1er septembre 1945?

2. Quels stocks d'épiceries et de denrées principales possédait la marine canadienne au Canada ou dans d'autres pays au 1er septembre 1945?

3. Quels stocks d'épiceries et de denrées principales possédait le C.A.R.C. au Canada ou dans d'autres pays au 1er septembre 1945?

**140. Etat montrant:—**

1. Quelle a été de 1939 à 1944 inclusivement la production totale des produits forestiers, au Canada, des catégories suivantes: a) bois de pâte; b) traverses de chemin de fer, bois de soutènement, bois de chauffage; c) bois de construction et ses produits; d) de toute autre sorte?

2. Quelles ont été, de 1939 à 1944 inclusivement, les exportations totales du Canada en produits forestiers des catégories suivantes: a) bois de pâte; b) traverses de chemins de fer, bois de soutènement, bois de chauffage; c) bois de construction et ses produits; d) de toute autre sorte?

3. Quelle a été, par province, pour les années 1939 à 1944 inclusivement, la production totale des produits forestiers des catégories suivantes: a) bois de pâte; b) traverses de chemins de fer, bois de soutènement, bois de chauffage; c) bois de construction et ses produits; d) de toute autre sorte?

4. Quelles ont été, par province, pour les années 1939 à 1944 inclusivement, les exportations totales de produits forestiers des catégories suivantes: a) bois de pâte; b) traverses de chemins de fer, bois de soutènement, bois de chauffage; c) bois de construction et ses produits; d) de toute autre sorte?

**141.** Etat montrant:—

1. Mlle Helen Doherty est-elle à rédiger une relation de son voyage en Europe?

2. Dans l'affirmative, ce rapport est-il terminé?

3. A-t-il été envoyé à quelques groupements féminins volontaires au Canada?

4. Dans l'affirmative, à quels groupements?

5. Quelques-uns de ces groupements ont-ils présenté des observations au sujet de la valeur du rapport?

6. S'il en est ainsi, quels sont les noms de ces groupements?

7. Quel publiera-t-on ce rapport?

8. Mlle Doherty accomplit-elle quelque travail concernant les rapatriés?

9. Le cas échéant, rédige-t-elle un rapport sur ce travail?

10. Quand sera-t-il publié?

11. Quelle expérience Mlle Doherty a-t-elle acquise relativement au rapatriement?

**142.** Etat montrant:—

1. Quel a été le coût total du terrain acheté pour l'aéroport de Bagotville, Chicoutimi, P.Q.?

2. De quelle ou quelles personnes le terrain a-t-il été acheté?

3. Quel a été le prix payé à chacune?

4. Quel a été le coût total de l'aéroport?

5. A quelles conditions financières la *Canadian Pacific Air Lines* utilise-t-elle cet aéroport pour le transport de la malle et des voyageurs?

**142a.** Copie de tous plans préparés par le ministère des Transports, depuis le 1er mai 1944, en rapport avec l'agrandissement de Stevenson Field, à Winnipeg, ou copie de quelques changements apportés au plan déposé à la date précitée comme document parlementaire No 287 de ladite année.

**142b.** Etat montrant:—

1. A quelle décision en est-on venu au sujet du maintien ou de la vente a) du champ d'aviation à Dauphin, Manitoba; b) des terrains d'atterrissage d'urgence à North Junction et à Valley River; c) de l'école de bombardement et de tir No 7 à Paulson, Manitoba?

2. A-t-on reçu quelques offres pour l'achat des bâtiments ou de l'outillage à l'un ou l'autre de ces endroits?

3. Dans l'affirmative, de la part de qui et quel montant a-t-on offert dans chaque cas?

**142c.** Etat montrant:—

1. Qui fut l'entrepreneur pour la construction de l'aéroport du C.A.R.C., à Goose Bay, Labrador?

2. Quel a été le montant fixé par le gouvernement pour la construction de cette station?

3. Le coût a-t-il excédé ce montant?

4. Quel en a été le coût total?

5. Quel a été l'exédent des achats faits par l'entrepreneur une fois que l'entreprise a été terminée?

6. L'entrepreneur a-t-il reçu des honoraires de régie intéressée pour ces achats de surplus?

7. Ces excédents comprenaient-ils des achats de surplus des item suivants: approvisionnements de magasin et de nourriture, approvisionnements et outillages de cuisine, accessoires électriques?

8. Dans l'affirmative, quels ont été les montants demandés pour chacun de ces item?

9. La Commission d'évaluation de l'outillage de construction a-t-elle fait quelques plaintes au ministre à propos d'un tel achat?

10. Le ministre a-t-il pris quelques mesures, ou se propose-t-il de le faire, pour vérifier ces dépenses?

11. Le ministère des Transports a-t-il quelque vérificateur désigné pour cette entreprise? Dans l'affirmative, qui?

12. L'ingénieur ou les ingénieurs en charge des travaux ont-ils fait quelques plaintes ou pris quelques mesures?

**142d. Etat montrant:—**

1. Qui étaient les adjudicataires pour la construction de l'aéroport du C.A.R.C. à Tofini, C.-B.?

2. Quels sont les administrateurs de la compagnie à qui a été adjugé le contrat?

3. Quelques-uns des administrateurs sont-ils membres du Sénat du Canada?

4. Quels ont été les honoraires versés aux adjudicataires pour cette entreprise?

5. Y a-t-il eu beaucoup d'achats excédentaires dans cette entreprise?

6. Une fois l'entreprise terminée, de combien de tonnes de boulons, d'écrous et d'écrous à chapeau de surplus disposait-on et dont on n'avait pas eu besoin?

7. L'adjudicataire a-t-il reçu des honoraires ou une commission pour ces marchandises de surplus?

8. Combien de camions a-t-on retenus pour cette entreprise et quels étaient les propriétaires de chacun d'entre eux?

9. Combien de nouveaux moteurs à camions a-t-on achetés pour cette entreprise?

10. Dans quelles conditions se trouvaient les camions expédiés par l'adjudicataire?

11. Quel loyer a-t-on payé pour ces camions?

12. A-t-on posé de nouveaux moteurs dans ces camions et qu'est-il advenu de ces moteurs?

13. Quel est le montant total que le gouvernement a payé en réparations de camions et de tracteurs dans cette entreprise?

14. Quel a été le montant des salaires fixés pour la réparation d'un tel outillage?

15. Le gouvernement a-t-il vérifié si on avait obtenu de l'huile, de l'essence ou d'autres frais dans cette entreprise, y compris l'entretien et/ou la mise en bon état d'un yacht luxueux qui naviguait aux environs de cet aéroport?

16. Ce yacht était-il la propriété de l'entrepreneur? Dans l'affirmative, depuis quand et de qui l'avait-il acquis?

17. S'il n'appartenait pas à l'entrepreneur, était-il loué par lui et, s'il en était ainsi, quel en était le propriétaire?

18. Quel a été le coût mensuel d'entretien de ce yacht pendant la durée de la construction de la station?

19. Comment ce yacht a-t-il appartenu à l'entrepreneur?

20. Quel était le nombre des membres de l'équipage de ce yacht?

**142e. Etat montrant:—**

1. Quelle est l'étendue totale du terrain acheté pour l'école de bombardement et de tir à Dafoe, Saskatchewan?

2. De quelles personnes ou personnes a-t-on acheté ce terrain?

3. Quel a été, à l'exclusion du coût du terrain, le coût total de construction de cet aéroport?
4. Cet aéroport a-t-il été remis à quelque autre département ou groupement?
5. Dans l'affirmative, qui en a actuellement le contrôle et la gestion?
6. Sinon, quand disposera-t-on de cette propriété?

**142f.** Etat montrant:—

1. Lors de la construction de l'aéroport de la station du C.A.R.C. à Watson Lake, Yukon, les adjudicataires à cette station étaient-ils les mêmes que ceux qui avaient obtenu l'entreprise à la station de Tofini?
2. Sinon, l'un ou l'autre des administrateurs faisait-il partie de conseils d'administration de compagnies de construction à directorats cumulatifs?
3. Quels sont les administrateurs de la compagnie de construction qui avait l'entreprise des travaux à la station de Watson Lake?
4. L'un ou l'autre d'entre eux est-il ou était-il administrateur de la *Coast Construction Company*?

**142g.** Etat montrant:—

1. Combien de contrats en régie intéressée ont été accordés par le gouvernement, au Canada, à Terre-Neuve et au Labrador, pour la construction des aéroports des stations du C.A.R.C.?
2. Quel a été le montant de chaque contrat et où ces stations étaient-elles situées?

3. Quel est le montant total des achats de surplus d'effets et de matériaux non utilisés dans chacun de ses contrats et remis par la suite à la Commission d'évaluation d'outillage de construction et remis enfin à la Corporation des biens de guerre?

4. De quel pourcentage de ces excédents a-t-on disposé, et quel ministère ou quelle corporation en a disposé?

5. Quelle a été la valeur totale de l'outillage de construction, tel que pelles, tracteurs à chenille, camions de tous genres, camions à rouleaux et voitures automobiles, acheté par le gouvernement pour la construction des aéroports en sus de l'outillage loué des entrepreneurs?

6. Quel a été le montant total des loyers demandés pour les ateliers et l'outillage utilisés ou loués par les entrepreneurs à qui avaient été adjugés des contrats en régie intéressée?

7. Quelles sommes ont été demandées au gouvernement pour réparations à cet outillage (loué) sur chacune de ces entreprises: a) pièces de rechange; b) salaires des ouvriers et mécaniciens; c) frais de fret ou de transport par avion pour lesdites réparations?

8. Quelles instructions ont été données par le ministre, le cas échéant, aux ingénieurs chargés de la direction des travaux à ces stations pour contrôler ou limiter les frais sur l'outillage lourd?

9. Existe-t-il des cas où les entrepreneurs ont reçu en loyers plus que le prix de l'outillage neuf?

10. Le cas échéant, le gouvernement s'est-il emparé dudit outillage, ou de quelle façon en a-t-on disposé?

11. Si le gouvernement s'en est emparé, à quel ministère l'a-t-on attribué?

**142h.** Etat montrant:—

1. Quel a été le coût a) des terrains; b) du déblaiement; c) des édifices; d) des pistes d'envol et de roulement, à l'aéroport d'Abbotsford?
2. Quelle est l'étendue totale de l'aéroport?
3. Quel est le coût total de l'aéroport jusqu'à date?

**142i.** Etat montrant:—

1. Quelle a été l'étendue totale du terrain acheté pour la piste d'atterrissage de fortune à Sumas?

2. Quel a été le coût total *a)* des terrains, *b)* de la construction?
3. A-t-on aliéné quelque partie de cette propriété? Dans l'affirmative, à qui et pour quel montant?
4. En a-t-on loué quelque partie? Dans l'affirmative, à qui et pour combien?

**142j.** Copie de toute correspondance, reçue au cours de l'année écoulée, que possède le gouvernement ou l'un de ses ministères, relativement à la demande qu'a faite le gouvernement provincial de la Saskatchewan d'utiliser les bâtiments de l'ancien aéroport No 32, à Moose-Jaw, pour un hôpital d'aliénés.

**143.** Etat montrant:—

Quel était le nombre total de civils à l'emploi (1) de la Commission des prix et du commerce en temps de guerre, (2) du Service sélectif national, (3) du ministère de la Défense nationale, *a)* la veille du jour de la victoire en Europe, *b)* et quel en est le nombre total à l'heure actuelle?

**144.** Etat montrant:—

1. Dans quelles villes au Canada y a-t-il des bureaux régionaux du département de l'impôt sur le revenu?

2. Quels ont été les sommes perçues par chaque bureau au cours de la dernière année financière?

3. Le ministre a-t-il reçu une requête de la part de la ville de Victoria, Colombie-Britannique, demandant qu'on y établisse un bureau régional pour subvenir aux besoins des contribuables de la partie méridionale de l'île de Vancouver?

4. Dans l'affirmative, quelles dispositions prend le gouvernement?

**144b.** Etat donnant le nombre des particuliers payant l'impôt sur le revenu, le montant du revenu net sur lequel l'imposition a été approuvée et les impôts établis, au cours de chacune des années financières, de 1939 à 1945 inclusivement, suivant les catégories de groupe de revenus; et le pourcentage que le nombre des contribuables de chaque catégorie et le montant des impôts établis à l'égard des particuliers de chaque groupe représentent, respectivement, par rapport au nombre total des contribuables et à la totalité des taxes imposées.

**144b.** Copie d'un arrêté en conseil C.P. 6562, approuvé le 17 octobre 1945: stipulant que les employeurs pourront réduire de seize pour cent, pour fins d'impôt sur le revenu, les versements de salaires postérieurs au 14 octobre 1945.

**144c.** Arrêté en conseil C.P. 8640, approuvé le 10 novembre 1944: relativement aux allocations de dépréciation en vertu de l'article 6 (1) *n)* (ii) de la Loi d'impôt de guerre sur le revenu.

**145.** Etat montrant:—

1. Quelles quantités d'aluminium, sous toutes ses diverses formes, ont été exportées du Canada au cours des années civiles 1939, 1940, 1941, 1942, 1943, 1944 et jusqu'à présent en 1945?

2. A quels pays a-t-on fait ces exportations et quelle est la quantité exportée à chacun de ces pays au cours de chacune des années désignées?

**146.** Etat montrant:—

1. Du 1er juin au 1er juillet de l'année 1945, quelles commandes le ministère des Munitions et approvisionnements a-t-il octroyés pour le compte du ministère de la Défense nationale, pour *a)* des uniformes et manteaux de l'armée, *b)* des uniformes et manteaux du C.A.R.C., *c)* des uniformes et manteaux de la marine, *d)* des sous-vêtements, *e)* de la bonneterie, *f)* des chemises de drap blanc à l'usage de la marine, *g)* des chemises de tenue de sortie à l'usage du C.A.R.C., *h)* d'étoffe khaki, *i)* de serge marine?

2. Quels sont les noms des personnes ou maisons de commerce à qui ces commandes ont été données et à quelle date chaque commande a-t-elle été accordée?

**147. Etat montrant:—**

Quelles mesures le gouvernement a-t-il adoptées pour répondre aux requêtes l'invitant à accorder aux pompiers canadiens en service outre-mer qui ont été licenciés un traitement identique à celui qui est accordé aux personnes libérées des forces armées?

**148. Etat montrant:—**

Quelles mesures sous forme a) de formation professionnelle, b) de pension, c) d'embauchage, ont été adoptées par le gouvernement pour venir en aide aux civils, jeunes et adultes, souffrant d'un désavantage physique, c'est-à-dire mentalement aptes mais empêchés de pourvoir à leur complète subsistance par suite d'amputation, de difformité, de paralysie partielle, etc.?

**149. Etat montrant:—**

1. A-t-on octroyé, en 1945, des permis autorisant d'exporter du bétail, des viandes préparées ou transformées, du bois de construction ou d'autres matériaux de construction à des pays autres que les pays alliés ayant combattu avec le Canada?

2. Au cours des huit premiers mois de 1945, quelles quantités de chacun des produits suivants ont été expédiés du Canada: bétail, viandes préparées, viandes transformées, bois de construction, autres matériaux de construction?

3. A quels pays étrangers a-t-on exporté ces produits, et en quelles quantités pour chaque pays, au cours des huit premiers mois de 1945?

**150.** Copie de toute correspondance échangée entre les gouvernements du Canada, des Etats-Unis et de la province d'Ontario, ou l'un de leurs fonctionnaires, du 30 décembre 1940 jusqu'à l'heure actuelle, relativement à l'aménagement de la section internationale de la route fluviale du Saint-Laurent.

**150a.** Projet de déclaration concernant l'aménagement du bassin des Grands Lacs et du Saint-Laurent signée à Ottawa le 19 mars 1941.

**151.** Copie de tous les marchés intervenus entre le ministère des Munitions et approvisionnements, pour achat a) de camions, b) de "jeeps", c) d'autos de voyageurs, d) de voitures de service militaire, et (1) la *General Motors*, (2) la *Ford Company of Canada*, (3) la *Chrysler Corporation*, ainsi que la copie de toute entente avec lesdites compagnies concernant le rachat ou la vente de ce matériel.

**152. Etat montrant:—**

1. Combien y a-t-il de personnes de race et d'origine japonaises en résidence dans chacune des neuf provinces?

2. Des quelque vingt-trois mille Japonais qui résident au Canada combien ont manifesté le désir de retourner au Japon?

3. Combien de personnes de race et d'origine japonaises ont été internées lors du commencement de la guerre avec le Japon et combien sont encore dans des camps d'internement?

**152a. Etat montrant:—**

1. Combien y a-t-il de personnes de race et d'origine japonaises en résidence dans chacune des neuf provinces?

2. Des quelque vingt-trois mille Japonais qui résident au Canada combien ont manifesté le désir de retourner au Japon?

3. Combien de personnes de race et d'origine japonaises ont été internées lors du commencement de la guerre avec le Japon et combien sont encore dans des camps d'internement?

4. Le gouvernement a-t-il quelques traces du nombre de citoyens japonais qui ont quitté le Canada de 1938 à décembre 1941?

5. De ce nombre combien étaient nés en Colombie-Britannique?

6. Le gouvernement sait-il qu'un Japonais, né au Canada, a été mentionné comme l'une des personnes les plus brutales dans ses relations avec les membres de nos forces armées détenus par les Japonais?

**153.** Etat montrant:—

Copie de toute correspondance échangée entre le Premier ministre et tout ministre de la Couronne ayant donné sa démission après le 1er novembre 1944 et relative à la démission de ce ministre.

**153a.** Relevé indiquant le montant total des frais de déplacement payés à tout ministre de la Couronne, à son secrétaire particulier, à son secrétaire particulier adjoint ou à tout fonctionnaire attaché au personnel particulier de ce ministre au cours des années financières terminées le 31 mars 1943, 1944 et 1945.

**154.** Arrêté en conseil C.P. 6300, approuvé le 28 septembre 1945: établissement d'un Service canadien d'information (pour remplacer la Commission d'information en temps de guerre).

**154a.** Etat montrant:—

1. a) au 27 septembre 1945, b) au 1er janvier 1945, combien de personnes étaient à l'emploi de la Commission d'information en temps de guerre ou travaillaient pour son compte?

2. Quel a été le montant total payé en traitements et en frais auxdits fonctionnaires ou employés, a) au cours du mois de janvier 1945, b) au cours du mois d'août 1945?

**155.** Etat montrant:—

Combien a-t-on adopté d'arrêtés en conseil a) entre le 1er septembre 1939 et le 8 mai 1945; b) depuis le 8 mai 1945?

**155a.** Etat montrant:—

1. Combien d'arrêtés en conseil adoptés en vertu de la Loi des mesures de guerre depuis le 13 septembre 1939 ont été abrogés ou révoqués depuis le jour de la Victoire a) en Europe, b) au Japon?

2. De ce nombre combien étaient des ordonnances de régisseurs?

**156.** Etat montrant:—

1. Quels étaient les gages, salaires, rentes, bénéfices annuels, bruts et nets, que recevaient les particuliers au Canada en 1926, 1931, 1936 et 1941?

2. Combien de personnes au Canada recevaient des revenus a) inférieurs à \$500, b) de \$500 à \$1,000; c) de \$1,000 à \$1,500; d) de \$1,500 à \$2,000; e) de \$2,000 à \$5,000; f) de \$5,000 à \$10,000; g) de \$10,000 à \$25,000; h) de \$25,000 à \$50,000; i) supérieurs à \$50,000, au cours des années 1926, 1931, 1936 et 1941, et quel était le revenu total pour chaque catégorie?

**157.** Copie de tous télégrammes, lettres, rapports et autres documents, que possède le ministère des Affaires des anciens combattants, échangés entre particulier ou particuliers et ledit ministère ou quelque autre département du gouvernement, ou entre les divers ministères du gouvernement, au cours des six derniers mois, relativement à l'hospitalisation des anciens combattants dans la province de l'Île du Prince-Edouard.

**157a.** Etat montrant:—

1. Au 31 août 1945, a) de quel nombre de lits disposait-on dans les hôpitaux, b) et combien en préparait-on à l'usage de nos anciens combattants malades et blessés qui reviennent d'outre-mer, sans tenir compte des lits qu'occupent des anciens combattants de la guerre de 1914-18 et de cette guerre?

2. Combien de malades et de blessés a) de la guerre de 1914-18, b) de la guerre de 1939-45, occupent actuellement des lits dans les hôpitaux?

3. Combien de malades et de blessés étaient hospitalisés outre-mer à la date du 31 juillet 1945?

**157b.** Etat montrant:—

1. Combien de lits, et dans combien d'hôpitaux et à quels endroits, le ministère de la Défense nationale met-il à la disposition de nos malades et blessés pour le compte a) de la marine, b) de l'armée, c) de l'aviation respectivement?

2. Combien a) de médecins, b) d'infirmières, c) de dentistes, d) d'autres membres du personnel faisaient partie des effectifs de la marine, de l'armée et de l'aviation outre-mer et au Canada?

3. Combien en a-t-on démobilisés dans chaque catégorie?

**158.** Etat montrant:—

1. Le Canada est-il signataire de la convention relative à la journée de travail de huit heures adoptée par l'Organisation internationale du travail, à Genève, en 1936?

2. Le gouvernement a-t-il pris des mesures pour faire observer la journée de travail de huit heures dans son application aux marins de la marine marchande affectée à la navigation fluviale et côtière?

**159.** Etat montrant:—

1. a) Quel est, par province, le nombre (i) de déserteurs, (ii) de réfractaires, parmi le personnel relevant de la L.M.R.N., qui n'ont pas été retracés? b) Combien, par province, ont été l'objet de poursuites et, de ce nombre, combien ont été condamnés à l'emprisonnement?

2. a) Au 1er septembre 1945, combien y avait-il de personnes relevant de la L.M.R.N. dans l'armée? b) Au 1er septembre 1945, combien étaient absentes (i) en congé agricole, (ii) à cause de la nécessité de leur présence dans l'industrie et (iii) pour d'autres raisons? c) Depuis le jour de la victoire en Europe, combien de personnes relevant de la L.M.R.N. ont été licenciées (i) pour raisons de santé, (ii) pour d'autres raisons?

**159a.** Etat montrant:—

1. Des déserteurs et des délinquants ont-ils été libérés après 28 jours de détention?

2. Dans l'affirmative, quel en est le nombre et dans quel comté demeurent-ils?

3. Le gouvernement accordera-t-il une amnistie générale aux déserteurs et aux délinquants?

4. Dans l'affirmative, quand accordera-t-il cette amnistie?

**160.** Etat montrant:—

Quel a été le nombre total de personnes enrôlées dans les forces armées au Canada et détenant un grade supérieur à celui de capitaine dans l'armée et des grades correspondants dans la marine et l'aviation, a) la veille du jour de la victoire en Europe; b) quel en est le nombre total à l'heure actuelle?

**160a.** Etat montrant:—

Quel est le nombre total des personnes qui se sont enrôlées dans les forces armées au cours de la guerre et qui ont donné l'Île du Prince-Edouard comme leur domicile?

**161.** Etat montrant:—

1. Pendant quelle durée M. Jacques Greber a-t-il été retenu pour servir de conseil sur l'embellissement de la Capitale?

2. Quel montant lui a-t-il été versé a) en traitement, salaires ou honoraires, b) en frais de subsistance, c) en frais de déplacement?

3. Lui doit-on le choix de l'emplacement du Monument national commémoratif de la guerre et le plan d'aménagement de la Plaza?

4. Quelle est la nature de l'entente entre M. Greber et le gouvernement relativement à son futur travail, y compris la durée pour laquelle ses services ont été retenus et le taux de la rémunération qui lui sera versée?

**161a.** Copie de tous les rapports que Jacques Greber a soumis au gouvernement et/ou à la Commission du district fédéral relativement à l'embellissement d'Ottawa.

**162.** Etat montrant:—

Copies d'un fascicule intitulé: "Comment acheter le matériel de guerre en surplus", publié par la Corporation des biens de guerre. (Versions anglaise et française.)

**162a.** Etat montrant:—

1. La Corporation des biens de guerre ou quel autre ministère du gouvernement ont-ils aliéné des aéronefs, corvettes ou d'autre matériel de guerre au bénéfice de la République Argentine ou de quelque organisme agissant pour son compte?

2. Dans l'affirmative, a) quels modèles d'avions, en quel nombre et à quels prix, b) combien de corvettes et à quels prix?

3. Sinon, quelque ministère du gouvernement a-t-il octroyé des permis d'exporter des aéronefs, corvettes ou d'autre matériel de guerre en Argentine? Dans l'affirmative, quel en est le nombre dans chaque cas?

**162b.** Etat montrant:—

1. Depuis le jour de la victoire en Europe, combien de jeeps, de voitures de service militaire et de camions de l'armée ont été expédiés à l'extérieur du Canada?

2. A qui ont-ils été expédiés?

3. Combien de véhicules de chaque modèle ont été aliénés?

4. A qui et à quel prix a-t-on aliéné chaque modèle des véhicules ci-haut mentionnés?

**162c.** Etat montrant:—

1. Quelle quantité de matériel ou de fournitures de guerre, a) neuf, b) usagé, le gouvernement canadien a-t-il aliénée à d'autres nations depuis le jour de la victoire en Europe?

2. Quelles quantités de matériel ont été livrées à chacune de ces nations jusqu'à cette date?

3. Sous quelles conditions a-t-on aliéné ce matériel et ces fournitures?

**162d.** Etat montrant:—

1. Le ministère des Munitions et approvisionnements ou la Commission des prix et du commerce en temps de guerre ou la Corporation des biens de surplus de la Couronne ou tout autre ministère du gouvernement ont-ils des baignoirs en magasin à la *Spillers Mills* à Calgary?

2. Les départements précités du gouvernement ont-ils de la latte de gyproc en magasin à l'aéroport de Bowden, Alberta? Dans l'affirmative, en quelle quantité et où s'est-on procuré cette latte?

**162e.** Etat montrant:—

1. Combien d'avions le gouvernement a-t-il vendus au cours des cinq dernières années?

2. A qui chacun de ces avions a-t-il été vendu et combien l'acheteur a-t-il payé pour chaque avion?

**162f.** Etat montrant:—

1. Combien de corvettes le gouvernement a-t-il vendues depuis la fin de la guerre?
2. Quel est le nom de ces corvettes et quel prix a-t-il reçu pour chaque navire?
3. Combien a coûté chacune de ces corvettes et où chacune a-t-elle été lancée?

**162h.** Rapport annuel de la Corporation des biens de guerre du 12 juillet 1944 au 31 mars 1945; aussi bilan de la Corporation des biens de guerre limitée, du 29 novembre 1943 au 11 juillet 1944. (Version française.)

**162i.** Etat montrant:—

1. Combien de camions légers et de jeeps ont été aliénés par la Corporation des biens de guerre dans le district militaire No 2, et à qui l'ont-ils été?
2. Permet-on aux anciens combattants d'en faire l'achat directement de la Corporation des biens de guerre?
3. Qui sont les membres de la Corporation des biens de guerre et quels en sont les fonctionnaires principaux recevant un traitement de plus de \$4,000 par année?
4. L'un ou l'autre d'entre eux sont-ils des anciens combattants de cette guerre?

**162j.** Etat montrant:—

1. Quel est le nombre d'uniformes de combat, capotes, chaussures, chaussettes et couvertes actuellement en possession de l'armée au Canada?
2. Quel est le nombre d'uniformes de combat, capotes, chaussures, chaussettes et couvertes que possède l'armée dans le Royaume-Uni et en Europe à l'heure actuelle?
3. A-t-on pris des dispositions pour utiliser ces fournitures, afin de venir en aide aux peuples d'Europe par l'entremise d'organismes tels que l'UNRRA?
4. Dans l'affirmative, quelle quantité de ces fournitures a servi à cette fin à l'heure actuelle?
5. Quelle quantité de ces fournitures compte-t-on utiliser à cette fin dans un avenir prochain?

**163.** Etat montrant:—

1. Avait-on arrêté le programme d'une série de causeries qui devaient être données au personnel de l'armée canadienne outre-mer par des civils canadiens au cours de plusieurs des derniers mois de cette année?
2. Dans l'affirmative, a-t-on décommandé ce programme et quelle a été la raison de cette décision?

**164.** Etat montrant:—

1. Le gouvernement, ou l'Association canadienne du Barreau, ou les associations locales du barreau par tout le Canada fournissent-ils des avocats dans les cours de justice aux soldats mis en cause?
2. A-t-on reçu des plaintes au sujet de causes affectant des soldats et qui ont été entendues sans que l'intéressé ait eu l'aide d'un avocat?
3. Quelle mesure a-t-on adoptée depuis que ce sujet a été discuté en Chambre lors de la dernière session et quelle disposition a été prise, le cas échéant?

**164a.** Etat montrant:—

1. Quel officier de marine représentait Percy Sullivan, V-16947, de la réserve des volontaires de la marine royale canadienne, lors du procès de ce dernier à Halifax?
2. A-t-on assigné un avocat à la défense de cet homme?
3. Le délégué de la marine a-t-il présenté quelques témoignages pour le compte de ce marin?

4. Quelle occasion ce marin aura-t-il d'obtenir un avocat de la marine pour porter sa cause en appel au cas où il ne posséderait pas les fonds nécessaires pour payer les services d'un avocat civil?

5. Quelles mesures le gouvernement a-t-il prises pour faire remise de la peine?

**165.** Copie de tous télégrammes, lettres, rapports et autres documents que possède le ministère des Postes concernant les plaintes relatives à l'administration du bureau de poste à Amsterdam, Saskatchewan, depuis le 1er janvier 1940.

**166.** Copie de toute correspondance entre M. A. W. Stewart, de Timmins, Ontario, M. E. H. King, maître de postes à Timmins, Ontario, et le ministère des Postes à Ottawa, au sujet du renvoi à Ottawa d'une lettre adressée par le ministère des Postes à M. Stewart.

**167.** Copie de tous les mandats du Gouverneur général émis entre le 1er janvier 1944 et la date actuelle.

**168.** Arrêté en conseil 6481, approuvé le 11 octobre 1945: nomination de James Gordon Taggart, écuyer, d'Ottawa, comme commissaire des établissements de salaison et de traitement des viandes exploités dans certaines provinces par *Burns and Company*, une compagnie dont le siège social est à Calgary, Alberta.

**168a.** Arrêté en conseil C.P. 6524, approuvé le 13 octobre 1945: nomination de sous-commissaires pour les salaisons de *Burns and Company Limited*, dont le gouvernement a assumé l'administration, en vertu de l'arrêté en conseil C.P. 6481, en date du 11 octobre 1945.

**169a.** Etat montrant:—

Protocole annexé au Traité pour l'extradition des malfaiteurs entre le Canada et les Etats-Unis d'Amérique. (Signé à Ottawa, le 3 octobre 1945.)

**170.** Etat montrant:—

1. Quelle a été la valeur totale de tous les produits de la pêche, y compris ceux des poissons d'eau douce et de mer, au cours de chacune des années de 1930 à la fin de 1944 inclusivement?

2. Quelle en a été la valeur totale pour chaque province au cours de chacune des années ci-haut mentionnées?

3. Quelle a été la production totale, en livres, pour chacune des diverses provinces, (en donnant la quantité et la valeur pour chaque catégorie) de: a) saumon, b) hareng, c) flétan, d) morue, de toute espèce, au cours de chacune des années de 1930 à la fin de 1944 inclusivement?

**171.** Etat montrant:—

1. Quelles unités de l'armée canadienne dans le Royaume-Uni ont été désignées pour revenir au Canada avant le 15 octobre?

2. Quelles unités sont déjà arrivées au Canada?

3. Dans chaque unité quelle proportion forme ou formera le personnel relevant de la L.M.R.N.?

4. Combien dans chaque unité ont pris du service avec lesdites unités pour une période de plus de six mois?

**172.** Etat montrant:—

1. Le personnel de notre C.A.R.C. reçoit-il un congé spécial de retraite de trente jours pour plus de trois années de service?

2. Le personnel a) de la marine, b) de l'armée reçoit-il un congé semblable pour un service équivalent?

3. Sinon, quelle est la raison de cette divergence?

**174.** Etat montrant:—

1. Quel est le nombre de pneus d'automobiles en magasin chez les fabricants ou les marchands?
2. Quel était le nombre disponible de pneus au Canada au cours de chaque année de 1938 à 1942?
3. Quand les stocks actuels seront-ils offerts au public en général?

**175.** Etat montrant:—

Qu'a-t-on fait pour venir en aide aux anciens militaires qui désirent faire la réouverture de leurs magasins de détail?

**176.** Etat montrant:—

1. Quelle a été la somme totale que le Dominion du Canada a empruntée au cours de chacune des années financières terminées le 31 mars de 1940 à 1945 inclusivement?
2. Quelle est la répartition et le classement de ces sommes, en donnant les montants empruntés au cours des emprunts de la Victoire, des banques à charte ou de toute autre façon pour chacune des années financières ci-haut mentionnées?

**176a.** Etat montrant:—

1. Quel a été le coût de la vente du 7ème Emprunt de la Victoire?
2. Quel a été le coût de la vente du 8ème Emprunt de la Victoire?
3. Quelle somme le comité national des finances de guerre a-t-il dépensée dans chaque province, au cours de 1944, pour chacun de ces emprunts?
4. Quel montant a-t-on souscrit dans chaque province, lors de chacun de ces emprunts?
5. Quelle somme a-t-on payée aux organisateurs, dans chaque province, pour chacun de ces emprunts?
6. Combien comptait-on d'organiseurs rémunérés dans chaque province?
7. Quel a été le coût de la réclame pour chacun de ces emprunts?
8. Combien a-t-on déboursé pour faire et projeter des films à l'occasion de ces deux emprunts?
9. Quelle commission ou quel escompte a-t-on alloués aux banques et aux compagnies d'assurances pour les achats effectués pour leur propre compte, lors de l'un ou l'autre de ces emprunts?
10. Quel a été le pourcentage du coût de vente de chacun de ces emprunts?

**177.** Etat montrant:—

1. Du commencement de septembre 1939 à la fin de mai 1945, combien d'hommes examinés en vue de leur engagement dans les forces armées du Canada ont été réformés parce qu'ils étaient physiquement inaptes?
2. Quel pourcentage ce chiffre représente-t-il par rapport au nombre total de ceux qui ont été examinés?
3. Combien d'entre eux appartenaient respectivement à la marine, à l'armée et à l'aviation?
4. Quelles raisons médicales a-t-on données pour leur refus?

**177a.** Etat montrant:—

1. Du commencement de la guerre jusqu'à janvier 1942, quel est le nombre d'hommes qui ont subi un examen médical dans le but de s'enrôler dans les forces navales, terrestres et aériennes respectives du Canada et ont été rejetés comme physiquement inaptes?
2. Que représente ce chiffre par rapport au nombre total d'hommes examinés?
3. Quelles raisons de santé a-t-on données pour ces inadmissibilités?

**178.** Arrêté en conseil C.P. 6492, approuvé le 12 octobre 1945: nomination de Lucien Dugas, de Joliette, P.Q., comme membre de la Commission nationale du travail en temps de guerre, pour succéder à M. Léon Lalande, de Montréal P.Q.

**178a.** Copie de l'arrêté en conseil C.P. 7020, approuvé le 20 novembre 1945: nomination de M. John A. McClelland, O.B.E., de Valois, P.Q., comme représentant des employés de la Commission national du travail en temps de guerre, pour remplir la vacance causée par la mort de M. John A. Bell, de Toronto.

**179.** Etat montrant:—

1. Quels sont les noms de toutes les personnes qui ont été nommées au rang de sous-ministre depuis le 1er janvier 1944?
2. Quels sont les titres de compétence de chacune de ces personnes?
3. Quel traitement verse-t-on à chacune de ces personnes?
4. Quel traitement recevait le prédécesseur de chacune de ces personnes?

**179a.** Etat montrant:—

1. Depuis le 1er janvier 1940, a-t-on nommé quelque personne au rang de sous-ministre adjoint autrement que par l'intermédiaire de la Commission du service civil?
2. Dans l'affirmative, quels sont les noms de ces personnes et quel traitement verse-t-on à chacune de ces personnes?
3. Suivant quel procédé chacune de ces personnes a-t-elle été nommée et pour quelle raison a-t-on eu recours à ce procédé dans chaque cas?

**180.** Etat montrant:—

1. Combien d'hommes ont été libérés des services armés sur la recommandation des comités de classement industriel et de libération?
2. Quel était le classement de ces personnes par métiers et professions?
3. Combien de ces personnes n'avaient pas pris de service outre-mer?
4. Combien de ces personnes étaient des soldats appelés en vertu de la L.M.R.N.?

**181.** Etat montrant:—

1. Combien d'anciens prisonniers de guerre appartenant a) à l'armée canadienne, b) au C.A.R.C. sont encore outre-mer?
2. Quand compte-t-on ramener au Canada tous les anciens prisonniers de guerre appartenant à l'armée et au C.A.R.C.?
3. Pour quelles raisons n'a-t-on pas ramené ces hommes au Canada avant aujourd'hui?

**182.** Etat montrant:—

1. Combien de soldats des forces servant outre-mer, et de quel théâtre de guerre, ont été condamnés à des termes d'emprisonnement?
2. Combien en a-t-on ramené au Canada et où sont-ils présentement incarcérés?
3. Combien sont actuellement dans des établissements pénitenciers au Canada?
4. Combien étaient des déserteurs et où les a-t-on emprisonnés à leur retour d'outre-mer?
5. Combien ont été transportés de Fort Henry à Kingston, à la prison fédérale de cette ville ou à une prison située à proximité de la ville, à Collins Bay?
6. Combien a-t-on appréhendé de déserteurs au Canada depuis la fin de la guerre; où sont-ils emprisonnés, et combien sont encore en liberté?

**183.** Etat montrant:—

1. Quelles quantités de sucre a-t-on exportées du Canada, et à destination de quels pays, au cours de 1941, 1942, 1943, 1944 et des sept premiers mois de 1945?

2. Quelles quantités de bonbons ou d'autres produits de sucre a-t-on exportées du Canada, et à destination de quels pays, au cours de 1941, 1942, 1943, 1944 et des sept premiers mois de 1945?

**184.** Etat montrant:—

1. De combien d'employés des postes ayant été atteints par la limite d'âge retient-on les services dans le district postal de Winnipeg?

2. Quel était, a) au 1er septembre 1939, b) au 1er septembre 1942, c) au 1er septembre 1945, le nombre total de facteurs dans le district postal de Winnipeg?

3. Combien a) de facteurs, b) d'autres employés des postes, du district postal de Winnipeg, se sont enrôlés dans les forces armées au cours de la seconde grande guerre? Combien d'entre eux sont revenus dans le service postal?

**185.** Copie de tous mémoires, lettres et autres documents reçus par le ministère de la Justice depuis le 3 septembre 1939, contenant quelque consultation juridique, que ce soit de la part des légistes de l'Etat ou d'autres avocats, concernant l'assujettissement des corporations de la Couronne à l'imposition municipale.

**186.** Copie de tous rapports, correspondance et enquêtes que possède quelque ministère du gouvernement relativement au projet d'aménagement hydraulique de la rivière Petitcodiac.

**186a.** Rapport sur l'énergie marémotrice au confluent des rivières Petitcodiac et Memramcook dans la province du Nouveau-Brunswick, 1945, préparé par H. G. Acres et Compagnie, ingénieurs consultants, Niagara Falls, Canada, en date du 31 octobre 1945.—Première partie: texte,—Deuxième partie: plans.

**187.** Etat montrant:—Quels sont les impôts qui ont été perçus pour la première fois au cours de la guerre de 1914-1918 et qui n'ont jamais été abolis?

**188.** Copie de tous arrêtés en conseil ou ordonnances adoptés depuis le 30 mars 1944, modifiant, suspendant ou changeant de quelque autre façon l'application de toute loi adoptée par le Parlement du Canada, ou l'abrogeant en tout ou en partie, ainsi que de la liste de toutes les lois ainsi visées.

**188a.** Copie de l'arrêté en conseil C.P. 7069, approuvé le 23 novembre 1945: au sujet du désaveu de certaines lois passées par l'assemblée législative de la province de l'Alberta, et approuvant la recommandation faite par le ministre de la Justice de laisser ces statuts suivre leur cours.

**189.** Etat montrant:—

1. Les armoiries du Dominion du Canada figurent-elles au battant du pavillon marchand canadien?

2. Le cas échéant, quelles sont-elles?

3. Sinon, pourquoi?

4. Les armes des neuf provinces figurent-elles au battant du pavillon qui flotte à la tour de la Paix de l'édifice du Parlement?

5. Le cas échéant, quelles sont-elles?

6. Sinon, pourquoi?

7. Quelle est la description du pavillon marchand canadien dont il est fait mention dans les Ordonnances et Règlements du 10 mai 1944?

8. Quand, comment et par qui ce pavillon a-t-il été approuvé?

**189a. A.**—Relativement au pavillon de la Marine de réserve, au battant duquel figurent les armes des quatre provinces-mères d'Ontario, Québec, Nouvelle-Ecosse et Nouveau-Brunswick, et dont l'usage sur les navires du gouvernement canadien a été approuvé dans des dépêches du Secrétaire d'Etat aux Colonies portant la date du 16 décembre 1865 et du 16 juillet 1870: 1. Ce pavillon a-t-il jamais été changé? 2. Le cas échéant, quand, comment, et par qui?

B.—Relativement au pavillon de la marine marchande canadienne, dont une ordonnance de l'Amirauté, en date du 2 février 1892, a autorisé "l'usage sur les navires enregistrés dans le Dominion" avec les armes desdites provinces précitées au battant: 1. Ce pavillon a-t-il jamais été changé? 2. Le cas échéant, quand, comment et par qui? 3. Quel est actuellement ce pavillon?

**189b. Etat montrant:—**

1. Copie des dépêches du Secrétaire d'Etat aux Colonies, en date du 16 décembre 1865 et du 16 juillet 1870, autorisant le pavillon des navires du gouvernement canadien;

2. Copie de l'ordonnance de l'Amirauté, en date du 2 février 1892, permettant "l'usage sur les navires enregistrés dans le Dominion" du pavillon de la marine marchande canadienne;

3. Copie de la dépêche du Secrétaire d'Etat aux Colonies, datée de Downing Street, le 21 mai 1912, et adressée au Gouverneur général du Canada, dans laquelle il est déclaré que "le pavillon marchand, avec les armoiries du Dominion du Canada au battant, ne sera utilisé seulement que par les navires de la marine marchande canadienne";

4. Copie de tous arrêtés en conseil, règlements et ordonnances relatifs auxdits pavillons.

**191.** Copie de l'arrêté en conseil C.P. 1-6679, approuvé le 25 octobre 1945: relativement aux heures de travail dans le service public.

**192.** Arrêté en conseil C.P. 3329, approuvé le 7 mai 1945: pour autoriser le ministre des Munitions et approvisionnements à faire enquête sur ou au sujet de toute ou toutes questions concernant les affaires et l'administration de l'*Eldorado Gold Mines Limited*, et sur tout ce qui en découle ou qui s'y rattache.

Arrêté en conseil C.P. 5782, approuvé le 5 septembre 1945: nomination de J. Grant Glassco, comptable breveté de la cité de Toronto, comme enquêteur avec juridiction, en vertu des dispositions de la Loi des enquêtes, pour conduire une enquête sur toute ou toutes questions relatives aux affaires et à l'administration de l'*Eldorado Gold Mines Limited*.

**192a. Etat montrant:—**

1. Depuis le 8 mai 1945, a-t-on adopté quelque décret du conseil a) refusant nommément le recours en justice à un parti lésé par la décision d'un office, d'un commissaire ou d'un régisseur; b) autorisant un commissaire ou un enquêteur à refuser à la personne comparaisant devant lui, dans toute procédure, le droit d'être représentée par un conseil?

2. Dans l'affirmative, quels en sont les détails?

**193.** Copie de l'arrêté en conseil C.P. 390, approuvé le 12 mars 1924: stipulant que le transport sur les chemins de fer canadiens, du courrier de Sa Majesté, des forces navales et militaires, etc., se fera à des taux qui seront fixés par le ministre des postes du Canada, le ministre de la milice et autres fonctionnaires désignés.

**194.** Etat montrant:—Quelles sommes, le cas échéant, les ministères a) de la Défense nationale pour le service naval, l'armée et l'aviation, b) du Travail, c) des Munitions et approvisionnements, ont-ils payées, depuis septembre 1939, au *Sherbrooke Taxi Service*, de Sherbrooke, N.-E., et/ou à M. J. E. Fraser, du même endroit, pour taxi, réparations et autres services et fournitures?

**195.** Etat montrant:—

1. Quelles sommes le gouvernement fédéral a-t-il payées a) au Pacifique-Canadien, b) aux Chemins de fer Nationaux du Canada, pour le transport du personnel militaire des trois services armés, pour chacune des années 1939, 1940, 1941, 1942, 1943, 1944 et pour les huit premiers mois de 1945?

2. Quelles sommes a-t-on payées au Pacifique-Canadien et au National-Canadien pour le transport des courriers pour les mêmes années?

**196.** Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 29 octobre 1945,— Copie de toute correspondance relative à la démission de M. C. C. Cardoza de la Corporation de stabilisation des prix des denrées.

**197.** Etat montrant:—

1. Le ministère des Affaires des anciens combattants a-t-il remplacé le ministère des Munitions et approvisionnements à la direction des Foyers pour hommes et pour femmes, désignés comme entreprises No 3 et No 4 de la *Wartime Housing Limited*?

2. Le cas échéant, se propose-t-il d'utiliser les ameublements, lits et matelas?

3. A-t-on vendu quelques ameublements, lits ou matelas?

4. Le cas échéant, à qui les a-t-on vendus?

5. Quel en a été le prix de vente?

**197a.** Copie de tous rapports, lettres, contrats ou ententes en la possession du gouvernement et se rapportant à la construction de logements de temps de guerre semi-permanents.

**197b.** Etat montrant:—

1. Quels sont les noms des fonctionnaires de la *Wartime Housing Limited*?

2. Quel traitement reçoit chaque fonctionnaire de la société?

3. Quels autres employés sont au service de la société?

4. Où ces personnes sont-elles établies et quelles sont leurs fonctions?

5. Quels traitements ou salaires reçoivent-elles?

6. Quels bureaux ou quel autre espace cette société loue-t-elle?

7. Quel loyer paie-t-elle pour chaque propriété?

8. Quel compte de frais, s'il y a lieu, a-t-on alloué à tout fonctionnaire ou autre employé de la société?

**198.** Etat montrant:—

1. Sous quels auspices l'avion "F for Freddie" a-t-il fait une envolée à travers le Canada?

2. Est-ce que le gouvernement était au courant que cet avion faisait de l'aérobatie au-dessus des villes compromettant la sécurité des citoyens? Dans l'affirmative, avait-on donné des instructions relativement au vol de cet avion au cours de sa tournée de démonstration?

3. Quels sont les règlements du gouvernement concernant le vol des aéronefs au-dessus des villes et cités, et quels sont les règlements militaires à ce même sujet?

4. Permet-on de faire de l'aérobatie à quelque aéronef piloté sous le contrôle du gouvernement ou des autorités militaires?

**199.** Etat montrant:—

1. Quel est le montant total dépensé par le gouvernement jusqu'à date, au compte a) du capital, b) de l'exploitation, à la *Welland Chemical Works Limited*, à Niagara Falls, Ontario?

2. Quelle est la valeur estimative actuelle de cette usine?
3. Depuis le 1er juillet 1945, quels sont les matériaux produits par cette usine et quelle en a été la quantité?
4. Sous quelle autorité l'usine fonctionne-t-elle actuellement?
5. Quelles personnes ont été employées pour l'administration de cette usine?
6. Au service de quelles compagnies ou sociétés ces personnes étaient-elles avant qu'elles prennent charge de l'administration de cette usine?
7. Quelles dispositions a-t-on prises relativement à l'aliénation de cette usine?
8. A-t-on reçu des offres pour l'achat de cette usine?

**200. Etat montrant:—**

1. Quelle a été la quantité totale de la production au Canada a) de boissons alcooliques, b) de boissons de malt, c) de bière, d) de vin, au cours de chacune des années de 1935 à 1944?

2. Quelle a été, pour chacune des années précitées, la quantité totale de la consommation au Canada a) de boissons alcooliques, b) de boissons de malt, c) de bière, d) de vin?

**201. Etat montrant:—**

1. Quel est le montant total que le gouvernement a dépensé, de concert avec la ville de Fernie, Colombie-Britannique, pour la reconstruction de l'hôtel Napanee et de l'hôtel Queen's dans cette dernière ville?

2. Quel est le nombre d'appartements dans chaque immeuble?

3. Combien d'appartements étaient occupés dans chaque hôtel au cours de chacun des mois de mai, juin, juillet, août et septembre de cette année?

4. Le loyer des appartements ci-haut mentionnés sera-t-il fixé au niveau des loyers en cours dans la région?

**202. Etat montrant:—** Quel a été, d'après les derniers chiffres disponibles, le total des pertes, a) en tués, b) en blessés, c) en disparus, au cours de la guerre qui vient de finir?

**203. Etat montrant:—** Quelles propriétés la ville de Toronto a-t-elle prêtées au gouvernement au cours de la récente guerre; où sont-elles situées et quand seront-elles remises à la ville?

**203a. Etat montrant:—**

1. Quelles dispositions est à prendre le gouvernement pour remettre à la ville de Toronto les terrains et les bâtiments de l'Exposition nationale?

2. Le gouvernement ou l'un de ses ministères a-t-il eu quelque échange de lettres avec la ville de Toronto à ce sujet?

3. De quelles propriétés résidentielles a-t-on pris possession pour le bénéfice des forces armées, dans la ville de Toronto, au cours de la guerre; ces propriétés sont-elles encore occupées? Le cas échéant, par qui et à quelle fin?

4. Quelles sommes a-t-on dépensées pour ces propriétés au cours de la guerre; qui avait la gérance de cet argent et à quelle fin a-t-il été dépensé?

5. La ville de Toronto a-t-elle demandé d'utiliser l'une ou l'autre de ces propriétés pour des fins de logement d'urgence? Le cas échéant, quelles propriétés?

**204. Etat montrant:—**

1. Combien, par année, a-t-il été dépensé par la Commission des prix et du commerce en temps de guerre, ou par son entremise, depuis son établissement?

2. De ce montant, combien a-t-on dépensé, par année, en traitements et salaires?

3. Combien y a-t-il de personnes à l'emploi de la Commission des prix et du commerce en temps de guerre?

**205.** Etat montrant:—

1. Pendant quelles années le bateau automobile *Kipawo* a-t-il fait le service entre les ports de Parrsboro, Kingsport et Wolfville, Nouvelle-Ecosse, sous un régime de subventions reçues du gouvernement fédéral?
2. Quelle subvention le gouvernement fédéral a-t-il versée chaque année?
3. Pourquoi a-t-on retiré la subvention et cessé le service?
4. Le gouvernement a-t-il approuvé la location, le nolisement ou la vente du *Kipawo* pour qu'il soit en service à Terre-Neuve ou ailleurs au cours de la guerre?
5. Sous l'exploitation ou le contrôle de qui ce bateau fonctionnait-il?
6. Le gouvernement mettra-t-il le *Kipawo* ou quelque autre traversier à la disposition des citoyens intéressés à Parrsboro, Kingsport et Wolfville afin de reprendre le service qui avait été interrompu au cours de la guerre?
7. Quand le gouvernement fédéral ou le gouvernement provincial ont-ils établi, pour la première fois, un service de transbordeurs sur cette route?

**206.** Etat montrant:—

1. Combien a-t-on employé d'officiers et d'hommes au chantier de bois de l'armée situé sur la propriété de *A. D. McGibbon & Sons Limited*, à Lachute, P.Q.?
2. Pendant combien de temps ces hommes ont-ils été postés à cet endroit?
3. Combien d'entre eux ont pris du service outre-mer?
4. Combien de cordes de bois ces hommes ont-ils abattues à ce chantier?
5. Qu'a-t-on fait du bois qui y a été abattu?
6. Qu'a-t-on payé à ces hommes en solde et allocations ou en salaires?
7. Qui a fait ces paiements?
8. Le gouvernement a-t-il quelque entente financière avec *A. D. McGibbon & Sons Limited*? Dans l'affirmative, quelle est cette entente?

**207.** Etat montrant:—

1. Quelle a été la date de la formation de la *Acadia Construction Company Limited*?
2. Quels en ont été les administrateurs provisoires?
3. Quels ont été les administrateurs de cette compagnie depuis qu'elle est en opération?
4. Quel est le nombre des contrats que cette compagnie, depuis sa formation, a reçus du ministère des Munitions et approvisionnements?

**208.** Etat montrant:—

1. Existe-t-il ce que l'on appelle des caisses de bienfaisance en rapport avec a) l'armée; b) la marine; c) l'aviation?
2. Dans l'affirmative, depuis combien de temps existent-elles?
3. De quelles sources proviennent-elles?
4. A quelles fins servent-elles?
5. Quels sont l'officier ou les officiers responsables et chargés de la gérance de chaque caisse respective?
6. Combien a-t-on dépensé à même chaque caisse depuis le commencement de la guerre?
7. Quel était la solde de chaque caisse à la date du 1er septembre 1945?
8. A quelle fin, dans chaque cas, utilisera-t-on cette caisse?

**209.** Etat montrant:—

1. Quelle somme d'argent a été affectée à l'Office national du film pour l'année financière terminée le 31 mars 1945?
2. Quel a été le total des dépenses faites par l'Office national du film pour l'année financière terminée le 31 mars 1945?

3. Après de quels ministères du gouvernement le ministre intéressé ou les fonctionnaires de l'Office national du film ont-ils fait des démarches dans le but d'obtenir du travail pour ledit Office?

4. Quel travail, et à quel coût pour chaque ministère, l'Office national du film a-t-il accompli pour le compte de chaque ministère du gouvernement?

5. Quand a été institué l'Office national du film?

6. Quelles ont été, pour chaque année, les dépenses de l'Office national du film, depuis sa création jusqu'à la fin de mars 1945?

7. Combien de personnes ont été, chaque année, à l'emploi de l'Office national du film, depuis sa création jusqu'à la fin de mars 1945?

8. Le ministre de qui relève l'Office national du film est-il consulté avant que l'Office entreprenne tout nouveau genre de travail ou de projet? Le cas échéant, par qui?

**210. Etat montrant:—**

1. Combien a-t-on établi ou institué d'offices ou de commissions a) depuis le 3 septembre 1939; b) depuis le jour de la Victoire en Europe?

2. Quels sont les détails de ces offices ou commissions, y compris les noms des personnes qui détiennent actuellement des positions sur chaque office ou commission?

**211.** Copie de l'arrêté en conseil C.P. 6829, approuvé le 6 novembre 1945, qui révoquait l'arrêté en conseil C.P. 7032, approuvé le 13 août 1942, et l'arrêté en conseil C.P. 8603, approuvé le 23 septembre 1942, sous l'empire duquel il a été permis à l'*International Nickel Company Limited* d'employer des femmes à certains travaux de surface aux environs de Sudbury et de Port Colborne.

**212. Etat montrant:—**

1. A-t-on accordé de l'aide financière à ceux qui s'adonnaient à l'industrie de la pêche au cours de l'une ou l'autre des années 1930 à 1944?

2. Dans l'affirmative, quelle aide financière, par province, a-t-on accordée au cours de chacune de ces années?

3. Pour quelles fins a-t-on accordé cette aide financière?

4. Combien de pêcheurs ont reçu une telle aide?

**213. Etat montrant:—**

1. Combien le gouvernement fédéral a-t-il dépensé pour le dragage sur le fleuve Saint-Laurent et dans le port de Montréal, et pour l'exploitation et les frais d'administration du chenal maritime du fleuve Saint-Laurent, au cours des années 1940 à 1944 inclusivement?

2. Au cours des années 1940 à 1944 inclusivement, combien a-t-on dépensé sous le régime de la Loi des taux de transport des marchandises dans les Provinces maritimes pour indemniser les chemins de fer de la différence entre les taux de tarifs et les tarifs normaux sur toutes les marchandises transportées au cours des années ci-dessus mentionnées?

3. Au cours des années ci-haut mentionnées, combien a-t-on dépensé pour la construction et les améliorations en rapport avec le chemin de fer de la Baie d'Hudson, et pour combler les pertes subies dans l'exploitation du chemin de fer au cours desdites années?

4. Au cours desdites années, quelles sommes le gouvernement fédéral a-t-il avancées pour les entreprises suivantes: a) port de Montréal; b) port de Churchill; c) port de Vancouver; d) port de Halifax?

**214. Etat montrant:—**

1. Combien de chevaux l'Office des produits spéciaux du ministère de l'Agriculture a-t-il achetés jusqu'au 25 octobre 1945?

2. A quels endroits a-t-on acheté ces chevaux; quelles ont été les dates d'achat aux divers endroits et combien de chevaux a-t-on achetés à chaque endroit?

3. Quels sont les noms des personnes de qui on a acheté des chevaux à Lafèche, Saskatchewan, et combien en a-t-on acheté de chaque personne?

4. Quelles sont les prescriptions exigées par l'Office des produits spéciaux dans les cas où il achète des chevaux, et quelle est la diversité des prix payés?

5. A-t-on apporté, à l'occasion, quelques changements aux prescriptions? Dans l'affirmative, sous quelle forme?

**215.** Copie de tous rapport ou rapports que possède quelque département du gouvernement sur l'état de l'enquête sur l'entreprise de dérivation de Red Deer, ainsi qu'un état indiquant: a) le coût estimatif de parachèvement de cette entreprise; b) la date du commencement de la construction; c) les possibilités de développement hydraulique.

**216.** Arrêté en conseil C.P. 6938, approuvé le 15 novembre 1945: allocations de réadaptation accordées aux gardes-malades canadiennes qui sont devenues membres d'une organisation connue sous le nom de Services des gardes-malades militaires de l'Afrique du Sud.

**217.** Etat montrant:—

1. Copie de tous marchés, correspondance et ententes, depuis le 5 mai 1944, entre le gouvernement canadien et a) le gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, b) l'*Imperial Oil Company of Canada*, c) tout autre gouvernement ou société, concernant ou touchant l'aliénation de l'entreprise de Canol et/ou de toutes autres ressources pétrolières réelles ou éventuelles au Yukon ou dans les Territoires du Nord-Ouest;

2. Copie de tous les documents et arrêtés en conseil du gouvernement établis ou adoptés depuis le 5 mai 1944 concernant ou touchant l'aliénation de l'entreprise de Canol et/ou de toutes autres ressources pétrolières réelles ou éventuelles au Yukon ou dans les Territoires du Nord-Ouest.

**218.** Etat montrant:—Quelles mesures adopte le gouvernement pour fournir a) des domestiques, b) le service de gardes-malades à ceux qui ont une famille nombreuse, ainsi qu'aux malades?

**219.** Etat montrant:—

1. Au cours de l'année financière terminée le 31 mars 1945, combien de caisses de conserves de jus de pamplemousse la Corporation de stabilisation des prix des denrées a-t-elle achetées?

2. De qui, et à quel prix, a-t-on acheté ce jus de pamplemousse?

3. A quelles dates a-t-il été livré?

4. A-t-on effectué des paiements sur les quantités livrées? S'il en est ainsi, à quelles dates ces paiements ont-ils été effectués, à qui l'ont-ils été et quel a été le montant de chaque paiement?

5. Quels montants la Corporation de stabilisation des prix des denrées doit-elle encore sur les achats de conserves de jus de pamplemousse faits au cours de ladite année financière, et à qui ces paiements sont-ils dus?

**220.** Etat montrant:—

D'après les derniers chiffres disponibles: 1. Quel est le montant total des capitaux en provenance des Etats-Unis placés au Canada?

2. Quel est le total des montants dont il a été fait remise aux ayants droit aux Etats-Unis, au cours des années 1939 à 1944, en vertu de permis accordés par la Commission de contrôle du change étranger?

3. Des montants dont il est fait mention à la question 2, quelle somme représente a) des intérêts, dividendes, loyers ou autre revenu sur les capitaux en provenance des Etats-Unis placés au Canada; b) la remise de capital provenant des Etats-Unis; c) le prix de marchandises et de services?

**221. Etat montrant:—**

1. Quelles sont les sommes estimatives que le gouvernement a perçues, au cours de chacune des deux dernières années financières écoulées, en taxe de conservation des changes en temps de guerre sur la bière et les boissons importées au Canada, et quelle est la somme estimative que le gouvernement a perçue au cours de la même période en taxe de vente sur les ventes domestiques?

2. Si les statistiques du ministère du Commerce sont tenues de telle façon que cette information précitée lui est inconnue, de quelle source peut-on obtenir une telle information?

M. Martin, membre du Conseil privé du Roi, dépose,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 22 octobre 1945,—Etat montrant:—1. Quel a été le coût total du camp d'Ipperwash?

2. Quels en ont été les entrepreneurs?

3. Combien a-t-on payé à chacun d'entre eux *a)* pour la construction des bâtiments; *b)* pour le régalaage et l'entretien; *c)* pour chacune de toutes les autres dépenses?

Et aussi,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 14 novembre 1945,—Etat montrant:—1. Quels ont été les entrepreneurs et/ou les constructeurs de l'école d'entraînement aérien à Swift-Current, Saskatchewan?

2. Les contrats ont-ils été accordés par voie d'adjudication?

3. S'il en a été ainsi, a-t-on reçu des soumissions inférieures à celles qui ont été acceptées?

4. Combien ont coûté: *a)* les hangars; *b)* les autres bâtiments; *c)* les rues et avenues; *d)* le chemin; *e)* l'embranchement de chemin de fer; *f)* les conduites principales d'eau; *g)* les conduites d'eau et leurs accessoires; *h)* le système d'égout; *i)* les lignes de lumière et de transmission électriques, et les lignes de service; *j)* le posage des fils et de leurs accessoires sur terre et dans les bâtiments?

M. Chevrier, membre du Conseil privé du Roi, dépose,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 26 novembre 1945,—Etat montrant:—1. Depuis le 1er janvier 1944, combien de demandes ont été faites à la Commission de radio-diffusion pour l'émission de permis de postes de radio pour les provinces d'Ontario, de Québec et les Provinces maritimes?

2. Quels étaient, dans chaque cas, les pétitionnaires?

3. De ces demandes, combien ont été *a)* accordées, *b)* rejetées, *c)* laissées en suspens sur instructions?

M. McCann, membre du Conseil privé du Roi, dépose,—Réponse à une Adresse à Son Excellence l'administrateur, en date du 15 octobre 1945,—Copie des arrêtés en conseil C.P. 149/6991, 134/7263, 151/7263, 154/8855 et 76/9400, mentionnés au paragraphe 45 du rapport de l'Auditeur général pour l'année financière terminée le 31 mars 1944, ainsi que de toute correspondance à ce sujet entre l'Auditeur général et le ministère du Revenu national.

M. Mayhew, adjoint parlementaire du ministre des Finances, dépose,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 15 novembre 1945,—Etat montrant:—1. Depuis qu'a été instituée la Commission des prix et du commerce en temps de guerre, de combien d'avocats a-t-on retenu les services, à titre spécial, en rapport avec les poursuites relatives aux violations des ordonnances de cette commission?

2. Quel a été, par province, le montant total des frais judiciaires dépensés à l'occasion de ces poursuites?

3. a) Depuis la création de cette commission, quel est, par province, le nombre de poursuites engagées? b) Combien a-t-on obtenu de condamnations dans ces poursuites? c) Quel est, par province, le nombre de cas où on a imposé l'emprisonnement sans l'option d'une amende? d) Quel a été le montant total des amendes imposées?

Il dépose aussi sur la Table,—Etat de comptes de la banque d'expansion industrielle pour l'année financière terminée le 30 septembre 1945, et rapport du président de la banque d'expansion industrielle au ministre des Finances. Statuts du Canada 1944, chapitre 44, article 29(3).

M. Tucker, adjoint parlementaire du ministre des Affaires des anciens combattants, dépose sur la Table,—Copies d'arrêtés en conseil adoptés en vertu des dispositions de la Loi des mesures de guerre, comme suit:

Arrêté en conseil C.P. 7164, approuvé le 30 novembre 1945: pour accorder les avantages de la loi des pensions aux personnes domiciliées au Canada au début de la guerre et qui ont servi dans les forces des Nations alliées de Sa Majesté, etc.

Arrêté en conseil C.P. 7224, approuvé le 4 décembre, 1945: modifiant les dispositions de l'arrêté en conseil C.P. 5210, approuvé le 13 juillet 1944, qui établissait les règlements relatifs à la réhabilitation des anciens combattants après leur licenciement, au sujet de l'entraînement universitaire des étudiants anciens combattants.

Les questions suivantes qui figuraient au Feuilleton ont été changées en ordres de rapport, en vertu du paragraphe 4 de l'article 44 du Règlement, et les officiers compétents en ont été avertis, à savoir:

Par M. Church—1. Combien d'argent a-t-on dépensé, chaque année, au cours de la guerre et jusqu'à date en 1945, à même le Fonds de suppression des passages à niveau?

2. Quelle somme a été dépensée dans chaque province et pour quels travaux?

3. Quels sont les crédits alloués pour l'année courante?

4. Le gouvernement a-t-il déjà recommandé quelques dépenses additionnelles pour la période de l'après-guerre dans le but de reconstruire les passages à niveau à travers le pays?

M. Chevrier, membre du Conseil privé du Roi, dépose immédiatement la réponse à l'ordre ci-haut mentionné.

Par M. Stewart (*Winnipeg-Nord*)—1. L'Imprimeur du Roi a-t-il, à quelque époque au cours des deux dernières années, imprimé quelques formules de pétition pour le compte de quelque organisme du gouvernement ou de quelques autres groupements ou particuliers?

2. S'il en a été ainsi, pour qui?

Par M. Hamel—1. Combien d'instruments de musique ont été achetés par le gouvernement de 1939 à 1945?

2. Quel a été le montant global affecté à cette fin?

3. Un certain nombre de ces instruments ont-ils été déclarés en surplus?

4. Dans l'affirmative, quel nombre et à quelle date, et combien ont été vendus à date?

5. Dans la négative, quand ces instruments seront-ils déclarés en surplus?

6. Le gouvernement a-t-il contracté envers les vendeurs d'instruments de musique, ou qui que ce soit, des obligations limitant ses droits de revendre ces instruments?

Par M. Gagnon—1. Les camps militaires situés à St-Honoré, Bagotville, Arvida et Chicoutimi, comté de Chicoutimi, province de Québec, ont-ils été vendus depuis leur désaffectation?

2. Si oui, à qui et à quelles conditions?

3. Y a-t-il eu des soumissions demandées? Le cas échéant, à qui?

4. Quels ont été les soumissionnaires?

Par M. Bentley—1. Du 1er septembre 1939 au 1er juin 1945, combien de médecins et d'infirmières, des districts militaires a) No 3, b) No 4, c) No 12, ont obtenu des brevets d'officiers dans le service de santé de l'armée royale canadienne?

2. Du 1er septembre 1939 au 1er juin 1945, combien de dentistes, des districts militaires a) No 3, b) No 4, c) No 12, ont obtenu des brevets d'officiers dans le service dentaire de l'armée?

M. Mackenzie propose,—Que la Chambre se forme en comité plénier, à sa prochaine séance, pour prendre en considération la résolution suivante:

Qu'il y a lieu de présenter une mesure pour modifier la Loi de 1942 sur les terres destinées aux anciens combattants, en vue de la mettre d'accord, à plusieurs égards, avec la Loi modifiant la Loi de 1944 sur les indemnités de service de guerre, passée à la session actuelle du Parlement, en y incorporant les dispositions de certains arrêtés en conseil pris sous le régime de la Loi des mesures de guerre, et en étendant et éclaircissant, à plusieurs autres égards, l'application et l'exécution de cette loi, conformément à la recommandation et au rapport du comité spécial des Affaires des anciens combattants.

M. Mackenzie, membre du Conseil privé du Roi, informe alors la Chambre que Son Excellence le Gouverneur général, ayant été mis au fait de ladite résolution, la recommande à la Chambre.

Résolu,—Que la Chambre se forme en comité plénier, à sa prochaine séance, pour prendre en considération ladite résolution.

Le Bill No 15, Loi ayant pour objet de conférer certains pouvoirs au gouverneur en conseil dans les circonstances critiques nationales consécutives à la guerre, est étudié de nouveau en comité plénier, rapporté avec des amendements, étudié tel que modifié, et la troisième lecture en est remise à la prochaine séance de la Chambre.

Un message est reçu du Sénat pour informer la Chambre que Leurs Honneurs ont passé les bills suivants sans modification, à savoir:

Bill No 91, Loi modifiant la Loi de l'inspection du poisson.

Bill No 19, Loi modifiant la Loi de l'aéronautique.

Et aussi,—Un message pour informer la Chambre que Leurs Honneurs ont passé le bill suivant qu'ils soumettent au bon plaisir de la Chambre, à savoir:

Bill No 232 (F-7 du Sénat), intitulé: "Loi concernant la fabrication, l'inspection et la vente des produits de l'érable".

Le Bill No 217, Loi modifiant la Loi sur l'assurance des crédits à l'exportation, est étudié de nouveau en comité plénier, rapporté sans amendement, lu la troisième fois et passé.

A l'appel de l'ordre pour que la Chambre se forme en comité plénier afin d'étudier un projet de résolution portant exécution, au nom du Canada, des Accords en vue d'un Fonds monétaire international et d'une Banque internationale pour la reconstruction et le développement;

M. Ilsley propose,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Et un débat s'élevant, ledit débat est ajourné sur une motion de M. Case.

La Chambre s'ajourne alors à 10 heures 56 p.m., jusqu'à onze heures demain avant-midi.

No 67

JOURNAUX  
DE LA  
CHAMBRE DES COMMUNES  
DU CANADA

---

SÉANCE DU VENDREDI, 7 DÉCEMBRE 1945

---

*Onze heures de l'avant-midi.*

PRIÈRES.

M. Mackenzie King, membre du Conseil privé du Roi, dépose sur la Table, —Copies des arrêtés en conseil adoptés en vertu des dispositions de la Loi des mesures de guerre entre le 1er novembre 1945 et le 30 novembre 1945, sous forme dactylographiée, comme suit:

Arrêté en conseil C.P. 6753, approuvé le 1er novembre 1945: nommant un régisseur près les établissements de la *Swift Canadian Company*, à Vancouver, C.-B.

Arrêté en conseil C.P. 6759, approuvé le 6 novembre 1945: règlement sur le remboursement de la prime (Produits agricoles).

Arrêté en conseil C.P. 5/6761, approuvé le 1er novembre 1945: prolongeant l'application des dispositions des Règlements sur l'aide au transport des engrais chimiques.

Arrêté en conseil C.P. 6/6761, approuvé le 1er novembre 1945: étendant les dispositions de C.P. 16/6173, du 21 septembre 1945, relatives à l'établissement de réserve de grains pour parer aux éventualités.

Arrêté en conseil C.P. 7/6761, approuvé le 1er novembre 1945: continuant le régime de l'aide au transport de la graine de luzerne de Winnipeg, Manitoba, vers les points de l'Est du Canada.

Arrêté en conseil C.P. 98/6761, approuvé le 1er novembre 1945: remplaçant les dispositions de C.P. 8118, du 26 octobre 1943, concernant les dettes des soldats-colons indiens.

Arrêté en conseil C.P. 156/6761, approuvé le 1er novembre 1945: révoquant C.P. 691, du 3 février 1944, relatif à la restitution des droits et taxes sur l'essence-aviation, etc., vendue aux gouvernements du Royaume-Uni, des Etats-Unis d'Amérique, etc.

Arrêté en conseil C.P. 6780, approuvé le 1er novembre 1945: soustrayant la laque au contrôle de l'importation.

Arrêté en conseil C.P. 6785, approuvé le 6 novembre 1945: transférant les pouvoirs du Conseil du travail de l'Ouest au Conseil national du travail en temps de guerre.

Arrêté en conseil C.P. 6790, approuvé le 6 novembre 1945: modifiant le Décret de 1945-46 instituant un système de paiement des blés fourragers.

Arrêté en conseil C.P. 6793, approuvé le 2 novembre 1945: nommant Hugh S. Cochrane administrateur fédéral des réclamations relatives à l'explosion et aux désordres de Halifax.

Arrêté en conseil C.P. 148/6854, approuvé le 9 novembre 1945: prolongeant la suspension des exigences des réserves annexées aux numéros tarifaires 438c et 438d à l'égard de la teneur britannique.

Arrêté en conseil C.P. 6866, approuvé le 8 novembre 1945: concernant le décernement de la Médaille du souvenir aux mères et veuves des matelots.

Arrêté en conseil C.P. 6885, approuvé le 6 novembre 1945: transformation d'immeubles satisfaisants, à Hamilton, Brantford, St. Catharines et Galt, en logements multiples.

Arrêté en conseil C.P. 6886, approuvé le 13 novembre 1945: transformation d'immeubles satisfaisants, à Vancouver, Victoria et Nanaïmo, en logements multiples.

Arrêté en conseil C.P. 6887, approuvé le 13 novembre 1945: transformation d'immeubles satisfaisants, à Montréal et Québec, en logements multiples.

Arrêté en conseil C.P. 6888, approuvé le 9 novembre 1945: nommant le juge I. M. Macdonald au poste de président du Conseil régional du travail en temps de guerre de l'Ontario, en l'absence du ministre du Travail de l'Ontario.

Arrêté en conseil C.P. 6890, approuvé le 13 novembre 1945: concernant la Commission canadienne de recrutement et de répartition du personnel médical.

Arrêté en conseil C.P. 6897, approuvé le 23 novembre 1945: autorisant le régisseur du bois à effectuer des compromis à l'égard des réclamations visant le paiement de deniers pour bois de chauffage.

Arrêté en conseil C.P. 6898, approuvé le 23 novembre 1945: autorisant la Commission de la production du charbon en période de crise à effectuer des compromis à l'égard des réclamations pour remboursement des prêts consentis aux exploitants de mines de charbon.

Arrêté en conseil C.P. 6934, approuvé le 14 novembre 1945: nommant Sir Joseph Chisholm au poste de juge *ad hoc* de la Cour de l'Echiquier du Canada en sa juridiction d'Amirauté.

Arrêté en conseil C.P. 6974, approuvé le 16 novembre 1945: prolongeant la validité des polices d'assurance en vertu de la Loi sur l'assurance contre les risques de guerre.

Arrêté en conseil C.P. 6979, approuvé le 20 novembre 1945: concernant le contrôle des importations.

Arrêté en conseil C.P. 6990, approuvé le 20 novembre 1945: révoquant C.P. 366, du 20 janvier 1942, suspendant le privilège de faire des déclarations d'extranéité prévues à l'article 17 de la Loi de naturalisation.

Arrêté en conseil C.P. 7004, approuvé le 20 novembre 1945: interdisant l'exportation des poteaux et des pilots en bois, sauf en vertu d'un permis.

Arrêté en conseil C.P. 7009, approuvé le 20 novembre 1945: interdisant les importations de poisson en conserve, sauf en vertu d'un permis.

Arrêté en conseil C.P. 7011, approuvé le 23 novembre 1945: révoquant la naturalisation de H. Antwerber et de M. Bauer.

Arrêté en conseil C.P. 7018, approuvé le 20 novembre 1945: établissant le régime tarifaire des tomates fraîches.

Arrêté en conseil C.P. 16/7050, approuvé le 23 novembre 1945: approuvant le paiement de sommes d'argent déjà versées à Mme B. E. Fryer, Manchester, Angleterre, par la Commission canadienne des réclamations (outré-mer).

Arrêté en conseil C.P. 17/7050, approuvé le 23 novembre 1945: approuvant le paiement de sommes d'argent déjà versées à J. M. Macauley, Brighton, Angleterre, par la Commission canadienne des réclamations (outre-mer).

Arrêté en conseil C.P. 135/7050, approuvé le 23 novembre 1945: concernant le drawback des droits de douane et des taxes sur le café exporté ou fourni pour le ravitaillement des navires, etc.

Arrêté en conseil C.P. 7051, approuvé le 23 novembre 1945: autorisant l'affectation de certaines terres indiennes aux fins d'établir des échelles à poissons sur le fleuve Fraser.

Arrêté en conseil C.P. 7052, approuvé le 23 novembre 1945: autorisant la Commission internationale des pêcheries du saumon dans le Pacifique à passer des contrats relatifs aux ouvrages à exécuter sur le fleuve Fraser, etc.

Arrêté en conseil C.P. 7056, approuvé le 23 novembre 1945: liquidation des effets personnels laissés par les aviateurs rayés des cadres comme déserteurs.

Arrêté en conseil C.P. 7061, approuvé le 23 novembre 1945: acceptant la démission de T. C. Lockwood à titre de régisseur des transports et nommant J. M. McDougall et B. S. Liberty aux postes de régisseur des transports et de sous-régisseur des transports, respectivement.

Arrêté en conseil C.P. 7065, approuvé le 23 novembre 1945: révoquant les Règlements concernant les réparations et le sauvetage de navires.

Arrêté en conseil C.P. 7066, approuvé le 23 novembre 1945: révoquant les Règlements concernant la circulation.

Arrêté en conseil C.P. 7090, approuvé le 27 novembre 1945: révoquant la nomination de W. A. Newman comme régisseur des aéronefs et de G. H. Montgomery comme sous-régisseur des aéronefs.

Arrêté en conseil C.P. 7095, approuvé le 27 novembre 1945: soustrayant la laine crue, la laine filée, etc., au "contrôle de l'importation".

Arrêté en conseil C.P. 7096, approuvé le 27 novembre 1945: modifiant les Règlements sur la codéine.

Arrêté en conseil C.P. 7108, approuvé le 30 novembre 1945: concernant l'agrandissement de l'usine de la *Dominion Steel and Coal Corporation Ltd.*

Arrêté en conseil C.P. 7147, approuvé le 29 novembre 1945: révoquant la nomination de E. L. Cousins comme administrateur (en temps de guerre) des ports canadiens de l'Atlantique et nommant le major-général Elkins en son remplacement.

Arrêté en conseil C.P. 7152, approuvé le 29 novembre 1945: révoquant les Règlements concernant les huiles, etc.

Arrêté en conseil C.P. 7153, approuvé le 29 novembre 1945: révoquant les Règlements concernant l'acier, etc.

Arrêté en conseil C.P. 7154, approuvé le 29 novembre 1945: révoquant les Règlements concernant les produits chimiques, etc.

Arrêté en conseil 7155, approuvé le 29 novembre 1945: révoquant la nomination de J. Gerald Godsoe comme président de la Commission de contrôle des industries en temps de guerre.

Arrêté en conseil C.P. 7156, approuvé le 29 novembre 1945: dissolvant la Commission de contrôle des industries en temps de guerre et décrétant le maintien de certains règlements qui concernent les régisseurs.

Arrêté en conseil C.P. 201/7157, approuvé le 30 novembre 1945: révoquant dispositions de C.P. 107/3183—Maintien des services de contributeur sous le régime de la Loi de la pension, au delà de 70 ans.

Arrêté en conseil C.P. 7160, approuvé le 29 novembre 1945: révoquant certaines nominations sous la "régie des métaux".

Arrêté en conseil C.P. 7161, approuvé le 29 novembre 1945: révoquant les Règlements concernant les métaux (autres que les substances radio-actives), etc.

Arrêté en conseil C.P. 7163, approuvé le 29 novembre 1945: proclamant la revision No 62 de la Liste des personnes signalées.

Arrêté en conseil C.P. 7174, approuvé le 30 novembre 1945: différant au 1er février 1946 le transfert des fonctions du Conseil du travail de l'Ouest au Conseil national du travail en temps de guerre.

Arrêté en conseil C.P. 7164, approuvé le 30 novembre 1945: étendant les prestations de la Loi des pensions aux personnes domiciliées au Canada au commencement de la guerre et qui ont servi dans les forces des Nations alliées à Sa Majesté, etc.

M. Martin, membre du Conseil privé du Roi, dépose,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 19 novembre 1945,—Etat montrant:—1. A qui incombe la responsabilité de garder les terrains d'atterrissage à Whitehorse, Dawson, Mayo, Selkirk, Carcross, Carmacks et McQuestion, dans le Yukon, dans un état et dans une condition convenables pour servir aux opérations des aéroplanes qui y atterrissent et en décollent?

2. Qui paie les dépenses de ce service maintenu pour les atterrissages d'aéroplanes?

3. De quel ministère du gouvernement relève le budget des dépenses requises pour ce service?

4. A quel ministère du gouvernement rend-on compte de ces dépenses?

Et aussi,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 19 novembre 1945,—Etat montrant:—1. A combien d'employés du ministère des Postes, dans le district postal de Winnipeg, a-t-on accordé le statut de personnes "en congé sans salaire", à cause de leur absence du travail pendant la durée de la grève générale à Winnipeg en 1919?

2. A combien de ces employés a-t-on accordé la remise des taux de salaires qu'ils recevaient antérieurement à l'absence dont il est fait mention ci-dessus? A combien a-t-on accordé leurs augmentations annuelles normales de salaire?

3. A-t-on permis à ces employés de verser des contributions, pour les fins de pension, pour la période de service précédant ladite absence? Dans l'affirmative, quel est le nombre de ces employés qui l'ont fait?

4. A-t-on étudié l'à-propos de permettre à ces employés de verser des contributions, pour les fins de pension, pour le temps où en 1919, ils ont été "en congé sans salaire"? Dans l'affirmative, quel a été le résultat de cette étude? Sinon, fera-t-on cette étude?

5. A-t-on étudié l'à-propos de permettre aux anciens combattants de la première guerre mondiale, qui sont devenus des employés du ministère des Postes après cette guerre, de verser des contributions, pour les fins de pension, pour la durée de leur séjour outre-mer dans les forces canadiennes au cours de cette guerre? Dans l'affirmative, quel a été le résultat de cette étude? Sinon, fera-t-on cette étude?

M. Mayhew, adjoint parlementaire du ministre des Finances, dépose,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 15 novembre 1945,—Etat montrant:—1. Combien d'enquêteurs la Corporation de stabilisation des prix des denrées a-t-elle employés depuis sa toute première formation?

2. Quels sont les noms de ces enquêteurs; pendant quelle durée chacun a-t-il été employé; quel est le nombre de ces enquêteurs actuellement employés?

3. Dans le cas de ceux qui ne sont plus au service de la Corporation, quels sont ceux qui ont démissionné, et quels sont ceux qui ont été congédiés, et pour quelles raisons a-t-on congédié l'un ou l'autre de ces enquêteurs?

La Chambre se forme de nouveau en comité des Subsidés.

(*En comité*)

La résolution suivante est adoptée (*moins la proportion votée en subsidés intérimaires*):

## AGRICULTURE

### SERVICE DE PRODUCTION

15 Service de production—Administration . . . . . \$ 35,445 00

Résolution à rapporter.

Rapport à recevoir, le comité des Subsidés devant siéger de nouveau à la prochaine séance de la Chambre.

La Chambre se forme en comité plénier pour étudier un certain projet de résolution destiné à modifier la Loi des terres destinées aux anciens combattants, 1942.

(*En comité*)

La résolution suivante est adoptée:

*Résolu*,—Qu'il y a lieu de présenter une mesure pour modifier la Loi de 1942 sur les terres destinées aux anciens combattants, en vue de la mettre d'accord, à plusieurs égards, avec la Loi modifiant la Loi de 1944 sur les indemnités de service de guerre, passée à la session actuelle du Parlement, en y incorporant les dispositions de certains arrêtés en conseil pris sous le régime de la Loi des mesures de guerre, et en étendant et éclaircissant, à plusieurs autres égards, l'application et l'exécution de cette Loi, conformément à la recommandation et au rapport du comité spécial des Affaires des anciens combattants.

Résolution à rapporter.

Ladite résolution est rapportée, lue la deuxième fois et agréée.

Du consentement de la Chambre, M. Mackenzie présente alors le Bill No 233, Loi modifiant la Loi de 1942 sur les terres destinées aux anciens combattants, qui est lu la première fois et dont la deuxième lecture est remise à la prochaine séance de la Chambre.

A l'appel de l'ordre pour la troisième lecture du Bill No 15, Loi ayant pour objet de conférer certains pouvoirs au Gouverneur en conseil dans les circonstances critiques nationales consécutives à la guerre;

M. St-Laurent propose,—Que ledit bill soit maintenant lu la troisième fois.

Et ladite motion, mise aux voix, est agréée sur le vote suivant:

POUR:

Messieurs

Abbott,  
Archibald,  
Argue,  
Baker,  
Belzile,  
Benidickson,

Bentley,  
Bertrand (Laurier),  
Bertrand (Prescott),  
Bertrand  
(Terrebonne),  
Blackmore,

Blanchette,  
Boivin,  
Bonnier,  
Bowerman,  
Bradette,  
Bridges,

Brown,  
Burton,  
Campbell,  
Castleden,  
Chevrier,  
Claxton,

Cloutier,	Golding,	Low,	Moore,
Coldwell,	Gour (Russell),	McCann,	Mutch,
Côté (Saint-Jean- Iberville- Napierville),	Gourd (Chapleau),	McCuaig,	Nicholson,
Côté (Verdun),	Grant,	McCulloch (Pictou),	Quelch,
Croll,	Hansell,	Macdonald	Reid,
Cruickshank,	Harris (Grey-Bruce),	(Brantford City),	Richard
Dechêne,	Herridge,	Macdonald (Halifax),	(Ottawa-Est),
Dion (Lac Saint-Jean- Roberval),	Hlynka,	McDonald	St-Laurent,
Douglas,	Howe,	(Parry-Sound),	Shaw,
Emmerson,	Ilsley,	McGarry,	Sinclair (Ontario),
Fair,	Irvine,	McIlraith,	Sinclair (Vancouver- Nord),
Farquhar,	Isnor,	MacInnis,	Sinnott,
Fontaine,	Jaenicke,	McIvor,	Smith (York-Nord),
Fournier (Hull),	Jean,	McKay,	Stuart (Charlotte),
Fournier (Maison- neuve-Rosemont),	Johnston,	Mackenzie,	Strum, (Mme)
Gariépy,	Jutras,	MacLean,	Thatcher,
Gauthier (Portneuf),	King, Mackenzie	Maloney,	Townley-Smith,
Gibson (Comox- Alberni),	Kirk,	Marier,	Tremblay,
Gillis,	Knight,	Marquis,	Tucker,
Gingues,	Kuhl,	Martin,	Viau,
Gladstone,	Lafontaine,	Matthews (Brandon),	Warren,
Glen,	Lalonde,	Matthews	Weir,
	Langlois,	(Kootenay-Est),	Whitman,
	Lapointe,	Maybank,	Winters,
	Léger,	Mayhew,	Wright,
	Lesage,	Michaud,	Wylie—121.
	Little,	Mitchell,	

## CONTRE:

## Messieurs

Ashby,	Daniel,	Héon,	Menary,
Barrett,	Diefenbaker,	Hodgson,	Merritt,
Black (Cumberland),	Dorion,	Homuth,	Pearkes,
Black (Yukon),	Ferguson,	Jackman,	Robinson (Bruce),
Blair,	Fulton,	Jaques,	Ross (St. Paul's),
Bracken,	Green,	Lennard,	Senn,
Bradshaw,	Hackett,	Macdonnell	Stanfield,
Brooks,	Hamel,	(Muskoka-Ontario),	Stephenson,
Bruce,	Harkness,	McGregor,	Stirling,
Case,	Hatfield,	McLure,	Tustin,
Casselman,	Hazen,	McMaster,	Webb—46.
Church,	Henderson,	Manross,	

En conséquence ledit bill est lu la troisième fois et passé. (Le nouveau titre sera: "Loi ayant pour objet de conférer certains pouvoirs transitoires au Gouverneur en conseil dans les circonstances critiques nationales résultant de la guerre").

Les amendements apportés par le Sénat au Bill No 13, Loi modifiant la Loi de 1939 sur les secours de guerre, sont à tour de rôle mis à l'étude et agréés.

La Chambre reprend alors le débat ajourné sur le projet de motion de M. Ilsley:—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme en comité plénier afin d'étudier un projet de résolution portant exécution des Accords en vue d'un Fonds monétaire international et d'un Banque internationale pour la reconstruction et le développement.

Et le débat se poursuivant;

Comme il est six heures p.m.;

Du consentement de la Chambre, M. l'Orateur informe la Chambre qu'il a reçu un message du Sénat pour faire savoir à la Chambre que Leurs Honneurs ont passé le Bill No 176, Loi modifiant la Loi de 1944 sur les indemnités de service de guerre, avec les amendements suivants:

1. *Page 3, ligne 33.*—Un amendement apporté à la version anglaise du bill ne concerne pas la version française.
2. *Page 6, ligne 8.*—Un amendement apporté à la version anglaise du bill ne concerne pas la version française.
3. *Page 11, ligne 41.*—Un amendement apporté à la version anglaise du bill ne concerne pas la version française.
4. *Page 11, ligne 42.*—Un amendement apporté à la version anglaise du bill ne concerne pas la version française.

M. l'Orateur quitte alors le fauteuil, pour le reprendre à huit heures p.m.

*Huit heures du soir.*

*(L'ordre pour les bills privés et publics est appelé en vertu de l'article 15 du Règlement.)*

*(Bills privés)*

M. Reid propose,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme en comité plénier sur les bills privés, en vertu des dispositions de l'article 110 du Règlement; agréé.

Le Bill No 29 (G du Sénat), Loi ayant pour objet de modifier la Loi concernant la *Vancouver, Victoria and Eastern Railway and Navigation Company*, la *Nelson and Fort Sheppard Railway Company* et la *Great Northern Railway Company*, est alors étudié en comité plénier, rapporté sans amendement, lu la troisième fois et passé.

Le Bill No 30 (D du Sénat), Loi constituant en corporation l'Association de transport aérien international, est étudié en comité plénier, rapporté sans amendement, lu la troisième fois et passé.

Le Bill No 162 (X-2 du Sénat), Loi concernant *The Lake Erie and Detroit River Railway Company* et la *Pere Marquette Railway Company*, est étudié en comité plénier, rapporté sans amendement, lu la troisième fois et passé.

Le Bill No 28 (F du Sénat), Loi concernant la compagnie de chemin de fer, d'éclairage et de force motrice de Québec, (tel que modifié par le comité permanent des Chemins de fer, canaux et télégraphes), est étudié en comité plénier, rapporté avec un autre amendement, étudié tel que modifié, lu la troisième fois et passé.

Le Bill No 177 (F-6 du Sénat), intitulé: "Loi constituant en corporation la Corporation canadienne d'assurance-santé et d'assurance contre les accidents", est étudié en comité plénier, rapporté sans amendement, lu la troisième fois et passé.

Le Bill No 158 (V-2 du Sénat), intitulé: "Loi constituant en corporation la Compagnie de Fiducie du Canada", (tel que modifié par le comité permanent de la Banque et du commerce), est étudié en comité plénier, rapporté sans autre amendement, lu la troisième fois et passé tel que modifié. (Le nouveau titre en sera: "Loi constituant en corporation la Compagnie de Fiducie d'Amérique ou, en anglais, *Trust Company of America*").

Le Bill No 175 (G-6 du Sénat), intitulé: "Loi constituant en corporation la Conférence canadienne de l'Eglise des Frères mennonites de l'Amérique du Nord", est étudié en comité plénier, rapporté sans amendement, lu la troisième fois et passé.

Le Bill No 187 (W-2 du Sénat), intitulé: "Loi constituant en corporation l'Eglise épiscopale catholique de Whitehorse", est étudié en comité plénier, rapporté sans amendement, lu la troisième fois et passé.

Les bills suivants du Sénat sont étudiés en comité plénier, rapportés sans amendement, à savoir:

Bill No 116 (P-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Kathleen Helena Henry Bates".

Bill No 133 (G-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Nellie Sapphire Tanham Herring".

Bill No 163 (H-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Frances Gladys Ruth Leveille Williams".

Bill No 164 (I-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Dorothy Ada Greenwood Pringle".

Bill No 165 (J-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Edward Vaughton Molson".

Bill No 166 (K-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Elizabeth Jean McKay Hepplewhite".

Bill No 167 (L-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Alfred Henry Gray".

Bill No 168 (M-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Danta Antonio Olak".

Bill No 169 (N-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Joseph Barzyk".

Bill No 170 (O-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Florence Mardi Harding".

Bill No 171 (P-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Ernest Lavoie".

Bill No 179 (Q-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Samuel Gardner Bradford".

Bill No 180 (R-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Olive May Marks Sanderson".

Bill No 181 (S-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Marie-Regina-Eliane Arcand Dorval".

Bill No 182 (T-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Joan Frances Timms Couture".

Bill No 183 (U-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Edith Louise Boutillier Snow".

Bill No 184 (V-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Cyril James Morgan".

Bill No 185 (W-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Joseph-Adolphe-Aimé Berthiaume".

Bill No 186 (X-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Molly Shusterman Percher".

Bill No 188 (Y-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Harold James Chesterman".

Bill No 189 (Z-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Emma Grace Kriticos".

Bill No 190 (A-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Donald John Northey Armstrong".

Bill No 191 (B-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Goldie Boltuck".

Bill No 192 (C-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Irene Nelson Johnston".

Bill No 193 (D-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Justinien-Joseph-Damase-Gérard St-Amant".

Bill No 194 (E-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Olive Pashley Mackie".

Bill No 195 (G-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à John Graham Gatehouse".

Bill No 196, (H-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Gertrude Violet Kerwin Desjardins".

Bill No 197, (I-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Winifred Madge Jones Brown".

Bill No 198 (J-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Winnifred Catherine Bird Jackson".

Bill No 199 (K-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Archibald John Pratt".

Bill No 200 (L-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Mary Theresa Sharp Mackay".

Bill No 201 (M-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Edith Elise Holbrook Hume".

Bill No 202 (N-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Amy Helen Bowerman Hume".

Bill No 203 (O-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Mary Anderson Bell Gordon".

Bill No 204 (Q-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Léopold Lévesque".

Bill No 205 (R-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Myrtle Elizabeth Fraser Bennett".

Bill No 206 (S-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Sylvia Pamela Solomon Lande".

Bill No 207 (T-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Annie Kandel Ashkanazy".

Bill No 208 (U-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Rose Acomsky Bloom".

Bill No 209 (V-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Ethel Meakings Downs".

Bill No 210 (W-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Evelyn Isabel May Ramsay Jarvis".

Bill No 211 (X-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Arthur John Frederick Temperton, fils".

Bill No 212 (Y-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Myrtle Ann Westover Coleman".

Bill No 213 (Z-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Marie Gertrude Owens Conant".

Bill No 214 (A-8 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Louis Humble".

Bill No 215 (B-8 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Sarah Silverstone Michelin".

Bill No 216 (C-8 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Roderick Auguste Robert de Lotbinière Harwood".

Bill No 219 (D-8 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Emile Bastien".

Bill No 220 (E-8 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Cecilia Kate Burrows Andrea".

Bill No 221 (F-8 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Helen Eaton Gair Curnew".

Bill No 222 (G-8 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Jack Bailey".

Bill No 223 (H-8 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Winnifred Pearl Simcox".

Bill No 224 (I-8 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Robert Dickerson Silverman".

Bill No 225 (J-8 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Mary Arden Stead Eberts".

Bill No 226 (K-8 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Omer Guindon".

Bill No 227 (L-8 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Leona Mary Murphy de Marky".

Bill No 228 (M-8 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à John Robert Mackenzie".

Bill No 229 (N-8 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Gertrude Silverson Holmes".

Bill No 230 (O-8 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Herbert Lawrence Loucks".

M. Maybank propose alors, appuyé par M. Croll,—Que les Bills privés Nos ci-haut mentionnés 116, 133, 163 jusqu'à 171, 179 jusqu'à 186, 188 jusqu'à 216, 219 jusqu'à 230 inclusivement, du Sénat, soient maintenant lus la troisième fois.

Et ladite motion, mise aux voix.

Cinq députés se lèvent et demandent le vote. M. l'Orateur donne l'ordre d'appeler les députés en Chambre.

M. Mackenzie en appelle au Règlement et déclare que le vote, en troisième lecture, doit être pris sur chaque bill séparément.

#### DÉCISION

M. l'Orateur: J'ai examiné la question de règlement soulevée par l'honorable ministre des Affaires des anciens combattants au sujet de la lecture en bloc des bills de divorce rapportés ce soir du comité plénier.

Je ne nie pas à l'honorable ministre le droit de soulever une question de règlement à ce stage des procédures où il l'a fait, mais le point qu'il soulève est qu'en vertu de notre coutume le vote en troisième lecture devrait être pris sur chaque bill en particulier.

Après mûre considération, j'en suis venu à la conclusion qu'il n'est pas réglementaire de soulever une objection après que les députés ont été appelés à voter. Il eut fallu soulever l'objection auparavant.

Il faut remarquer que la motion porte que ces bills doivent maintenant subir leur troisième lecture. Un vote affirmatif équivaldra à dire qu'ils subissent effectivement leur troisième lecture. D'autre part, un vote négatif laisse n'importe quel député libre de proposer que la troisième lecture de l'un ou de plusieurs de ces bills soit remise à plus tard.

Bien entendu, on n'a pas recours souvent à une telle procédure, mais néanmoins c'est la pratique adoptée, comme l'indique Beauchesne, 2ème édition, commentaire No 756, qui est une citation des pages 509-510 de Bourinot et qui se lit comme suit:

756. Lorsque sur une motion de lire un bill une deuxième fois le vote est négatif, le bill disparaît du feuilleton, mais un député peut immédiatement et sans avis préalable proposer: "Que ledit bill soit lu une deuxième fois le... prochain". Si cette motion est agréée, le bill est inscrit au feuilleton suivant son ordre. On suit la même procédure au sujet de ce bill sur une lecture soit précédente, soit subséquente.

On prend alors le vote sur le projet de motion de M. Maybank: Que lesdits bills subissent maintenant leur troisième lecture.

Et ladite motion, mise aux voix, est agréée sur le vote suivant:

POUR:

Messieurs

Adamson,	Gillis,	Low,	Mutch,
Argue,	Gladstone,	McCuaig,	Nicholson,
Baker,	Glen,	McCulloch (Pictou),	Quelch,
Bentley,	Golding,	Macdonald	Reid,
Black (Cumberland),	Hansell,	(Brantford City),	Sinclair (Ontario),
Blackmore,	Herridge,	McDonald (Parry-	Sinclair (Vancouver-
Bowerman,	Hlynka,	Sound),	Nord),
Brown,	Hodgson,	MacInnis,	Sinnott,
Campbell,	Ilsley,	McIvor,	Stuart (Charlotte),
Coldwell,	Irvine,	McKay,	Strum, (Mme)
Emmerson,	Isnor,	Mackenzie,	Townley-Smith,
Gardiner,	Jaenicke,	MacLean,	Warren,
Gibson (Comox-	Jaques,	MacNicol,	Weir,
Alberni),	Johnston,	Maybank,	Winters,
Gibson (Hamilton-	Knight,	Mayhew,	Wright,
Ouest),	Kuhl,	Mitchell,	Wylie—59.

CONTRE:

Messieurs

Belzile,	Fournier (Hull),	LaCroix,	Matthews
Bertrand (Prescott),	Fournier (Maison-	Lafontaine,	(Kootenay-Est),
Bradette,	neuve-Rosemont),	Lalonde,	Menary,
Burton,	Gagnon,	Lesage,	Ross (Souris),
Chevrier,	Gariépy,	McCann,	St-Laurent,
Cloutier,	Gauthier (Portneuf),	Macdonnell	Tremblay,
Dechêne,	Héon,	(Muskoka-Ontario),	Viau,
Dorion,	Jutras,	Marquis,	Zaplitny—29.

En conséquence, lesdits bills subissent leur troisième lecture et passent.

Sur motion de M. Maybank, il est ordonné,—Qu'un message soit envoyé au Sénat pour remettre à cette Chambre, la preuve, etc., faite devant le comité permanent des Divorces du Sénat, auquel ont été transmises les pétitions sur lesquelles les bills de divorce mentionnés plus haut sont basés.

Ayant disposé de l'ordre des bills privés;

La Chambre reprend alors le débat ajourné sur le projet de motion de M. Ilsley: Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme en comité plénier afin d'étudier un projet de résolution portant exécution des Accords en vue d'un Fonds monétaire international et d'une Banque internationale pour la reconstruction et le développement.

Et le débat se poursuivant encore, ledit débat est ajourné sur une motion de M. Low.

Comme il est passé onze heures p.m., exactement onze heures et six minutes, M. l'Orateur ajourne la Chambre, sans mettre la motion aux voix, en vertu de l'article 7 du Règlement, jusqu'à onze heures demain avant-midi.

No 68

JOURNAUX  
DE LA  
CHAMBRE DES COMMUNES  
DU CANADA

---

SÉANCE DU SAMEDI, 8 DÉCEMBRE 1945

---

*Onze heures de l'avant-midi.*

PRIÈRES.

M. Howe, membre du Conseil privé du Roi, dépose,—Réponse à un ordre de la Chambre en date du 14 novembre 1945,—Copie de toute correspondance, datée depuis le 15 juin 1943, échangée entre la *St. James-Winnipeg Airport Commission* et le gouvernement fédéral, ou l'un de ses ministères ou départements, concernant l'agrandissement de *Stevenson Field* et/ou l'élargissement de ses pistes d'envol; aussi, copie de tous documents, communications, mémoires, datés depuis le 15 juin 1943, que possède le gouvernement, ou l'un de ses ministères ou départements, concernant la question d'établir un autre tracé de l'embranchement de Souris du Chemin de fer Canadien du Pacifique afin de permettre l'agrandissement en direction du nord dudit *Stevenson Field* à Winnipeg.

Aussi,—Réponse à un ordre de la Chambre en date du 14 novembre 1943,—Copie de toute correspondance échangée, depuis mai 1944, entre la *St. James-Winnipeg Airport Commission* et les ministres et/ou ministères des Munitions et approvisionnements, de la Reconstruction et des Transports.

Et aussi,—Réponse à une adresse à Son Excellence l'Administrateur, en date du 14 novembre 1945,—Copie de tous contrats, accords, lettres et/ou autres documents tenant lieu de contrat échangés ou survenus, à toute date depuis le 27 mars 1944, entre la *Polymer Corporation Limited* et l'*Imperial Oil Limited*, et entre la *Polymer Corporation Limited* et la *St. Clair Processing Corporation Limited*.

Aussi, copie de tous les arrêtés en conseil relatifs à la *Polymer Corporation Limited* datés depuis le 31 décembre 1943.

M. Gibson, membre du Conseil privé du Roi, pour M. Gardiner, dépose,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 10 octobre 1945,—Copie de tous rapports, correspondance et autres documents que possède le ministère relative-

ment à la construction d'un réservoir à Wolverine Creek, Saskatchewan, sous le régime de la Loi sur le rétablissement agricole des Prairies, ainsi qu'un état faisant connaître a) qui a recommandé cette entreprise; b) le coût de l'enquête et des expériences faites avant la construction; c) le coût de la construction; d) le coût total; e) la quantité d'eau emmagasinée dans le réservoir; f) les expériences faites.

Et aussi,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 29 octobre 1945, —Etat montrant:—1. Quel a été le coût total, pour le gouvernement fédéral, du projet de bassin réservoir de Caron?

2. Quel a été le coût total, pour le gouvernement fédéral, du développement de la zone de saturation, qui fait partie de cette entreprise, et de l'établissement d'étendues de sable?

3. Pourquoi a-t-on eu recours à l'établissement d'étendues de sable de préférence à un système de galeries?

4. Quelle quantité d'eau a-t-on fait passer de la rivière au canal, et quel en est le pourcentage utilisé dans la zone de saturation, au cours de chaque année, depuis la mise en opération de cette entreprise?

5. Sans tenir compte des immobilisations de capital a) quel a été le coût annuel d'exploitation de ce projet, pour chaque année d'opération; et b) quel a été le coût, par 1,000 gallons, de l'eau distribuée dans la zone de saturation, pour chaque année, depuis la mise en opération de cette entreprise?

6. Quelle quantité d'eau la ville de Moose-Jaw est-elle autorisée à retirer, chaque année, de cette zone de saturation, avant que d'autres n'aient exercé leurs propres droits?

7. Au cours de quelque année que ce soit, la ville de Moose-Jaw a-t-elle pu retirer de la zone de saturation a) l'entière quantité d'eau à laquelle elle avait droit; b) une quantité d'eau suffisante pour répondre à ses besoins?

8. Les administrateurs de la Loi sur le rétablissement agricole des Prairies ont-ils retenu les services d'ingénieurs-conseils pour les renseigner sur le système de prise d'eau à la rivière?

9. Dans l'affirmative, de quelle société d'ingénieurs-conseils a-t-elle retenu les services?

10. Les administrateurs de la Loi sur le rétablissement agricole des Prairies ont-ils exécuté dans leur entier les recommandations de ladite société relativement à la prise d'eau à la rivière, avant de faire remise de l'entreprise à la ville en 1944?

11. Sinon, a) pourquoi n'a-t-on pas exécuté en entier ces recommandations? b) La ville a-t-elle été mise au courant, avant de prendre possession de l'entreprise, que ces recommandations n'avaient pas été exécutées dans leur totalité?

M. Martin, membre du Conseil privé du Roi, dépose,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 31 octobre 1945,—Etat montrant:—1. Combien de projecteurs de 16mm. et de 35mm., utilisés pour l'entraînement du service de guerre, le gouvernement avait-il en magasin le jour de la Victoire au Japon?

2. Quel est le nombre de ces projecteurs qui ont été déclarés de surplus?

3. Seront-ils mis à la disposition des établissements publics?

4. Dans l'affirmative, quand et suivant quel principe?

5. Quelle disposition prend-on à l'égard des bibliothèques des Services auxiliaires de guerre?

6. Mettra-t-on ces livres à la disposition des maisons d'enseignement ou écoles pour adultes et des autres organismes publics dispensant l'instruction?

7. Quelle est la valeur des machines-outils en magasin le jour de la Victoire au Japon et appartenant au gouvernement?

8. Quel est le nombre de ces machines-outils que l'on a déclaré de surplus?

9. Les établissements publics auront-ils la priorité d'achat de ce surplus?
10. Dans l'affirmative, comment les écoles doivent-elles s'y prendre pour obtenir ce matériel?
11. A-t-on vendu le H.M.C.S. *Assiniboine*? Dans l'affirmative, à qui et à quel prix?
12. Combien de chaloupes à moteur Fairmile ont été déclarées de surplus?
13. Quel a été le coût primitif de chaque chaloupe?
14. A qui chaque chaloupe a-t-elle été vendue?
15. Quel est, pour chacune, le prix de vente?

M. Mitchell, membre du Conseil privé du Roi, dépose sur la Table,—Copie d'un arrêté en conseil adopté en vertu des dispositions de la Loi sur l'assistance aux chômeurs et l'aide à l'agriculture, 1940, comme suit:

Arrêté en conseil C.P. 7171, approuvé le 4 décembre 1945: renouvellement d'un prêt au montant de \$3,610,000 à la province de la Colombie-Britannique, et acceptant en garantie un bon du trésor de ladite province portant intérêt au taux de 3 pour cent par année.

M. Gardiner, membre du Conseil privé du Roi, dépose,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 25 octobre 1945,—Etat montrant:—1. Dans les townships ou parties de townships dont le rendement est de  $4\frac{1}{8}$  boisseaux, combien compte-t-on d'agriculteurs qui, ayant bénéficié de l'assistance à l'agriculture des Prairies, avaient un rendement en blé a) de 8 boisseaux ou moins à l'acre, b) de plus de 8 boisseaux à l'acre?

2. Quel était le montant total de secours versé aux agriculteurs pour chacune des catégories précitées de rendement (a et b)?

3. Au cours de la campagne agricole de 1944-45, dans combien de townships ou de partie de townships, dont le rendement moyen final était de plus de 8 boisseaux à l'acre, et qui avaient été déclarés inaptes, les administrateurs de la Loi sur l'assistance à l'agriculture des Prairies ont-ils obtenu une statistique du rendement de la part de chacun des agriculteurs?

4. Dans les townships ou parties de townships mentionnés à la question trois, quel est le nombre d'agriculteurs dont le rendement a été de huit boisseaux ou moins à l'acre et qui n'ont pas reçu l'assistance à l'agriculture des Prairies?

5. De la récolte de 1939 à celle de 1944, combien d'agriculteurs ont obtenu du secours, sous le régime de la loi, pour le nombre de fois suivant: une fois, deux fois, trois fois, quatre fois et cinq fois?

6. De la récolte de 1939 à celle de 1944, combien de townships ou parties de townships ont été aptes à recevoir du secours pour le nombre de fois suivant: une fois, deux fois, trois fois, quatre fois et cinq fois?

M. Mackenzie propose,—Que la Chambre se forme en comité plénier, à sa prochaine séance, pour prendre en considération la résolution suivante:

Qu'il y a lieu de présenter une mesure, en conformité de la recommandation et du rapport du comité spécial des Affaires des anciens combattants, en vue de prescrire des allocations de réadaptation aux anciens combattants temporairement sans emploi, ou à leurs dépendants, et aux anciens combattants recevant une formation professionnelle ou éducative, et qui pourvoit aussi à l'application de la Loi de 1940 sur l'assurance-chômage au bénéfice des anciens combattants en créditant à la Caisse d'assurance-chômage, sur les deniers attribués par le Parlement, un montant égal à la contribution conjointe de l'employeur et de l'employé. La mesure stipule aussi que le gouverneur en conseil est autorisé à prendre telles mesures qui peuvent être nécessaires pour remédier à tout épuisement de la caisse en question attribuable au paiement de ces prestations.

M. Mackenzie, membre du Conseil privé du Roi, informe alors la Chambre que Son Excellence le Gouverneur général, ayant été mis au fait de ladite résolution, la recommande à la Chambre.

Résolu,—Que la Chambre se forme en comité plénier, à sa prochaine séance, pour prendre en considération ladite résolution.

La Chambre reprend alors le débat ajourné sur le projet de motion de M. Ilsley: Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme en comité plénier afin d'étudier un projet de résolution portant exécution des Accords en vue d'un Fonds monétaire international et d'une Banque internationale pour la reconstruction et le développement.

Après plus ample débat, ladite motion, mise aux voix, est agréée sur le vote suivant:

## POUR:

## Messieurs

Argue,	Fournier (Hull),	Lafontaine,	Mitchell,
Baker,	Fraser,	Langlois,	Moore,
Belzile,	Fulton,	Lapointe,	Mutch,
Bentley,	Gagnon,	Léger,	Nicholson,
Bertrand (Laurier),	Gardiner,	Little,	Reid,
Bertrand (Prescott),	Gariépy,	McCann,	Richard (Gloucester),
Black (Cumberland),	Gauthier	McCuaig,	Richard
Blair,	(Nipissing),	McCullough	(Ottawa-Est),
Blanchette,	Gibson (Comox-	(Assiniboia),	Robinson (Bruce),
Bowerman,	Alberni),	Macdonald	Ross (Souris),
Bracken,	Gibson (Hamilton-	(Brantford City),	St-Laurent,
Bradette,	Ouest),	Macdonald (Halifax),	Senn,
Bradshaw,	Gillis,	McDonald (Pontiac),	Sinclair (Ontario),
Brooks,	Gladstone,	McGarry,	Sinclair (Vancouver-
Brown,	Glen,	McIlraith,	Nord),
Bruce,	Golding,	MacInnis,	Sinnott,
Burton,	Gour (Russell),	McIvor,	Smith
Campbell,	Grant,	McKay,	(Calgary-Ouest),
Casselmann,	Green,	Mackenzie,	Smith (York-Nord),
Castleden,	Harkness,	MacKinnon,	Stanfield,
Chevrier,	Harris	MacLean,	Stephenson,
Clark,	(Grey-Bruce),	McLure,	Stuart (Charlotte),
Claxton,	Héon,	MacNicol,	Stirling,
Cloutier,	Herridge,	Maloney,	Strum, (Mme)
Coldwell,	Hodgson,	Manross,	Thatcher,
Croll,	Howe,	Marquis,	Townley-Smith,
Cruikshank,	Ilsley,	Martin,	Tremblay,
Dechêne,	Irvine,	Matthews (Brandon),	Tucker,
Dion (Lac Saint-Jean-	Isnor,	Matthews	Viau,
Roberval),	Jaenicke,	(Kootenay-Est),	Warren,
Douglas,	Jutras,	Mayhew,	Weir,
Emmerson,	Kirk,	Menary,	Whitman,
Farquhar,	Knight,	Merritt,	Wright—124.
Ferguson,	LaCroix,	Michaud,	

## CONTRE:

## Messieurs

Blackmore,	Hansell,	Johnston,	Quelch,
Church,	Hlynka,	Kuhl,	Shaw,
Fair,	Jaques,	Low,	Wylie—12.

La Chambre se forme en conséquence, en comité plénier pour l'étude de ladite résolution et après avoir rapporté le progrès accompli, le comité obtient l'autorisation d'en reprendre l'étude à la prochaine séance de la Chambre.

Un message est reçu du Sénat pour informer la Chambre que Leurs Honneurs ont passé le Bill No 92, Loi modifiant la Loi de 1939 sur les pénitenciers, sans autre amendement.

La Chambre se forme de nouveau en comité des Subsidés.

(En comité)

Les résolutions suivantes sont adoptées (*moins les montants déjà votés en subsides intérimaires*):

## AGRICULTURE

### SERVICE DE LA PRODUCTION

#### Santé des animaux—

16	Administration de la Loi des épizooties et de la Loi des viandes et conserves alimentaires . . . . .	\$1,924,443 00
17	Dédommagement pour les animaux abattus . . . . .	372,620 00
18	Bétail et volaille . . . . .	762,925 00
19	Produits végétaux—Contrôle des semences, nourritures des animaux, engrais, insecticides et fongicides, y compris une subvention de \$18,900 à l'Association canadienne des producteurs de semence . . . . .	601,294 00
20	Subventions aux foires et expositions, selon les montants mentionnés aux Détails des services . . . . .	62,690 00
21	Subventions à des sociétés agricoles, selon les montants mentionnés aux Détails des services . . . . .	33,500 00

### SERVICES DES MARCHÉS

22	Administration . . . . .	111,742 00
23	Economie agricole . . . . .	129,980 00
24	Produits laitiers . . . . .	401,719 00
25	Subventions aux entrepôts frigorifiques en vertu de la Loi des entrepôts frigorifiques, et subventions selon les montants mentionnés aux Détails des services . . . . .	338,477 00
26	Fruits, légumes, produits de l'érable et miel, y compris une subvention de \$5,000 au Conseil canadien d'horticulture . . . . .	567,000 00
27	Bétail et produits du bétail . . . . .	631,507 00

Résolutions à rapporter.

Rapport à recevoir, le comité des Subsidés devant siéger plus tard aujourd'hui.

Du consentement de la Chambre, M. McCann, pour M. Ilsley, présente les bills suivants, qui sont lus respectivement la première fois et dont la deuxième lecture est remise à la prochaine séance de la Chambre, à savoir:

Bill No 234, Loi modifiant la Loi de l'impôt de guerre sur le revenu.

Bill No 235, Loi modifiant la Loi de 1940 sur la taxation des surplus de bénéfiques.

Bill No 236, Loi modifiant la Loi fédérale sur les droits successoraux.

Bill No 237, Loi modifiant la Loi spéciale des revenus de guerre.

La Chambre se forme de nouveau en comité des Subsides.

(En comité)

Les résolutions suivantes sont adoptées (moins la proportion votée en subsides intérimaires) :

### AGRICULTURE

#### SERVICE DES MARCHÉS

28	Vente des produits agricoles, y compris les nominations temporaires qui peuvent être nécessaires, nonobstant les dispositions de la Loi du service civil, le montant affecté à cette fin ne devant pas excéder \$15,000 . . . . .	25,000 00
----	---	-----------

#### CRÉDITS SPÉCIAUX

29	Loi sur le rétablissement agricole des Prairies et l'emmagasinage de l'eau . . . . .	2,000,000 00
30	Loi sur l'assistance à l'Agriculture des Prairies . . . . .	250,000 00
31	Primes à la réduction des emblavures, frais d'administration s'y rattachant, et aide temporaire qui peut être requise, nonobstant toute disposition de la Loi du service civil . . . . .	600,000 00
32	Subventions pour encourager l'amélioration du fromage et des fromageries . . . . .	1,800,000 00
33	Aide pour le remplacement du matériel de fabrication des produits de l'érable . . . . .	200,000 00
34	Frais d'administration, Loi de 1944 sur le soutien des prix agricoles . . . . .	50,000 00
35	Projets spéciaux de recherches agricoles . . . . .	200,000 00

Résolutions à rapporter.

Rapport à recevoir, le comité des Subsides devant siéger de nouveau à la prochaine séance de la Chambre.

La Chambre s'ajourne alors à 10 heures 55 p.m., jusqu'à lundi prochain, à onze heures du matin.

No 69

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

---

SÉANCE DU LUNDI, 10 DÉCEMBRE 1945

---

*Onze heures de l'avant-midi.*

PRIÈRES.

Le bill suivant du Sénat est lu la première fois, à savoir:

Bill No 231 (P-7 du Sénat), intitulé: "Loi modifiant la Loi des compagnies fiduciaires".

M. Ilsley propose alors,—Que ledit bill soit maintenant lu la deuxième fois. Et ladite motion, mise aux voix, est agréée.

Du consentement de la Chambre, ledit bill est alors lu la deuxième fois et transmis pour étude au *comité permanent de la Banque et du commerce*.

Le bill suivant du Sénat est lu la première fois, à savoir:

Bill No 232 (F-7 du Sénat), intitulé: "Loi concernant la fabrication, l'inspection et la vente des produits de l'érable".

M. Gardiner propose alors,—Que ledit bill soit maintenant lu la deuxième fois.

Et ladite motion, mise aux voix, est agréée.

Du consentement de la Chambre, ledit bill est alors lu la deuxième fois, étudié en comité plénier, et après avoir rapporté le progrès accompli le comité obtient l'autorisation d'en reprendre l'étude à la prochaine séance de la Chambre.

Les questions suivantes qui figuraient au Feuilleton ont été changées en ordres de rapport, en vertu du paragraphe 4 de l'article 44 du Règlement, et les officiers compétents en ont été avertis, à savoir:

Par M. McCulloch (*Pictou*)—1. Avant le commencement de la guerre, en 1939, quel était le nombre moyen de tonnes transportées, chaque année sur les lignes des chemins de fer Nationaux du Canada a) entre Mulgrave et Truro, et b) entre Truro et Oxford Junction, en Nouvelle-Ecosse?

2. Au cours de la période de 1939 à 1944, quel était le nombre moyen de tonnes transportées sur les lignes des chemins de fer nationaux a) entre Mulgrave et Truro, et b) entre Truro et Oxford Junction, en Nouvelle-Ecosse?

3. Quelles dépenses estimatives d'après-guerre les chemins de fer nationaux feront-ils pour reconstruire la ligne entre Mulgrave et Truro, en Nouvelle-Ecosse?

Par M. McMaster—1. A-t-on versé des allocations, sous le régime de la Loi sur les allocations familiales, à quelques groupements chargés de l'entretien d'enfants, sociétés d'aide à l'enfance, organismes publics ou bénévoles de bienfaisance, pour le compte d'enfants confiés à leur direction?

2. Dans l'affirmative, a) à quels organismes, b) à l'égard de combien d'enfants, c) pour quel montant global, dans chaque province, jusqu'au 31 octobre 1945?

3. A-t-on posé des conditions à de tels versements? Si c'est le cas, quelles sont-elles et qui est chargé de l'application de ces conditions et de voir à leur observation?

Par M. Knight—1. Quel est le mode général de disposition des déchets de comestibles en provenance de camps militaires?

2. Comment dispose-t-on de ces déchets au camp de Dundurn, Saskatchewan?

3. Les autorités militaires de ce camp ont-elles un marché avec un certain Andrew Russell pour la vente de ces déchets?

4. S'il en est ainsi, ce contrat est-il encore en vigueur?

5. A-t-on mis fin à ce contrat? Si c'est le cas, pourquoi?

Par M. McCuaig—1. Quel était le coût de construction de l'entreprise d'irrigation d'Eastend, à Eastend, Saskatchewan?

2. Quelle étendue de terrains a-t-on achetée à propos de cette entreprise?

3. Quel prix, l'acre, a-t-on payé?

4. Quel a été, jusqu'à présent, le coût d'exploitation de cette entreprise?

Par M. McCuaig—1. Quel a été le coût total de construction du camp militaire à Maple Creek, Saskatchewan?

2. Combien d'hommes ont été postés à ce camp au cours de chaque année de 1941 à 1945?

3. Quel était, pour chacune de ces années, le coût total d'entretien et d'administration?

M. Black (*Cumberland*) propose, appuyé par M. Brooks,—Qu'une humble adresse soit présentée à Son Excellence le Gouverneur général pour obtenir copie de tous arrêtés en conseil, motivations juridiques, correspondance et autres documents que possèdent les ministères de la Défense nationale pour le service naval, de la Justice et du Solliciteur général relativement à l'enquête sur les demandes de dommages-intérêts à la suite de l'explosion au dépôt de poudre de la marine à Bedford Basin, Nouvelle-Ecosse, en juillet 1945. Aussi, état des réclamations présentées, des paiements recommandés, des réclamations rejetées et des dépenses totales de l'enquête.

Et ladite motion, mise aux voix, est rejetée sur le vote suivant:

POUR:

Messieurs

Adamson,  
Archibald,  
Barrett,  
Bentley,

Black (*Cumberland*),  
Black (*Yukon*),  
Blair,  
Boucher,

Bracken,  
Bradshaw,  
Brooks,  
Bruce,

Burton,  
Castleden,  
Coyle,  
Desmond,

Ferguson,  
Fleming,  
Fraser,  
Fulton,  
Gillis,  
Harkness,  
Hatfield,  
Hazen,

Hodgson,  
Homuth,  
Jackman,  
Lennard,  
Lockhart,  
McCuaig,  
McLure,

MacNicol,  
Manross,  
Menary,  
Merritt,  
Robinson (Bruce),  
Ross (St. Paul's),  
Senn,

Stephenson,  
Stirling,  
Townley-Smith,  
Webb,  
White (Middlesex-  
Est),  
Wright,  
Zaplitny—45.

## CONTRE:

## Messieurs

Argue,  
Baker,  
Belzile,  
Bertrand (Laurier),  
Blackmore,  
Blanchette,  
Bradette,  
Bridges,  
Brown,  
Campbell,  
Clark,  
Cleaver,  
Cloutier,  
Coldwell,  
Côté (Matapédia-  
Matane),  
Croll,  
Dechêne,  
Dion (Lac Saint-Jean-  
Roberval),  
Dionne (Beauce),  
Douglas,  
Emmerson,  
Fair,  
Farquhar,  
Fournier (Hull),  
Gagnon,  
Gardiner,  
Gariépy,

Gauthier  
(Nipissing),  
Gibson (Comox-  
Alberni),  
Gladstone,  
Glen,  
Golding,  
Grant,  
Hansell,  
Harris (Grey-Bruce),  
Herridge,  
Hlynka,  
Howe,  
Ilsley,  
Irvine,  
Jaenicke,  
Johnston,  
Jutras,  
Kirk,  
Knight,  
Kuhl,  
LaCroix,  
Lafontaine,  
Langlois,  
Lapointe,  
Léger,  
Little,  
Low,

McCann,  
McCubbin,  
McCulloch (Pictou),  
Macdonald  
(Brantford City),  
Macdonald (Halifax),  
McDonald (Pontiac),  
McGarry,  
McIlraith,  
MacInnis,  
McIvor,  
McKay,  
Mackenzie,  
MacKinnon,  
MacLean,  
MacNaught,  
Maloney,  
Marquis,  
Martin,  
Matthews (Brandon),  
Matthews  
(Kootenay-Est),  
Maybank,  
Michaud,  
Mitchell,  
Moore,  
Mutch,  
Nicholson,

Probe,  
Quelch,  
Raymond (Wright),  
Reid,  
Richard (Gloucester),  
Richard  
(Ottawa-Est),  
Rinfret,  
Robinson  
(Simcoe-Est),  
St-Laurent,  
Shaw,  
Sinclair (Ontario),  
Sinclair (Vancouver-  
Nord),  
Sinnott,  
Smith (York-Nord),  
Stewart (Winnipeg-  
Nord),  
Stuart (Charlotte),  
Strum, (Mme)  
Thatcher,  
Tremblay,  
Tucker,  
Viau,  
Warren,  
Weir,  
Winters,  
Wylie—104.

L'ordre suivant de la Chambre est émis aux officiers compétents:

Par M. Bruce—Ordre de la Chambre—Copie du contrat conclu entre *Chance Brothers* et la *Research Enterprises Limited* le 1er juin 1941, et copie de tous autres contrats conclus entre ces deux intéressés.

M. Martin, membre du Conseil privé du Roi, dépose,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 28 novembre 1945,—Etat montrant:—1. Quels sont les diplômés de l'Université d'Oxford a) au ministère des Finances, b) au ministère des Affaires extérieures?

2. Quel est l'emploi et le traitement de chacun d'entre eux?

M. Tucker, adjoint parlementaire du ministre des Affaires des anciens combattants, dépose,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 29 novembre 1945,—Etat montrant:—1. Combien de demandes d'octroi de crédit de réadaptation ont été présentées au Canada par les femmes appartenant aux forces armées?

2. Combien de demandes ont été accordées à des femmes non mariées?

3. Combien de demandes ont été refusées à des femmes non mariées?
4. Combien de demandes ont été octroyées à des femmes qui ont épousé des membres des forces armées ou des anciens combattants de cette guerre?
5. Combien de demandes ont été refusées à des femmes qui ont épousé des membres des forces armées ou des anciens combattants de cette guerre?
6. Combien de demandes de réadaptation ont été accordées à des femmes des services armés qui ont épousé des civils?
7. Combien de demandes de réadaptation ont été refusées à des femmes des services armés qui ont épousé des civils?
8. Combien de demandes de terres pour des fermes en Saskatchewan ont été inscrites de la part d'anciens combattants en vertu des dispositions de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants?
9. Combien de demandes ont été accordées?
10. Combien de demandes ont été rejetées?

M. McIlraith, adjoint parlementaire du ministre de la Reconstruction, dépose,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 22 novembre 1945,—Etat montrant:—1. Quand a été construit et aménagé le camp des prisonniers de guerre à Riding Mountain, Manitoba, et combien a-t-on construit de bâtiments dans les limites de ce camp et pour quelles fins?

2. Ces bâtiments étaient-ils pourvus d'une tuyauterie moderne, de lumières électriques et d'autres commodités électriques?

3. Quel a été le coût total de construction et d'aménagement dudit camp?

4. A-t-on vendu tout ou partie de ces bâtiments et fournitures? Dans l'affirmative, à quel prix et quel en a été l'acheteur?

5. A-t-on fait appel à des soumissions et leur a-t-on donné une réclame publique?

La Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier un projet de résolution destiné à mettre en force les accords conclus pour la création d'un fonds monétaire international et d'une banque internationale pour la reconstruction et le développement, et après avoir rapporté le progrès accompli, le comité obtient l'autorisation d'en reprendre l'étude à la prochaine séance de la Chambre.

A onze heures p.m., M. l'Orateur ajourne la Chambre sans mettre la motion aux voix, en vertu de l'article 7 du Règlement, jusqu'à onze heures de l'avant-midi, demain.

No 70

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

---

SÉANCE DU MARDI, 11 DÉCEMBRE 1945

---

*Onze heures de l'avant-midi.*

PRIÈRES.

M. Cleaver, du comité permanent de la Banque et du commerce, dépose le cinquième rapport dudit comité qui se lit comme suit:

Votre comité a étudié le bill suivant et a convenu de le rapporter avec modification.

Bill No 231 (P-7 du Sénat), intitulé: "Loi modifiant la Loi des compagnies fiduciaires".

M. Cleaver, du comité permanent de la Banque et du commerce, dépose le sixième rapport dudit comité, qui se lit comme suit:

Votre comité recommande qu'il soit autorisé à imprimer, au jour le jour, 500 exemplaires en anglais et 200 exemplaires en français, de ses procès-verbaux et témoignages et que soit suspendue à cet effet l'application de l'article 64 du Règlement.

Du consentement de la Chambre, sur motion de M. Cleaver, ledit rapport est agréé.

M. Martin, membre du Conseil privé du Roi, dépose,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 5 novembre 1945,—Etat montrant:—1. L'ordonnance No A-317 de la Commission des prix et du commerce en temps de guerre a-t-elle été rappelée? Dans l'affirmative, quand?

2. Depuis la date de ladite ordonnance, c'est-à-dire le 30 juillet 1942, quelle quantité d'articles faisant l'objet de cette ordonnance a été achetée par les différents départements du gouvernement?

3. Quel montant a-t-il été déboursé pour l'achat de ces articles?

4. De quelle manière a-t-on disposé de ces articles?

5. Reste-t-il une quantité de ces articles en approvisionnement? Dans l'affirmative, quelle quantité et quel usage entend-on en faire?

Et aussi,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 28 novembre 1945, —Etat montrant:—1. Le gouvernement a-t-il loué un immeuble, dans la ville de Guelph, de Joseph Wolfhan?

2. S'il en est ainsi, quelles étaient les conditions du bail?
3. L'immeuble a-t-il été utilisé pour des fins d'entrepotage?
4. Dans l'affirmative, qu'a-t-on entreposé dans cet immeuble?
5. L'édifice s'est-il écroulé?
6. Le cas échéant, les marchandises entreposées ont-elles été entièrement perdues?
7. Sinon, quelles marchandises ont été épargnées?

M. Mayhew, adjoint parlementaire du ministre des Finances, dépose sur la Table,—Rapport annuel de la Commission canadienne du prêt agricole pour l'année financière terminée le 31 mars 1945; y compris un précis de l'état du prêt aux pêcheurs.

Le Bill No 232 (F-7 du Sénat), intitulé: "Loi concernant la fabrication, l'inspection et la vente des produits de l'érable", est étudié de nouveau en comité plénier, rapporté sans amendement, lu la troisième fois et passé.

Les amendements apportés par le Sénat au Bill No 176, Loi modifiant la Loi de 1944 sur les indemnités de service de guerre, sont étudiés à tour de rôle et agréés.

La Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier un projet de résolution destiné à mettre en force les accords conclus pour la création d'un fonds monétaire international et d'une banque internationale pour la reconstruction et le développement.

(En comité)

La résolution suivante est adoptée:

*Résolu*,—Qu'il y a lieu de présenter une mesure pour accorder le pouvoir d'accepter, au nom du Canada, et d'exécuter les obligations du Canada sous le régime des statuts du Fonds monétaire international et de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement, élaborés par la Conférence monétaire et financière des Nations Unies, tenue à Bretton Woods en juillet 1944; pour autoriser le paiement des souscriptions exigées du Canada sur les deniers non attribués du Fonds du revenu consolidé pour un montant n'excédant pas sept cents millions de dollars; et pour autoriser l'emprunt, sous le régime des dispositions de la Loi du revenu consolidé et de la vérification, 1931, de sommes ne dépassant pas sept cents millions de dollars.

Résolution à rapporter.

Ladite résolution est rapportée, lue la deuxième fois, sur division, et agréée.

Du consentement de la Chambre, M. Ilsley présente alors le Bill No 238, Loi portant exécution des Accords en vue d'un fonds monétaire international et d'une banque internationale pour la reconstruction et le développement, qui est lu la première fois.

Du consentement de la Chambre, M. Ilsley propose,—Que ledit bill soit maintenant lu la deuxième fois.

Et ladite motion, mise aux voix, est agréée sur le vote suivant:

POUR:

Messieurs

Abbott,	Denis,	Knight,	Nicholson,
Adamson,	Desmond,	Lacombe,	Nixon,
Archibald,	Diefenbaker,	LaCroix,	Parent,
Argue,	Dion (Lac Saint-Jean- Roberval),	Lafontaine,	Pearkes,
Arsenault,	Dionne (Beauce),	Langlois,	Probe,
Aylesworth,	Dorion,	Lapalme,	Raymond (Wright),
Barrett,	Douglas,	Lapointe,	Reid,
Beaudoin,	Emmerson,	Laurendeau,	Richard (Ottawa-Est),
Belzile,	Farquhar,	Léger,	Rinfret,
Benidickson,	Ferguson,	Lennard,	Robinson (Bruce),
Bentley,	Fleming,	Lesage,	Robinson (Simcoe-Est),
Bertrand (Laurier),	Fournier (Hull),	Little,	Rose,
Bertrand (Prescott),	Fraser,	McCann,	Ross (Hamilton- Est),
Black (Châteauguay- Huntingdon),	Fulton,	McCuaig,	Ross (St. Paul's),
Black (Cumberland),	Gagnon,	McCubbin,	Ross (Souris),
Blair,	Gardiner,	McCulloch (Pictou),	St-Laurent,
Blanchette,	Gariépy,	McCullough (Assiniboia),	Senn,
Boivin,	Gauthier (Nipissing),	Macdonald (Brantford City),	Sinclair (Ontario),
Bonnier,	Gauthier (Portneuf),	Macdonald (Halifax),	Sinclair (Vancouver- Nord),
Boucher,	Gibson (Comox- Alberni),	McDonald (Pontiac),	Sinnott,
Bourget,	Gibson (Hamilton- Ouest),	Macdonnell (Muskoka-Ontario),	Smith (Calgary- Ouest),
Bowerman,	Gillis,	McGarry,	Smith (York-Nord),
Bracken,	Gladstone,	McIlraith,	Stephenson,
Bradette,	Glen,	McIvor,	Stewart (Winnipeg- Nord),
Bradshaw,	Golding,	Mackenzie,	Stuart (Charlotte),
Breithaupt,	Gour (Russell),	MacKinnon,	Stirling,
Bridges,	Gourd (Chapleau),	MacLean,	Strum (Mme)
Brooks,	Grant,	McLure,	Thatcher,
Brown,	Green,	McMaster,	Townley-Smith,
Bruce,	Hackett,	MacNaught,	Tremblay,
Bryce,	Harkness,	MacNicol,	Tucker,
Burton,	Harris (Grey-Bruce),	Maloney,	Viau,
Campbell,	Healy,	Manross,	Warren,
Case,	Henderson,	Marquis,	Webb,
Casselman,	Herridge,	Martin,	Weir,
Castleden,	Hodgson,	Matthews (Brandon),	White (Hastings- Peterborough),
Charlton,	Homuth,	Matthews (Kootenay-Est),	White (Middlesex- Est),
Chevrier,	Howe,	Mayhew,	Whitman,
Cleaver,	Ilsey,	Menary,	Wright,
Cloutier,	Irvine,	Merritt,	Zaplitny—177.
Cockeram,	Isnor,	Michaud,	
Coldwell,	Jackman,	Mitchell,	
Côté (Matapédia- Matane),	Jaenicke,	Moore,	
Côté (Verdun),	Jean,	Mullins,	
Croll,	Jutras,	Mutch,	
Daniel,			
Dechêne,			

CONTRE:

Messieurs

Ashby,	Hansell,	Johnston,	Quelch,
Blackmore,	Hlynka,	Kuhl,	Shaw,
Fair,	Jagues,	Low,	Wylie—12.

Ledit bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et transmis pour étude au comité permanent de la Banque et du commerce.

Le Bill No 218, Loi ayant pour objet d'autoriser le ministre des Finances, avec l'assentiment du Gouverneur en conseil, à conclure avec la province d'Alberta un accord modifiant celui qui a été fait entre ladite province sous l'autorité de la Loi de 1942 sur les accords fiscaux entre le Dominion et les provinces, est lu la deuxième fois, étudié en comité plénier, rapporté sans amendement, lu la troisième fois et passé.

A l'appel de l'ordre pour que la Chambre se forme en comité plénier afin d'étudier un projet de résolution destiné à modifier la Loi nationale de 1944 sur l'habitation;

M. Ilsley propose,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Après discussion, ladite motion, mise aux voix, est agréée.

La Chambre se forme, en conséquence, en comité plénier pour étudier ledit projet de résolution.

(En comité)

La résolution suivante est adoptée:

*Résolu*,—Qu'il y a lieu de présenter une mesure destinée à modifier la Loi nationale de 1944 sur l'habitation et, plus particulièrement, à augmenter les crédits alloués pour les prêts et les garanties, sous le régime de la Partie II de la loi, afin de payer, à même les deniers non attribués du Fonds du revenu consolidé, dans le cas des prêts et des pertes résultant de ces prêts une somme globale ne dépassant pas cent cinquante millions de dollars, et, dans le cas des garanties, jusqu'à concurrence d'un principal au montant global de cent vingt millions de dollars sur les placements garantis.

Que, sous le régime de ladite mesure, les dépenses, faites en vertu des dispositions de la partie V de la Loi, ou pour leur exécution, peuvent être payées à même le Fonds du revenu consolidé jusqu'à concurrence d'un montant ne dépassant pas, dans son ensemble, la somme de cinq millions de dollars.

Résolution à rapporter.

Ladite résolution est rapportée, lue la deuxième fois et agréée.

Du consentement de la Chambre, M. Ilsley présente alors le Bill No 239, Loi modifiant la Loi nationale de 1944 sur l'habitation, qui est lu la première fois et dont la deuxième lecture est remise à la prochaine séance de la Chambre.

La Chambre se forme en comité plénier pour étudier un projet de résolution destiné à prescrire des allocations de réadaptation pour les anciens combattants.

(En comité)

La résolution suivante est adoptée:

*Résolu*,—Qu'il y a lieu de présenter une mesure, en conformité de la recommandation et du rapport du comité spécial des Affaires des anciens combattants, en vue de prescrire des allocations de réadaptation aux anciens combattants temporairement sans emploi, ou à leurs dépendants, et aux anciens combattants

recevant une formation professionnelle ou éducative, et qui pourvoit aussi à l'application de la Loi de 1940 sur l'assurance-chômage au bénéfice des anciens combattants en créditant à la Caisse d'assurance-chômage, sur les deniers attribués par le Parlement, un montant égal à la contribution conjointe de l'employeur et de l'employé. La mesure stipule aussi que le gouverneur en conseil est autorisé à prendre telles mesures qui peuvent être nécessaires pour remédier à tout épuisement de la caisse en question attribuable au paiement de ces prestations.

Résolution à rapporter.

Ladite résolution est rapportée, lue la deuxième fois et agréée.

Du consentement de la Chambre, M. Mackenzie présente alors le Bill No 240, Loi établissant des allocations de réadaptation pour les anciens combattants, qui est lu la première fois.

Du consentement de la Chambre, M. Mackenzie propose alors,—Que ledit bill soit maintenant lu la deuxième fois.

Et ladite motion, mise aux voix, est agréée.

En conséquence, ledit bill est lu la deuxième fois, étudié en comité plénier, rapporté sans modification, lu la troisième fois et passé.

Le bill No 233, Loi modifiant la Loi de 1942 sur les terres destinées aux anciens combattants, est lu la deuxième fois, étudié en comité plénier, rapporté sans amendement, lu la troisième fois et passé.

Du consentement de la Chambre, M. Bradette, du comité permanent des Affaires extérieures, présente le troisième et dernier rapport dudit comité, qui se lit comme suit:

Etude a été faite d'une motion de renvoi en date du 16 novembre 1945 et portant:

Que l'on transmette au *comité permanent des Affaires extérieures* l'étude du traité pour l'extradition des malfaiteurs entre le Canada et les Etats-Unis d'Amérique, signé à Washington, le 29 avril 1942, et le Protocole y annexé, signé à Ottawa, le 3 octobre 1945.

Neuf séances du comité ont été consacrées à l'étude de cette motion de renvoi.

M. J. E. Read, conseiller juridique du ministère des Affaires extérieures, a été entendu, de même que l'hon. R. L. Maitland, procureur général de la Colombie-Britannique.

Des représentations ont aussi été faites par les avocats de diverses Bourses, le *Montreal Curb Market*, la *Toronto Board of Trade*, la *Prospectors and Developers Association of Canada*, l'*Ontario Security Dealers Association*, et d'autres intéressés.

Des lettres, dépêches et mémoires désapprouvant la forme actuelle du Traité et du Protocole ont été reçus, et ont été soit publiés dans les procès-verbaux et témoignages, soit classés.

Votre comité n'en est pas moins d'avis que le gouvernement devrait étudier l'opportunité d'une clarification de la Loi d'extradition en général, et plus particulièrement à l'égard des paragraphes 26, 31 et 32 de l'article III, de l'article 9 et de l'article XII du Traité, ainsi que l'article I du Protocole, en conformité des témoignages entendus au comité.

Votre comité recommande en outre que le Traité et le Protocole y attaché soient étudiés de nouveau.

Sont joints au présent rapport un exemplaire de tous les procès-verbaux et témoignages recueillis durant la session de 1945 par le comité, de même que les textes et documents déposés au comité à l'égard de deux résolutions proposées (adoption des conventions Nos 32 et 63—Organisation internationale du Travail—Genève) et le Traité d'extradition avec le Protocole.

(Pour copie des témoignages, etc., consulter l'appendice No 3 des Journaux.)

Un message est reçu du Sénat pour informer la Chambre que Leurs Honneurs ont passé les bills suivants qu'ils soumettent au bon plaisir de la Chambre, à savoir:

Bill No 241 (P-8 du Sénat), intitulé: "Loi modifiant la Loi des compagnies d'assurance canadiennes et britanniques, 1932".

Bill No 242 (Q-8 du Sénat), intitulé: "Loi modifiant la Loi des compagnies d'assurance étrangères, 1932".

Aussi,—Un message informant la Chambre que le Sénat a agréé, sans autre modification, les amendements apportés par la Chambre des communes aux bills suivants, à savoir:

Bill No 28 (F du Sénat), intitulé: "Loi concernant la compagnie de chemin de fer, d'éclairage et de force motrice de Québec".

Bill No 158 (V-2 du Sénat), intitulé: "Loi constituant en corporation la Compagnie de Fiducie du Canada".

Et aussi,—Un message pour informer la Chambre que le Sénat a passé le bill No 173, Loi concernant le ministère de la Reconstruction et des approvisionnements avec les amendements suivants:

1. Page 4, lignes 39 à 42 inclusivement.—A la sous-clause (2) de la clause 9, substituer la suivante:

(2) Partout où apparaît l'expression "projets de défense" dans la *Loi sur le ministère des Munitions et approvisionnements* ou dans une ordonnance ou règlement établi sous son autorité le mot "projets" doit y être substitué."

2. Page 5, ligne 9.—Après le chiffre 11, insérer (1).

3. Page 7, lignes 22 à 33 inclusivement.—A la sous-clause (5) de la clause 13, substituer la suivante:

(5) Nonobstant toute disposition du présent article, le revenu brut provenant de quelque entreprise, autre que l'exécution de contrats d'approvisionnement à laquelle se livre une personne durant toute période désignée par le Ministre pour les fins du paragraphe quatre du présent article, n'est pas censé supérieur au revenu brut de l'entreprise exercée par ladite personne pendant la dernière période de même durée comprise dans sa période normale telle que définie par la *Loi de 1940 sur la Taxation des surplus de bénéfices*, ou désignée en vertu de cette dernière; Toutefois, le ministre ou la cour de l'Echiquier, peut, sur appel, en déterminer autrement.

4. Page 7, ligne 43.—Ajouter ce qui suit comme nouvelles sous-clause (2) et (3) de la clause 11.

(2) Est abrogé le paragraphe sept de l'article treize de la *Loi sur le ministère des Munitions et approvisionnements*, tel qu'édicte par l'article sept du chapitre huit des Statuts de 1943-44, et le suivant lui est substitué:

(7) Sur production de l'avis d'appel, la cour de l'Echiquier doit, à la demande du Ministre ou de l'appelant, donner des instructions concernant la disposition de l'appel et, lors de l'audition de cet appel, elle a juridiction pour reviser toute instruction ou décision du Ministre sous l'autorité du présent article, et elle peut confirmer l'ordre ou l'instruction du Ministre ou la modifier selon qu'il lui semblera juste, et la décision de la Cour est définitive et péremptoire.

(3) L'article treize de la *Loi du ministère des Munitions et approvisionnements*, tel qu'édicte par l'article sept du chapitre huit des Statuts de 1943-44, est amendée par l'addition du paragraphe suivant audit article:

(11) (a) Les dispositions du paragraphe trois et de l'alinéa (a) du paragraphe quatre du présent article ne s'appliquent pas à un contrat d'approvisionnement conclu après le deuxième jour de septembre 1945.

(b) Les dispositions de l'alinéa (b) du paragraphe quatre du présent article ne s'appliquent pas à l'exécution de contrats d'approvisionnement par quelque personne durant toute période au delà de la fin de l'année financière de cette personne comprenant le deuxième jour de septembre 1945.

5. *Page 8, lignes 10 à 26 inclusivement.*—Au paragraphe (3), substituer le suivant:

- (3) (a) Un investigateur est revêtu de tous les pouvoirs conférés aux commissaires par les articles quatre et cinq de la *Loi des enquêtes* ou qui peuvent être conférés aux commissaires en vertu du paragraphe premier de l'article onze de ladite loi.
- (b) Un investigateur peut permettre, à toute personne dont la conduite est examinée sous l'autorité de la présente loi, et doit permettre à toute personne contre laquelle une plainte est déposée au cours d'une telle enquête, de se faire représenter par un avocat-conseil.
- (c) Aucun rapport ne sera déposé contre une personne avant qu'un avis raisonnable lui ait été donné des faits dont on l'accuse, ni avant qu'elle ait eu entière liberté de se faire entendre elle-même ou par avocat-conseil.
- (d) Un investigateur peut, par écrit, avec l'approbation d'un juge de la cour de l'Echiquier du Canada ou de la cour Suprême, d'une cour Supérieure ou d'une cour de Comté d'une province, laquelle approbation un tel juge est par la présente loi autorisé à accorder sur demande *ex parte* de l'enquêteur, autoriser un officier ou un constable de la Royale Gendarmerie à cheval du Canada, ou tout officier ou agent de police, ou une autre personne employée à la préservation et au maintien de la paix publique, ainsi que toute autre personne nommée dans ledit document, à pénétrer et perquisitionner, au besoin par la force, dans tout immeuble, local ou endroit, pour y trouver des livres, registres, documents ou choses pouvant contenir ou fournir des renseignements requis au fins de l'enquête, et à saisir tous livres, registres, documents ou choses et à les transporter chez l'investigateur ou chez telle autre personne que l'investigateur peut désigner, pour y être gardés à la discrétion de l'investigateur aux fins de l'enquête.

6. Page 8, ligne 26.—Ajouter ce qui suit comme sous-clause (3) de la clause 12:

(3) L'article vingt-deux de la *Loi du ministère des Munitions et approvisionnements*, tel qu'édicte par l'article onze du chapitre huit des Statuts de 1943-44, est modifié par l'addition du paragraphe suivant audit article:

(7) Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas à l'égard d'un contrat d'approvisionnement conclu après le deuxième jour de septembre 1945.

A l'appel de l'ordre pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des Subsidés;

M. Mackenzie propose,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Et ladite motion, mise aux voix, est agréée.

La Chambre, en conséquence, se forme de nouveau en comité des Subsidés.

(En comité)

Les résolutions suivantes sont adoptées (*moins les sommes votées en subsidés intérimaires*):

#### COMMERCE

330	Administration . . . . .	\$ 167,000 00
331	Service des renseignements commerciaux . . . . .	1,156,465 00
332	Services d'inspection de l'électricité et du gaz, y compris l'application de la Loi d'exportation de l'électricité et des fluides . . . . .	279,025 00
333	Bureau des tarifs étrangers . . . . .	26,830 00
334	Loi du poinçonnage des métaux précieux . . . . .	12,749 00
335	Publicité et annonce au Canada et à l'étranger . . . . .	152,140 00
336	Service d'inspection des poids et mesures . . . . .	430,343 00
337	Expositions . . . . .	91,622 00
	Bureau fédéral de la statistique—	
338	Administration . . . . .	111,635 00
339	Statistiques, y compris une contribution de \$2,530 à l'Institut statistique interaméricain . . . . .	1,608,600 00
340	Recensement démographique . . . . .	371,700 00
	Division du blé et des céréales	
341	Administration . . . . .	9,205 00
	SUBVENTIONS AUX PAQUEBOTS-POSTE ET AUX NAVIRES	
342	Administration . . . . .	14,243 00
	Océan Atlantique	
343	Service entre le Canada et l'Afrique du Sud . . . . .	100,000 00

*Services locaux de l'Ouest*

344	}	Service entre Prince-Rupert (C.-B.) et les îles de la Reine-Charlotte. . . . .	22,000 00
		Service entre Vancouver et les ports du nord de la Colombie-Britannique. . . . .	15,000 00
		Service entre Victoria, Vancouver, les ports d'escale et Skagway . . . . .	10,000 00
		Service entre Victoria et la côte ouest de l'île Vancouver. . . . .	10,000 00

*Services locaux de l'Est*

345	}	Service entre Baddeck et Iona. . . . .	12,000 00
		Service d'hiver entre Chester et l'île Tancook. . . . .	2,400 00
		Service entre Grand-Manan et la terre ferme. . . . .	33,000 00
		Service entre Halifax, Canso et Guysboro. . . . .	10,000 00
		Service entre Halifax, la Have et les ports de la rivière la Have	3,000 00
		Service entre Halifax, Sherbrooke, Spry Bay et Tor Bay. . . . .	6,500 00
		Service entre Halifax, Cap-Breton-Sud et les ports du lac Bras d'Or et la baie St-Laurent. . . . .	7,500 00
		Service entre Halifax et les ports du littoral occidental du Cap-Breton . . . . .	6,000 00
		Service entre l'île aux Coudres et les Eboulements. . . . .	3,500 00
		Service entre Mulgrave et Arichat. . . . .	25,000 00
		Service entre Mulgrave et Canso. . . . .	37,000 00
		Service entre Mulgrave et Guysboro, avec escales aux ports intermédiaires. . . . .	14,000 00
		Service d'hiver entre la Malbaie et la rive nord. . . . .	50,000 00
		Service entre Owen-Sound et les ports de l'île Manitoulin et de la Baie Georgienne. . . . .	35,000 00
		Service entre l'île Pelée et la terre ferme . . . . .	11,000 00
		Service entre Pictou, Mulgrave et Chéticamp. . . . .	11,000 00
		Service entre Pictou, Souris et les îles de la Madeleine. . . . .	60,000 00
		Service entre Prescott, Ontario, et Ogdensburg, New-York	11,640 00
		Service entre l'île du Prince-Edouard et Terre-Neuve. . . . .	17,500 00
		Service entre l'île du Prince-Edouard et la Nouvelle-Ecosse	7,000 00
		Service entre Québec, Natashquan et Harrington. . . . .	127,500 00
		Service entre Québec ou Montréal et Gaspé et les ports d'escale. . . . .	90,000 00
		Service entre Rimouski et Matane et endroits sur la côte nord du St-Laurent . . . . .	75,000 00
		Service entre Rivière-du-Loup et St-Siméon et/ou Tadoussac	21,000 00
		Service entre St-Jean et les ports du bassin des Mines. . . . .	5,000 00
		Service entre St-Jean, Westport et Yarmouth et autres ports d'escale. . . . .	13,500 00
		Service entre Sydney et la baie St-Laurent, avec escale aux ports intermédiaires. . . . .	25,000 00
Service entre Sydney et les ports du lac Bras d'Or et du littoral occidental du Cap-Breton, et l'île du Prince-Edouard	22,500 00		
Service entre Sydney et Whycomagh avec escale aux ports intermédiaires. . . . .	18,000 00		

## LOI DES GRAINS DU CANADA

346	Administration. . . . .	101,834 00
347	Fonctionnement et entretien, y compris l'inspection, le pesage, l'enregistrement, etc. . . . .	1,820,047 00
348	Elévateurs de l'Etat, y compris l'outillage. . . . .	429,991 00

## SERVICES NATIONAUX DE GUERRE

(Crédits autres que les crédits de guerre)

229 Service de l'Office canadien du Tourisme. . . . . 77,950 00

Résolutions à rapporter.

Rapport à recevoir, le comité des Subsidés devant siéger de nouveau à la prochaine séance de la Chambre.

Comme il est passé onze heures p.m., exactement onze heures et cinq minutes, M. l'Orateur ajourne la Chambre, sans mettre la motion aux voix, en vertu de l'article 7 du Règlement, jusqu'à onze heures demain avant-midi.

No 71

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

---

SÉANCE DU MERCREDI, 12 DÉCEMBRE 1945

---

*Onze heures de l'avant-midi.*

**PRIÈRES.**

M. St-Laurent, membre du Conseil privé du Roi, dépose,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 11 octobre 1945,—Etat montrant:—1. Le ministère de la Justice a-t-il reçu quelques pétitions demandant le désaveu de quelques lois adoptées par l'Assemblée législative de la Saskatchewan au cours des périodes d'administration du régime libéral dans cette province?

2. Le cas échéant, quelles étaient les mesures en question?

3. Le gouvernement libéral de la Saskatchewan a-t-il été averti par l'autorité fédérale de la réception et des demandes de quelques-unes de ces pétitions?

4. L'un ou l'autre pétitionnaire a-t-il demandé la permission de présenter une plaidoirie orale supplémentaire?

5. S'est-on rendu à quelqu'une de ces demandes?

6. Quelle mesure l'autorité fédérale a-t-elle adoptée à l'égard de ces pétitions, le cas échéant?

M. Martin, membre du Conseil privé du Roi, dépose,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 3 décembre 1945,—Etat montrant:—1. Quelles ont été les sommes totales dépensées à l'égard des Japonais au Canada, depuis Pearl Harbour jusqu'à présent?

2. Quel est le montant total inscrit au crédit des Japonais au Canada et provenant de la vente de leurs biens?

3. Combien de Japonais auront une part dans la distribution de cet argent?

M. Mackenzie King, membre du Conseil privé du Roi, dépose sur la Table, —Copie des propositions pour le développement du commerce mondial et de l'embauchage, communiquées par le gouvernement des Etats-Unis, suivies du texte de l'accord financier entre le Royaume-Uni et les Etats-Unis, signé à Washington, le 6 décembre 1945, et autres documents connexes.—Série des conférences. No 3, 1945.

Les questions suivantes qui figuraient au Feuilleton ont été changées en ordres de rapport, en vertu du paragraphe 4 de l'article 44 du Règlement, et les officiers compétents en ont été avertis, à savoir:

Par M. MacInnis—1. Combien de certificats de naturalisation ont été révoqués au cours de la période du 10 septembre 1939 au 15 août 1945?

2. Quelle était la nationalité des personnes dont on a révoqué les certificats de naturalisation?

3. A-t-on pris quelque mesure pour renvoyer ces personnes à leur pays natal?

4. Dans l'affirmative, combien de ces personnes sont destinées à être rapatriées et quelle en est la nationalité dans chaque cas?

M. Martin, membre du Conseil privé du Roi, dépose immédiatement la réponse à l'ordre ci-haut mentionné.

Par M. Pouliot—1. Les marins de la marine marchande ont-ils une préférence au service civil?

2. Dans l'affirmative, depuis quand et quelle est-elle?

M. Martin, membre du Conseil privé du Roi, dépose immédiatement la réponse à l'ordre ci-haut mentionné.

Les ordres suivants de la Chambre sont transmis aux officiers compétents:

Par M. Burton—Ordre de la Chambre—Copie de toute correspondance, requêtes de vente, demandes et tous autres documents, que possèdent le Secrétariat d'Etat, le Séquestre des biens ennemis et la Commission d'établissement de soldats, et reçus depuis le commencement de la guerre jusqu'à présent, relativement à la vente de la terre N.O. ¼, section 2, township 41, concession 24, O-2ème, dans la province de la Saskatchewan.

M. Martin, membre du Conseil privé du Roi, dépose immédiatement la réponse à l'ordre précité.

Par M. Castleden—Ordre de la Chambre—Copie des témoignages entendus à l'enquête publique sur les prétendues irrégularités au bureau de scrutin No 50 dans le district électoral de Melville au cours de l'élection générale de 1945.

A l'appel de l'ordre pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des Subsidés;

M. Mackenzie propose,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Et ladite motion, mise aux voix, est agréée.

La Chambre, en conséquence, se forme de nouveau en comité des Subsidés.

(En comité)

Les résolutions suivantes sont adoptées (*moins les sommes votées en subsides intérimaires*).

## MINES ET RESSOURCES

### DIVISION DES TERRES ET FORÊTS

137	Administration . . . . .	\$ 20,000 00
	Gouvernement des territoires du Nord-Ouest:	
138	Administration générale, exploitation, entretien et amélioration des services, y compris le parc du Bison des bois . . . . .	379,685 00
139	Expédition dans l'Arctique oriental . . . . .	75,000 00

Gouvernement du territoire du Yukon:		
140	Administration . . . . .	73,500 00
Service fédéral de sylviculture:		
141	Services scientifiques, économiques et administratifs généraux . . . . .	139,895 00
142	Stations d'expérimentation sylvicole . . . . .	121,415 00
143	Laboratoires des produits forestiers. . . . .	175,400 00
144	Subvention à l'Association forestière du Canada. . . . .	1,620 00
Enregistrement des terres—		
145	Enregistrement des terres, collection de semences, administration des terrains militaires et de l'amirauté et des terres publiques. . . . .	55,390 00
Bureau des parcs nationaux—		
146	Service des parcs nationaux et des sites historiques. . . . .	1,050,000 00
147	Application de la Loi de la convention concernant les oiseaux migrateurs. . . . .	50,750 00
148	Préservation des forêts et du gibier. . . . .	40,000 00
149	Allocation à la Jack Miner Migratory Bird Foundation (ci-devant accordée comme allocation à John Thomas (Jack Miner). . . . .	2,500 00
DIVISION DES LEVÉS ET DU GÉNIE		
150	Administration. . . . .	23,245 00
151	Observatoire fédéral, d'Ottawa. . . . .	103,105 00
152	Observatoire astrophysique fédéral de Victoria, C.-B. . . . .	24,552 00
153	Bureau fédéral des forces hydrauliques, y compris l'application des lois fédérales concernant les forces hydrauliques et l'irrigation des terres. . . . .	251,000 00
154	Commission de contrôle du lac des Bois. . . . .	8,950 00
155	Pour subvenir aux dépenses effectuées sous le régime de l'entente intervenue entre le Dominion et les provinces d'Ontario et du Manitoba et confirmée par la Loi de conservation du lac Seul, 1928, ces dépenses devant être remboursées en grande partie. . . . .	20,650 00
156	Pour acquérir des servitudes d'écoulement et désintéresser les propriétaires de terres riveraines en Ontario, en aval des décharges du Lac des Bois, lésés par les règlements émis en vertu de la Loi de la Commission de contrôle du Lac des Bois (à voter de nouveau). . . . .	500 00
157	Service du génie et de la construction. . . . .	99,100 00
158	Service géodésique. . . . .	146,610 00
159	Compensation à la Commission du chemin de fer Témiscamingue-Ontario-Nord relativement à sa réclamation pour blessure à John Hedin. . . . .	240 00
160	Commission des frontières internationales. . . . .	38,785 00
Service hydrographique et cartographie—		
161	Service hydrographique. . . . .	407,285 00
162	Arpentage et service cartographique, y compris une subvention de \$350 pour aider à l'impression de la publication de l'Institut canadien des arpenteurs. . . . .	290,082 00

163 Somme nécessaire pour défrayer les honoraires du jury d'examen des A.T.F., du secrétaire et des sous-examineurs, ainsi que pour les frais de déplacement, la papeterie, les impressions, le loyer, etc., (les honoraires de M.M. F. H. Peters, J. E. R. Ross, et Harry Parry, membres du jury, et de A. W. W. Cole, secrétaire, seront acquittés à même cette somme) . . . . .	950 00
--	--------

## DIVISION DES AFFAIRES INDIENNES

164 Administration . . . . .	63,070 00
------------------------------	-----------

Résolutions à rapporter.

Rapport à recevoir, le comité des Subsidés devant siéger plus tard aujourd'hui.

Le Bill No 237, Loi modifiant la Loi spéciale des revenus de guerre, est lu la deuxième fois, étudié en comité plénier, rapporté sans amendement, lu la troisième fois et passé.

Le Bill No 235, Loi modifiant la Loi de 1940 sur la taxation des surplus de bénéfices, est lu la deuxième fois, étudié en comité plénier, rapporté sans amendement, lu la troisième fois et passé.

Le Bill No 236, Loi modifiant la Loi fédérale sur les droits successoraux, est lu la deuxième fois, étudié en comité plénier, rapporté sans amendement, lu la troisième fois et passé.

Un message est reçu du Sénat pour informer la Chambre que Leurs Honneurs ont passé le bill suivant:

Bill No 172, Loi octroyant à Sa Majesté de l'aide pour la défense nationale et la démobilisation.

Et aussi,—Un message pour informer la Chambre que le Sénat a passé le bill suivant sans amendement:

Bill No 217, Loi modifiant la Loi d'assurance des crédits à l'exportation.

A onze heures p.m., M. l'Orateur ajourne la Chambre sans mettre la motion aux voix, en vertu de l'article 7 du Règlement, jusqu'à onze heures de l'avant-midi, demain.

No 72

JOURNAUX  
DE LA  
CHAMBRE DES COMMUNES  
DU CANADA

---

SÉANCE DU JEUDI, 13 DÉCEMBRE 1945

---

*Onze heures de l'avant-midi.*

PRIÈRES.

M. Tucker, du comité spécial des Affaires des anciens combattants, dépose le septième rapport dudit comité, qui se lit comme suit:

Votre Comité avait reçu instruction:

1. De faire l'étude de toute la législation adoptée depuis le commencement de la guerre avec le Reich allemand, relative aux pensions, au traitement médical et au rétablissement des anciens membres des forces armées de Sa Majesté et d'autres personnes qui se sont livrées à des occupations se rattachant étroitement à la guerre;
2. D'élaborer et de présenter une ou plusieurs mesures propres à éclaircir, modifier ou compléter la législation précitée.

Dès le début, il était évident que le temps manquerait pour étudier, pendant la présente session, tous les problèmes que pose la réadaptation des anciens combattants. Seules, par conséquent, quelques-unes des questions les plus urgentes pouvaient être débattues. Il fut décidé de donner la préférence à la modification de la Loi de 1944 sur les indemnités de service de guerre et de la Loi de 1942 sur les terres destinées aux anciens combattants, et à la législation destinée à codifier et amender les arrêtés en conseil visant la formation professionnelle et universitaire, ainsi que les prestations de chômage et autres. Il a été fait rapport à la Chambre d'avants-projets de loi renfermant les recommandations du Comité à cet égard, et d'autres recommandations, auxquelles il a été depuis donné suite par arrêté en conseil, ont été soumises au Gouvernement en vue d'admettre à tous les avantages acquis aux anciens combattants les infirmières canadiennes ayant servi avec l'armée sud-africaine, et en vue d'assurer les prestations de pension aux Canadiens anciens membres des forces armées de nations du Commonwealth britannique autres que le Royaume-Uni, et des armées alliées. Le Comité a tenu 36 séances et

entendu 59 témoins, parmi lesquels des représentants de la Légion canadienne de la British Empire Service League, du Conseil national des associations canadiennes d'anciens combattants, des officiers supérieurs des trois armes du service, et des hauts fonctionnaires du ministère des Affaires des anciens combattants et du ministère du Travail. Le Comité a été saisi de nombreux mémoires traitant de sujets divers.

Le temps a manqué au Comité pour étudier la Loi d'établissement de soldats, la Loi des pensions, la Loi des allocations aux anciens combattants, les règlements relatifs au traitement médical, les effets de la libération pour mauvaise conduite, sauf en ce qui concerne le paiement des gratifications et des crédits de réadaptation, la préférence accordée, dans le service civil, aux anciens combattants, ou l'octroi de prestations aux personnes affectées à des services connexes, telles que pompiers, membres des détachements d'aides volontaires, surveillants des services auxiliaires ou anciens marins de la marine marchande et le reste. Le Comité n'a pas eu le temps non plus de tirer des conclusions à l'égard de plusieurs des propositions formulées et discutées. En certains cas, les autorités des ministères intéressés ont été priées de faire une étude approfondie des questions en jeu et d'être prêtes à faire rapport de leurs constatations à la prochaine session.

En conséquence, votre Comité recommande que dès que le Parlement se réunira de nouveau, un comité spécial des affaires des anciens combattants soit constitué et muni de pouvoirs analogues à ceux qui ont été conférés lors de la présente session, et que, dans la mesure du possible, ce comité se compose des mêmes membres.

Votre Comité se rend compte que la somme de travail qui reste encore à accomplir par un comité des anciens combattants est immense et que ce comité éprouvera peut-être des difficultés à régler toutes les questions dont il devrait être saisi lors de la prochaine session. De la sorte, il recommande qu'afin de faciliter ses travaux, il soit institué un petit comité interministériel chargé d'étudier les questions qui restent à résoudre et de préparer des rapports devant être présentés à ce comité spécial.

Voyant que le temps manque pour faire une étude judicieuse des propositions visant à prévoir le cas des personnes mentionnées dans le troisième alinéa du présent rapport, tels que surveillants des services auxiliaires, et le reste, votre Comité recommande que, lorsque les circonstances le justifieront, le gouverneur en conseil étende à ces personnes les avantages de la législation concernant les anciens combattants.

D'après les témoignages entendus, le manque de locaux convenables pour l'aménagement de bureaux a sérieusement entravé, au ministère des Affaires des anciens combattants et au ministère du Travail, l'augmentation du personnel nécessitée par les fonctions sans cesse accrues du fait de la démobilisation. Votre Comité recommande qu'instances soient faites auprès du ministère des Travaux publics pour qu'il fournisse sans retard les locaux appropriés.

Votre Comité recommande de plus:

1. Que le gouverneur en conseil étudie l'à propos d'augmenter d'au moins \$10.00 par mois les taux établis à la Partie I du "Barème des versements mensuels" annexé à l'Ordonnance concernant la réadaptation après licenciement;
2. Que le gouverneur en conseil étudie l'à propos d'augmenter les taux établis aux parties 2 et 3 du "Barème des versements mensuels" annexé à l'Ordonnance concernant la réadaptation après licenciement;
3. Que le Gouvernement étudie l'opportunité d'établir, outre les dispositions maintenant prévues à la Loi de 1944 sur les indemnités de service de guerre, certaines mesures destinées à aider, au moyen de prêts, les anciens combattants désireux de se lancer dans le commerce; et

4. Que soit prise en immédiate considération la question de rendre permanents certains emplois du ministère des Affaires des anciens combattants, qui sont d'une nature permanente et qui ont été annoncés comme tel par la Commission du service civil dans les concours numéros 45-1100 à 1130, en juin dernier.

Votre Comité tient à exprimer sa vive gratitude pour l'aide précieuse que lui ont fournie M. W. S. Woods, sous-ministre, M. W. G. Gunn, conseiller juridique, et les autres fonctionnaires du ministère des Affaires des anciens combattants qui sont venus rendre témoignage. Il tient aussi à remercier de leur concours les diverses associations d'anciens combattants qui ont présenté des mémoires et qui ont comparu devant le Comité à leurs frais; il a accueilli avec reconnaissance les exposés des comités de réadaptation et des autres sociétés et organisations publiques qui se sont intéressés de diverses manières aux travaux du Comité.

Un exemplaire imprimé des témoignages recueillis est annexé au présent rapport.

*(Pour les témoignages, consulter l'appendice numéro 4 des journaux.)*

M. Mackenzie King, membre du Conseil privé du Roi, dépose,—Réponse à une adresse à Son Excellence le Gouverneur général, en date du 1er octobre 1945,—Copie de tous câblogrammes, correspondance, lettres et autres documents échangés entre le gouvernement de Sa Majesté pour le Royaume-Uni et le gouvernement de Sa Majesté au Canada, du 1er septembre 1938 au 1er octobre 1939, concernant l'attitude du Canada dans l'éventualité d'une ouverture des hostilités entre Sa Majesté et tout autre pouvoir.

M. Lapointe, adjoint parlementaire du ministre de la Défense nationale, dépose,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 6 décembre 1945,—Etat indiquant:—1. Du 1er septembre 1939 au 1er juin 1945, combien de médecins et d'infirmières, des districts militaires a) No 3, b) No 4, c) No 12, ont obtenu des brevets d'officiers dans le service de santé de l'armée royale canadienne?

2. Du 1er septembre 1939 au 1er juin 1945, combien de dentistes, des districts militaires a) No 3, b) No 4, c) No 12, ont obtenu des brevets d'officiers dans le service dentaire de l'armée?

M. Tucker, adjoint parlementaire du ministre des Affaires des anciens combattants, dépose,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 7 novembre 1945,—Etat montrant:—1. Sous le plan de la Commission d'établissement de soldats, les administrateurs avaient-ils l'habitude de prendre une hypothèque sur la propriété ou les biens mobiliers que possédaient les anciens combattants au moment où ces derniers faisaient l'achat de terres de ladite commission?

2. Dans l'affirmative, quel est le nombre de ces hypothèques ainsi obtenues a) sur la terre ou sur d'autre propriété immobilière, b) sur les biens mobiliers, au cours de la période à compter de 1919 jusqu'à 1943 inclusivement?

3. A la date où cette garantie a été obtenue, quelle était la valeur d'évaluation a) de la terre ou de toute autre propriété immobilière, b) des biens mobiliers?

4. Au cours de la période allant de 1919 à 1943 inclusivement, combien a-t-on effectué de saisies des propriétés ou des effets ci-dessus mentionnés?

5. Quelle était la valeur des créances en vertu desquelles les saisies avaient été effectuées?

6. Quel est le nombre de ces hypothèques que détient encore la Commission?  
 7. Quelle est la valeur primitive d'évaluation de la propriété et des biens mobiliers affectés?

8. Exige-t-on des anciens combattants de la guerre actuelle qui font l'achat de terres sous le régime de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants qu'ils donnent à la Commission une garantie sur la propriété immobilière ou les biens mobiliers dont ils sont déjà propriétaires? Le cas échéant, pourquoi?

Aussi,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 3 décembre 1945, —Etat montrant:—1. Le ministère des Affaires des anciens combattants a-t-il acheté des terrains, à Welcome, Ontario, pour y établir des petites propriétés?

2. Si c'est le cas, quel en est le nombre d'acres?
3. Quel prix les a-t-il payés?
4. Combien de maisons y construira-t-on?
5. Quel en sera le genre de construction, le nombre de chambres, etc.?
6. A-t-on commencé la construction de certaines de ces maisons?
7. Dans l'affirmative, de combien et quand seront-elles prêtes à être occupées?
8. Quel service de distribution d'eau posséderont-elles?
9. Quel sera le prix de vente de ces maisons?
10. Si elles sont à louer, quel en sera le loyer mensuel?
11. A-t-on reçu quelques demandes d'achat ou de location de ces maisons à l'heure actuelle?

Et aussi,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 3 décembre 1945, —Etat indiquant:—1. Combien y a-t-il de bureaux régionaux qui fonctionnent dans les Provinces maritimes sous le régime de la Loi d'établissement de soldats et de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants?

2. Où sont situés ces bureaux?
3. Quels sont les noms des personnes qui en ont la direction et des membres du personnel?
4. Quels sont les frais annuels d'administration de chacun de ces bureaux?

M. Mayhew, adjoint parlementaire du ministre des Finances, dépose,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 10 octobre 1945,—Etat montrant:—1. Au cours de chacune des années 1940, 1941, 1942, 1943, 1944 et jusqu'au 12 septembre en 1945: a) Combien de livres de sucre brut de canne l'administration du sucre a-t-elle importées au Canada? b) Quel a été le prix total d'achat, en argent canadien, que l'administration du sucre a payé pour le sucre brut de canne importé, franco-bord sur le littoral? c) Quel prix moyen a-t-on ainsi payé par quintal?

2. Au cours de chacune des années 1940, 1941, 1942, 1943, 1944 et 1945, jusqu'au 12 septembre: a) Combien de livres de sucre brut de canne l'administration du sucre a-t-elle vendues aux raffineries canadiennes de sucre de canne? b) Quel a été le prix total en argent canadien, franco-bord sur le littoral, que les raffineries canadiennes ont payé à l'administration du sucre pour ce sucre? c) Quel prix moyen, par quintal, a-t-on ainsi payé?

Aussi,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 10 octobre 1945,—Etat montrant:—1. Sur le sucre brut de canne qu'elle a importé au cours des années 1940, 1941, 1942, 1943, 1944 et jusqu'au 12 septembre 1945, l'administration canadienne du sucre a-t-elle réalisé un bénéfice ou enregistré quelque perte, pour chacune des années énumérées?

2. Quel a été le montant de bénéfice ou de perte pour chacune des années indiquées?

3. Quelle a été la moyenne du bénéfice ou de la perte par cent livres, pour chacune des années ci-dessus mentionnées?

4. A la suite de ces achats et ventes de sucre brut de canne par l'administration du sucre du Canada, quelle somme d'argent a-t-on accumulée dans le fonds de stabilisation du sucre à la suite des opérations de toute la période mentionnée?

Aussi,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 10 octobre 1945,—Etat montrant:—1. Y a-t-il quelque différence entre le plafond du prix (de gros) du sucre de canne et celui du sucre de betterave qu'alloue l'administration du sucre au Canada?

2. Le gouvernement a-t-il en quelque occasion restreint par règlement ou limité autrement la production du sucre de betterave au Canada?

3. Quel est le montant total que l'industrie du sucre de betterave a payé au fonds de stabilisation des prix établi par l'administrateur du sucre en juin 1940?

4. Ce versement au fonds a-t-il haussé le coût du sucre de betterave pour le consommateur? Dans l'affirmative, de combien?

Aussi,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 11 octobre 1945,—Etat montrant:—1. Combien d'argent le fonds de stabilisation du sucre a-t-il reçu d'autres sources que de l'achat d'importations de sucre de canne brut et de la vente de ce même produit aux raffineries de sucre?

2. De quelles autres sources a-t-on obtenu ces sommes, et quel a été le montant provenant de chaque source au cours de chacune des années 1940, 1941, 1942, 1943, 1944, et en 1945 jusqu'au 15 septembre?

Et aussi,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 15 novembre 1945,—Etat indiquant:—1. Quel est le nombre *a*) d'enquêteurs, *b*) d'autres fonctionnaires: hauts fonctionnaires et membres du personnel, actuellement à l'emploi de la Commission des prix et du commerce en temps de guerre?

2. Depuis la formation de cette commission, quel montant a-t-on payé à l'égard de ces employés *a*) en traitements; *b*) en honoraires; *c*) en frais généraux?

3. Depuis la création de cette commission, quel a été le total des déboursés *a*) en loyer, *b*) pour d'autres dépenses, à l'exception des traitements, honoraires et frais généraux?

M. Martin, membre du Conseil privé du Roi, dépose,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 18 octobre 1945,—Etat montrant:—1. Au cours des années 1940, 1941, et des premiers mois de 1942, le ministère du Revenu national a-t-il perçu *a*) un droit, *b*) une taxe d'échange en temps de guerre de dix pour cent, *c*) une taxe spéciale d'accise de trois pour cent, sur le sucre de canne brut importé au Canada?

2. A-t-on supprimé ces trois taxes ou impôts en 1942?

3. Dans l'affirmative, à quelle date; en vertu de quelle autorité et pour quelle raison chacun de ces impôts a-t-il été supprimé?

Aussi,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 19 novembre 1945,—Etat montrant:—1. A-t-on développé un procédé nouveau de production du magnésium au Conseil national des recherches?

2. S'il en est ainsi, à qui revient la découverte de ce procédé?

3. A-t-on organisé une compagnie de la Couronne pour mettre en valeur cette découverte au Canada?

4. Quelle a été la dépense de capitaux prévue dans l'exploitation de cette entreprise?

5. Cette entreprise a-t-elle été vendue depuis?

6. Dans l'affirmative, à qui?

7. Quel en a été le prix de vente?

8. A-t-on aussi vendu tous les droits appartenant au nouveau procédé?

9. S'il en est ainsi, pour quel montant?

10. A combien se chiffrait la production de magnésium à l'usine de la Couronne en 1944?

11. L'usine de la Couronne avait-elle quelque accord avec l'*Alcoa* ou la *Dow Chemical* ou avec toute autre compagnie?

12. Dans l'affirmative, le contrat de vente de l'usine de la Couronne comprenait-il aucune clause pour la compagnie productrice, interdisant de conclure une entente avec aucun cartel?

Aussi,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 3 décembre 1945,—Etat montrant:—1. Depuis son établissement jusqu'à date, quel a été le coût du bureau de la Commission des prix et du commerce en temps de guerre à Lachute, comté d'Argenteuil, au compte a) du loyer; b) du service téléphonique; c) des salaires; d) des frais de déplacement?

2. Combien y a-t-il d'employés dans le bureau de Lachute?

3. Quel a été le salaire total de chacun au cours de la période susmentionnée?

4. Quel est le montant total du compte de dépenses de chacun pour la même période?

Et aussi,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 3 décembre 1945,—Etat indiquant:—1. Quelle quantité d'argent le gouvernement fédéral détient-il au Canada et à quelles fins servira-t-il?

2. Au cours de 1944, et en 1945 jusqu'à la date la plus récente pour laquelle ces renseignements sont disponibles, quelle quantité d'argent canadien nouveau a servi, au Canada, pour la frappe de la monnaie?

3. Quel prix l'once a-t-on payé aux producteurs de ce métal?

4. Quels sont les besoins estimatifs d'argent pour la frappe de la monnaie canadienne au cours de 1946?

5. Quels sont les besoins estimatifs pour d'autres fins pour le Canada au cours de cette année-là, en énumérant ces fins et les quantités requises pour chacune?

Le bill suivant du Sénat est lu la première fois, à savoir:

Bill No 241 (P-8 du Sénat), intitulé: "Loi modifiant la Loi des compagnies d'assurance canadiennes et britanniques, 1932".

M. Mayhew propose alors,—Que ledit bill soit maintenant lu la deuxième fois.

Et ladite motion, mise aux voix, est agréée.

Par consentement, ledit bill est alors lu la deuxième fois et renvoyé pour étude au comité permanent de la Banque et du commerce.

Le bill suivant du Sénat est lu la première fois, à savoir:

Bill No 242 (Q-8 du Sénat), intitulé: "Loi modifiant la Loi des compagnies d'assurance étrangères, 1932".

M. Mayhew propose alors,—Que ledit bill soit maintenant lu la deuxième fois.

Après discussion, ladite motion, mise aux voix, est agréée.

Par consentement, ledit bill est alors lu la deuxième fois et renvoyé pour étude au comité permanent de la Banque et du commerce.

M. Mackenzie King propose,—Que la Chambre se forme immédiatement en comité plénier pour étudier un projet de résolution destiné à modifier la Loi du Sénat et de la Chambre des communes.

M. Mackenzie King, membre du Conseil privé du Roi, informe alors la Chambre que Son Excellence le Gouverneur général a été mis au courant du sujet qui fait la matière de cedit projet de résolution, et qu'il la recommande à la Chambre.

Après discussion, du consentement de la Chambre, ladite motion est agréée.

La Chambre, en conséquence, se forme en comité plénier pour étudier ladite résolution.

(*En comité*)

La résolution suivante est adoptée:

*Résolu*,—Qu'il y a lieu de présenter une mesure pour modifier la Loi du Sénat et de la Chambre des communes afin de pourvoir au paiement d'une allocation à chaque membre du Sénat et de la Chambre des communes pour les dépenses qu'entraîne l'exercice de ses fonctions comme tel au taux annuel de deux mille dollars pour la période durant laquelle il en est membre, allocation payable à la fin de chaque année civile et sujette à une déduction égale à la moitié des déductions, le cas échéant, sur ses allocations à l'égard des séances de la Chambre dont il est membre au cours de ladite année; et afin de statuer que dans le cas des ministres de la Couronne, du chef de l'opposition à la Chambre des communes et des membres du Sénat le montant de cette allocation sera réputé revenu imposable; et afin de stipuler, de plus, que cette mesure sera censée être entrée en vigueur le sixième jour de septembre mil neuf cent quarante-cinq.

Résolution à rapporter.

Ladite résolution est rapportée, lue la deuxième fois et agréée.

M. Mackenzie King présente alors, du consentement de la Chambre, le Bill No 243, Loi modifiant la Loi du Sénat et de la Chambre des communes, qui est lu la première fois et dont la deuxième lecture est remise à la prochaine séance de la Chambre.

A l'appel pour la mise à l'étude de l'ordre No 7, conçu en ces termes:

*Résolu*,—Qu'il y a lieu de présenter une mesure destinée à modifier la Loi du Sénat et de la Chambre des communes afin de pourvoir au paiement d'une allocation à chaque membre de la Chambre des communes, pour les dépenses qui résultent de l'exercice de ses fonctions, au taux de deux mille dollars par année tant qu'il est député, et de stipuler, de plus, que cette mesure sera censée être entrée en vigueur le sixième jour de septembre mil neuf cent quarante-cinq.

Du consentement de la Chambre, sur motion de M. Mackenzie King, ledit ordre est biffé et ledit projet de résolution est retiré.

Les amendements apportés par le Sénat au Bill No 173, Loi concernant le ministère de la Reconstruction et de l'approvisionnement, sont étudiés et agréés à tour de rôle.

Le Bill No 234, Loi modifiant la Loi de l'impôt de guerre sur le revenu, est lu la deuxième fois, étudié en comité plénier, et après avoir rapporté le progrès accompli, le comité obtient l'autorisation d'en reprendre l'étude plus tard aujourd'hui.

Le Bill No 239, Loi modifiant la Loi nationale de 1944 sur l'habitation, est lu la deuxième fois, étudié en comité plénier, et après avoir rapporté le progrès accompli, le comité obtient l'autorisation d'en reprendre l'étude plus tard aujourd'hui.

Un message est reçu du Sénat pour informer la Chambre que Leurs Honneurs ont passé les bills suivants sans amendement, à savoir:

Bill No 235, Loi modifiant la Loi de 1940 sur la taxation des surplus de bénéfices.

Bill No 236, Loi modifiant la Loi fédérale sur les droits successoraux.

Bill No 237, Loi modifiant la Loi spéciale des revenus de guerre.

Et aussi,—Un message pour informer la Chambre que le Sénat a passé le Bill No 15, Loi ayant pour objet de conférer certains pouvoirs transitoires au gouverneur en conseil dans les circonstances critiques nationales résultant de la guerre, avec les amendements suivants:

1. *Page 3, ligne 29.*—Au mot "édictés", substituer "légalement établis".

2. *Page 4, ligne 10.*—Adjoindre ce qui suit comme clause 7 du bill:

7. Dans la présente loi, l'expression "guerre avec l'Allemagne et le Japon" signifie la guerre commencée le dixième jour de septembre mil neuf cent trente-neuf contre le Reich allemand et subséquemment contre l'Italie, la Finlande, la Hongrie, la Roumanie et le Japon.

Le Bill No 234, Loi modifiant la Loi de l'impôt de guerre sur le revenu, est étudié de nouveau en comité plénier, rapporté avec des amendements, étudié tel que modifié, lu la troisième fois et passé.

Le Bill No 239, Loi modifiant la Loi nationale de 1944 sur l'habitation, est étudié de nouveau en comité plénier, rapporté avec un amendement, étudié tel que modifié, lu la troisième fois et passé.

Sur motion de M. Mackenzie, il est résolu,—Que la Chambre ne s'ajourne pas à onze heures ce soir.

Du consentement de la Chambre, M. Cleaver, du comité permanent de la Banque et du commerce, dépose le septième rapport dudit comité qui se lit comme suit:

Votre comité a étudié les bills suivants et a convenu de les rapporter sans modification:

Bill No 241 (P-8 du Sénat), intitulé: Loi modifiant la Loi des compagnies d'assurance canadiennes et britanniques, 1932.

Bill No 242 (Q-8 du Sénat), intitulé: Loi modifiant la Loi des compagnies d'assurance étrangères, 1932.

Votre comité a aussi étudié le Bill No 238, intitulé: Loi portant exécution des accords en vue d'un Fonds monétaire international et d'une Banque internationale pour la reconstruction et le développement, et il a convenu de rapporter ledit bill tel que modifié.

Une copie imprimée des témoignages entendus en rapport avec le Bill 238 est déposée sur la Table.

(Pour copie des témoignages, etc., consulter l'appendice No 5 des Journaux.)

La Chambre se forme de nouveau en comité des Subsidés.

(En comité)

Les résolutions suivantes sont adoptées (moins les sommes votées en subsides intérimaires):

#### JUSTICE

91 Administration . . . . .	\$ 170,499 00
92 Service des pardons, y compris rémunération aux membres de la Royale gendarmerie à cheval (à être répartie par arrêté du conseil et ne devant pas dépasser \$1,600) pour aide au service, et une somme de \$10,900 pour rembourser la Royale gendarmerie à cheval des sommes qu'elle a déboursées en solde et allocations à ses gendarmes prêtés au service . . . . .	55,410 00
93 Administration de la justice—	
Dépenses diverses . . . . .	6,000 00
94 Dépenses occasionnées par les questions litigieuses . . . . .	25,000 00
95 Contribution annuelle à la <i>Canadian Law Library</i> , de Londres, Angleterre . . . . .	500 00
96 Cour Suprême du Canada—	
Administration . . . . .	76,995 00
97 Cour de l'Echiquier du Canada—	
Administration . . . . .	41,533 00
98 Cour du magistrat stipendiaire du Yukon—	
Administration . . . . .	5,040 00
99 Gratifications aux veuves et autres personnes à la charge des juges décédés pendant la durée de leurs fonctions..	15,000 00

#### DIVISION DES PÉNITENCIERS

100 Administration . . . . .	122,344 00
101 Administration et entretien des pénitenciers, y compris l'administration, la construction, l'achat de terrains, de fournitures, de matériel et de bestiaux; entretien, libération et transfert des détenus: compensations aux détenus libérés frappés d'incapacité permanente pendant leur incarcération . . . . .	3,512,683 00

#### PENSIONS ET AUTRES INDEMNITÉS

102 William Tatton . . . . .	564 00
------------------------------	--------

#### ROYALE GENDARMERIE À CHEVAL DU CANADA

312 Administration . . . . .	264,261 00
313 Services sur terre—en conformité de la Loi de la Royale Gendarmerie à cheval du Canada, pour l'application des lois fédérales en général et autres dépenses imprévues . . . . .	6,984,147 40
314 Subvention à la <i>Chief Constables Association of Canada</i> ..	500 00

## PENSIONS ET AUTRES INDEMNITÉS

315 Indemnités aux gendarmes de la Royale Gendarmerie à cheval du Canada pour blessures reçues dans l'exercice de leurs fonctions. . . . .	11,749 16
316 Pensions aux familles de membres de la Gendarmerie à cheval qui ont perdu la vie dans l'exercice de leurs fonctions—	
Mme Mary Emma Bossange. . . . .	456 25
Mme Margaret Johnson Brooke. . . . .	821 25
Mme Margaret Cox. . . . .	410 63
Mme Georgina Harrison. . . . .	676 50
Mme Letitia Kennedy. . . . .	423 50
Mme Nora Jean Massan. . . . .	300 00
Mme Mary Miller. . . . .	667 38
Mme Margaret Nicholson . . . . .	547 50
Mme Catherine Mildred Ralls. . . . .	675 25
Mme Vera M. Ryder. . . . .	907 50
Mme Doris Freda Sampson. . . . .	816 00
Mme Amy Lillian Searle. . . . .	406 98
Mme Madelaine Mary Shoebottom. . . . .	810 00
Mme Eunice Wainwright. . . . .	602 50
317 Pension à Basil Burke Currie. . . . .	684 20

Résolutions à rapporter.

Rapport à recevoir, le comité des Subsidés devant siéger de nouveau à la prochaine séance de la Chambre.

Sur motion de M. Mackenzie, la Chambre s'ajourne alors à minuit et cinq minutes, jusqu'à onze heures du matin aujourd'hui.

No 73

JOURNAUX  
DE LA  
CHAMBRE DES COMMUNES  
DU CANADA

---

SÉANCE DU VENDREDI, 14 DÉCEMBRE 1945

---

*Onze heures de l'avant-midi.*

PRIÈRES.

M. Isnor, du comité spécial des Dépenses et des économies de guerre, présente le troisième et dernier rapport dudit comité qui se lit comme suit:

Le 6 novembre 1945, votre comité a été institué "pour faire l'examen des dépenses faites à même les sommes que le Parlement a votées pour la défense nationale et la démobilisation, et pour d'autres services qui ont une relation directe avec la guerre, y compris l'aliénation des biens de guerre en surplus, et pour signaler les économies compatibles avec l'exécution de la politique énoncée par le gouvernement qui, le cas échéant, peuvent être effectuées".

Dans l'étude des questions relevant de ses attributions, votre comité a résolu de procéder suivant le premier rapport de son comité du programme et de faire d'abord l'examen de la liquidation des biens de guerre en surplus.

Conformément à cette décision, votre comité s'est efforcé, avec la collaboration des fonctionnaires du comité de répartition des biens de la Couronne et de la Corporation des biens de guerre, de se faire une bonne idée des méthodes qui régissent la répartition et la distribution des biens de guerre en surplus, ainsi que de procéder à une enquête générale sur les opérations de la Corporation des biens de guerre à cet égard.

A cet effet, nous avons entendu les témoignages du président du Comité de répartition des biens de la Couronne ainsi que du président et des fonctionnaires de la Corporation des biens de guerre sur l'organisation et le personnel, l'approvisionnement, les méthodes de vente, y compris les opérations de la division des ventes du séquestre, le mode de distribution de certaines sortes d'outillage, les contrôles financiers et les opérations du service des terrains et immeubles.

Votre comité estime que ses recherches n'ont pas atteint le stade où il sera possible de faire d'autres observations sur les témoignages, et il recommande par conséquent de nommer un comité semblable immédiatement après l'ouverture de la prochaine session pour poursuivre l'enquête.

Ci-joint copie des témoignages entendus par votre comité.

(Pour les témoignages, consulter l'appendice numéro 6 des Journaux.)

M. St-Laurent, membre du Conseil privé du Roi, dépose,—Réponse à une adresse à Son Excellence le Gouverneur général, en date du 1er octobre 1945,—Copie de toutes pétitions présentées par toute corporation, personne ou personnes, relatives à la demande de désaveu de certaines mesures législatives adoptées par l'Assemblée législative de la Saskatchewan, à savoir: Loi concernant la sécurité des fermes, Loi sur la Commission de l'administration locale (pouvoirs spéciaux), et Loi sur l'imposition des minéraux, ainsi que copie de toute correspondance relative à ce sujet et échangée entre le ministère de la Justice, les pétitionnaires et le gouvernement de la province de la Saskatchewan.

Aussi,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 3 octobre 1945,—Copie de tous les rapports du ministre de la Justice recommandant le refus de sanctionner les mesures législatives suivantes de l'Alberta: a) *An Act to amend the Limitation of Actions Act, 1935*, (refus de sanction, le 25 mars 1939, par C.P. 676); b) *An Act to Amend the Limitation of Actions Act, 1935*, (refus de sanction, le 4 octobre 1939, par C.P. 2949); c) *The Debt Proceedings Suspension Act, 1941*, (refus de sanction, le 27 mars 1942, par C.P. 2350); d) *The Orderly Payment of Land Debts Act, 1941*, (refus de sanction, le 27 mars 1942, par C.P. 2350); e) *The Municipal District Act Amendment Act, 1941*, (refus de sanction, le 27 mars 1942, par C.P. 2350); f) *The Limitation of Actions Act, 1935, Amendment Act, 1941*, (refus de sanction, le 27 mars 1942, par C.P. 2350).

Et aussi,—Réponse à une adresse à Son Excellence l'Administrateur, en date du 15 octobre 1945,—Copie de toutes pétitions demandant au gouverneur en conseil d'annuler quelque loi adoptée par l'Assemblée législative de la Saskatchewan depuis 1920.

M. Martin, membre du Conseil privé du Roi, dépose,—Réponse partielle à un ordre de la Chambre, en date du 19 novembre 1945,—Etat montrant:—1. Du 1er avril au 1er novembre 1945, quelles dépenses à l'égard de relations publiques, de publicité et d'information ont été faites par les divers ministères du gouvernement et les commissions et corporations adjointes?

2. a) A quelles personnes n'appartenant pas au service de l'Etat a-t-on versé ces paiements? b) Combien, et pour quels services chaque personne en a-t-elle reçu?

3. Combien de personnes les divers ministères du gouvernement et les commissions et corporations adjointes emploient-ils dans les relations publiques, la publicité et l'information?

Aussi,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 5 novembre 1945,—Copie de toute la correspondance que possède le gouvernement échangée entre le gouvernement ou l'un de ses ministères et les fabricants a) de tuyaux et de tuyauterie; b) de moteurs Diesel; c) perforatrices à diamant, depuis le 2 mars 1943, relativement à l'augmentation des droits de douane sur ces articles.

Aussi,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 26 novembre 1945,—Etat montrant:—1. Le gouvernement a-t-il construit quelque édifice à Shediac, N.-B., depuis le commencement de la guerre?

2. Dans l'affirmative, pour quelles fins a-t-on construit ces édifices?

3. Quel était le coût de chaque édifice?

4. Se sert-on encore de ces édifices?
5. Combien de personnes ont travaillé dans chacun de ces édifices au cours des années 1942, 1943, 1944 et 1945?
6. Accordait-on des frais de déplacement entre Scoudouc et Shediac aux personnes travaillant dans ces édifices?
7. Ces frais équivalaient-ils à un billet mensuel de chemin de fer? Sinon, lui étaient-ils supérieurs ou inférieurs? S'ils étaient supérieurs, de combien l'étaient-ils?
8. Quelques-uns des ouvriers avaient-ils une carte de circulation?
9. Dans l'affirmative, recevaient-ils aussi une allocation de déplacement?

Aussi,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 22 novembre 1945, —Etat montrant:—1. Combien de ministères du gouvernement publient un journal départemental semblable à celui d'«Affaires des anciens combattants» que publie le ministère des Affaires des anciens combattants?

2. Quel est le coût estimatif mensuel de ces publications?

Aussi,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 25 octobre 1945,—Etat montrant:—1. Combien de fonctionnaires civils le gouvernement fédéral a-t-il nommés au cours des six derniers mois?

2. Combien étaient des anciens combattants (hommes ou femmes)?

Aussi,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 3 décembre 1945, —Etat montrant:—1. Quelle quantité d'argent a été produite au Canada au cours de chaque année, de 1936 à 1944 inclusivement, et quelle quantité a été produite en 1945 jusqu'à la date la plus récente où ces renseignements sont disponibles?

2. Quelle quantité d'argent a été utilisée au Canada pour chacune de ces années et pour cette période en 1945?

3. Quel a été, au cours de ces périodes respectives, le prix moyen pour l'argent utilisé au Canada?

4. Quelle quantité d'argent a été exportée du Canada au cours de chacune des périodes?

5. A qui a-t-on vendu cet argent ainsi exporté et à quel prix?

Et aussi,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 3 décembre 1945, —Etat montrant:—Quelles ont été, jusqu'à date, les dépenses totales du bureau du Service sélectif à Lachute, comté d'Argenteuil, a) en loyer; b) pour les fournitures, l'aménagement, le service téléphonique; c) en salaires; d) en frais de déplacement?

M. Howe, membre du Conseil privé du Roi, dépose,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 10 décembre 1945,—Copie du contrat conclu entre *Chance Brothers* et la *Research Enterprises Limited* le 1er juin 1941, et copie de tous autres contrats conclus entre ces deux intéressés.

A l'appel de l'ordre pour la deuxième lecture du Bill No 243, Loi modifiant la Loi du Sénat et de la Chambre des communes;

M. Mackenzie King propose,—Que ledit bill soit maintenant lu la deuxième fois.

Après discussion, ladite motion, mise aux voix, est agréée.

Ledit bill est, en conséquence, lu la deuxième fois, étudié en comité plénier, rapporté sans modification, lu la troisième fois et passé, sur division.

Un message est reçu du Sénat pour informer la Chambre que le Sénat a passé le Bill No 218, "Loi ayant pour objet d'autoriser le ministre des Finances, avec l'assentiment du gouverneur en conseil, à conclure avec la province d'Alberta un accord modifiant celui qui a été fait avec ladite province sous l'autorité de la Loi de 1942 sur les accords fiscaux entre le Dominion et les provinces", sans modification.

M. Ilsley, membre du Conseil privé du Roi, transmet un message de Son Excellence le Gouverneur général, lequel est lu par M. l'Orateur comme suit:

ATHLONE,

Le Gouverneur général transmet à la Chambre des communes le budget des sommes supplémentaires requises pour le service du Canada pour l'exercice expirant le 31 mars 1946, et conformément aux dispositions de l'Acte de l'Amérique britannique du Nord de 1867, Son Excellence le Gouverneur général recommande ce budget à la Chambre des communes.

HÔTEL DU GOUVERNEMENT,

OTTAWA, 14 décembre 1945.

Sur motion de M. Ilsley, lesdits message et budget supplémentaire sont référés au comité des Subsidés.

Le Bill No 241 (P-8 du Sénat), intitulé: "Loi modifiant la Loi des compagnies d'assurance canadiennes et britanniques, 1932", est étudié en comité plénier, rapporté sans amendement, lu la troisième fois et passé.

Le Bill No 242 (Q-8 du Sénat), intitulé: "Loi modifiant la Loi des compagnies d'assurance étrangères, 1932", est étudié en comité plénier, rapporté sans amendement, lu la troisième fois et passé.

Le Bill No 231 (P-7 du Sénat), intitulé: "Loi modifiant la Loi des compagnies fiduciaires" (tel que modifié par le comité permanent de la Banque et du commerce), est étudié en comité plénier, rapporté sans autre modification, lu la troisième fois et passé, tel que modifié.

Les amendements apportés par le Sénat au Bill No 15, Loi ayant pour objet de conférer certains pouvoirs transitoires au gouverneur en conseil dans les circonstances critiques nationales résultant de la guerre, sont mis à l'étude et adoptés à tour de rôle.

Le Bill No 238, Loi portant exécution des accords en vue d'un Fonds monétaire international et d'une Banque internationale pour la reconstruction et le développement, est étudié en comité plénier, rapporté sans modification.

M. Ilsley propose alors,—Que ledit bill soit maintenant lu la troisième fois.

Et ladite motion, mise aux voix, est agréée sur le vote suivant:

POUR:

Messieurs

Abbott,	Bentley,	Black (Cumberland),	Bowerman,
Adamson,	Bertrand (Laurier),	Blair,	Bracken,
Argue,	Bertrand (Prescott),	Blanchette,	Bradette,
Baker,	Bertrand	Boivin,	Bradshaw,
Beaudoin,	(Terrebonne),	Bonnier,	Bridges,
Belzile,	Black (Châteauguay-	Boucher,	Brooks,
Benidickson,	Huntingdon),	Bourgat,	Brown,

Bruce,	Gauthier	McCubbin,	Reid,
Bryce,	(Nipissing),	Macdonald	Richard
Burton,	Gauthier (Portneuf),	(Brantford City),	(Ottawa-Est),
Campbell,	Gibson (Comox-	Macdonald (Halifax),	Robinson (Bruce),
Cardiff,	Alberni),	McDonald	Robinson
Case,	Gibson (Hamilton-	(Parry-Sound),	(Simcoe-Est),
Casselman,	Ouest),	McDonald (Pontiac),	Rose,
Castleden,	Gillis,	Macdonnell	Ross (St. Paul's),
Charlton,	Gladstone,	(Muskoka-Ontario),	Ross (Souris),
Chevrier,	Glen,	McGarry,	St-Laurent,
Claxton,	Golding,	McIlraith,	Senn,
Cleaver,	Gour (Russell),	MacInnis,	Sinclair (Ontario),
Cloutier,	Gourd (Chapleau),	McIvor,	Sinnott,
Coldwell,	Grant,	McKay,	Skey,
Côté (Saint-Jean-	Green,	Mackenzie,	Smith (York-Nord),
Iberville-	Harris (Grey-Bruce),	MacKinnon,	Stanfield,
Napierville),	Hazen,	MacLean,	Stephenson,
Côté (Verdun),	Herridge,	McLure,	Stewart (Winnipeg-
Croll,	Hodgson,	McMaster,	Nord),
Dechêne,	Howe,	MacNaught,	Stuart (Charlotte),
Denis,	Ilsley,	MacNicol,	Stirling,
Desmond,	Irvine,	Maloney,	Stokes,
Diefenbaker,	Isnor,	Marier,	Strum, (Mme)
Dion (Lac Saint-Jean-	Jackman,	Martin,	Townley-Smith,
Roberval),	Jaenicke,	Matthews (Brandon),	Tremblay,
Dionne (Beauce),	Jean,	Matthews	Tucker,
Drope,	Jutras,	(Kootenay-Est),	Tustin,
Dubois,	Kidd,	Maybank,	Viau,
Emmerson,	Kirk,	Menary,	Warren,
Ferguson,	Knight,	Michaud,	Webb,
Fleming,	LaCroix,	Mitchell,	Weir,
Fontaine,	Lafontaine,	Moore,	White (Hastings-
Fournier (Hull),	Langlois,	Mullins,	Peterborough),
Fournier (Maison-	Laurendeau,	Mutch,	White (Middlesex-
neuve-Rosemont),	Léger,	Nicholson,	Est),
Fraser,	Lennard,	Nixon,	Whitman,
Fulton,	Lesage,	Pinard,	Winters,
Gagnon,	Little,	Power,	Wright,
Gardiner,	McCann,	Probe,	Zaplitny—169
Gariépy,	McCuaig,	Raymond (Wright).	

## CONTRE:

## Messieurs

Blackmore,	Hansell,	Jaques,	Kuhl,
Fair,	Hlynka,	Johnston,	Low,
			Quelch—9.

En conséquence, ledit bill est lu la troisième fois et passé.

Un message est reçu du Sénat pour informer la Chambre que Leurs Honneurs ont passé le bill suivant sans modification:

Bill No 233, Loi modifiant la Loi de 1942 sur les terres destinées aux anciens combattants.

Et aussi,—Un message pour informer la Chambre que le Sénat a passé le Bill No 240, Loi établissant des allocations de réadaptation pour les anciens combattants, avec un amendement qui se lit comme suit:

Page 9, ligne 7.—Au sous-alinéa d) de la clause 19, substituer ce qui suit:

d) prescrivant le montant et le mode de paiement de toute allocation ou prestation, sous l'autorité de la présente loi, aux anciens combattants ou aux personnes à leur charge ou à l'égard de ces personnes, ainsi que la façon de calculer le montant d'une telle allocation ou prestation payable pour une période quelconque;

La Chambre se forme de nouveau en comité des Subsidés.

(En comité)

Les résolutions suivantes sont adoptées:

### BUDGET PRINCIPAL

(Moins les sommes votées en subsides intérimaires)

#### MINES ET RESSOURCES

##### DIVISION DES AFFAIRES INDIENNES

165	Agences indiennes . . . . .	\$ 898,266 00
	Réserves et fiducie—	
166	Administration . . . . .	50,735 00
	Service médical—	
167	Hospitalisation et soin général des Indiens. . . . .	2,425,000 00
168	Subventions aux hôpitaux. . . . .	4,320 00
	Assistance et enseignement—	
169	Assistance aux Indiens. . . . .	877,260 00
170	Education des Indiens. . . . .	790,321 00
171	Subvention aux pensionnats. . . . .	1,619,915 00
172	Subventions aux expositions agricoles et aux foires indiennes selon les sommes mentionnées aux Détails des services. . . . .	5,625 00
173	Subvention en vue de fournir des services supplémentaires aux Indiens de la Colombie-Britannique. . . . .	100,000 00

##### DIVISION DE L'IMMIGRATION

174	Application de la Loi de l'immigration et de la Loi de l'immigration chinoise. . . . .	182,524 00
175	Service ambulante et d'inspection au Canada. . . . .	1,310,345 00
176	Service ambulante et d'inspection à l'étranger. . . . .	148,957 00

##### PENSIONS ET AUTRES INDEMNITÉS

177	Mme Alice Morson Smith. . . . .	600 00
-----	---------------------------------	--------

##### CRÉDITS SPÉCIAUX

##### DIVISION DES AFFAIRES INDIENNES

178	Pour la conservation des fourrures et le développement des arts indigènes, et pour autoriser, sujet à l'approbation du Gouverneur en conseil, la nomination de fonctionnaires, commis et employés temporaires requis aux fins de ce crédit. . . . .	150,000 00
-----	---	------------

## BUDGET SUPPLÉMENTAIRE, 1945-46

## MINES ET RESSOURCES

## DIVISION DES MINES ET DE LA GÉOLOGIE

Bureau des mines	
485	Enquêtes sur les ressources minérales. Crédit supplémentaire . . . . . 10,252 00
Bureau de géologie et de topographie	
486	Bureau de géologie et de topographie.—Administration et services divers. Crédit supplémentaire . . . . . 2,400 00
487	Relevés géologiques. Crédit supplémentaire . . . . . 2,310 00
Bureau de géologie et de topographie	
488	Relevés topographiques, y compris dépenses de la Commission géographique du Canada. • Crédit supplémentaire . . . . . 5,000 00
489	Dessin et reproduction des cartes. Crédit supplémentaire . . . . . 2,430 00
490	Musée national du Canada. Crédit supplémentaire . . . . . 7,750 00

## DIVISION DES TERRES, PARCS ET FORÊTS

Gouvernement des territoires du Nord-Ouest	
491	Aéroport de Yellowknife . . . . . 245,000 00
492	Immeubles à Yellowknife et à Fort-Smith . . . . . 140,000 00
493	Protection des forêts . . . . . 140,000 00
494	Services médicaux et autres dans le district de Mackenzie 28,800 00
Gouvernement du territoire du Yukon	
495	Administration. Crédit supplémentaire . . . . . 25,000 00
Service fédéral de sylviculture	
496	Services scientifiques économiques et administratifs généraux. Crédit supplémentaire. . . . . 6,920 00
497	Laboratoires des produits forestiers. Crédit supplémentaire . . . . . 7,080 00
Bureau des Parcs nationaux	
498	Services des Parcs nationaux et des Sites historiques. Crédit supplémentaire. . . . . 310,000 00

## DIVISION DES LEVÉS ET DU GÉNIE

499	Observatoire fédéral d'Astrophysique de Victoria, C.-B. Crédit supplémentaire. . . . . 3,500 00
Service hydrographique et cartographique	
500	Service hydrographique—Pour pourvoir aux réparations et à la rénovation du navire hydrographique "Wm. J. Stewart". (A nouveau) . . . . . 10,000 00
501	Pour pourvoir au matériel et à l'entretien à terre du navire hydrographique "Acadia" . . . . . 5,000 00
502	Pour pourvoir au matériel et à l'entretien à terre du navire hydrographique "Cartier" . . . . . 5,000 00

## DIVISION DES AFFAIRES INDIENNES

503	Affaires indiennes—Crédit supplémentaire . . . . . 83,470 00
504	Réserves et fiducies—Administration—Crédit supplémentaire 363,428 00
505	Services médicaux—Hospitalisation et soins généraux des Indiens—Crédit supplémentaire . . . . . 101,000 00

## Bien-être et enseignement—

506	Bien-être des Indiens—Crédit supplémentaire . . . . .	10,135 00
507	Education des Indiens—Crédit supplémentaire . . . . .	54,750 00
508	Octrois pour fins d'expositions agricoles et de foires indiennes, selon le montant détaillé au budget des dépenses—Crédit supplémentaire . . . . .	400 00

## CRÉDIT SPÉCIAL

Division des Terres, Parcs et Forêts, Bureau des Parcs  
nationaux—

509	Parcs nationaux et Sites historiques . . . . .	50,000 00
-----	--	-----------

Résolutions à rapporter.

Rapport à recevoir, le comité des Subsidés devant siéger plus tard  
aujourd'hui.

Sur motion de M. Mackenzie, il est résolu,—Que la Chambre ne s'ajourne  
pas à onze heures ce soir.

Un message est reçu du Sénat pour informer la Chambre que Leurs Hon-  
neurs ont passé les bills suivants sans amendement, à savoir:

Bill No 234, Loi modifiant la Loi de l'impôt de guerre sur le revenu.

Bill No 239, Loi modifiant la Loi de 1944 sur l'habitation.

Bill No 238, Loi portant exécution des accords en vue d'un Fonds moné-  
taire international et d'une Banque internationale pour la reconstruction et le  
développement.

La Chambre se forme de nouveau en comité des Subsidés.

(En comité)

Les résolutions suivantes sont adoptées:

## BUDGET PRINCIPAL

(Moins les sommes votées en subsides intérimaires)

## TRANSPORTS

350	Commission des Transports— Administration, entretien et fonctionnement . . . . .	\$ 288,040 00
-----	---	---------------

## SERVICE DES CANAUX

351	Administration . . . . .	44,710 00
352	Canaux—Service et entretien . . . . .	2,587,700 00
353	Canaux—Amélioration (à voter de nouveau, \$45,700) . . . . .	176,000 00
354	Dépenses relatives aux levés et investigations sur le canal maritime du St-Laurent . . . . .	5,000 00
355	Pour procéder aux mesurages du débit et autres dépenses découlant de la surveillance et du contrôle du dévelop- pement de l'énergie hydro-électrique de la <i>Beauharnois</i> <i>Light, Heat and Power Company Limited</i> . . . . .	2,500 00

## SERVICE DE LA MARINE

356 Administration.. . . . .	15,542 00
357 Administration du matériel flottant.. . . . .	26,175 00
358 Services nautiques—Administration.. . . . .	30,060 00
359 Navires du service de la marine, y compris les brise-glaces— Entretien, service et réparations.. . . . .	1,648,500 00
360 Construction, entretien et surveillance du balisage des eaux, y compris traitements et allocations des gardiens de phares.. . . . .	2,043,400 00
361 Agences, traitements et dépenses de bureau . . . . .	292,305 00
362 Entretien et réparation de quais.. . . . .	5,000 00
363 Pour briser la glace dans la baie du Tonnerre, au lac Supé- rieur et autres endroits où l'intérêt de la navigation l'exige.. . . . .	30,000 00
364 Administration du pilotage.. . . . .	161,950 00
365 Service de sauvetage, y compris les récompenses pour sauve- tage de personnes.. . . . .	44,250 00
366 Subvention pour l'outillage de renflouement—Québec et Co- lombie-Britannique.. . . . .	45,000 00
367 Subventions de \$200 chacune aux Royal Arthur Sailors Institutes, à Port-Arthur, Kingston et Toronto, qui four- nissent l'assistance médicale et l'hospitalisation aux marins nécessiteux sur les Grands Lacs.. . . . .	600 00
368 Divers services concernant la navigation et le transport mari- time, y compris les allocations de \$500 à l'école de navi- gation de l'Université Queen, et de \$1,500 à l'école de navigation de Vancouver, C.-B., et le règlement de récla- mations par le Board of Trade de Londres, Angleterre, pour secours apportés aux marins nécessiteux de navires britanniques immatriculés hors du Canada.. . . . .	56,039 00
369 Inspection des navires et application des dispositions des Conventions pour la sécurité en mer et les lignes de charge	248,410 00
370 Service des signaux maritimes . . . . .	96,265 00
371 Chenal maritime du St-Laurent—Dragage à forfait du St- Laurent et du port de Montréal, y compris le coût d'administration—Capital . . . . .	989,500 00
372 Chenal maritime du St-Laurent—Service et entretien.. . . .	218,380 00

## SERVICE DES CHEMINS DE FER

373 Réparations et dépenses découlant de l'usage et de l'entre- tien des wagons officiels de chemin de fer sous la juridi- ction du Ministère.. . . . .	42,000 00
374 Chemin de fer de la Baie d'Hudson—Construction et amé- liorations—Capital.. . . . .	20,000 00

Résolutions à rapporter.

Rapport à recevoir, le comité des Subsidés devant siéger de nouveau à la prochaine séance de la Chambre.

Sur motion de M. Mackenzie, la Chambre s'ajourne alors à minuit et cinq minutes, jusqu'à onze heures du matin aujourd'hui.

No 74

JOURNAUX  
DE LA  
CHAMBRE DES COMMUNES  
DU CANADA

---

SÉANCE DU SAMEDI, 15 DÉCEMBRE 1945

---

*Onze heures de l'avant-midi.*

PRIÈRES.

M. Chevrier, membre du Conseil privé du Roi, dépose,—Réponse à une adresse à Son Excellence l'administrateur, en date du 5 novembre 1945.—Copie de toute correspondance échangée au cours des dix derniers mois entre l'honorable Harold Connolly, ministre de l'Industrie et de la publicité pour la Nouvelle-Ecosse, et le ministre des Transports ou la Commission nationale des ports concernant la construction d'une minoterie sur un emplacement faisant face à la mer, dans la ville de Halifax.

M. Martin, membre du Conseil privé du Roi, dépose,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 31 octobre 1945.—Etat montrant:—Quel est le nombre des employés du gouvernement dispensés par statut ou par arrêté en conseil des dispositions de la Loi du service civil relatives aux nominations, qui, depuis 1940, ont été nommés dans chaque ministère: a) directement par les ministères; b) par décision d'un conseil du Trésor; c) par arrêté en conseil?

Aussi,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 26 novembre 1945,—Etat montrant:—1. A quels pays le Canada a-t-il exporté de la farine depuis le 28 septembre 1943?

2. Quelles compagnies fournissent cette farine?

3. Quel prix les meuniers ont-ils payé pour le blé utilisé dans la production de la farine d'exportation, depuis le 28 septembre 1943?

4. Quel prix les meuniers ont-ils payé pour le blé servant à la consommation domestique, depuis le 28 septembre 1943?

5. Quel prix la Commission canadienne de blé a-t-elle obtenu pour le blé qu'elle a exporté, depuis le 28 septembre 1943?

6. Quel est le montant de la subvention dont le consommateur a obtenu le bénéfice en conséquence de la réduction dans le prix de la farine rendue possible par la fourniture du blé à des prix inférieurs aux meuneries canadiennes, depuis l'adoption du contrôle des prix en 1941?

7. Quel est le coût de la subvention à la charge du gouvernement canadien depuis l'adoption du contrôle des prix en 1941?

Aussi,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 3 décembre 1945,—Etat montrant:—1. Combien de députés ou d'autres personnes ont été nommés adjoints parlementaires depuis 1942?

2. Quels en sont les noms?

3. Quel salaire a-t-il été payé à chacun d'eux pendant son terme d'office?

4. Quel montant de dépenses a-t-il été payé à chacun d'eux pendant son terme d'office?

Et aussi,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 5 décembre 1945,—Etat montrant:—Quel a été le coût total de la construction des camps militaires, a) à Chicoutimi, b) à Arvida?

M. Abbott, membre du Conseil privé du Roi, dépose,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 5 décembre 1945,—Etat montrant:—Quel congé de Noël et du Nouvel An a-t-on fixé, cette année, pour les personnes des forces armées—marine, armée et aviation—a) actuellement en service au Canada ou dans les territoires avoisinants, b) en service outre-mer?

M. St-Laurent, membre du Conseil privé du Roi, dépose, pour M. Mackenzie King,—Réponse à une adresse à Son Excellence l'Administrateur, en date du 12 novembre 1945,—1. Copie de l'accord conclu avec le gouvernement du Royaume-Uni en vertu duquel le ministère britannique des vivres, par l'intermédiaire de son régisseur du sucre, remplirait les fonctions d'acheteur conjoint pour le Canada et le Royaume-Uni.

2. Copie de l'accord en vertu duquel le contrôle du sucre pour le Royaume-Uni, les États-Unis et le Canada a été confié à la Commission conjointe des vivres.

M. McIlraith, adjoint parlementaire du ministre de la Reconstruction, dépose sur la Table,—Rapport publié par le ministère de la Reconstruction, Ottawa, et le directorat des recherches économiques au sujet de la répartition et des effets de l'expansion de l'industrie en temps de guerre au Canada de 1939 à 1944, complétant en partie le Document officiel déposé en Chambre, le 12 avril 1945, par le gouvernement sur l'embauchage et le revenu. (Versions anglaise et française).

L'amendement apporté par le Sénat au Bill No 240, Loi établissant des allocations de réadaptation pour les anciens combattants, est mis à l'étude et agréé.

La Chambre se forme de nouveau en comité des Subsidés, et après avoir rapporté le progrès accompli, le comité obtient l'autorisation de siéger plus tard aujourd'hui.

Un message est reçu du Sénat pour informer la Chambre que Leurs Honneurs ont passé le Bill No 243, Loi modifiant la Loi du Sénat et de la Chambre des communes, sans amendement.

Et aussi,—Un message pour informer la Chambre que le Sénat a accepté les amendements apportés par la Chambre au bill suivant:

Bill No 231 (P-7 du Sénat), intitulé: "Loi modifiant la Loi des compagnies fiduciaires".

La Chambre se forme de nouveau en comité des Subsidés.

(En comité)

Les résolutions suivantes sont adoptées:

### BUDGET PRINCIPAL

(Moins les sommes votées en subsides intérimaires)

#### AFFAIRES DES ANCIENS COMBATTANTS

398 Administration . . . . .	\$ 835,856 00
399 Administration régionale . . . . .	1,615,822 00
400 Services de rétablissement . . . . .	4,741,431 00
401 Services de traitements . . . . .	11,066,516 00
402 Services prosthétiques . . . . .	420,546 00
Commission canadienne des pensions—	
403 Administration . . . . .	948,079 00
404 Office des anciens combattants . . . . .	224,137 00
405 Commission d'allocations aux anciens combattants—Admi- nistration . . . . .	191,577 00
406 Assurance des anciens combattants . . . . .	100,861 00

#### VERSEMENTS AUX ANCIENS COMBATTANTS ET AUX PERSONNES À LEUR CHARGE

407 Pensions de guerre européenne . . . . .	37,000,000 00
408 Allocations aux anciens combattants . . . . .	11,000,000 00
409 Assistance-chômage . . . . .	100,000 00
410 Allocations d'hôpitaux et autres . . . . .	650,000 00
411 Attributions de décorations . . . . .	50,000 00
412 Allocations de commisération aux veuves . . . . .	1,000,000 00
413 Allocations de commisération—Orphelins à charge . . . . .	5,000 00
414 Indemnisation des employés de l'Etat . . . . .	75,000 00
415 Pensions, rébellion du Nord-Ouest, 1885, et généralités . . . . .	16,000 00

#### SUBVENTIONS DIVERSES

416 Allocation à la caisse des frais funéraires . . . . .	100,000 00
417 Allocation à la Légion canadienne . . . . .	9,000 00

#### ETABLISSEMENT DES SOLDATS ET LOI SUR LES TERRES DESTINÉES AUX ANCIENS COMBATTANTS

418 Administration—Etablissement des soldats, établissement de familles britanniques, établissement général sur des terres, Loi sur les terres destinées aux anciens com- battants . . . . .	2,207,310 00
---	--------------

419	Pour rembourser le gouvernement britannique des pertes subies dans la réalisation du projet d'établissement de 3,000 familles britanniques, entente conclue le 20 août 1924, et dans l'établissement de 500 familles britanniques au Nouveau-Brunswick, ententes du 4 août 1927 et du 27 août 1935 . . . . .	25,000 00
-----	--	-----------

## BUDGET SUPPLÉMENTAIRE, 1945-46

## AFFAIRES DES ANCIENS COMBATTANTS

606	Administration—Crédit supplémentaire.. . . .	240,621 00
607	Administration régionale—Crédit supplémentaire.. . . .	415,244 00
608	Services de traitements—Crédit supplémentaire.. . . .	2,915,845 00
609	Services prosthétiques—Crédit supplémentaire.. . . .	256,018 00
	Commission canadienne des pensions—	
610	Administration—Crédit supplémentaire.. . . .	107,065 00
611	Bureau des anciens combattants—Crédit supplémentaire.. . .	16,630 00
612	Assurance des anciens combattants—Crédit supplémentaire..	65,000 00

## VERSEMENTS AUX ANCIENS COMBATTANTS ET AUX PERSONNES À LEUR CHARGE

613	Pensions de guerre européenne—Crédit supplémentaire.. . .	500,000 00
614	Allocations de commisération aux veuves—Crédit supplémentaire.. . . .	100,000 00
615	Allocations de commisération—Orphelins à charge—Crédit supplémentaire.. . . .	7,000 00

## ETABLISSEMENTS DES SOLDATS ET LOI SUR LES TERRES DESTINÉES AUX ANCIENS COMBATTANTS

616	Administration—Etablissements des soldats, établissements de familles britanniques, établissement général sur des terres, Loi sur les terres destinées aux anciens combattants y compris les dépenses de génie et d'autres projets de recherches et de subdivision qui n'accroissent pas de manière tangible la valeur foncière—Crédit supplémentaire	1,578,430 00
617	Pour subvenir aux versements des octrois aux anciens combattants établis sur des terres provinciales en vertu d'accords avec les gouvernements provinciaux sous l'empire de l'article 35 de la Loi de 1942 sur les terres destinées aux anciens combattants, modifié.. . . .	1,500,000 00
618	Pour subvenir aux versements des octrois aux anciens combattants indiens établis sur des terres de réserves indiennes sous l'empire de l'article 35A de la Loi de 1942 sur les terres destinées aux anciens combattants, modifié.. . . .	100,000 00

## BUDGET PRINCIPAL

(Moins la somme votée en subsides intérimaires)

## PRÊTS ET PLACEMENTS

## ETABLISSEMENT DE SOLDATS ET LOI SUR LES TERRES DESTINÉES AUX ANCIENS COMBATTANTS

425	Pour pourvoir à la sécurité—Etablissement de soldats.. . .	90,000 00
-----	--	-----------

426 Pour pourvoir à l'achat de terres et aux améliorations, au coût des améliorations permanentes à être effectuées; au dégrèvement des propriétés; à l'achat de machines agricoles et outillage et à la sécurité sous le régime de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants . . . . 55,000,000 00

## BUDGET SUPPLÉMENTAIRE, 1945-46

## AGRICULTURE

## SERVICE ADMINISTRATIF

427 Service de publicité et d'extension—Crédit supplémentaire . . . 32,000 00

## SERVICE TECHNIQUE

428 Administration du service technique—Crédit supplémentaire 4,276 00  
 429 Pathologie des animaux et de la volaille—Crédit supplémentaire . . . . . 15,865 00  
 430 Bactériologie et recherches en laiterie—Crédit supplémentaire 5,060 00  
 431 Botanique et pathologie des plantes—Crédit supplémentaire . . 75,988 00  
 432 Chimie agricole—Crédit supplémentaire . . . . . 16,818 00  
 433 Entomologie—Crédit supplémentaire . . . . . 127,548 00  
 434 Protection des plantes—Crédit supplémentaire . . . . . 13,171 00

## SERVICE DES FERMES EXPÉRIMENTALES

435 Administration du service des fermes expérimentales—Crédit supplémentaire . . . . . 1,800 00  
 436 Ferme expérimentale centrale—Crédit supplémentaire . . . . . 92,733 00  
 437 Fermes régionales, stations et stations de démonstration—Crédit supplémentaire . . . . . 399,212 00

## SERVICE DE LA PRODUCTION

438 Santé des animaux—Pour dédommager les propriétaires d'animaux visés par la Loi des épizooties, animaux qui sont morts ou qui ont été abattus dans des circonstances non prévues dans ladite loi ou dans ses règlements d'exécution, selon le montant détaillé au budget des dépenses . . . . . 348 00  
 439 Produits des plantes—Graines de semence, fourrages, engrais, contrôle des insecticides et des fongicides—Crédit supplémentaire . . . . . 17,300 00

## SERVICE DES MARCHÉS

440 Economie agricole—Crédit supplémentaire . . . . . 14,900 00  
 441 Produits laitiers—Crédit supplémentaire . . . . . 22,000 00  
 442 Subventions aux entrepôts frigorifiques en vertu de la Loi des entrepôts frigorifiques, et octrois selon les montants détaillés au budget des dépenses—Crédit supplémentaire . . 500,000 00  
 443 Animaux de ferme et produits des animaux de ferme—Crédit supplémentaire . . . . . 10,000 00

## CRÉDITS SPÉCIAUX

444 Loi sur le rétablissement agricole des Prairies et emmagasinement des eaux—Crédit supplémentaire . . . . . 350,000 00  
 (Un montant de \$500,000 sur ce crédit est disponible pour la reconstruction du projet d'aménagement des rivières de St. Mary et Milk).

445	Loi sur l'assistance à l'agriculture des Prairies—Application— Crédit supplémentaire. . . . .	105,000 00
446	Service technique—Pour mesures destinées à combattre une épidémie de maladie des ormes d'Europe. . . . .	43,700 00

## BUDGET PRINCIPAL

*(Moins les sommes votées en subsides intérimaires)*

## SANTÉ NATIONALE ET BIEN-ÊTRE SOCIAL

190	Administration du ministère . . . . .	287,000 00
-----	---------------------------------------	------------

## DIVISION DE LA SANTÉ

191	Administration . . . . .	58,732 00
192	Aliments et drogues. . . . .	189,260 00
193	Opium et drogues narcotiques . . . . .	75,624 00
194	Médicaments brevetés . . . . .	16,533 00
195	Quarantaine et léproserie . . . . .	187,647 00
196	Laboratoire d'hygiène . . . . .	167,161 00
197	Inspection médicale des immigrants . . . . .	55,399 00
198	Hygiène infantile et maternelle . . . . .	45,381 00
199	Génie sanitaire. . . . .	49,389 00
200	Traitement des marins malades. . . . .	329,488 00
201	Hygiène industrielle. . . . .	8,665 00
202	Division des investigations médicales. . . . .	22,385 00
203	Service d'hygiène alimentaire. . . . .	69,027 00

## Lutte contre les maladies vénériennes—

204	Administration. . . . .	24,678 00
205	Aide aux provinces dans la lutte contre les maladies véné- riennes, en vertu des règlements approuvés par le Gouverneur en conseil. . . . .	175,000 00
206	Distribution de drogues en vertu des règlements approu- vés par le Gouverneur en conseil. . . . .	50,000 00
207	Subventions aux institutions d'aide aux marins, selon des sommes indiquées aux Détails des services. . . . .	2,600 00

## DIVISION DU BIEN-ÊTRE SOCIAL

208	Administration. . . . .	51,125 00
	Division des Allocations familiales—	
209	Dépenses d'administration. . . . .	2,392,070 00

## SUBVENTIONS DIVERSES

210	Conseil canadien du bien-être. . . . .	8,100 00
211	Comité national canadien d'hygiène mentale. . . . .	10,000 00
212	Ligue de la Santé du Canada. . . . .	5,000 00
213	L'Institut national canadien des aveugles. . . . .	18,000 00
214	L'Association canadienne-française des Aveugles. . . . .	4,050 00
215	L'Institut Nazareth de Montréal. . . . .	4,050 00
216	Montreal Association for the Blind. . . . .	4,050 00
217	Association canadienne contre la tuberculose. . . . .	20,250 00
218	V.O.N. . . . .	13,100 00
219	Association ambulancière de Saint-Jean. . . . .	4,050 00
220	Société canadienne de la Croix-Rouge. . . . .	10,000 00

## SERVICES NATIONAUX DE GUERRE

230	Office national du Film, y compris le bureau de cinémato- graphie . . . . .	810,965 00
-----	--	------------

## BUDGET SUPPLÉMENTAIRE, 1945-46

## SANTÉ NATIONALE ET BIEN-ÊTRE SOCIAL

511 Administration ministérielle—Crédit supplémentaire..... 36,397 00

## DIVISION DE LA SANTÉ

512 Administration de la Division de la Santé, y compris une contribution de \$1,134 à l'Office international de la Santé publique—Crédit supplémentaire..... 67,482 00

513 Aliments et drogues—Crédit supplémentaire..... 14,520 00

514 Opium et drogues narcotiques—Crédit supplémentaire..... 27,077 00

515 Spécialités pharmaceutiques et médicaments brevetés—Crédit supplémentaire..... 760 00

516 Quarantaine et léproserie—Crédit supplémentaire . . . . . 14,170 00

517 Laboratoire d'hygiène—Crédit supplémentaire..... 81,465 00

518 Inspection médicale de l'Immigration—Crédit supplémentaire 41,160 00

519 Hygiène infantile et maternelle—Crédit supplémentaire.... 47,584 00

520 Génie de la santé publique—Crédit supplémentaire..... 4,805 00

521 Traitement des marins malades—Crédit supplémentaire.... 2,831 00

522 Hygiène industrielle—Crédit supplémentaire..... 54,850 00

523 Division des recherches médicales—Crédit supplémentaire .. 11,943 00

524 Service d'alimentation—Crédit supplémentaire..... 80,004 00

Pour combattre les maladies vénériennes:

525 Administration—Crédit supplémentaire..... 23,400 00

526 Aide aux provinces pour combattre les maladies vénériennes, d'après les règlements approuvés par le Gouverneur en conseil—Crédit supplémentaire..... 33,300 00

527 Enquêtes sur l'assurance-santé..... 10,187 00

528 Division d'art dentaire..... 15,403 00

529 Division d'Hygiène du Service civil..... 145,750 00

530 Division des projets d'hôpitaux..... 28,150 00

531 Division d'hygiène mentale..... 16,232 00

532 Division pour combattre la cécité..... 10,520 00

533 Division antituberculeuse..... 16,235 00

534 Division de contrôle de la publicité alimentaire et pharmaceutique ..... 13,000 00

## DIVISION DU BIEN-ÊTRE

Conseil national d'aptitude physique—

535 Frais d'administration..... 29,571 09

536 Aide financière aux provinces en vertu de la Loi nationale sur l'aptitude physique..... 23,434 18

## OFFICE NATIONAL DU FILM

537 Office national du film, y compris Bureau de cinématographie —Crédit supplémentaire..... 335,000 00

Résolutions à rapporter.

Rapport à recevoir, le comité des Subsidés devant siéger plus tard aujourd'hui.

Sur motion de M. Mackenzie, il est résolu,—Que la Chambre ne s'ajourne pas à onze heures ce soir.

La Chambre se forme de nouveau en comité des Subsidés.

(En comité)

Les résolutions suivantes sont adoptées:

### BUDGET PRINCIPAL

(Moins les sommes votées en subsides intérimaires)

#### DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS

37 Traitements et dépenses de bureau . . . . . \$ 47,630 00

#### COMMISSION DU SERVICE CIVIL

38 Traitements et dépenses imprévues de la Commission . . . 476,770 00

#### ARCHIVES PUBLIQUES

240 Administration et services techniques . . . . . 132,377 00

#### IMPRESSIONS ET PAPETERIE PUBLIQUES

241 Administration . . . . . 40,716 00

242 Impression, reliure et distribution des statuts annuels . . . . 8,500 00

243 *Gazette du Canada* . . . . . 29,969 00

244 Matériel—Réparations et renouvellements . . . . . 20,000 00

245 Distribution des documents officiels . . . . . 51,202 00

246 Impression et reliure des publications officielles pour vente  
et distribution aux ministères et au public . . . . . 50,000 00

#### SECRETARIAT D'ÉTAT

318 Administration . . . . . 99,050 00

319 Division de la naturalisation . . . . . 65,655 00

320 Division des compagnies . . . . . 43,095 00

321 Division des marques de commerce . . . . . 37,435 00

322 Bureau des traductions . . . . . 423,870 00

323 Loi de tempérance du Canada . . . . . 1,500 00

324 Administration de la Loi des faillites . . . . . 31,700 00

#### BUREAU DES BREVETS ET DU DROIT D'AUTEUR

325 Administration . . . . . 35,375 00

326 Division des brevets . . . . . 138,190 00

327 Division du droit d'auteur et des dessins industriels . . . . 12,250 00

328 Division de la *Gazette des brevets* . . . . . 42,505 00

329 Contribution à l'Office international pour la protection de la  
propriété industrielle, à l'Union internationale du droit  
d'auteur et à l'Union pour la protection des œuvres litté-  
raires et artistiques . . . . . 2,000 00

#### BUDGET SUPPLÉMENTAIRE, 1945-46

##### ARCHIVES

539 Administration générale et services techniques—Crédit sup-  
plémentaire . . . . . 3,500 00

## SECRETARIAT D'ÉTAT

578 Administration—Crédit supplémentaire.....	8,800 00
579 Division des compagnies—Crédit supplémentaire.....	5,200 00
580 Bureau des traductions—Crédit supplémentaire.....	21,525 00

## DIVISION DES DESSINS DE FABRIQUE ET DU DROIT D'AUTEUR

581 Division des dessins—Crédit supplémentaire.....	17,080 00 .
---	-------------

Résolutions à rapporter.

Rapport à recevoir, le comité des Subsidés devant siéger de nouveau à la prochaine séance de la Chambre.

Sur motion de M. Mackenzie, il est résolu,—Que lorsque la Chambre s'ajournera aujourd'hui elle restera ajournée jusqu'à lundi prochain à onze heures du matin, et que la Chambre siégera sans interruption, durant la journée de lundi, jusqu'à 6 heures du soir, et de 8 heures du soir jusqu'à minuit ou jusqu'à tel moment antérieur où la Chambre terminera son travail, et que l'on suspende à cet effet l'application des articles 2, 6 et 7 du Règlement.

Sur motion de M. Mackenzie, la Chambre s'ajourne alors à onze heures et 50 minutes du soir jusqu'à lundi prochain à onze heures du matin.

No 75

JOURNAUX  
DE LA  
CHAMBRE DES COMMUNES  
DU CANADA

---

SÉANCE DU LUNDI, 17 DÉCEMBRE 1945

---

*Onze heures de l'avant-midi.*

PRIÈRES.

M. Martin, membre du Conseil privé du Roi, dépose,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 10 octobre 1945,—Etat montrant:—1. De quels pays, et en quelles quantités, le Canada a-t-il importé ses approvisionnements de sucre de canne brut en 1939?

2. Quel a été, en argent canadien, le coût de ces importations, f.a.b. aux ports de mer?

3. Quelle est la valeur des exportations canadiennes aux pays qui l'ont approvisionné de sucre brut?

4. Combien de livres de sucre blanc granulé de betterave peuvent produire à plein rendement les six usines canadiennes de sucre de betterave?

5. Quel a été le montant de la production du sucre de betterave du Canada au cours de chacune des années de 1937 à 1944 inclusivement?

Les questions suivantes qui figuraient au Feuilleton ont été changées en ordres de rapport, en vertu du paragraphe 4 de l'article 44 du Règlement, et les officiers compétents en ont été avertis, à savoir:

Par M. Lennard—1. Le programme de transformation de l'administration nationale du logement a-t-il été prolongé au Canada?

2. Sinon, quand la prolongation a-t-elle pris fin et pourquoi?

3. Au 1er décembre 1945, combien de maisons ont été transformées au Canada en vertu de ce programme?

4. Quel en a été le nombre dans le district de Hamilton, Ontario?

5. Quel a été le coût de transformation de ces maisons dans le district de Hamilton?

6. Combien d'inspecteurs, de concierges et autres personnes sont ou ont été employés en rapport avec l'exécution de ce programme dans le district de Hamilton?

7. Qui sont-ils et quel montant est ou a été payé à chacun d'entre eux en salaire et pour leurs dépenses?

Par M. White (*Middlesex-Est*)—1. Le gouvernement a-t-il contribué aux frais de construction des routes forestières entreprises par les provinces, pour quelque-une des années de 1936 à 1940 inclusivement?

2. S'il en a été ainsi, quel a été le total des contributions pour chaque année dans chaque province?

Par M. White (*Middlesex-Est*)—1. Quels terrains a-t-on acquis pour agrandir l'aéroport du C.A.R.C. à Crumlin, Ontario, en plus de l'aéroport qui existait à ce moment-là à London?

2. De qui ont-ils été achetés?

3. Quelle en est l'étendue?

4. Quel prix a-t-on payé pour les terrains?

5. A-t-on accordé aux anciens propriétaires une option de rachat lorsque ces terrains ne seraient plus requis par le gouvernement?

6. A-t-on déclaré de surplus quelque partie de cette propriété ou de ses hangars et bâtiments?

7. Quelle disposition finale fera-t-on de ces propriétés et immeubles?

8. Quels chemins de township ou de comté ont été fermés lors de l'agrandissement de cet aéroport?

9. A-t-on remboursé a) les townships de West Nissouri, London, ou le comté de Middlesex, pour la fermeture de chemins; b) des particuliers, pour dommages ou inconvénients?

10. Le cas échéant, qui?

11. Quelles sommes a-t-on payées à chacun?

12. Quelles propriétés ont été achetées pour le passage du nouveau chemin de la troisième concession du township de London à la deuxième concession de West Nissouri?

13. De qui a-t-on acheté ces propriétés?

14. Quel prix a-t-on payé pour chacune?

15. Quelle est la longueur du nouveau chemin?

16. Quel a été le coût total de construction?

17. Les townships intéressés ou le comté de Middlesex ont-ils pris à leur compte l'entretien et le maintien de la nouvelle route?

M. Martin, membre du Conseil privé du Roi, dépose immédiatement la réponse à l'ordre ci-haut mentionné.

M. Mackenzie King propose,—Qu'il importe que les Chambres du Parlement approuvent la Déclaration convenue sur l'Énergie atomique, signée par le Président des États-Unis, le Premier ministre du Royaume-Uni, et le Premier Ministre du Canada, à Washington, le 15 novembre 1945, et que cette Chambre approuve cette Déclaration.

Après discussion, ladite motion, mise aux voix, est agréée.

A l'appel de l'ordre pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des Subsidés;

M. Mackenzie propose,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Et ladite motion, mise aux voix, est agréée.

La Chambre, en conséquence, se forme de nouveau en comité des Subsidés.

(En comité)

Les résolutions suivantes sont adoptées:

### BUDGET PRINCIPAL

(Moins les sommes votées en subsides intérimaires)

#### PÊCHERIES

72 Administration . . . . .	\$ 163,760 00
73 Inspection des pêcheries, y compris les fonctionnaires et gardiens, les services de patrouille et de protection des pêcheries . . . . .	968,000 00
74 Construction de passes mig. et déblaiement des rivières (à voter de nouveau, \$10,000) . . . . .	17,000 00
75 Service de propagande et d'éducation (autrefois développement de la pêche en haute mer et des marchés du poisson)	30,000 00
76 Pisciculture . . . . .	199,030 00
77 Ostréiculture . . . . .	34,430 00
78 Commission canadienne de recherches sur les pêcheries . . . .	487,200 00
79 Pour pourvoir à la part du Canada des dépenses de la Commission internationale des pêcheries nommée en vertu du traité du 2 mars 1923, entre le Canada et les Etats-Unis pour la préservation des pêcheries de flétan du Pacifique nord . . . . .	27,100 00
80 Pour pourvoir à la part du Canada des dépenses de la Commission internationale des pêcheries de saumon du Pacifique en vertu du traité entre le Canada et les Etats-Unis pour la protection, la préservation et l'extension des pêcheries de saumon du Pacifique en vertu du traité entre le Canada et les Etats-Unis pour la protection, la préservation et l'extension des pêcheries de saumon sockeye du bassin du Fraser . . . . .	42,000 00
81 Pour pourvoir à la part du Canada des dépenses de la Commission internationale des pêcheries de saumon du Pacifique pour surmonter les obstructions à la montée du saumon sockeye à Hell's Gate Canyon, et pour la conduite de recherches et surmonter les obstructions en ce qui concerne ce saumon aux autres points de la ligne des eaux de la rivière Fraser (à voter de nouveau) . . . . .	750,000 00
82 Subvention à la United Maritime Fishermen's Association . .	3,000 00
83 Pour pourvoir au transport, à l'apprêt et au séchage, et à d'autres frais ayant trait à la réception et à la vente des peaux de phoque revenant au Canada d'après l'accord provisoire sur les phoques à fourrure, conclu entre le Canada et les Etats-Unis par l'échange de notes en date des 8 et 19 décembre 1942 . . . . .	300,000 00
84 Pour pourvoir au paiement d'une prime pour la destruction des phoques de port . . . . .	15,000 00

## CRÉDIT SPÉCIAL

85	Extension de la propagande relative à la production et la vente coopérative parmi les pêcheurs . . . . .	56,000 00
86	Pour pourvoir aux frais d'application de la Loi de 1944 sur le soutien des prix des produits de la pêche . . . . .	60,000 00
87	Pour pourvoir à l'amélioration des installations littorales pour la manutention des produits de la pêche, subordonnément à l'approbation du Gouverneur en conseil . .	250,000 00

## BUDGET SUPPLÉMENTAIRE, 1945-46

## PÊCHERIES

461	Inspection des pêcheries, y compris les fonctionnaires et les gardiens, les services de patrouille et de protection—Crédit supplémentaire . . . . .	512,000 00
462	Construction de passes migratoires et nettoyage des rivières—Crédit supplémentaire . . . . .	8,000 00
463	Expansion du service d'éducation—Crédit supplémentaire . .	45,000 00
464	Commission de recherches sur les pêcheries du Canada—Crédit supplémentaire . . . . .	54,500 00
465	Pour pourvoir au paiement d'une prime pour la destruction des veaux marins—Crédit supplémentaire . . . . .	15,000 00

## CRÉDIT SPÉCIAL

466	Pour pourvoir à la construction d'un bateau d'un modèle particulier pour expériences de pêche au hareng et au maquereau . . . . .	100,000 00
-----	---	------------

## BUDGET PRINCIPAL

(Moins les sommes votées en subsides intérimaires)

## TRAVAIL

103	Administration . . . . .	526,002 00
104	Loi des rentes viagères . . . . .	372,574 00
105	Loi des enquêtes sur les coalitions . . . . .	29,000 00
106	Justes salaires, conciliation et enquêtes en matière de différends industriels . . . . .	173,580 00
107	Conférence internationale du Travail . . . . .	20,000 00
108	<i>Gazette du Travail</i> et autres publications autorisées par la Loi concernant le ministère du Travail . . . . .	63,723 00
	Loi de 1942 sur la coordination de la formation professionnelle—	
109	Paiements aux provinces en vertu d'accords, y compris les engagements inexécutés des années antérieures . . . . .	750,000 00
110	Dépenses du Conseil consultatif . . . . .	5,000 00

## LOI DE 1940 SUR L'ASSURANCE-CHÔMAGE

111	Application . . . . .	6,579,200 00
112	Contribution du gouvernement à la Caisse d'assurance-chômage . . . . .	13,500,000 00
113	Avances aux ouvriers en vertu de l'article 91 de la Loi . . . .	50,000 00

## CRÉDITS SPÉCIAUX

114	Pour défrayer les projets de secours (Engagements inexécutés)	50,000 00
-----	---	-----------

## BUDGET SUPPLÉMENTAIRE, 1945-46

## TRAVAIL

472 Administration—Crédit supplémentaire . . . . .	117,903 00
473 Loi des rentes viagères—Crédit supplémentaire . . . . .	48,165 00
474 Justes salaires, conciliation et enquêtes sur les différends industriels—Crédit supplémentaire . . . . .	8,916 00
475 Conférence internationale du travail—Crédit supplémentaire	22,000 00
476 Gazette du travail et autres publications autorisées par la Loi sur le ministère du Travail—Crédit supplémentaire . . . . .	7,582 00

## LOI DE 1940 SUR L'ASSURANCE-CHÔMAGE

477 Administration—Crédit supplémentaire . . . . .	113,500 00
--	------------

## CRÉDIT SPÉCIAL

478 Pour autoriser et payer la part du Canada dans le règle- ment d'une réclamation contestée de la province de l'Ontario au sujet de pièces frauduleuses concernant le secours venant de la ville de Burlington . . . . .	566 66
---	--------

## BUDGET PRINCIPAL

(Moins les sommes votées en subsides intérimaires)

## TRANSPORTS

## SERVICE DES CHEMINS DE FER

375 Chemin de fer de la Baie d'Hudson—Pour combler la diffé- rence entre les frais d'exploitation et d'entretien et la recette d'exploitation durant l'année financière se ter- minant le 31 mars 1946 sans excéder. . . . .	500,000 00
376 Pour subvenir à la construction d'un brise-lames et d'un bac- transbordeur des wagons de chemins de fer et des camions pour le service de transbordage des wagons de l'Île du Prince-Edouard. Coût estimatif \$4,500,000. Somme requis pour 1945-46 (A voter de nouveau, \$875,000)— Capital. . . . .	2,342,500 00
377 Loi des taux de transport des marchandises dans les pro- vinces Maritimes— Pour autoriser par ces présentes et solder, au besoin, pendant l'année financière 1945-46 envers la Compa- gnie des chemins de fer Nationaux du Canada, la différence (évaluée par les vérificateurs des comptes de ladite compagnie et par eux certifiée au ministre des Transports à la demande de ce dernier), occa- sionnée par l'application de la Loi des taux de trans- port des marchandises dans les provinces Maritimes, entre les taux de tarifs et les tarifs normaux (d'après les prescriptions de l'article 9 de ladite loi à l'égard des compagnies y mentionnées) sur toutes les mar- chandises transportées en 1945, sous le régime des tarifs approuvés, sur les lignes de l'Est (mention- nés à l'article 2 de ladite loi) des chemins de fer Nationaux du Canada . . . . .	3,500,000 00

378	Pour solder au besoin, pendant l'année financière 1945-46 la différence (évaluée par la Commission des transports et par elle certifiée au ministre des Transports à la demande de ce dernier) occasionnée par l'application de la Loi des taux de transport des marchandises dans les provinces Maritimes, entre les taux de tarifs et les taux normaux (mentionnés à l'article 9 de ladite loi) sur toutes les marchandises transportées en 1945 sous le régime des tarifs approuvés par les compagnies suivantes: Canada & Gulf Terminal Railway, Chemin de fer Canadien du Pacifique, comprenant Fredericton & Grand Lake Coal and Railway Company, New Brunswick Coal and Railway Company, Cumberland Railway and Coal Company, Dominion Atlantic Railway, Maritime Coal, Railway and Power Company, Sydney & Louisbourg Railway, et Chemin de fer de Témiscouata. . . . .	900,000 00
-----	---	------------

## INDEMNISATION DES EMPLOYÉS DE L'ÉTAT

379	Application de la Loi d'indemnisation des employés de l'Etat	28,190 00
-----	--	-----------

## PENSIONS ET AUTRES INDEMNITÉS

380	Allocation de commisération pour rembourser la Workmen's Compensation Board de la Colombie-Britannique qui doit maintenir et payer une pension de \$40.00 par mois jusqu'au 31 mars 1946 à la veuve de feu E. J. McCoskrie, autrefois employé comme gardien de port à Prince-Rupert, C.-B., et qui fut tué dans l'exercice de ses fonctions . . . . .	480 00
381	Somme requise pour verser des pensions de \$300 chacune aux anciens pilotes: Alphonse Asselin, Joseph Pouliot, Raoul Lachance, Jules Asselin, Arthur Paquet, Adélarde Delisle, Georges Larochelle et Wilhelm Langlois . . . . .	2,400 00
382	Caisse de prévoyance des cheminots—Pour ajouter aux allocations de pension en vertu des dispositions de la Loi de la caisse de prévoyance des employés de chemins de fer Intercolonial et de l'Île du Prince-Edouard, de manière à effectuer les versements minima pendant la période du 1er janvier 1945 au 31 mars 1946 à raison de \$30 par mois au lieu de \$20, tel que prévu dans ladite loi. . . . .	22,000 00

## CRÉDIT SPÉCIAL

*Service des chemins de fer*

383	Pour assurer l'exécution des engagements pris avant le 31 mars 1945, en vertu du crédit 393, Annexe "A" à la Loi des subsides No 5, 1944, concernant les passages à niveau (à voter de nouveau) . . . . .	6,300 00
-----	---	----------

## SERVICE AÉRIEN

(Régie et surveillance transportées au ministre de la Reconstruction en vertu des arrêtés en conseil C.P. 7995 du 13 octobre 1944 et C.P. 8207 du 24 octobre 1944.)

384	Commission des transports aériens—Traitements et dépenses de bureau . . . . .	188,290 00
385	Administration—Service aérien. . . . .	11,370 00

*Division de l'aviation civile*

386	Contrôle de l'aviation civile, y compris l'application de la Loi de l'aéronautique et les règlements établis sous son empire . . . . .	304,000 00
387	Routes aériennes et aéroports—Construction et améliorations, y compris l'éclairage et les installations radiophoniques. (à voter de nouveau, \$323,500). Capital . . . . .	2,400,000 00
	Routes aériennes et aéroports— Service et entretien—	
388	Aviation civile . . . . .	995,095 00
389	Aviation—radio . . . . .	1,000,000 00
390	Aviation—météorologie. . . . .	505,200 00
391	Subventions pour instruction aéronautique avancée et aux clubs d'aviation, y compris une allocation de \$5,000 à l'Association canadienne des clubs d'aviateurs . . . . .	33,000 00

*Division météorologique*

392	Service météorologique . . . . .	412,000 00
393	Subvention à l'observatoire de Kingston . . . . .	500 00

*Division de la radio*

394	Application de la loi et des règlements de radiotélégraphie. . . . .	151,255 00
395	Postes de radiogoniométrie, radiophares et stations de radiotélégraphie—Service et entretien . . . . .	748,375 00
396	Élimination du brouillage provenant d'appareils électriques . . . . .	164,000 00
397	Emissions de licences de réception (par le ministère des Transports seulement) . . . . .	216,975 00
349	Administration. . . . .	434,101 00

## ENTREPRISES DE L'ETAT

## COMPTES NON PRODUCTIFS

## CONSEIL DES PORTS NATIONAUX

420	Avances au Conseil des ports nationaux, sous réserve des dispositions de l'article 29 de la Loi sur le Conseil des ports nationaux, pour défrayer les dépenses de l'année civile 1945 pour l'un ou l'ensemble des item suivants— Reconstruction et dépenses de capital. . . . .	200,000 00
-----	--	------------

## TRANSPORTS

## CANADIAN NATIONAL (WEST INDIES) STEAMSHIPS LIMITED

## CRÉDITS SPÉCIAUX

## DEFICITS

## BAC TRANSBORDEUR ET TERMINI DE L'ÎLE DU PRINCE-ÉDOUARD

421	Somme requise pour effectuer le paiement au cours de l'année financière 1945-46 à la Canadian National Railway Company (ci-après appelée la "Compagnie du National"), sur demandes approuvées par le ministre des Transports, que la Compagnie du National pourra de temps à autre soumettre au ministre des Finances et à être appliquée	
-----	---	--

par la Compagnie du National au paiement du déficit (certifié par les vérificateurs de la Compagnie du National) résultant de l'exploitation du bac transbordeur et des termini de l'Île du Prince-Edouard au cours de l'année civile 1945 . . . . . 713,000 00

#### CONSEIL DES PORTS NATIONAUX

422 Pour verser au Conseil des ports nationaux le montant ci-après spécifié et devant servir à liquider les déficits (mais à l'exclusion des intérêts sur les avances du gouvernement fédéral et la dépréciation sur immobilisations) de l'année civile 1945, dans l'exploitation du port de Churchill . . . . . 90,000 00

423 Avances au Conseil des ports nationaux avec intérêt au taux que fixera le Gouverneur en conseil, pour le temps et aux conditions que ce dernier pourra déterminer, lesdites avances devant servir à liquider les déficits résultant de l'exploitation du pont Jacques-Cartier . . . . . 390,863 00

### BUDGET SUPPLÉMENTAIRE, 1945-46

#### TRANSPORTS

591 Administration—Crédit supplémentaire . . . . . 19,730 00

#### SERVICE DES CANAUX

592 Canaux—Fonctionnement et entretien—Crédit supplémentaire . . . . . 80,000 00

#### SERVICE DE LA MARINE

593 Construction, entretien et surveillance du balisage des eaux, y compris traitements et allocations des gardiens de phares—Crédit supplémentaire . . . . . 62,700 00

594 Administration des divers services relatifs à la navigation et au transport maritime—Crédit supplémentaire . . . . . 2,500 00

#### SERVICE DES CHEMINS DE FER

595 Service de transbordage des wagons de l'Île du Prince-Edouard et terminus—Construction et améliorations aux installations de terminus—Capital . . . . . 250,000 00

#### COMPENSATION DES FONCTIONNAIRES

596 Application de la Loi d'indemnisation des employés de l'Etat . . . . . 11,570 00

#### PENSIONS ET AUTRES INDEMNITÉS

597 Pour subvenir, nonobstant toute disposition de la Loi du revenu consolidé et de la vérification ou de toute autre loi, au paiement à même les fonds du revenu consolidé d'une gratification à la veuve de feu Proculus Picard, ci-devant mécanicien de machines fixes, classe 2, à Québec, P.Q., d'un montant égal, sauf les intérêts, aux contributions faites par feu Proculus Picard au fonds de retraite du service civil . . . . . 1,653 07

## SERVICE AÉRIEN

(Régie et surveillance dévolues au ministre de la Reconstruction par les arrêtés en conseils C.P. 7995 du 13 octobre 1944 et C.P. 8207 du 24 octobre 1944).

598 Pour venir en aide à la M. and c. Aviation Company, Limited en vertu de l'article 16 de la Loi de l'aéronautique, modifié . . . . . 12,000 00

## DIVISION DE L'AVIATION CIVILE

599 Contrôle de l'aviation civile, y compris l'application de la Loi de l'aéronautique et des règlements établis sous son empire—Crédit supplémentaire. . . . . 27,565 00

600 Routes aériennes et aéroports—Construction et améliorations, y compris l'éclairage et les installations radiophoniques—Capital—Crédit supplémentaire. . . . . 178,900 00

601 Routes aériennes et aéroports—Fonctionnement et entretien—Services météorologiques de l'aviation—Crédit supplémentaire. . . . . 46,000 00

*Division météorologique*

602 Service météorologique—Crédit supplémentaire. . . . . 74,200 00

*Division de la radio*

603 Application de la loi et des règlements de radiotélégraphie—Crédits supplémentaires. . . . . 8,880 00

604 Postes de radiogoniométrie, radiophares et stations de radiotélégraphie—Service et entretien—Crédit supplémentaire. . . . . 2,940 00

605 Élimination du brouillage provenant d'appareils électriques—Crédit supplémentaire. . . . . 3,480 00

## ENTREPRISES DE L'ÉTAT

## CONSEIL DES PORTS NATIONAUX

619 Avances au Conseil des ports nationaux avec intérêts à un taux à être fixé par le Gouverneur en conseil pour les périodes et aux termes et conditions que le Gouverneur en conseil pourra déterminer, à être appliquées en acquittement de déficits résultant des opérations du Pont Jacques-Cartier—Crédit supplémentaire. . . . . 167,262 00

## BUDGET PRINCIPAL

(Moins la somme votée en subsides intérimaires)

## AFFAIRES EXTÉRIEURES

39 Administration . . . . . 526,085 00

40 Bureau des passeports, administration . . . . . 29,928 00

41 Représentation à l'étranger, y compris les traitements des hauts commissaires, des ministres plénipotentiaires, des consuls, des secrétaires et des fonctionnaires, nonobstant toute disposition contraire de la Loi du service civil ou de l'une quelconque de ses modifications . . . . . 1,701,060 00

42	Pour la réception des visiteurs étrangers . . . . .	15,000 00
43	Subvention à l'Union canadienne pour la Société des Nations	3,000 00
44	Subvention au comité de la Croix-Rouge internationale . . . .	40,000 00
45	Somme requise pour combler les pertes sur le change . . . . .	64,000 00

## CONTRIBUTION DU CANADA AU MAINTIEN D'ORGANISATIONS EXTÉRIEURES

46	Dépenses de la Société des Nations pour 1945, y compris le Secrétariat, l'Organisation internationale du travail et la Cour permanente de justice internationale . . . . .	319,005 00
47	Partie des dépenses du Comité économique impérial . . . . .	1,575 00
48	Partie des dépenses du Conseil international du blé . . . . .	4,000 00
49	Dépenses du comité intergouvernemental concernant les réfugiés . . . . .	3,100 00

## COMMISSION INTERNATIONALE MIXTE

50	Pour pourvoir aux études et relevés préliminaires du bassin hydrographique du fleuve Columbia . . . . .	130,000 00
----	--	------------

## CABINET DU PREMIER MINISTRE

238	Traitement du personnel, indemnité de vie chère et autres item indiqués sur la feuille de paie . . . . .	50,880 00
-----	---	-----------

## BUREAU DU CONSEIL PRIVÉ

239	Administration générale . . . . .	89,777 00
-----	-----------------------------------	-----------

## GOUVERNEUR GÉNÉRAL ET LIEUTENANTS-GOUVERNEURS

88	Secrétariat du Gouverneur général, y compris une allocation annuelle de \$2,500 au secrétaire du Gouverneur général . .	103,646 00
----	--	------------

## BUDGET SUPPLÉMENTAIRE, 1945-46

## AFFAIRES EXTÉRIEURES

447	Administration ministérielle—Crédit supplémentaire . . . . .	96,000 00
448	Représentation à l'étranger, y compris le traitement des hauts commissaires, ambassadeurs, ministres plénipotentiaires, consuls, secrétaires et personnel, nonobstant toute dispo- sition contraire de la Loi du Service civil ou de ses modi- fications—Crédit supplémentaire . . . . .	309,040 00
449	Commission conjointe permanente de la défense des Etats- Unis et du Canada . . . . .	2,500 00

## CONTRIBUTIONS DU CANADA À L'ENTRETIEN D'ORGANISMES EXTÉRIEURS

Organisation provisoire d'aviation civile internationale—		
450	Frais d'administration . . . . .	15,000 00
451	Frais de réunion préparatoire à Montréal . . . . .	20,000 00
452	Contribution du gouvernement pour période se terminant se terminant le 30 juin 1946 . . . . .	59,580 00
Organisation des vivres et de l'agriculture des Nations Unies—		
453	Dépenses de la délégation canadienne . . . . .	15,000 00
454	Contribution du Canada pour période se terminant le 30 juin 1946 . . . . .	126,500 00

455	Dépenses du Comité intergouvernemental des réfugiés—Crédit supplémentaire. . . . .	9,000 00
456	Portion des dépenses du Comité international de navigation aérienne. . . . .	2,100 00

## TRAVAUX PUBLICS

## DIVISION DE L'ARCHITECTE EN CHEF

540	Ottawa—entretien et utilisation des édifices et des terrains publics fédéraux, y compris loyers, réparations, ameublement, chauffage, etc.—Crédit supplémentaire . . . . .	394,000 00
541	Entretien et utilisation des édifices et terrains publics fédéraux en dehors d'Ottawa, y compris loyers, réparations, ameublement, chauffage, etc.—Crédit supplémentaire . . . . .	1,207,800 00

## CONSTRUCTION, RÉPARATIONS ET AMÉLIORATIONS DES ÉDIFICES PUBLICS

*Nouvelle-Ecosse*

542	Edifice des douanes, Halifax, Modifications et ascenseur. . . . .	18,000 00
	Edifice Fédéral, Halifax, Gobetage de la maçonnerie, renouvellement des parquets et peinture—Crédit supplémentaire. . . . .	10,000 00
	Edifice de bureaux, Halifax, (Coût estimatif \$420,000) . . . . .	50,000 00

*Nouveau-Brunswick*

543	Edmunston—Edifice pour douanes (Coût estimatif \$38,000) . . . . .	8,000 00
	Saint-Jean—Edifices de bureaux (Coût estimatif \$350,000) . . . . .	50,000 00
	Bureau de poste, Saint-Jean—Modifications et améliorations (Coût estimatif \$40,300) . . . . .	8,000 00
	Edifice public, Sussex—Agrandissement et accessoires (Coût estimatif \$15,000) . . . . .	5,000 00

*Ile du Prince-Edouard*

544	Edifice public, Summerside—Agrandissement (Coût estimatif \$30,000) . . . . .	7,000 00
-----	---	----------

*Québec*

545	Armstrong—Edifice des douanes et de l'immigration (Coût estimatif \$35,000) . . . . .	10,000 00
	Beauport—Réparations à l'arsenal (Coût estimatif \$9,700) . . . . .	2,000 00
	Aéroport de Dorval—Service postal. . . . .	25,000 00
	Edifice public, Drummondville—Agrandissement et modifications (Coût estimatif \$22,000) . . . . .	8,000 00
	Edifice public, Jonquière—Agrandissement (Coût estimatif \$6,500) . . . . .	3,000 00
	Lacolle—Edifice pour douanes (Coût estimatif \$33,000) . . . . .	10,000 00
	Edifice public, Lac Mégantic—Agrandissement, modifications et améliorations (Coût estimatif \$19,000) . . . . .	7,000 00
	Edifice public, La Tuque—Modifications et agrandissement (Coût estimatif \$5,000) . . . . .	3,000 00
	Entrepôt d'inspection des douanes, Montréal—Peinturage et décoration à nouveau de la vieille partie de l'édifice. . . . .	31,000 00
	Station postale Hochelaga, Montréal—Agrandissement et peinturage (Coût estimatif \$9,000) . . . . .	3,000 00
	Edifice de l'immigration, Montréal—Modifications et améliorations (Coût estimatif \$34,000) . . . . .	20,000 00

	Montréal—Edifice de bureaux (Coût estimatif \$1,500,000) ..	50,000 00
	Station postale "S", Montréal—Agrandissement, modifications et peinture (Coût estimatif \$12,500) .. . . . . .	4,000 00
	Terminus postal, Montréal—système d'entreposage des colis (Coût estimatif \$50,000) .. . . . . .	5,000 00
	Québec—Transformation de la salle d'exercice pour le ministère de la Santé nationale et du bien-être social .. . . .	24,000 00
545	Edifice public, St-Jérôme—Agrandissement et modifications (Coût estimatif \$27,500) .. . . . . .	10,000 00
	Edifice public, St-Joseph d'Alma—Agrandissement, mur d'appui, accessoires, etc. (Coût estimatif \$19,000) .. . . . .	8,000 00
	Edifice public, Trois-Rivières—Agrandissement (Coût estimatif \$100,000) .. . . . . .	5,000 00
	Edifice public, Valleyfield—Agrandissement, modifications et accessoires (Coût estimatif \$60,000) .. . . . . .	10,000 00

*Ontario*

	Edifice public, Barrie—Agrandissement, modifications et accessoires (Coût estimatif \$23,000) .. . . . . .	8,000 00
	Edifice public, Belleville—Agrandissement, modifications et accessoires (Coût estimatif \$42,000) .. . . . . .	12,000 00
	Bracebridge—édifice public—Aile et modifications (Coût estimatif \$14,000) .. . . . . .	5,000 00
	Fort William—Ancien bureau de poste—Modifications .. . .	30,000 00
	Hamilton—Immeuble (Coût estimatif \$350,000) .. . . . . .	50,000 00
	Leamington—édifice public—Aile, modifications et garnitures (Coût estimatif \$22,000) .. . . . . .	10,000 00
	Niagara Falls—édifice public—Addition à l'emplacement ..	18,000 00
	Ottawa—Aile au laboratoire de métallurgie physique (Coût estimatif \$60,000) .. . . . . .	5,000 00
	Ottawa—Appareil de chauffage central pour les édifices du ministère des Mines et des Ressources, rue Booth (A voter de nouveau) .. . . . . .	7,500 00
	Ottawa, édifice de l'est—Améliorations (Coût estimatif \$17,000) .. . . . . .	3,000 00
	Ottawa—Améliorations aux propriétés de la rue Wellington	10,000 00
546	Ottawa—édifice Langevin—Améliorations à l'éclairage (Coût estimatif \$80,000) .. . . . . .	30,000 00
	Ottawa—aile au terminus postal (A voter de nouveau) .. . .	24,000 00
	Ottawa—Imprimerie nationale—Installations d'avertisseurs d'incendie .. . . . . .	8,000 00
	Ottawa—Rideau Hall—Protection contre l'incendie .. . . .	22,000 00
	Ottawa—Nouvel édifice de la Cour suprême—rénovation achèvement et mobilier (Coût estimatif \$800,000) .. . .	100 000 00
	Ottawa—Monnaie royale canadienne—remplacement de l'ascenseur et modifications à l'édifice (Coût estimatif \$12,000) .. . . . . .	5,000 00
	Ottawa—entrepôt pour la Galerie nationale .. . . . . .	20,000 00
	Ottawa—entrepôt pour l'Office national du film .. . . . . .	35,000 00
	Sarnia—édifice public—Aile et modifications, etc. (Coût estimatif \$26,000) .. . . . . .	10,000 00
	Sault-Ste-Marie—Edifice public—Aile et modifications, etc. (Coût estimatif \$26,000) .. . . . . .	10,000 00
	Toronto—édifice destiné aux livraisons—restaurations et outillage mécanique (Coût estimatif \$350,000) .. . . . . .	100,000 00

546	{	Waterloo—édifice public—Aile et modifications, etc. (Coût estimatif \$28,000) . . . . .	10,000 00
		Welland—édifice public—Aile et garnitures, etc. (Coût estimatif \$50,000) . . . . .	10,000 00
		Woodstock—édifice public—Aile et garnitures, etc. (Coût estimatif \$25,000) . . . . .	10,000 00

*Saskatchewan*

547	North Battleford—édifice public—agrandissement et modifications (Coût estimatif \$6,500) . . . . .	2,000 00
-----	--	----------

*Alberta*

548	{	Calgary—édifice public (Coût estimatif \$350,000) . . . . .	50,000 00
		Edmonton—Achat de l'édifice "Redwood" pour le ministère des Affaires des anciens combattants . . . . .	95,000 00
		Lethbridge—édifice public—Aile, etc. (Coût estimatif \$16,000) . . . . .	5,000 00

*Colombie-Britannique*

549	{	Vancouver—Aéroport Sea Island—Emplacement du bureau de poste . . . . .	9,000 00
		Vancouver—Edifice Winch—Améliorations de l'éclairage . . . . .	8,000 00
		Victoria—Edifice public (Coût estimatif \$800,000) . . . . .	50,000 00

*Généralités*

550	Stations fédérales de la quarantaine—Entretien et réparations—Crédit supplémentaire . . . . .	10,000 00
551	Edifices publics en général—Réparations, modifications, garnitures et améliorations—Crédit supplémentaire . . . . .	75,000 00

## DIVISION DE L'INGÉNIEUR EN CHEF

*Dragage*

552	Provinces Maritimes—Crédit supplémentaire . . . . .	46,200 00
553	Ontario et Québec—Crédit supplémentaire . . . . .	85,000 00
554	Colombie-Britannique et Yukon—Crédit supplémentaire . . . . .	27,000 00
555	Nouvelle drague pour les Grands lacs—(Coût estimatif \$162,000) . . . . .	50,000 00

Entretien et exploitation des bassins de radoub, écluses et barrages, etc.

556	Bassin de radoub Champlain—Crédit supplémentaire . . . . .	125,000 00
557	Ecluses et barrages—Crédit supplémentaire . . . . .	12,500 00
558	Bateaux déblayeurs—Crédit supplémentaire . . . . .	63,400 00

Entretien et réparation des chemins et ponts

559	Kingston—Chaussée La Salle—Crédit supplémentaire . . . . .	8,800 00
-----	--	----------

Construction, réparations et améliorations—  
Ports et rivières

*Nouvelle-Ecosse*

560	{	Breen's Pond—Améliorations du port (Coût estimatif \$32,000) . . . . .	10,000 00
		Clarkes Harbour—Reconstruction et agrandissement du quai . . . . .	35,000 00
		Culloden—Réparations du brise-lames (Coût estimatif \$20,000) . . . . .	13,000 00

	{	Glace Bay—Reconstruction du quai (Coût estimatif \$330,000) . . . . .	75,000 00
		Meteghan—Réparations du brise-lames (A voter de nouveau)	3,400 00
		Pictou Island—Brise-lames-quoi (Coût estimatif \$75,000) . .	25,000 00
560		Port Hood Island—Quai (Coût estimatif \$10,000) . . . . .	4,000 00
		Whitehead—Remplacement de quai (Coût estimatif \$23,200)	8,000 00
560		Ports et rivières en général—Pour l'entretien des services, et pour réparations et reconstruction en raison de très fortes tempêtes durant l'automne de 1944, nuls ouvrages nouveaux ne seront entrepris—Crédit supplémentaire	40,000 00

*Ile du Prince-Edouard*

	{	Charlottetown—Reconstruction du quai et améliorations (Coût estimatif \$340,000) . . . . .	50,000 00
		Red Head—Prolongement de quai et brise-lames (A voter de nouveau \$2,900) . . . . .	3,500 00
561		Rocky Point—Reconstruction du quai (Coût estimatif \$42,000) . . . . .	20,000 00
		Ports et rivières en général—Pour entretien de services, nuls ouvrages nouveaux ne seront entrepris—Crédit supplémentaire . . . . .	10,000 00

*Nouveau-Brunswick*

	{	Caraquet (Quai Young)—Dragage (Coût estimatif \$40,000)	5,000 00
562		Dalhousie—Reconstruction du quai et dragage (Coût estimatif \$26,000) . . . . .	7,500 00
		Neguac Church—Quai (Coût estimatif \$22,000) . . . . .	5,000 00

*Québec*

	{	Grande Rivière—Reconstruction du quai (Coût estimatif \$147,000) . . . . .	25,000 00
		Matane—Reconstruction du brise-lames ouest (Coût estimatif \$212,000) . . . . .	25,000 00
		Miguasha—Prolongement du quai et brise-lames (Coût estimatif \$30,000) . . . . .	10,000 00
		Pentecôte—Dragage . . . . .	175,000 00
563		Québec—Parachèvement de la reconstruction de l'égout intercepteur—Pour donner suite à l'accord intervenu en 1939 (Coût estimatif \$1,340,000) . . . . .	200,000 00
		Sainte-Félicité—Réparations du quai (Coût estimatif \$27,000) . . . . .	5,000 00
		Saint-Siméon—Reconstruction du quai (Coût estimatif \$142,000) . . . . .	40,000 00

*Ontario*

	{	Bronte—Reconstruction de jetée (Coût estimatif \$110,000)	30,000 00
		Cobourg—Reconstruction d'ouvrage du port (Coût estimatif \$95,000) . . . . .	50,000 00
		Fort-William—Dragage (Coût estimatif \$295,000) . . . . .	225,000 00
		Midland—Améliorations au port (Coût estimatif \$167,000)	75,000 00
564		Oshawa—Reconstruction du brise-lames (Coût estimatif \$33,000) . . . . .	10,000 00
		Parry Sound—Quai . . . . .	5,500 00
		Port Hope—Réparations au brise-lames de l'est (Coût estimatif \$110,000) . . . . .	20,000 00
		Sault Ste-Marie—Reconstruction du quai (Coût estimatif \$41,000) . . . . .	10,000 00
		Stanley House—Quai . . . . .	4,900 00

*Manitoba*

	{Gimli—Reconstruction du quai (Coût estimatif \$62,000) ..	10,000 00
565	{Selkirk—Reconstruction du quai (Coût estimatif \$148,000)	10,000 00
	{St. Andrews—Brise-lames de rivière (Coût estimatif \$11,000)	5,000 00

*Colombie-Britannique et Yukon*

	{Bella Coola—Réparations et améliorations au quai (Coût estimatif \$19,300) ..	10,000 00
	Brownsville—Améliorations au port (Coût estimatif \$15,000)	8,000 00
	Rivière Brunette (Sapperton)—Approches et ponton ..	7,000 00
	Courtenay—Quai flottant ..	4,000 00
	Fleuve Fraser (Calamity Point)—Améliorations ..	5,000 00
	Fleuve Fraser—Reconstruction de la jetée du chenal nord (Coût estimatif \$231,800) ..	50,000 00
	Kanaka Landing—Pontons ..	4,900 00
	Ladysmith—Ponton et brise-lames ..	9,700 00
	Port-Alberni—Améliorations au port ..	65,000 00
	Prince-Rupert—Renouvellement des pontons des pêcheurs (Coût estimatif \$22,000) ..	5,000 00
566	{Queen Charlotte City—Réparations au quai et prolongement (Coût estimatif \$16,000) ..	5,000 00
	Refuge Cove (Redonda Island)—Ponton ..	5,900 00
	Refuge Cove (Sidney Inlet)—Ponton ..	1,000 00
	Steveston—Améliorations au port (A nouveau) ..	6,300 00
	Ucluelet West—Pontons ..	2,900 00
	Vananda—Prolongement du quai et entrepôt de marchandises	4,200 00
	Westview—Coût initial de remplacement de rade sûre pour pêcheurs ..	25,000 00
	Winter Harbour—Améliorations au port (Coût estimatif \$22,500) ..	5,000 00
	Ports et rivières en général—Pour entretien de services, nuls ouvrages nouveaux ne seront entrepris—Crédit supplémentaire ..	50,000 00

## DIVISION DU TÉLÉGRAPHE

## Reconstruction, réparations et améliorations

567	Achat de câble sous-marin et outillage de transport téléphonique de la Corporation des biens de guerre ..	25,000 00
568	Achat et installation d'outillage radiophonique à l'île Minstrel et sur l'île de Vancouver à Kelsey Bay.....	9,000 00
569	Achat et installation de câble sous-marin pour relier Shippigan et les îles de Miscou à la terre ferme.....	11,000 00
570	Achat de câble sous-marin pour remplacement et réserve..	23,800 00
571	Réparations et renouvellement de câbles sous-marins sur la côte du Pacifique.....	30,000 00
572	Ligne téléphonique entre Catalone et Bateston.....	700 00
573	Ligne téléphonique entre Peter Pond Lake et Portage la Loche (Coût estimatif \$17,000).....	10,000 00

## CRÉDIT GÉNÉRAL

574	Musée national du Canada—Crédit supplémentaire.....	35,000 00
-----	---	-----------

## BUDGET PRINCIPAL

*(Moins la somme votée en subsides intérimaires)*

## TRAVAUX PUBLICS

## DIVISION DE L'ARCHITECTE EN CHEF

## Construction, réparation et amélioration d'édifices publics

*Ontario*

255	Edifices publics fédéraux—Améliorations et réparations. . . . .	170,000 00
	Edifice public de London—Jointoiment de la maçonnerie, peinture et réparation (à voter de nouveau, \$15,000) . . . . .	25,000 00
	Ottawa—Laboratoire d'hydrogénation du ministère des Mines et des Ressources. . . . .	250,000 00
	Ottawa—Ferme expérimentale centrale—Citerne et bâtiment de pompes, etc. (à voter de nouveau, \$22,000) . . . . .	35,000 00

## SERVICES TÉLÉGRAPHIQUES

## Constructions, réparations et améliorations

300	Saskatchewan et Alberta. . . . .	12,000 00
301	Colombie-Britannique—Districts du Nord et du Yukon. . . . .	17,000 00
302	Colombie-Britannique—District de l'île Vancouver. . . . .	9,000 00

## GÉNÉRALITÉS

303	Galerie nationale du Canada. . . . .	67,405 00
304	Travaux divers non prévus ailleurs, chaque montant individuel limité à \$3,000 . . . . .	25,000 00
305	Crédits supplémentaires sur autorisation du conseil du Trésor, sauf quand la somme requise par le ministère des Travaux publics est inférieure à \$200. . . . .	100,000 00
306	Pour fournir les soldes nécessaires pour compléter les projets entrepris au cours des années financières précédentes et pour lesquels il n'est fait aucune provision spéciale dans le budget de 1945-46. . . . .	20,000 00
307	Service de téléphone ailleurs qu'à Ottawa. . . . .	8,000 00

## POSTES

231	Administration . . . . .	811,425 00
232	Bureaux de poste, y compris les traitements et autres dépenses du bureau principal et des bureaux urbains ainsi que les fournitures et le matériel des bureaux à commission. . . . .	22,126,090 00
233	Inspection et investigations. . . . .	953,750 00
234	Courrier ambulante. . . . .	14,651,279 00
235	Courriers aérien et terrestre . . . . .	19,862,725 00
236	Vérification de la recette, mandats de poste, bons de poste et caisse d'épargne; émission de timbres-poste et de bons de poste . . . . .	1,876,181 00

## PENSIONS ET AUTRES INDEMNITÉS

237	Allocations de commisération aux employés blessés dans l'exercice de leurs fonctions ou à d'autres personnes blessées dans l'accomplissement de fonctions se rattachant de quelque façon au service postal, ou en protégeant le courrier de Sa Majesté, ou aux personnes à la charge de
-----	---

ces employés ou autres personnes qui peuvent se faire tuer dans l'exercice de leurs fonctions; les versements ne devant s'effectuer qu'avec l'autorisation expresse du Gouverneur en conseil. . . . .

5,000 00

## MUNITIONS ET APPROVISIONNEMENTS

(CRÉDITS AUTRES QUE LES CRÉDITS DE GUERRE)

## BUREAU DU RÉGISSEUR DU CHARBON

*Subvention pour charbon*

179 Commission fédérale du charbon—Administration et recherches . . . . .	32,120 00
180 Paiements à l'égard du transport du charbon aux conditions prescrites par le gouverneur en conseil. . . . .	4,500,000 00

Résolutions à rapporter.

Lesdites résolutions adoptées aujourd'hui en comité des Subsidés, sont rapportées, du consentement de la Chambre, lues la deuxième fois et adoptées, le comité des Subsidés devant siéger de nouveau à la prochaine séance de la Chambre.

Du consentement de la Chambre, M. Martin, membre du Conseil privé du Roi, dépose,—Réponse à une adresse à Son Excellence l'Administrateur, en date du 5 novembre 1945,—Copie de tous télégrammes, lettres et autres documents échangés, au cours des années 1938, 1939, 1940, 1941 et 1942, entre la *Curtis-Wright Aeroplane and Motor Corporation*, et le directeur des fournitures d'aéronefs, la Commission des approvisionnements de guerre et le ministère de la Défense nationale, relativement aux offres de fabrication des avions et des parties d'avions au Canada; ainsi que la copie du mémoire présenté à ce sujet au directeur des fournitures d'aéronefs au cours de décembre 1939, et de toute correspondance subséquente entre ladite compagnie et le ministère des Munitions et approvisionnements ou le ministère de la Défense nationale.

Aussi,—Réponse à une adresse à Son Excellence l'Administrateur, en date du 5 novembre 1945,—Copie de tous télégrammes, correspondance, lettres et autres documents échangés, au cours de 1938 et de 1939, entre les fonctionnaires de la *United Aircraft Corporation* ou l'une quelconque de ses filiales au Canada, en particulier la *Canadian Pratt and Whitney*, et les fonctionnaires du ministère de la Défense nationale et de la Commission des approvisionnements de guerre concernant la fabrication au Canada par ladite compagnie d'avions, d'antennes d'avions et d'autres parties d'avions, et de toute correspondance subséquente entre lesdites compagnies et le ministère des Munitions et approvisionnements ou le ministère de la Défense nationale.

Aussi,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 19 novembre 1945,—Etat montrant:—1. Quel est, depuis 1930, le nombre de moteurs Diesel importés chaque année au Canada?

2. Depuis 1930, combien de moteurs Diesel a-t-on fabriqués, chaque année, au Canada?

3. En quelle année les fabricants de moteurs Diesel ont-ils satisfait approximativement aux exigences de la clause relative au dix pour cent de l'arrêté en conseil C.P. 1618?

4. Quel est, aux termes de l'arrêté en conseil C.P. 1618, le taux des droits de douanes alloués pour les moteurs Diesel mentionnés au poste 440g du Tarif des douanes?

Aussi,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 6 décembre 1945, —Etat montrant:—1. L'Imprimeur du Roi a-t-il, à quelque époque au cours des deux dernières années, imprimé quelques formules de pétition pour le compte de quelque organisme du gouvernement ou de quelques autres groupements ou particuliers?

2. S'il en a été ainsi, pour qui?

Aussi,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 10 décembre 1945, —Etat montrant:—1. Avant le commencement de la guerre, en 1939, quel était le nombre moyen de tonnes transportées, chaque année sur les lignes des chemins de fer Nationaux du Canada a) entre Mulgrave et Truro, et b) entre Truro et Oxford Junction, en Nouvelle-Ecosse?

2. Au cours de la période de 1939 à 1944, quel était le nombre moyen de tonnes transportées sur les lignes des chemins de fer Nationaux a) entre Mulgrave et Truro, et b) entre Truro et Oxford Junction, en Nouvelle-Ecosse?

3. Quelles dépenses estimatives d'après-guerre les chemins de fer Nationaux feront-ils pour reconstruire la ligne entre Mulgrave et Truro, en Nouvelle-Ecosse?

Aussi,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 10 décembre 1945, —Etat montrant:—1. Quel était le coût de construction de l'entreprise d'irrigation d'Eastend, à Eastend, Saskatchewan?

2. Quelle étendue de terrains a-t-on achetée à propos de cette entreprise?

3. Quel prix l'acre, a-t-on payé?

4. Quel a été, jusqu'à présent, le coût d'exploitation de cette entreprise?

Et aussi,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 10 décembre 1945, —Etat montrant:—1. Quel est le mode général de disposition des déchets de comestibles en provenance de camps militaires?

2. Comment dispose-t-on de ces déchets au camp de Dundurn, Saskatchewan?

3. Les autorités militaires de ce camp ont-elles un marché avec un certain Andrew Russell pour la vente de ces déchets? S'il en est ainsi, ce contrat est-il encore en vigueur?

4. A-t-on mis fin à ce contrat? Si c'est le cas, pourquoi?

Sur motion de M. Mackenzie, il est résolu,—Que lorsque la Chambre lèvera séance à une heure de l'après-midi demain, il y aura relâche jusqu'à deux heures de l'après-midi, nonobstant l'ordre adopté le 27 novembre 1945.

Comme il est passé onze heures p.m., exactement onze heures et quarante minutes, M. l'Orateur ajourne la Chambre, sans mettre la motion aux voix, en vertu de l'article 7 du Règlement, jusqu'à onze heures demain avant-midi.

No 76

## JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES  
DU CANADA

---

SÉANCE DU MARDI, 18 DÉCEMBRE 1945

---

*Onze heures de l'avant-midi.*

## PRIÈRES.

M. Mackenzie King, membre du Conseil privé du Roi, dépose sur la Table, —Copies des arrêtés en conseil adoptés en vertu des dispositions de la Loi des mesures de guerre entre le 30 novembre 1945 et le 15 décembre 1945, comme suit:

Arrêté en conseil C.P. 139/7157, approuvé le 20 novembre 1945: concernant le droit et les impôts sur les pneus expédiés aux Etats-Unis pour être adaptés aux véhicules moteurs destinés à être envoyés au Canada.

Arrêté en conseil C.P. 7165, approuvé le 4 décembre 1945: pour annuler la naturalisation de E. Portschy.

Arrêté en conseil C.P. 7194, approuvé le 4 décembre 1945: révocation de la nomination de J. M. Kitchen comme sous-contrôleur de la construction.

Arrêté en conseil C.P. 7198, approuvé le 4 décembre 1945: au sujet de l'achat par les chemins de fer Nationaux de 300 wagons réfrigérateurs.

Arrêté en conseil C.P. 7209, approuvé le 4 décembre 1945: révocation de la nomination de E. R. Birchard comme contrôleur des véhicules-moteurs et son remplacement par E. T. Milne.

Arrêté en conseil C.P. 7224, approuvé le 4 décembre 1945: modification du Règlement relatif à la réadaptation après licenciement.

Arrêté en conseil C.P. 7237, approuvé le 4 décembre 1945: révocation des règlements relatifs à la construction et aux matériaux de construction.

Arrêté en conseil C.P. 7263, approuvé le 7 décembre 1945: pour autoriser des avances additionnelles à la Commission de contrôle du change étranger afin de lui permettre d'acheter des monnaies étrangères.

Arrêté en conseil C.P. 7274, approuvé le 7 décembre 1945: au sujet de la nomination de Hew G. Cochrane comme administrateur des réclamations faites à la suite de l'explosion et des désordres qui ont eu lieu à Halifax.

Arrêté en conseil C.P. 7278, approuvé le 11 décembre 1945: au sujet du transport au Canada des dépendants des membres des forces armées.

Arrêté en conseil C.P. 7310, approuvé le 11 décembre 1945: pour autoriser la Commission canadienne du blé à placer ses fonds de surplus en valeurs du gouvernement du Canada.

Arrêté en conseil C.P. 7314, approuvé le 11 décembre 1945: révocation de diverses ordonnances autorisant des cargaisons plus lourdes à bord des navires.

Arrêté en conseil C.P. 7355, approuvé le 15 décembre 1945, concernant le rapatriement au Japon de certains sujets japonais du Canada.

Arrêté en conseil C.P. 7356, approuvé le 15 décembre 1945, stipulant que tout Japonais déporté du Canada sous l'empire de l'arrêté en conseil C.P. 7355, en date du 15 décembre 1945, cessera d'être soit un sujet britannique soit un sujet canadien.

Arrêté en conseil C.P. 7357, approuvé le 15 décembre 1945, pourvoyant à la nomination d'une commission, en vertu des dispositions de la Loi des enquêtes, pour conduire une enquête sur les agissements, la loyauté et la mesure de coopération apportée au gouvernement du Canada pendant la guerre par les sujets japonais ou les personnes de race japonaise naturalisées au Canada.

M. Bertrand (*Laurier*), membre du Conseil privé du Roi, dépose sur la Table, par ordre de son Excellence le Gouverneur général,—Rapport du ministre des Postes pour l'année terminée le 31 mars 1945, (Version anglaise et française).

La Chambre reprend le débat ajourné sur la motion suivante de M. Bradette:—Que le deuxième rapport du comité permanent des Affaires extérieures, présenté le lundi, 12 novembre 1945, soit maintenant agréé, et sur l'amendement proposé par M. St-Laurent:—Que l'on retranche à la fin de la motion principale les mots "soit maintenant agréé" et qu'on les remplace par les suivants: "soit renvoyé de nouveau audit comité avec autorisation de remettre à l'étude la recommandation qui figure au dernier paragraphe dudit rapport".

Après discussion, ledit projet d'amendement est mis aux voix, et il est agréé.

Et ladite motion principale, telle que modifiée, est alors adoptée.

En conséquence, le deuxième rapport du comité permanent des affaires extérieures est renvoyé audit comité avec autorisation de remettre à l'étude la recommandation mentionnée au dernier paragraphe dudit rapport.

A l'appel de l'ordre pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des Subsidés;

M. Mackenzie King propose,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Et ladite motion, mise aux voix, est agréée.

La Chambre, en conséquence, se forme de nouveau en comité des Subsidés.

(*En comité*)

Les résolutions suivantes sont adoptées:

#### BUDGET SUPPLÉMENTAIRE, 1945-46

##### JUSTICE

467 Administration—Crédit supplémentaire . . . . .	\$ 11,950 00
468 Loi des enquêtes sur les coalitions, application—Crédit supplémentaire . . . . .	32,000 00

469 Cour suprême du Canada—Crédit supplémentaire . . . . .	1,500 00
470 Cour de l'Echiquier — Administration — Crédit supplémentaire . . . . .	3,000 00

## DIVISION DES PÉNITENCIERS

471 Fonctionnement et entretien des pénitenciers, y compris frais d'administration, de construction, d'achats de terrains, d'approvisionnements et de bétail; entretien, libération et transfert des détenus; indemnités aux détenus libérés ayant subi une invalidité permanente pendant leur séjour au pénitencier—Crédit supplémentaire . . . . .	237,770 00
--	------------

## ROYALE GENDARMERIE À CHEVAL

576 Services terrestres—Découlant de la Loi de la Royale gendarmerie à cheval, de l'application des statuts fédéraux généralement, et autres dépenses accessoires—Crédit supplémentaire . . . . .	16,500 00
577 Pour payer une pension de \$411 par année à Mme Victoria Desjardins, veuve du constable Alphonse Desjardins qui a perdu la vie au devoir, et à compter du 1er avril 1945 . . . . .	411 00

Résolutions à rapporter.

Rapport à recevoir, le comité des Subsidés devant siéger plus tard aujourd'hui.

M. l'Orateur communique à la Chambre la lettre suivante qu'il a reçue:

## HÔTEL DU GOUVERNEMENT

OTTAWA

BUREAU DU SECRÉTAIRE DU GOUVERNEUR GÉNÉRAL

18 décembre 1945.

MONSIEUR,

J'ai l'honneur de vous informer que l'honorable Thibaudeau Rinfret, juge en chef du Canada, agissant comme substitut de Son Excellence le Gouverneur général, se rendra à la salle des séances du Sénat mardi, le 18 décembre 1945, à cinq heures de l'après-midi, afin de proroger la présente session du Parlement.

J'ai l'honneur d'être, Monsieur,

Votre dévoué serviteur,

F. L. C. PEREIRA

*Assistant-secrétaire du Gouverneur général.*

A l'honorable ORATEUR  
de la Chambre des communes,  
Ottawa, Ontario.

A l'appel de l'ordre pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des Subsidés;

M. Mackenzie propose,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Et ladite motion, mise aux voix, est agréée.

La Chambre, en conséquence, se forme de nouveau en comité des Subsidés.

(En comité)

Les résolutions suivantes sont adoptées:

### BUDGET PRINCIPAL

(Moins les sommes votées en subsides intérimaires)

#### RECONSTRUCTION

308 Administration, y compris les dépenses incidentes à l'organisation . . . . . \$1,500,000 00

#### CONSEIL NATIONAL DE RECHERCHES

309 Traitements et autres dépenses du Conseil national des recherches . . . . . 1,200,448 00  
 310 Recherches sur l'utilisation des récoltes de la ferme (à voter de nouveau \$175,000) . . . . . 320,000 00  
 311 Subvention à la Société Royale du Canada . . . . . 4,500 00

### BUDGET SUPPLÉMENTAIRE, 1945-46

#### RECONSTRUCTION

#### CONSEIL NATIONAL DE RECHERCHES

575 Traitements et autres dépenses du Conseil national de recherches—Crédit supplémentaire . . . . . 50,000 00

### BUDGET PRINCIPAL

(Moins les sommes votées en subsides intérimaires)

#### FINANCES

51 Administration . . . . . 639,578 00  
 52 Inspection des banques (Bureau de l'inspecteur général des banques) . . . . . 27,460 00  
 53 Monnaie royale du Canada, y compris le Bureau fédéral des essais . . . . . 449,197 00

#### SERVICE DU LOGEMENT

54 Loi nationale sur le logement et emprunts pour réfection de maisons . . . . . 186,796 00  
 55 Pour pourvoir aux paiements des sommes dues en vertu de garanties données par le ministre des Finances conformément au poste 51 de l'annexe A à la Loi des subsides n° 5, 1944 (et conformément aux postes correspondants dans les lois des subsides antérieures) aux maisons de prêts agréés à l'égard des prêts consentis en vue de financer la transformation de maisons existantes en logements multiples pour familles, ces paiements devant être faits à même les deniers inutilisés au Fonds du revenu consolidé . . . . . 1 00

#### PENSIONS DE VIEILLESSE (Y COMPRIS LES PENSIONS AUX AVEUGLES)

56 Pensions de vieillesse, y compris les pensions aux aveugles, administration . . . . . 48,649 00

## PENSIONS ET INDEMNITÉ DE RETRAITE

57	Application des lois de pension et de retraite . . . . .	171,164 00
58	Contribution de l'Etat au fonds de pension . . . . .	2,600,000 00
59	Allocations de retraite aux anciens employés du département des Impressions et de la Papeterie publiques . . . . .	1,110 00

## INDEMNITÉ DE RETRAITE

60	Commission pour le paiement des intérêts sur la dette publique, les services d'agents du fisc, les timbres d'effets à Londres, l'enregistrement, etc. . . . .	280,300 00
61	Pour permettre au ministre des Finances, sous réserve d'une entente devant être conclue avec chaque province, de ga- rantir aux provinces contractantes les revenus provin- ciaux provenant de la vente de liqueurs, conformément à l'offre faite par le ministre des Finances aux premiers ministres provinciaux le 2 mars 1943, suivant laquelle, vu la hausse par les provinces du prix de détail des spiri- tueux d'un montant au moins suffisamment élevé pour ab- sorber l'augmentation de \$2.00 par gallon de preuve dans le droit d'accise, prélevé en vertu d'un amende- ment à la Loi de l'Accise, chapitre 9, Statuts du Canada, 1943, et d'un montant supplémentaire correspondant à \$2.00 par gallon de preuve, le gouvernement fédéral garantit, tant que demeureront en vigueur les restric- tions de guerre concernant le contrôle des liqueurs, les re- venus que chaque province tire des liqueurs d'après les revenus reçus durant les 12 mois se terminant le 30 juin 1942; toutefois, les paiements nécessaires à l'observation des garanties données sous la présente autorité seront faits à même les deniers disponibles du revenu consolidé	1 00

## DIVERSES SUBVENTIONS ET CONTRIBUTIONS

62	Conseil général canadien des Scouts . . . . .	9,000 00
63	Conseil fédéral des Guides . . . . .	4,860 00
64	Société royale d'astronomie . . . . .	1,620 00
65	Académie royale canadienne des arts . . . . .	2,025 00
	Commission du district fédéral—	
66	Entretien et amélioration des terrains contigus aux édi- fices de l'Etat, à Ottawa, et amélioration du réseau des promenades et parcs sous le contrôle de la Com- mission du district fédéral . . . . .	133,500 00

## GÉNÉRALITÉS

67	Commission du tarif, y compris la Commission fédérale du commerce et de l'industrie—Paiement autorisé nonobs- tant toute disposition contraire de la Loi ou des règle- ments du service civil . . . . .	74,570 00
68	Dépenses du bureau du contrôleur du Trésor . . . . .	5,122,560 00
69	Application de la Loi d'arrangement entre cultivateurs et créanciers, 1934, et de la Loi pour favoriser les amé- liorations municipales, 1938 . . . . .	214,110 00
70	Subordonnement à l'approbation du Conseil du Trésor, trai- tements, indemnité de vie chère, reclassements et aug- mentations . . . . .	100,000 00

71 Dépenses imprévues, sujettes à l'approbation du Conseil du Trésor, dont un état détaillé doit être soumis au Parlement dans les quinze jours qui suivront l'ouverture de la prochaine session . . . . .	80,000 00
--	-----------

## BUDGET SUPPLÉMENTAIRE, 1945-46

## FINANCES

457 Administration—Crédit supplémentaire . . . . .	20,000 00
458 Hôtel royal de la Monnaie, y compris Bureau de garantie du Dominion du Canada— Crédit supplémentaire . . . . .	47,245 00

## DIVISION DU LOGEMENT

459 Administration. Loi nationale sur le logement et Loi garantissant des emprunts pour réfection de maison—Crédit supplémentaire . . . . .	53,000 00
---	-----------

## CRÉDITS GÉNÉRAUX

460 Pour pourvoir aux frais du contrôleur du Trésor—Crédit supplémentaire . . . . .	260,000 00
---	------------

## BUDGET PRINCIPAL

*(Moins les sommes votées en subsides intérimaires)*

## BUREAU DE L'AUDITEUR GÉNÉRAL

36 Traitements et dépenses de bureau . . . . .	408,155 00
--	------------

## ASSURANCES

89 Administration . . . . .	180,830 00
90 Dépenses de la campagne pour la prévention des incendies	19,925 00

## REVENU NATIONAL

## DOUANES ET ACCISE

221 Administration générale, y compris l'autorisation des fonds mentionnés au C.P. 233/1601 du 22 août 1929, modifié, et devant être administrés en conformité des dispositions dudit arrêté, nonobstant les dispositions de la Loi des douanes et de la Loi de l'accise . . . . .	996,175 00
222 Inspection, investigations et vérification . . . . .	1,450,300 00
223 Section de mésestimation du service de surveillance . . . . .	57,325 00
224 Ports, ports secondaires et stations de surveillance, y compris la rémunération du travail supplémentaire des fonctionnaires, nonobstant toute disposition contraire de la Loi du service civil; et bâtiments temporaires et loyers . . . . .	8,083,610 00

## DIVISION DE L'IMPÔT SUR LE REVENU

225 Administration générale, y compris l'autorisation de créer des positions et de faire des nominations dans la division, nonobstant toute disposition contraire de la Loi du service civil, et ces positions et le personnel ainsi nommé sont, par les présentes, totalement soustraits à l'application de ladite loi . . . . .	888,073 00
---	------------

226	Inspection et vérification internes . . . . .	445,774 00
227	Bureaux de district . . . . .	11,075,604 00

## GÉNÉRALITÉS

228	Montant à payer au ministère de la Justice pour les services secrets d'enquête de la douane et de l'accise et de l'impôt sur le revenu, qui lui en rendront compte . . . . .	15,000 00
-----	--	-----------

## PRÊTS ET PLACEMENTS

## FINANCES

## DIVISION DU LOGEMENT

424	Pour rembourser les avances pour la construction de logements consenties par le ministre des Finances en conformité du poste No 412 de l'Annexe A de la Loi des subsides No 5, 1944 (et en conformité des postes correspondants dans les lois des subsides antérieures) d'une somme ne dépassant pas . . . . .	1,000,000 00
-----	--	--------------

## BUDGET SUPPLÉMENTAIRE, 1945-46

## REVENU NATIONAL

## DIVISIONS DES DOUANES ET DE L'ACCISE

538	Ports, ports secondaires et stations de surveillance, y compris traitements pour heures supplémentaires des fonctionnaires, nonobstant toute disposition de la Loi du service civil, ainsi qu'édifices temporaires et loyers—Crédits supplémentaires . . . . .	278,800 00
-----	--	------------

## COMMERCE

582	Administration—Crédit supplémentaire . . . . .	40,480 00
583	Service des renseignements commerciaux—Crédit supplémentaire . . . . .	84,015 00
584	Division des tarifs étrangers—Crédit supplémentaire—Contribution au Bureau international des tarifs de douane . . . . .	16,800 00
585	Division du blé et des grains—Crédit supplémentaire . . . . .	15,904 00
586	Division de l'importation . . . . .	24,700 00

## SUBVENTIONS AUX PAQUEBOTS-POSTE ET AUX NAVIRES

*Services locaux de l'Est*

587	{ Service entre Campobello, N.-B., et Lubec, Maine . . . . .	1,000 00
	{ Service d'hiver entre Chester et Tancook Island—Crédit supplémentaire . . . . .	100 00
	{ Service entre Dalhousie, N.-B. et Miguasha, P.Q. . . . .	12,000 00
	{ Services entre l'Île aux Coudres, P.Q. et Québec ou Lévis . . . . .	4,000 00
	{ Service entre Mulgrave et Canso—Crédit supplémentaire . . . . .	27,000 00
	{ Service entre Pictou, Souris et les Îles de la Madeleine—Crédit supplémentaire . . . . .	1,833 00
	{ Service entre l'Île du Prince-Edouard et Terre-Neuve—Crédit supplémentaire . . . . .	36,500 00
	{ Service entre Saint-Jean et les ports du bassin des Mines—Crédit supplémentaire . . . . .	5,000 00

587	{	Service entre Saint-Jean, Westport et Yarmouth et autres ports intermédiaires—Crédit supplémentaire.....	10,000 00
		Service entre Sydney, la Baie St-Laurent et autres ports intermédiaires—Crédit supplémentaire . . . . .	10,000 00
		Service entre Sydney et Whyecomagh et autres ports intermédiaires—Crédit supplémentaire . . . . .	2,500 00
		Service entre Yarmouth, N.E., et Boston, Mass... . . . .	43,000 00

## LOI DES GRAINS DU CANADA

588	Fonctionnement et entretien, y compris l'inspection et le pesage, l'enregistrement, etc.—Crédit supplémentaire..	20,000 00
589	Élévateurs de l'Etat, y compris l'outillage—Crédit supplémentaire . . . . .	55,50 00

## SERVICE DU BUREAU DE TOURISME CANADIEN

590	Pour aider à favoriser le tourisme au Canada—Crédit supplémentaire . . . . .	362,650 00
-----	--	------------

## BUDGET PRINCIPAL

(Moins la somme votée en subsides intérimaires)

## DÉFENSE NATIONALE

(Crédits autres que les crédits de guerre)

## SERVICES ORDINAIRES

181	Subvention aux associations et instituts militaires selon les montants mentionnés aux Détails des services.. . . .	10,425 00
182	Entretien et rajustements divers—Guerre 1914-18.. . . .	22,930 00
183	Monuments des champs de bataille.. . . . .	49,625 00

## PENSIONS ET AUTRES INDEMNITÉS

## Pensions civiles—

184	Robert Allen . . . . .	269 52
185	Walter Pettipas . . . . .	515 90
186	Florence Walker . . . . .	360 00
187	Arnold Truman Townsend . . . . .	420 00
188	Michael Mountain . . . . .	420 00
189	Mme Alice Smuck . . . . .	480 00

## BUDGET SUPPLÉMENTAIRE, 1945-46

## DÉFENSE NATIONALE

(Crédits autres que crédits de guerre)

## SERVICES RÉGULIERS

510	Octrois aux associations et instituts militaires, selon le montant détaillé au budget des dépenses—Crédit supplémentaire . . . . .	250 00
-----	--	--------

## BUDGET PRINCIPAL

*(Moins les sommes votées en subsides intérimaires)*

## SERVICE LÉGISLATIF

## SÉNAT

Président du Sénat—

115	Indemnité de logement . . . . .	3,000 00
116	Administration générale . . . . .	229,040 00

## CHAMBRE DES COMMUNES

Président de la Chambre des communes—

117	Indemnité de logement . . . . .	3,000 00
-----	---------------------------------	----------

Vice-Président de la Chambre des communes—

118	Indemnité de logement . . . . .	1,500 00
-----	---------------------------------	----------

119	Administration—Crédit du greffier . . . . .	517,200 00
-----	---	------------

120	Crédits du sergent d'armes . . . . .	332,767 00
-----	--------------------------------------	------------

121	Abonnement aux publications de l'Association parlementaire britannique pour distribution aux députés . . . . .	2,000 00
-----	---	----------

122	Pour pourvoir, nonobstant les dispositions de la Loi du Revenu consolidé et de la vérification ou les dispositions de la Loi du Sénat et de la Chambre des communes, concer- nant l'indépendance du Parlement, au paiement à même le fonds du revenu consolidé à chaque membre de la Chambre des communes nommé par le Gouverneur en conseil comme adjoint parlementaire (cette nomination ne devant pas rendre ce membre inéligible ni le priver de son titre de membre de la Chambre des communes) pour aider un ministre de la Couronne en la manière et dans la mesure que ce ministre peut déterminer, et représenter le ministère à la Chambre des communes en l'absence du ministre de ce ministère, un traitement de quatre mille dollars par année et une rémunération proportionnelle pour toute période inférieure à une année . . . . .	40,000 00
-----	---	-----------

## GÉNÉRALITÉS

123	Impressions du Parlement, y compris traitement du personnel du service de la distribution . . . . .	75,000 00
-----	--	-----------

## BIBLIOTHÈQUE DU PARLEMENT

124	Administration . . . . .	81,888 00
-----	--------------------------	-----------

## PENSIONS ET AUTRES INDEMNITÉS

125	Pension à la sœur célibataire de feu le colonel Harry Baker, député . . . . .	700 00
-----	--	--------

## BUDGET SUPPLÉMENTAIRE, 1945-46

## SERVICE LÉGISLATIF

## SÉNAT

479	Pour payer aux sénateurs l'indemnité complète de la session de 1945 pour les jours d'absence en raison d'affaires publiques, de maladie ou de décès. Les paiements devront s'effectuer selon que le prescrira le Conseil du Trésor . . . . .	6,000 00
-----	--	----------

480 Pour pourvoir à un montant pour les techniciens et les préposés aux écritures relativement aux travaux de recherche et à la formation des comités du Sénat, et pour autoriser l'emploi de ces techniciens et préposés aux écritures pendant le temps requis aux salaires que pourra approuver le Conseil du Trésor . . . . .	10,000 00
--	-----------

## CHAMBRE DES COMMUNES

481 Administration générale. Budget du Greffier—Crédit supplémentaire . . . . .	5,520 00
482 Budget du sergent d'armes—Crédit supplémentaire . . . . .	1,545 00
483 Pour payer l'indemnité complète des députés—jours perdus en raison d'absence causée par maladie, affaires publiques officielles, ou un ordre de la Chambre, ou en raison du décès pendant la présente session—nonobstant toute disposition contraire du chapitre 147 des Statuts révisés, 1927, Loi du Sénat et de la Chambre des communes ou de lois modificatrices. Les paiements devront s'effectuer selon que le prescrira le Conseil du Trésor . . . . .	15,000 00

## CRÉDIT GÉNÉRAL

484 Impressions du Parlement, y compris les traitements des membres du personnel du Bureau mixte de la distribution—Crédit supplémentaire . . . . .	510 00
---	--------

Résolutions à rapporter.

Du consentement de la Chambre, lesdites résolutions sont rapportées, lues la deuxième fois et agréées.

## CONCOURS

M. Ilsley propose,—Que soient reçues maintenant, lues la deuxième fois et agréées, les résolutions rapportées du comité des Subsidés, les 28, 29 novembre, 3, 7, 8, 11, 12, 13, 14 et 15 décembre (moins les sommes votées en subsidés intérimaires).

Et ladite motion, mise aux voix, est agréée.

Lesdites résolutions sont alors lues la première et la deuxième fois et agréées, comme suit:

MERCREDI, le 28 novembre 1945.

## AGRICULTURE

## SERVICES DE L'ADMINISTRATION

1 Administration . . . . .	\$ 136,035 00
2 Division de la publicité et de la propagande . . . . .	105,229 00
3 Comité consultatif sur les services agricoles . . . . .	3,000 00
4 Contribution aux <i>Empire Bureaux</i> , selon les montants mentionnés aux Détails des services . . . . .	47,397 00

## SERVICES TECHNIQUES

5 Administration des services techniques . . . . .	26,073 00
6 Pathologie animale et avicole . . . . .	150,855 00
7 Bactériologie et recherches en industrie laitière . . . . .	45,420 00
8 Botanique et phytopathologie . . . . .	372,639 00
9 Chimie agricole . . . . .	125,965 00

10 Entomologie . . . . .	610,045 00
11 Protection des plantes . . . . .	311,370 00

## FERMES EXPÉRIMENTALES

12 Administration des fermes expérimentales . . . . .	63,205 00
13 Ferme expérimentale centrale . . . . .	728,935 00
14 Fermes régionales, stations et stations de démonstration. . . . .	1,531,740 00

JEUDI, le 29 novembre 1945.

## TRAVAUX PUBLICS

247 Administration . . . . .	\$ 196,195 00
------------------------------	---------------

## DIVISION DE L'ARCHITECTE EN CHEF

248 Administration . . . . .	223,725 00
249 Ottawa—Entretien et service des édifices et terrains fédéraux, y compris loyers, réparation, ameublement, chauffage, etc. . . . .	2,900,117 00
250 Entretien et service d'autres édifices et terrains fédéraux, si- tués hors d'Ottawa, y compris loyers, réparation, ame- ublement, chauffage, etc. . . . .	4,054,216 00

## Construction, réparation et amélioration d'édifices publics—

251 Londres, Angleterre—Achat de l'édifice du Royal College of Physicians (à voter de nouveau) . . . . .	900,000 00
---	------------

*Nouvelle-Ecosse*

252	Edifice public de Canso— Reconstruction (à voter de nouveau, \$48,000) . . . . .	55,000 00

*Provinces Maritimes en général*

253 Edifices publics fédéraux—Améliorations et réparations. . . . .	75,000 00
---	-----------

*Québec*

254 Edifices publics fédéraux—Améliorations et réparations. . . . .	170,000 00
---	------------

*Manitoba*

256 Edifices publics fédéraux—Améliorations et réparations. . . . .	40,000 00
---	-----------

*Saskatchewan*

257 Edifices publics fédéraux—Améliorations et réparations. . . . .	40,000 00
---	-----------

*Alberta*

258	Edifices publics fédéraux— Améliorations et réparations. . . . .	30,000 00

*Colombie-Britannique*

259 Edifices publics fédéraux—Améliorations et réparations. . . . .	65,000 00
---	-----------

*Généralités*

260	Edifices fédéraux de l'immigration—Réparation, améliorations, etc.	35,000 00
261	Stations fédérales de quarantaine—Entretien et réparation.	15,000 00
262	Laboratoires scientifiques et fermes expérimentales—Remplacement, réparation et améliorations d'édifices.	130,000 00
263	Drapeaux pour les édifices publics.	8,000 00
264	Edifices publics, en général—Réparation, réaménagement, garnitures et améliorations.	125,000 00
265	Hôpitaux des anciens combattants—Réparation, améliorations et modifications.	60,000 00

## DIVISION DE L'INGÉNIEUR EN CHEF

266	Administration.	215,665 00
267	Génie, y compris, les traitements des ingénieurs, commis, etc.	502,280 00

*Dragage*

268	Surveillance générale.	10,437 00
269	Provinces Maritimes.	402,765 00
270	Ontario et Québec.	295,695 00
271	Manitoba, Saskatchewan et Alberta.	169,160 00
272	Colombie-Britannique et Yukon.	267,180 00

*Entretien et service de bassins de radoub, écluses, digues, etc.*

273	Bassin de radoub de Champlain.	80,350 00
274	Bassin de radoub d'Esquimalt.	130,655 00
275	Bassin de radoub de Lorne.	43,712 00
276	Selkirk—Cale de réparation.	7,784 00
277	Ecluses et digues.	97,550 00
278	Entretien et service de bateaux déblayeurs.	49,745 00

*Entretien et service des routes et ponts*

279	Pont du chenal de Burlington.	27,200 00
280	Kingston, chaussée La Salle.	23,820 00
281	Pont de New-Westminster.	36,025 00
282	Généralités.	70,890 00

*Constructions, réparations et améliorations—Ports et rivières**Nouvelle-Ecosse*

	Digby—Réparations aux jetées.	20,000 00
	Digby—Protection additionnelle des jetées et hangars contre les incendies (à voter de nouveau).	6,600 00
	L'Archevêque—Prolongement du brise-lames (à voter de nouveau \$12,000).	23,000 00
283	New Harbour—Réparations au brise-lames (à voter de nouveau \$3,000).	18,000 00
	Parrsboro Beach—Réparations au brise-lames.	65,000 00
	Spencer's Island—Réparations au quai (à voter de nouveau)	24,200 00
	Port et rivières en général—Maintien des services, et réparations et reconstruction; pour cause de très fortes tempêtes durant l'automne de 1944, il ne sera pas entrepris de nouveaux travaux.	675,000 00

*Ile du Prince-Edouard*

284	{	Ports et rivières en général—Maintien des services; il ne sera pas entrepris de nouveaux travaux.. . . . .	64,000 00
		Summerside—Réparations au quai du chemin de fer (à voter de nouveau \$3,000).. . . . .	20,600 00

*Nouveau-Brunswick*

285	{	Lord's Cove—Reconstruction du brise-lames.. . . . .	24,100 00
		Shippigan Gully—Réparations au brise-lames (à voter de nouveau, \$48,700).. . . . .	56,000 00
		Ports et rivières en général—Maintien des services; il ne sera pas entrepris de nouveaux travaux.. . . . .	130,000 00

*Québec*

286	{	Bagotville—Reconstruction du quai.. . . . .	25,000 00
		Manicouagan (Baie Comeau)—Améliorations au quai (à voter de nouveau, \$15,000).. . . . .	17,000 00
		Montmagny—Reconstruction du quai (à voter de nouveau, \$21,350).. . . . .	23,000 00
		Pointe-au-Père—Reconstruction du quai.. . . . .	72,000 00
		Ports et rivières en général—Maintien des services; il ne sera pas entrepris de nouveaux travaux.. . . . .	345,000 00

*Ontario*

287	{	Cobourg—Reconstruction du brise-lames.. . . . .	65,000 00
		Rondeau—Remplacement des ouvrages de protection du port (à voter de nouveau).. . . . .	15,000 00
		Ports et rivières en général—Maintien des services; il ne sera pas entrepris de nouveaux travaux.. . . . .	210,000 00

*Manitoba*

288	{	Hnausa—Reconstruction du quai.. . . . .	25,000 00
		Ports et rivières en général—Maintien des services; il ne sera pas entrepris de nouveaux travaux.. . . . .	40,000 00

*Saskatchewan, Alberta et Territoires du Nord-Ouest*

289	{	Fort Norman—Quai.. . . . .	7,600 00
		Waterways—Quai.. . . . .	10,000 00
		Yellowknife—Améliorations à la navigation (à voter de nouveau, \$5,400).. . . . .	7,200 00
		Ports et rivières en général—Maintien des services; il ne sera pas entrepris de nouveaux travaux.. . . . .	25,000 00

*Colombie-Britannique et Yukon*

290	{	New Massett—Reconstruction du quai (à voter de nouveau, \$47,700).. . . . .	62,000 00
		Quai d'assemblage de Port-Alberni—Construction de remise (à voter de nouveau).. . . . .	20,000 00
		Stewart—Réparations au quai (à voter de nouveau).. . . . .	32,000 00
		Westview—Améliorations au havre (à voter de nouveau, \$95,000).. . . . .	231,000 00
		Ports et rivières en général—Maintien des services; il ne sera pas entrepris de nouveaux travaux.. . . . .	216,000 00

## DIVISION DU TÉLÉGRAPHE

291 Administration . . . . .	27,750 00
292 Service de téléphone à Ottawa . . . . .	100,000 00

## Services de télégraphe et de téléphone—service et entretien

293 Lignes et câbles télégraphiques—Bas Saint-Laurent et provinces Maritimes, y compris le service des bateaux faisant l'inspection des câbles . . . . .	161,000 00
294 Alberta et Saskatchewan . . . . .	120,500 00
295 Bureau du surintendant du district de Vancouver . . . . .	17,500 00
296 Colombie-Britannique—Districts du Nord et du Yukon . . . . .	149,000 00
297 Colombie-Britannique—District de l'île Vancouver . . . . .	121,000 00
298 Services télégraphiques et téléphoniques en général . . . . .	5,000 00

## RECONSTRUCTION, RÉPARATIONS ET AMÉLIORATIONS

299 Provinces Maritimes et Bas St-Laurent . . . . .	12,000 00
---	-----------

LUNDI, le 3 décembre 1945.

## MINES ET RESSOURCES

126 Administration . . . . .	\$ 152,565 00
------------------------------	---------------

## DIVISION DES MINES ET DE LA GÉOLOGIE

127 Administration . . . . .	31,000 00
------------------------------	-----------

## Bureau des mines—

128 Administration . . . . .	22,800 00
129 Etudes des ressources minérales . . . . .	455,790 00
130 Loi des explosifs . . . . .	29,500 00
131 Pour prévoir la fabrication, l'érection et l'outillage d'une usine d'hydro-génération dans les laboratoires de recherches en combustibles (A voter de nouveau, \$100,000) . . . . .	770,000 00

## Bureau de géologie et de topographie—

132 Administration et services divers . . . . .	117,024 00
133 Levés géologiques . . . . .	341,000 00
134 Levés topographiques, y compris les dépenses de la Commission de géologie du Canada . . . . .	282,764 00
135 Dessin et reproduction de cartes . . . . .	106,482 00
136 Musée national du Canada . . . . .	52,800 00

VENDREDI, le 7 décembre 1945.

## AGRICULTURE

## SERVICE DE LA PRODUCTION

15 Administration . . . . .	\$ 35,445 00
-----------------------------	--------------

SAMEDI, le 8 décembre 1945.

## AGRICULTURE

## SERVICE DE LA PRODUCTION

## Santé des animaux—

16 Administration de la Loi des épizooties et de la Loi des viandes et conserves alimentaires . . . . .	\$1,924,443 00
---	----------------

17	Dédommagement pour les animaux abattus . . . . .	372,620 00
18	Bétail et volaille . . . . .	762,925 00
19	Produits végétaux—Contrôle des semences, nourritures des animaux, engrais, insecticides et fongicides, y compris une subvention de \$18,900 à l'Association canadienne des producteurs de semence . . . . .	601,294 00
20	Subventions aux foires et expositions, selon les montants mentionnés aux Détails des services . . . . .	62,690 00
21	Subventions à des sociétés agricoles, selon les montants mentionnés aux Détails des services . . . . .	33,500 00

## SERVICES DES MARCHÉS

22	Administration . . . . .	111,742 00
23	Economie agricole . . . . .	129,980 00
24	Produits laitiers . . . . .	401,719 00
25	Subventions aux entrepôts frigorifiques en vertu de la Loi des entrepôts frigorifiques, et subventions selon les montants mentionnés aux Détails des services . . . . .	338,477 00
26	Fruits, légumes, produits de l'érable et miel, y compris une subvention de \$5,000 au Conseil canadien d'horticulture . . . . .	567,000 00
27	Bétail et produits du bétail . . . . .	631,507 00
28	Vente des produits agricoles, y compris les nominations temporaires qui peuvent être nécessaires, nonobstant les dispositions de la Loi du service civil, le montant affecté à cette fin ne devant pas excéder \$15,000 . . . . .	25,000 00

## CRÉDITS SPÉCIAUX

29	Loi sur le rétablissement agricole des Prairies et l'emmagasinage de l'eau . . . . .	2,000,000 00
30	Loi sur l'assistance à l'agriculture des Prairies . . . . .	250,000 00
31	Primes à la réduction des emblavures, frais d'administration s'y rattachant, et aide temporaire qui peut être requise, nonobstant toute disposition de la Loi du service civil . . . . .	600,000 00
32	Subventions pour encourager l'amélioration du fromage et des fromageries . . . . .	1,800,000 00
33	Aide pour le remplacement du matériel de fabrication des produits de l'érable . . . . .	200,000 00
34	Frais d'administration, Loi de 1944 sur le soutien des prix agricoles . . . . .	50,000 00
35	Projets spéciaux de recherches agricoles . . . . .	200,000 00

MARDI, le 11 décembre 1945.

## COMMERCE

330	Administration . . . . .	\$ 167,000 00
331	Service des renseignements commerciaux . . . . .	1,156,465 00
332	Services d'inspection de l'électricité et du gaz, y compris l'application de la Loi d'exportation de l'électricité et des fluides . . . . .	279,025 00
333	Bureau des tarifs étrangers . . . . .	26,830 00
334	Loi du poinçonnage des métaux précieux . . . . .	12,749 00
335	Publicité et annonce au Canada et à l'étranger . . . . .	152,140 00
336	Service d'inspection des poids et mesures . . . . .	430,343 00
337	Expositions . . . . .	91,622 00

	Bureau fédéral de la statistique—	
338	Administration . . . . .	111,635 00
339	Statistiques, y compris une contribution de \$2,530 à l'Institut statistique interaméricain . . . . .	1,608,600 00
340	Recensement démographique . . . . .	371,700 00
	Division du blé et des céréales	
341	Administration . . . . .	9,205 00
	SUBVENTIONS AUX PAQUEBOTS-POSTE ET AUX NAVIRES	
342	Administration . . . . .	14,243 00
	<i>Océan Atlantique</i>	
343	Service entre le Canada et l'Afrique du Sud . . . . .	100,000 00
	<i>Services locaux de l'Ouest</i>	
344	Service entre Prince-Rubert (C.-B.) et les îles de la Reine-Charlotte . . . . .	22,000 00
	Service entre Vancouver et les ports du nord de la Colombie-Britannique . . . . .	15,000 00
	Service entre Victoria, Vancouver, les ports d'escale et Skagway . . . . .	10,000 00
	Service entre Victoria et la côte ouest de l'île Vancouver . . . . .	10,000 00
	<i>Services locaux de l'Est</i>	
345	Service entre Baddeck et Iona . . . . .	12,000 00
	Service d'hiver entre Chester et l'île Tancook . . . . .	2,400 00
	Service entre Grand-Manan et la terre ferme . . . . .	33,000 00
	Service entre Halifax, Canso et Guysboro . . . . .	10,000 00
	Service entre Halifax, la Have et les ports de la rivière la Have . . . . .	3,000 00
	Service entre Halifax, Sherbrooke, Spry Bay et Tor Bay . . . . .	6,500 00
	Service entre Halifax, Cap-Breton-Sud et les ports du lac Bras d'Or et la baie St-Laurent . . . . .	7,500 00
	Service entre Halifax et les ports du littoral occidental du Cap-Breton . . . . .	6,000 00
	Service entre l'Île aux Coudres et les Eboulements . . . . .	3,500 00
	Service entre Mulgrave et Arichat . . . . .	25,000 00
	Service entre Mulgrave et Canso . . . . .	37,000 00
	Service entre Mulgrave et Guysboro, avec escales aux ports intermédiaires . . . . .	14,000 00
	Service d'hiver entre la Malbaie et la rive nord . . . . .	50,000 00
	Service entre Owen-Sound et les ports de l'île Manitoulin et de la Baie Georgienne . . . . .	35,000 00
	Service entre l'île Pelée et la terre ferme . . . . .	11,000 00
	Service entre Pictou, Mulgrave et Chéticamp . . . . .	11,000 00
	Service entre Pictou, Souris et les îles de la Madeleine . . . . .	60,000 00
	Service entre Prescott, Ontario, et Ogdensburg, New-York . . . . .	11,640 00
	Service entre l'Île du Prince-Edouard et Terre-Neuve . . . . .	17,500 00
Service entre l'Île du Prince-Edouard et la Nouvelle-Ecosse . . . . .	7,000 00	
Service entre Québec, Natashquan et Harrington . . . . .	127,500 00	
Service entre Québec ou Montréal et Gaspé et les ports d'escale . . . . .	90,000 00	

345	}	Service entre Rimouski et Matane et endroits sur la côte nord du St-Laurent . . . . .	75,000 00
		Service entre Rivière-du-Loup et St-Siméon et/ou Tadoussac	21,000 00
		Service entre St-Jean et les ports du bassin des Mines . . . .	5,000 00
		Service entre St-Jean, Westport et Yarmouth et autres ports d'escale . . . . .	13,500 00
		Service entre Sydney et la baie St-Laurent, avec escale aux ports intermédiaires . . . . .	25,000 00
		Service entre Sydney et les ports du lac Bras d'Or et du littoral occidental du Cap-Breton, et l'Ile du Prince-Edouard	22,500 00
		Service entre Sydney et Whycocomagh avec escale aux ports intermédiaires . . . . .	18,000 00

## LOI DES GRAINS DU CANADA

346	Administration . . . . .	101,834 00
347	Fonctionnement et entretien, y compris l'inspection, le pesage, l'enregistrement, etc. . . . .	1,820,047 00
348	Elévateurs de l'Etat, y compris l'outillage . . . . .	429,991 00

## SERVICES NATIONAUX DE GUERRE

(Crédits autres que les crédits de guerre)

229	Service de l'Office canadien du Tourisme . . . . .	77,950 00
-----	--	-----------

MERCREDI, le 12 décembre 1945.

## MINES ET RESSOURCES

## DIVISION DES TERRES ET FORÊTS

137	Administration . . . . .	\$ 20,000 00
	Gouvernement des territoires du Nord-Ouest:	
138	Administration générale, exploitation, entretien et amélioration des services, y compris le parc du Bison des bois . . . . .	379,685 00
139	Expédition dans l'Arctique oriental . . . . .	75,000 00
	Gouvernement du territoire du Yukon:	
140	Administration . . . . .	73,500 00
	Service fédéral de sylviculture:	
141	Services scientifiques, économiques et administratifs généraux . . . . .	139,895 00
142	Stations d'expérimentation sylvicole . . . . .	121,415 00
143	Laboratoires des produits forestiers . . . . .	175,400 00
144	Subvention à l'Association forestière du Canada . . . .	1,620 00
	Enregistrement des terres—	
145	Enregistrement des terres, collection de semences, administration des terrains militaires et de l'amirauté et des terres publiques . . . . .	55,390 00
	Bureau des parcs nationaux—	
146	Service des parcs nationaux et des sites historiques . .	1,050,000 00
147	Application de la Loi de la convention concernant les oiseaux migrateurs . . . . .	50,750 00

148	Préservation des forêts et du gibier . . . . .	40,000 00
149	Allocation à la Jack Miner Migratory Bird Foundation (ci-devant accordée comme allocation à John Thomas (Jack Miner) . . . . .	2,500 00

## DIVISION DES LEVÉS ET DU GÉNIE

150	Administration . . . . .	23,245 00
151	Observatoire fédéral d'Ottawa . . . . .	103,105 00
152	Observatoire astrophysique fédéral de Victoria, C.-B. . . . .	24,552 00
153	Bureau fédéral des forces hydrauliques, y compris l'application des lois fédérales concernant les forces hydrauliques et l'irrigation des terres . . . . .	251,000 00
154	Commission de contrôle du lac des Bois . . . . .	8,950 00
155	Pour subvenir aux dépenses effectuées sous le régime de l'entente intervenue entre le Dominion et les provinces d'Ontario et du Manitoba et confirmée par la Loi de conservation du lac Seul, 1928, ces dépenses devant être remboursées en grande partie . . . . .	20,650 00
156	Pour acquérir des servitudes d'écoulement et désintéresser les propriétaires de terres riveraines en Ontario, en aval des décharges du Lac des Bois, lésés par les règlements émis en vertu de la Loi de la Commission de contrôle du Lac des Bois (à voter de nouveau) . . . . .	500 00
157	Service du génie et de la construction . . . . .	99,100 00
158	Service géodésique . . . . .	146,610 00
159	Compensation à la Commission du chemin de fer Témiscamingue-Ontario-Nord relativement à sa réclamation pour blessure à John Hedin . . . . .	240 00
160	Commission des frontières internationales . . . . .	38,785 00
	Service hydrographique et cartographie—	
161	Service hydrographique . . . . .	407,285 00
162	Arpentage et service cartographique, y compris une subvention de \$350 pour aider à l'impression de la publication de l'Institut canadien des arpenteurs . . . . .	290,082 00
163	Somme nécessaire pour défrayer les honoraires du jury d'examen des A.T.F., du secrétaire et des sous-examineurs, ainsi que pour les frais de déplacement, la papeterie, les impressions, le loyer, etc., (les honoraires de MM. F. H. Peters, J. E. R. Ross, et Harry Parry, membres du jury, et de A. W. W. Cole, secrétaire, seront acquittés à même cette somme) . . . . .	950 00

## DIVISION DES AFFAIRES INDIENNES

164	Administration . . . . .	63,070 00
-----	--------------------------	-----------

JEUDI, le 13 décembre 1945.

## JUSTICE

91	Administration . . . . .	\$ 170,499 00
92	Service des pardons, y compris rémunération aux membres de la Royale gendarmerie à cheval (à être répartie par arrêté du conseil et ne devant pas dépasser \$1,600) pour aide au service, et une somme de \$10,900 pour rembourser	

la Royale gendarmerie à cheval des sommes qu'elle a déboursées en solde et allocations à ses gendarmes prêtés au service . . . . .	55,410 00
93 Administration de la justice— Dépenses diverses . . . . .	6,000 00
94 Dépenses occasionnées par les questions litigieuses . . . . .	25,000 00
95 Contribution annuelle à la <i>Canadian Law Library</i> , de Londres, Angleterre . . . . .	500 00
96 Cour Suprême du Canada— Administration . . . . .	76,995 00
97 Cour de l'Echiquier du Canada— Administration . . . . .	41,533 00
98 Cour du magistrat stipendiaire du Yukon— Administration . . . . .	5,040 00
99 Gratifications aux veuves et autres personnes à la charge des juges décédés pendant la durée de leurs fonctions..	15,000 00

## DIVISION DES PÉNITENCIERS

100 Administration . . . . .	122,344 00
101 Administration et entretien des pénitenciers, y compris l'administration, la construction, l'achat de terrains, de fournitures, de matériel et de bestiaux; entretien, libération et transfert des détenus; compensations aux détenus libérés frappés d'incapacité permanente pendant leur incarcération.. . . .	3,512,683 00

## PENSIONS ET AUTRES INDEMNITÉS

102 William Tatton . . . . .	564 00
------------------------------	--------

## ROYALE GENDARMERIE À CHEVAL DU CANADA

312 Administration . . . . .	264,261 00
313 Services sur terre—en conformité de la Loi de la Royale gendarmerie à cheval du Canada, pour l'application des lois fédérales en général et autres dépenses imprévues	6,984,147 40
314 Subvention à la <i>Chief Constables Association of Canada</i> ..	500 00

## PENSIONS ET AUTRES INDEMNITÉS

315 Indemnités aux gendarmes de la Royale gendarmerie à cheval du Canada pour blessures reçues dans l'exercice de leurs fonctions . . . . .	11,749 16
316 Pensions aux familles de membres de la Gendarmerie à cheval qui ont perdu la vie dans l'exercice de leurs fonctions— Mme Mary Emma Bossange . . . . .	456 25
Mme Margaret Johnson Brooke . . . . .	821 25
Mme Margaret Cox . . . . .	410 63
Mme Georgina Harrison . . . . .	676 50
Mem Letitia Kennedy . . . . .	423 50
Mme Nora Jean Massan . . . . .	300 00
Mme Mary Miller . . . . .	667 38
Mme Margaret Nicholson . . . . .	547 50
Mme Catherine Mildred Ralls . . . . .	675 25
Mme Vera M. Ryder . . . . .	907 50
Mme Doris Freda Sampson . . . . .	816 00

Mme Amy Lilian Searle . . . . .	406 98
Mme Madelaine Mary Shoebbotham . . . . .	810 00
Mme Eunice Wainwright . . . . .	602 50
317 Pension à Basil Burke Currie . . . . .	684 20

VENDREDI, le 14 décembre 1945.

### BUDGET PRINCIPAL

*(Moins les sommes votées en subsides intérimaires)*

#### MINES ET RESSOURCES

##### DIVISION DES AFFAIRES INDIENNES

165 Agences indiennes . . . . .	\$ 898,266 00
Réserves et fiducie—	
166 Administration . . . . .	50,735 00
Service médical—	
167 Hospitalisation et soin général des Indiens . . . . .	2,425,000 00
168 Subventions aux hôpitaux . . . . .	4,320 00
Assistance et enseignement—	
169 Assistance aux Indiens . . . . .	877,260 00
170 Education des Indiens . . . . .	790,321 00
171 Subvention aux pensionnats . . . . .	1,619,915 00
172 Subventions aux expositions agricoles et aux foires indiennes selon les sommes mentionnées aux Détails des services . . . . .	5,625 00
173 Subvention en vue de fournir des services supplémentaires aux Indiens de la Colombie-Britannique . . . . .	100,000 00

##### DIVISION DE L'IMMIGRATION

174 Application de la Loi de l'immigration et de la Loi de l'immi- gration chinoise . . . . .	182,524 00
175 Service ambulante et d'inspection au Canada . . . . .	1,310,345 00
176 Service ambulante et d'inspection à l'étranger . . . . .	148,957 00

##### PENSIONS ET AUTRES INDEMNITÉS

177 Mme Alice Morson Smith . . . . .	600 00
--------------------------------------	--------

#### CRÉDITS SPÉCIAUX

##### DIVISION DES AFFAIRES INDIENNES

178 Pour la conservation des fourrures et le développement des arts indigènes, et pour autoriser, sujet à l'approbation du Gouverneur en conseil, la nomination de fonction- naires, commis et employés temporaires requis aux fins de ce crédit . . . . .	150,000 00
--	------------

## BUDGET SUPPLÉMENTAIRE, 1945-46

## MINES ET RESSOURCES

## DIVISION DES MINES ET DE LA GÉOLOGIE

Bureau des mines		
485	Enquêtes sur les ressources minérales. Crédit supplémentaire . . . . .	10,252 00
Bureau de géologie et de topographie		
486	Bureau de géologie et de topographie.—Administration et services divers. Crédit supplémentaire . . . . .	2,400 00
487	Relevés géologiques. Crédit supplémentaire . . . . .	2,310 00
Bureau de géologie et de topographie		
488	Relevés topographiques, y compris dépenses de la Commission géographique du Canada. Crédit supplémentaire . . . . .	5,000 00
489	Dessin et reproduction des cartes. Crédit supplémentaire . . . . .	2,430 00
490	Musée national du Canada. Crédit supplémentaire . . . . .	7,750 00

## DIVISION DES TERRES, PARCS ET FORÊTS

Gouvernement des territoires du Nord-Ouest		
491	Aéroport de Yellowknife . . . . .	245,000 00
492	Immeubles à Yellowknife et à Fort-Smith . . . . .	140,000 00
493	Protection des forêts . . . . .	140,000 00
494	Services médicaux et autres dans le district de Mackenzie . . . . .	28,800 00
Gouvernement du territoire du Yukon		
495	Administration. Crédit supplémentaire . . . . .	25,000 00
Service fédéral de sylviculture		
496	Services scientifiques économiques et administratifs généraux. Crédit supplémentaire. . . . .	6,920 00
497	Laboratoires des produits forestiers. Crédit supplémentaire . . . . .	7,080 00
Bureau des Parcs nationaux		
498	Services des Parcs nationaux et des Sites historiques. Crédit supplémentaire. . . . .	310,000 00

## DIVISION DES LEVÉS ET DU GÉNIE

499	Observatoire fédéral d'Astrophysique de Victoria, C.-B. Crédit supplémentaire. . . . .	3,500 00
Service hydrographique et cartographique		
500	Service hydrographique—Pour pourvoir aux réparations et à la rénovation du navire hydrographique "Wm. J. Stewart". (A nouveau) . . . . .	10,000 00
501	Pour pourvoir au matériel et à l'entretien à terre du navire hydrographique "Acadia" . . . . .	5,000 00
502	Pour pourvoir au matériel et à l'entretien à terre du navire hydrographique "Cartier" . . . . .	5,000 00

## DIVISION DES AFFAIRES INDIENNES

503	Affaires indiennes—Crédit supplémentaire . . . . .	83,470 00
504	Réserves et fiducies—Administration—Crédit supplémentaire	363,428 00
505	Services médicaux—Hospitalisation et soins généraux des Indiens—Crédit supplémentaire . . . . .	101,000 00

## Bien-être et enseignement—

506	Bien-être des Indiens—Crédit supplémentaire . . . . .	10,135 00
507	Education des Indiens—Crédit supplémentaire . . . . .	54,750 00
508	Octrois pour fins d'expositions agricoles et de foires indiennes, selon le montant détaillé au budget des dépenses—Crédit supplémentaire . . . . .	400 00

## CRÉDIT SPÉCIAL

## Division des Terres, Parcs et Forêts, Bureau des Parcs nationaux—

509	Parcs nationaux et Sites historiques . . . . .	50,000 00
-----	--	-----------

## BUDGET PRINCIPAL

(Moins les sommes volées en subsides intérimaires)

## TRANSPORTS

350	Commission des Transports— Administration, entretien et fonctionnement. . . . .	288,040 00
-----	--	------------

## SERVICE DES CANAUX

351	Administration . . . . .	44,710 00
352	Canaux—Service et entretien . . . . .	2,587,700 00
353	Canaux—Amélioration (à voter de nouveau, \$45,700). . . . .	176,000 00
354	Dépenses relatives aux levés et investigations sur le canal maritime du St-Laurent . . . . .	5,000 00
355	Pour procéder aux mesurages du débit et autres dépenses découlant de la surveillance et du contrôle du développement de l'énergie hydro-électrique de la <i>Beauharnois Light, Heat and Power Company Limited</i> . . . . .	2,500 00

## SERVICE DE LA MARINE

356	Administration . . . . .	15,542 00
357	Administration du matériel flottant . . . . .	26,175 00
358	Services nautiques—Administration . . . . .	30,060 00
359	Navires du service de la marine, y compris les brise-glace— Entretien, service et réparations . . . . .	1,648,500 00
360	Construction, entretien et surveillance du balisage des eaux, y compris traitements et allocations des gardiens de phares . . . . .	2,043,400 00
361	Agences, traitements et dépenses de bureau . . . . .	292,305 00
362	Entretien et réparation de quais . . . . .	5,000 00
363	Pour briser la glace dans la baie du Tonnerre, au lac Supérieur et autres endroits où l'intérêt de la navigation l'exige . . . . .	30,000 00
364	Administration du pilotage . . . . .	161,950 00
365	Service de sauvetage, y compris les récompenses pour sauvetage de personnes . . . . .	44,250 00

366	Subvention pour l'outillage de renflouement—Québec et Colombie-Britannique . . . . .	45,000 00
367	Subventions de \$200 chacune aux Royal Arthur Sailors Institutes, à Port-Arthur, Kingston et Toronto, qui fournissent l'assistance médicale et l'hospitalisation aux marins nécessiteux sur les Grands Lacs . . . . .	600 00
368	Divers services concernant la navigation et le transport maritime, y compris les allocations de \$500 à l'école de navigation de l'Université Queen, et de \$1,500 à l'école de navigation de Vancouver, C.-B., et le règlement de réclamations par le Board of Trade de Londres, Angleterre, pour secours apportés aux marins nécessiteux de navires britanniques immatriculés hors du Canada . . . . .	56,039 00
369	Inspection des navires et application des dispositions des Conventions pour la sécurité en mer et les lignes de charge	248,410 00
370	Service des signaux maritimes . . . . .	96,265 00
371	Chenal maritime du St-Laurent—Dragage à forfait du St-Laurent et du port de Montréal, y compris le coût d'administration—Capital . . . . .	989,500 00
372	Chenal maritime du St-Laurent—Service et entretien . . . . .	218,380 00

## SERVICE DES CHEMINS DE FER

373	Réparations et dépenses découlant de l'usage et de l'entretien des wagons officiels de chemin de fer sous la juridiction du Ministère . . . . .	42,000 00
374	Chemin de fer de la Baie d'Hudson—Construction et améliorations—Capital . . . . .	20,000 00

SAMEDI, le 15 décembre 1945.

## BUDGET PRINCIPAL

*(Moins les sommes votées en subsides intérimaires)*

## AFFAIRES DES ANCIENS COMBATTANTS

398	Administration . . . . .	\$ 835,856 00
399	Administration régionale . . . . .	1,615,822 00
400	Services de rétablissement . . . . .	4,741,431 00
401	Services de traitements . . . . .	11,066,516 00
402	Services prosthétiques . . . . .	420,546 00
	Commission canadienne des pensions—	
403	Administration . . . . .	948,079 00
404	Office des anciens combattants . . . . .	224,137 00
405	Commission d'allocations aux anciens combattants—Administration . . . . .	191,577 00
406	Assurance des anciens combattants . . . . .	100,861 00

VERSEMENTS AUX ANCIENS COMBATTANTS ET AUX PERSONNES  
À LEUR CHARGE

407	Pensions de guerre européenne . . . . .	37,000,000 00
408	Allocations aux anciens combattants . . . . .	11,000,000 00
409	Assistance-chômage . . . . .	100,000 00
410	Allocations d'hôpitaux et autres . . . . .	650,000 00
411	Attributions de décorations . . . . .	50,000 00

412 Allocations de commisération aux veuves . . . . .	1,000,000 00
413 Allocations de commisération—Orphelins à charge . . . . .	5,000 00
414 Indemnisation des employés de l'Etat . . . . .	75,000 00
415 Pensions, rébellion du Nord-Ouest, 1885, et généralités . . . . .	16,000 00

## SUBVENTIONS DIVERSES

416 Allocation à la caisse des frais funéraires . . . . .	100,000 00
417 Allocation à la Légion canadienne . . . . .	9,000 00

ÉTABLISSEMENT DES SOLDATS ET LOI SUR LES TERRES  
DESTINÉES AUX ANCIENS COMBATTANTS

418 Administration—Établissement des soldats, établissement de familles britanniques, établissement général sur des terres, Loi sur les terres destinées aux anciens combattants . . . . .	2,207,310 00
419 Pour rembourser le gouvernement britannique des pertes subies dans la réalisation du projet d'établissement de 3,000 familles britanniques, entente conclue le 20 août 1924, et dans l'établissement de 500 familles britanniques au Nouveau-Brunswick, ententes du 4 août 1927 et du 27 août 1935 . . . . .	25,000 00

## BUDGET SUPPLÉMENTAIRE, 1945-46

## AFFAIRES DES ANCIENS COMBATTANTS

606 Administration—Crédit supplémentaire . . . . .	240,621 00
607 Administration régionale—Crédit supplémentaire . . . . .	415,244 00
608 Services de traitement—Crédit supplémentaire . . . . .	2,915,845 00
609 Services prosthétiques—Crédit supplémentaire . . . . .	256,018 00

## Commission canadienne des pensions—

610 Administration—Crédit supplémentaire . . . . .	107,065 00
611 Bureau des anciens combattants—Crédit supplémentaire . . . . .	16,630 00
612 Assurance des anciens combattants—Crédit supplémentaire . . . . .	65,000 00

## VERSEMENTS AUX ANCIENS COMBATTANTS ET AUX PERSONNES À LEUR CHARGE

613 Pensions de guerre européenne—Crédit supplémentaire . . . . .	500,000 00
614 Allocations de commisération aux veuves—Crédit supplémentaire . . . . .	100,000 00
615 Allocations de commisération—Orphelins à charge—Crédit supplémentaire . . . . .	7,000 00

ÉTABLISSEMENTS DES SOLDATS ET LOI SUR LES TERRES DESTINÉES AUX  
ANCIENS COMBATTANTS

616 Administration—Établissements des soldats, établissements de familles britanniques, établissement général sur des terres, Loi sur les terres destinées aux anciens combattants y compris les dépenses de génie et d'autres projets de recherches et de subdivision qui n'accroissent pas de manière tangible la valeur foncière—Crédit supplémentaire . . . . .	1,578,430 00
617 Pour subvenir aux versements des octrois aux anciens combattants établis sur des terres provinciales en vertu d'accords avec les gouvernements provinciaux sous l'empire de l'article 35 de la Loi de 1942 sur les terres destinées aux anciens combattants, modifié . . . . .	1,500,000 00

618	Pour subvenir aux versements des octrois aux anciens combattants indiens établis sur des terres de réserves indiennes sous l'empire de l'article 35A de la Loi de 1942 sur les terres destinées aux anciens combattants, modifié. . . . .	100,000 00
-----	---	------------

## BUDGET PRINCIPAL

*(Moins la somme votée en subsides intérimaires)*

## PRÊTS ET PLACEMENTS

ETABLISSEMENT DE SOLDATS ET LOI SUR LES TERRES  
DESTINÉES AUX ANCIENS COMBATTANTS

425	Pour pourvoir à la sécurité—Etablissement de soldats. . . . .	90,000 00
426	Pour pourvoir à l'achat de terres et aux améliorations, au coût des améliorations permanentes à être effectuées; au dégrèvement des propriétés; à l'achat de machines agricoles et outillage et à la sécurité sous le régime de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants. . . . .	55,000,000 00

## BUDGET SUPPLÉMENTAIRE, 1945-46

## AGRICULTURE

## SERVICE ADMINISTRATIF

427	Service de publicité et d'extension—Crédit supplémentaire. . . . .	32,000 00
-----	--	-----------

## SERVICE TECHNIQUE

428	Administration du service technique—Crédit supplémentaire	4,276 00
429	Pathologie des animaux et de la volaille—Crédit supplémentaire. . . . .	15,865 00
430	Bactériologie et recherches en laiterie—Crédit supplémentaire	5,060 00
431	Botanique et pathologie des plantes—Crédit supplémentaire. . . . .	75,988 00
432	Chimie agricole—Crédit supplémentaire. . . . .	16,818 00
433	Entomologie—Crédit supplémentaire. . . . .	127,548 00
434	Protection des plantes—Crédit supplémentaire. . . . .	13,171 00

## SERVICE DES FERMES EXPÉRIMENTALES

435	Administration du service des fermes expérimentales—Crédit supplémentaire. . . . .	1,800 00
436	Ferme expérimentale centrale—Crédit supplémentaire. . . . .	92,733 00
437	Fermes régionales, stations et stations de démonstration—Crédit supplémentaire. . . . .	399,212 00

## SERVICE DE LA PRODUCTION

438	Santé des animaux—Pour dédommager les propriétaires d'animaux visés par la Loi des épizooties, animaux qui sont morts ou qui ont été abattus dans des circonstances non prévues dans ladite loi ou dans ses règlements d'exécution, selon le montant détaillé au budget des dépenses. . . . .	348 00
439	Produits des plantes—Graines de semence, fourrages, engrais, contrôle des insecticides et des fongicides—Crédit supplémentaire. . . . .	17,300 00

## SERVICE DES MARCHÉS

440	Economie agricole—Crédit supplémentaire . . . . .	14,900 00
441	Produits laitiers—Crédit supplémentaire . . . . .	22,000 00
442	Subventions aux entrepôts frigorifiques en vertu de la Loi des entrepôts frigorifiques, et octrois selon les montants détaillés au budget des dépenses—Crédit supplémentaire . . . . .	500,000 00
443	Animaux de ferme et produits des animaux de ferme—Crédit supplémentaire . . . . .	10,000 00

## CRÉDITS SPÉCIAUX

444	Loi sur le rétablissement agricole des Prairies et emmagasinage des eaux—Crédit supplémentaire . . . . . (Un montant de \$500,000 sur ce crédit est disponible pour la reconstruction du projet d'aménagement des rivières de St. Mary et Milk).	350,000 00
445	Loi sur l'assistance à l'agriculture des Prairies—Application—Crédit supplémentaire . . . . .	105,000 00
446	Service technique—Pour mesures destinées à combattre une épidémie de maladie des ormes d'Europe . . . . .	43,700 00

## BUDGET PRINCIPAL

(Moins les sommes votées en subsides intérimaires)

## SANTÉ NATIONALE ET BIEN-ÊTRE SOCIAL

190	Administration du ministère . . . . .	287,000 00
-----	---------------------------------------	------------

## DIVISION DE LA SANTÉ

191	Administration . . . . .	58,732 00
192	Aliments et drogues . . . . .	189,260 00
193	Opium et drogues narcotiques . . . . .	75,624 00
194	Médicaments brevetés . . . . .	16,533 00
195	Quarantaine et léproserie . . . . .	187,647 00
196	Laboratoire d'hygiène . . . . .	167,161 00
197	Inspection médicale des immigrants . . . . .	55,399 00
198	Hygiène infantile et maternelle . . . . .	45,381 00
199	Génie sanitaire . . . . .	49,389 00
200	Traitement des marins malades . . . . .	329,488 00
201	Hygiène industrielle . . . . .	8,665 00
202	Division des investigations médicale . . . . .	22,385 00
203	Service d'hygiène alimentaire . . . . .	69,027 00
	Lutte contre les maladies vénériennes—	
204	Administration . . . . .	24,678 00
205	Aide aux provinces dans la lutte contre les maladies vénériennes, en vertu des règlements approuvés par le Gouverneur en conseil . . . . .	175,000 00
206	Distribution de drogues en vertu des règlements approuvés par le Gouverneur en conseil . . . . .	50,000 00
207	Subventions aux institutions d'aide aux marins, selon des sommes indiquées aux Détails des services . . . . .	2,600 00

## DIVISION DU BIEN-ÊTRE SOCIAL

208	Administration . . . . .	51,125 00
	Division des Allocations familiales—	
209	Dépenses d'administration . . . . .	2,392,070 00

## SUBVENTIONS DIVERSES

210	Conseil canadien du bien-être . . . . .	8,100 00
211	Comité national canadien d'hygiène mentale . . . . .	10,000 00
212	Ligue de la Santé du Canada . . . . .	5,000 00
213	L'Institut national canadien des aveugles . . . . .	18,000 00
214	L'Association canadienne-française des Aveugles . . . . .	4,050 00
215	L'Institut Nazareth de Montréal . . . . .	4,050 00
216	Montreal Association for the Blind . . . . .	4,050 00
217	Association canadienne contre la tuberculose . . . . .	20,250 00
218	V.O.N. . . . .	13,100 00
219	Association ambulancière de Saint-Jean . . . . .	4,050 00
220	Société canadienne de la Croix-Rouge . . . . .	10,000 00

## SERVICES NATIONAUX DE GUERRE

230	Office national du Film, y compris le bureau de cinématographie . . . . .	810,965 00
-----	---	------------

## BUDGET SUPPLÉMENTAIRE, 1945-46

## SANTÉ NATIONALE ET BIEN-ÊTRE SOCIAL

511	Administration ministérielle—Crédit supplémentaire . . . . .	36,397 00
-----	--	-----------

## DIVISION DE LA SANTÉ

512	Administration de la Division de la Santé, y compris une contribution de \$1,134 à l'Office international de la Santé publique—Crédit supplémentaire . . . . .	67,482 00
513	Aliments et drogues—Crédit supplémentaire . . . . .	14,520 00
514	Opium et drogues narcotiques—Crédit supplémentaire . . . . .	27,077 00
515	Spécialités pharmaceutiques et médicaments brevetés—Crédit supplémentaire . . . . .	760 00
516	Quarantaine et léproserie—Crédit supplémentaire . . . . .	14,170 00
517	Laboratoire d'hygiène—Crédit supplémentaire . . . . .	81,465 00
518	Inspection médicale de l'Immigration—Crédit supplémentaire . . . . .	41,160 00
519	Hygiène infantile et maternelle—Crédit supplémentaire . . . . .	47,584 00
520	Génie de la santé publique—Crédit supplémentaire . . . . .	4,805 00
521	Traitement des marins malades—Crédit supplémentaire . . . . .	2,831 00
522	Hygiène industrielle—Crédit supplémentaire . . . . .	54,850 00
523	Division des recherches médicales—Crédit supplémentaire . . . . .	11,943 00
524	Service d'alimentation—Crédit supplémentaire . . . . .	80,004 00
	Pour combattre les maladies vénériennes:	
525	Administration—Crédit supplémentaire . . . . .	23,400 00
526	Aide aux provinces pour combattre les maladies vénériennes, d'après les règlements approuvés par le Gouverneur en conseil—Crédit supplémentaire . . . . .	33,300 00
527	Enquêtes sur l'assurance-santé . . . . .	10,187 00
528	Division d'art dentaire . . . . .	15,403 00
529	Division d'Hygiène du Service civil . . . . .	145,750 00

530	Division des projets d'hôpitaux . . . . .	28,150 00
531	Division d'hygiène mentale . . . . .	16,232 00
532	Division pour combattre la cécité . . . . .	10,520 00
533	Division antituberculeuse . . . . .	16,235 00
534	Division de contrôle de la publicité alimentaire et pharmaceutique . . . . .	13,000 00

## DIVISION DU BIEN-ÊTRE

Conseil national d'aptitude physique—		
535	Frais d'administration . . . . .	29,571 09
536	Aide financière aux provinces en vertu de la Loi nationale sur l'aptitude physique . . . . .	23,434 18

## OFFICE NATIONAL DU FILM

537	Office national du film, y compris Bureau de cinématographie —Crédit supplémentaire . . . . .	335,000 00
-----	---	------------

## BUDGET PRINCIPAL

(Moins les sommes votées en subsides intérimaires)

## DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS

37	Traitements et dépenses de bureau . . . . .	\$ 47,630 00
----	---	--------------

## COMMISSION DU SERVICE CIVIL

38	Traitements et dépenses imprévues de la Commission . . . .	476,770 00
----	--	------------

## ARCHIVES PUBLIQUES

240	Administration et services techniques . . . . .	132,377 00
-----	---	------------

## IMPRESSIONS ET PAPETERIE PUBLIQUES

241	Administration . . . . .	40,716 00
242	Impression, reliure et distribution des statuts annuels . . . . .	8,500 00
243	<i>Gazette du Canada</i> . . . . .	29,969 00
244	Matériel—Réparations et renouvellements . . . . .	20,000 00
245	Distribution des documents officiels . . . . .	51,202 00
246	Impression et reliure des publications officielles pour vente et distribution aux ministères et au public . . . . .	50,000 00

## SECRETARIAT D'ÉTAT

318	Administration . . . . .	99,050 00
319	Division de la naturalisation . . . . .	65,655 00
320	Division des compagnies . . . . .	43,095 00
321	Division des marques de commerce . . . . .	37,435 00
322	Bureau des traductions . . . . .	423,870 00
323	Loi de tempérance du Canada . . . . .	1,500 00
324	Administration de la Loi des faillites . . . . .	31,700 00

## BUREAU DES BREVETS ET DU DROIT D'AUTEUR

325	Administration . . . . .	35,375 00
326	Division des brevets . . . . .	138,190 00
327	Division du droit d'auteur et des dessins industriels . . . . .	12,250 00
328	Division de la <i>Gazette des brevets</i> . . . . .	42,505 00

329 Contribution à l'Office international pour la protection de la propriété industrielle, à l'Union internationale du droit d'auteur et à l'Union pour la protection des œuvres littéraires et artistiques . . . . .	2,000 00
---	----------

## BUDGET SUPPLÉMENTAIRE, 1945-46

## ARCHIVES

539 Administration générale et services techniques—Crédit supplémentaire . . . . .	3,500 00
--	----------

## SECRETARIAT D'ÉTAT

578 Administration—Crédit supplémentaire . . . . .	8,800 00
579 Division des compagnies—Crédit supplémentaire . . . . .	5,200 00
580 Bureau des traductions—Crédit supplémentaire . . . . .	21,525 00

## DIVISION DES DESSINS DE FABRIQUE ET DU DROIT D'AUTEUR

581 Division des dessins—Crédit supplémentaire . . . . .	17,080 00
--	-----------

A l'appel de l'ordre pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des Voies et Moyens.

M. Ilsley propose,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Et ladite motion mise aux voix, est agréée.

La Chambre se forme donc en comité des Voies et Moyens.

(*En comité*)

La résolution suivante est adoptée:

Résolu,—Que pour faire face aux Subsidés votés à Sa Majesté pour défrayer certaines dépenses du service public au compte de l'exercice financier se terminant le 31 mars 1946, les sommes de \$117,775,292.34 et \$21,931,048.00 respectivement, soit octroyées à même le Fonds du revenu consolidé du Canada.

Résolution à rapporter.

Du consentement de la Chambre, ladite résolution est rapportée, lue la seconde fois et adoptée.

Du consentement de la Chambre, M. Ilsley présente alors un Bill No 244, Loi accordant à Sa Majesté certaines sommes d'argent pour le service public de l'année financière expirant le 31 mars 1946, lequel est lu la première fois.

Du consentement de la Chambre, ledit bill est lu la deuxième fois, étudié en comité plénier, rapporté sans amendement, lu la troisième fois et passé.

Un message est reçu du Sénat informant la Chambre que le Sénat a passé le bill suivant:

Bill No 244, loi allouant à Sa Majesté certaines sommes d'argent pour le service public de l'année financière expirant le 31 mars 1946.

Un message est reçu de l'honorable Thibaudeau Rinfret, juge en chef de la Cour Suprême du Canada, agissant comme substitut de Son Excellence le Gouverneur général, exprimant le désir que la Chambre se rende immédiatement à la salle des séances du Sénat.

En conséquence, M. l'Orateur se rend dans la salle du Sénat, alors qu'il plaît à l'honorable substitut de Son Excellence le Gouverneur général de donner au nom de Sa Majesté la sanction royale aux bills suivants:—

- Loi pour faire droit à Martha Louise Manful Hatch.
- Loi pour faire droit à Nora Jean Cunningham Brisbane.
- Loi pour faire droit à Thérèse Bonenfant Fusco.
- Loi pour faire droit à Mildred Eurette MacKay Disher.
- Loi pour faire droit à Mary Emerson Whittemore Schlemm.
- Loi pour faire droit à Andrew Lawrence Card.
- Loi pour faire droit à Annie Morrison Wisely Pitblado.
- Loi pour faire droit à Joe Eisen.
- Loi pour faire droit à Ellen Therese Cramer Watson.
- Loi pour faire droit à Rita Gendron Reid.
- Loi pour faire droit à Evelyne Pearl Edwards Aird.
- Loi pour faire droit à Helen Turner Luke.
- Loi pour faire droit à Lois Elizabeth Allworth Pierce.
- Loi pour faire droit à Armandine-Cécile LeBrun Lachance.
- Loi pour faire droit à Grace Irene Paquet Hopkins.
- Loi pour faire droit à Alma Joan Begin Oswald.
- Loi pour faire droit à George Ernest Reed.
- Loi pour faire droit à Sylvia Heather McCulloch Peck.
- Loi pour faire droit à Frederick Keith Beattie.
- Loi pour faire droit à Robert Coull.
- Loi pour faire droit à Violet Beach Meredith.
- Loi pour faire droit à Max Engelberg.
- Loi pour faire droit à Bertha Harris Fineberg.
- Loi pour faire droit à Nils Jens Pettersen.
- Loi pour faire droit à Benjamin Charles Stafford.
- Loi pour faire droit à Florence Mary Daniel Nightingale.
- Loi pour faire droit à Edward Stephen Vasselin.
- Loi pour faire droit à Robert Marshall Miller.
- Loi pour faire droit à Dorina Laurin Wallis.
- Loi pour faire droit à Helen Louise Clark Leet.
- Loi pour faire droit à Dorothy Anita Duffy Gregson.
- Loi pour faire droit à Irene Grace Harman Smith.
- Loi pour faire droit à Lorna Maud Clerk Kingsland.
- Loi pour faire droit à Edgar Jean.
- Loi pour faire droit à Ethel Maybird Wright Latremouille.
- Loi pour faire droit à Marie-Rose-Alba-Germaine Bélair Blanchard.
- Loi pour faire droit à William Bernard McCarrick.
- Loi pour faire droit à Lorne Edward Souva.
- Loi pour faire droit à Edith Gertrude Jackson Holloway.
- Loi pour faire droit à George Allenby Bradshaw.
- Loi pour faire droit à Phyllis Fitch Farber.
- Loi pour faire droit à Vencel Humenay.
- Loi pour faire droit à Waldo James Cousins.
- Loi pour faire droit à Albert Wilson Harvey.
- Loi pour faire droit à Iris Ester Westerberg Duffy.
- Loi pour faire droit à Della Frances Gardner Hudson.

- Loi pour faire droit à Joseph-Gérard-Fernand-Arthur Groleau.  
 Loi pour faire droit à Audrey Nathaniel Smith McNair.  
 Loi pour faire droit à Ovila Bernard.  
 Loi pour faire droit à Albert Edward Spray.  
 Loi pour faire droit à Helen Isabel Dibblee Brown.  
 Loi pour faire droit à Robert Hiscock.  
 Loi pour faire droit à Jacques Noel Cerminara.  
 Loi pour faire droit à Joseph William Henry Beausoleil.  
 Loi pour faire droit à Rita Beryl Gwendolyn Scott Lunn.  
 Loi pour faire droit à Neil Sinclair McKechnie.  
 Loi pour faire droit à Albert-Evariste Gélinas.  
 Loi pour faire droit à Royal Tessier.  
 Loi pour faire droit à Aurore Leblanc Proulx.  
 Loi pour faire droit à Margaret Susan Bradshaw Hodgkinson.  
 Loi pour faire droit à Lydia Donalda MacDonald Fletcher.  
 Loi pour faire droit à Charles Edward Varney.  
 Loi pour faire droit à George Louis Bush.  
 Loi pour faire droit à John Hall Jones.  
 Loi pour faire droit à Madeline Daisy Harvey Bell.  
 Loi pour faire droit à Georges Moshonas.  
 Loi pour faire droit à Ann Agnes Hyson Kellogg.  
 Loi pour faire droit à Anna Ostronoff Smilestone.  
 Loi pour faire droit à Doris Alice Davis Stackhouse.  
 Loi pour faire droit à Olive Maud Prouse Palmer.  
 Loi pour faire droit à Mary Mueller Pierotte.  
 Loi pour faire droit à Anthony Malt.  
 Loi pour faire droit à Roderick John Elder.  
 Loi pour faire droit à Francis George Dennis.  
 Loi pour faire droit à Zénon Alary.  
 Loi pour faire droit à Gladys Muriel Watson Hooper.  
 Loi pour faire droit à Pearl Woodward McGregor.  
 Loi pour faire droit à Lily Bromberg Seidlitz.  
 Loi pour faire droit à Clarence David Cowan.  
 Loi pour faire droit à William John Mitchell.  
 Loi pour faire droit à Nathan Labovitch, autrement connu sous le nom  
 de Nathan Labow.  
 Loi pour faire droit à Fannie Bly Blanshay.  
 Loi pour faire droit à Annette-Léa Marion Macnab.  
 Loi pour faire droit à Gerald Franklin.  
 Loi pour faire droit à Ivor Edna Nancy Mosher Clarke.  
 Loi pour faire droit à Mary MacRury Tait.  
 Loi pour faire droit à Ernest Stanley Powell.  
 Loi pour faire droit à Anastasia Stack Kormylo.  
 Loi pour faire droit à James Christie Miller.  
 Loi pour faire droit à Francis Needan Quirk.  
 Loi pour faire droit à Virginia Wallace Knowlton Tousaw.  
 Loi pour faire droit à Elsie Pearl Craig MacInnis.  
 Loi pour faire droit à Celia Calp Hecht.  
 Loi pour faire droit à Joseph-Marcel Rouleau.  
 Loi pour faire droit à William Arthur Smythe.  
 Loi pour faire droit à John Guerin Bowles.  
 Loi pour faire droit à Molly Margaret Evelyn McCuaig Stead.  
 Loi pour faire droit à Robert Kirkpatrick Scott.  
 Loi pour faire droit à Emma Hull Mack.  
 Loi pour faire droit à Kathleen Annette Rolfe McLaughlan.

- Loi pour faire droit à Catherine Winifred Howard Bailey.  
 Loi pour faire droit à Evelo Browning Couch Harvey.  
 Loi pour faire droit à Hazel Margaret Robertson McLarnon.  
 Loi pour faire droit à Marie Azilda Yvette Rowley.  
 Loi pour faire droit à Joseph-Adélar d-Emilien Lema y.  
 Loi pour faire droit à Edward Arthur Robinson.  
 Loi pour faire droit à Marie-Marthe-Fabiola-Germaine Trempe Barlow.  
 Loi pour faire droit à Thelma Ann Tongue Grant.  
 Loi pour faire droit à Jean-Jacques Lahière.  
 Loi pour faire droit à Edgar Thomas Lucas Graham.  
 Loi pour faire droit à Edith Pearl Roe Gardner.  
 Loi pour faire droit à Dorothy Marie Christensen Korning.  
 Loi pour faire droit à Frank Edward Quartz.  
 Loi pour faire droit à Eileen Campbell Burfind Morris.  
 Loi pour faire droit à Elma Eva Inch Evans.  
 Loi pour faire droit à Gertrude Rhéaume Marchildon.  
 Loi pour faire droit à Godfrey John Kool.  
 Loi pour faire droit à Eric John Hollingsworth.  
 Loi pour faire droit à Pamela Sarah Atkins Berends.  
 Loi pour faire droit à Frances Gladys Ruth Leveille Williams.  
 Loi pour faire droit à Dorothy Ada Greenwood Pringle.  
 Loi pour faire droit à Edward Vaughton Molson.  
 Loi pour faire droit à Elizabeth Jean McKay Hepplewhite.  
 Loi pour faire droit à Alfred Henry Gray.  
 Loi pour faire droit à Dante Antonio Olak.  
 Loi pour faire droit à Joseph Barzyk.  
 Loi pour faire droit à Florence Mardi Harding.  
 Loi pour faire droit à Ernest Lavoie.  
 Loi pour faire droit à Samuel Gardner Bradford.  
 Loi pour faire droit à Olive May Marks Sanderson.  
 Loi pour faire droit à Marie-Regina-Eliane Arcand Dorval.  
 Loi pour faire droit à Joan Frances Timms Couture.  
 Loi pour faire droit à Kathleen Helena Henry Bates.  
 Loi pour faire droit à Nellie Sapphire Tanham Herring.  
 Loi pour faire droit à Edith Louise Boutilier Snow.  
 Loi pour faire droit à Cyril James Morgan.  
 Loi pour faire droit à Joseph-Adolphe-Aimé Berthiaume.  
 Loi pour faire droit à Molly Shusterman Percher.  
 Loi pour faire droit à Harold James Chesterman.  
 Loi pour faire droit à Emma Grace Kriticos.  
 Loi pour faire droit à Donald John Northey Armstrong.  
 Loi pour faire droit à Goldie Boltuck.  
 Loi pour faire droit à Irene Nelson Johnston.  
 Loi pour faire droit à Justinien-Joseph-Damase-Gérard St-Amant.  
 Loi pour faire droit à Olive Pashley Mackie.  
 Loi pour faire droit à John Graham Gatehouse.  
 Loi pour faire droit à Gertrude Violet Kerwin Desjardins.  
 Loi pour faire droit à Winifred Madge Jones Brown.  
 Loi pour faire droit à Winnifred Catherine Bird Jackson.  
 Loi pour faire droit à Archibald John Pratt.  
 Loi pour faire droit à Mary Theresa Sharp Mackay.  
 Loi pour faire droit à Edith Elise Holbrook Hume.  
 Loi pour faire droit à Amy Helen Bowerman Hume.  
 Loi pour faire droit à Mary Anderson Bell Gordon.  
 Loi pour faire droit à Léopold Lévesque.

- Loi pour faire droit à Myrtle Elizabeth Fraser Bennett.  
 Loi pour faire droit à Sylvia Pamela Solomon Lande.  
 Loi pour faire droit à Annie Kandel Ashkanazy.  
 Loi pour faire droit à Rose Acomsky Bloom.  
 Loi pour faire droit à Ethel Meakings Downs.  
 Loi pour faire droit à Evelyn Isabel May Ramsay Jarvis.  
 Loi pour faire droit à Arthur John Frederick Temperton, fils.  
 Loi pour faire droit à Myrtle Ann Westover Coleman.  
 Loi pour faire droit à Marie Gertrude Owens Conant.  
 Loi pour faire droit à Louis Humble.  
 Loi pour faire droit à Sarah Silverstone Michelin.  
 Loi pour faire droit à Roderick Auguste Robert de Lotbinière Harwood.  
 Loi pour faire droit à Emile Bastien.  
 Loi pour faire droit à Cecilia Kate Burrows Andrea.  
 Loi pour faire droit à Helen Eaton Gair Curnew.  
 Loi pour faire droit à Jack Bailey.  
 Loi pour faire droit à Winnifred Pearl Simcox.  
 Loi pour faire droit à Robert Dickerson Silverman.  
 Loi pour faire droit à Mary Arden Stead Eberts.  
 Loi pour faire droit à Omer Guindon.  
 Loi pour faire droit à Leona Mary Murphy de Marky.  
 Loi pour faire droit à John Robert Mackenzie.  
 Loi pour faire droit à Gertrude Silverson Holmes.  
 Loi pour faire droit à Herbert Lawrence Loucks.  
 Loi établissant une cour des prises et une loi de prise au Canada.  
 Loi ayant pour objet d'autoriser un certain contrat entre Sa Majesté le Roi et la Corporation de la ville d'Ottawa.  
 Loi modifiant la Loi des transports, 1938.  
 Loi ayant pour objet de modifier la Loi des ressources naturelles de l'Alberta.  
 Loi autorisant la prestation de fonds pour couvrir des dépenses d'établissement effectuées et des dettes de capital contractées par le réseau des chemins de fer nationaux du Canada pendant l'année civile 1945, ainsi que la garantie, par Sa Majesté, de certaines valeurs qu'émettra la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada.  
 Loi constituant en corporation l'Institut des Bijoutiers canadiens.  
 Loi constituant en corporation l'Association générale de secours mutuels du Dominion.  
 Loi constituant en corporation l'*Ottawa Valley Trust Company*.  
 Loi constituant en corporation l'Institut Arctique de l'Amérique du nord.  
 Loi modifiant la Loi constituant en corporation le Collège Royal des Médecins et Chirurgiens du Canada.  
 Loi refondant et modifiant les Lois concernant l'Alliance Nationale.  
 Loi constituant en corporation la Société de bienfaisance slovaque du Canada.  
 Loi modifiant la Loi sur les Lignes aériennes Trans-Canada, 1937.  
 Loi constituant en corporation la Société centrale d'hypothèques et de logement.  
 Loi modifiant la Loi de l'aéronautique.  
 Loi modifiant la Loi de l'inspection du poisson.  
 Loi modifiant la Loi de 1939 sur les secours de guerre.  
 Loi ayant pour objet de modifier la Loi concernant la *Vancouver, Victoria and Eastern Railway and Navigation Company*, la *Nelson and Fort Sheppard Railway Company* et la *Great Northern Railway Company*.  
 Loi constituant en corporation l'Association de Transport Aérien International.

Loi concernant la *Lake Erie and Detroit River Railway Company* et la *Pere Marquette Railway Company*.

Loi constituant en corporation la Corporation canadienne d'assurance-santé et d'assurance contre les accidents.

Loi constituant en corporation la Conférence canadienne de l'Eglise des Frères mennonites de l'Amérique du Nord.

Loi constituant en corporation l'Eglise Episcopale Catholique de Whitehorse.

Loi modifiant la Loi de 1939 sur les pénitenciers.

Loi concernant la Compagnie de chemin de fer, d'éclairage et de force motrice de Québec.

Loi constituant en corporation la Compagnie de Fiducie d'Amérique, ou, en anglais, *Trust Company of America*.

Loi concernant la fabrication, l'inspection et la vente des produits de l'érable.

Loi modifiant la Loi de 1944 sur les indemnités de service de guerre.

Loi modifiant la Loi sur l'assurance des crédits à l'exportation.

Loi modifiant la Loi de 1940 sur la taxation des surplus de bénéfices.

Loi modifiant la Loi fédérale sur les droits successoraux.

Loi modifiant la Loi spéciale des revenus de guerre.

Loi ayant pour objet d'autoriser le ministre des Finances, avec l'assentiment du gouverneur en conseil, à conclure avec la province d'Alberta un accord modifiant celui qui a été fait avec ladite province sous l'autorité de la Loi de 1942 sur les accords fiscaux entre le Dominion et les provinces.

Loi concernant le ministère de la Reconstruction et des approvisionnements.

Loi modifiant la Loi de 1942 sur les terres destinées aux anciens combattants.

Loi ayant pour objet de conférer certains pouvoirs transitoires au gouverneur en conseil dans les circonstances critiques nationales résultant de la guerre.

Loi modifiant la Loi des compagnies d'assurance canadiennes et britanniques, 1932.

Loi modifiant la Loi des compagnies d'assurance étrangères, 1932.

Loi modifiant la Loi de l'impôt de guerre sur le revenu.

Loi modifiant la Loi nationale de 1944 sur l'habitation.

Loi portant exécution des accords en vue d'un Fonds monétaire international et d'une Banque internationale pour la reconstruction et le développement.

Loi modifiant la Loi des compagnies fiduciaires.

Loi établissant des allocations de réadaptation pour les anciens combattants.

Loi modifiant la Loi du Sénat et de la Chambre des communes.

A ces bills la sanction royale est prononcée par le greffier du Sénat dans les termes suivants:

"Au nom de Sa Majesté, l'honorable substitut de Son Excellence le Gouverneur général sanctionne ces bills".

Alors l'honorable Orateur de la Chambre des communes adresse la parole au très honorable substitut de Son Excellence le Gouverneur général, comme suit:

QU'IL PLAISE À VOTRE HONNEUR:

Les Communes du Canada ont voté certains subsides nécessaires pour permettre au gouvernement de faire face aux dépenses du service public.

“Au nom des Communes je présente à Votre Honneur les bills suivants:

“Loi ayant pour objet d'accorder de l'aide à Sa Majesté pour la défense nationale et la démobilisation.”

“Loi allouant à Sa Majesté certaines sommes d'argent pour le service public de l'année financière expirant le 31 mars 1946.”

“Que je prie humblement Votre Honneur de sanctionner.”

A ces bills la sanction royale a été donnée par le Greffier du Sénat, par ordre de Son Honneur le substitut de Son Excellence le Gouverneur général, qui a déclaré:

“Au nom de Sa Majesté, Son Honneur le substitut de Son Excellence le Gouverneur général remercie ses loyaux sujets, accepte leur bienveillance et sanctionne ces bills.”

Après quoi, il plaît à l'honorable substitut de Son Excellence le Gouverneur général de clore la première session du vingtième Parlement du Canada, par le discours suivant:

*Honorables membres du Sénat,*

*Membres de la Chambre des communes,*

Plus de trois mois se sont écoulés depuis que la reddition sans condition du Japon a mis fin à huit ans de guerre continue en Asie et à six ans de guerre mondiale. Mais la paix dans le monde est encore à venir. Nous traversons présentement l'ère des difficultés inévitables et des bouleversements inhérents à la période de transition de la guerre à la paix. Toutes les nations devraient avoir pour premier objectif l'établissement d'une paix durable.

Pour assurer la paix mondiale, il est essentiel d'alléger la souffrance humaine causée par la guerre et de restaurer les nations qui ont subi des dommages matériels par suite de la guerre. A cette fin, les nouveaux crédits que vous avez affectés à l'assistance et à la réhabilitation internationales auront une importance de premier rang.

La détermination du Canada de faire toute sa part pour maintenir la paix et la sécurité internationales s'est traduite par l'approbation unanime que les deux Chambres du Parlement ont accordée à la Charte des Nations Unies. Une délégation, qui comprend des membres des deux Chambres, assiste présentement, à Londres, aux réunions de la Commission préparatoire de l'Organisation des Nations Unies.

En octobre, après une brève conférence à Washington avec le président des Etats-Unis, mon Premier Ministre s'est rendu au Royaume-Uni, afin de conférer avec les membres du gouvernement britannique et de consulter les représentants du Canada en Europe. Peu de temps après, le Premier Ministre a participé, à Washington, en compagnie du premier ministre du Royaume-Uni, à des entretiens avec le président Truman, sur la question de l'énergie atomique. De leurs discussions a résulté une déclaration concertée. On a ainsi pris l'initiative d'un effort international en vue d'empêcher l'emploi de l'énergie atomique à des fins de destruction et de trouver les moyens de l'utiliser pour le bien de l'humanité. L'approbation que vous avez accordée à la déclaration aidera au succès de cette initiative.

La visite à Ottawa du premier ministre de la Grande-Bretagne et son discours aux membres des deux Chambres du Parlement ont été vivement appréciés. Cette visite a fourni au Canada l'occasion d'exprimer l'admiration que lui inspirent le courage et la détermination de la population britannique en face des difficultés et des privations de la présente période d'après-guerre.

On a multiplié les efforts pour hâter la restauration de l'économie mondiale et l'expansion du commerce extérieur. La réalisation de ces objectifs sera grandement facilitée par les crédits d'exportation considérablement accrus que vous avez ouverts aux pays alliés et par votre approbation de la participation du Canada au Fonds monétaire international et à la Banque pour la reconstruction et le développement. On a entamé des pourparlers en vue d'accorder des crédits semblables au Royaume-Uni. Vous avez été saisis des importantes propositions du gouvernement des Etats-Unis en vue de confier à une conférence internationale l'étude de la question du commerce et de l'embauchage. Mes ministres ont fait bon accueil à ces propositions.

Avec votre approbation, le Canada est devenu membre de l'Organisation de l'alimentation et de l'agriculture des Nations Unies. La première réunion de la nouvelle organisation a eu lieu au mois d'octobre dans la ville de Québec.

Le comité de coordination de la conférence fédérale-provinciale, qui comprend les premiers ministres de toutes les provinces, s'est réuni au cours du mois de novembre et a consacré plusieurs jours à un échange de vues franc et détaillé avec mon Premier Ministre et quelques-uns de mes autres ministres. Le comité de coordination a constitué un Comité fédéral-provincial économique chargé d'étudier les facteurs économiques intéressant les propositions et les relations fédérales-provinciales et d'en faire rapport aux gouvernements participants. Le comité de coordination se réunira de nouveau au début de la nouvelle année. Mes ministres ont résolu de continuer à faire tous leurs efforts en vue de conclure un accord qui placera le gouvernement fédéral et les gouvernements de toutes les provinces dans une situation financière telle qu'ils pourront s'acquitter efficacement de leurs diverses obligations.

Les membres des forces armées qui servent outre-mer reviennent au Canada aussi rapidement que les moyens de transport le permettent. Le licenciement des hommes et des femmes de ces forces marche de pair avec leur rapatriement.

En attendant une décision quant à l'importance des effectifs permanents de la défense, il a été pris des dispositions provisoires pour la continuation, dans les forces armées, du service volontaire des membres des trois armes qui remplissent les conditions requises.

Un comité spécial de la Chambre des communes a étudié de très près les diverses lois et les arrêtés en conseil relatifs aux soins, à la réadaptation et au rétablissement des anciens combattants. Sur la recommandation du comité, une loi sur la réadaptation des anciens combattants a été adoptée et des modifications furent apportées à la Loi sur les indemnités de service de guerre et à la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants. Le Gouvernement a l'intention de proposer que le comité soit constitué de nouveau à la prochaine session afin de compléter son examen des mesures qui seront codifiées en une Charte des anciens combattants.

Des progrès constants ont été réalisés dans la conversion des industries de guerre à la production civile. On a pourvu à la fusion du ministère des Munitions et approvisionnements et du ministère de la Reconstruction. Le ministère des Services nationaux de guerre a presque achevé son œuvre.

On procède à l'abolition des restrictions du temps de guerre aussi promptement que possible sans provoquer l'inflation ou d'autres bouleversements économiques.

Pour permettre le maintien provisoire des régies essentielles au bien-être du peuple, on a adopté une mesure permettant la prorogation de certains pouvoirs d'exception pendant la période de transition de la guerre à la paix.

Afin d'accélérer la construction de logis à mesure que les matériaux et la main-d'œuvre deviendront disponibles, des modifications ont été apportées à la Loi nationale sur l'habitation. Des mesures ont été prises en vue d'établir

une Société centrale d'hypothèque et de logement. Des soins particuliers sont pris afin d'assurer aux anciens combattants des logements à prix modique et de rendre disponibles des abris temporaires pendant qu'il y a rareté de logements permanents.

Des dispositions ont également été prises pour accroître le capital des Lignes aériennes Trans-Canada et permettre ainsi l'expansion de nos services aériens internationaux.

*Membres de la Chambre des communes,*

Je vous remercie des dispositions financières que vous avez prises pour tous les services essentiels, de même que pour les dépenses occasionnées par la guerre ou nécessitées par la reconstruction.

La réponse sans précédent donnée au Neuvième Emprunt de la Victoire est une preuve encourageante de la détermination du peuple canadien d'affermir la victoire.

L'allègement du fardeau des impôts de guerre a été l'un des événements marquants de la session.

*Honorables Membres du Sénat,*

*Membres de la Chambre des communes,*

Mes ministres ont été heureux de l'approbation accordée à la proposition tendant à donner au Canada un drapeau national distinctif. A la prochaine session, ils proposeront que le comité spécial des deux Chambres soit reconstitué afin de terminer la tâche de choisir un motif approprié pour un drapeau canadien.

Je suis heureux de dire que des progrès ont été réalisés dans l'aménagement et l'embellissement ordonnés de la capitale du Canada et de la région environnante pour en faire un monument national destiné à commémorer les services et les sacrifices des Canadiens au cours de la guerre qui vient de finir.

En vous quittant à la fin de cette année mémorable, je prie la Providence de continuer à bénir notre pays et à guider les nations du monde dans leurs efforts en vue d'assurer une paix durable.

Son Honneur le Président du Sénat dit alors :

*Honorables Membres du Sénat,*

*Membres de la Chambre des Communes,*

C'est le désir et le plaisir de l'honorable substitut du Gouverneur général que ce Parlement soit prorogé au lundi, vingt-huitième jour de janvier prochain, pour être tenu en ce lieu; et ce Parlement, en conséquence, est prorogé au lundi, vingt-huitième jour de janvier prochain.

INDEX  
DU  
QUATRE-VINGT-SIXIÈME VOLUME  
9-10 GEORGE VI

Journaux de la Chambre des Communes  
(*Première session du vingtième Parlement*)

---

A

**Acadia Construction Company Limited:**

M. Cockeram demande la date de la formation de l'—, 218; dépôt, 257.

**Accord financier entre le Royaume-Uni et les Etats-Unis:**

Dépôt de l'—, signé à Washington le 6 décembre 1945, 471.

**Accord fiscal supplémentaire entre le Dominion et l'Alberta, Loi de 1945 sur un:**

Résolution: présentation, 347; motion d'adoption, 372; adoption, 373. Bill No 218, Loi ayant pour objet d'autoriser le ministre des Finances, avec l'assentiment du gouverneur en conseil, à conclure avec la province d'Alberta un accord modifiant celui qui a été fait avec ladite province sous l'autorité de la Loi de 1942 sur les accords fiscaux entre le Dominion et les provinces: présentation et 1ère lecture, 373; 2ème lecture, comité plénier et 3ème lecture, 464; adoption au Sénat, 488; sanction royale, 556.

**Accords, ententes, traités, échange de notes, protocoles:**

Dépôt d'—: 24, 28, 31, 137, 138, 363.

**Accords de Bretton Woods, Loi de 1945 sur les:**

Résolution: présentation, 346; motion d'adoption, 437, 444, 450, 454; adoption, au vote de 124 à 12, 454; comité plénier, 455, 460, 462; résolution adoptée, 462. Bill No 238, Loi portant exécution des Accords en vue d'un fonds monétaire international et d'une banque internationale pour la reconstruction et le développement: présentation et 1ère lecture, 462. Motion portant 2ème lecture: adoption au vote de 177 à 12, 463. Renvoi au comité permanent de la banque et du commerce, 464. rapport du comité, 482; 3ème lecture: adoption au vote de 169 à 9, 488; adoption au Sénat, 492; sanction royale, 556.

**Acier:**

M. Gillis demande copie d'accords, etc., entre le gouvernement et la Dominion Steel and Coal Corporation relatifs aux subventions à l'industrie de l'acier accordées aux usines de Sydney, N.-E., 321; dépôt, 329.

**Adjoint parlementaire:**

- Dépôt de l'arrêté du conseil relatif à la nomination de M. R. W. Mayhew comme — du ministre des Finances, 63.
- Dépôt de l'arrêté du conseil relatif à la nomination de M. W. C. Macdonald comme — du ministre de la Défense nationale, 63.
- Dépôt de l'arrêté du conseil relatif à la nomination de M. H. Lapointe comme — du ministre de la Défense nationale, 63.
- Dépôt de l'arrêté du conseil relatif à la nomination de M. W. A. Tucker comme — du ministre des Affaires des anciens combattants, 69.
- Dépôt de l'arrêté en conseil nommant M. G. J. McIlraith — du ministre de la reconstruction, 75.
- M. Gagnon demande combien il a été nommé d'adjoints parlementaires depuis 1942, 369; dépôt, 496.

**Administration de secours et de réhabilitation des Nations Unies:**

- Dépôt du rapport au Parlement sur l'administration de secours et de réhabilitation des Nations Unies jusqu'au 30 septembre 1945, 303.

**Adresse en réponse au discours du Trône:**

- Motion accordant priorité au débat sur l'—, 13.
- Motion demandant l'adoption de l'— 29, 32; amendement de M. Graydon, 32; sous-amendement de M. Coldwell, 32, 37, 41, 42, 44, 46, 48, 52, 54, 56; le sous-amendement est rejeté au vote de 192 à 29, 57; sous-amendement de M. Hansell, 58, 59, 61, 63; le sous-amendement est rejeté, 64; l'amendement de M. Coldwell est rejeté au vote de 163 à 57; amendement de M. Ross (Souris), 65, 67; sous-amendement de M. Wright, 68, 69; le sous-amendement est rejeté au vote de 116 à 90; l'amendement de M. Ross (Souris) est rejeté, 71; la motion principale est adoptée, 72.
- Motion de M. King demandant que l'adresse soit grossoyée et présentée à Son Excellence, 72.
- Réponse de Son Excellence le Gouverneur général à l'adresse votée par la Chambre en réponse au discours du Trône, 323.

**Aero:**

- M. Matthews demande si les concessions forestières de l'Aero dans les îles de la Reine-Charlotte ont été vendues, 252; dépôt, 329.

**Aéronautique, Loi modifiant la Loi de l':**

- Bill No 19, Présentation et 1ère lecture, 131; 2ème lecture, comité plénier, 321; 3ème lecture, 330; adoption au Sénat, 437; sanction royale, 555.

**Aéroports, aérodromes, champs d'aviation, terrains d'atterrissage:**

- M. Black demande combien de contrats ont été accordés par le gouvernement, au Canada, à Terre-Neuve et au Labrador, pour la construction des aéroports du C.A.R.C., 81; dépôt, 190.
- M. Black demande si les adjudicataires de l'aéroport du C.A.R.C. à Watson Lake étaient les mêmes qui avaient obtenu l'entreprise à la station de Tofini, 82; dépôt, 138.
- M. Black demande qui étaient les adjudicataires pour la construction de l'aéroport du C.A.R.C. à Tofini, C.-B., 82; dépôt, 186.
- M. Black demande qui était l'adjudicataire pour la construction de la station du C.A.R.C. à Goose-Bay, Labrador, 83; dépôt, 126.
- M. Gagnon demande quel a été le coût du terrain acheté pour l'aéroport de Bagotville, Chicoutimi, P.Q., dépôt, 84.

**Aéroports, aérodromes, champs d'aviation, terrains d'atterrissage—(fin)**

- M. Zaplitny demande quelle décision fut prise au sujet du maintien ou de la vente du champ d'aviation à Dauphin, Manitoba; des terrains d'atterrissage d'urgence à North Junction, et à Valley River; de l'école de bombardement et de tir No 7, à Paulson, Manitoba, 84; dépôt, 113.
- M. Burton demande quelle est l'étendue totale du terrain acheté pour l'école de bombardement et de tir à Dafoe, Saskatchewan, 122; dépôt, 179.
- M. Cruickshank demande le coût des terrains, du déblaiement, des édifices, pistes d'envol et de roulement à l'aéroport d'Abbotsford, 193; dépôt, 257.
- M. Dorion demande quels sont les aérodromes et places d'atterrissage sur la côte nord du St-Laurent, de Tadoussac à Blanc-Sablon, 194; dépôt, 353.
- M. Cruickshank demande quelle est l'étendue totale du terrain acheté pour la piste d'atterrissage de fortune à Sumas, 193; dépôt, 280.
- M. Black demande à qui incombe la responsabilité de garder les terrains d'atterrissage à Whitehorse, Dawson, etc., dans le Yukon, 292; dépôt, 442.
- M. Gagnon demande le coût total d'achat et de construction du terrain d'atterrissage, camps, etc., à St-Honoré, comté de Chicoutimi, P.Q., 386.
- M. White demande quels terrains on a acquis pour agrandir l'aéroport du C.A.R.C. à Crumlin, Ontario; dépôt, 506.

**Affaires de routine (Travaux de la Chambre):**

*Voir* Motions de procédure parlementaire.

**Affaires des anciens combattants:**

- Dépôt de copie des règlements édictés sous le régime de la loi sur le ministère des—, 26.
- Dépôt de l'arrêté du conseil nommant M. W. A. Tucker, adjoint parlementaire du ministre des—, 69.
- M. Stephenson demande si le ministère des Affaires des anciens combattants a acheté des terrains à Welcome, Ontario, pour y établir de petites propriétés, 370; dépôt, 478.

**Affaires des anciens combattants, Comité spécial des:**

- Motion de M. Mackenzie demandant l'institution d'—: présentation, 101; adoption, 102; 1er rapport du comité: présentation et adoption, 113. 2ème rapport: présentation, 239; 3ème rapport: présentation, 249. 4ème rapport: présentation et adoption, 285; 5ème rapport: présentation, 315; 6ème rapport: présentation, 377; 7ème rapport: présentation, 475.

**Affaires extérieures, Comité permanent des:**

- Motion de M. King tendant à modifier l'article 63 du Règlement et décrétant l'institution d'un—, 52.
- Noms des membres, 111. 1er rapport du comité: présentation et adoption, 174. Substitution de noms, 174, 285, 297, 299.
- 2ème rapport: présentation, 251; motion d'adoption, 286; amendement de M. St-Laurent: présentation, 286; adoption, 524.
- 3ème rapport: présentation, 465.

**Affaires extérieures, Ministère des:**

- M. Blair demande combien de personnes ont été nommées au — depuis le 1er septembre 1939, 127; dépôt, 319.

**Affaires indiennes:**

- Dépôt de l'arrêté en conseil établissant des règlements pour disposer du bois en Colombie-Britannique sous l'empire de la loi des Indiens, 26.
- Dépôt de la liste indiquant le nombre des Indiens ayant reçu une lettre d'affranchissement au cours de l'année 1945-46, 26.
- Dépôt d'un arrêté en conseil relatif aux octrois aux anciens combattants indiens s'établissant sur des réserves indiennes, 48.
- M. Campbell demande si le gouvernement a acheté, vers 1906, la première réserve indienne des Thunderchild, en Saskatchewan: dépôt, 78.
- Dépôt d'un arrêté en conseil transférant du ministère des mines et ressources à celui de la santé nationale et du bien-être social l'administration des soins médicaux et de l'hospitalisation des Indiens et des Esquimaux, 130.

**Agriculture et de la Colonisation, Comité permanent de l':**

Noms des membres, 108.

**Aide mutuelle, Commission canadienne d':**

Dépôt du deuxième rapport annuel de la— pour 1944-45, 26.

**Ajournement de la Chambre:**

- Les lundi, mardi, jeudi et vendredi: Avant six heures p.m.: 14; Avant 11 heures p.m. (sans motion): 52, 227, 250, 254, 295, 438. Avant 11 heures p.m. (sur motion): 163, 187, 213. A onze heures p.m.: 44, 58, 90, 93, 102, 142, 146, 160, 171, 175, 183, 196, 197, 206, 222, 235, 262, 289, 322, 331, 352, 362, 384, 460; Après onze heures, 37, 49, 61, 66, 73, 116, 127, 282, 298, 305, 374, 470, 522; Après minuit: 484.
- Le mercredi: A six heures p.m.: 42, 54, 68, 98, 123, 154, 178, 203, 232. Après 6 heures p.m.: 276. Avant onze heures p.m. (sans motion): 300. A onze heures p.m.: 300, 343, 474. Après onze heures p.m.: 388.
- Le vendredi: Avant six heures p.m.: 29, 46, 59, 75, 104. Avant onze heures p.m. (sans motion): 133. Avant onze heures p.m. (sur motion): 312. Après onze heures p.m.: 450. Après minuit: 493.
- Le samedi: A 6 heures p.m. (sur motion): 366. Avant onze heures p.m. (sans motion): 456. Après onze heures p.m.: 503.

**Ajournement de la Chambre (en vertu de l'article 31 du Règlement):**

M. Wright demande l'— pour discuter de l'attitude du gouvernement concernant le prix minimum du blé, 55; l'Orateur déclare qu'il n'y a pas urgence immédiate, 56.

**Alberta:**

Dépôt d'un arrêté en conseil relatif à certaines lois passées par l'Assemblée législative de la province de l'Alberta, 307.

**Alberta, Loi modificatrice de 1945 sur le transfert des ressources naturelles de l':**

Bill No 16: Présentation et 1ère lecture, 104; 2ème lecture, comité plénier et 3ème lecture, 330; adoption au Sénat, 371; sanction royale, 555.

Voir aussi: Accord fiscal supplémentaire entre le Dominion et l'Alberta.

**Alimentation et de l'Agriculture, Commission intérimaire de l':**

Dépôt du premier rapport aux gouvernements des Nations-Unies par la—, 24.

**Alimentation et de l'agriculture des Nations-Unies, Loi de 1945 sur l'Organisation de l':**

Résolution: présentation, 100; adoption, 101.

Bill No 14, loi portant exécution de l'Accord entre le Canada et certaines autres nations et autorités en vue d'une Organisation de l'alimentation et de l'agriculture des Nations Unies: présentation et 1ère lecture, 101; 2ème lecture, 127; comité plénier, 127, 131; 3ème lecture, 131; adoption au Sénat, 132; sanction royale, 132.

**Alliance Nationale, Loi refondant et modifiant les Lois concernant l':**

Pétition, 45. Rapport, 205. Bill No 160, (A-4 du Sénat), intitulé: —. Message du Sénat, 279. 1ère lecture, 288; 2ème lecture et renvoi au comité permanent de la banque et du commerce, 289; réception du rapport, 345; comité plénier et 3ème lecture, 359; sanction royale, 555.

**Allocations de réadaptation pour les anciens combattants:**

Mme Strum demande combien de demandes d'octroi d'allocations de réadaptation ont été faites par les femmes appartenant aux forces armées, 338; dépôt, 459.

*Voir aussi:* Réadaptation des anciens combattants, Loi sur la;

**Allocations familiales:**

Dépôt de copie des règlements édictés sous le régime de la loi sur les—, 27. Dépôt du rapport annuel de la division des— du ministère de la santé nationale et du bien-être social pour 1944-45, 27.

Dépôt d'un arrêté en conseil décrétant que les versements d'allocations familiales n'affecteront pas les paiements effectués par le ministère des Affaires des anciens combattants sous le régime de certaines lois, 215.

M. McMaster demande si, sous le régime de la loi sur les allocations familiales, on a versé des allocations à des groupements chargés de l'entretien d'enfants, sociétés d'aide à l'enfance, etc., pour le compte d'enfants confiés à leur direction, 458.

**Aluminium:**

M. Knowles demande quelles quantités d'aluminium ont été exportées au cours des années civiles de 1939 à 1944 et jusqu'à présent en 1945: dépôt, 84.

**Anciens combattants:**

M. Church demande ce qu'on a fait pour venir en aide aux anciens militaires désirant procéder à la réouverture de leurs magasins de détail, 141; dépôt, 156.

*Voir aussi:* Réadaptation des anciens combattants, Loi sur la; Affaires des anciens combattants;

**Annulation de lois:**

M. Diefenbaker demande copie de pétitions demandant l'— adoptées par l'Assemblée législative de la Saskatchewan depuis 1920, 141; dépôt, 486.

M. Coldwell demande si le ministère de la Justice a reçu des demandes d'— adoptées par l'Assemblée législative de la Saskatchewan lors de l'administration de la province par le gouvernement libéral, 127; dépôt, 471.

M. Coldwell demande copie des demandes d'— fédérales-provinciales présentées et refusées depuis 1920. 122; dépôt, 486.

**Aptitude physique nationale, Loi sur l':**

Dépôt de la copie du rapport annuel sur l'application de la— pour 1944-45, 27.

**Argent:**

M. Green demande la quantité d'argent produit au Canada, chaque année, de 1936 à 1945, 369; dépôt, 487.

M. Green demande la quantité d'argent détenu par le gouvernement fédéral, 369; dépôt, 480.

**Argentine:**

Voir: Biens de guerre, corporation des;

**Armée canadienne:**

M. Fraser demande de quels stocks d'épicerie et de denrées principales disposait l'armée canadienne au Canada, en Grande-Bretagne ou dans d'autres pays au 1er septembre 1945: dépôt, 80.

M. Henderson demande quelles unités de l'armée canadienne dans le Royaume-Uni ont été désignées pour revenir au Canada avant le 15 octobre, 97; dépôt, 139.

M. Coldwell demande si on avait arrêté le programme d'une série de causeries à être données au personnel de l'armée canadienne outre-mer, 100; dépôt, 119.

**Arrangements entre cultivateurs et créanciers, Loi de 1943 sur les:**

Dépôt du premier rapport annuel de l'administration de la— et de son fonctionnement et de ses opérations du 15 décembre 1943 au 31 mars 1945, 26.

Bill No 27, Loi modifiant la—, (M. Jaenicke): présentation et 1ère lecture, 186.

**Arrêtés en conseil:**

Dépôt de copies d'—: 13, 15, 26, 27, 28, 31, 34, 40, 45, 48, 53, 63, 69, 75, 78, 91, 92, 126, 130, 157, 168, 174, 186, 189, 208, 215, 216, 217, 229, 257, 264, 269, 280, 285, 298, 300, 307, 333, 346, 354, 375, 436, 439, 453, 523.

M. Diefenbaker demande combien on a passé d'arrêtés en conseil entre le 1er septembre 1939 et le 8 mai 1945 et depuis le 8 mai 1945, 87; dépôt, 96.

M. Diefenbaker demande combien d'arrêtés en conseil pris sous l'autorité de la loi des mesures de guerre ont été révoqués depuis les jours V-E et V-J, 158; dépôt, 167.

M. Diefenbaker demande copie d'arrêtés en conseil ou ordonnances adoptés depuis le 30 mars 1944, modifiant, suspendant ou changeant l'application de toute loi passée par le Parlement du Canada, 170; dépôt, 179.

M. Bracken demande copie des arrêtés en conseil et délibérations du conseil du Trésor approuvés depuis le 6 septembre 1945: la motion est rejetée, après discussion, au vote de 92 à 113, 201 et 202.

**Arrimeurs:**

M. Pouliot demande quelles quantités de denrées périssables sont arrivées dans les ports du Royaume-Uni et n'ont pas été déchargées, au cours de la grève des arrimeurs dans le Royaume-Uni, 181; dépôt, 363.

**Assainissement, Loi de l' :**

Dépôt du rapport sur la construction de travaux de drainage entrepris sous l'empire de la—, 27.

**Assistance à l'agriculture des Prairies, Loi sur l' :**

M. Jaenicke demande les noms des inspecteurs et des surveillants agricoles travaillant dans la Saskatchewan en vertu de la—en 1944: dépôt, 78.

M. Ross demande le nombre d'agriculteurs dont le rendement de blé était de huit boisseaux à l'acre, bénéficiant de la—dans certains townships dont le rendement est de quatre boisseaux et un huitième à l'acre, 181; dépôt, 453.

**Association de Transport Aérien International, Loi constituant en corporation l' :**

Bill No 30 (D. du Sénat), intitulé:—; Pétition, 31. Rapport, 95. Adoption au Sénat, 207. 1ère lecture, 217; 2ème lecture et renvoi au comité permanent des chemins de fer, canaux et télégraphes, 309; rapport du comité, 620; comité plénier et 3ème lecture, 445; sanction royale, 555.

**Association générale de secours mutuels du Dominion, Loi constituant en corporation l' :**

Bill No 24, (C du Sénat), intitulé: —; Pétition, 103. Rapport, 125. Adoption au Sénat, 183. 1ère lecture, 186; 2ème lecture et renvoi au comité permanent de la banque et du commerce, 309; rapport du comité, 309; comité plénier et 3ème lecture, 359; sanction royale, 555.

**Assurances canadiennes et britanniques, 1932, Loi modifiant la Loi des compagnies d' :**

Bill No 241, (P-8 du Sénat), intitulé:—; Message du Sénat, 466; 1ère et 2ème lectures, 480; renvoi au comité permanent de la banque et du commerce, 480; rapport du comité, 483; comité plénier et 3ème lecture, 488; sanction royale, 556.

**Assurances étrangères, 1932, Loi modifiant la Loi des compagnies d' :**

Bill No 242, (Q-8 du Sénat) intitulé: "—": Message du Sénat, 466; 1ère et 2ème lectures, 480; renvoi au comité permanent de la banque et du commerce, 480; rapport du comité, 482; comité plénier et 3ème lecture, 488; sanction royale, 566.

**Assurance-chômage, Commission d' :**

Dépôt du rapport de la— pour 1944-45, 69.

M. Knowles demande copie de la circulaire No 34 de la commission de l'assurance-chômage relative à la question de l'emploi approprié édictée le 30 septembre 1945: dépôt, 300.

**Assurance-chômage, Loi de 1940 sur l' :**

Dépôt de copies d'arrêtés en conseil adoptés sous le régime de la—: 28 (règlements relatifs aux versements et prestations, 45.

**Assurance contre les risques de guerre, Loi de 1942 sur l' :**

Dépôt du rapport sur le fonctionnement de la— pour 1944-45, 25.

**Assurance des anciens combattants, Loi sur l' :**

Dépôt de l'exposé annuel requis en vertu de la—, 26.

**Assurance des crédits à l'exportation, Loi sur l' :**

Dépôt du rapport du président de la corporation instituée sous le régime de la—, pour 1944-45, 25.

Dépôt du rapport sur le fonctionnement de la partie deux de la loi d'assurance sur les crédits à l'exportation pour 1944-45, 292.

**Assurance des crédits à l'exportation, Loi modifiant la Loi sur l' :**

Résolution: présentation, 347; adoption, 372. Bill No 217. Présentation et 1ère lecture, 372; 2ème lecture, 376; comité plénier, 376, 437; 3ème lecture, 437; adoption au Sénat, 474; sanction royale, 556.

**Assurances :**

Dépôt du rapport annuel (1943) du surintendant des—: vol. II, compagnies d'assurance-vie, 25.

**Attlee, le très honorable Clement R. :**

Motion demandant de consigner dans les Débats de la Chambre le discours prononcé par le très honorable—, premier ministre de Grande-Bretagne, devant les membres du Parlement dans la salle de la Chambre des communes, 291.

**Auditeur général :**

M. Robinson demande copie des arrêtés en conseil mentionnés au paragraphe 45 du rapport de l'—pour 1943-44, 141; dépôt, 435.

Dépôt du rapport de l'Auditeur général pour 1944-45 (relié avec les Comptes publics), 252.

**Australie :**

Dépôt de copie d'un accord entre le Canada et l'— visant le prêt à l'Australie de vaisseaux appartenant au Canada, rétroactif au 3 décembre 1943, 137.

**Aviation civile :**

Dépôt de copie de l'acte final de la conférence internationale de l'— civile tenue à Chicago et d'accords relatifs à l'— civile internationale, 24.

Dépôt d'échange de notes entre le Canada et les Etats-Unis comportant un accord visant les services de transport aérien des forces armées des deux pays, 24.

Dépôt d'échange de notes entre le Canada et les Etats-Unis comportant un accord relatif au transfert civil par air, 24.

Dépôt d'un échange de notes entre le Canada et Terre-Neuve concernant l'établissement d'un service commercial aérien par les Lignes aériennes Trans-Canada, 31.

Dépôt de copie du rapport de congrès de l'aviation civile commerciale tenu à Chicago du 1er novembre au 7 décembre 1944, 113.

**Aviation civile internationale, Accord provisoire sur l' :**

Résolution: présentation, 101; retrait, 187.

Résolution (nouvelle): présentation, 226; débat, 227, 321; adoption, 321.

**Avions :**

M. Hansell demande sous quels auspices l'avion "F for Freddie" fit une envolée à travers le Canada, 80; dépôt, 212.

M. Hazen demande combien d'avions le gouvernement a vendus au cours des cinq dernières années, 140. dépôt, 256.

**Avocats:**

- M. Church demande si le gouvernement ou certaines autres associations désignées fournissent des avocats, en cours de justice, aux soldats qui y comparaissent, 100; dépôt, 119.
- M. Pouliot demande combien il a été payé à la société légale Borden, Elliot, Sankey et Kelley par le gouvernement fédéral ou ses officiers, commissions et corporations, depuis le commencement de la guerre, 321.

**B****Baie d'Hudson:**

- M. Knight demande copie de rapports faits par le gouvernement des Etats-Unis au gouvernement fédéral, au cours de la guerre actuelle, sur les conditions atmosphériques dans la région de la—, 122.

**Baignoires:**

- M. Johnston demande si le ministère des munitions et approvisionnements ou la corporation des biens de guerre a des baignoires en magasin à la Spillers Mills à Calgary, 169; dépôt, 237.

**Banque d'expansion industrielle:**

- Dépôt de l'état de comptes de la Banque d'expansion industrielle pour l'année financière terminée le 30 septembre 1945, et du rapport du président de la banque au ministre des Finances, 436.

**Banque et du commerce, Comité permanent de la:**

- Noms des membres, 107. 1er rapport du comité: présentation, 337; adoption, 345. 2ème rapport: présentation, 345. 3ème rapport: présentation, 367; 4ème rapport: présentation, 376. 5ème rapport: présentation, 461. 6ème rapport: présentation et adoption, 461. 7ème rapport: présentation, 482.

**Banques à charte:**

- Dépôt d'un rapport sur les recettes et les dépenses de fonctionnement des— du Canada pour l'année financière 1944, 25.

**Bedford Basin, N.-E.:**

- M. Black demande copie d'arrêtés en conseil, etc., que possèdent les ministères de la Défense nationale, de la Justice et du Solliciteur général relativement à l'enquête sur les demandes de dommages-intérêts à la suite de l'explosion au dépôt de poudre de la marine à— en juillet 1945; motion rejetée au vote de 45 à 104, 459.

**Bétail, Office des commissaires du:**

- Résolution de M. Bryce relative à l'établissement d'un— au Canada: présentation, 122; débat, 123.

**Bibliothèque du Parlement:**

- Rapport des Bibliothécaires du Parlement pour 1944, 13.

**Bibliothèque du Parlement, Comité mixte de la:**

- Message du Sénat informant la Chambre de la nomination des sénateurs choisis comme membres du—44. Noms des députés. 112. Message au Sénat transmettant ces noms, 119.

**Bienfaisance, Caisse de:**

M. Bruce demande s'il existe des caisses de bienfaisance en rapport avec l'armée, la marine et l'aviation, 193; dépôt, 258.

**Biens de guerre, Corporation des:**

M. Coldwell demande si la— ou quelque autre ministère du gouvernement a disposé d'aéronefs, de corvettes au bénéfice de l'Argentine, 96; dépôt, 144.

Dépôt du rapport annuel de la corporation des biens de guerre pour la période du 12 juillet 1944 au 31 mars 1945, et du bilan de la corporation des biens de guerre limitée du 29 novembre 1943 au 11 juillet 1944, (version anglaise), 292; dépôt de la version française, 298.

M. Church demande le nombre de camions légers et jeeps aliénés par la corporation des biens de guerre dans le district militaire No 2: dépôt, 300.

**Bills privés:**

Certains—sont lus en 1ère et en 2ème lectures et renvoyés à leurs comités respectifs au cours de la même séance, 286-289, 337-8; 354-6, 367-8.

Certains— sont lus une troisième fois sans avoir été étudiés en comité plénier de la Chambre, 355.

**Bills privés, Comité permanent des:**

Noms des membres, 107. 1er rapport: présentation et adoption, 318. 2ème rapport: présentation, 389.

**Bills privés, Pétitions pour:**

Rapport de l'examineur des—, 48, 51, 55, 91, 95, 118, 125, 136, 151, 165, 173, 189, 205, 215, 263, 283, 299, 313, 375.

**Blé:**

M. Wright demande l'ajournement de la Chambre en vertu de l'article 31 du Règlement pour discuter de l'attitude du gouvernement sur le prix minimum du blé, 55.

**Blé, Commission canadienne du:**

Dépôt d'un arrêté du conseil relatif à la stabilisation du prix du blé canadien vendu par la—, 53.

M. Wright demande combien de boisseaux de blé les meuniers, au Canada, ont achetés de la— pour les fins de la consommation domestique et de l'exportation depuis la fermeture de la bourse des grains de Winnipeg, 85; dépôt, 144.

**Bois de construction:**

M. Fleming demande quel a été le total annuel des exportations canadiennes de— de toute espèce, de 1938 à 1945, 87; dépôt, 152.

M. Castleden demande quelle quantité de bois de construction a été produite au Canada au cours de chaque année de 1939 à 1945, 293; dépôt, 346.

**Boissons alcooliques:**

M. Nicholson demande quelle a été la quantité totale de la production des boissons alcooliques, boissons de malt, de bière et de vin au cours de chaque année de 1935 à 1944, 178; dépôt, 216.

**Boissons alcooliques—(fin)**

M. Black demande les sommes estimatives perçues en taxe de conservation des changes en temps de guerre sur la bière et les boissons importées au Canada, 233. dépôt, 303.

**Bovey, M. Wilfrid:**

*Voir:* Qualifications des anciens soldats.

**Boyce, M. Charles W.:**

Nomination de— comme deuxième greffier adjoint de la Chambre, 14.

**Brésil:**

Dépôt d'accord conclu entre le Canada et le—, 24.

**Bretton-Woods:**

Dépôt de l'acte final de la conférence monétaire et financière tenue à—, 24.  
*Voir aussi:* Accords de Bretton Woods.

**Brevets d'invention:**

Dépôt du rapport du commissaire des— pour 1944-45, 40 (version anglaise); 152 (version française).

M. Coldwell demande si le Séquestre des biens ennemis ou quelque ministère du gouvernement possède ou contrôle des brevets appartenant à des corporations ou des ressortissants allemands, japonais ou italiens: dépôt, 180.

**Budget:**

Dépôt du budget principal des dépenses pour 1945-46, 28.

Dépôt du budget supplémentaire des dépenses pour 1945-46, 488.

Le budget principal intérimaire des dépenses est adopté: 36, 115.

Motion de M. King tendant à permettre à l'Orateur de quitter le fauteuil sans consulter la Chambre, vendredi le 12 octobre, afin de permettre la présentation du budget, ce jour-là, par le ministre des Finances, 127.

Le ministre des Finances dépose l'Appendice au— de 1945-46, 133.

Débat sur le budget, 162.

Amendement de M. Macdonnell exprimant le regret de l'absence d'un programme pratique de production et d'embauchage, de l'élimination de dépenses extravagantes, et de soulagement immédiat aux taxes excessives frappant les contribuables de revenu modique, 163, 331.

Sous-amendement de M. Coldwell exprimant le regret de ce que l'on n'ait pas fait utilisation du crédit de la nation, que l'on n'ait pas élaboré un programme de sécurité sociale et que l'on n'ait accordé un dégrèvement qu'aux grosses corporations et aux personnes jouissant de revenus élevés, 331, 340; le sous-amendement est rejeté au vote de 162 à 27, 341; l'amendement est rejeté au vote de 47 à 141, 342; la motion principale est adoptée sur division, 343.

**Burns & Co.:**

Dépôt de l'arrêté en conseil nommant J. G. Taggart commissaire des établissements de salaison exploités par—, de Calgary, 130.

## C

**Camps:**

- M. Castleden demande quels étaient les camps de l'armée et de l'aviation pouvant accommoder au moins huit cents hommes en service le jour V-E, 169.
- M. Murphy demande ce qu'a coûté le camp d'Ipperwash, 169; dépôt, 435.
- M. Murphy demande copie de documents relatifs à la vente des terrains actuellement compris dans les limites du camp de l'armée à Ipperwash, 170; dépôt, 354.
- M. Gagnon demande ce qu'a coûté la construction des camps militaires à Chicoutimi et à Arvida, 386; dépôt, 496.
- M. Gagnon demande si l'on a vendu les camps militaires situés à St-Honoré, Bagotville, Arvida et Chicoutimi, depuis qu'ils ont été désaffectés, 437.
- M. Knight demande quel est le mode général de disposition des déchets de comestibles provenant des camps militaires, 458; dépôt, 522.
- M. McCuaig demande le coût total de construction du camp militaire à Maple Creek, Saskatchewan, 458.

**Canada:**

- Dépôt d'accords conclus entre le— et les Etats-Unis, 24.
- Dépôt d'accord conclu entre le— et le Brésil, 24.
- Dépôt d'accord conclu entre le— et le Mexique, 24.

**Canalisation du Saint-Laurent:**

- M. Casselman demande copie de correspondance échangée, depuis le 30 décembre 1940, entre les gouvernements du Canada et des Etats-Unis et la province d'Ontario relativement à l'aménagement de la section internationale de la route fluviale du Saint-Laurent: dépôt, 89.
- Dépôt d'un projet de déclaration concernant l'aménagement du bassin des Grands Lacs et du Saint-Laurent signée à Ottawa le 19 mars 1941, 137.
- Copie d'une résolution conjointe du Congrès américain tendant à approuver l'accord entre les Etats-Unis et le Canada au sujet de la canalisation du bassin des Grands Lacs et du Saint-Laurent, présentée le 2 octobre 1945, 137.
- Dépôt de copies de correspondance et de documents relatifs à l'aménagement du bassin des Grands Lacs et du Saint-Laurent, 1938-1941, 137.
- Dépôt du supplément No 1 (Opinions juridiques et sommaire des parties principales) à la correspondance et aux documents précédents, 138.

**Canol:**

- Dépôt d'échange de notes entre le Canada et les Etats-Unis comportant un accord relatif à l'entreprise de—, 24.
- M. Fulton demande copie de tous documents, contrats, etc., entre le gouvernement canadien et le gouvernement des Etats-Unis, l'Imperial Oil Limited, depuis le 5 mai 1944, touchant l'aliénation de l'entreprise de Canol, etc., 178; dépôt, 291.

**Capitaux:**

- M. Jaenicke demande quel est le montant total des capitaux provenant des Etats-Unis et placés au pays, 252; dépôt, 302.

**Cardoza, C. C.:**

- M. Knowles demande copie de la correspondance relative à la démission de M. C. C. Cardoza de la Corporation de stabilisation des prix des denrées, 195; dépôt, 197.
- M. Knowles demande copie de correspondance entre l'enquêteur en chef de la corporation de stabilisation des prix des denrées et C. C. Cardoza, depuis le 1er août 1945, au sujet de toute enquête sur la Federal Shoe Manufacturing Co. Ltd., la Gagnon, Lachapelle & Co. Ltd.: motion rejetée au vote de 91 à 102, 231.

**Caron, Bassin réservoir de:**

- M. Thatcher demande combien a coûté au gouvernement fédéral le projet de bassin réservoir de Caron, 194; dépôt, 452.

**Cartels internationaux:**

- Dépôt du rapport de M. F. A. McGregor sur la nature et les effets des cartels internationaux et autres coalitions commerciales, 233.

**Champs de bataille nationaux, Commission des:**

- Dépôt de l'état des revenus et dépenses de la— pour 1944-45, 25.

**Charte des Nations Unies, La:**

- Dépôt de copie de—, 24.
- Motion de M. St-Laurent tendant à ratifier la Charte des Nations Unies: présentation, 145. débat, 145.
- Reprise du débat, 158.
- Amendement de M. Low demandant l'institution d'une campagne d'éducation au Canada, par l'intermédiaire du réseau national de Radio-Canada, afin que la population du pays puisse se renseigner sur le projet dont on demande la ratification et donner des directives aux Chambres du Parlement, 159.
- L'amendement est déclaré irrecevable parce qu'il entraîne une dépense de deniers publics, 159.
- La décision de l'Orateur, mise aux voix, est maintenue au vote de 153 à 9, 159.
- Reprise du débat, 160, 163. Adoption de la motion de ratification, 163.
- Motion suspendant l'ordre des travaux de la Chambre entre 8 et 9 heures du soir vendredi le 19 octobre, afin de reprendre la discussion relative à la Charte des Nations-Unies, 160.
- Dépôt des copies du procès-verbal du dépôt des ratifications de la Charte des Nations-Unies, 299.

**Chaussures et souliers:**

- M. Knowles demande copie des ordonnances et directives visant le paiement de subventions relatives à la fabrication de chaussures et de souliers émises par la commission des prix et du commerce en temps de guerre et par la corporation de stabilisation des prix des denrées, 202; dépôt, 346.
- Voir aussi:* Cardoza, C. C.

**Chemins de fer:**

- M. Stewart demande quelles sommes le gouvernement fédéral a payées aux— du Canada pour le transport du personnel militaire des trois services armés de 1939 à 1945, 141; dépôt, 191.

**Chemins de fer, Loi des :**

Bill No 8, Loi modifiant la—: présentation (M. Adamson) et 1ère lecture, 69.

**Chemins de fer, canaux et télégraphes, Comité permanent des :**

Noms des membres, 106.

1er rapport: présentation et adoption, 345.

2ème rapport: présentation, 345.

**Chemins de fer et de la marine marchande de l'Etat, Comité permanent des :**

Motion demandant l'institution du comité permanent des chemins de fer et de la marine marchande que l'Etat possède, exploite et contrôle, 145.

Motion demandant le renvoi au—du budget financier des chemins de fer nationaux du Canada, etc., et de certains postes du budget des dépenses pour 1945-46, 152.

1er rapport du comité: présentation et adoption, 156.

2ème rapport: présentation, 185.

Motion de M. Ilsley demandant que soient renvoyés au comité des subsides les postes du budget des dépenses pour 1945-46 approuvés par le comité permanent des chemins de fer et de la marine marchande de l'Etat, 185.

Substitution de nom sur le personnel du comité, 199.

3ème rapport: 206.

4ème rapport, 255.

**Chemins de fer nationaux du Canada :**

Dépôt du budget financier des— pour l'année civile 1945, 152.

M. McCulloch demande le nombre de tonnes qu'on transportait, chaque année, avant le début de la guerre, sur les lignes des chemins de fer nationaux canadiens entre Mulgrave et Truro et entre Truro et Oxford Junction, en Nouvelle-Ecosse, 457. dépôt, 522.

**Chemins de fer nationaux du Canada, Loi concernant la nomination de vérificateurs pour les— :**

Bill No 12, présentation et 1ère lecture, 131; 2ème lecture, comité plénier et 3ème lecture, 131; adoption au Sénat, 182; sanction royale, 275.

**Chemins de fer nationaux du Canada, 1945, Loi de financement et de garantie des :**

Résolution: présentation, 259; adoption, 322. Bill No 178, Loi autorisant la prestation de fonds pour couvrir des dépenses d'établissement effectuées et des dettes de capital contractées par le réseau des chemins de fer nationaux du Canada pendant l'année civile 1945, ainsi que la garantie, par Sa Majesté, de certaines valeurs qu'émettra la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada: présentation et 1ère lecture, 322; 2ème lecture, comité plénier et 3ème lecture, 347; adoption au Sénat, 371; sanction royale, 555.

**Chemins de fer nationaux du Canada, Loi modifiant la Loi sur la revision du capital des :**

Bill No 11: présentation et 1ère lecture, 78; 2ème lecture, comité plénier et 3ème lecture, 131; adoption au Sénat, 207; sanction royale, 275.

**Chevaux:**

M. Argue demande le nombre de chevaux achetés par l'office des produits spéciaux du ministère de l'Agriculture jusqu'au 25 octobre 1945, 218; dépôt, 285.

**Chômage:**

*Voir:* Soulagement du chômage et l'assistance à l'agriculture, Loi de 1940 sur le:

**Churchill:**

Résolution de M. Moore relative à l'étude de l'à-propos d'utiliser le plus complètement possible le port de Churchill: présentation, 141; rejet de la motion, 142.

**Citoyenneté:**

Dépôt de l'arrêté en conseil transférant au Secrétariat d'Etat l'administration de la division de la citoyenneté, 189.

**Citoyenneté, la nationalité et la naturalisation, ainsi que le statut des étrangers, Loi sur la:**

Bill No 20. Présentation et 1ère lecture, 169.

**Coalitions:**

*Voir:* Cartels internationaux. Enquêtes sur les coalitions.

**Code criminel:**

Bill No 18, loi modifiant le—: présentation (M. Bryce) et 1ère lecture, 131.

Bill No 33, Loi modifiant le—; présentation (M. Gladstone) et 1ère lecture, 217.

**Collège Royal des Médecins et Chirurgiens du Canada, Loi modifiant la Loi constituant en corporation le:**

Bill No 159, (Q-3 du Sénat), intitulé—: Pétition, 156. Rapport, 173. Message du Sénat, 279. 1ère lecture, 288; 2ème lecture et renvoi au comité permanent des bills privés, 289; rapport du comité, 328; 3ème lecture, 359; sanction royale, 555.

**Colombie-Britannique:**

Dépôt d'arrêtés en conseil relatifs au renouvellement d'un prêt consenti à la—, 34.

M. Pearkes demande combien d'hommes qui ne s'étaient pas enrôlés en Colombie-Britannique, ont été démobilisés à Vancouver et à Victoria, 386.

**Comités permanents de la Chambre:**

Motion ordonnant la nomination d'un comité spécial dans le but de dresser la liste des membres des—, 13. Rapport du comité, 105; adoption du rapport, 119.

Motion de M. King tendant à autoriser chaque comité permanent à étudier et à examiner les affaires et questions qui lui sont soumises par la Chambre, 119.

**Comités spéciaux de la Chambre:**

*Voir:* Affaires des anciens combattants; Dépenses de guerre; Règlement de la Chambre; Drapeau national.

**Commerce, Convention de:**

Dépôt d'un échange de notes entre le Canada et la Tchécoslovaquie remettant en vigueur la— du 15 mars 1928 à compter du 24 juillet 1945, 137.

**Commerce mondial:**

Dépôt de copie des propositions pour le développement du commerce mondial et de l'embauchage, communiquées par le gouvernement des Etats-Unis, 471.

**Commission canadienne du blé, Loi sur la:**

Bill No 6, Loi modifiant la—, 1935: présentation (M. Fair) et 1ère lecture, 41. Débat sur la motion portant 2ème lecture, 175.

**Commission des prix et du commerce en temps de guerre:**

*Voir:* Prix et du commerce en temps de guerre, Commission des.

**Compagnie de chemin de fer, d'éclairage et de force motrice de Québec; Loi concernant la:**

Bill No 28, (F du Sénat), intitulé—: Pétition, 67. Rapport, 95. Message du Sénat, 203. 1ère lecture, 213; 2ème lecture et renvoi au comité permanent des chemins de fer, canaux et télégraphes, 309; rapport du comité, 353; comité plénier et 3ème lecture, 445; message du Sénat agréant les amendements, 466; sanction royale, 556.

**Compagnie de Fiducie d'Amérique, ou, en anglais, Trust Company of America; Loi constituant en corporation la:**

Bill No 231, (P-7 du Sénat), intitulé—: Pétition, 67. Rapport, 95; Message du Sénat, 279. 1ère et 2ème lectures et renvoi au comité permanent de la banque et du commerce, 288, 289; rapport du comité, 376; comité plénier et 3ème lecture, 445; message du Sénat agréant les amendements, 466; sanction royale, 556.

**Compagnies de la Couronne:**

M. Fraser demande un état donnant les noms de toutes les— constituées légalement depuis le 1er septembre 1939, 97.

**Compagnies fiduciaires, Loi modifiant la Loi des:**

Bill No 231, (P-7 du Sénat), intitulé—: Message du Sénat, 387. 1ère et 2ème lecture et renvoi au comité permanent de la banque et du commerce, 457; rapport du comité, 461; comité plénier et 3ème lecture, 488; message du Sénat acceptant les amendements, 497; sanction royale, 556.

**Comptables:**

M. Stewart demande le nombre des experts-comptables brevetés à la division de l'impôt du ministère du Revenu national, le 1er janvier 1939, 193; dépôt, 230.

**Comptes publics du Canada:**

Dépôt des Comptes publics du Canada pour 1944-45, 252.  
Renvoi au comité permanent des comptes publics, 252.

**Comptes publics, Comité permanent des :**

Noms des membres, 108. Substitution de nom, 233. Renvoi des comptes publics du Canada pour 1944-45 au comité permanent des comptes publics, 252.

**Concessions forestières :**

M. Zaplitny demande les noms et adresses des compagnies ou personnes qui ont acheté ou loué des concessions forestières dans le Parc national de Riding Mountain de 1940 à 1945: dépôt, 80.

**Conférence canadienne de l'Eglise des Frères mennonites de l'Amérique du Nord; Loi constituant en corporation la :**

Bill No 175, (G-6 du Sénat), intitulé:— Pétition, 156; Rapport, 173; adoption au Sénat, 308; 1ère et 2ème lectures et renvoi au comité permanent des bills privés, 320; rapport du comité, 389; comité plénier et 3ème lecture, 446; sanction royale, 556.

**Conférence monétaire et financière :**

Dépôt de l'acte final de la— tenue à Bretton Woods, 24.

**Conseil privé :**

Dépôt d'arrêté en conseil relatif à la division des décrets, ordonnances et règlements du—, 375.

**Conservation des changes en temps de guerre, Loi de 1940 sur la :**

Dépôt de copie d'accords conclus sous l'empire de la—, 25.

**Contrôle des économies :**

Dépôt de l'arrêté en conseil transférant au ministre du Revenu national l'administration de la division du bureau fédéral de contrôle des économies, 189.

**Coopératives, Sociétés :**

Dépôt du rapport de la commission royale, présidée par le juge Errol M. W. McDougall, pour faire enquête sur l'application de la loi de l'impôt de guerre sur le revenu aux sociétés coopératives, 319.

M. Black demande si M. E. Parker, C.R., de Halifax, N.-E., a été nommé comme avocat auprès de la commission royale d'enquête sur les coopératives, 369.

**Corporation canadienne d'assurance-santé et d'assurance contre les accidents, Loi constituant en corporation la :**

Bill No 177, (F-6 du Sénat), intitulé:— Pétition, 156. Rapport, 215. Message du Sénat, 313. 1ère et 2ème lectures et renvoi au comité permanent de la banque et du commerce, 337; rapport du comité, 367; comité plénier et 3ème lecture, 445; sanction royale, 556.

**Corps d'aviation royal canadien :**

M. Cruickshank demande si le personnel du— reçoit un congé spécial de retraite de trente jours pour plus de trois années de service, 86; dépôt, 139.

*Voir aussi:* Aéroports, aérodromes, etc.

**Corvettes:**

- M. Church demande le nombre de corvettes vendues depuis la fin de la guerre, 193; dépôt, 269.  
M. Church demande le nombre de Fairmiles possédés par le Canada: dépôt, 320.

**Cour internationale de Justice, La:**

Dépôt de copie de la Charte des Nations-Unies et du Statut de—; 24.

**Cour Suprême du Canada:**

Dépôt de copies des règlements de la Cour Suprême du Canada, 1945, 337.

**Crédits à l'exportation:**

*Voir:* Assurance des crédits à l'exportation, Loi sur l'.

**Crédits de guerre et de démobilisation:**

*Voir:* Dépenses de guerre et à la démobilisation, Loi sur les crédits destinés aux:

**Curtis-Wright Aeroplane and Motor Corporation:**

M. Adamson demande copie de documents échangés de 1938 à 1942 entre la— et le gouvernement relativement aux offres de fabrication d'avions et de pièces d'avions au Canada, 219; dépôt, 521.

**D****Débats, Comité permanent des:**

Noms des membres, 111.

**Décisions de l'Orateur:**

*Voir:* Orateur, Décisions de M. l':

**Déclarations de M. l'Orateur:**

*Voir:* Orateur, Déclaraitons de M. l':

**Défense du Canada, Règlements concernant la:**

Dépôt d'arrêtés en conseil pris sous l'autorité des—: 91.

**Défense nationale:**

- Dépôt de l'arrêté du conseil relatif à la nomination de M. W. C. Macdonald comme adjoint parlementaire du ministre de la—, 63.  
Dépôt de l'arrêté du conseil relatif à la nomination de M. H. Lapointe comme adjoint parlementaire du ministre de la—, 63.  
M. Coldwell demande quel était, au 1er janvier 1945, le nombre des officiers et simples soldats au quartier général de la—, 100. dépôt, 162.

**Défense nationale et démobilisation:**

*Voir:* Dépenses de guerre, etc.

**Démission de ministres:**

M. Fleming demande copie de correspondance échangée entre le premier ministre et tout ministre de la Couronne ayant donné sa démission après le 1er novembre 1944; dépôt, 89.

**Dépenses de guerre, Comité spécial des:**

Motion demandant l'institution d'un comité spécial pour faire l'examen des dépenses et économies de guerre: adoption, après discussion, 226.

1er rapport: présentation, 256; adoption, 269.

2ème rapport: présentation et adoption, 302.

Substitution de noms, 307.

3ème rapport: présentation, 485.

**Dépenses de guerre et à la démobilisation (No 1, 1945), Loi sur les crédits destinés aux:**

Résolution concernant l'octroi de \$400,000,000 pour la défense nationale et la démobilisation: présentation et adoption, 35.

Bill No 3, Loi ayant pour objet d'accorder de l'aide à Sa Majesté pour la défense nationale et la démobilisation: présentation et adoption à tous les stades, 35; adoption au Sénat, 41; sanction royale, 41.

**Dépenses de guerre et à la démobilisation (No 2, 1945), Loi sur les crédits destinés aux:**

Résolution concernant l'octroi de \$1,365,000,000 pour la défense nationale et la démobilisation: présentation, 37; motion invitant l'Orateur à quitter le fauteuil, 75, 92; motion agréée, 92. La Chambre en comité pour l'étude de la résolution, 93, 102, 104, 116, 145, 171, 175, 182, 187, 196, 197, 202, 206, 213, 222, 289, 295, 298, 300, 304. Adoption de la résolution, 304. Bill No 172, Loi ayant pour objet d'accorder de l'aide à Sa Majesté pour la défense nationale et la démobilisation: 1ère et 2ème lectures, 304; comité plénier, 304, 311; 3ème lecture, 311; adoption au Sénat, 474; sanction royale,

**Dépenses imprévues:**

Dépôt d'un état des dépenses tirées du poste relatif aux— de la loi des subsides de 145-46, 25.

**Députés:**

Le greffier de la Chambre des communes dépose la liste des— élus au Parlement, 1.

Liste des—, 2.

Les— prêtent serment, signent le registre et prennent leur siège, 7.

**Dérivation des eaux:**

M. Quelch demande copie de rapports sur l'état actuel de l'enquête relative à l'entreprise de dérivation des eaux à Red Deer, Alberta, 88; dépôt, 285.

M. Diefenbaker demande copie de rapports relatifs aux projets de hausser le niveau du lac Last Mountain ou à la dérivation partielle des eaux de la rivière Saskatchewan-sud, dans la vallée de la rivière Qu'Appelle, 88; dépôt, 368.

**Désavantage physique:**

M. McCuaig demande quelles mesures de formation professionnelle ou de pension et d'embauchage le gouvernement a adoptées pour venir en aide aux civils souffrant de certains désavantage physique: dépôt, 88.

**Déserteurs et délinquants:**

- M. Lacombe demande le nombre de déserteurs et délinquants libérés après 28 jours de détention, 218. dépôt, 298.
- M. Diefenbaker demande le nombre, par province, de déserteurs, de réfractaires, parmi le personnel relevant de la L.M.R.N., qui n'ont pas été retracés, 80; dépôt, 99.
- M. Diefenbaker demande quel est, par province et district militaire, le nombre de ceux qui se sont soustraits à la conscription et des déserteurs qui ont été poursuivis et condamnés à l'emprisonnement, 252; dépôt, 347.

**Détention:**

- M. Church demande le nombre de soldats des forces armées d'outre-mer condamnés à la détention dans les casernes de Headley en Angleterre, 252.

**Dettes dues à la Couronne, Loi concernant certaines:**

- Dépôt du rapport relatif aux grains de semence et dettes pour assistance présenté sous l'empire de la—, 27.

**Diesel, Moteurs:**

- M. Winkler demande le nombre de moteurs Diesel importés chaque année au Canada depuis 1930, 293; dépôt, 521.

**Discours:**

- Déclaration de l'Orateur sur la lecture des—, 33.

**Discours du Trône:**

- prononcé à l'ouverture de la session du parlement, 9.
- prononcé à la clôture de la session du parlement, 557.
- Motion ordonnant la mise à l'étude du— et accordant priorité sur toutes les autres affaires, sauf la présentation des bills et les avis de motions du gouvernement, 13.
- Voir aussi:* Adresse en réponse au discours du Trône.

**District fédéral, Commission du:**

- Dépôt d'un arrêté en conseil transférant du ministère des finances au Bureau du conseil privé la—, 31.
- Dépôt du rapport de la— pour 1944-45, 59.

**Divorce, Bills de:**

- AIRD, EVELYNE PEARL EDWARDS: Bill No 44, (S du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à—": 43, 48, 220, 224, 310, 324, 355, 360, 552.
- ALARY, ZÉNON: Bill No 111, (K-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à—": 207, 278, 283, 287, 289, 299, 327, 358, 360, 553.
- ANDREA, CECILIA KATE BURROWS: Bill No 220, (A-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à—": 150, 313, 386, 387, 391, 449, 555.
- ARMSTRONG, DONALD JOHN NORTHEY: Bill No 190, (A-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à—": 77, 91, 251, 354, 355, 390, 449, 554.
- ASHKANAZY, ANNIE KANDEL: Bill No 207, (T-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à—": 143, 263, 371, 376, 391, 449, 555.

**Divorce, Bills de—(suite)**

- BAILEY, CATHERINE WINIFRED HOWARD: Bill No 139 (M-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à—": 129, 136, 279, 288, 289, 327, 359, 360, 554.
- BAILEY, JACK: Bill No 222, (G-8 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à—": 118, 136, 386, 387, 391, 449, 555.
- BARLOW, MARIE MARTHE FABIOLA GERMAINE TREMPE: Bill No 145, (S-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à—": 263, 273, 279, 283, 288, 289, 299, 328, 359, 360, 554.
- BARZYK, JOSEPHUS: Bill No 169, (N-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à—": 147, 165, 301, 308, 389, 449, 554.
- BASTIEN, EMILE: Bill No 219, (D-8 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à—": 150, 165, 386, 387, 391, 449, 555.
- BATES, KATHLEEN HELENA HENRY: Bill No 116, (P-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à—": 215, 224, 283, 278, 287, 289, 299, 389, 446, 449, 554.
- BEATTIE, FREDERICK KEITH: Bill 52, (A-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à—": 39, 48, 220, 225, 310, 325, 356, 360, 552.
- BEAUSOLEIL, JOSEPH WILLIAM HENRY: Bill No 87, (M-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à—": 47, 51, 222, 226, 311, 326, 357, 360, 553.
- BELL, MADELINE DAISY HARVEY: Bill No 101, (Y-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à—": 47, 118, 277, 286, 289, 326, 357, 360, 553.
- BENNETT, MYRTLE ELIZABETH FRASER: Bill No 205, (R-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à—": 135, 263, 371, 376, 390, 447, 449, 555.
- BERENDS, PAMELA SARAH ATKINS: Bill No 157, (E-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à—": 149, 165, 279, 288, 289, 328, 359, 360, 554.
- BERNARD, OVILA: Bill No 82, (H-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à—": 43, 48, 221, 226, 311, 326, 357, 360, 553.
- BERTHIAUME, JOSEPH ADOLPHE AIMÉ: Bill No 185, (W-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à—": 147, 165, 324, 338, 390, 449, 554.
- BLANCHARD, MARIE-ROSE-ALBA-GERMAINE BÉLAIR: Bill No 69, (R-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à—": 143, 151, 221, 225, 310, 325, 356, 360, 552.
- BLANSHAY, FANNIE BLY: Bill No 119, (S-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à—": 143, 151, 278, 287, 289, 327, 358, 360, 553.
- BLOOM, ROSE ACOMSKY: Bill No 208, (U-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à—": 118, 136, 371, 376, 391, 449, 555.
- BOLTUCK, GOLDIE: Bill No 191, (B-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à—": 147, 189, 351, 354, 355, 390, 449, 554.
- BOWLES, JOHN GUERIN: Bill No 134, (H-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à—": 143, 151, 278, 287, 289, 327, 359, 360, 553.
- BRADFORD, SAMUEL GARDNER: Bill No 179, (Q-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à—": 143, 263, 323, 337, 390, 449, 554.
- BRADSHAW, GEORGE ALLENBY: Bill No 73, (Y-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à—": 149, 165, 221, 225, 311, 325, 356, 360, 552.

**Divorce, Bills de—(suite)**

- BRISBANE, NORA JEAN CUNNINGHAM: Bill No 35, (J du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à—": 149, 165, 220, 224, 309, 324, 355, 360, 552.
- BROWN, HELEN ISABEL DIBBLEE: Bill No 84, (J-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à—": 149, 165, 222, 226, 311, 326, 357, 360, 553.
- BROWN, WINNIFRED MADGE JONES: Bill No 197, (I-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à—": 143, 263, 364, 367, 368, 390, 449, 554.
- BUSH, GEORGE LOUIS: Bill No 99, (W-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à—": 39, 48, 277, 286, 289, 326, 357, 360, 553.
- CARD, ANDREW LAWRENCE: Bill No 39, (N du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à—": 47, 51, 220, 224, 309, 324, 355, 360, 552.
- CERMINARA, JACQUES NOËL: Bill No 86, (L-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à—": 39, 48, 222, 226, 311, 326, 357, 360, 553.
- CHESTERMAN, HAROLD JAMES: Bill No 188, (Y-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à—": 149, 264, 351, 354, 355, 390, 446, 449, 554.
- CLARKE, IVOR EDNA NANCY MOSHER: Bill No 212, (Y-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à—": 143, 151, 278, 287, 289, 327, 358, 360, 553.
- COLEMAN, MYRTLE ANN WESTOVER: Bill No 212, (Y-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à—": 135, 283, 371, 376, 391, 447, 449, 555.
- CONANT, MARIE GERTRUDE OWENS: Bill No 213, (Z-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à—": 147, 264, 371, 376, 391, 447, 449, 555.
- COULL, ROBERT: Bill No 53, (B-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à—": 43, 48, 220, 225, 310, 325, 356, 360, 552.
- COUSINS, WALDO JAMES: Bill No 76, (B-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à—": 149, 165, 221, 226, 311, 325, 357, 360, 552.
- COUTURE, JOAN FRANCES TIMMS: Bill No 182, (T-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à—": 147, 189, 323, 338, 390, 446, 449, 554.
- COWAN, CLARENCE DAVID: Bill No 115, (O-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à—": 77, 91, 278, 287, 289, 327, 358, 360, 553.
- CURNEW, HELEN EATON GAIR: Bill No 221, (F-8 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à—": 150, 313, 386, 387, 391, 448, 449, 555.
- DE MARKY, LEONA MARY MURPHY: Bill No 227, (L-8 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à—": 147, 313, 387, 391, 448, 449, 555.
- DENNIS, FRANCIS GEORGE: Bill No 110, (J-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à—": 149, 166, 278, 287, 289, 327, 358, 360, 553.
- DESJARDINS, GERTRUDE VIOLET KERWIN: Bill No 196, (H-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à—": 77, 118, 364, 367, 368, 390, 447, 449, 554.
- DISHER, MILDRED EURETTA MACKAY: Bill No 37, (L du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à—": 47, 51, 220, 224, 309, 324, 355, 360, 552.
- DORVAL, MARIE REGINA ELIANE ARCAND: Bill No 181, (S-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à—": 147, 189, 323, 338, 390, 446, 449, 554.
- DOWNS, ETHEL MEAKINGS: Bill No 209, (V-7 du Sénat), intitulé "Loi pour faire droit à—": 43, 48, 371, 376, 391, 447, 449, 555.

**Divorce, Bills de—(suite)**

- DUFFY, IRIS ESTER WESTERBERG: Bill No 78, (D-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à—": 148, 166, 221, 226, 311, 325, 357, 360, 552.
- EBERTS, MARY ARDEN STEND: Bill No 225, (J-8 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à—": 149, 313, 387, 391, 448, 449, 555.
- EISEN, JOE: Bill No 41, (P du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à—": 149, 166, 220, 224, 309, 324, 355, 360, 552.
- ELDER, RODERICK JOHN: Bill No 109, (Q-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à—": 149, 166, 278, 287, 289, 326, 358, 360, 553.
- ENGELBERG, MAX: Bill No 55, (D-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à—": 129, 136, 220, 225, 310, 325, 356, 360, 552.
- EVANS, ELMA EVA INCH: Bill No 153, (A-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à—": 135, 151, 279, 288, 289, 328, 359, 360, 554.
- FARBER, PHYLLIS FITCH: Bill No 74, (Z-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à—": 148, 166, 221, 225, 311, 325, 357, 360, 552.
- FINEBERG, BERTHA HARRIS: Bill No 56, (E-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à—": 148, 166, 221, 225, 310, 325, 356, 360, 552.
- FLETCHER, LYDIA DONALDA MACDONALD: Bill No 97, (U-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à—": 148, 166, 277, 286, 289, 326, 357, 360, 553.
- FRANKLIN, GERALD: Bill No 121, (U-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à—": 129, 136, 278, 287, 289, 327, 358, 360, 553.
- FUSCO, THÉRÈSE BONENFANT: Bill No 36, (K du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à—": 39, 48, 220, 224, 309, 324, 355, 360, 552.
- GARDNER, EDITH PEARL ROE: Bill No 149, (W-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à—": 148, 166, 279, 288, 289, 328, 359, 360, 554.
- GATEHOUSE, JOHN GRAHAM: Bill No 195, (G-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à—": 105, 136, 364, 367, 368, 390, 447, 554.
- GÉLINAS, ALBERT-EVARISTE: Bill No 90, (P-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à—": 148, 166, 222, 226, 311, 326, 357, 360, 553.
- GORDON, MARY ANDERSON BELL: Bill No 203, (O-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à—": 149, 166, 364, 368, 390, 447, 449, 554.
- GRAHAM, EDGAR THOMAS: Bill No 148, (V-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à—": 150, 166, 279, 288, 289, 328, 359, 360, 554.
- GRANT, THELMA ANN TONGUE: Bill No 146, (T-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à—": 148, 166, 279, 288, 289, 328, 359, 360, 554.
- GRAY, ALFRED HENRY: Bill No 167, (L-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à—": 118, 299, 301, 308, 389, 446, 449, 554.
- GREGSON, DOROTHY ANITA DUFFY: Bill No 64, (M-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à—": 129, 136, 221, 225, 310, 325, 356, 360, 552.
- GROLEAU, JOSEPH GÉRARD FERNAND ARTHUR: Bill No 80, (F-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à—": 105, 118, 221, 226, 311, 326, 357, 360, 553.

**Divorce, Bills de—(suite)**

- GUINDON, OMER: Bill No 226, (K-8 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à—": 148, 166, 387, 391, 448, 449, 555.
- HARDING, FLORENCE MARDI: Bill No 170, (O-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à—": 143, 151, 301, 308, 389, 446, 449, 554.
- HARVEY, ALBERT WILSON: Bill No 77, (C-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à—": 155, 166, 221, 226, 311, 325, 357, 360, 552.
- HARVEY, EVELO BROWNING COUCH: Bill No 140, (N-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à—": 148, 166, 279, 288, 289, 328, 359, 360, 554.
- HARWOOD, RODERICK AUGUSTE ROBERT DE LOTBINIÈRE: Bill No 216, (C-8 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à—": 118, 136, 371, 376, 391, 448, 449, 555.
- HATCH, MARTHA LOUISE MANFUL: Bill No 34, (I du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à—": 150, 166, 220, 224, 309, 324, 355, 360, 552.
- HECHT, CELIA CALP: Bill No 130, (D-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à—": 135, 151, 278, 287, 289, 327, 358, 360, 553.
- HEPPLEWHITE, ELIZABETH JEAN MACKAY: Bill No 166, (K-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à—": 148, 264, 301, 308, 389, 449, 554.
- HERRING, NELLIE SAPPHIRE TANHAM: Bill No 133, (G-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à—": 223, 224, 283, 299, 278, 287, 289, 389, 446, 449, 554.
- HISCOCK, ROBERT: Bill No 85, (K-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à—": 43, 48, 222, 226, 311, 326, 357, 360, 553.
- HODGKINSON, MARGARET SUSAN BRADSHAW: Bill No 96, (T-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à—": 43, 118, 277, 286, 289, 326, 357, 360, 553.
- HOLLINGSWORTH, ERIC JOHN: Bill No 156, (D-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à—": 150, 189, 279, 288, 289, 328, 359, 360, 554.
- HOLLOWAY, EDITH GERTRUDE JACKSON: Bill No 72, (U-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à—": 148, 166, 221, 225, 311, 325, 356, 360, 552.
- HOLMES, GERTRUDE SILVERSON: Bill No 229, (N-8 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à—": 148, 264, 387, 391, 448, 449, 555.
- HOOPER, GLADYS MURIEL WATSON: Bill No 112, (L-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à—": 148, 166, 278, 287, 289, 327, 358, 360, 553.
- HOPKINS, GRACE IRENE PAQUET: Bill No 48, (W du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à—": 47, 51, 220, 224, 310, 324, 356, 360, 552.
- HUDSON, DELLA FRANCES GARDNER: Bill No 79, (E-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à—": 148, 166, 221, 226, 311, 326, 357, 360, 552.
- HUMBLE, LUIS: Bill No 214, (A-8 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à—": 148, 166, 371, 376, 391, 448, 449, 555.
- HUME, AMY HELEN BOWERMAN: Bill No 202, (N-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à—": 155, 166, 364, 368, 390, 447, 449, 554.
- HUME, EDITH ELISE HOLBROOK: Bill No 201, (M-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à—": 155, 166, 364, 367, 368, 390, 447, 449, 554.

**Divorce, Bills de—(suite)**

- HUMENAY, VENCEL: Bill No 75, (A-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à—": 135, 151, 221, 225, 311, 325, 357, 360, 552.
- JACKSON, WINNIFRED CATHERINE BIRD: Bill No 198, (J-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à—": 143, 189, 364, 367, 368, 390, 447, 449, 554.
- JARVIS, EVELYN ISABEL MAY RAMSAY: Bill No 210, (W-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à—": 143, 264, 371, 376, 391, 447, 449, 555.
- JEAN, EDGAR: Bill No 67, (P-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à—": 148, 166, 221, 225, 310, 325, 356, 360, 552.
- JOHNSTON, IRENE NELSON: Bill No 192, (C-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à—": 39, 48, 352, 354, 355, 390, 447, 449, 554.
- JONES, JOHN HALL: Bill No 100, (X-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à—": 47, 118, 277, 286, 289, 326, 357, 360, 553.
- KELLOGG, ANN AGNES HYSOY: Bill No 103, (C-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à—": 135, 151, 277, 286, 289, 326, 357, 360, 553.
- KINGSLAND, LORNA MAUD CLARK: Bill No 66, (O-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à—": 129, 136, 221, 225, 310, 325, 356, 360, 552.
- KOOL, GODFREY JOHN: Bill No 155, (C-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à—": 150, 166, 279, 288, 289, 328, 359, 360, 554.
- KORMYLO, ANASTASIA STACK: Bill No 125, (Y-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à—": 129, 136, 278, 287, 289, 327, 358, 360, 553.
- KORNING, DOROTHY MARIE CHRISTENSEN: Bill No 150, (X-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à—": 136, 151, 279, 288, 289, 328, 359, 360, 554.
- KRITICOS, EMMA GRACE: Bill No 189, (Z-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à—": 150, 166, 351, 354, 355, 390, 447, 449, 554.
- LABOVITCH, NATHAN, autrement connu sous le nom de Labow, Nathan: Bill No 118, (R-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à—": 39, 48, 278, 287, 289, 327, 358, 360, 553.
- LACHANCE, ARMANDINE-CÉCILE LEBRUN: Bill No 47, (V du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à—": 39, 55, 220, 224, 310, 324, 356, 360, 552.
- LAHIÈRE, JEAN-JACQUES: Bill No 147, (U-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à—": 148, 166, 279, 288, 289, 328, 359, 360, 554.
- LANDE, SYLVIA PAMELA SOLOMON: Bill No 206, (S-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à—": 144, 283, 371, 376, 390, 447, 449, 555.
- LATRÉMOUILLE, ETHEL MAYBIRD WRIGHT: Bill No 68, (Q-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à—": 129, 136, 221, 225, 310, 325, 356, 360, 552.
- LAVOIE, ERNEST: Bill No 171, (P-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à—": 148, 166, 301, 308, 389, 446, 449, 554.
- LEET, HELEN LOUISE CLARK: Bill No 63, (L-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à—": 148, 166, 221, 225, 310, 325, 356, 360, 552.

**Divorce, Bills de—(suite)**

- LEMAY, JOSEPH-ADÉLARD-EMILIE: Bill No 143, (Q-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à—": 40, 51, 279, 288, 289, 328, 359, 360, 554.
- LÉVESQUE, LÉOPOLD: Bill No 204, (Q-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à—": 148, 166, 371, 376, 390, 447, 449, 554.
- LOUCKS, HERBERT LAURENCE: Bill No 230, (O-8 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à—": 136, 264, 387, 391, 448, 449, 555.
- LUKE, HELEN TURNER: Bill No 45, (T du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à—": 77, 91, 220, 224, 310, 324, 355, 360, 552.
- LUNN, RITA BERYL GWENDOLYN SCOTT: Bill No 88, (N-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à—": 40, 48, 222, 226, 311, 326, 357, 360, 553.
- MACINNIS, ELSIE PEARL CRAIG: Bill No 129, (C-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à—": 150, 167, 278, 287, 289, 327, 358, 360, 553.
- MACK, EMMA HULL: Bill No 137, (K-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à—": 144, 151, 279, 288, 289, 327, 359, 360, 553.
- MACKAY, MARY THERESA SHARP: Bill No 200, (L-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à—": 118, 151, 364, 367, 368, 390, 447, 449, 554.
- MACKENZIE, JOHN ROBERT: Bill No 228, (M-8 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à—": 47, 51, 387, 391, 448, 449, 555.
- MACKIE, OLIVE PASHLEY: Bill No 194, (E-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à—": 43, 51, 352, 354, 355, 390, 447, 449, 554.
- MACNAB, ANNETTE LÉA MARION: Bill No 120, (T-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à—": 136, 151, 278, 287, 289, 327, 358, 360, 553.
- MACNAIR, AUDREY NATHANIEL SMITH: Bill No 81, (G-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à—": 105, 118, 221, 226, 311, 326, 357, 360, 553.
- MALT, ANTHONY: Bill No 108, (H-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à—": 150, 167, 278, 286, 289, 326, 358, 360, 553.
- MARCHILDON, GERTRUDE RHÉAUME: Bill No 154, (B-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à—": 144, 151, 279, 288, 289, 328, 359, 360, 554.
- MCCARRICH, WILLIAM BERNARD: Bill No 70, (S-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à—": 130, 136, 221, 225, 311, 325, 356, 360, 552.
- MCGREGOR, PEARL WOODWARD: Bill No 113, (M-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à—": 148, 167, 278, 287, 289, 327, 358, 360, 553.
- MCKECHNIE, NEIL SINCLAIR: Bill No 89, (O-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à—": 150, 167, 222, 226, 311, 326, 357, 360, 553.
- MCLARNON, HAZEL MARGARET ROBERTSON: Bill No 141, (O-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à—": 48, 51, 279, 288, 289, 328, 359, 360, 554.
- MCLAUGHLAN, KATHLEEN ANNETTE ROLFE: Bill No 138, (L-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à—": 144, 151, 279, 288, 289, 327, 359, 360, 553.
- MEREDITH, VIOLET BEACH: Bill No 54, (C-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à—": 129, 137, 220, 225, 310, 325, 356, 360, 552.

**Divorce, Bills de—**(*suite*)

- MICHELIN, SARAH SILVERSTONE: Bill No 215, (B-8 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à—": 148, 264, 371, 376, 391, 448, 449, 555.
- MILLER, JAMES CHRISTIE: Bill No 126, (Z-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à—": 130, 136, 278, 287, 289, 327, 358, 360, 553.
- MILLER, ROBERT MARSHALL: Bill No 61, (J-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à—": 136, 151, 221, 225, 310, 325, 356, 360, 552.
- MITCHELL, WILLIAM JOHN: Bill No 117, (Q-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à—": 43, 51, 278, 287, 289, 327, 358, 360, 553.
- MOLSON, EDWARD VAUGHTON: Bill No 165, (J-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à—": 118, 137, 301, 308, 389, 446, 449, 554.
- MORGAN, CYRIL JAMES: Bill No 184, (V-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à—": 150, 167, 324, 338, 390, 446, 449, 554.
- MORRIS, EILEEN CAMPBELL BURFIND: Bill No 152, (Z-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à—": 148, 167, 279, 288, 289, 328, 359, 360, 554.
- MOSHONAS, GEORGES: Bill No 102, (Z-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à—": 105, 118, 277, 286, 289, 326, 357, 360, 553.
- NIGHTINGALE, FLORENCE MARY DANIEL: Bill No 59, (H-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à—": 144, 151, 221, 225, 310, 325, 356, 360, 552.
- OLAK, DANTE ANTONIO: Bill No 168, (M-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à—": 148, 167, 301, 308, 389, 446, 449, 554.
- OSWALD, ALMA JOAN BÉGIN: Bill No 49, (X du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à—": 77, 91, 220, 225, 310, 324, 356, 360, 552.
- PALMER, OLIVE MAUD PROUSE: Bill No 106, (F-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à—": 148, 167, 277, 286, 289, 326, 358, 360, 553.
- PECK, SYLVIA HEATHER McCULLOUGH: Bill No 51, (Z du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à—": 150, 167, 220, 225, 310, 325, 356, 360, 552.
- PERCHER, MOLLY SHUSTERMAN: Bill No 186, (X-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à—": 155, 264, 324, 338, 390, 446, 449, 554.
- PETTERSEN, NIELS JENS: Bill No 57, (F-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à—": 77, 91, 221, 225, 310, 325, 356, 360, 552.
- PIERCE, LOIS ELIZABETH ALLWORTH: Bill No 46, (U du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à—": 47, 51, 220, 224, 310, 324, 355, 360, 552.
- PIEROTTE, MARY MUELLER: Bill No 107, (G-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à—": 150, 167, 278, 286, 289, 326, 358, 360, 553.
- PITBLADO, ANNIE MORRISON WISELY: Bill No 40, (O du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à—": 77, 91, 220, 224, 309, 324, 355, 360, 552.
- POWELL, ERNEST STANLEY: Bill No 124, (X-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à—": 118, 137, 278, 287, 289, 327, 358, 360, 553.
- PRAT, ARCHIBALD JOHN: Bill No 199, (K-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à—": 155, 167, 364, 367, 368, 390, 447, 449, 554.
- PRINGLE, DOROTHY A. GRENEWOOD: Bill No 164, (I-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à—": 149, 264, 301, 308, 389, 446, 449, 554.

**Divorce, Bills de—(suite)**

- PROULX, AURORE LEBLANC: Bill No 164, (I-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à—": 149, 167, 277, 286, 289, 326, 357, 360, 553.
- QUARTZ, FRANK EDWARD: Bill No 151, (Y-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à—": 144, 283, 279, 288, 289, 328, 359, 360, 554.
- QUIRK, FRANCIS NEEDAN: Bill No 127, (A-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à—": 136, 151, 278, 287, 289, 327, 358, 360, 553.
- REED, GEORGE ERNEST: Bill No 50, (Y du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à—": 150, 167, 220, 225, 310, 324, 356, 360, 552.
- REID, RITA GENDRON: Bill No 43, (R du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à—": 149, 167, 220, 225, 310, 324, 355, 360, 552.
- ROBINSON, EDWARD ARTHUR: Bill No 144, (R-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à—": 149, 167, 279, 288, 289, 328, 359, 360, 554.
- ROULEAU, JOSEPH-MARCEL: Bill No 131, (E-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à—": 136, 151, 278, 287, 289, 327, 358, 360, 553.
- ROWLEY, MARIE AZYLDA YVETTE: Bill No 142, (P-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à—": 149, 167, 279, 288, 289, 328, 359, 360, 554.
- ST-AMANT, JUSTINIEN-JOSEPH-DAMASE-GÉRARD: Bill No 193, (O-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à—": 77, 118, 352, 354, 355, 390, 447, 449, 554.
- SANDERSON, OLIVE MAY MARKS: Bill No 180, (R-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à—": 118, 137, 323, 337, 338, 390, 446, 449, 554.
- SCHLEMM, MARY EMERSON WHITEMORE: Bill No 38, (M du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à—": 105, 118, 220, 224, 309, 324, 355, 360, 552.
- SCOTT, ROBERT KIRKPATRICK: Bill No 136, (J-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à—": 144, 151, 279, 287, 289, 327, 359, 360, 553.
- SEIDLITZ, LILLIE BROMBERG: Bill No 114, (N-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à—": 136, 151, 278, 287, 289, 327, 358, 360, 553.
- SILVERMAN, ROBERT DICKERSON: Bill No 224, (I-8 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à—": 156, 264, 387, 391, 448, 449, 555.
- SIMCOX, WINNIFRED PEARL: Bill No 223, (H-8 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à—": 156, 264, 386, 387, 391, 448, 449, 555.
- SMILESTONE, ANNA OSTRONOFF: Bill No 104, (D-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à—": 130, 137, 277, 286, 289, 326, 358, 360, 553.
- SMITH, IRENE GRACE HARMAN: Bill No 65, (N-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à—": 130, 137, 221, 225, 310, 325, 356, 360, 552.
- SMYTHE, WILLIAM ARTHUR: Bill No 132, (P-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à—": 130, 137, 278, 287, 289, 327, 358, 360, 553.
- SNOW, EDITH LOUISE BOUTILIER: Bill No 183, (U-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à—": 150, 167, 323, 338, 390, 446, 449, 554.
- SOUVA, LORNE EDWARD: Bill No 71, (T-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à—": 130, 137, 221, 225, 311, 325, 356, 360, 552.

**Divorce, Bills de—**(*fin*)

- SPRAY, ALBERT EDWARD: Bill No 83, (I-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à—": 40, 51, 221, 226, 326, 357, 360, 553.
- STACKHOUSE, DORIS ALICE DAVIS: Bill No 105, (E-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à—": 130, 137, 277, 286, 289, 326, 358, 360, 553.
- STAFFORD, BENJAMIN CHARLES: Bill No 58, (G-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à—": 44, 55, 221, 225, 310, 325, 356, 360, 552.
- STEAD, MOLLY EVELYN McCUAIG: Bill No 135, (I-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à—": 40, 55, 279, 287, 289, 327, 359, 360, 553.
- TAIT, MARY MACRURY: Bill No 123, (W-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à—": 130, 137, 278, 287, 289, 327, 358, 360, 553.
- TEMPERTON, fils, ARTHUR JOHN FREDERICK: Bill No 211, (X-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à—": 130, 137, 371, 376, 391, 447, 449, 555.
- TESSIER, ROYAL: Bill No 94, (R-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à—": 149, 167, 277, 286, 289, 326, 357, 360, 553.
- TOUSAW, VIRGINIE WALLACE KNOWLTON: Bill No 128, (B-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à—": 150, 167, 278, 287, 289, 327, 358, 360, 553.
- VARNEY, CHARLES EDWARD: Bill No 98, (V-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à—": 149, 167, 277, 286, 289, 326, 357, 360, 553.
- VASSELIN, EDWARD STEPHEN: Bill No 60, (I-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à—": 44, 55, 221, 225, 310, 325, 356, 360, 552.
- WALLIS, DORINA LAURIN: Bill No 62, (K-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à—": 130, 137, 221, 225, 310, 325, 356, 360, 552.
- WATSON, ELLEN THERESE CRAMER: Bill No 42, (Q du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à—": 150, 167, 220, 224, 310, 324, 355, 360, 552.
- WILLIAMS, FRANCES GLADYS RUTH LÉVEILLÉ: Bill No 163, (H-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à—": 130, 137, 301, 308, 389, 446, 449, 554.

**Divorce, Pétitions en vue de bills de:**

- ASH, MARIE IRÈNE CLÉMENTINE ELIZABETH: 39.
- BARBEAU, MARIE MARGUERITE HÉLÈNE ALMA BEAUBIEN: 149, 165.
- BEACH, THOMAS: 155.
- BILTISS, NATHALIE HELFMANN: 51.
- BRUMBY, NELLIE MUGFORD: 150.
- CACCHIONE, FRANCESCO SAVERIO: 147, 165.
- CARROLL, MURIEL GERTRUDE MCKNIGHT: 143, 151.
- COOK, BERNARD: 155.
- COOK, WOOLF (ROBERT): 149, 313.
- CORY, MINERVA MCGUGAN: 135.
- CÔTÉ, BRUNO: 147.
- CRÈTE, ERNEST: 155.

**Bills de divorce, Pétitions en vue de—(fn)**

- DE BEAUJEU, JULIANA EDMONDA ISABELLA FERNANDA BECQUAERT: 147.  
 DORMER, MARIE EVELYN JOHNSON: 223, 224, 283.  
 DUNFORD, MARY WINIFRED JOYCE DICK: 148.  
 FRANCES, ANNIE COYLE: 47, 51.  
 GALBRAITH, ERNEST ELDRICH: 149.  
 GOLDIN, BEATRICE LYDIA OGULNICK: 185, 191, 283.  
 HARDIE, JESSIE HOPE FORBES: 135.  
 HUNTER, DOROTHY CATHERINE BENSON: 135, 151.  
 KIRSCH, PAULINE HELLIER: 223, 224, 283.  
 LAFLEUR, FLORENCE JOY MCGIBBON: 223, 224, 283.  
 LONDON, LILLY KOFFMAN: 148, 166.  
 LORD, NARCISSE: 136, 151.  
 MACNUTT, DOROTHY RUTH BENNETT: 150, 299.  
 MCCAFFERY, JOSEPH: 150, 167.  
 MCDUGALL, DOROTHY ADAMS ACER: 155.  
 MILLER, ERNEST JOHN: 148, 166.  
 MITCHELL, ANN LOW FUBLER: 223, 224, 283.  
 OSWALD, ISOBEL CAMERON MCLAGGAN: 237, 273, 283.  
 PREM-DAS, ANDREW: 173, 191, 283.  
 RANKIN, HELEN DOUGLAS STEWART: 150, 264.  
 SEPHTON, ALBERT: 144.  
 SPARKS, WILLIAM CYRIL: 43, 55.  
 TITCOMBE, REGINALD WESLEY: 149, 375.  
 TURTON, HANNAH GREEN: 149.  
 WALDMAN, FENNIE NETTIE ADELSTEIN: 130.  
 WALTERS, RUBY BURNETT: 149.

**Divorce, Troisième lecture de bills de:**

Certains bills de divorce sont adoptés en 3ème lecture sans avoir été étudiés en comité plénier de la Chambre, 355 à 360.

Certains bills de divorce sont adoptés en bloc en troisième lecture, à la suite d'une décision de M. l'Orateur sur un appel au Règlement, et d'un vote enregistré, 448.

**Doherty, Helen:**

M. Fraser demande si Mlle Helen Doherty est à rédiger une relation de son voyage en Europe: dépôt, 81.

**Domestiques:**

M. Church demande les mesures adoptées par le gouvernement pour fournir des domestiques et le service de gardes-malades à ceux qui ont une famille nombreuse et aux malades, 281; dépôt, 298.

**Dominion Steel and Coal Corporation:**

Voir: Acier.

**Drapeau national, Comité spécial du:**

Motion de M. Ilsley déclarant qu'il importe que le Canada possède un drapeau national distinctif et demandant l'institution d'un comité mixte des deux Chambres en vue de faire étude et rapport sur un motif approprié pour ce drapeau: présentation, 233. Débat, 234. Amendement de M. Pearkes demandant l'adoption du pavillon marchand canadien actuel comme drapeau national officiel, 234. L'amendement est déclaré contraire au Règlement, 234. La décision de l'Orateur est maintenue au vote de 99 à 70, 235. Reprise du débat, 235, 260. Amendement de M. Diefenbaker demandant l'inclusion de l'Union Jack, 260; l'amendement est déclaré irrégulier, 260; la décision de l'Orateur est maintenue au vote de 103 à 74, 260; reprise du débat, 262, 273; adoption au vote de 187 à 2, 274.

Motion de M. Mackenzie nommant les membres de la Chambre des communes devant siéger sur le comité du drapeau national distinctif: adoptée sur division, 294.

Message du Sénat transmettant les noms des sénateurs faisant partie du comité du drapeau national distinctif, 307.

1er rapport du comité: présentation et adoption, 330.

2ème rapport: présentation, 385.

**Droits de douane:**

M. Thatcher demande copie de la correspondance échangée entre le gouvernement et les fabricants de tuyaux et tuyauterie, moteurs Diesel et perforatrices à diamant, depuis 1943, relativement à l'augmentation des droits de douane sur ces articles, 219; dépôt, 486.

**Droits successoraux, Loi modifiant la Loi fédérale sur les:**

Bill No 236: Présentation et 1ère lecture, 455; 2ème lecture, comité plénier et 3ème lecture, 474; adoption au Sénat, 482; sanction royale, 556.

**Dunton, M. Davidson:**

*Voir:* Radio Canada.

**E****Ecoles d'administration et de secrétariat:**

M. Cardiff demande le nombre d'anciens combattants inscrits aux écoles d'administration et de secrétariat de Regina et de Saskatoon, 169. dépôt, 207.

**Ecoles d'entraînement aérien:**

M. Bentley demande quels ont été les entrepreneurs et constructeurs de l'école d'entraînement aérien à Swift-Current, Saskatchewan, 270; dépôt, 435.

M. Bentley demande copie d'accords, contrats conclus par le gouvernement pour la construction et l'entretien de l'école d'entraînement aérien à Swift-Current, Saskatchewan, 273.

**Edifices publics:**

M. White demande si le gouvernement a construit quelque édifice à Shediac, N.-B., depuis le commencement de la guerre, 320; dépôt, 486.

M. Menary demande si le gouvernement a loué, de Joseph Wolfhan, un immeuble, dans la ville de Guelph, 338; dépôt, 462.

**Eglise Episcopale Catholique de Whitehorse, Loi constituant en corporation P:**

Bill No 187, (W-2 du Sénat), intitulé:— Pétition, 31. Rapport, 95. Message du Sénat, 351. 1ère et 2ème lectures et renvoi au comité permanent des bills privés, 354. Rapport du comité, 390; comité plénier et 3ème lecture, 446; sanction royale, 556.

**Eldorado Gold Mines Limited:**

Dépôt d'un arrêté en conseil autorisant le ministre des munitions et approvisionnements à faire enquête sur les affaires et l'administration de l'Eldorado Gold Mines Limited, 186.

Dépôt d'un arrêté en conseil nommant J. Grant Glassco comme enquêteur dans les affaires et l'administration de l'Eldorado Gold Mines Limited, 186.

**Elections:**

Le directeur général des— transmet les certificats et listes d'élection des députés élus pour composer le vingtième parlement, 1.

Dépôt du rapport du directeur général des élections (élections du 11 juin 1945), 48.

**Elections fédérales, Loi des:**

Bill No 7, loi modifiant la—, 1938: présentation (M. Fair) et 1ère lecture, 41.

**Embauchage:**

M. Knowles demande copie de correspondance entre le ministère du Travail et les commissions consultatives instituées par le département relativement au problème d'un embauchage avantageux: motion rejetée au vote 82 à 111, 270.

**Emprisonnement:**

M. Church demande combien de soldats des forces servant outre-mer ont été condamnés à des termes d'—, 140; dépôt, 162.

**Emprunts:**

M. Barrett demande quelle est la somme totale empruntée par le Canada au cours des années financières de 1940 à 1945 inclusivement, 141; dépôt, 156.

M. Fraser demande quel a été le coût de la vente du 7ème Emprunt de la Victoire, 194; dépôt, 258.

**Energie atomique:**

Dépôt de la déclaration conjointe sur l'énergie atomique faite par le président des Etats-Unis, le premier ministre du Royaume-Uni et le premier ministre du Canada le 15 novembre 1945, 363.

Résolution relative à l'approbation de la déclaration précédente: adoption, 506.

**Enquêtes sur les coalitions:**

Dépôt de copie du rapport du commissaire chargé de l'administration de la loi des— pour 1944-45, 53.

**Entraînement militaire:**

Dépôt de copie d'arrêté en conseil révoquant un article des règlements de mobilisation du service sélectif relatif à l'— obligatoire des étudiants d'université, 35.

**Entraînement professionnel:**

Dépôt d'arrêtés en conseil relatifs à l'— au Canada d'un certain nombre d'anciens membres des forces armées des Bermudes et de Terre-Neuve, 354.

Dépôt du rapport du directeur de l'— pour 1944-45, 53.

**Erable, Loi de 1945 sur l'industrie des produits de l':**

Bill No 232, (F-7 du Sénat), intitulé: "Loi concernant la fabrication, l'inspection et la vente des produits de l'érable". Message du Sénat, 437. 1ère et 2ème lectures, 457; comité plénier, 457, 462; 3ème lecture, 462; sanction royale, 556.

**Etablissement de soldats:**

Dépôt d'un arrêté en conseil concernant la réduction de dettes sous le régime de la loi d'—, 78.

M. Fair demande si le gouvernement a reçu des requêtes concernant l'octroi du titre incontesté de leurs terres aux anciens combattants de la première grande guerre, 79.

M. Fair demande si on prenait une hypothèque sur la propriété ou les biens mobiliers des anciens combattants achetant des terres, sous le plan de la Commission d'établissement de soldats, 230; dépôt, 476.

**Etats-Unis d'Amérique:**

Dépôt d'accords conclus entre le Canada et les—, 24, 138.

Dépôt de copie d'un traité pour l'extradition des malfaiteurs conclu entre le Canada et les—, et du protocole y annexé, 138.

**Examen médical:**

M. Bruce demande le nombre d'hommes qui, depuis le début de la guerre jusqu'à janvier 1942 ont subi un examen médical en vue de l'enrôlement dans les forces armées et ont été rejetés comme physiquement inaptes, 194. dépôt, 238.

**Exportations:**

Dépôt de la déclaration relative aux règlements concernant les—de pétrole et de bois de pâte; 54.

**Extradition des malfaiteurs:**

Dépôt de copie d'un traité pour l'— conclu entre le Canada et les Etats-Unis, et du protocole y annexé, 138.

Motion renvoyant le traité pour l'— au comité permanent des Affaires extérieures, 289; rapport du comité demandant une nouvelle étude du traité, 466.

## F

**Faillites:**

Dépôt du rapport du surintendant des— pour l'année civile 1944, 28.

**Farine:**

Mme Strum demande à quels pays le Canada a exporté de la farine depuis le 28 septembre 1943, 320; dépôt, 495.

**Fauteux, M. Gaspard:**

—, député de Ste-Marie, est élu Orateur de la Chambre, 7.

**Fédérale-provinciale, Conférence:**

Dépôt du rapport de la— sur la reconstruction, 24.

Dépôt de la copie des propositions du gouvernement canadien soumises à la—, 24.

M. Fulton demande copie de documents échangés, depuis le 1er juin 1944, entre les gouvernements fédéral et provinciaux concernant la—, 89; dépôt, 212.

**Femmes:**

Mme Strum demande en quelle année les femmes ont été employées dans les services de l'Etat pour la première fois, 200.

**Fernie, C.-B.:**

M. Matthews demande quel est le montant total que le gouvernement a dépensé, de concert avec la ville de—, pour la reconstruction des hôtels Napanee et Queen's dans cette ville, 87; dépôt, 217.

**Film, Conseil national du:**

Dépôt du rapport annuel du conseil national du film pour 1944-45, 268.

**Film, Office national du:**

M. Reid demande la somme d'argent affectée à l'Office national du film pour l'année financière 1944-45, 253; dépôt, 297.

Dépôt de l'arrêté en conseil transférant l'administration de l'Office national du film du ministre des services nationaux de guerre au ministre de la Santé nationale et du bien-être social, 174.

**Finances:**

Dépôt de l'arrêté du conseil nommant M. R. W. Mayhew adjoint parlementaire du ministre des—, 63.

**Fonctionnaires civils:**

M. Fraser demande combien de fonctionnaires civils du sexe féminin permanents, temporaires, étaient à l'emploi de chaque ministère du gouvernement à Ottawa le 1er mars 1945, 81; dépôt, 190.

M. Thatcher demande le nombre de civils à l'emploi de la Commission des prix et du commerce en temps de guerre, du Service sélectif national, du Ministère de la défense nationale, la veille du jour de la victoire en Europe, à l'heure actuelle: dépôt, 83.

M. Ross demande quel était, à certaines dates spécifiées, le nombre total des employés du gouvernement canadien, y compris ceux des offices et commissions, 86; dépôt, 337.

**Fonctionnaires civils—(fin)**

- M. Ross demande quel est le nombre total de fonctionnaires atteints par la limite d'âge, 86; dépôt, 216.
- M. Thatcher demande le nombre de personnes âgées de plus de 65 ans à l'emploi du service civil et des commissions permanentes du gouvernement, 158; dépôt, 347.
- M. Drope demande combien il a été nommé de fonctionnaires civils par le gouvernement fédéral au cours des derniers six mois, 181; dépôt, 487.
- M. Black demande le nombre des employés du gouvernement, nommés dans chaque ministère, depuis 1940, qui ont été exemptés des dispositions de la loi du service civil relatives aux nominations, 201; dépôt, 495.

**Forces armées canadiennes:**

- Dépôt de copie d'arrêté du conseil accordant la réintégration dans leur emploi civil aux membres des—, 35.
- M. Hazen demande combien d'officiers et de soldats, les femmes comprises, des forces armées canadiennes ont été envoyés en Grande-Bretagne ou en Europe depuis le jour de la victoire en Europe: dépôt, 79.
- M. Thatcher demande le nombre de personnes enrôlées dans les forces armées au Canada détenant un grade supérieur à celui de capitaine dans l'armée et des grades correspondants dans la marine et l'aviation, la veille du jour de la victoire en Europe et à l'heure actuelle, 84; dépôt, 99.
- M. Bruce demande combien d'hommes ont été réformés pour inaptitude physique parmi ceux qui ont été examinés en vue de leur engagement dans les forces armées, 85, dépôt, 157.
- M. Fleming demande combien on a libéré d'hommes des services armés sur la recommandation des comités de classement industriel et de libération, 86; dépôt, 161.
- M. Church demande quel congé de Noël et du Nouvel An a été fixé, cette année, pour le personnel des forces armées en service au pays ou outre-mer, 386; dépôt, 496.

**Formation professionnelle, Loi de 1942 sur la coordination de la:**

- Dépôt d'arrêté en conseil réduisant la part de l'octroi fédéral aux provinces, sous le régime de la—, à l'égard d'un certain outillage, 35.
- Dépôt d'un arrêté en conseil relatif à une formule d'accord avec les provinces en vertu du programme de formation professionnelle, 217.

**Fournitures de guerre:**

- M. McCullough demande combien il a été expédié de jeeps, voitures de service militaire et camions de l'armée en dehors du Canada, depuis le jour V-E, 157; dépôt, 191.
- M. McCullough demande le nombre de projecteurs de 16 et de 35 mm. servant à l'entraînement militaire dont le gouvernement était en possession le jour V-J, 200; dépôt, 452.

**Fournitures militaires:**

- M. Coldwell demande le nombre d'uniformes de combat, capotes, chaussures, chaussettes et couvertes actuellement en la possession de l'armée au Canada, 201; dépôt, 302.
- M. Castleden demande le nombre de couvertes achetées jusqu'à date par chaque arme des forces canadiennes, 270; dépôt, 319.

**Frais de déplacement:**

M. Desmond demande un relevé des— payés à tout ministre de la Couronne, secrétaire particulier, etc., au cours des années financières terminées le 31 mars 1943, 1944 et 1945, 141; dépôt, 197.

**Franklin, W. J.:**

Nomination du lieutenant-colonel— M.C.V.D., comme sergent d'armes de la Chambre, 14.

**G****Galerie nationale du Canada:**

Dépôt du rapport des administrateurs de la— pour 1943-44, 26.

**Gardes-malades militaires de l'Afrique du Sud, Services des:**

Dépôt d'arrêté en conseil relatif à l'octroi des allocations de réadaptation aux—, 285.

**Gendarmerie royale canadienne:**

Dépôt du rapport de la Gendarmerie royale canadienne pour l'année financière 1944-45, 212.

M. Knowles demande le résultat des dénonciations de particuliers faites à la gendarmerie fédérale et mentionnées par le ministre des finances le 31 juillet 1944, 217.

**Gouverneur général, Député de Son Excellence le:**

Le— se rend au Sénat pour ouvrir la première session du parlement, 7.

Le— donne la sanction royale à certains bills, 41, 132, 275, 552.

**Gouverneur général, Son Excellence le:**

—préside à l'ouverture de la première session du vingtième parlement, 8, 9.

**Gouverneur général, Secrétaire adjoint du:**

Lettre du— relative à l'ouverture du parlement, 7.

Lettre du— faisant part que le Gouverneur général présidera à l'ouverture de la première session du vingtième parlement, 8.

Lettre du— relative à la sanction royale, 40, 117, 264.

Lettre du— relative à la prorogation de la session du parlement, 525.

**Graham, M. Roy T.:**

Nomination de—, C.R., comme greffier adjoint de la Chambre, 14.

**Grains, Commission des:**

Dépôt du rapport annuel de la— pour 1944, 25.

**Greber, Jacques:**

M. Boucher demande copie de rapports présentés par M.— au gouvernement ou à la commission du district fédéral au sujet de l'embellissement d'Ottawa, 97.

M. Boucher demande pendant combien de temps on a retenu les services de M.— comme conseil sur l'embellissement de la Capitale: dépôt, 100.

M. Boucher demande copie de tous rapports soumis par— au gouvernement ou à la commission du district fédéral relativement à l'embellissement d'Ottawa, 122; dépôt, 156.

**Greffier de la Chambre:**

- Le— dépose la liste des députés, 1.
- Le— communique une lettre relative à l'ouverture de la première session du vingtième parlement, 7.
- Le— préside à l'élection de l'Orateur de la Chambre, 7.
- Le— déclare M. Gaspard Fauteux dûment élu Orateur de la Chambre, 8.
- Le— informe la Chambre de l'absence inévitable de M. l'Orateur, 95.

**Greffier adjoint:**

- Nomination de M. Roy T. Graham, C.R., comme— de la Chambre, 14.
- Nomination de M. Charles W. Boyce comme deuxième— de la Chambre, 14.

**Grèves:**

- M. Rose demande copie de correspondance entre le gouvernement fédéral, le gouvernement de l'Ontario, le local 200 de l'U.A.W.-C.I.O. et la Ford Motor Company relativement à la grève à l'usine Ford, 339.

**Guerre:**

- M. Hazen demande copie de documents échangés entre les gouvernements britannique et canadien du 1er septembre 1938 au 1er octobre 1939 concernant l'attitude du Canada en cas de guerre entre l'Angleterre et tout autre pouvoir, 88; dépôt, 477.

**H****Habitation, Loi nationale de 1944 sur l':**

- Dépôt de copie d'un arrêté en conseil modifiant la—, 53.
- M. Nicholson demande si les sociétés de logement à dividende limité constituées par des municipalités peuvent faire une demande de prêt aux termes de la Loi nationale sur l'habitation, 82; dépôt, 138.
- M. Fleming demande combien d'institutions de prêt ont été approuvées sous le régime de la—; dépôt, 121.

**Habitation, Loi modifiant la Loi nationale de 1944 sur l':**

- Résolution: présentation, 114.
- Additif à la résolution précédente: présentation, 370; adoption, 464.
- Bill No 239, présentation et 1ère lecture, 464, 2ème lecture, comité plénier et 3ème lecture, 482; adoption au Sénat, 492; sanction royale, 556.

**Halifax, N.-E.:**

- Dépôt de copie du rapport du juge Kellock sur les désordres survenus à Halifax les 7 et 8 mai 1945, 35.
- Dépôt d'un arrêté en conseil révoquant le centre de stabilisation de réserve de travail des manœuvres du port à—, 45.
- M. Nicholson demande quels engagements financiers ont été pris par le gouvernement pour indemniser les personnes ayant souffert des dégâts causés à Halifax le jour V-E; dépôt, 153.
- M. Isnor demande copie de correspondance relative à la construction d'une minoterie sur un emplacement faisant face à la mer, à Halifax, N.-E. 219; dépôt, 495.
- M. Isnor demande copie de correspondance échangée, en 1944 et 1945, entre le maire ou le greffier de la cité de Halifax et le ministère de la Défense nationale relativement à la remise du Forum et des terrains de l'Exposition de Halifax, 294; dépôt, 363.

**Hôpitaux:**

- M. Bruce demande de combien de lits on disposait dans les— à l'usage des anciens combattants au 31 août 1945, 85; dépôt, 130.
- M. Bruce demande quel est le nombre de lits mis à la disposition de nos malades et blessés par le ministère de la Défense nationale pour les trois armes, 85; dépôt, 168.
- M. Thatcher demande copie de correspondance relative à la demande d'utilisation comme hôpital d'aliénés, de l'ancien aéroport No 32 à Moose-Jaw, faite par le gouvernement provincial de la Saskatchewan, 219; dépôt, 297.

**I****Ile du Prince-Edouard:**

- M. McLure demande copie de rapports et documents échangés entre ministères ou départements du gouvernement relativement à l'hospitalisation des anciens combattants dans la province de l'Ile du Prince-Edouard, 89; dépôt, 96.
- M. McLure demande quel est le nombre total des personnes enrôlées dans les forces armées au cours de la guerre ayant donné l'— comme domicile, 122; dépôt, 157.

**Immigration:**

- Dépôt du rapport annuel des permis accordés du 1er janvier au 9 août 1945 suivant les dispositions de la loi d'—, 26.
- M. Church demande sous quelles conditions les immigrants peuvent entrer au Canada, 300; dépôt, 330.

**Imposition municipale:**

- M. Diefenbaker demande copie de mémoires ou documents reçus par le ministère de la Justice depuis le 3 septembre 1939 donnant une consultation juridique concernant l'assujettissement des corporations de la Couronne à l'imposition municipale: dépôt, 170.

**Impôts:**

- M. White demande quels impôts, perçus pour la première fois au cours de la guerre de 1914-18, n'ont jamais été abolis, 140; dépôt, 177.

**Impôt sur le revenu:**

- M. Pearkes demande quelles villes ont des bureaux régionaux du département de l'impôt sur le revenu: dépôt, 84.
- Dépôt d'un arrêté en conseil autorisant les employeurs à réduire de seize pour cent, pour fins d'impôt sur le revenu les versements de salaires effectués après le 14 octobre 1945, 152.
- M. White demande un état du nombre de particuliers payant l'impôt sur le revenu, etc., de 1939 à 1945 inclusivement: dépôt, 153.
- M. White demande le nombre de rapports d'impôt sur le revenu des particuliers reçus au cours de chaque année d'imposition de 1939 à 1944, 270.

**Impôt de guerre sur le revenu, Loi de l':**

- Bill No 5, loi modifiant la— (communication de renseignements) (M. Knowles): présentation et 1ère lecture, 40. 2ème lecture, débat, 145.

**Impôt de guerre sur le revenu, Loi modifiant la Loi de l' :**

Résolution adoptée en comité des Voies et Moyens, 360. Bill No 234, présentation et 1ère lecture, 455; 2ème lecture, comité plénier et 3ème lecture, 482; adoption au Sénat, 492; sanction royale, 556.

**Impressions du Parlement, Comité mixte des :**

Message du Sénat informant la Chambre de la nomination des sénateurs choisis comme membres du comité mixte des Impressions, 44. Noms des députés, 112. Message au Sénat transmettant ces noms, 119. Substitution de nom, 376. 1er rapport du comité: présentation, 391.

**Imprimeur du Roi :**

M. Fraser demande le nombre d'employés relevant de l'Imprimeur du Roi qui ont été mis à la retraite depuis le 1er janvier 1939, 292; dépôt, 319.  
M. Stewart demande si l'Imprimeur du Roi, au cours des deux dernières années, a imprimé des formules de pétition pour le compte d'organismes du gouvernement ou d'autres groupements, 436; dépôt, 522.

**Indemnités de service de guerre, Loi modifiant la Loi de 1944 sur les :**

Résolution: présentation, 303; adoption, 312. Bill No 176: Présentation et 1ère lecture, 312; 2ème lecture, comité plénier et 3ème lecture, 321; adoption au Sénat, 445; amendements du Sénat adoptés, 462; sanction royale, 556.

**Industrie en temps de guerre, Répartition et effets de l'expansion de l' :**

Dépôt du rapport publié par le ministère de la Reconstruction sur la—, 496.

**Information en temps de guerre, Commission de l'— :**

M. Diefenbaker demande combien de personnes étaient à l'emploi de la— au 27 septembre 1945 et le 1er janvier 1945, 87; dépôt, 113.  
Dépôt d'un arrêté en conseil établissant le Service canadien d'information pour remplacer la—, 92.  
M. Fraser demande le nombre de publications que la commission d'information en temps de guerre a fait paraître au cours de 1944, 194; dépôt, 368.  
M. Fleming demande combien il a été dépensé, par année, par la commission de l'information en temps de guerre ou par son entremise, depuis sa formation, 218.

**Information, Service canadien d' :**

Dépôt d'un arrêté en conseil établissant le— pour remplacer la commission d'information en temps de guerre, 92.

**Institut Arctique de l'Amérique du Nord, Loi constituant en corporation l' :**

Bill No 31, (G du Sénat), intitulé:— Pétition, 156. Rapport, 173. Message du Sénat, 207. 1ère lecture, 217. 2ème lecture et renvoi au comité permanent des bills privés, 309; rapport du comité, 324; troisième lecture, 355; sanction royale, 555.

**Institut des Bijoutiers canadiens, Loi constituant en corporation l' :**

Bill No 24, (B du Sénat), intitulé:— Pétition, 45. Rapport, 95. Message du Sénat, 183. 1ère lecture, 186; 2ème lecture et renvoi au comité permanent des bills privés, 309; rapport du comité, 324; 3ème lecture, 355; sanction royale, 555.

**Instruments agricoles:**

M. Castleden demande quelle quantité d'instruments agricoles le ministère des Affaires des anciens combattants a acheté pour distribuer, dans chaque province, aux soldats sous le régime de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants, 281; dépôt, 328.

**Instruments de musique:**

M. Hamel demande combien d'instruments de musique le gouvernement a achetés de 1939 à 1945, 436.

**Irrigation:**

M. McCuaig demande le coût de construction de l'entreprise d'irrigation d'East-end, Saskatchewan, 458; dépôt, 522.

**J****Japonais:**

M. Reid demande le nombre de personnes de race et d'origine japonaises résidant dans chacune des neuf provinces: dépôt, 79; réponse supplémentaire, 96.

Dépôt d'un arrêté en conseil révoquant un décret relatif à la détention de personnes sous le régime des Règlements concernant la Défense du Canada et décrétant que sont détenues légalement les personnes de race japonaise détenues avant le 15 août 1945, 91.

M. Reid demande quelles ont été les dépenses totales effectuées à l'égard des Japonais au Canada, depuis Pearl Harbour, 369; dépôt, 471.

**Juges, Loi des:**

Bill No 22, Loi modifiant la loi des juges (M. Church). Présentation et 1ère lecture, 177.

Bill modifiant la loi des juges (salaires des juges), présenté par M. Knowles: M. l'Orateur déclare que le bill ne peut pas être présenté par un député, mais simplement par un ministre de la Couronne sur la recommandation du gouverneur général et être précédé par une résolution, 191.

**Juridiction du divorce, 1930, Loi de:**

Bill No 2, Loi modifiant la—: présentation et 1ère lecture, 32. Motion relative à la 2ème lecture et débat, 92.

**K****Kellock, Honorable juge R. L.:**

Dépôt de copie du rapport de l'— sur les désordres survenus à Halifax les 7 et 8 mai 1945, 34.

**Kerwin, Honorable Patrick:**

L'— donne la sanction royale à certains bills, 132.

**Kipawo:**

M. Black demande pendant quelles années le bateau-automobile, le Kipawo, a fait le service entre Parrsboro, Kingsport et Wolfville, en N.-E., sous un régime de subventions gouvernementales, 201; dépôt, 257.

## L

**Lake Erie and Detroit River Railway Company et la Père Marquette Railway Company, Loi concernant la :**

Pétion, 103. Rapport, 125. Message du Sénat, 291. Bill No 162, (X2 du Sénat), intitulé:— 1ère et 2ème lectures et renvoi au comité permanent des chemins de fer, canaux et télégraphes, 308. rapport du comité, 353; comité plénier et 3ème lecture, 445; sanction royale, 556.

**Lapointe, H. :**

Dépôt de l'arrêté du conseil nommant M.— adjoint parlementaire du ministre de la—, 63.

**Last-Mountain, Lac :**

M. Diefenbaker demande copie de rapports concernant les projets entrepris pour hausser le niveau du lac Last-Mountain, etc., 88; dépôt, 368.

**Lignes aériennes :**

M. Knowles demande quelles compagnies privées sont autorisées à exploiter des— au Canada, 139; dépôt, 168.

**Lignes aériennes Trans-Canada :**

Dépôt d'un échange de notes entre le Canada et Terre-Neuve concernant l'établissement d'un service commercial aérien par les Lignes aériennes Trans-Canada, 31.

**Lignes aériennes Trans-Canada, 1937, Loi modifiant la Loi sur les :**

Résolution: présentation, 131; étude en comité plénier, 171, 174, 175; adoption, 175. Bill No 21: présentation et 1ère lecture, 175; 2ème lecture: adoption, après discussion, 195; renvoi au comité des chemins de fer et de la marine marchande de l'Etat, 195; rapport du comité, 206; étude en comité plénier et 3ème lecture, 227; adoption au Sénat, 338; adoption de l'amendement du Sénat, 363, 371; sanction royale, 555.

**Logement :**

M. Nicholson demande combien de maisons seront construites, en 1945, sous la surveillance des administrateurs de la Loi nationale sur l'habitation, par la Wartine Housing Limited; par les municipalités; par les constructeurs particuliers; par les sociétés de logements à dividendes limités; par l'administration de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants: dépôt, 79.

M. Fraser demande copie de rapports, etc., relatifs à la construction de logements de guerre semi-permanents, 141; dépôt, 269.

Dépôt du rapport sur l'administration de la Loi nationale de 1938 sur le logement pour l'année civile 1944, et sur l'administration de la loi garantissant des emprunts pour réfection de maisons et du programme de construction d'habitations jusqu'au 31 mars 1945, 186.

M. Lennard demande si on a prolongé le programme de transformation de l'administration nationale du—, 505.

Motion de M. Isnor demandant copie de rapports, documents échangés entre la Lever Brothers, de Toronto, et tout fonctionnaire du gouvernement concernant les logements à bas prix construits par le gouvernement, 178; dépôt, 180.

## M

**Macdonald, W. C.:**

Dépôt de l'arrêté du conseil nommant M.— adjoint parlementaire du ministre de la Défense nationale, 63.

**Macdonald, William Ross:**

Motion de M. King demandant la nomination de M.— comme Orateur-suppléant, 72.

**Magnésium:**

M. Stewart demande si le conseil national de recherches a développé un procédé de production de magnésium, 292; dépôt, 479.

**Mandats du Gouverneur Général:**

M. Fraser demande copie de tous les mandats du gouverneur général émis entre le 1er janvier 1944 et la date actuelle, 98; dépôt, 126.

**Marine et des Pêcheries, Comité permanent de la:**

Noms des membres, 107.

Substitution de noms, 302.

1er rapport, 307.

**Marine marchande, Loi de la:**

Dépôt de l'état des recettes et dépenses effectuées sous le régime de la partie V de la— au cours de 1944-45, 27.

**Marine royale canadienne:**

Copie d'ordonnances au service de la marine royale canadienne, 191.

M. White demande les noms des personnes détenant le grade de commodore, etc., dans la—, mises à leur retraite depuis le 1er janvier 1943, 127; dépôt, 161.

M. Harkness demande quel était, le 1er août 1945, le nombre des officiers et marins classés enrôlés dans la force permanente de la Marine royale canadienne, 158; dépôt, 177.

M. Hatfield demande le nombre d'officiers de marine, de tout grade, actuellement postés à Ottawa, 218; dépôt, 329.

**Marins:**

M. Pouliot demande si les marins de la marine marchande jouissent de préférence pour le service civil: dépôt, 472.

**Matériel de guerre de surplus:**

Dépôt de copies du fascicule intitulé: "Comment acheter le—", 113.

M. Wright demande quelle quantité de matériel ou de fournitures de guerre neuf ou usagé a été aliénée à d'autres nations par le gouvernement canadien depuis le jour V-E, 153; dépôt, 197.

**Mayhew, R. W.:**

Dépôt de l'arrêté du conseil nommant M.— adjoint parlementaire du ministre des Finances, 63.

**McGibbon & Sons Limited, A. D.:**

M. Pearkes demande le nombre d'officiers et d'hommes au chantier de bois de l'armée situé sur la propriété de A. D. McGibbon & Sons Limited, à Lachute, P.Q., 217; dépôt, 257.

**McGregor, M. F. A.:**

*Voir:* Cartels internationaux.

**McIlraith, G. J.:**

Dépôt de l'arrêté du conseil nommant M.— adjoint parlementaire du ministre de la reconstruction, 75.

**Melville, District électoral de:**

Dépôt du rapport du juge J.-P. Brown sur les prétendues irrégularités dans le bureau de scrutin No 50 dans le district électoral de Melville, en Saskatchewan, lors de l'élection fédérale du 11 juin 1945, 303.

M. Castleden demande copie des témoignages entendus à l'enquête publique sur les prétendues irrégularités au bureau de scrutin No 50 dans le district électoral de Melville, lors de l'élection générale de 1945, 472.

**Mesures de guerre, Loi des:**

Dépôt d'état récapitulatif d'arrêtés en conseil pris sous l'autorité de la—: 15, 208, 264, 333, 439, 523.

Dépôt de copies d'arrêtés en conseil adoptés sous le régime de la—: 34, 45, 53, 91, 92, 130, 157, 186, 215, 217, 229, 285, 436.

M. Diefenbaker demande combien de décrets pris sous l'autorité de la loi des mesures de guerre ont été révoqués depuis les jours V-E et V-J, 158; dépôt, 167.

**Mexique:**

Dépôt d'accord conclu entre le Canada et le—, 24.

**Mines, forêts et cours d'eau, Comité permanent des:**

Noms des membres, 110.

**Monétaire et financière, Conférence:**

Dépôt de l'acte final de la— tenue à Bretton Woods, 24.

**Monnaie royale du Canada, La:**

Dépôt du rapport des opérations de la Monnaie royale du Canada pour l'année civile 1944, 168.

**Monopoles:**

Dépôt de l'arrêté en conseil transférant au ministre de la Justice l'administration de la loi des enquêtes sur les—, 69.

**Munitions et approvisionnement, Ministère des:**

M. Isnor demande combien de commandes le— a octroyées pour le compte du ministère de la Défense nationale pour des vêtements désignés à l'usage des membres des forces armées, 85.

M. Castleden demande copie des marchés intervenus entre le— et les General Motors, Ford Company of Canada et Chrysler Corporation, relativement à l'achat de camions, jeeps, etc., dépôt, 89.

## N

**Nations Unies:**

Dépôt de copie de la Charte des—, 24.

Dépôt du premier rapport aux gouvernements des— par la Commission intérimaire de l'alimentation et de l'agriculture, 24.

Dépôt du rapport de la conférence des— sur les organisations internationales, 31.

*Voir aussi:* Administration de secours et de réhabilitation des Nations Unies.

**Naturalisation:**

M. MacInnis demande le nombre de certificats de naturalisation révoqués du 10 septembre 1939 au 15 août 1945: dépôt, 472.

## O

**Objecteurs de conscience:**

M. Dorion demande le nombre de personnes, dans chaque province, qui ont demandé l'exemption du service militaire à titre d'objecteurs de conscience, depuis le 1er septembre 1939, 141.

**Offices, commissions:**

M. Dieffenbaker demande combien il a été institué d'offices ou de commissions depuis le 3 septembre 1939 et depuis le jour V-E, 158; dépôt, 268.

**Oiseaux migrateurs:**

Dépôt de copie des arrêtés en conseil pris sous l'empire de la loi concernant la convention des—, 27.

**Orateur, M. P.:**

Election de M. Gaspard Fauteux, député de Ste-Marie, comme Orateur de la Chambre, 7 et 8.

—communique une lettre relative à l'ouverture du parlement, 8.

Déclaration relative à son élection faite par—, lorsque la Chambre se rend au Sénat, 8 et 9.

—communique une lettre relative à la sanction royale: 40, 117, 125, 264, 525.

Le greffier informe la Chambre de l'absence inévitable de l—', 95.

**Orateur, Déclarations de M. P.:**

Lecture des discours, 33.

Questions, 34.

**Orateur, Décisions de M. P.:**

La motion d'ajournement de la Chambre, proposée par M. Wright, est déclarée irrecevable faute d'urgence et parce que le sujet peut être débattu au cours du débat sur l'adresse en réponse au discours du Trône, 55 et 56.

L'amendement proposé par M. Low à la motion demandant la ratification de la Charte des Nations Unies est déclarée irrecevable parce qu'il prévoit une dépense des deniers publics, 159. Décision de l'Orateur maintenue au vote de 153 à 9, 159.

**Orateur, Décisions de M. P.—(fin)**

Le bill, présenté par M. Knowles, relativement à la modification de la loi des juges (salaires des juges), est déclaré contraire au Règlement de la Chambre, parce qu'une telle mesure ne peut être présentée que par un ministre de la Couronne, sur la recommandation du Gouverneur général et être précédé par une résolution, 191.

L'amendement de M. Pearkes, demandant l'adoption du pavillon marchand canadien actuel, à la motion de M. Ilsley demandant la formation d'un comité mixte pour faire le choix d'un motif approprié pour un drapeau national distinctif, est déclaré irrégulier, parce que l'article 50 du Règlement exclut tout amendement à une motion portant le renvoi d'une résolution à un comité spécial, 234. Décision de l'Orateur maintenue au vote de 99 à 70, 235.

L'amendement de M. Diefenbaker à la résolution sur le drapeau national distinctif est déclaré irrégulier, parce que contraire à l'article 50 du Règlement, 260. La décision de l'Orateur est maintenue au vote de 103 à 74, 260 et 261.

L'appel au Règlement à l'effet que la troisième lecture de certains bills de divorce doit être appelée séparément et individuellement est rejeté parce qu'un tel appel a été fait après que les députés avaient déjà été appelés pour voter, et aussi, parce qu'il est loisible à tout député de proposer que la troisième lecture de l'un ou l'autre de ces bills soit remise à plus tard, 449.

**Orateur, Appel de certaines décisions rendues par M. P.:**

159, 191, 235, 260.

**Orateur suppléant:**

Motion de M. King relative à la nomination de M. W. R. Ross comme—, 72.

Le président des comités monte au fauteuil à titre d'—, 95.

**Ordres généraux:**

Dépôt de copies des— de l'armée canadienne: 27, 386.

Dépôt de copies des— de la marine canadienne, 27, 52.

Dépôt de copies des— du corps d'aviation royal canadien, 34.

**Organisation internationale du Travail:**

Résolution tendant à approuver la convention révisée concernant la protection des travailleurs occupés au chargement et au déchargement des bateaux, adoptée le 27 avril 1932 par l'Organisation internationale du Travail: renvoi au comité permanent des Affaires extérieures, 170; rapport du comité, 251; adoption de la résolution, 312.

Résolution approuvant la convention concernant les statistiques des salaires et des heures de travail dans les principales industries minières et manufacturières et dans l'agriculture: renvoi au comité permanent des Affaires extérieures, 171; rapport du comité, 251; adoption de la résolution, 312.

**Organisations internationales:**

Dépôt du rapport de la conférence des Nations Unies sur les—, 31.

**Ottawa:**

Loi ayant pour objet d'autoriser un certain contrat entre Sa Majesté le Roi et la Corporation de la ville d'Ottawa. Résolution: présentation, 238; adoption, 282. Bill No 161. Présentation et 1ère lecture, 282; 2ème lecture, comité plénier et 3ème lecture, 289; adoption au Sénat, 308; sanction royale, 555.

**Ottawa Valley Trust Company, Loi constituant en corporation l':**

Bill No 26, (E du Sénat), intitulé:— Pétition, 45. Rapport, 95. Message du Sénat, 183; 1ère lecture, 186. 2ème lecture et renvoi au comité permanent de la banque et du commerce, 309; rapport du comité; 345; 3ème lecture, 360; sanction royale, 555.

**Oxford, Université d':**

M. Pouliot demande quels sont les diplômés de l'Université d'Oxford aux ministères des Finances et des Affaires extérieures, 338; dépôt, 459.

**P****Pamplemousse, Jus de:**

M. Diefenbaker demande combien de caisses de conserves de jus de pamplemousse ont été achetées par la corporation de stabilisation des prix des denrées au cours de l'année financière 1944-45, 281; dépôt, 298.

**Passages à niveau, Fonds de suppression des:**

M. Church demande ce que l'on a dépensé, chaque année, au cours de la guerre jusqu'à date en 1945, sur le Fonds de suppression des passages à niveau: dépôt, 436.

**Pavillon:**

M. Pouliot demande copie des dépêches du Secrétaire d'Etat des Colonies, du 16 décembre 1865 et du 16 juillet 1870, autorisant le pavillon des navires du gouvernement canadien, etc., 170; dépôt, 256.

M. Pouliot demande si les armoiries du Canada figurent au battant du pavillon marchand canadien: dépôt, 180.

M. Pouliot demande si on a jamais changé le pavillon de la marine marchande canadienne au battant duquel figurent les armes des quatre provinces-mères du Canada: dépôt, 181.

**Pêcheries:**

M. Reid demande si on a accordé de l'aide financière à ceux qui s'adonnaient à l'industrie de la pêche de 1930 à 1944, 169; dépôt, 280.

M. Reid demande quelle a été, de 1930 à 1944, la valeur totale des produits de la pêche, 97; dépôt, 139.

Dépôt de copie d'arrêté du conseil relatif aux primes de pêche pour 1944-45, 40.

Dépôt du rapport annuel du ministère des Pêcheries pour 1943-44, 40.

**Pénitenciers, Loi modifiant la Loi de 1939 sur les:**

Bill No 92, Loi modifiant la Loi de 1939 sur les pénitenciers: présentation et 1ère lecture, 238; 2ème lecture, 282; comité plénier et 3ème lecture, 289. adoption au Sénat, 455; sanction royale, 556.

Rapport annuel (1943-44) du surintendant des—, 24.

**Pensions, Loi des:**

Dépôt d'un arrêté en conseil étendant les avantages de la Loi des pensions aux personnes domiciliées au Canada au début de la guerre et ayant servi dans les forces des Nations alliées de Sa Majesté, 436.

**Pensions de vieillesse:**

Dépôt d'un arrêté ministériel transférant du ministère des Finances au ministère de la santé nationale et du bien-être social l'administration de la loi des pensions de vieillesse, 31.

Résolution de M. MacInnis demandant de modifier la loi des— en abaissant à soixante ans l'âge de la pension: présentation et débat, 98.

**Pension du service civil, Loi de la:**

Dépôt d'un état des allocations accordées à des fonctionnaires sous le régime de la—, au cours de 1945-46, 25.

Dépôt d'un état des allocations accordées aux personnes à la charge de fonctionnaires, sous le régime de la—, au cours de 1945-46, 25.

Dépôt d'un état des bénéfiques accordés sous l'empire de la—, au cours de 1944-45, 25.

**Permis d'exportation:**

M. Probe demande si en 1945, on a octroyé des permis d'exportation de bétail, de viandes préparées ou transformées, etc., à des pays autres que les pays alliés ayant combattu avec le Canada: dépôt, 88.

**Pertes de guerre:**

M. Church demande quel a été le total des pertes, en tués, blessés ou disparus, au cours de la guerre venant de finir, 193; dépôt, 224.

**Petitcodiac, Rivière:**

M. Hazen demandé copie de rapports, enquêtes relativement au projet d'aménagement hydraulique de la rivière Petitcodiac, 122; dépôt, 177.

Dépôt du rapport des ingénieurs sur l'énergie marémotrice au confluent des rivières Petitcodiac et Memramcook, au Nouveau-Brunswick, 292.

**Pétitions:**

Dépôt de—: 15, 33, 39, 43, 45, 63, 75, 99, 103, 105, 125, 129, 135, 143, 147, 165, 179, 205, 207, 215, 233, 255.

Rapport du greffier des—: 31, 39, 43, 45, 47, 67, 77, 103, 105, 118, 129, 135, 143, 147, 155, 156, 173, 185, 207, 215, 223, 237, 263.

Refus de certaines pétitions: 173, 185, 207, 215, 223, 237, 263.

**Pneus d'automobile:**

M. Menary demande quel est le nombre de— en magasin chez les fabricants ou marchands, 122; dépôt, 152.

**Poirier, soldat Marcel:**

M. Bertrand (Terrebonne) demande copie de documents appartenant au dossier du soldat Marcel Poirier, du dépôt du R.C.A.S.C., à Sardis, C.-B., 178.

**Poisson, Loi modifiant la Loi de l'inspection du:**

Bill No 91; Présentation et 1ère lecture, 238; 2ème lecture, 282; renvoi au comité permanent de la marine et des pêcheries, 282; rapport du comité, 307; comité plénier, 321; 3ème lecture, 330; adoption au Sénat, 437; sanction royale, 555.

**Polymer Corporation Limited:**

M. Bradshaw demande copie de documents, contrats échangés depuis le 27 mars 1944 entre la— et l'Imperial Oil Limited, et entre la— et la St. Clair Processing Corporation Limited, 273; dépôt, 451.

**Pommes:**

M. Casselman demande quelles demandes de subventions ont été faites au gouvernement en compensation pour la mauvaise récolte de pommes, 293. dépôt, 328.

**Pommes de terre:**

Dépôt de copie des règlements édictés sous l'empire de la loi des insectes destructeurs relativement à la production et à la vente des— de semence certifiées, 26.

Dépôt de copie des règlements édictés sous l'empire de la loi des insectes destructeurs réglementant la vente des germes de—, 26.

**Pompiers canadiens:**

M. Knight demande quelles mesures ont été adoptées par le gouvernement pour répondre aux requêtes demandant que les pompiers canadiens en service outre-mer aient le même traitement que les membres des services armés lors de leur libération: dépôt, 86.

**Ports nationaux, Commission des:**

Dépôt du rapport de la— pour l'année civile 1944, 28.

Dépôt du sommaire des droits de ports pour 1944-45, 28.

Dépôt d'un état sommaire des recettes de quayage pour 1944-45, 28.

**Postes:**

M. Knowles demande quel est le nombre des employés du service postal atteints par la limite d'âge maintenus dans leurs fonctions dans le district postal de Winnipeg, 86; dépôt, 167.

M. Nicholson demande copie de documents relatifs aux plaintes concernant l'administration du bureau de poste à Amsterdam, Sask., depuis le 1er janvier 1940, 88; dépôt, 120.

M. Knowles demande copie de correspondance relative à l'envoi à Ottawa d'une lettre adressée par le ministère des postes à M. H. W. Stewart, de Timmins, Ontario, 88; dépôt, 120.

M. Knowles demande le nombre des employés du ministère des postes, dans le district postal de Winnipeg, à qui on a accordé le statut de personnes en congé sans salaire, lors de la grève générale de Winnipeg de 1919, 294; dépôt, 442.

Dépôt du rapport du ministère des— pour 1944-45, 524.

**Postes de radio:**

- M. Green demande copie de documents concernant l'émission, etc., d'un permis pour un poste de radio à ou près Port-Alberni, C.-B., 97; dépôt, 179; dépôt supplémentaire, 186.
- M. Diefenbaker demande combien on a fait de demandes d'octroi de permis de postes de radio pour Ontario, Québec, et les provinces maritimes depuis le 1er janvier 1944, 320; dépôt, 435.

**Pouvoirs transitoires résultant de circonstances critiques, Loi de 1945 sur les:**

Bill No 15, Loi ayant pour objet de conférer certains pouvoirs transitoires au gouverneur en conseil dans les circonstances critiques nationales résultant de la guerre: présentation et 1ère lecture, 103; motion portant 2ème lecture, 308, 372; résolution adoptée, 372; Bill No 15: présentation et 1ère lecture, 372. 2ème lecture: motion, 308, 372, 377, 387. Amendement de M. Dorion proposant le renvoi à six mois, 387. L'amendement est rejeté, 387. Adoption en 2ème lecture, 387. Comité plénier, 387, 437. 3ème lecture: motion adoptée au vote de 121 à 46. Adoption, (Titre modifié), 444. Adoption au Sénat, 482; amendements du Sénat acceptés, 488; sanction royale, 556.

**Prestation des serments d'office:**

Bill No 1, Loi concernant la—: présentation (M. King) et 1ère lecture: 9.

**Prêt agricole, Commission canadienne du:**

Dépôt du rapport de l'auditeur sur l'état financier de la— pour 1944-45, ainsi que sur le fonctionnement de la loi canadienne du prêt aux pêcheurs pour la même période, 25.

M. Thatcher demande combien de demandes de prêt la— a reçues, dans chacune des provinces des Prairies, du 15 juin 1944 au 1er octobre 1945, 140. dépôt, 162.

Dépôt du rapport annuel de la— pour 1944-45, 462.

**Prêts:**

M. Rose demande qui a signé, au nom des Pays-Bas et des Indes néerlandaises, l'accord relatif à des prêts conclu avec le Canada, 219.

**Prêts aux provinces:**

Dépôt d'arrêtés en conseil relatifs à des—: 34, 92, 168, 257, 319, 453.

*Voir aussi:* Soulagement du chômage et l'assistance à l'agriculture, Loi de 1940 sur le

**Prises (1945), Loi canadienne sur les:**

Bill No 10, Loi établissant une cour des prises et une loi de prise au Canada: présentation (M. St-Laurent) et 1ère lecture, 78; motion portant 2ème lecture, 131, 132; 2ème lecture, comité plénier et 3ème lecture, 232; adoption au Sénat, 289; sanction royale, 555.

**Prisonniers de guerre:**

M. Boucher demande combien d'anciens— sont encore outre-mer, 97; dépôt, 162.

M. Ross demande quand a été construit et aménagé le camp des prisonniers de guerre à Riding Mountain, Manitoba, 303; dépôt, 460.

**Privilèges et Elections, Comité permanent des:**

Noms des membres, 106.

**Prix et du commerce en temps de guerre, Commission des:**

- M. Fleming demande combien il a été dépensé, chaque année, par la commission des prix et du commerce en temps de guerre ou par son entremise, depuis son établissement, 191; dépôt, 238.
- M. Diefenbaker demande le nombre d'enquêteurs et d'autres fonctionnaires actuellement à l'emploi de la—, 281; dépôt, 479.
- M. Dorion demande si la commission des prix et du commerce en temps de guerre a révoqué l'ordonnance No A-317, 219; dépôt, 461.
- M. Diefenbaker demande de combien d'avocats la— a retenu les services, à titre spécial, au sujet des poursuites relatives aux violations de ses ordonnances, 280; dépôt, 435.
- M. Isnor demande le nombre des bureaux régionaux, dans les provinces maritimes, sous le régime de la loi d'établissement de soldats et de la loi sur les terres destinées aux anciens combattants, 368.
- M. Héon demande ce qu'a coûté le bureau de la— à Lachute, comté d'Argenteuil, 369; dépôt, 480.

**Procédure parlementaire et affaires de routine, Motions de:**

- Motion de M. King accordant la priorité aux affaires du gouvernement, à compter de lundi le 22 octobre, jusqu'à la fin de la session, 144.
- Motion accordant, chaque jour, la préséance aux avis de motions du gouvernement et aux mesures du gouvernement à compter du mercredi 24 octobre, sauf la présentation des bills, les questions et avis de motions pour la production de documents qui seront appelés sous le régime de l'article 15 du Règlement, 175.
- Motion demandant de revenir aux "motions", 187.
- La Chambre revient à la présentation des rapports, 206, 239, 377.
- Motion demandant le renvoi au comité du Règlement de certaines pétitions en instance de divorce, 224.
- Motion à l'effet que la Chambre ne s'ajourne pas à onze heures du soir, 482, 492, 500.
- Motion demandant que lorsque la Chambre s'ajournera, elle restera ajournée jusqu'au lundi suivant, et que la Chambre siège sans interruption jusqu'à 6 heures du soir, lundi, et de 8 heures du soir jusqu'à minuit, 503.

**Production:**

- M. Diefenbaker demande quelle a été, en livres, la production de porc et de bœuf au cours des années 1943, 1944 et jusqu'au 1er juillet 1945: dépôt, 79.
- M. Hatfield demande quelle a été, en livres, la production totale de porc et de bœuf pour les années de 1941 jusqu'au 1er juillet en 1945: dépôt, 84.

**Produits alimentaires:**

- M. Raymond demande quelles quantités de— ont été expédiées en Angleterre, France, etc., sous tout régime depuis le 1er juin 1945, 87; dépôt, 216.

**Produits forestiers:**

- M. Wright demande quelle a été, de 1939 à 1944, la production totale des produits forestiers de diverses catégories, au Canada: dépôt, 81.

**Protection des travailleurs:**

Voir Organisation internationale du Travail.

**Provinces maritimes:**

Dépôt d'un état indiquant le nombre de bureaux régionaux dans les— sous le régime des lois d'établissement de soldats et de la loi sur les terres destinées aux anciens combattants, 478.

**Publications gouvernementales:**

M. Homuth demande combien de ministères du gouvernement publient un journal départemental semblable à celui que publie le ministère des Affaires des anciens combattants, 303; dépôt, 487.

**Q****Qualifications des anciens soldats:**

Dépôt de copies des 1er et 2ème rapports de la commission royale d'enquête sur les qualifications des anciens soldats, 190.

**Quartiers généraux des forces armées canadiennes:**

M. Probe demande quel était, le 1er décembre 1945, le total des effectifs, pour chaque grade, du personnel des trois armes attaché aux divers quartiers-généraux des trois services armés, 368.

**Québec:**

M. Isnor demande copie de documents relatifs à l'établissement d'un soi-disant port franc à Québec échangés entre le gouvernement fédéral et le maire Borne, de Québec, depuis le 1er octobre 1943, 89; dépôt, 318.

**Questions:**

Déclaration de l'Orateur relativement aux—, 34.

**R****Radio-Canada:**

Dépôt du rapport annuel de la Société— pour 1944-45, 91 (version anglaise); 139, (version française).

M. Church demande qui est Davidson Dunton récemment nommé président de la société Radio-Canada, 230; dépôt, 329.

M. Diefenbaker demande copie des recommandations faites par le Bureau des gouverneurs de la société Radio-Canada au ministre des munitions et approvisionnements relatives aux demandes de licences pour un poste de radio depuis le 1er janvier 1944, 370.

Dépôt de l'arrêté en conseil transférant l'administration de la loi canadienne sur la radiodiffusion du ministre des services nationaux de guerre au ministre du Revenu national.

M. Ross demande le nombre des voies libres, régionales et locales de télécommunications attribuées au Canada en vertu des Accords de La Havane, 192; dépôt, 229.

**Réadaptation des anciens combattants:**

Dépôt d'un arrêté en conseil relatif aux règlements sur l'entraînement universitaire des étudiants anciens combattants en vertu des dispositions concernant la réadaptation des anciens combattants après leur licenciement, 436.

**Réadaptation des anciens combattants, Loi sur la :**

Résolution: présentation, 453; adoption, 464. Bill No 240, Loi établissant des allocations de réadaptation pour les anciens combattants: présentation et adoption à tous ses stades, 465; adoption au Sénat, 490; acceptation de l'amendement du Sénat, 496; sanction royale, 556.

**Reconstruction :**

Dépôt du rapport de la conférence fédérale-provinciale sur la—, 24.

Dépôt de l'arrêté du conseil relatif à la nomination de M. G. J. McIlraith comme adjoint parlementaire du ministre de la—, 75.

M. Fraser demande en combien de divisions le ministère de la— a été partagé, 140; dépôt, 269.

**Reconstruction et des Approvisionnements, Loi sur le ministère de la :**

Résolution: présentation (M. Howe), 104; adoption, 305. Bill No 173, présentation et 1ère lecture, 305; 2ème lecture, comité plénier et 3ème lecture, 311; adoption au Sénat, 466; amendements du Sénat acceptés, 481; sanction royale, 556.

**Recours en justice :**

M. Diefenbaker demande si, depuis le 8 mai 1945, il a été adopté quelque décret du conseil refusant le— à un parti lésé par la décision d'un office, commissaire ou régisseur, 125; dépôt, 205.

**Refus de sanction :**

M. Coldwell demande copie de tous rapports du ministre de la Justice recommandant le— de certaines mesures légales spécifiées adoptées par l'Assemblée législative de l'Alberta, 98; dépôt, 486.

M. Diefenbaker demande copie de pétitions présentées pour demander de ne pas sanctionner certaines lois adoptées par l'Assemblée législative de la Saskatchewan, 89; dépôt, 486.

**Régie interne :**

Nomination de la commission de— de la Chambre, 13.

**Régime pénal :**

M. McKay demande les mesures adoptées par le gouvernement en vue de donner suite aux recommandations de la commission royale d'enquête sur le régime pénal: dépôt, 200.

**Règlement :**

Motion de M. King modifiant l'article 63 du— et créant le nouveau comité permanent des relations extérieures, 52.

**Règlement, Comité permanent du :**

Noms des membres, 109.

1er rapport: présentation, adoption, 292.

**Règlement de la Chambre, Comité spécial de la revision du :**

Motion de M. Ilsley demandant la nomination d'un comité spécial dans le but de faire la revision du Règlement de la Chambre: adoption, après discussion, 232.

**Relations extérieures ou publiques:**

- M. Pouliot demande combien a coûté, chaque année, le service des relations extérieures de l'armée dans chaque district militaire, depuis le début de la guerre, 178.
- M. Fleming demande les dépenses pour le compte des relations publiques, la publicité et l'information effectuées par les ministères du gouvernement, commissions et corporations de l'Etat, 294; dépôt, 486.

**Relations industrielles, Comité permanent des:**

Noms des membres, 110.

**Remaniements et transferts de fonctions dans le service public, Loi des:**

Dépôt d'arrêtés en conseil adoptés sous le régime de la—: 31, 69, 126, 130, 174, 189.

**Représentation des provinces à la Chambre des communes:**

Résolution de M. Dorion relative à l'à-propos de procéder, au cours de la présente session, à la— selon les dispositions de l'Acte de l'Amérique britannique du Nord, 154.

**Research Enterprises Limited:**

M. Bruce demande copie du contrat conclu entre Chance Brothers et la— le 1er juin 1941, 459.

**Réservoir d'eau:**

M. Burton demande copie de rapports, etc., relatifs à la construction d'un— à Wolverine Creek, Saskatchewan, 122. dépôt, 452.

**Résolutions présentées par des députés:**

- Résolution de M. Fair relative à l'octroi du titre incontesté de leurs terres à tous les soldats-colons, détenant des terres antérieurement au 31 mars 1944: présentation et débat, 90.
- Résolution de M. MacInnis demandant de modifier la loi des pensions de vieillesse en abaissant à soixante ans l'âge de la pension: débat, 98.
- Résolution de M. Bryce demandant l'établissement d'un office des commissaires du bétail au Canada: présentation, 122; débat, 123.
- Résolution de M. Moore invitant le gouvernement à étudier immédiatement l'à-propos d'encourager l'utilisation la plus complète possible du port de Churchill, Manitoba: présentation, 141; résolution rejetée, 142.
- Résolution de M. Blackmore invitant le gouvernement à considérer l'à-propos d'entreprendre la construction du bassin de la rivière St. Mary's: présentation et débat, 142.
- Résolution de M. Dorion demandant de mettre à l'étude l'à-propos de procéder, au cours de la présente session à la représentation des provinces à la Chambre des communes selon les dispositions de l'Acte de l'Amérique britannique du Nord: débat, 154.
- Résolution de M. Harkness invitant le gouvernement à faire l'étude des modifications à apporter prochainement à la Loi des pensions de vieillesse afin d'en étendre l'application aux Indiens du Canada: débat, 178.

**Restaurant, Comité mixte du:**

Motion d'institution du comité, 237.

Substitution de noms, 302.

Message au Sénat, 307.

Message du Sénat informant la Chambre de la nomination des sénateurs choisis comme membres du comité mixte du—, 44.

**Revenu national:**

Dépôt du rapport annuel du ministère du— pour 1944-45, 53.

Dépôt de copie du rapport du comité chargé de revoir l'organisation de la division de l'impôt du ministère du Revenu national, 257.

**Revenus:**

M. Stewart demande quels étaient les gages, salaires, etc., reçus par les particuliers au Canada en 1926, 1931, 1936 et 1941, 85; dépôt, 96.

**Revenus de guerre, Loi spéciale des:**

Bill No 237, Loi modifiant la—: présentation et 1ère lecture, 455; 2ème lecture, comité plénier et 3ème lecture, 474; adoption au Sénat, 482; sanction royale, 556.

**Routes forestières:**

M. White demande si, de 1936 à 1940, le gouvernement a contribué aux frais de construction des— entreprises par les provinces, 506.

**Royaume-Uni:**

Dépôt de copie d'un accord entre le Canada et le— visant le prêt au Royaume-Uni de vaisseaux appartenant au Canada, rétroactif au 3 décembre 1943, 137.

Dépôt de copie d'un accord complémentaire portant sur le sujet précédent, 137.

**S****Saint-Laurent, Fleuve:**

M. Nicholson demande combien il a été dépensé par le gouvernement fédéral pour le dragage dans le fleuve Saint-Laurent et dans le port de Montréal, et pour l'exploitation et les frais d'administration du chenal maritime du fleuve Saint-Laurent, de 1940 à 1944, 158; dépôt, 280.

**Salaisons:**

Dépôt de l'arrêté en conseil nommant J. Gordon Taggart commissaire des établissements de salaison exploités par Burns & Co. de Calgary, 130.

**Sanction royale:**

Lettre relative à la sanction royale: 40, 117, 264.

Changement apporté à l'heure fixée pour la cérémonie de la sanction royale, 125.

La— est donnée à certains bills: 41 (12 septembre 1945); 132 (12 octobre 1945); 275 (14 novembre 1945); 552 (18 décembre 1945).

**Santé dans les entreprises publiques, Loi de la:**

Dépôt du rapport sur les arrêtés en conseil ou règlements édictés sous le régime de la—, 27.

**Santé nationale et du bien-être social, Loi sur le ministère de la:**

Bill No 9, Présentation et 1ère lecture, 78; 2ème lecture, comité plénier et 3ème lecture, 131; adoption au Sénat, 207; sanction royale, 275.

**Santé nationale et du bien-être social, Ministère de la:**

- Dépôt d'un état concernant les règlements édictés par le—, 27.  
 Dépôt d'un arrêté en conseil confiant au— l'administration de la loi des pensions de vieillesse, 31.  
 Dépôt du premier rapport annuel du ministère pour 1944-45, 237.

**Saskatchewan, Assemblée législative de la:**

*Voir:* Annulation de lois.

**Séances de la Chambre:**

- La Chambre siège l'avant-midi, 1.  
 La Chambre suspend sa séance: 8.  
 Motion portant que lorsque la Chambre s'ajournera vendredi le 5 octobre, elle reste ajournée jusqu'au mardi suivant, 104.  
 Motion de M. Mackenzie à l'effet que les séances du mercredi, à compter du 21 novembre 1945 jusqu'à la fin de la session, soient régies par les mêmes articles du Règlement que les séances des autres jours, 273.  
 Motion de M. Mackenzie demandant que lorsque la Chambre s'ajournera vendredi le 16 novembre, elle demeure ajournée jusqu'au lundi 19 novembre 1945 à 4 heures et 30 de l'après-midi, 282.  
 Motion de M. King demandant qu'à partir du mercredi 28 novembre 1945 la Chambre siège à partir de onze heures du matin, 330.  
 Motion de M. King demandant qu'à compter du 1er décembre la Chambre siège le samedi et que la procédure y soit la même que le vendredi, 330.  
 Motion à l'effet que l'interruption de la séance ne soit que d'une heure le mardi 18 décembre, 522.

**Secours de guerre, Loi modifiant la Loi de 1939 sur les:**

- Bill No 13, Présentation et 1ère lecture, 92; motion portant 2ème lecture, 232; adoption, comité plénier et 3ème lecture, 254; adoption au Sénat avec des amendements, 375; acceptation de ces amendements, 444; sanction royale, 555.

**Sénat et de la Chambre des communes, Loi modifiant la Loi du:**

- Résolution: présentation, 258; retrait, 481.  
 Résolution (nouvelle): présentation et adoption, 481.  
 Bill No 243: Présentation et 1ère lecture, 481. 2ème lecture, comité plénier et 3ème lecture, 487; adoption au Sénat, 496; sanction royale, 556.

**Sergent d'armes:**

- Nomination du lieutenant-colonel W. J. Franklin, M.C., V.D., comme— de la Chambre, 14.

**Service canadien d'information:**

- Dépôt d'un arrêté en conseil établissant le— pour remplacer la commission de l'information en temps de guerre, 92.  
 M. Fleming demande production de la copie des procès-verbaux et délibérations du comité de direction du Service canadien de l'information: motion rejetée au vote de 85 à 105, 272.

**Service civil, Commission du:**

Dépôt du rapport annuel de la— pour l'année civile 1944, 28.

M. Tustin demande si, depuis le 1er janvier 1940, on a nommé quelque sous-ministre adjoint autrement que par l'intermédiaire de la—, 96; dépôt, 168.

**Service de santé:**

M. Bentley demande combien de médecins et d'infirmières des districts militaires Nos 3, 4 et 12, ont obtenu des brevets d'officiers dans le service de santé de l'armée canadienne du 1er septembre 1939 au 1er juin 1945, 437; dépôt, 477.

**Service militaire:**

Dépôt d'échange de notes entre le Canada et le Brésil comportant un accord visant le—, 24.

Dépôt d'échange de notes entre le Canada et le Mexique relatif à la modification de l'accord visant la conscription pour—, 24.

**Service sélectif:**

M. Héon demande ce qu'a coûté le bureau de Service sélectif à Lachute, comté d'Argenteuil, 369; dépôt, 487.

**Services nationaux de guerre:**

Dépôt des rapports annuels du ministère des— pour les années financières 1942-43 et 1943-44, 28.

Dépôt du rapport annuel du ministère pour 1944-45, 252.

**Sherbrooke Taxi Service:**

M. Stanfield demande quelles sommes ont été payées au—, de Sherbrooke, N.-E., par quelquel ministère du gouvernement, 97. dépôt, 190.

**Société centrale d'hypothèques et de logement, Loi sur la:**

Résolution: présentation, 113; débat, 182; adoption, 182.

Bill No 23. Présentation et 1ère lecture, 182. Motion portant deuxième lecture: adoption, après discussion, au vote de 67 à 28, 239; comité plénier, 250, 254; rapporté avec amendements, 254; 3ème lecture, 259; adopté au Sénat avec des modifications, 351; amendements acceptés, 372; sanction royale, 555.

**Société de bienfaisance slovaque du Canada, Loi constituant en corporation la:**

Pétition, 156. Rapport, 173. Message du Sénat, 308. Bill No 174, (B-4 du Sénat), intitulé —: 1ère et 2ème lectures et renvoi au comité permanent de la banque et du commerce, 320; rapport du comité, 345; 3ème lecture, 360; sanction royale, 555.

**Soldats-colons:**

Résolution de M. Fair relative à l'octroi du titre incontesté de leurs terres à tous les soldats-colons détenant des terres antérieurement au 31 mars 1944: présentation et débat, 90.

**Soldiers' Housing Projects Limited:**

M. Cockeram demande copie du contrat entre Toronto, le canton de York-nord et la Soldiers' Housing Projects Limited, relativement au projet d'habitations actuellement en voie d'exécution dans le canton de York-nord, 219; dépôt, 258.

**Soulagement du chômage et l'assistance à l'agriculture, Loi de 1940 sur le:**  
 Dépôt de copies d'arrêtés en conseil pris sous le régime de la—: 34, 92, 168, 257, 319, 453.

**Sous-ministres:**

M. Bradshaw demande les noms de personnes nommées au rang de— depuis le 1er janvier 1944, 97. dépôt, 161.

**Soutien des prix agricoles, Commission de:**

Dépôt du rapport annuel de la— pour 1944-45, 26.

**Spécialités pharmaceutiques ou médicaments brevetés, Loi des:**

Dépôt du rapport concernant les règlements édictés sous l'empire de la—, 27.

**Stabilisation des prix des denrées, Corporation de:**

M. Homuth demande copie de correspondance échangée, depuis le 1er août 1944, entre la corporation de stabilisation des prix des denrées et le régisseur de l'application des ordonnances de la commission des prix et du commerce en temps de guerre: motion rejetée sur division, 232.  
 M. Knowles demande combien d'enquêteurs la— a employés depuis sa formation, 281; dépôt, 442.

**Statistiques des salaires et des heures de travail:**

*Voir:* Organisation internationale du Travail.

**Stevenson Field:**

M. Knowles demande copie des plans préparés par le ministère des Transports, depuis le 1er mai 1944, en rapport avec l'agrandissement de—, à Winnipeg, 98; dépôt, 113.

**St. James-Winnipeg Airport Commission:**

M. Knowles demande copie de correspondance échangée entre la— et le gouvernement fédéral, depuis le 15 juin 1943, concernant l'agrandissement de Stevenson Field, 273; dépôt, 451.  
 M. Diefenbaker demande copie de correspondance échangée, depuis mai 1944, entre la— et les ministères des munitions et approvisionnements, de la reconstruction et des transports, 273; dépôt, 451.

**St. Marys:**

Résolution de M. Blackmore relative à l'étude de l'à-propos d'entreprendre la construction du bassin de la rivière St. Marys: présentation et débat, 142.

**Subsides, Comité des:**

Motion de M. King portant qu'à sa prochaine séance la Chambre se formera en comité pour examiner les subsides accordés à Sa Majesté, 14.  
 Renvoi du budget principal pour 1945-46 au—, 28.  
 Renvoi au— du budget supplémentaire pour 1945-46, 488.  
 Motion invitant la Chambre à se former en—: 35, 114, 145, 227, 254, 259, 295, 300, 322, 330, 339, 370, 373, 468, 472, 506, 524, 525.  
 La motion invitant la Chambre à se former en— est adoptée après débat: 114, 259.  
 La motion invitant la Chambre à se former en— est adoptée sans débat: 35, 145, 227, 254, 295, 300, 322, 330, 339, 370, 373, 468, 472, 506, 524, 525.

**Subsides, Comité des—(fin)**

- La Chambre se forme en—, sans motion: 289, 348, 355, 364, 366, 443, 455, 456, 483, 490, 492, 496, 497, 502.
- La Chambre, en—, rapporte progrès: 146, 227, 254, 289, 295, 300, 322, 330, 355, 364, 366, 370, 496.
- La Chambre, en—, adopte certaines résolutions: 36 (budget principal 1945-46 intérimaire); 115 (budget principal intérimaire pour 1945-46); 259 (budget principal intérimaire pour 1945-46); 339, 348, 373, 443, 455, 456, 468, 472, 483, 490, 492, 497, 502, 507, 524, 526, 532.
- Les résolutions adoptées par la Chambre, en—, sont rapportées, lues une deuxième fois et agréées: 36, 115, 259, 521, 532.

**Subsides, Loi des:**

- Loi des subsides No 3, 1945.—Résolution (préliminaire) adoptée en comité des Subsides et des Voies et Moyens, 36. Bill No 4, Loi allouant à Sa Majesté certaines sommes d'argent pour le service public de l'année financière expirant le 31 mars 1946: présentation (M. Ilsley) et adoption à tous ses stades, 36; adoption au Sénat et sanction royale, 41.
- Loi des subsides, No 4, 1945.—Résolution préliminaire adoptée en comité des subsides et des voies et moyens, 115. Bill No 17, loi allouant à Sa Majesté certaines sommes d'argent pour le service public de l'année financière expirant le 31 mars 1946: présentation (M. Ilsley) et adoption à tous ses stades, 115; adoption au Sénat, 127; sanction royale, 132.
- Loi des subsides No 5, 1945.—Résolution préliminaire adoptée en comité des subsides et des voies et moyens, 259 et 260. Bill No 5, Loi allouant à Sa Majesté certaines sommes d'argent pour le service public de l'année financière expirant le 31 mars 1946: présentation et adoption à tous ses stades, 260; adoption au Sénat, 273; sanction royale, 275.
- Loi des subsides, No 6, 1945.—Résolution préliminaire adoptée en comité des subsides et des voies et moyens, 551. Bill No 244, Loi allouant à Sa Majesté certaines sommes d'argent pour le service public de l'année financière expirant le 31 mars 1946: présentation et adoption à tous ses stades, 551; adoption au Sénat, 551; sanction royale, 557.

**Sucre:**

- M. Coldwell demande quelles quantités de sucre ont été exportées, et à destination de quels pays, de 1941 à 1945; dépôt, 169.
- M. Coldwell demande si le gouvernement a modifié sa déclaration du 6 mai 1937 à la conférence de la régie internationale du sucre, 253; dépôt, 318.
- M. Coldwell demande copie de l'accord en vertu duquel le régisseur du sucre du ministère britannique des vivres est l'acheteur conjoint pour le compte du Canada et du Royaume-Uni, 224; dépôt, 496.

**Sucre de canne:**

- M. Blackmore demande quel bénéfice ou quelle perte l'administration canadienne du sucre a enregistrés sur le sucre de canne brut importé chaque année de 1940 au 12 septembre 1945, 120; dépôt, 478.
- M. Bryce demande de quels pays, et en quelles quantités, le Canada a importé ses approvisionnements de sucre de canne brut en 1939, 120; dépôt, 505.
- M. Blackmore demande combien de livres de sucre brut de canne ont été importées, chaque année, au Canada par l'administration du sucre de 1940 au 12 septembre 1945, 120; dépôt, 478.

**Sucre de canne—(fin)**

- M. Blackmore demande si, en 1940, 1941 et 1942, le ministère du Revenu national a perçu un droit, une taxe d'échange et une taxe spéciale d'accise sur le sucre de canne brut importé au Canada, 157; dépôt, 479.
- M. Bryce demande s'il y a quelque différence entre le prix maximum alloué par l'administration du sucre sur le sucre de canne et le sucre de betterave, 120; dépôt, 479.
- M. Blackmore demande combien d'argent le fonds de stabilisation du sucre a reçu de sources autres que celles des importations de sucre de canne brut et des ventes aux raffineries, 126; dépôt, 479.

**Subventions:**

- M. McGregor demande ce que le gouvernement a payé en subventions du 1er septembre 1939 au 15 septembre 1945, 158.

**Sullivan, Percy:**

- M. Castleden demande quel officier de marine représentait Percy Sullivan, de R.V.M.R.C., lors du procès de ce dernier à Halifax, 180; dépôt, 199.

**Supplément de guerre:**

- M. Blair demande un état donnant les noms des fonctionnaires de l'Etat à qui a été payé un—, 98; dépôt, 285.

**T****Taggart, J. Gordon:**

- Dépôt d'un arrêté en conseil nommant J. Gordon Taggart commissaire des établissements de salaison et de traitement des viandes exploités par Burns & Co., de Calgary, 130.

**Taxation des surplus de bénéfiques; Lois modifiant la Loi de 1940 sur la:**

- Bill No 235, présentation et 1ère lecture, 455; 2ème lecture, comité plénier et 3ème lecture, 474; adoption au Sénat, 482; sanction royale, 556.

**Tchécoslovaquie:**

- Dépôt d'échange de notes entre le Canada et la— remettant en vigueur la convention de commerce du 15 mars 1928 à compter du 24 juillet 1945, 137.

**Terre-Neuve:**

- Dépôt d'un échange de notes entre le Canada et— relativement à l'établissement d'un service commercial aérien par les Lignes Trans-Canada, 31.

**Terres destinées aux anciens combattants, Loi de 1942 sur les:**

- Dépôt de copie de règlements adoptés sous l'empire de la—, 26, 126, 280.
- M. Cruickshank demande le nombre de demandes reçues par le bureau régional de New-Westminster, C.-B., d'anciens combattants de la guerre actuelle désirant s'établir sur des fermes et des petites propriétés sous le régime de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants, 192; dépôt, 223.
- M. Fleming demande le nombre des demandes approuvées, rejetées, etc., au bureau régional de Toronto, en rapport avec les 2,010 demandes reçues sous le régime de la loi sur les terres destinées aux anciens combattants, 195; dépôt, 286.

**Terres destinées aux anciens combattants, Loi de 1942 sur les—**(*fin*)

M. Fleming demande quels terrains ont été achetés dans les environs d'Ottawa, de Toronto, Hamilton, London, etc., pour y construire des logements pour les anciens combattants sous le régime de la loi sur les terres destinées aux anciens combattants, 293; dépôt, 302.

**Terres destinées aux anciens combattants; Loi modifiant la Loi de 1942 sur les:**

Résolution: présentation, 437; adoption, 443. Bill No 223: présentation et 1ère lecture, 443; 2ème lecture, comité plénier et 3ème lecture, 465; adoption au Sénat, 489; sanction royale, 556.

**Terres fédérales, Loi des:**

Dépôt de copies d'arrêtés en conseil pris sous l'empire de la— depuis les dernières élections du Parlement, 26.

Dépôt du relevé des baux, permis, etc., annulés depuis le dernier rapport sous l'empire de la—, 27.

**Territoires du Nord-Ouest:**

Dépôt de l'état indiquant le nombre de permis accordés pour faire entrer des liqueurs alcooliques dans les—, 26.

Dépôt de copie des ordonnances adoptées en vertu de l'article 13 de la loi des—, 27.

**Thibaudeau Rinfret, Honorable:**

L'— se rend au Sénat pour ouvrir la première session du parlement, 7.

L'— se rend au Sénat pour donner la sanction royale à certains bills, 40.

L'— se rend au Sénat pour clôturer la session du parlement, 552.

**Toronto:**

M. Church demande quelles mesures le gouvernement a adoptées pour résoudre la situation sérieuse du logement à— à l'égard des familles de soldats, des civils, 87; dépôt, 337.

M. Church demande les dispositions que le gouvernement est à prendre pour remettre à la ville de Toronto les terrains et les bâtiments de l'Exposition nationale, 181; dépôt, 268.

M. Church demande quelles propriétés la ville de Toronto a prêtées au gouvernement au cours de la récente guerre, 181; dépôt, 238.

**Tourisme, Office canadien du:**

Dépôt d'un arrêté en conseil transférant du ministère des services nationaux de guerre à celui du commerce l'—, 126.

**Transport aérien, Commission du:**

Dépôt de copie de l'arrêté en conseil modifiant les règlements de la— au sujet des services aériens commerciaux, 26.

**Transport du courrier par chemins de fer:**

Dépôt d'un arrêté en conseil relatif à la fixation du taux de transport du courrier de Sa Majesté pour les forces armées canadiennes, 187.

**Transports, 1938, Loi modifiant la Loi des:**

Bill No 32: présentation et 1ère lecture, 217. Motion portant 2ème lecture, 275, 276, 282. Adoption, comité plénier et 3ème lecture, 282; adopté au Sénat, 323; sanction royale, 555.

**Travail, Conférence internationale du:**

Dépôt d'un arrêté en conseil relatif à la compétence du parlement et des législatures provinciales concernant les projets de conventions et recommandations adoptés en 1939 et en 1944 par la—, 28.

Dépôt de copies du texte officiel des projets de conventions et recommandations adoptés en 1939 et en 1944 par la—, 28.

Dépôt d'arrêtés en conseil relatifs à la participation du Canada à la 27ème session de la— et à la composition de la délégation canadienne, 75.

M. Coldwell demande si le Canada est signataire de la convention relative à la journée de travail de huit heures adoptée à la— en 1936, 86. dépôt, 99.

**Travail, Ministère du:**

Dépôt de copie d'arrêté en conseil changeant le nom du conseil consultatif régional du service sélectif en celui de conseils consultatifs, 35.

Dépôt du rapport annuel du ministère du Travail pour l'année financière 1944-45, 216.

**Tucker, W. A.:**

Dépôt de l'arrêté du conseil nommant M.— adjoint parlementaire du ministre des affaires des anciens combattants, 69.

## U

**United Aircraft Corporation:**

M. Adamson demande copie de documents échangés en 1938 et 1939 entre la United Aircraft Corporation, etc., et le gouvernement concernant la fabrication au Canada d'avions, etc., 220; dépôt, 521.

## V

**Vaisseaux:**

Dépôt de copie d'un accord entre le Canada et le Royaume-Uni visant le prêt au Royaume-Uni de vaisseaux appartenant au Canada rétroactif au 3 décembre 1943, 137.

Dépôt de copie d'un accord complémentaire portant sur le sujet précédent, 137.

**Vancouver, Victoria and Eastern Railway and Navigation, la Nelson and Fort Sheppard Railway Company et la Great Northern Railway Company; Loi ayant pour objet de modifier la Loi concernant la:**

Bill No 29, (G du Sénat), intitulé:— Pétition, 103. Rapport, 125. Message du Sénat, 203. 1ère lecture, 205; 2ème lecture et renvoi au comité permanent des chemins de fer, canaux et télégraphes, 309; rapport du comité, 353; comité plénier, 443; 3ème lecture, 445; sanction royale, 555.

**Vente coopérative des produits agricoles, Loi de 1939 sur la:**

Dépôt du rapport des accords conclus sous le régime de la— pour 1944-45, 26.

**Vente de terres:**

M. Burton demande copie de documents que possèdent le Secrétariat d'Etat, le Séquestre des biens ennemis et la commission d'établissement de soldats relativement à la vente d'un certain terrain dans la Saskatchewan: dépôt, 472.

**Voies et Moyens, Comité des:**

- Motion de M. King portant qu'à sa prochaine séance la Chambre se formera en— pour prélever les subsides nécessaires à Sa Majesté, 14.
- Motion invitant la Chambre à se former en—, 36, 115, 132 (discours du budget par le ministre des Finances); 162 (amendement de M. Macdonnell); 259, 331 (sous-amendement de M. Coldwell), 340, 551.
- Débat sur la motion invitant la Chambre à se former en—: (discours du budget): 132, 162, 331, 340, 342.
- Amendement (M. Macdonnell) apporté à la motion invitant la Chambre à se former en—: 163; sous-amendement (M. Coldwell), 331; rejet du sous-amendement, 340. Rejet de l'amendement, 342.
- La motion invitant la Chambre à se former en— est adoptée sans débat: 36, 115, 259, 551.
- La Chambre se forme en— sans la présentation d'une motion: 352, 360, 355, 360, 364.
- La Chambre, en—, rapporte progrès: 343, 352, 355.
- La Chambre, en—, adopte certaines résolutions: 36 (budget principal intérimaire pour 1945-46); 115 (budget principal intérimaire pour 1945-46); 260 (budget principal intérimaire pour 1945-46); 360 (impôt de guerre sur le revenu); 364 (taxation des surplus de bénéfices); 365 (droits successoraux); 365 (loi spéciale des revenus de guerre); 551 (budget principal et budget supplémentaire 1945-46).
- Les résolutions, adoptées par la Chambre en—, sont rapportées, lues une deuxième fois et agréées: 36, 115, 260, 362, 366, 551.

**Voitures:**

- M. Castleden demande quels modèles de voitures de l'armée, et qu'elle quantité de chaque modèle ont été achetés des compagnies Ford et General Motors, 281; dépôt, 329.

**Votes:**

- Rejet du sous-amendement de M. Coldwell à l'adresse en réponse au discours du Trône, 57.
- Rejet de l'amendement de M. Graydon à l'adresse en réponse au discours du Trône, 64.
- Rejet du sous-amendement de M. Wright à l'adresse en réponse au discours du Trône, 70.
- Rejet de l'amendement de M. Ross (Souris) à l'adresse en réponse au discours du Trône, 71.
- Rejet de la résolution relative à l'utilisation du port de Churchill, 142.
- La Chambre maintient la décision de l'Orateur déclarant inacceptable un amendement de M. Low à la résolution tendant à ratifier la Charte des Nations-Unies, 159.
- Rejet de la motion de M. Bracken demandant la production en Chambre des arrêtés en conseil et des délibérations du conseil du Trésor, approuvés depuis le 6 septembre 1945, 201.
- Rejet de la motion de M. Knowles demandant la production de la copie de la correspondance échangée entre l'enquêteur de la corporation de stabilisation des prix des denrées et C. C. Cardoza au sujet de toute enquête sur la Federal Shoe Manufacturing Co. Ltd., la Gagnon, Lachapelle & Co. Ltd., 231.
- La Chambre maintient une décision de l'Orateur déclarant irrégulier un amendement de M. Bracken à la résolution relative au drapeau national distinctif, 234.
- La Chambre vote en deuxième lecture la Loi sur la Société centrale d'hypothèques et de logement, 239.

**Votes—(fin)**

- La Chambre maintient la décision de l'Orateur rejetant un amendement de Diefenbaker proposant un amendement à la résolution relative au drapeau national distinctif, 260.
- Motion de M. Knowles pour la production de correspondance entre le ministère du Travail et ses commissions consultatives relative à l'embauchage est rejetée, 270.
- Rejet de la motion de M. Fleming demandant copie des procès-verbaux et délibérations du Service canadien d'information, 272.
- Adoption de la motion instituant un comité spécial mixte pour étudier le choix d'un motif approprié pour un drapeau national distinctif, 274.
- Rejet du sous-amendement de M. Coldwell à la motion du ministre des Finances demandant la formation de la Chambre en comité des Voies et Moyens, 340.
- L'amendement de M. Macdonnell à la motion du ministre des Finances invitant la Chambre à se former en comité des Voies et Moyens est rejeté, 341.
- La Chambre vote la troisième lecture de la Loi de 1945 sur les pouvoirs transitoires résultant de circonstances critiques, 443.
- La Chambre vote la troisième lecture de certains bills de divorce, 449.
- Vote de la Chambre sur la motion relative à la résolution sur les Accords de Bretton-Woods, 454.
- La Chambre rejette la motion de M. Black pour la production de certains documents relatifs à l'explosion du dépôt de poudre de Bedford Basin, N.-E., 458.
- Adoption, en deuxième lecture, de la Loi sur les Accords de Bretton-Woods, 463.
- La Chambre vote, en troisième lecture, la Loi sur les Accords de Bretton-Woods, 488.

**W****Wartime Housing Limited:**

- M. Fraser demande si le ministère des Affaires des anciens combattants dirige les entreprises Nos 3 et 4 de la Wartime Housing Limited, désignées comme foyers pour hommes et pour femmes, 169; dépôt, 206.
- M. Fraser demande les noms des fonctionnaires de la Wartime Housing Limited, 192; dépôt, 269.

**Welland Chemical Works Limited:**

- M. Castleden demande le montant total dépensé par le gouvernement à la Welland Chemical Works Limited, 192; dépôt, 212.

**Y****Yukon:**

- Dépôt de copie des ordonnances du territoire du— pour 1945, 28.

## LISTE DES APPENDICES—SESSION DE 1945

---

- No 1—Comité permanent des chemins de fer et de la marine marchande que le gouvernement possède, exploite et contrôle. *Non imprimé en appendice aux Journaux; mais les procès-verbaux et les témoignages ont été imprimés au jour le jour. Voir page 255 des Journaux.*
- No 2—Comité mixte spécial du Sénat et de la Chambre des communes chargé de faire étude et enquête sur un motif approprié en vue d'un drapeau national distinctif pour le Canada. *Non imprimé en appendice aux Journaux; mais les procès-verbaux et les témoignages ont été imprimés au jour le jour. Voir page 385 des Journaux.*
- No 3—Comité permanent des Affaires extérieures. Proposition à l'examen de la Chambre des deux résolutions suivantes: a) Approbation de la Convention (No 32) concernant la protection, contre les accidents, des travailleurs occupés au chargement et au déchargement des bateaux (Conférence générale de l'Organisation internationale du Travail, Genève, 16e session, 27 avril 1932); et b) Approbation de la Convention (No 63) concernant les statistiques des salaires et des heures de travail dans les principales industries minières et manufacturières, y compris le bâtiment et la construction, et dans l'agriculture (Conférence générale de l'Organisation internationale du Travail, Genève, 24e session, 2 juin 1938). Aussi, l'examen du Traité pour l'extradition des malfaiteurs entre le Canada et les Etats-Unis d'Amérique, signé à Washington, le 29 avril 1942, et du Protocole y annexé signé à Ottawa, le 3 octobre 1945. *Non imprimé en appendice aux Journaux; mais les procès-verbaux et les témoignages ont été imprimés au jour le jour. Voir pages 251 et 465 des Journaux.*
- No 4—Comité spécial des Affaires des anciens combattants. Avant-projets de bills présentés à la Chambre concernant la Loi de 1944 sur les indemnités de service de guerre, la Loi de 1942 sur les terres destinées aux anciens combattants et la Loi sur les allocatoins de réadaptation pour les anciens combattants. *Voir pages 240, 314 et 377 des Journaux. Non imprimé en appendice aux Journaux. mais les procès-verbaux et les témoignages ont été imprimés au jour le jour. Voir page 475 des Journaux.*
- No 5—Comité permanent de la banque et du commerce. Bill No 238, Loi portant exécution des accords en vue d'un Fonds monétaire international et d'une Banque internationale pour la reconstruction et le développement. *Non imprimé en appendice aux Journaux de la Chambre; mais les procès-verbaux et les témoignages ont été imprimés. Voir page 482 des Journaux.*
- No 6—Comité spécial des dépenses et des économies de guerre. Corporation des biens de guerre. *Non imprimé en appendice aux Journaux de la Chambre; mais les procès-verbaux et les témoignages ont été imprimés au jour le jour. Voir page 485 des Journaux.*